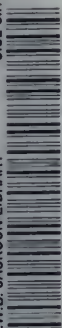


331.3106244 S678B v.18 c.1
Société de protection des a
Bulletins.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

0ISE CIR



3 0005 02023 6421

THE LIBRARY

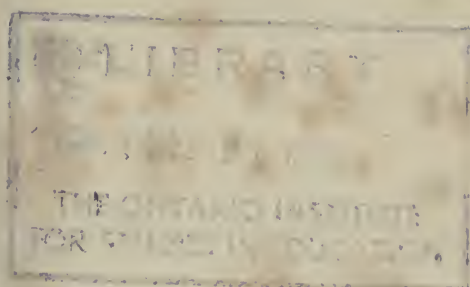
The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada









BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS

ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et de s'Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

DIX-NEUVIÈME ANNÉE

(TOME XVIII)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
44, RUE DE RENNES, 44

1885

Adresser à M. E. Nusse, avocat, Secrétaire, rédacteur du BULLETIN,
au siège de la *Société de protection*, les correspondances et les com-
munications relatives aux Questions de *l'Apprentissage* et du *Travail*
des enfants dans les manufactures.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. le **Ministre du Commerce.**

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. **Berthier** (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.
M. **Corbon**, sénateur, président de la *Commission supérieure du travail des enfants*.
M. **Dollfus** (Jean), ancien manufacturier.
M. **Legouvé**, de l'Académie française.
M. **Robert** (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances contre l'incendie *l'Union*.
M. **Simon** (Jules), Sénateur.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. **Bernard** (Martial), ancien membre du Conseil municipal de Paris.
M. **Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.
M. **Bonjean** (Georges), président fondateur de la *Société de l'Enfance abandonnée ou coupable*.
M. de **Boureuille**, ancien secrétaire général au Ministère des travaux publics.
M. **Carriot**, inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine.
M. **Colcombet**, manufacturier, à Saint-Étienne.
M. **Délerot** (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.
M. **Dietsch**, manufacturier, à Liepvre.
M. **Gillet**, manufacturier, à Lyon.
M. **Girard** (Paul), directeur honoraire du commerce intérieur (au Ministère du commerce).
M. **Gréard**, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, vice-recteur de l'Académie de Paris.
M. **Herbette**, directeur de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'intérieur.
M. de **Hérédia**, député, président de la Commission départementale (Seine) du travail des enfants.
M. **Hiéland** (Léon), ancien président du Syndicat général de l'*Union nationale* (Chambres syndicales d'industries parisiennes).
M. **Jaquemart**, inspecteur général de l'Enseignement technique.
M. le baron **Larrey**, député, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine.

- M. **Lefebure** (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce, *secrétaire général honoraire* de la Société.
M. **Lemoine** (Henri), président-fondateur du Patronage de l'Ébénisterie.
M. **Mourceau** (Hippolyte), ancien manufacturier.
M. **Nicolas**, directeur du commerce extérieur au Ministère du commerce.
M. **Périn** (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, *secrétaire honoraire* de la Société.
M. **Petit** (Charles), président honoraire de la Société d'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et Plumes, ancien membre de la Chambre de commerce, *vice-président honoraire* de la Société.
M. **Porcher**, directeur de l'École Turgot.
M. **Rolland** (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.
M. le comte **Serrurier**, ancien préfet.
M. **Tallon** (Eugène), avocat général à la Cour d'appel de Lyon, ancien député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. **Say** (Léon), Sénateur, membre de l'Institut, ancien président du Sénat, ancien ministre des finances, ancien ambassadeur de la République Française près le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. **Bérard** (Paul), secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.
M. **Chaix** (A.), imprimeur-éditeur, fondateur de l'École professionnelle.
M. **Faustin Hélie**, juge au Tribunal de la Seine, président du *Comité judiciaire* de la Société.
M. **Follot** (Félix), président honoraire du Patronage du Papier peint.
M. le Dr **Marjolin**, chirurgien honoraire des Hôpitaux.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. **Renault** (Léon), avocat, Sénateur, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE :

- M. **Nusse** (Ernest), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, ancien magistrat.

TRÉSORIER :

- M. **Roche** (Isidore), ingénieur civil.

CENSEURS :

- M. **Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
M. **Kœchlin-Engel** (Rodolphe), manufacturier.
M. **Lombart**, fabricant de chocolat.
M. **Perrin**, docteur en médecine.
M. **Riché** (Léon), publiciste.
M. **Turney** (R.), président de l'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et Plumes.
-

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du jeudi 8 janvier 1885

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r MARJOLIN, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

Sont absents excusés : MM. *Chaix*, comte *Sérurier*, *Mourceau*, *Bonjean*.

Le procès-verbal de la séance du 13 novembre 1884 est adopté sans réclamations.

M. le Président donne la parole à M. *Nusse* secrétaire pour le dépouillement de la correspondance et les communications.

M. *Nusse* s'exprime en ces termes :

LIVRES OFFERTS. — COMMUNICATIONS. — Nous avons reçu une très intéressante brochure de M. *Fresson*, secrétaire du Patronage industriel des Enfants de l'ébénisterie, dans laquelle l'auteur expose l'histoire, le but et les moyens de cette institution. Il y a là un enseignement si utile pour tous ceux qui se proposeraient de créer des patronages de même nature, soit dans la même industrie, soit dans les industries de nature différente, que nous croyons devoir la reproduire au Bulletin.

La *Société normale d'hygiène pratique* qui se propose d'étudier la salubrité, la prophylaxie des maladies contagieuses, l'hygiène des professions et des industries, nous a transmis ses Statuts.

Nous vous signalons un journal nouveau dont les premiers exemplaires nous ont été expédiés : l'*Écho de la Mutualité*, organe des Sociétés de Prévoyance, Secours mutuels, Caisses de retraites, Syndicats professionnels, Associations de production et de consommation, Assurances en cas de vie et en cas de décès.

Du journal *la Fraternité* du 4 octobre 1884, nous détachons un très intéressant article de notre collègue M. *Georges Wickham* sur l'Enseignement technique à l'étranger.

Enfin, nous vous signalons une circulaire de M. *Depasse-Laridan* du 18 novembre 1884, proposant une Exposition générale annuelle des Écoles professionnelles constituant dans l'enseignement technique l'équivalent des concours généraux des départements.

Nous avons traduit de l'anglais pour la Société un mémoire présenté par M. *Charles Loring Brace* à la Conférence nationale de Charité de Saint-Louis, le 15 octobre 1884, et traitant de la santé des enfants au moyen des maisons d'été et des maisons de santé disposées près des villes importantes.

SUBVENTIONS. — Conformément à l'avis de M. le Trésorier, et au vote du Bureau du 17 novembre 1884, M. le Président propose à la Société de prendre cinquante billets de la Loterie émise en faveur des Apprenties sourdes-muettes de Laon, en offrant les billets aux jeunes filles de cette Institution. — La Société ratifie cette proposition.

La subvention de l'exercice 1884 étant de 2,200 francs et les fonds alloués à ce jour, de 1,680 francs il reste de ce chef en ressources libres la somme de 520 francs.

ORDRE DU JOUR. — M. *Nusse* donne lecture d'une traduction par lui faite du mémoire précité de M. *Charles Loring Brace*.

M. le Président *Marjolin* fait remarquer qu'il y a à Paris certains établissements charitables ressemblant à ceux de l'Amérique. L'Établissement de la rue Gilbert créé il y a 25 ans et recueillant les enfants convalescents des hôpitaux de Paris, — le dispensaire pour les jeunes aveugles fondé par M^{me} *Furtado Heine*, — l'Établissement de Berck, — l'Asile de l'allaitement

maternel et celui des femmes de Paris contenant chacun 250 femmes. Ces Institutions spéciales, outre leur utilité particulières, ont l'avantage de faire cesser le concubinage et de créer les habitudes de propreté, car la propreté est le point de départ de la moralité.

M. Giraud rappelle qu'il y a au dispensaire *Heine Furtado* une annexe où se trouvent en dehors des aveugles tous les autres malades.

— M. *Faustin-Hélie* développe une proposition du Comité judiciaire tendant à provoquer des arrêtés interdisant aux filles mineures le service dans les brasseries et débits.

M. *Bérard* demande quelques explications sur l'utilité de l'opportunité de cette mesure. Que décider par rapport aux jeunes filles autorisées par leurs familles ?

M. *Faustin-Hélie* rappelle que toutes les explications utiles ont été données dans le rapport de M. *Coulon* et provoque un vote de la Société dans les termes de ce rapport.

La Société vote la proposition et confie l'exécution à son Comité judiciaire.

— M. *Bérard* rapprochant les textes de la loi de 1848 fixant la durée maximum du travail des adultes et ceux de la loi du 19 mai 1874 (art. 4), fait remarquer que ces deux lois établissent des différences de réglementation entre les ateliers d'une part, les usines et manufactures de l'autre.

Quelle base de distinction légale peut-on tracer entre l'atelier, la manufacture et l'usine ?

On a proposé de prendre pour point de départ le nombre d'ouvriers, considérer, par exemple, comme atelier celui qui n'emploie que 10 ouvriers, comme usine ou manufacture, l'établissement qui en fait travailler plus. — Mais le nombre est très souvent variable; en outre, une foule de véritables ateliers emploient plus de 10 ouvriers. — D'autres veulent qu'il y ait atelier quand on ne trouve pas de moteur mécanique, usine ou manufacture partout où ce moteur existe. Mais partout tendent à se multiplier les moteurs à gaz, à air comprimé ou à l'électricité. — Pour quelques-uns, l'usine est le grand établissement qui travaille d'une manière continue sans qu'il y ait ou non commande; l'atelier, au contraire, ne produit que sur commande. — Enfin, pour d'autres, ce qui constitue l'usine, c'est la division du travail en autant de branches qu'il y a de par-

celles à créer dans le produit; à l'atelier au contraire, on fabrique un ensemble complet. Aucun de ces systèmes n'a d'assiette sérieuse. Ils ne sauraient être basés sur un règlement d'administration publique puisque la loi fait défaut. Cependant il convient de tracer une ligne de conduite aux inspecteurs qui ont à faire appliquer ces textes.

M. *Turney* fait une proposition tendant à détruire une distinction suivant lui impossible entre l'atelier, l'usine et la manufacture. C'est là l'idée de l'avenir, dénoncée dans la récente circulaire du Ministre du Commerce sur les modifications à apporter à la loi du 19 mai 1874.

M. *Nusse* estime que, dans le présent, aucune différence légale n'étant donnée, et les tribunaux ne pouvant en créer de factices, les textes dénoncés par M. *Bérard* doivent être considérés comme inapplicables.

ÉLECTIONS. — Le dépouillement des votes, opéré par MM. *Roche Thomas* et *Kæchlin*, est suivi de la proclamation des noms des membres du Conseil d'honneur et d'administration tel qu'il apparaît en la liste portée en tête du présent Bulletin.

Une députation composée de MM. *Bérard* et *Nusse* sera envoyée à M. *Léon Say*, président élu, pour lui faire connaître son élection et s'entendre avec lui sur les conditions de son installation.

La séance est levée à 10 heures 1/4.

Le Secrétaire de la Société,
Ernest Nusse.

SÉANCE EXTRAORDINAIRE

Du 26 février 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY, SÉNATEUR, membre de l'Institut,
Président de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures 1/2.

Absents excusés : MM. le docteur *Marjolin*, le comte *Sérurier* et *Lucas*.

M. le Président *Léon Say* donne la parole à M. *Léon Renault*, secrétaire général.

Dans une allocution fréquemment applaudie, M. Léon Renault souhaite la bienvenue à M. le Président Léon Say.

M. Léon Say prend la parole et remercie la Société de l'honneur qu'elle lui a fait en l'appelant à prendre le fauteuil précédemment occupé par M. J.-B. Dumas.

Les paroles de M. le Président sont accueillies par les applaudissements réitérés de l'Assemblée.

M. le Président Léon Say donne ensuite la parole à M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société qui lit un rapport sur les Institutions d'enseignement professionnel créées par la Compagnie du Chemin de fer du Nord en faveur de l'enfance ouvrière. (*Applaudissements*).

M. le Président Léon Say remercie M. Nusse de son intéressant travail et félicite MM. les fonctionnaires de la Compagnie du Nord dont le zèle et le dévouement font vivre ces belles institutions.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,
Ernest Nusse.

ANNEXES

N° I. — ALLOCUTION DE M. LÉON RENAULT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MON CHER COLLÈGUE ET AMI,

C'est aujourd'hui, pour la première fois, que la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures est appelée à recevoir un président nouveau.

Nos cœurs sont partagés entre la tristesse, que nous inspire le grand deuil qui a rendu cette cérémonie nécessaire, et la satisfaction que nous éprouvons en voyant que la place occupée par M. Dumas va être tenue par un homme tel que vous.

Lorsque M. Dumas a été enlevé à la science, à la patrie, et à notre œuvre pour laquelle il avait toujours réservé, dans son

cœur, et son esprit, une sorte de coin préféré, nous avons ressenti autant d'inquiétude que de douleur. La douleur dure encore, elle ne s'effacera jamais, mais l'inquiétude a disparu depuis le jour où nous avons été assurés que vous acceptiez la présidence rendue vacante par la mort de M. Dumas. (*Très bien! très bien! Applaudissements.*)

Vous n'êtes pas seulement un administrateur consommé, un économiste soucieux de résoudre les grandes questions sociales, que l'Institut de France s'honore depuis longtemps de compter parmi ses membres, un orateur et un écrivain que l'Académie française attend, un patriote associé par M. Thiers à la grande œuvre du relèvement de la patrie et de la restauration de nos forces détruites et de notre organisation compromise. (*Applaudissements.*) Vous êtes encore un ami dévoué, convaincu, intelligent, de la jeunesse ouvrière, de cette enfance démocratique qui est au premier rang de nos affections et de nos préoccupations. (*Nouveaux applaudissements.*)

Personne n'ignore quels sentiments vous aviez pour elle. Vous les aviez fait éclater dans le rapport que vous aviez lu au Conseil général de Seine-et-Oise en 1881, et dans lequel vous avez si bien démontré la nécessité d'instituer, dans le département de Seine-et-Oise, une inspection départementale chargée d'assurer l'exécution de la loi de 1874.

Celui qui a, en ce moment-ci, l'honneur de vous recevoir comme président de notre Société, signalait au milieu de la fête de notre Société, en 1882, ce rapport qui devait figurer à notre Bulletin. Il était heureux d'avoir l'occasion de dire « que c'était un véritable chef-d'œuvre de cœur, sans emphase, d'esprit et de dévouement à la cause de la jeunesse. »

Les applaudissements unanimes qui ont accueilli cette appréciation lui ont prouvé qu'elle ne dépassait pas la mesure de la justice qui vous était due. (*Applaudissements.*)

La part que vous aviez prise à l'organisation des ateliers d'apprentissage que la Compagnie du Chemin de fer du Nord a créés, puis l'instruction professionnelle des enfants de ses ouvriers, vous créait encore d'autres droits à notre reconnaissance. A cette organisation, commencée dans les départements où la Compagnie du Nord a ses principaux ateliers, étendue aujourd'hui à Paris même, vous avez donné un concours si dévoué qu'en vous voyant aujourd'hui vous asseoir dans le fau-

teuil de M. Dumas, chacun sent que vous ne faites que prendre une fois de plus la place qu'il est naturel, qu'il est juste, qu'il est bon pour tous que vous occupiez.

Je n'ai pas à vous présenter davantage à la Société qui est si heureuse de vous avoir à sa tête, mais il est de mon devoir de Secrétaire général de vous faire faire plus complètement connaissance avec elle.

Si elle est fière de vous avoir pour président, j'ai la conviction (et ce n'est pas de ma part un orgueil excessif, je l'espère) que quand vous aurez vécu avec elle, quand vous l'aurez éprouvée, quand vous aurez pu vous rendre compte de ce qu'il y a dans son sein de dévouement au bien public, de ce qu'enferment de patriotisme les rangs de cette petite armée qui vous remet son drapeau, vous aussi, vous aurez quelque fierté d'être devenu son chef. (*Applaudissements.*)

Avant de vous indiquer vers quels horizons nous espérons que vous la conduirez, permettez-moi de vous retracer en quelques mots ce qu'ont été son origine et ses progrès jusqu'à ce jour. Vous savez, — vous savez mieux que personne (car nul n'a plus passionnément que vous réfléchi sur les problèmes économiques et sociaux qui se rattachent à l'objet dont je vais parler) — vous savez quelle modification profonde s'est opérée dans toutes les conditions de l'industrie depuis le jour où les anciennes conditions de sa vie se sont transformées sous l'action des forces nouvelles dont le génie humain s'est emparé, et qu'il a appliquées dans toutes les branches de production. Un champ immense presque indéfini s'est ouvert aux efforts du travail : la concurrence s'est établie entre toutes les nations ; aux anciens ateliers fermés, limités, circonscrits, image à peine agrandie de la maison de famille, se sont substituées ces immenses usines où tous les âges, tous les sexes se sont trouvés réunis pour collaborer à une production condamnée à être aussi rapide et aussi économique que possible.

Dans ces conditions nouvelles du travail humain, un grand souci devait venir à tous ceux qui ont la préoccupation de la justice, de la protection des faibles et aussi de l'avenir des générations ouvrières, qui se succèdent dans les usines : — le souci de protéger et de défendre les petits êtres qui risquaient d'être emportés dans ce grand mouvement et écrasés dans ce cyclone industriel. Un cri d'humanité s'est élevé en Angleterre.

Il s'est prolongé dans tous les pays civilisés. Il a réclamé l'intervention de l'action nationale, de l'état, de la loi en vue d'empêcher qu'on n'abusât de l'enfant, qu'on ne détruisît, en lui, l'ouvrier de l'avenir, le soldat nécessaire à la défense de la patrie.

C'est ainsi que chez nous, en 1841, le principe de la protection de l'enfance employée à l'industrie a été posé dans une loi dont toutes les dispositions étaient sages, mais à laquelle manquaient deux appendices indispensables, et sans lesquels elle ne pouvait aboutir à aucun résultat pratique : des règlements permettant de plier les règles générales édictées par le législateur aux conditions particulières de chaque industrie, et surtout l'organisation d'une inspection chargée de veiller à l'application de la loi, au respect de ses dispositions protectrices.

La loi de 1841 avait été un grand progrès dans la législation ; mais un progrès dont les conséquences pratiques ne se faisaient sentir pour ainsi dire nulle part, dans le monde industriel.

C'est alors que le grand homme de bien dont notre Société gardera un impérissable souvenir, et qui monté aux plus hautes cimes de la science, se rappelait et aimait à rappeler aux autres l'humilité de ses origines et les rudes débuts de sa vie de labeur, entreprit avec une application ardente, passionnée et que rien n'a pu détourner ni lasser, de communiquer la vie à la loi de 1841, d'animer la statue. Il avait parcouru l'Angleterre ; il avait, dans ce grand pays, si soucieux du respect de toutes les libertés, assisté au noble effort de la conscience générale, tendant à créer pour les enfants, au point de vue des conditions dans lesquelles leurs petites forces pourraient être utilisées, au point de vue des industries desquelles il convenait de les écarter, au point de vue de l'âge auquel ils devaient être employés au travail, au point de vue des réserves de temps commandées par les nécessités de leur éducation et de leur instruction, un précieux ensemble de garanties. Il reconnut qu'il était indispensable et facile de les implanter chez nous, sans dommage pour notre industrie, mais, au contraire, pour son plus grand profit.

Il commença la campagne dans notre pays. Il posa en principe que pour vivifier l'excellente loi de 1841 il fallait par des règlements spéciaux et bien combinés, la plier aux nécessités variables des diverses industries et assurer son respect par la

constitution d'une inspection attentive, à la fois rigoureuse et conciliante suivant les cas.

Dès 1866, il créa notre Société et lui donna pour programme la conquête de l'opinion en vue de ces réformes protectrices de l'enfance ouvrière. Il lui assigna pour objet et pour rôle l'incessante propagande dans l'intérêt de cette enfance.

C'est en restant fidèle à cette impulsion de son illustre fondateur que notre Société a déjà obtenu tant de résultats utiles, qu'elle peut se promettre de les fortifier et de les étendre.

En même temps, M. Dumas se hâta de profiter de la haute situation qu'il occupait à la tête du conseil municipal de Paris pour démontrer immédiatement, dans cette ville de Paris d'où tout rayonne, où tous les exemples sont féconds, les conséquences qu'il était permis d'attendre des principes posés par la loi de 1844, si on les vivifiait par une surveillance intelligente et raisonnée.

Un service d'inspection du travail des enfants employés dans les manufactures fut créé à Paris par une décision du conseil municipal, provoquée par M. Dumas. Il fut confié à M. Barreswill, que nous associons dans notre reconnaissance à M. Dumas et dont le nom peut être placé à côté de ce grand nom, sans que ceux qui savent les services qu'il a rendus trouvent que la place soit trop haute pour lui. (*Marques d'adhésion*).

En même temps qu'il s'appliquait à organiser l'inspection dont il était chargé, M. Barreswill devenait comme le lieutenant de M. Dumas, au sein de notre Société, l'actif soldat de la croisade destinée à conquérir le monde industriel à l'idée que la protection de l'enfant, de l'ouvrier de demain, ne pouvait tourner qu'à son plus grand profit en même temps qu'à son plus grand honneur, qu'il n'était pas vrai que cette protection pût être dommageable pour le travail national, qu'au contraire, elle lui était indispensable pour maintenir et accroître la réserve de forces dont elle avait besoin pour garder et élever dans le monde le rang de l'industrie française.

Notre association, guidée par ces hommes de bien, appela à son aide les pouvoirs publics en même temps qu'elle s'adressait à la foule des industriels. Elle réclama d'eux des modifications législatives, des règlements d'administration permettant d'appliquer la loi de 1844 dans les petits ateliers, dans les fabriques peu importantes occupant un nombre restreint d'ouvriers, et de l'assouplir aux exigences des industries particulières.

Elle fut puissamment aidée dans sa propagande par un homme qui a été votre collègue et dont le nom a été associé au vôtre dans de grandes entreprises nationales, par M. de Freycinet. Envoyé en Angleterre par le gouvernement en 1867 avec mission d'étudier la situation industrielle de ce pays, il rendit témoignage, avec son autorité d'ingénieur, après une étude complète en faveur du but que notre association poursuivait. Il affirma dans un admirable rapport que tout ce que notre Société réclamait au nom de la philanthropie, au nom de l'humanité intéressée à la protection de l'enfance, était commandé par les intérêts mêmes de notre industrie; et qu'en Angleterre on avait pu concilier la protection la plus large de l'enfant avec le développement le plus puissant et le plus libre du travail. Le rapport de M. de Freycinet allait produire son effet.

L'action gouvernementale était imminente lorsque survint le grand malheur qui, s'abattant sur la patrie, bouleversa tant de choses plus hautes que l'œuvre de notre Société.

Dans ce grand désastre où tant de biens nous ont été ravis, notre Société fut gravement atteinte. On put croire, en 1871, qu'elle allait elle aussi disparaître et ne laisser que la trace d'une généreuse tentative. Eh bien, si grande est la force des idées justes et si vivace est l'instinct qui ramène la France aux entreprises où l'humanité est intéressée, que notre association put se relever bien vite et reprendre l'œuvre au point où elle l'avait laissée; trois années suffirent pour qu'avec l'aide de députés influents dans l'Assemblée nationale, conquis à la cause de l'enfance ouvrière, elle pût obtenir le vote de la loi de 1874, qui est certainement la loi la plus sage, la plus équitable qui existe dans le monde en vue de la protection des enfants employés dans les manufactures.

Les détails de la loi de 1874, je n'ai pas besoin de vous les rappeler, mon cher collègue et ami, vous avez contribué à la faire, cette loi. — Puis ce qui importe, ce n'est pas le travail accompli, c'est la besogne qui reste à faire. Notre Société l'a toujours pensé. Ainsi, à peine la loi de 1874 votée, s'est-elle immédiatement mise en rapport avec le Comité consultatif des arts et manufactures, chargé de préparer les règlements par lesquels la loi devait se compléter. Onze règlements d'administration publique, étudiés avec soin, sont venus dire comment, dans chacune de nos principales industries, la loi de 1874 devait

être pratiquée. — Nous avons eu notre part dans leur élaboration.

Un service général d'inspection a été organisé par l'État; ses inspecteurs départementaux ont été créés dans beaucoup de départements; dans les grandes villes, et notamment à Paris, des Commissions locales ont été établies permettant d'aller, dans chaque atelier, surveiller l'application de la loi protectrice.

Notre association a établi de constants et affectueux rapports avec toute cette hiérarchie d'inspecteurs.

Elle n'avait plus à solliciter, à émouvoir, à presser les pouvoirs publics qui comprenaient quelle était la nécessité sociale et politique de la protection de l'enfance ouvrière. Une autre tâche plus lente, plus compliquée, non moins utile s'imposait à nous. Il fallait, après avoir conquis la conscience nationale au principe de la protection et à son application stricte, y convertir les industriels par une série d'efforts successifs. Notre Société au moyen de l'organisation qu'elle s'est donnée, s'est appliquée à réaliser cette conversion.

Dans chaque industrie, elle s'est mise en rapport avec les patrons. Elle leur communique, au moyen de son Bulletin, tous les renseignements de nature à les éclairer, qu'elle recueille soit à l'étranger, soit dans chaque branche de l'industrie française. Elle a constitué ainsi une sorte de bureau de publicité permettant à tous ceux qui ont souci du développement moral, intellectuel, technique de la jeunesse ouvrière française de se renseigner sur ce qui se fait ou peut se faire de pratique et de juste en sa faveur.

Au moyen de son Comité des accidents, elle réunit et répand toutes les indications utiles pour accumuler autour du travail qui s'accomplit dans les manufactures la plus grande somme de sécurité possible.

Elle a un Comité judiciaire chargé de provoquer, au besoin de soutenir la poursuite des infractions à la loi de 1874.

Enfin elle s'est préoccupée même d'une question urgente qui s'impose à l'industrie française avec un caractère de plus en plus pressant, ainsi que le démontrent les enseignements des grandes expositions internationales qui ont lieu chez nous et à l'étranger, je veux parler de la question de l'apprentissage.

Il est essentiel pour l'avenir, pour le salut de l'industrie fran-

caise, que l'apprentissage, la préparation de l'enfant au métier d'ouvrier, se fasse suivant une méthode complète et rationnelle, à la fois générale et spéciale, scientifique et technique. Malheureusement l'application d'une telle méthode se heurte à de très grandes difficultés dont il est malaisé de triompher.

Aujourd'hui l'enfant ne peut être employé comme apprenti qu'après qu'il a atteint l'âge de treize ans; il faut qu'il justifie d'études primaires complètes. La conséquence de ces restrictions c'est que dans les métiers qui veulent un apprentissage un peu long, les parents voient s'éloigner beaucoup l'époque où ils pourront tirer du salaire de leurs enfants une aide pour l'entretien matériel de celui-ci, et pour le soutien de la famille. Il y a une trop fréquente contradiction entre les conditions d'apprentissage complet indispensables pour préparer l'ouvrier habile, capable de soutenir un jour la supériorité de notre travail national, de se développer et d'atteindre une situation de patron, et les exigences matérielles qui pèsent sur la famille de l'ouvrier.

Travailler sinon à détruire, du moins à atténuer cette contradiction, éclairer sur la nécessité de l'apprentissage les chefs des familles ouvrières a paru à notre Société un devoir que son titre même lui imposait de ne pas négliger. Elle s'est offerte pour rapprocher les patrons et les familles ouvrières. Elle a cherché à préparer entre eux des contrats étudiés avec soin à l'exécution desquels elle se chargerait de veiller. Elle a réussi souvent, moins souvent qu'elle aurait voulu cependant. Elle n'a pas recherché le nombre, elle s'est attachée à la perfection, au moins relative de ces sortes de contrats. Elle a voulu que les exemples qui s'en dégageraient agissent sur les industries, sur les corps d'état de Paris et des départements, de telle façon que l'on pût y trouver, pour chacune des conventions d'apprentissage qui se formeraient, des indications de nature à guider les bonnes volontés.

Nous nous sommes aussi efforcés de susciter en province des associations semblables à la nôtre et de devenir par les liens que nous établirions entre elles une sorte de trait d'union entre tous les amis de l'enfance ouvrière, répandus dans les diverses parties de la France.

Notre préoccupation constante, c'est de créer une sorte d'entente nationale, pour la poursuite en commun de la solution

des problèmes dont le législateur de 1841 a reconnu la gravité, dont la loi de 1874 a si bien posé tous les termes.

Nous convions tous les bons citoyens à l'action commune en vue d'élever le niveau des classes ouvrières, d'accentuer l'intelligence et l'éducation de l'ouvrier français ; — nous nous adressons à tous patrons et ouvriers. — Nous les supplions de comprendre qu'ils n'ont pas d'intérêts contraires, et que ce n'est qu'à la condition de travailler ensemble à l'ascension constante des ouvriers vers la perfection dans l'exercice de leur état que notre nation pourra garder le haut rang industriel auquel elle a droit et qu'elle verra disparaître de son sein toute cause de haine, tout antagonisme troublant et destructeur, qu'elle donnera enfin au monde le spectacle d'une démocratie à la fois pacifiée et puissante. (*Très bien ! Très bien ! Applaudissements.*)

Voilà ce que nous nous sommes efforcés de faire depuis que notre Société est constituée ; voilà les résultats considérables que nous avons déjà obtenus au profit de l'enfance ouvrière, de la réconciliation autour d'elle du monde de l'industrie, ouvriers et patrons. Ce que nous attendons de vous, mon cher président et mon cher ami, c'est que vous mettiez au service de notre cause la puissance rayonnante de votre esprit, de votre parole, la grande autorité que vous donne la situation éminente que vous occupez dans le monde industriel, en même temps que dans le monde politique. Nous comptons que vous lerez comprendre à tous le devoir d'adhérer à notre œuvre. Il y a dans son fonctionnement, dans le concours qu'elle reçoit, des détails qui vous toucheront ; quand vous étudierez notre petit budget, vous constaterez que dans nos recettes figurent des cotisations très modiques, mais provenant de toutes les parties de la France, fournies par plus de 1,100 souscripteurs et adhérents.

En tête de notre liste de donataires vous trouverez quatre des grands lycées de Paris. N'est-il pas touchant que ce soit avec les oboles fournies par les enfants qui appartenant aux classes plus aisées de la société reçoivent l'instruction complète, que se constitue une partie des ressources au moyen desquelles nous servons la cause de la protection, de la défense et du développement de l'enfance ouvrière ?

Ne faut-il pas s'en réjouir comme d'un signe précurseur de ce rapprochement, de cette entente de toutes les classes pour le

bien général, pour l'élévation de notre démocratie, pour la mise en commun de toutes les bonnes volontés, qui est en tête de notre programme, et qui est un des plus constants soucis de votre cœur et de votre intelligence?

Pour ma part, c'est avec une absolue confiance que je vous vois prendre notre présidence, et j'ai la conviction que quand nous mesurerons, dans deux ou trois ans, le chemin parcouru par notre Société sous votre direction, nous pourrons dire que si M. Dumas a été notre fondateur, vous aurez été notre introducteur dans la plénitude d'une vie active, efficace et rayonnante, de telle sorte que ceux qui auront à parler de nous seront peut-être plus tenus de regarder au sommet qu'au pied et à la racine de notre œuvre. (*Applaudissements prolongés.*)

N° II. — ALLOCUTION DE M. LÉON SAY

PRÉSIDENT

MESSIEURS,

C'est avec un vif sentiment d'intérêt que je viens d'entendre de mon excellent ami, M. Léon Renault, le récit des efforts de votre Société; mais c'est aussi avec un sentiment de confusion facile à comprendre que je m'assois aujourd'hui dans un fauteuil si longtemps occupé par le grand homme qui s'appelait Dumas.

Les deux honneurs les plus grands que j'aurai reçus dans ma vie seront certainement d'avoir succédé à M. Dumas dans la présidence des deux Sociétés auxquelles nous appartenions l'un et l'autre : à la Société d'Agriculture où je l'ai remplacé, et à cette Société où voulez bien m'appeler en ce moment à lui succéder.

C'était en effet un bien grand spectacle que de voir cet homme, de génie, tout préoccupé qu'il était de l'étude des grandes lois de l'univers, planer pour ainsi dire au-dessus de notre monde terrestre pour se développer avec toute la puissance de son imagination et de sa science dans les grandes questions de philosophie, de la nature qui lui étaient si familières; c'était un bien grand spec-

tacle, dis-je, de voir cet homme qui s'élevait si fort au-dessus de notre horizon, redescendre sans cesse parmi nous, abandonnant un instant les grands problèmes scientifiques dont il s'occupait avec tant de passion, pour étudier de plus près les grands problèmes sociaux dont il n'avait jamais détourné son esprit et qu'il sondait avec sa sagacité peu commune et sa pénétration triomphante.

N'était-ce pas une preuve de plus de la grandeur de son cœur et de son intelligence qu'il donnait au monde en s'adonnant à la fois à deux ordres d'idées qui paraissent souvent si éloignés l'un de l'autre : la science et l'humanité, c'est-à-dire l'absolu et le relatif, le ciel et la terre ?

Il savait qu'il y avait dans cette humanité qu'il aimait, des faibles à secourir, et c'est pour obéir aux sentiments de sa grande âme compatissante qu'il a fondé cette Société qui devait rendre et qui a rendu de si grands services.

Je ne puis pas non plus m'empêcher de rapprocher comme vous et toujours du nom de M. Dumas, celui de notre excellent M. Barreswil, l'élève de M. Dumas, car c'est lui qui m'a instruit le premier dans ces sciences physico-chimiques où il a fait de si belles découvertes et où il a travaillé avec une énergie qui ne s'est jamais ralentie pour la grandeur de notre pays. (*Applaudissements.*)

C'est pour ainsi dire en famille que je viens à la suite de ces grandes personnalités m'asseoir au milieu de vous pour vous aider, si je le puis, dans votre œuvre progressive et dans l'accomplissement toujours plus apprécié des gens de cœur de la tâche que vous vous êtes imposée.

M. Léon Renault nous a parlé des modifications qui se sont introduites dans l'industrie et des procédés nouveaux destinés à protéger les travailleurs qui peuvent être broyés dans ces mécaniques de l'industrie moderne marchant en aveugles dans la voie de la civilisation et du progrès.

L'industrie, en effet, a passé par des phases bien diverses. A l'industrie familiale dont on vous parlait tout à l'heure, a succédé la grande industrie, et nous

avons pu voir ces enfants, autrefois les apprentis de la famille, devenir les apprentis de grandes maisons où il pouvait paraître fatal qu'on les oubliât, les laissant découverts et sans défense au milieu des outils d'une organisation nouvelle dans laquelle chacun n'est plus pour ainsi dire qu'une petite machine.

Mais il ne faudrait pas croire cependant qu'à l'époque où l'industrie familiale florissait encore, les enfants n'eussent pas besoin d'être protégés; ils ont été bien souvent les victimes de ces prétendues familles qui les employaient à des ouvrages serviles et qui étaient loin de leur donner cette éducation professionnelle dont ils auraient eu tant besoin; il ne faudrait pas croire que dans le temps passé, l'enfant n'avait pas besoin d'être protégé, il ne l'a pas été toujours, et je n'hésite pas à dire qu'aujourd'hui on comprend mieux qu'on ne le faisait alors, la nécessité qui s'impose de protéger ceux qui ne peuvent pas se protéger eux-mêmes.

Des hommes de beaucoup de mérite ont souvent comparé l'époque ancienne et l'époque moderne et se sont demandé si nous ne valions pas mieux que notre réputation. Dans un grand pays voisin, en Angleterre, un économiste distingué, M. Goschen, disait il y a quelque temps dans un grand discours qu'il prononçait à Édimbourg : « Est-ce que nous sommes dans un siècle de sentimentalité ? Est-ce que la nation anglaise est une nation sentimentale pour s'occuper des questions dont on ne s'occupait guère autrefois et pour s'attacher, comme le font tant de personnes, à protéger les faibles contre les entreprises de ceux qui sont plus forts et qui abusent de leur force ? »

Eh bien, non, ce n'est pas une sentimentalité particulière à l'Angleterre, c'est une sentimentalité bien naturelle et qui est en réalité le propre de ces populations modernes et civilisées parmi lesquelles il y a, Dieu merci ! beaucoup de braves gens. Ce sont les braves gens qui font que ce

courant de sentimentalité existe; ce sont ces braves gens qui savent que les faibles doivent être protégés, qui nous disent que le devoir de l'État ne se réduit pas à donner simplement de la sécurité, mais que la limite de ses attributions, quoique bien discutée aujourd'hui dans le monde économique, ne doit pas être placée en dehors d'une intervention qui s'exerce au profit des enfants que leur famille ne peut pas protéger.

Je ne suis pas de ceux qui approuvent les projets de socialisme d'État qui, en Angleterre, en Allemagne surtout, ont pris de si grands développements depuis quelques années.

Je ne crois pas que l'intervention de l'État dans les affaires de l'industrie, comme on cherche à la réaliser en Allemagne et en Autriche, soit une bonne chose. On essaie de reconstituer au centre de l'Europe les corporations avec le contrat d'apprentissage et obéissant à des règles déterminées et prescrites par l'État; — je ne crois pas, dis-je, que cette sorte d'interventions produise de bons résultats; mais ici nous ne faisons pas de socialisme d'État, nous remplissons un devoir et nous demandons à l'État de remplir un devoir.

La liberté ne se comprend qu'à la condition qu'elle ne lèse la liberté de personne, et lorsque les faibles ne peuvent pas se protéger eux-mêmes contre les excès de la liberté des autres, il faut bien que ce soit l'État qui les protège. (*Marques d'adhésion.*)

A l'égard des enfants, malheureusement, il arrive souvent que leurs protecteurs naturels ne font pas leur devoir; dans ce cas nous devons substituer à la famille absente notre Société et nous devons demander à l'État de remplacer dans une certaine mesure ceux qui ne sont pas là ou qui étant là ne font pas ce qu'ils devraient faire.

C'est dans ces limites, que les économistes les plus orthodoxes et les plus résolus à combattre le socialisme

d'État peuvent dire que la loi de 1874 est bonne, que les efforts que vous avez faits pour rendre la loi de 1874 applicable, sont absolument dignes d'être approuvés par ceux qui pensent que notre démocratie doit s'attacher à développer les sentiments de respect dont il faut entourer l'enfance et tous ceux qui sont faibles.

J'attache un prix considérable à l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à présider vos réunions. Je chercherai à suivre des grands exemples qui m'ont été donnés. Je ne crois pas que ma personnalité puisse apporter à votre Société cette aide considérable dont parlait mon ami M. Léon Renault; mais je ne suis pas à moi tout seul le bureau de la Société, et le bureau de la Société a montré assez souvent de quels efforts de dévouement il était capable, pour donner confiance dans le développement ultérieur de l'œuvre que vous avez entreprise.

J'ai pu apprécier, dans mon département, l'action si utile de nos inspecteurs; j'ai su que dans les manufactures elle a su se faire rendre justice par les industriels. C'est un beau spectacle que celui que nous donnent tant de chefs d'industrie heureux de se prêter à l'exécution d'une loi que certains d'entre eux avaient pu croire d'abord qu'on avait faite contre eux. Ils reconnaissent aujourd'hui que ce n'est pas le cas; l'enfance c'est une caisse d'épargne dans laquelle il faut continuer à verser des trésors pour l'avenir. (*Très bien ! Très bien ! Applaudissements.*)

Nous élevons une génération qui pourra nous rendre au centuple tout ce que nous avons fait pour elle. La statistique nous apprend que notre population subit une crise. Elle est composée d'individus des différents âges dans une proportion qui peut donner quelques inquiétudes. Si l'on établit par âge le nombre des personnes qui la composent, on constate que, sur une très faible base qui est la base de l'enfance, s'étage une sorte de

pyramide renversée dans laquelle les hommes faits sont en nombre trop grand par rapport à l'ensemble de la population.

Vous savez qu'on a fait des tableaux graphiques pour faire juger d'un coup d'œil la certitude d'une population de chaque âge par ses lignes superposées ; on est arrivé par ce procédé à dessiner une figure qui a la forme d'une amphore ; l'enfance en serait la base et les hommes faits en formeraient le renflement. Quelques personnes se sont demandé si ce n'était point un avantage que de posséder une proportion d'hommes faits plus grande que les autres peuples par rapport à l'ensemble. Je crois, au contraire, que ce doit être une grande cause de préoccupation pour l'avenir, car cette proportion résulte de ce que l'enfance qui forme la base est représentée par une ligne plus courte qu'autrefois. Nous sommes bien obligés d'en tirer cette conséquence que dans un temps qui n'est pas très éloigné, la quantité des hommes faits sera beaucoup moins grande qu'aujourd'hui.

Que faut-il faire pour porter remède à ce mal ? Il faut soigner les enfants pour les empêcher des'étioler, de disparaître avant l'âge, pour en faire la souche d'une génération forte et nombreuse. L'augmentation de la population peut s'obtenir de deux façons : par l'augmentation matérielle du nombre des enfants et par les soins qu'on leur donne dans leur enfance pour les conserver et en faire des hommes.

Un des buts donc que doit se proposer notre association, c'est la protection des enfants, c'est la surveillance de leur éducation industrielle. Il ne faut pas permettre qu'on blesse ni leur corps ni leur âme. En les protégeant on les fait vivre, et on prépare en eux des pères de famille. C'est ainsi qu'on peut espérer rétablir la proportion normale qui doit exister entre le nombre des enfants et celui des hommes faits. (*Applaudissements.*)

Messieurs, il y a beaucoup d'autres considérations à

faire valoir pour faire ressortir l'utilité de vos efforts. Je suis sûr que dans l'avenir, la Société ne sera pas au-dessous de cette tâche, et si je puis contribuer à rendre votre action plus fructueuse, j'en serai fier. Je vous aiderai, si je le puis, avec le plus entier dévouement. (*Applaudissements prolongés.*)

RAPPORT DE M. FOLLOT, CENSEUR

MESSIEURS,

Délégué par mes Collègues du Comité de Censure pour la vérification des comptes, j'ai l'honneur de vous présenter le résultat de nos opérations financières pour l'année 1884, et, conformément à nos Statuts, le projet de budget pour 1885 :

Les recettes s'élèvent à	Fr.	22.914 24
Les dépenses ont été de		22.902 53
Reste en caisse		11 69
Dû par le Comptoir d'Escompte		13.638 70
Notre avoir disponible est de	Fr.	13.670 39

Le chiffre des recettes est ainsi composé :

En caisse au 1 ^{er} janvier 1884.	Fr.	370 84
Montant de 839 cotisations et reliquat		8.538 50
Collège Rollin	Fr.	100 »
— Henri IV.	300 »	
— Condorcet	200 »	
— Louis-le-Grand	300 »	
Ville de Paris	1.000 »	
Don Pellerin.	20 »	
Don anonyme	50	
Ministre de l'Intérieur.	300 »	
Ministre du Commerce.	300 »	
Don Lecoustellier.	75 »	
—	10 »	2.605 50

Report. . . Fr. 11.514 84

<i>Report.</i> . . . Fr.	11.514	84
Dons perpétuels devant être capitalisés :		
M. Crochard Fr.	100	»
M. Cliff	100	»
M. Lombart	100	»
M. Saint.	100	» 400
Fête, — erreur sur livrets		5 »
Vente de livres et bulletins.		150 75
Legs Setier.		325 05
Retiré de notre crédit au Comptoir d'Escompte.	10.518	60
TOTAL. . . . Fr.	22.914	24

Voici le compte des dépenses appliquées par services :

Loyer payé en 1884 Fr.	800	»
Appointements de M. Ginestou	800	»
Frais de recouvrement	497	75
Subventions aux diverses Sociétés et secours. .	1.830	»
Impression et distribution du Bulletin	4.299	05
Frais administratifs	1.054	35
Convocations et élections	374	80
Comité de placement	679	85
Legs Setier	100	»
Fête du 29 juin 1884	4.241	75
Versé au Comptoir d'Escompte par Caisse . . .	8.225	»
Espèces en caisse		11 69
TOTAL. . . . Fr.	22.914	24

Liste des Sociétés patronnées par la Société de Protection auxquelles il a été accordé des subventions :

Enfants de l'Ébénisterie Fr.	200	»
Soc. de Protection des enfants du papier peint (83)	200	»
M. Bernot à Troyes	150	»
Société Havraise.	100	»
École professionnelle d'ameublement	50	»
Société des jeunes orphelins.	100	»
Soc. de Protection des enfants du papier peint (84)	200	»
École de travail Israélite	50	»
École professionnelle de Nancy.	100	»
<i>Report.</i> . . . Fr.	1.150	»

<i>Report.</i> . . .	Fr.	1.150	»
École professionnelle des ouvriers en voitures .		50	»
Société de placement des orphelins des deux sexes.		100	»
Chambre syndicale du papier.		50	»
Assistance paternelle des fleurs et plumes . . .		200	»
École de l'avenue du Maine		50	»
Ramoneurs.		30	»
École d'horlogerie.		100	»
Patronage Saint-Charles.		100	»
TOTAL. . . .	Fr.	1.830	»

SITUATION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

AU 31 DÉCEMBRE 1884.

118 obligations Paris-Lyon à 350 francs l'une	Fr.	41.300	»
104 — Est 3 0/0 à 350 francs l'une. . .		36.400	»
Solde créditeur au Comptoir d'Escompte		13.658	70
Caisse		11	69
Total de l'avoir	Fr.	91.370	39

Nous devons à divers :

Au Comité des accidents de fabrique.	2.000	»	
Intérêts à 1 0/0	20	»	
Le compte A. Chaix et Cie	1.192	45	3.212 45
Reste à notre avoir	Fr.	88.157	94
L'an dernier nous avions au 31 décembre 1883.		79.222	44
Différence en plus au 31 décembre 1884. .	Fr.	8.935	50

Ainsi que les années précédentes, notre situation financière est en progression, et si, dans le cours de cet exercice, nous n'avons pas pu augmenter notre capital par l'achat de valeurs, c'est que nous avons notre fête des récompenses, et que cela nous coûte, en livrets de caisse d'épargne, médailles, etc., etc., plus de 4,000 francs. Aussi cette année, que nous n'avons pas à prévoir ces frais et que nous avons été gratifiés d'un legs fait à notre Société de protection par M^{lle} Setier, nous pensons que notre trésorier ferait bien de convertir en rente le surplus de la somme nécessaire au paiement du courant, sans entraver la marche des services.

J'ai dit que la fête coûtait plus de 4,000 francs, et j'en ai la preuve dans le rapport détaillé de M. Ernest Thomas, lequel nous avoue que le Comité a dépassé de 74 fr. 75 c. cette allocation.

Aussi, quand on voit qu'il cherche par des raisons bien naturelles, hélas! à faire excuser *cet écart*, on comprend que c'est au dévouement de chacun que l'on doit de voir nos finances si prospères.

On voit également quels soucis prennent ceux qui sont chargés de dépenser l'argent qu'on nous confie, et qu'ils savent que ce n'est qu'en se renfermant dans la stricte dépense des sommes que vous avez mises à la disposition des Comités, que nous pourrons chaque année constater, avec les heureux effets de notre prévoyance, l'exactitude de nos prévisions budgétaires.

Aussi, le Conseil des Censeurs est-il d'avis d'augmenter ses subventions en faveur des œuvres professionnelles et moralisatrices, de façon à pouvoir toujours compter sur le concours pécuniaire de la Ville de Paris, ainsi que des personnes charitables qui comprennent que c'est en leur nom que nous améliorons la condition des apprentis et des enfants employés dans les fabriques.

Il pense également que c'est la meilleure propagande et le meilleur moyen d'élargir son cercle d'action et d'affirmer de plus en plus son utilité.

Et s'il demande un crédit de 300 francs pour prendre part à l'Exposition d'Anvers, ce n'est pas tant pour gagner des récompenses que pour montrer, même à l'étranger, si on l'ignore, ce que nous avons fait de bien pour les jeunes travailleurs depuis 1865, et ce que, grâce à notre organisation, nous pouvons encore faire.

Nous comptons donc sur le zèle infatigable de notre secrétaire, M. Ernest Nusse, pour nous présenter des rapports intéressants, et nous leur ferons toujours bon accueil suivant nos ressources.

Je suis heureux, Messieurs, d'avoir à remercier en votre nom les chefs des différents services de notre Société et surtout notre nouveau trésorier, M. Isidore Roche, dont la parfaite régularité dans ses écritures a rendu ma tâche facile et agréable.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de vous proposer le projet de budget pour l'année 1885.

PROJET DE BUDGET

RECETTES

Crédit au Comptoir d'Escompte	Fr.	13.658	70
Caisse		11	69
Vente probable de livres.		120	»
Dons probables		1.500	»
Cotisations probables.		8.500	»
Coupons de 118 obligations Paris-Lyon		1.703	10
Coupons de 104 obligations 3 0/0 Est		3.185	16
TOTAL	Fr.	28.680	65

DÉPENSES

Bulletin et distribution.	Fr.	5.000	»
Subventions aux Sociétés patronnées et secours.		2.200	»
Subventions et secours imprévus		200	»
Frais de recouvrement.		600	»
Pension pour le legs Setier.		200	»
Réparation à la face de la médaille		200	»
Exposition d'Anvers		300	»
Appointements de M. Ginestou		800	»
Loyer		800	»
Frais administratifs et élections.		1.000	»
Souscriptions perpétuelles (1883-1884)		700	»
Comité de placement		1.000	»
		13.000	»

Les comptes ayant été arrêtés au 31 décembre 1884 nous devons encore pour solder cet exercice :

Au Comité des accidents de fabrique	2.000	»	
Intérêts à 1 0/0	20	»	
Le compte A. Chaix et Cie.	1.192	45	3.212 45
	Fr.	16.212	45
Balance		12.468	20
TOTAL	Fr.	28.680	65

ont signé MM. les Censeurs :

R. TURNEY,	D ^r PERRIN,	LÉON RICHIÉ,
Rod. KOECHLIN,	GROULT,	LOMBART.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du Procès-verbal communiqué par M. JORET-DESCLOSIÈRES, *Secrétaire.*)

Séance du 15 janvier 1885.

Présidence de M. *Faustin Hélie.*

Sont présents MM. *Faustin Hélie*, président; *Desclosières*, secrétaire; *Froger de Mauny*, vice-président; *Fliche*, *Humann*, *Jules Périn*.

Sont absents et excusés : MM. *Coulon*, *Th. Martin*, *L. Desfontaines*.

M. le Président fait savoir au Comité que dans sa dernière séance l'Assemblée générale a examiné la question de l'emploi des filles mineures dans les cafés et brasseries; l'Assemblée générale a donné son adhésion aux vues exprimées par le Comité judiciaire et lui a confié la mission de tenter auprès de M. le Préfet de police une démarche ayant pour but d'obtenir de lui un arrêté prohibant l'emploi des enfants mineures dans ces conditions.

M. le Président propose, en conséquence, de demander une audience à M. le Préfet de police pour lui exposer la question.

M. *Desclosières* dit qu'il serait bon pour mettre M. le Préfet de police à même de donner une réponse en connaissance de cause, de joindre à la lettre de demande d'audience un exemplaire du rapport de M. *Coulon* sur la question, ainsi qu'une copie signée du grand bureau de la délibération de l'Assemblée générale concernant la question dont s'agit, et aussi les deux arrêts de cassation constatant la légalité des arrêtés pris dans des circonstances analogues.

La délégation serait composée de MM. *Faustin Hélie*, président; *Froger de Mauny*, vice-président; *Nusse*, secrétaire de la Société; *Joret-Desclosières*, *Tournier*, secrétaire-adjoint.

M. le Président signale des exercices qui seraient exécutés aux Folies-Bergère par des enfants de 7 à 10 ans; il invite M. le Secrétaire à prier M. Millot de joindre l'information de ce fait au rapport qu'il doit présenter sur des représentations semblables.

M. *Desclosières* propose, vu le petit nombre de membres assistant aujourd'hui à la séance, d'indiquer à titre provisoire une séance extraordinaire pour le dimanche 1^{er} février 9 heures afin de faire décider par le Comité le jour définitif de nos réunions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

En conséquence, des lettres de convocation seront adressées pour le 1^{er} février avec maintien de l'ordre du jour qui devait occuper la séance d'aujourd'hui.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

Le Secrétaire,

Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES.

Séance du dimanche 1^{er} février 1885.

Présidence de M. *Faustin Hélie*.

La séance est ouverte à 9 heures.

Sont présents: MM. *Froger de Mauny*, vice-président du comité; *Gabriel Desclosières*, secrétaire; *Jules Fabre*, *Nusse*, *Millot*, *Humann*, *T. Martin*.

Le procès-verbal de la précédente séance rédigé par M. *Desclosières* est lu et adopté.

M. *Millot* rend compte de la mission qui lui a été confiée de vérifier dans quelles conditions des enfants figuraient au théâtre des Folies-Bergère dans une pièce intitulée les *Lapins*. M. *Millot* estime que ces enfants n'avaient pas l'âge réglementaire et que le caractère de la représentation était loin de rentrer dans les exceptions admises; il y aurait donc lieu de présenter des observations à cet égard.

M. *F. de Mauny* estime que M. *Millot* devrait avoir l'obligeance

de continuer son enquête notamment à l'Éden-Théâtre ; il constaterait certes des faits nouveaux qui s'ajouteraient à ceux déjà signalés.

M. Jules Fabre dit qu'à la dernière séance de la Commission cantonale de son arrondissement un membre a signalé la présence, sur la scène de l'Eldorado, d'enfants qui figuraient dans une pièce revêtus de l'uniforme des bataillons scolaires ; une commission a été nommée pour s'enquérir de l'âge des enfants. —

M. le *Président* invite le Comité à fixer le jour définitif et l'heure des séances du Comité qu'une difficulté de conciliation avec le service des audiences du lundi oblige le Comité à modifier.

Après échange d'observations, le jour du *jeudi* est adopté, l'heure de l'ouverture de la réunion est indiquée pour 2 heures très précises. Dans ces conditions la prochaine séance aura lieu le *jeudi 5 mars*.

M. Jules Fabre lit un très complet compte rendu sur le manuel de notre honorable collègue M. Tallon, promoteur et principal auteur de la loi de 1874. On doit souhaiter que cette publication dont le rapport de M. Fabre fait si bien connaître les mérites soit répandue parmi les chefs d'industrie ; l'insertion dans notre Bulletin du compte rendu de M. Fabre peut contribuer à produire ce résultat, aussi est-elle votée à l'unanimité avec remerciements au rapporteur. Le manuel de M. Tallon a été édité par Pichon, libraire. (*V. Bibliographie.*)

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Fabre.

FIXATION DE L'ÂGE AUQUEL L'ENFANT PEUT ÊTRE ADMIS A UN EMPLOI QUELCONQUE. — M. Fabre dit que certaines commissions locales demandent le maintien de l'âge de 12 ans, d'autres proposent d'adopter l'âge de 13 ans à raison de la concordance avec la loi sur l'instruction primaire.

M. Fliche fait observer qu'il peut y avoir des inconvénients à reculer l'âge de l'apprentissage jusqu'à 13 ans ; on se plaint de voir disparaître de l'industrie la pratique de l'apprentissage, mais si on en rend les conditions encore plus difficiles, on accentuera cette tendance. L'objection tirée du défaut de concordance de la loi de 1874 avec la loi sur l'instruction primaire n'est pas aussi absolue qu'on le prétend. L'enfant qui a obtenu son certificat

d'études à 11 ans peut, si cela convient à sa famille, être libéré de l'obligation de suivre la classe ; à plus forte raison s'il est laborieux pourra-t-il obtenir cette dispense à 12 ans ; pourquoi dès lors, priver par la rédaction d'un texte prohibitif l'industrie d'un apprenti utile pendant une année ?

M. le *Président* met aux voix la question de la détermination de l'âge à partir duquel l'enfant pourra être admis en apprentissage.

A l'unanimité le Comité adopte l'âge de 12 ans.

DURÉE DU TEMPS DE TRAVAIL. — M. *Fabre* rappelle que la loi du 19 septembre 1848 a fixé pour les adultes à douze heures la durée du travail quotidien ; il ajoute que cette loi n'a jamais été appliquée, la plus grande tolérance et la plus parfaite liberté n'ont cessé de régner sur ce point ; un projet de loi ramenant la durée du travail à dix heures est en suspens en ce moment.

M. *Fliche* estime que le Comité judiciaire doit d'autant moins s'occuper de déterminer la durée du travail, en ce qui concerne spécialement les apprentis, que déjà cette question a été décidée à propos du rapport sur la proposition de loi de M. Nadaud. En principe, il importe que le travail de l'apprenti auxiliaire de l'ouvrier ait une durée égale à la durée de ce travail même. On ne pourrait donc, quant à présent, sans inconvénient déterminer une limite moindre que celle qui est adoptée pour les adultes.

Le Comité consulté estime qu'il y a lieu, en principe, de limiter les heures du travail des mineurs de seize ans, qu'on doit prendre pour limite au maximum la durée de douze heures adoptée, quant à présent, pour les adultes, sauf déduction des heures consacrées aux repas.

TRAVAIL DE NUIT. — En ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit aux enfants mineurs de seize ans et aux filles mineures de vingt et un ans employés dans les usines et manufactures, le Comité estime que les dispositions de l'article 4 prononçant cette défense doivent être maintenues.

TRAVAIL DU DIMANCHE. — Le Comité pense également que des motifs du plus haut intérêt moral et physique prescrivent le repos du dimanche qui ne doit recevoir d'exception sous aucun prétexte accessoire, comme rangement, nettoyage des ateliers, etc.

MAINTIEN OU SUPPRESSION DES COMMISSIONS LOCALES — Le législateur en revisant la loi de 1874 sera appelé à statuer sur l'existence ou la suppression des Commissions locales.

M. *Fabre* lit un rapport inséré au Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris et constatant que ces Commissions locales ne fonctionnent que très imparfaitement.

M. *le Président* fait observer que ce point particulier de la discussion pouvant nécessiter des développements spéciaux il y a lieu de renvoyer l'examen de la question à une prochaine séance.

PÉNALITÉ. — Déjà le Comité a discuté à l'occasion du projet de loi de M. Nadaud, la question de savoir si les infractions de la nature de celles prévues par la loi de 1874 devraient donner lieu à une augmentation d'amende ou à l'application de l'emprisonnement.

M. *Fliche* demande que le juge ait la liberté de choisir entre l'application d'une amende très élevée ou l'emprisonnement, en cas de récidive, en tenant compte de l'infraction et de la position sociale de l'inculpé.

M. *Froger de Mauny* demande quel intérêt il y aurait à prévoir la possibilité de l'application de l'emprisonnement puisque le non-paiement de l'amende peut entraîner la contrainte par corps?

M. *Fliche* répond qu'il s'agit de pouvoir appliquer directement et non par voie de conséquence, l'emprisonnement capable de produire effet sur des industriels très riches qui se préoccuperont peu de payer des amendes plus ou moins fortes.

Le Comité consulté est d'avis à l'unanimité que la loi revisée devra, en ce qui concerne la pénalité, prévoir une amende très forte ou facultativement l'emprisonnement.

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU 5 MARS. — Le Comité entendra : 1^o le compte rendu verbal de M. Millot sur l'emploi d'enfants mineurs dans des représentations théâtrales, notamment à l'Éden-Théâtre; 2^o la suite de la discussion du rapport de M. Fabre en ce qui concerne les Commissions locales; 3^o le rapport de M. T. Martin sur un ouvrage de M. Worms; 4^o la discussion du rapport de M. Nusse sur la réforme de la loi de l'apprentissage.

M. T. Martin dit que M. Levollée a lu à l'Institut un travail faisant connaître l'état des enfants dans l'industrie en Suisse. M. Martin désirerait que le Comité judiciaire fût tenu au courant de cette communication qui, paraît-il, comprenait aussi des détails intéressants sur ce qui passe au point de vue du travail de l'enfance en Autriche et en Allemagne.

M. Fabre est prié de réunir quelques détails sur cette communication qui prendrait utilement rang à la suite de la discussion de son rapport sur les modifications dont la loi de 1874 est susceptible.

M. T. Martin appelle aussi l'attention du Comité sur deux congrès dont les travaux rentreraient dans l'ordre d'idées qui nous occupe; il veut parler du Congrès de la prévoyance organisé par M. de Malarce et du Congrès des institutions de la protection de l'enfance, congrès dont M. Bonjean avait pris l'initiative. Il serait à souhaiter que vingt exemplaires au moins des comptes rendus de ces congrès fussent remis à la disposition du Comité judiciaire.

M. Nusse répond que des démarches ont déjà été tentées dans ce sens et que la demande devrait être formulée aux membres qui représentent ces congrès, par la Réunion générale de la Société.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire du Comité,
Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de M. Georges Bonjean la lettre suivante :

Paris, 4 janvier 1885.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Dans votre très intéressante étude sur l'établissement de la rue Clavel, je lis : « On a repoussé le système de la chambrette individuelle adopté par la Société Bonjean... » Et vous ajoutez : « Les élèves sont tous rassemblés dans une vaste pièce commune et les surveillant couche au milieu d'eux. Cette disposition permet de placer chacun sous le contrôle de tous et certaines mauvaises habitudes sont immédiatement dénoncées avec une exactitude malicieuse qui garantit ainsi le niveau de la moralité générale. Ce résultat est peut-être moins dû à la pureté des mœurs qu'à la crainte des moqueries des camarades. »

Vous savez, mon cher collègue, que je me garde bien de jamais critiquer les œuvres des autres, mais c'est un devoir pour tout honnête homme de prévenir le public contre un système que toute personne expérimentée jugera détestable.

Il faut ignorer les premières règles de la moralisation enfantine pour ne pas savoir que c'est par l'exemple que le vice s'introduit et grandit dans un groupe d'enfants ; que c'est par la délation que s'abaissent les caractères, que naissent les raucunes et les haines.

Peut-on vraiment croire que le niveau général de la moralité sera garanti dans un dortoir où tous les enfants seront constamment attentifs à relever *malicieusement* les actes immoraux commis par leurs camarades ? Poser la question, c'est la résoudre. Soyez convaincu qu'un enfant qui épie son camarade dans cet ordre d'idées, sera plus disposé à l'imiter qu'à le dénoncer. C'est surexciter ces imaginations portées au vice, et voilà le seul résultat admissible.

D'autre part, que penser de la valeur morale d'enfants que leurs maîtres incitent aussi formellement à la délation, puisque c'est sur cette délation que repose la surveillance des mœurs.

Ah ! que je crois à la réalité de ces graves conséquences révélées par les surveillants : Les enfants resteraient isolés, les uns vis-à-vis des autres, jaloux d'une indépendance un peu farouche, ne formant point, dans les longues promenades du dimanche, les liens affectueux qui pourraient par suite devenir le principe d'une société amicale ravivant les souvenirs d'enfance...

Souvenirs d'enfance à raviver ! Heureusement non, puisqu'ils consistent en obscénités *malicieusement* épiées et dénoncées. Ah ! que l'on comprend bien l'isolement farouche de ces camarades, dont chacun espionne l'autre !

Eh bien, j'ai fait autrement, et me rappelant le mépris indigné que notre conscience de collégien éprouvait pour les délateurs, j'ai cherché toujours à combattre cet instinct de la délation, que, malheureusement pour bien des éducateurs, on a fortifié chez l'enfance, par la faveur dont cette délation est trop souvent l'objet.

Je suis arrivé à supprimer absolument ces traditions, en faisant subir au délateur la peine qu'avait méritée le camarade dénoncé.

Aussi, chez moi, les enfants s'aiment, s'estiment, sont toujours prêts à s'aider et dans l'établissement et dans la vie libre.

Ils aiment leurs maîtres et leurs surveillants qui les ont respectés en les forçant à se respecter eux-mêmes.

Vous auriez pu voir le premier janvier presque tous les anciens élèves d'Orgeville arriver à la colonie, les uns de très loin, trouvant bon de dépenser quelques petites économies, et leur jour de congé, à se retrouver au milieu de leurs camarades. Vous auriez pu voir ce peloton d'anciens, parmi lesquels plusieurs militaires en grande tenue, aller en promenade dans la ville voisine, en tête de la colonie, dont le séjour a toujours été considéré par le public et les enfants, non comme une tare, mais comme une preuve de moralité, de laboriosité et de bonne conduite.

Mais, à Orgeville, ce sont les surveillants qui surveillent, et la chambrette individuelle, où l'on n'entre que pour dormir, empêcherait la brebis galeuse, si elle existait, d'être un ferment de démoralisation et de cynisme pour les camarades. La brebis galeuse existe-t-elle ? Peut-être, mais bien rarement avec une bonne hygiène, une constante émulation vers la dignité de soi-même, un travail sain et normal, qui fait que l'enfant ne songe au lit que pour y dormir, au lieu d'espionner les vices qui l'entourent. J'ai connu quelques brebis galeuses à leur arrivée. Je les ai vues progressivement se guérir, de leurs aveux mêmes, sans en avoir contaminé d'autres.

Voilà, mon cher collègue, des vérités utiles à dire, sans polémique mais il faut que l'on voie clair dans ces questions.

Sentiments dévoués.

G. BONJEAN.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

**Chambre syndicale des négociants en Diamants, pierres
précieuses et lapidaires.**

Séance du lundi 3 novembre 1884.

Le Président fait part au Comité qu'il a assisté à la distribution des prix de l'école professionnelle de dessin pour les apprentis de la joaillerie, bijouterie, orfèvrerie de Paris, qui a eu lieu au Conservatoire des Arts et Métiers sous la présidence de M. Jacquemard.

M. Marret, Président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, informe le Comité de l'intention qu'a la Chambre de fonder une école d'apprentissage.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

Séance du 5 novembre 1884.

M. Delahaye, Vice-Président, ayant demandé la parole, dit que c'est la première fois que nous nous réunissons depuis que notre honorable Président a reçu les palmes académiques ; aussi propose-t-il à la Chambre de lui voter des félicitations, ce qu'elle fait unanimement.

M. Piel remercie chaleureusement ses collègues, leur assurant qu'il est profondément reconnaissant de leurs félicitations, qu'ayant été récompensé comme fondateur de l'école de dessin de la Chambre, c'est à eux qu'en revient principalement tout le mérite, ainsi qu'à ceux qui l'ont soutenu de leurs soins, de leur temps et de leurs deniers, et, en remontant plus loin, à notre ami Mascuraud, l'auteur de la proposition de créer cette école. Il ajoute que c'est grâce à notre zèle, à la solidarité qui nous unit que nous devons les résultats obtenus aujourd'hui, en un mot, messieurs, que c'est la Chambre elle-même que l'on a honorée en récompensant son Président.

M. Piel mentionne, en terminant, la récompense remportée par notre groupe à l'Exposition des Arts industriels, constatant que c'est grâce à cette solidarité dont il vient de parler que nous avons pu

faire une exposition collective aussi complète et pour laquelle nous avons obtenu un diplôme d'honneur.

MM. Lejollot et Galand rappellent qu'il y a lieu de compléter la Commission de l'école de dessin en nommant un remplaçant à M. Léon Piel.

Chambre syndicale de la Maroquinerie et Gainerie.

Séance du mercredi 3 novembre 1884.

M. le Président annonce à la Chambre qu'une mention honorable a été décernée par la Société de protection des apprentis, dont le siège est rue de Rennes, à la Chambre syndicale de la Maroquinerie, Gainerie et articles de voyage, en récompense des efforts qu'elle a faits pour la création d'une école de dessin.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

Séance du 7 novembre.

PRÉSIDENCE DE M. VALDAMPIERRE

M. le Président donne la parole à M. Chapuis, secrétaire de la Commission de concours des Apprentis, pour la lecture de son rapport :

« MESSIEURS,

» Dans votre dernière réunion vous avez réélu, à l'unanimité, tous les anciens membres de la Commission de concours et d'encouragement, dont vous vous êtes plu à reconnaître les services rendus pendant l'année scolaire qui vient de s'écouler; en outre, vous avez décidé que, dans le cas où des vacances viendraient à se produire dans la nouvelle Commission, les membres restants voudront bien vous désigner les remplaçants dont la Chambre aura à sanctionner la nomination.

» C'est avec une vive satisfaction que nous venons vous présenter la liste des nouveaux et des anciens membres qui ont été présentés à la dernière réunion de la Commission et sur le concours desquels nous pouvons compter :

» Anciens membres : MM. Acker, Barbé, Bellavoine, Bouchez, Chapuis, Cottray-Moncaré, Eugène Fano, Paul Fano, Fouqueray, Hauducœur, Leblond, Lemoine, G. Michaux, Nachmann, Oppenheim, H. Paris, Pinaud, Proust, Strebel, Tassard, Vollée, Zeller.

» Nouveaux : MM. Ch. Bazin, Choquet, Duriez fils, Grain, Guillet-Imbert, Hilbold, Lard-Esnaut, Lesourd, Pésieux fils, Souchard, Théry.

» Nous vous demanderons aussi qu'un extrait du procès-verbal

de votre séance de ce jour soit adressé à chaque membre de la nouvelle Commission.

» Vous avez été tous informés de l'ouverture des cours, qui a eu lieu le mercredi 1^{er} octobre.

» Quelques modifications ont été apportées au programme de l'année écoulée.

» Les cours ont été organisés, comme ceux de l'année précédente en cours de deuxième année et de première année, les mercredis et jeudis soirs, de huit à dix heures. Soixante élèves se sont fait inscrire, dont deux jeunes filles, et dix-neuf ont été admis à suivre les cours de deuxième année, après un examen oral fait par MM. les professeurs le jour d'ouverture des cours.

» Les cours techniques et de dessin industriel ont lieu les dimanches matin, de huit à onze heures, et sont suivis par les élèves réunis de deuxième et de première année.

» Nous avons le plaisir de vous informer que, cette année, nous avons constaté, dès l'ouverture des cours, l'exactitude et la bonne discipline des élèves, l'empressement de nos professeurs à donner aux leçons une continuité raisonnée; en outre, ils ont inauguré cette année le système très appréciable des interrogations.

» Nous avons également réclamé de notre professeur de dessin quelques leçons orales qui sont absolument indispensables pour une grande partie des élèves.

» Quant au cours technique, il est toujours suivi d'une façon très assidue et avec la plus grande attention par la majorité des élèves.

» Le nombre des leçons pour tous les cours a été réglementé et la date des concours fixée; de cette façon, MM. les professeurs ont pu organiser les sujets à traiter.

» Le carnet de présence que nous avons institué l'an dernier, et dans lequel nous avons cette année intercalé le règlement des cours, a été remis à chaque élève, avec recommandation de le faire signer chaque semaine par leurs patrons ou parents. Nous appelons sur ce point l'attention de MM. les patrons qui sont ici présents.

» Indépendamment des carnets, la présence des élèves est contrôlée par la feuille de présence pointée par MM. les délégués aux cours ou par le surveillant.

» De même que l'an dernier, nous avons établi un tableau de roulement de présence aux cours et concours de MM. les membres de la Commission.

» Le service du surveillant salarié a également été organisé.

» Il y a donc lieu d'espérer que l'organisation des cours fonctionnera d'une façon régulière et que nous obtiendrons de bons résultats.

» Il nous reste un mot à dire sur l'état de nos finances, qui assurément laisse à désirer.

» Il a été décidé, dans la dernière réunion de la Commission, qu'une sous-Commission serait désignée pour régler les dépenses. »

La parole est à M. Bouchez pour présenter le compte rendu de la partie financière de la Commission de concours pour l'exercice 1883-1884 qui se résume ainsi :

Recettes	Fr. 6.597 65
Dépenses	5.972 15
Reste à nouveau pour l'année 1884-85. Fr.	<u>625 50</u>

Les comptes sont approuvés à l'unanimité.

Des félicitations sont adressées à M. Bouchez.

Assistance Paternelle (Patronage industriel) des Fleurs et Plumes.

Assemblée générale du 18 novembre 1884.

La séance est ouverte à huit heures et demie sous la présidence de M. R. Turney, Président, assisté de MM. Ch. Petit, Président fondateur ; F. Boileau et H. Dubosq, Vice-Présidents ; L. Deilles, trésorier, J. Caillaux, Secrétaire.

La feuille de présence porte quarante-trois signatures.

S'excusent par lettre : M^{me} Parent-Nattier, M^{lle} Bardel, MM. Brochet E. Chandelet fils et Longuet.

Le procès-verbal de la dernière assemblée générale est lu par M. Caillaux, secrétaire, et adopté sans observations.

M. le Président fait en ces termes le compte rendu de l'exercice :

« MESDAMES ET MESSIEURS,

» La situation que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui est plus satisfaisante que celle de ces dernières années, en ce sens que nous paraissions avoir repris enfin le mouvement ascensionnel dont nous avons eu le regret de vous signaler l'arrêt.

» Le nombre de nos membres actifs est actuellement de cent cinquante et un, celui des membres honoraires de soixante, celui des membres agrégés de cent dix-sept, alors que l'an dernier nous ne comptions que cent quarante-six membres actifs, cinquante-cinq honoraires et quatre-vingt-dix-sept agrégés.

» Ce qui nous réjouit surtout, c'est de voir en ce moment sous notre patronage soixante-dix élèves et de savoir que plusieurs autres n'attendent pour leur inscription que la régularisation de leurs contrats ; tandis qu'il y a un an, à pareille époque, le nombre de nos protégés était descendu à cinquante-huit.

» Il y a là un fait encourageant dont nous sommes principalement

redevable au *Petit Journal*, qui, par la plume si justement populaire de son rédacteur en chef, a mis gracieusement au service de notre cause son immense publicité.

» Vous vous joindrez certainement à nous pour renouveler à M. H. Escoffier nos sincères remerciements.

» Mais vous serez aussi d'avis avec nous que notre cercle d'élèves est encore beaucoup trop restreint, et que nous ne devons rien négliger de ce qui peut l'élargir.

» Aussi pensons-nous que vous nous approuverez si nous faisons de ce but à atteindre l'objet de nos constantes préoccupations, sans reculer devant les dépenses que peuvent entraîner des tentatives mûrement réfléchies. Dans cet ordre d'idées, votre conseil a voté, il y a quelque mois, l'impression à six mille exemplaires d'une brochure reproduisant la remarquable improvisation de notre Président d'honneur, M. Charles Robert, et donnant un résumé des avantages offerts aux familles par notre Société.

» Grâce aux démarches d'une Commission, qui sous la présidence de notre collègue M. Muller, n'a ménagé ni son temps ni sa peine, grâce aussi à la bienveillance de l'administration du Bon Génie, cette brochure devra arriver entre les mains où elle peut produire le plus d'effet utile. Nous espérons que les résultats répondront à nos désirs ; en tout cas, nous estimons que l'essai méritait d'être tenté.

» Il est probable que, dans de sages limites, nous aurons à consentir périodiquement certains sacrifices pour faciliter à nos sociétaires le renouvellement de leur jeune personnel ; en présence des difficultés croissantes que la plupart d'entre eux éprouvent à se procurer des apprentis, il s'adressent à nous avec plus d'insistance, et nous devons faire le possible pour les satisfaire, ou, tout au moins, leur prouver notre bon vouloir : d'autre part, les exigences de quelques parents deviennent tellement exagérées, parfois même déraisonnables que les maisons les plus sérieuses ne réussissent pas toujours à conserver les sujets que nous avons pu leur envoyer. Il nous faut donc ne plus nous contenter de laisser venir à nous les petits enfants il devient de plus en plus nécessaire de les aller chercher.

» Il nous avait semblé que les établissements scolaires nous seraient d'un puissant secours, et nous avons adressé aux institutrices des demandes motivées qui nous avaient paru de nature à être accueillies favorablement. Nous avons eu le chagrin de constater que, pour une chose ou pour une autre nous avons fait fausse route ; aussi essayons-nous maintenant de frapper directement à la porte des familles, en leur donnant connaissance de ce que nous faisons en faveur des élèves de nos industries.

» Les écoles professionnelles, auxquelles on s'attache à donner un

plus grand développement, pourront-elles remplacer nos apprentis-sages ? Devons-nous, à ce point de vue, les considérer comme des rivales de nos ateliers ? Nous ne le pensons pas. Malgré l'enthousiasme d'un de nos honorables confrères, qui se laisse peut-être entraîner aux illusions par le zèle ardent dont il est animé pour les œuvres auxquelles il se dévoue, nous persistons à croire, jusqu'à preuve du contraire, que ce n'est pas de là que peuvent sortir de vraies ouvrières fleuristes, ou même plumassières, quelque soin, quelque habileté que l'on consacre à les former. Le témoignage de jeunes filles récemment sorties du plus important de ces établissements nous confirmerait, si besoin était, dans cette conviction. Mais, intelligemment et pratiquement dirigées, les écoles professionnelles nous paraissent appelées à devenir de précieuses pépinières d'apprenties préparées à recevoir, en un temps relativement court, le complément d'éducation que leur donneront nos bonnes maisons de fabrique ; comme telles, nos sincères sympathies leur sont acquises, et nous suivrons avec un vif intérêt leur marche et leurs progrès.

» C'est surtout vers l'industrie florale que les familles répugnent à diriger leurs enfants, tant est notoire le malaise dont cette fabrication souffre depuis quelque temps. Il serait cependant déplorable que cette aversion devînt systématique, car l'avenir serait compromis de la façon la plus fâcheuse si les mains habiles venaient à manquer le jour où, par une évolution naturelle, les caprices de la mode rendraient des chances de prospérité à cette belle et intéressante spécialité parisienne. C'est ce qu'avait bien compris le Comité des Fleurs : dès sa constitution, il avait fait les plus louables efforts pour attirer des apprenties. Le succès n'a guère répondu à cette honorable initiative, et nous le regrettons profondément.

» Nos confrères fleuristes peuvent être assurés de trouver chez nous la plus cordiale coopération. Nous continuerons à appeler leurs élèves à nos concours et à récompenser largement les mérites en tous genres. Déjà, cette fois, pour les apprenties du dehors comme pour celles placées sous son patronage, nous avons institué dans chacune des deux premières années deux sections semestrielles auxquelles ont été attribuées des récompenses distinctes : le travail professionnel d'abord, les progrès en instruction primaire ensuite, voilà ce que nous avons particulièrement tenu à honorer et à mettre en lumière, sauf à diminuer la part des prix de bonne conduite, toujours si difficile à décerner sinon pour des cas exceptionnels. La somme employée en livrets de Caisse d'épargne s'est accrue par suite de ces libéralités voulues, et nous comptons bien la voir augmenter encore. Quel meilleur usage pourrions-nous faire de nos ressources que de les consacrer à amener des élèves, comme nous le disions plus haut, pour ensuite les encourager et les inciter à

bien faire ? Mais nous aurons soin de nous montrer ménagers des deniers de la Société pour tout ce qui s'écarterait du mandat qu'elle s'est donné. Déjà nous sommes entrés résolument dans cette voie. Si nous avons alloué un secours à une apprentie grièvement blessée dans un incendie pendant le travail, nous avons, par contre, supprimé graduellement divers subsides accordés comme subventions scolaires à de tout jeunes enfants ; désormais aussi, nous apporterons une grande réserve au placement en pension d'autres pupilles, lorsque seront remplis nos engagements envers les deux qui sont encore à notre charge. Cette ligne de conduite se justifiera d'autant mieux que, jusqu'ici, nous n'avons eu que rarement à nous féliciter d'avoir voulu faire œuvre de bienfaisance.

» Malgré l'accroissement de nos déboursés, nous pensons que la situation financière, qui vous sera présentée dans un instant, doit être satisfaisante ; en effet, non seulement nos donateurs, parmi lesquels nous sommes heureux de pouvoir citer la Chambre des Négociants-Commissionnaires, M^{me} la baronne veuve James-Édouard de Rothschild, MM. Deshayes, Président du Tribunal de commerce, J. Verchère, Jolifié, ont fait preuve de leur générosité habituelle, mais la ville de Paris a rétabli notre subvention à son chiffre primitif, et nous avons reçu du Comité de l'apprentissage et l'enseignement professionnel un reliquat de 250 francs. Le ministère du commerce, il est vrai, ne nous a pas encore fait tenir son allocation annuelle, que nous avons d'avance distribuée en son nom, mais l'assurance nous est donnée qu'il n'y a là qu'un retard administratif.

» Au mois de juillet dernier, votre Conseil a été saisi par M. le Trésorier d'une question qui est encore pendante, et dont la solution fera l'objet de nos prochaines délibérations.

» Nous souvenant que, parmi les enfants que nous patronnons, se trouvent des apprentis teinturiers, en contact journalier avec la vapeur, nous nous sommes fait inscrire, moyennant une cotisation annuelle de 10 francs, comme membre honoraire de la Société parisienne des Industriels contre les accidents de fabriques, fondée il y a un an environ. Sur l'invitation de la Société havraise de Patronage pour les apprentis de la métallurgie, qui nous a fait l'honneur de se mettre en rapport avec nous et de s'inspirer de nos travaux, statuts et règlements, nous avons accepté le titre de membre honoraire de cette Association, en échange de l'honorariat que nous lui avons conféré chez nous.

» Notre cher vice-président, M. Fr. Boileau, vous parlera de nos cours du dimanche qu'il continue de diriger avec tant de dévouement. S'il partage nos impressions, vous l'entendrez se féliciter du nombre de nos nouvelles recrues, et se louer des progrès réalisés

dans sa propre division comme dans celle dont s'est chargée son aimable collaboratrice, Mlle Louise Scribe.

» Nous serions arrivés au terme de ce rapport si nous n'avions le douloureux devoir de rendre un dernier hommage à ceux que nous avons perdus cette année.

» Une des illustrations de la France, que ses chaudes sympathies pour l'enfance ouvrière faisaient notre chef vénéré, J.-B. Dumas, Président de la Société de Protection des apprentis et enfants des manufactures, s'est éteint chargé d'années et de gloire. Notre voix est bien faible pour se joindre à celles qui ont déploré cette perte nationale; qu'il nous soit permis, cependant, d'offrir à sa mémoire notre tribut d'admiration et de respect.

» M. Thorel, ancien Président du Conseil général de la Seine, qui avait aidé à nos débuts en s'inscrivant pendant quelques années comme membre honoraire, a terminé sa digne et laborieuse carrière. Nous lui adressons un affectueux souvenir.

» Enfin, il s'est produit dans nos rangs un vide qui nous est particulièrement sensible : notre ancien et sympathique Secrétaire, M. Lemeunier, a succombé à une cruelle maladie que beaucoup d'entre nous ne soupçonnaient pas. Sa famille est représentée parmi nous. Elle sait combien est sincère l'expression de nos regrets. »
(*Vifs applaudissements.*)

M. Delmart demande la parole pour faire remarquer à l'assemblée que, selon lui, les écoles professionnelles sont appelées à faire de bonnes apprenties et non, comme le dit notre honorable Président, de simples préparations d'apprentissage. Les élèves plumassières qu'il surveille seront certainement de bonnes ouvrières; il demande que ces jeunes filles soient admises l'année prochaine au concours libre.

M. le Président prend acte de cette demande et le Conseil d'administration en délibérera à une séance ultérieure.

Compte rendu du Trésorier.

M. le Trésorier L. Deilles a la parole pour présenter le compte rendu financier que résume le tableau ci-dessous :

Recettes.

En caisse au 20 novembre 1883. . . .	Fr.	2.687 05
Cotisations, dons et subventions		6.539 50
Quête au Trocadéro		984 35
Intérêts et coupons		<u>1.622 05</u>
TOTAL.	Fr.	<u>11.832 95</u>

Dépenses.

Subventions scolaires	Fr. 1.380 »
Livres de Caisse d'épargne	3.700 »
Secours divers.	120 »
Médailles, diplômes, etc.	179 40
Bulletin et impressions	750 »
Concert au Trocadéro.	1.586 20
Placements de fonds.	1.418 55
Affranchissements et divers	208 20
En caisse au 18 novembre 1884.	<u>2.490 60</u>
TOTAL.	Fr. <u>11.832 93</u>

M. L. Marienval, Président du Conseil de Censure, présente le rapport suivant :

« MESDAMES ET MESSIEURS,

» Le Conseil de censure, appelé chaque année à vous faire un rapport sur la situation de la Société de l'Assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie des Fleurs et Plumes de Paris, vient vous faire part des impressions qu'il a ressenties en examinant le travail et la coopération de chacun à cette œuvre éminemment utile à la jeunesse laborieuse de nos industries.

» Les procès-verbaux de chacune des séances du Conseil d'administration sont le témoignage incontestable de l'intérêt que tous ses membres apportent à cette fondation.

» Les cours intéressants de chaque dimanche, sous l'habile et bienveillante direction de M. Boileau, sont suivis très attentivement par les jeunes apprentis et développent chez eux des aptitudes qui décideront de leur avenir.

» Que M. Boileau en reçoive ici l'expression de nos plus vives sympathies.

» Nous avons la profonde conviction que le service des délégués dans l'intérêt mutuel des patrons et des élèves, est de la plus sérieuse importance; mais, comme notre devoir est de ne rien cacher, nous regrettons sincèrement qu'on en néglige quelquefois les obligations, ce qui amène plus ou moins d'irrégularité dans le fonctionnement.

» Conformément aux prescriptions de notre règlement, nous nous sommes rendus au domicile de notre honorable trésorier, M. Deilles, qui a mis sous nos yeux sa comptabilité de recettes et dépenses, ainsi que les récépissés des valeurs que la Société possède, tant en obligations de chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée qu'en obligations de la Ville de Paris et rente sur l'État.

» Hâtons-nous de dire que tous ces comptes sont établis avec la plus scrupuleuse vérité.

» M Deilles, souffrant pendant quelque temps et obligé de quitter Paris, nous a exprimé ses regrets de n'avoir pu assister, comme il en a l'habitude, à diverses de nos séances.

» Il nous a entretenu de l'absence d'une somme de 600 francs, qui ne figure pas au débit de la caisse, attendu que ladite somme, représentée par des quittances sur divers adhérents, est en voie de recouvrement et qu'elle sera certainement encaissée d'ici à la prochaine réunion du Conseil d'administration.

» M. le Trésorier nous en a donné la parfaite assurance.

» Sous le bénéfice de cette affirmation, nous prions l'assemblée de reconnaître la régularité de son compte et de la sanctionner par un vote. »

Les comptes de M. le Trésorier sont approuvés à l'unanimité, et des remerciements sont votés à M. le Président du Conseil de censure et à M. le Trésorier.

**Communication relative aux cours du dimanche
par M. le Vice-Président Fr. Boileau.**

M. Boileau constate avec plaisir que les inscriptions aux cours du dimanche ont progressé sensiblement : le nombre des apprenties qui y assistent assez assidûment est de quarante-cinq environ ; il ne faut pas oublier que ces jeunes filles sont souvent occupées le dimanche dans leurs familles par les soins du ménage. Il a été, cette année, réalisé des progrès incontestables ; nous nous efforçons de développer l'intelligence et l'instruction de ces enfants, et les deux concours trimestriels de cette année constatent que ces efforts ne sont pas inutiles. M. Boileau se déclare profondément reconnaissant envers M^{lle} Scribe, qui dirige avec tant de dévouement la deuxième division de nos cours. Il demande à l'assemblée de vouloir bien adresser des remerciements à M^{lle} Louise Scribe.

M. le Président met aux voix cette proposition, laquelle est adoptée à l'unanimité, et prie l'assemblée d'adresser aussi l'expression de notre gratitude à M. Boileau. (*Applaudissements unanimes.*)

**Étude du questionnaire adressé par M. Ch. Hérissou, ministre du Commerce
à la Commission supérieure du travail des enfants.**

M. le Président constate tout d'abord que cette circulaire, adressée, paraît-il, aux Chambres de commerce, Chambres syndicales et autres Compagnies, semble ne pas l'avoir été aux Sociétés de patronage, assez compétentes cependant dans la matière ; en tout cas, nous n'en avons point été saisis ; nous n'en avons pas moins cru bien

faire en appelant l'attention de nos collègues sur les différentes questions traitées dans cette lettre.

M. le Président passe rapidement en revue les principaux sujets qui y sont exposés : utilité d'une codification qui ferait concorder les lois de 1851 sur l'apprentissage, de 1874 sur le travail des enfants, et de 1882 sur l'enseignement obligatoire; convenance de l'application à tous les établissements quelconques de la réglementation prescrite par la loi de 1874; âge limité de l'entrée en apprentissage; durée de la journée; interdiction du travail de nuit, même aux femmes adultes; faculté du rangement de l'atelier le dimanche matin: rôle des Commissions locales.

Il remet, après la discussion de ces différents points, l'examen du questionnaire joint à la circulaire.

M. Delmart considère comme indispensable l'intervention des Commissions locales, car trop de maisons encore se refusent à exécuter la loi.

M. le Président rappelle que notre société en a constamment prêché le respect, non seulement dans la lettre, mais aussi dans l'esprit. Chacun de nos contrats reproduit les différents articles à observer.

M. Favier demande si l'on est tenu de laisser visiter ses ateliers par une personne à qui l'on a déclaré ne pas avoir d'apprentis.

Il lui est répondu affirmativement. En effet, outre que les fonctionnaires de l'inspection ne sont pas obligés de s'en rapporter aveuglément aux déclarations qui leur sont faites, s'il n'y a pas d'apprentis, il peut y avoir des ouvrières mineures, et, ne l'oublions pas, celles-ci sont protégées par la loi à l'égal des apprentis.

Passant à l'examen du questionnaire, M. le Président fait remarquer que nous avons surtout à retenir la huitième question qui a trait à la demande de modifications à la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'apprentissage. S'inspirant du travail si soigneusement fait par la Chambre syndicale des Fleurs, Plumes et Modes, et ensuite par le Syndicat général, il insiste sur l'absolue nécessité de remettre en honneur l'apprentissage, si nous voulons voir nos industries se maintenir au rang élevé qu'elles ont occupé.

A la base, il faut établir l'obligation de contrats écrits; il n'y a, en effet, aucun motif pour que, plus que toute autre transaction, l'engagement en apprentissage ne soit conclu que verbalement; c'est donner trop de facilité aux erreurs, aux oublis, quelquefois même à la mauvaise foi.

A la fin de l'apprentissage, il serait nécessaire que le patron fût tenu, de par la loi, de remettre un *congé d'acquit* à son apprenti, constatant que celui-ci a rempli les termes de son contrat et se trouve par suite libéré.

Au cours de l'apprentissage, cette obligation du congé d'acquit fournirait aux chefs de maisons une protection dont ils n'ont que trop souvent besoin, les sentences des prud'hommes demeurant dans la plupart des cas inexécutables, par suite du manque de toute surface chez l'une des parties. En effet, tout patron embauchant un mineur devrait être astreint à se faire, au préalable, présenter le congé d'acquit, et, à défaut de cette précaution, être rendu solidairement responsable des dommages-intérêts alloués au patron lésé par le départ de son apprenti avant la conclusion de son engagement.

Telles seraient les réformes essentielles à demander; subsidiairement, il serait intéressant, pour nos industries comme pour beaucoup d'autres, de voir rendre la faculté accordée par la loi de 1851 pour le rangement de l'atelier le dimanche matin, faculté supprimée par la loi de 1874, sans avoir pourtant été expressément abrogée. Toutefois, nous voudrions que le rangement de l'atelier pût être exigé exclusivement des apprentis *internes*, sans que sa durée dépassât jamais dix heures du matin.

M. R. d'Isle Capitaine voudrait voir la loi intervenir également à l'effet d'interdire l'envoi de jeunes apprenties, condamnées à attendre souvent plusieurs heures à la porte des marchands.

M. le Président fait observer que le législateur ne peut s'occuper de ce détail; c'est une question de règlement d'administration publique. Depuis plusieurs années déjà, nous nous sommes émus de ce scandale, comme aussi des fardeaux de boîtes que l'on faisait porter à des jeunes filles; l'ancienne Chambre syndicale nous a donné son appui, et, en ce qui concerne le port des boîtes, nous avons été heureux de constater un réel progrès.

Sont successivement mises au voix et adoptées, l'obligation des contrats écrits et celle de la délivrance les congés d'acquit.

En ce qui concerne l'interdiction pour les patrons d'embaucher des mineurs sans s'être fait représenter des congés d'acquit, sous peine de responsabilité solidaire pour les dommages-intérêts alloués la discussion s'engage.

M. Laloue pense que ce serait peut-être excessif; si un enfant n'apprend rien dans la maison où il est placé, le condamnerez-vous à y perdre son temps, sans pouvoir entrer dans une autre?

M. le Président rappelle qu'il y a un Conseil de prud'hommes devant lequel peut toujours être demandée la résiliation d'un contrat dont les conditions ne sont pas remplies par le patron, cette résiliation tenant lieu de congé d'acquit et libérant l'enfant de tout engagement.

M. Favier ajoute que les cas auxquels on a fait allusion sont tout à fait exceptionnels.

M. Millon estime que l'on forcerait ainsi les parents à prendre des renseignements sur les maisons où ils placent leurs enfants, ou à se laisser guider dans leur choix par des Sociétés protectrices.

M. Caillaux demande que l'on ne se borne pas à exiger la présentation du congé d'acquit d'un mineur, mais que ce document demeure entre les mains du nouveau patron.

M. Delmart pense que l'on pourrait simplifier les choses en inscrivant tous les renseignements nécessaires sur le livret prescrit par la loi de 1874, ce livret devant être présenté à tout nouveau patron, mais seulement jusqu'au jour où le mineur atteint l'âge de dix-huit ans.

L'article, mis aux voix, est adopté à l'unanimité moins une voix.

Est adopté à l'unanimité la demande de faculté de rangement de l'atelier, le dimanche, jusqu'à dix heures du matin, par les élèves internes.

Visant l'article premier du questionnaire, la discussion s'engage sur l'âge auquel les enfants doivent pouvoir être admis dans nos ateliers.

M. Javey craint qu'à treize ans il ne soit tard pour commencer un apprentissage de fleuriste.

M. Boileau répond que la loi de 1882 contient un obstacle à ce que l'entrée en apprentissage soit avancée : quel est le patron qui se soucierait de prendre un enfant tenu de suivre l'école de demi-jours, et où serait par conséquent l'intérêt de voir fixer la limite à douze ans ?

M. Javey fait remarquer qu'il suffirait de prendre pour point de départ l'obtention du certificat d'études : l'obligation de l'instruction tendra à rendre cette instruction plus avancée, et bientôt il ne manquera pas de sujets ayant leur certificat d'études avant l'âge de treize ans.

M. Caillaux appuie les observations de M. Javey, et demande que les enfants puissent entrer en apprentissage à l'âge de douze ans, pourvu qu'ils soient munis de leur certificat d'études.

M. Prévost-Bernard, se basant sur son expérience de conseiller municipal de sa commune, partage cette manière de voir, car il a pu constater qu'à onze ans même il y a des enfants qui parviennent à avoir leur certificat.

L'âge de douze ans, sauf possession du certificat d'études, est mis aux voix et adopté à l'unanimité.

Une lettre sera adressée à M. le ministre du Commerce pour lui transmettre nos vœux.

Personne ne demandant la parole, la séance est levée à onze heures et un quart.

des Secrétaires,

CAILLAUX.

Chambre syndicale de la Bonneterie en gros.

Séance du 19 novembre 1884.

M. le Président donne lecture d'une lettre-circulaire que lui a adressée M. Depasse-Laridan, relative à un projet qu'il a conçu de faire des expositions annuelles et générales du produit des écoles professionnelles, et dont la teneur est la suivante :

« LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT

» Paris le 11 novembre 1884.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Certaines écoles professionnelles, comprenant que la publicité la plus grande possible est le seul moyen de propager en France l'enseignement professionnel, font des expositions particulières des produits du travail de leurs élèves.

» Par suite de leur isolement et de leur diffusion, le résultat recherché n'est pas entièrement atteint, et le progrès est lent dans le chemin à parcourir.

» J'ai pensé qu'en réunissant chaque année en une exposition générale des écoles professionnelles le produit des travaux accomplis au cours de l'année, le résultat recherché serait bien plus rapidement obtenu.

» Les avantages de cette manière de procéder sont si évidents que je me bornerai à vous les signaler :

- » Publicité donnée aux écoles professionnelles existantes;
- » Émulation à en créer de nouvelles, même sous l'initiative privée et comme les écoles et cours pédagogiques;
- » Émulation pour les professeurs et pour les élèves;
- » Émulation des écoles entre elles;
- » Solennité de distribution de prix aux écoles;
- » Préparation aux expositions universelles et particulièrement à l'Exposition pour le centenaire de 1789;
- » Préparation à la comparaison qui s'y établira infailliblement entre notre pays et les pays étrangers, notamment l'Allemagne, où l'enseignement professionnel est très développé.

» Je vous prie donc, monsieur le Président, de vouloir bien me faire savoir si votre Chambre syndicale possède une école professionnelle, soit théorique, soit pratique, et en ce cas, de vouloir bien me donner votre avis sur l'utilité d'une exposition annuelle de ce genre.

» Vous seriez bien aimable de me faire connaître en même temps de quelle manière vous croiriez que votre école pût y prendre part, dans quelle mesure et à quelle époque de l'année.

» Je suis convaincu, monsieur le Président, que vous reconnaîtrez tout le prix que j'attache à obtenir dès l'abord des adhésions nombreuses au principe que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer. De leur nombre et de leur importance peut naître le patronage de la Chambre de commerce, du Conseil général du département, du gouvernement, d'où il en résulterait que ces expositions seraient dans l'enseignement professionnel l'équivalent des concours généraux des départements dans l'enseignement pédagogique.

» La Ligue française de l'enseignement, consultée à ce sujet a voulu déjà, comme vous le voyez, m'accorder son appui moral en se chargeant spontanément de l'impression de mes circulaires.

» J'ai donc l'honneur de solliciter votre adhésion à ce principe, même dans le cas où votre Chambre syndicale n'aurait pas d'école professionnelle.

» Et vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma parfaite considération.

A. DEPASSE-LARIDAN,

» Fabricant, 34, rue des Bourdonnais, Paris.

» *Vice-Président*

de la Chambre syndicale de la Bonnelerie de gros.

M. Depasse-Laridan fait ressortir tous les avantages que retirerait le commerce en général du progrès de l'industrie qui doit lutter chaque jour avec des armes mieux préparées contre la concurrence étrangère au dehors et même chez nous.

L'apprentissage disparaît en France d'une manière continue; c'est le résultat de l'enseignement obligatoire. Après avoir laissé les enfants dans les écoles jusqu'à douze ou treize ans, les parents sont forcés, par les nécessités toujours croissantes de la vie, à faire gagner un salaire à leurs enfants. Au risque de compromettre leur avenir, ce dont ils ne se rendent souvent pas compte, ils mettent leurs enfants dans telle entreprise financière ou autre, dans telle administration qui, tout en flattant l'amour-propre des enfants par un costume attrayant, procure aux familles un apport, si faible soit-il, pour leur entretien. De là, la désertion à l'apprentissage.

Si donc les jeunes gens sortaient de l'école avec les premières notions d'un métier quelconque, ils ne voudraient pas abandonner un état pour lequel ils auraient du goût, amené qu'il aurait été par les premiers produits qu'ils auraient faits. Rien n'est plus propice pour amener une vocation que ces premiers résultats matériels des travaux.

Il est donc nécessaire de pousser par l'émulation les écoles à créer des cours professionnels, et les Syndicats à en établir, comme aussi de chercher à développer la prospérité des écoles professionnelles déjà existantes.

Pour obtenir ce résultat, notre honorable collègue croit que des expositions collectives du produit des écoles professionnelles déjà existantes sont absolument nécessaires.

L'Exposition de 1889 nous montrera certainement des travaux d'écoles professionnelles étrangères; il est donc nécessaire, indispensable, que la France puisse soutenir glorieusement la comparaison avec les pays qui ont proclamé bien après elle la liberté du travail; que si nous ne sommes pas les plus avancés, au moins pourrions-nous montrer en 1889, par la comparaison avec les expositions annuelles antérieures, le chemin qui aura été parcouru dans ces dernières années.

Notre Chambre syndicale, dit-il, n'a pas d'école professionnelle, c'est vrai. Mais est-ce une raison pour qu'elle se désintéresse de la question? Il ne le croit pas, et prouve, par l'initiative qu'il vient de prendre, qu'il est intimement convaincu que toutes les industries d'un même pays sont solidaires les unes des autres. De la prospérité de quelques-unes découle naturellement la prospérité de toutes et du pays tout entier. Il fait remarquer que les travaux qu'il a présenté jusqu'ici ont toujours eu pour objectif principal l'intérêt général de l'industrie et de la France, et que la Chambre syndicale de la Bonneterie, à laquelle il a l'honneur d'appartenir, a toujours été son principal appui.

C'est chez elle, au milieu de ses collègues, qu'il a appris à envisager les questions à ce point de vue plus général et plus grand, et il compte que son appui moral ne lui fera pas encore défaut cette fois-ci.

M. Depasse-Laridan fait remarquer qu'il a placé immédiatement la question sur le seul terrain de l'enseignement, en demandant, dès le début, le patronage de la Ligue de l'enseignement. Ce patronage ne lui a pas été marchandé, et il a trouvé au Conseil de la Ligue, dont M. Macé est le Président si estimé et si vénéré, des encouragements qui lui sont très précieux pour parvenir au but qu'il recherche : le développement de l'enseignement professionnel.

Ce ne sont, du reste, pas les seuls encouragements qu'il ait déjà reçus. Il a déjà fait part de son projet à de nombreux Présidents de Chambre et leur a remis également une circulaire. Il en a recueilli immédiatement la promesse formelle qu'ils appuieraient vigoureusement dans leur Chambre sa demande d'adhésion morale à l'idée qu'il a conçue. Ces promesses ont déjà reçu leur sanction dans les Chambres qui se sont réunies depuis que la circulaire a été remise.

Notre collègue rapporte qu'à la suite des premières démarches qu'il a faites et de la première publicité qui a été donnée à son projet, un groupe d'ouvriers a proposé de faire une exposition du pro-

duit des écoles professionnelles ouvrières, dont l'entrée ne serait permise qu'aux ouvriers.

Il fait remarquer que son projet est plus large : il n'y aurait, dit-il, à ces expositions qu'il cherche à établir, ni des enfants de patrons, ni des enfants de bourgeois, mais bien des *enfants de citoyens français*.

M. le Président félicite M. Depasse-Laridan de son idée et aussi du chemin déjà parcouru; il déclare que la Chambre syndicale de la Bonneterie est heureuse de voir que ce projet a été conçu par un de ses membres et qu'elle s'en honore à juste titre.

Après un échange d'observations entre tous les membres présents, il est décidé à l'unanimité que M. le Président adressera à M. Depasse-Laridan une lettre qui lui permettra de faire la preuve que notre Chambre syndicale est très sympathique à ce projet et qu'elle en souhaite très ardemment le plein succès.

**Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie,
Boutons et Rubans.**

Assemblée générale du 25 novembre 1884.

Nous extrayons le passage suivant du rapport de M. le Président :

« C'est à nous, et actuellement plus que jamais, d'indiquer à notre personnel la voie à suivre. C'est dans ce but qu'il faut soutenir notre école de dessin, encourager nos jeunes gens à suivre les cours. Aujourd'hui, la raison alléguée de l'éloignement n'existe plus. L'école est installée rue Poissonnière, en plein quartier de nos industries.

» Nous espérons, par suite, les élèves nombreux de nos spécialités; cet espoir n'a pas été réalisé; nous avons, à la vérité, plus de trente élèves, mais la plupart sont fournis par les industries de la dentelle et de la broderie. La passementerie, les boutons nous ont donné si peu d'élèves que nous ne sommes nullement encouragés à poursuivre, comme nous nous l'étions proposé, la fondation d'un cours professionnel de tissage, de lisage de dessin, etc.

» Nous remettons à plus tard, lorsque le nombre d'élèves spécialistes sera de dix ou douze, ce complément indispensable, à notre avis, de notre fondation.

» Malgré le peu d'encouragement que le plus grand nombre de membres de notre groupe donne à notre œuvre, nous avons une conviction si profondément enracinée que nous avons l'intention de persévérer encore, de persévérer toujours. J'adresse ici mes remerciements sincères à ceux de nos collègues qui partagent avec notre Président la part du labeur.

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance du 28 novembre 1884.

PRÉSIDENCE DE M. CH. NOEL, PRÉSIDENT

La parole est donnée à M. Vivier, délégué de l'école professionnelle, qui expose que les dépenses de l'école, dans les neuf premiers mois de l'année, se sont élevées à 24,322 fr. 30 c. et les recettes à 21,640 francs, soit un déficit de près de 3,000 francs. Il y a donc, ajoute-t-il, absolue nécessité de demander à la Société philanthropique un subside immédiat de cette somme, afin de permettre au Comité de l'école d'équilibrer son budget du deuxième semestre 1884. Il ajoute que le Comité a encore dix-huit mauvais mois à passer pour arriver à être au-dessus de sa situation pécuniaire, et, dans un exposé très clair de la marche depuis sa fondation, il fait ressortir que cette situation n'est que le résultat des engagements d'apprentissage contractés dans les deux premières années, engagements onéreux pour l'école, mais que l'on a dû faire tels afin d'encourager l'apprentissage dans notre industrie.

Il conclut donc en demandant à la Chambre d'autoriser le Comité à faire une demande de subside de 3,000 francs à la Société philanthropique.

Cette demande est autorisée.

Chambre syndicale des Fleurs et Plumes.

Séance du vendredi 5 décembre 1884.

PRÉSIDENCE DE M. HIÉLARD

Rapport de la Commission du cours de teinture de plumes

MESSIEURS,

Votre Commission du cours de teinture de plumes a l'honneur de soumettre à votre haute sanction le compte rendu de ses travaux de l'année. Vous vous souvenez, sans aucun doute, dans quel but, dans quelles conditions ce cours fut établi.

L'an passé, à l'unanimité, pour répondre à une nécessité industrielle pressante, vous avez décidé l'ouverture d'un cours théorique et pratique de teinture de plumes. Afin d'assurer la parfaite exécution de ce vœu émis conformément à la proposition faite par un de vos collègues, vous avez daigné charger une Commission, composée de MM. Le Brun, Bourdin, Laloue, Millon et Bonni, d'étudier dans ses moindres détails et de vous présenter un rapport qui pût servir de base à la création projetée.

Ce rapport vous fut soumis. Permettez-nous de remettre sous vos yeux quelques-uns de ses passages essentiels :

« Quant à présent, il a été arrêté que le professeur de chimie commencerait le cours en exposant les principes généraux élémentaires de la chimie, et cela afin que les élèves puissent comprendre le langage qui leur sera parlé. Puis, laissant de côté tout ce qui ne se rapporte pas à la teinture de plumes, il parlera des différents colorants, de leur origine, de leurs rapports entre eux, il passera ensuite au moyen d'obtenir avec ces colorants toutes les nuances connues, ayant entre temps étudié les réactifs, leur dosage, la façon de peser, etc. Ceci fait au point de vue théorique, le professeur cédera sa place au teinturier qui traitera des différentes qualités de plumes, de leur nature, et qui, après avoir montré le blanchiment, s'associera au professeur de chimie pour appliquer les principes démontrés par son collaborateur et lui, c'est-à-dire le traitement des différentes qualités de plumes par les colorants, le moyen pratique d'obtenir toutes les nuances et même de ramener une plume manquée à la teinte cherchée. »

Et comme dernières conclusions :

« Dans ces conditions, votre Commission pense qu'il n'est pas téméraire de tenter un premier essai. C'est 1,600 francs qu'il nous faut, nous espérons les trouver.

» Un dernier mot : le cours étant placé sous le patronage de la Chambre syndicale, une délégation de cinq membres aura mission de l'organiser et de le surveiller. Cette Commission, munie des pouvoirs les plus étendus, rendra compte tous les trois mois du résultat obtenu.

» A l'expiration de la première année, la question reviendra entière devant la Chambre qui décidera si elle doit continuer son patronage ou se borner à provoquer la création d'une Société spéciale ayant pour but de diriger et de subventionner le cours. »

Aucune modification, de quelque nature que ce soit, n'ayant été demandée, vos délégués, munis de pleins pouvoirs, commencèrent leurs démarches. Ils furent assez heureux pour réunir, à une centaine de francs près, la somme qu'ils avaient eux-mêmes fixée comme étant le minimum de ce qui leur était indispensable.

Voici, par ordre alphabétique, les noms de ceux de vos confrères qui ont daigné répondre à leur appel :

MM. Angede R. Arbib, Halfalla Arbib, Bonni, Brion, Delmart, Deshayes, Gouverneur, Guérin, Hachet, Hiéland, Humbert, Labie, Laloue, Le Brun, Longuet, Morin-Hiéland, Morin-Pillière, Marienval, Masson, Millon, Muller frères et Garnaud, Nissim de Joseph, Tayard,

Prin, Riché, P. Sciama, E. Sciama, Salaman, Villemillot, Viol et Duflo.

Les fonds réunis, les dispositions préliminaires prises, le cours fut ouvert.

Beaucoup d'entre vous, Messieurs, savent par expérience ce qu'il faut de peine, de patience, d'opiniâtreté pour mener à bien une fondation de cette nature. La Commission ne fut pas exempte d'ennuis, de tracasseries de toutes sortes; elle avait à vaincre, d'une part, la mauvaise volonté des uns; d'autre part, — ce qui n'est pas moins redoutable, — l'indifférence inerte des autres. Quoi qu'il en soit, la Commission ne se laissa pas décourager. De nombreuses circulaires annonçant le but, donnant le programme du cours, furent envoyées individuellement, sous plis cachetés à tous les membres de la corporation, patrons et ouvriers. Une propagande active, personnelle eut lieu.

Le résultat ne répondit pas aux nombreuses démarches faites, aux sacrifices de temps et d'argent consentis.

Sans aucun doute les séances du cours ont été suivies, écoutées, mais dans quelles proportions? Par une moyenne de vingt à trente auditeurs composée principalement de patrons, parmi lesquels il convient de comprendre quelques personnes étrangères à la corporation, dont la présence était due à leur sympathie personnelle pour une nouvelle fondation de cours professionnel.

D'où venait cette fâcheuse indifférence? Tous les participants de l'industrie des Plumes n'avaient-ils donc pas un intérêt tangible, immédiat d'engagé?

S'agissait-il d'une entreprise purement mercantile, ayant pour unique but de faciliter la réalisation d'un abaissement progressif de la main-d'œuvre? S'agissait-il encore d'une arme de guerre mise aux mains des patrons pour combattre leurs ouvriers? Non; il s'agissait tout uniquement, par une communion constante de la science et du travail manuel, d'élever les connaissances professionnelles de tous les plumassiers, de mettre la teinture de plumes à la hauteur des progrès accomplis dans ce siècle par toutes les industries similaires, et surtout de conserver à cette grande et généreuse corporation, à cette corporation si éminemment parisienne, une des principales forces qui, depuis de longues années, constituent sa suprématie incontestable sur ses rivaux, sur ses concurrents étrangers.

Des craintes que rien ne justifiait se firent jour. Une partie de la corporation, sans réflexion, sans rien entendre, sans même daigner prendre la peine d'étudier la question, crut que le but réel, inavoué du cours, était de former une pépinière d'ouvriers qui, à un moment donné, viendraient, par leur nombre de plus en plus grossissant,

faire diminuer les salaires actuels. Ces craintes voulues par certains esprits, par d'autres admises légèrement, suffirent pour que, systématiquement, cette partie importante de la corporation se tint à l'écart.

Qu'y avait-il donc de fondé dans ces craintes. Si le sentiment, ou mieux si l'idée qui a déterminé la fondation du cours de teinture avait pris sa source dans l'intention de créer de nouveaux ouvriers, elle se serait traduite fatalement, logiquement, par l'organisation d'une véritable école professionnelle. Un cours de chimie pratique, doublé d'un cours manuel de teinture ayant lieu quatre mois de l'année, le dimanche matin, ne pouvait avoir la prétention de constituer, soit une institution pouvant prendre l'enfant à la sortie des classes pour en faire un teinturier, soit une école menant de front l'instruction primaire et l'enseignement professionnel.

Non, le cours se bornait et il doit se borner à donner aux enfants, déjà en apprentissage dans l'industrie, le moyen de perfectionner ce que leurs maîtres naturels, les ouvriers teinturiers leur apprennent chaque jour ; il se bornait et il doit se borner à donner aux ouvriers la possibilité d'arriver à un travail rapide, rationnel, économique ; enfin, à mettre à la disposition de tous ouvriers et patrons des leçons raisonnées, démontrant le pourquoi des phénomènes physiques et chimiques qui s'observent journellement dans toutes les opérations de la teinture de plumes, connaissances indispensables sans lesquelles un teinturier, si habile qu'il soit, n'est qu'un manipulateur inconscient, incapable d'une production réellement supérieure.

La Commission, Messieurs, fit tout ce qu'elle put pour faire cesser cette regrettable prévention. Ne se limitant pas à l'envoi de circulaires, elle engagea les patrons plumassiers à payer de leur personne ; elle pressentit directement plusieurs ouvriers. Ce résultat, quoique peu favorable, n'a pas découragé la Commission ; s'illusionnant peut-être, elle a le ferme espoir que le sentiment de défiance qui a accueilli les débuts du cours disparaîtra durant une prochaine année ; qu'ouvriers et patrons, comprenant enfin leur véritable intérêt, voudront, sans arrière-pensée, coopérer ensemble à la prospérité de leur industrie.

Un autre obstacle est venu aggraver cet état de choses. La Commission, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par les termes du rapport cité plus haut, avait la ferme intention de diviser la presque totalité des leçons du cours en deux parties intimement liées ensemble, mais distinctes toutefois. La première heure devait être consacrée à la partie scientifique pure ; la seconde à l'application des théories que venait d'exposer le professeur, c'est-à-dire au maniement, aux diverses opérations nécessitées par la teinture des plumes.

Pour répondre aux exigences de ce cours théorique et pratique à la fois, il était urgent d'avoir sous la main un professeur de chimie et un manipulateur teinturier, tous deux agissant de concert, tous

deux préparant d'un commun accord les leçons annoncées dans le programme porté à la connaissance de tous ; en un mot, que le chimiste devienne teinturier, le teinturier chimiste, et que, dans cette intime collaboration, l'un apporte ses connaissances scientifiques, l'autre son expérience professionnelle.

La Commission n'ayant pu trouver un collaborateur réunissant ces deux qualités, s'assura du concours d'un éminent chimiste. M. Rivière, espérant qu'il lui serait possible, en temps voulu, d'obtenir l'aide d'un ouvrier teinturier. Toutefois, prévoyant que certaines mauvaises volontés pouvaient se manifester, elle ne voulut pas commencer le cours sans avoir la certitude qu'au moment opportun cette importante fonction du teinturier fût remplie selon ses désirs. Un des membres de la Commission, que la Chambre trouve toujours prêt lorsqu'il s'agit de rendre service à la corporation, membre dont la compétence est indiscutable, M. Millon, voulut bien, à défaut d'autre, s'engager à seconder le professeur de chimie.

La souscription ne fut terminée que fort tard. Pressé par le temps, le cours, qui nécessitait de prime abord quelques leçons préliminaires de chimie pure, fut commencé. Durant ces dernières leçons, on fit des démarches officieuses pour obtenir le concours désiré. Aucun teinturier, par suite de la sourde campagne entreprise contre la nouvelle institution, n'osa accepter cette tâche. Pour comble de malheur, M. Millon, fortement indisposé, fut dans l'impossibilité, à son vif regret, de tenir sa promesse. Que faire ?

Devait-on interrompre le cours ou en remettre la continuation à l'année suivante ? La Commission pensa devoir continuer coûte que coûte. Interrompre était impraticable : les jours de soleil arrivant, on ne pouvait avoir la prétention de lutter contre eux : remettre à l'année suivante était impraticable, on eût été obligé à cette époque de recommencer les leçons.

M. Rivière, auquel la Commission est heureuse d'adresser ici ses sincères félicitations, faisant preuve d'une entière bonne volonté, continua seul le cours. Dans la mesure du possible, il se mit à la teinture de plumes, s'identifia avec elle, parcourut brillamment son programme, mais sans pouvoir, toutefois, donner à la partie technique toute l'importance qu'elle méritait. En historien impartial, n'oublions pas qu'aux dernières leçons, M. Millon, quoique très souffrant encore, vint apporter le concours de son expérience de manipulateur.

En résumé, la Commission reconnaît qu'il y a eu, dans ces incidents, une déception regrettable. Le cours n'a pas été complet, il n'a rempli qu'imparfaitement le programme qui lui avait été tracé. Il est juste, pourtant, de reconnaître que la faute commise n'incombe pas à un manque de prévoyance, mais bien à un fâcheux concours de circonstances, et surtout à cet esprit de malveillance

et de dénigrement qui sape les plus grands efforts, à cette inertie qui entrave la majeure partie des œuvres utiles.

Doit-on en conclure que le résultat obtenu est nul ?

Nous ne le croyons pas; la fondation de la Chambre syndicale n'avait pas la prétention d'atteindre, dès la première année, le maximum de perfection désirable. Il fallait qu'une expérience fût tentée. Si l'on reporte son esprit vers quelques créations du même genre, on observe que certaines de ces créations ont subi des échecs plus significatifs, en ce sens que, restées à l'état embryonnaire, elles n'ont pu arriver à un commencement d'organisation; que d'autres, mieux soutenues, ont végété plusieurs années, ne devant leur salut qu'à la persévérance de leurs fondateurs, qu'aux améliorations apportées dans leur fonctionnement.

Ajoutons qu'il est incontestable que l'échec relatif, si échec il y a, doit être attribué en majeure partie à la coupable indifférence des intéressés. De nombreuses sympathies platoniques, si puissantes qu'elles soient, ne suffisent pas pour mener à bien une œuvre purement industrielle. Il est nécessaire, avant tout, que les intéressés paient de leur personne, qu'ils se rendent au cours, qu'ils s'y intéressent. Or, le cours n'a réuni, cette année, qu'une trentaine d'adeptes. Ce petit nombre ne doit pas décourager les membres de la Chambre, c'est en persévérant qu'il augmentera d'années en années. Reconnaissant néanmoins que la persévérance ne suffirait pas si, oublieuse des leçons du passé, la Chambre ne s'attachait pas à supprimer ce qu'une année d'exercice a démontré être mauvais, à modifier ce qui est imparfait. Tel a été l'avis de la Commission; elle a donc cru devoir étudier à nouveau le fonctionnement du cours de teinture et, après une longue discussion, après avoir à l'unanimité voté en principe la continuation de ce cours, elle a décidé de vous communiquer le résultat de sa nouvelle étude, résultat dont le développement formera la suite de ce rapport.

La Commission considère comme acquis les deux points suivants;

1^o Utilité absolue du cours;

2^o Possibilité d'assurer le fonctionnement régulier de ce cours.

La somme indispensable aux frais d'un premier établissement, coûterait chaque année de 5 à 6,000 francs, se décomposant comme suit :

Loyer	Fr. 1.000	»
Garçon de laboratoire.	1.200	»
Préparateur pour les trente cours annuels	500	»
Indemnité au professeur.	1.500	»
Dépenses diverses pour les expériences.	1.000	»
Entretien du matériel imprévu	700	»
	Fr. 5.900	»

Vous aurez à examiner, Messieurs, ce que vous pensez de cette combinaison. Pourrait-on réunir trente souscripteurs disposés à verser annuellement 200 francs? Là est la question.

Passons maintenant à la seconde proposition : la continuation pure et simple du cours.

Permettez-nous de ne pas nous étendre longuement sur les modifications de détail qu'il conviendrait d'apporter au cours; ces modifications seront l'œuvre d'une nouvelle Commission. Qu'il nous soit permis, toutefois, d'appeler votre bienveillante attention sur la situation qu'il serait indispensable de créer au professeur.

Sans vouloir être trop affirmatif, nous croyons pouvoir dire que, dans l'état actuel des choses, il serait difficile de trouver un chimiste de valeur, connaissant parfaitement la chimie et la teinture des plumes, disposé à consacrer un temps relativement considérable au cours.

La raison en est que les chimistes ne sont pas ordinairement teinturiers, et que les teinturiers en plumes qui ont étudié la chimie ne se soucient pas de faire un cours. Il y aurait donc une absolue nécessité d'attacher à cette délicate fonction du professeur une indemnité suffisante pour lui permettre de se livrer aux travaux que nécessite la préparation d'un cours spécial. Notons qu'il ne s'agit pas ici de leçons ordinaires, suivant un programme connu, programme que le professeur a lui-même parcouru sur les bancs de l'école, mais d'un programme nouveau, strictement appliqué à une industrie spéciale, que le professeur devra concevoir, expérimenter de toutes pièces, et sur lequel il serait nécessaire qu'il fit un travail afin de jeter une base qui servirait et faciliterait la tâche de ses successeurs. Il sera indispensable, en outre, que le professeur apprenne, sinon à manipuler la plume, tout au moins les procédés de manipulation employés dans l'industrie, cela seul lui permettant d'enseigner la pratique en même temps que la théorie.

Le budget devra, en conséquence, être établi ainsi :

Indemnité au professeur.	Fr. 1.500 »
— au préparateur.	500 »
— au garçon de laboratoire.	100 »
Dépenses diverses.	400 »
	Fr. 2.500 »

Ce budget est aussi réduit que possible.

La Commission a demandé, en outre, à M. Rivière de vouloir bien dire quel programme il pensait suivre au cas où le cours serait recommencé.

Voici le programme détaillé qui nous a été communiqué :

Cours de teinture de plumes divisé en trente leçons.

1^o Histoire de la chimie.

2^o Étude des lois et du langage chimiques.

3^o Monographie des principaux agents d'oxydation.

4^o Monographie des principaux agents de réduction.

5^o et 6^o Action des oxydants et des réducteurs sur les matières colorantes.

7^o Étude des différents tissus soumis au blanchiment et à la teinture, coton, soie, laine, plume. (Projection au microscope pour bien établir les caractères distinctifs de ces différents tissus.)

8^o La plume : ses différentes provenances, importance de son commerce, triage, conservation.

9^o Traitement des plumes avant la teinture : savonnage, blanchiment, mordantage; composition chimique et préparation du savon, essai des savons du commerce.

10^o Blanchiment : différents produits servant au blanchiment des tissus, et plus spécialement de la plume : acide sulfureux, bichromate de potasse, permanganate de potasse, eau oxigénée, ozone; propriété et préparation de ces différents corps; essai de l'eau oxigénée.

11^o Mordantage : Étude des différents mordants pour coton, laine, soie et plume : sulfate d'albumine, alun, tannin; matières grasses, sel d'étain, sels de fer, etc.; étude comparative des différents tissus mordancés et non mordancés, puis teinte sur différents mordants avec une même espèce de colorants.

12^o Histoire de la teinture : industrie du panachier au XVIII^e siècle.

13^o Outillages : bassines, cuves, étuves; chauffage des appareils; gaz d'éclairage, chauffage au gaz.

14^o Les couleurs du spectre solaire : rassortiment des nuances, cercle de Chevreul.

15^o et 16^o Matières colorantes : classification des matières colorantes d'après l'origine et la couleur; matières colorantes d'origine minérale; teinture par double décomposition.

17^o Matières colorantes organiques naturelles : rouges, cochenille, orseille, garance, campêche, orcanitte; extraction des matières colorantes rouges qu'elles contiennent; application à la teinture de plumes.

18^o et 19^o Bleus : indigo, pastel (indigoline, purpurine, érotine); jaunes : curcuma, gaude, safran, rocou; préparation des matières colorantes qu'ils contiennent.

20^o Matières colorantes vertes : chlorophylle, vert de Chine, teinture en vert chez les Chinois.

21° Matières colorantes organiques artificielles : murexide, rouges d'aniline, aniline, toluidine, rosaneline, sels de rosaneline, safranine; application à la teinture des plumes.

22° Jaune-rouge et rouge-orange, géravosine, acide rosalique, coralline jaune, coralline rouge; application à la teinture.

23° Violet et noir d'aniline, violet de méthyte, violet d'éthyte, mouveine, violaniline, noir d'aniline; application à la teinture.

24° Vert à l'iode, vert à l'oldehyde, vert milhylaniline; application à la teinture.

25° Jaune acide piérique, jaune de Martius, jaune Victoria, brun Bismarck, brun Havane; application à la teinture.

26° Couleurs dérivées de la série aromatique; application à la teinture.

27° Teinture en noir des différents tissus.

28° Préparation des mélanges destinés à l'obtention des couleurs dites de mode; application à la teinture de la plume en couleurs tendres.

29° Procédés pour obtenir des réserves et des bigarures sur la plume.

30° Utilisation des plumes mal teintes ou détériorées.

Il n'y a pas lieu d'insister sur l'utilité du cours, tous les arguments et les objections sont encore présents à la mémoire des membres de la Chambre, leur opinion est faite. Il n'en sera pas de même en ce qui concerne la possibilité d'assurer au cours un fonctionnement régulier : quelques développements sont nécessaires. A cet égard, la Commission a été saisie de deux propositions connexes, dont l'une, beaucoup plus large que l'autre, agrandirait considérablement le cercle d'action de la Chambre.

La première a trait à la fondation d'un laboratoire de chimie spécial à l'industrie des plumes; la seconde à la continuation pure et simple du cours.

Un laboratoire de chimie affecté spécialement aux teinturiers en plumes, créé par eux, soutenu par eux, ne s'occupant exclusivement que des questions qui intéressent leur industrie, est une conception digne de M. Rivière, qui en est le promoteur. Dans l'esprit de notre professeur, ce laboratoire, qui ne chômerait pas, serait spécialement chargé par les plumassiers participants de la solution de toutes les difficultés que rencontre le judicieux emploi des produits chimiques. Il vérifierait, contrôlerait la sincérité des produits livrés aux plumassiers, il en étudierait le maniement, les combinaisons; il empêcherait ces substitutions de produits d'une valeur vénale si différente, substitutions préjudiciables au double point de vue des frais et du rendement; il examinerait le rapport des acides avec les colorants,

chercherait les améliorations à apporter dans diverses teintures, dans le traitement de la plume; en un mot, il réaliserait de notables économies, conséquences de nouveaux et plus rationnels procédés de fabrication. Ce laboratoire, conseil scientifique et pratique, mis à la disposition de tous les adhérents, ne générerait en rien la concurrence que peuvent se faire les fabricants entre eux. Il n'abaisserait nullement ces derniers sous un niveau égalitaire, mais leur permettrait, tout en conservant et leur initiative propre et leurs procédés personnels, d'améliorer ces procédés, de les rendre meilleurs; par contre, de diminuer le prix de revient, d'obtenir un plus facile écoulement de l'objet fabriqué.

Les industries similaires de la teinture de la soie, de la laine, du coton, beaucoup plus importantes, il est vrai, sont toutes dirigées par des chimistes. La plume pourrait difficilement opérer dans ces conditions. Son chiffre d'affaires possible, divisé en une infinité de maisons, ne lui permettrait pas d'avoir à sa disposition des hommes qui chargeraient ses frais généraux d'un quantième trop considérable. Eh bien! ce que l'individu ne pourrait tenter, la collectivité peut l'essayer. Faites une réunion de fabricants, les frais d'un premier établissement seraient minimes pour subvenir aux dépenses de ce laboratoire; il leur suffirait d'ajouter chaque année, à leurs frais généraux la somme insignifiante de 200 francs s'ils n'étaient que trente participants, la somme de 100 francs, s'ils se réunissaient au nombre encore restreint de soixante. Il n'y a pas une maison importante qui ne dépense annuellement dix fois cette somme en essais infructueux. On objectera qu'une collectivité, composée de concurrents, s'entendrait difficilement sur la répartition des charges et surtout sur la limite des services que chacun serait en droit de demander au laboratoire. Cette grave objection tombe si l'on délimite les attributions du chimiste dirigeant. Ce chimiste, en outre du cours de teinture, aurait son service divisé en deux parties distinctes : la première résiderait dans les renseignements oraux, et serait entièrement gratuite; la seconde, nécessitant des expériences, telles que des analyses de produits, des recherches concernant différentes matières, serait soumise à un tarif considérablement réduit se composant des stricts déboursés matériels et d'une légère, très légère commission pour le professeur.

Chambre syndicale des Dentelles, Tulle et Broderies.

Séance du 10 octobre 1884.

Les membres présents du Comité de l'école de dessin professionnel demandent que l'on donne connaissance à la Chambre, à sa pro-

chaîne séance, du compte définitif du dernier bal et de la situation pécuniaire actuelle de cette école.

M. Biais espère que l'école de dessin, transférée au centre des affaires, 15, rue Poissonnière, prendra un nouvel essor et sera suivie par un plus grand nombre d'élèves que l'année dernière.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

Séance du 3 décembre 1884.

M. Lejollot donne lecture du procès-verbal de la dernière Commission de l'École de dessin, lequel est ainsi conçu :

La séance est ouverte à 5 heures, le 1^{er} décembre 1884, sous la présidence de M. Lejollot.

Sont présents : MM. Piel, Topart, Delahaye, Thomas, Michelot, Payan, Charles.

Absents excusés : MM. Ruteau, Pinsard.

M. Topart ayant accepté la mission de voir le propriétaire de la maison 118, rue du Temple, où est installée notre école, pour le pressentir et savoir, le bail approchant de sa fin, s'il le continuera ou le modifiera, le propriétaire étant à la campagne, M. Topart n'a pu le voir, mais fera le nécessaire, même le voyage, pour avoir les renseignements demandés.

M. Thomas, ainsi qu'il en avait été prié par la Commission, a apporté des documents pour lui donner connaissance des ressources disponibles de notre caisse, afin de nous fixer sur ce qu'il y aurait à faire si le bail n'était pas renouvelé. Il ressort de ces comptes que les recettes des souscriptions volontaires diminuent au lieu d'augmenter ; de peu, chaque année, il est vrai, mais elles se trouvent moindres de moitié de nos premières souscriptions. Il y aurait lieu, dans un moment plus opportun, de recommencer les visites à domicile.

La question de savoir si la distribution des prix continuera à être accompagnée d'un concert comme les années précédentes devant être soumise aujourd'hui à la Chambre, la Commission, à l'unanimité, est de cet avis ; mais, pour la proportionner aux ressources, elle a cherché les économies possibles. La dernière distribution a coûté, tout compris, récompenses et concert, 1,356 francs, mais 175 francs ayant été offerts par de généreux donateurs, et nous espérons qu'ils resteront dans cette bonne voie, il n'est plus resté à la charge de la Chambre que la somme de 1,200 francs.

La Commission a cherché à réduire cette somme le plus possible par les économies suivantes qu'elle soumet à votre appréciation :

Suppression de la brochure compte rendu de la distribution des prix et diverses économies qui peuvent former un total de 300 fr.

Ces réductions opérées, la distribution ne coûterait plus à la

Chambre que 900 fr. Dans ce dernier prix, le concert est réduit de moitié, le reste est affecté aux récompenses.

La Commission se demande quelles seront les sommités à inviter ; elle pense opérer comme les années précédentes : MM. le ministre des beaux-arts, Spuller, A. Proust, les conseillers municipaux, le maire, l'administrateur de l'Union et les notabilités qui s'y trouvent.

A la dernière réunion de la Commission, la proposition d'un concours de composition professionnelle ayant été adoptée, M. Charles a fait la proposition suivante : faire composer et exécuter les pièces à l'école. Le projet de M. Charles a été accueilli par la Commission, et le concours a eu lieu le dimanche matin 23 novembre. Voici comment il y a été procédé : il a été composé trois boucles, cet objet ayant été le sujet donné avec des ornements estampés. Douze élèves ayant été inscrits pour concourir, il a été remis à chacun d'eux, mais pêle-mêle, le même nombre d'ornements nécessaires pour faire les trois boucles. N'ayant qu'une seule à composer, ils devaient exécuter leur sujet avec les ornements fournis en les plaçant, les coupant, les tournant, et terminer leur œuvre séance tenante. La composition, une fois arrêtée, a été fixée sur une carte avec un peu de cire, et l'élève, avant de partir, a remis un dessin croquis de son travail, la pièce devant être finie à l'atelier ; il ne pouvait par ce moyen nous rapporter autre chose que son propre travail. On aura, de cette manière, forcé les élèves à composer, à finir, et la certitude complète que les travaux récompensés émanent bien d'eux-mêmes. Sur les douze élèves inscrits pour concourir, dix sont venus, et, sur ces dix, deux n'ont pas encore terminé leur pièce.

M. le Rapporteur dépose sur le bureau de la Chambre, pour être examinées par les membres présents, les pièces, résultat du concours.

M. Topart, dans sa constante sollicitude pour notre école, a cherché ce qu'il pourrait bien faire pour elle cette année, et voici ce qu'il a trouvé : c'est d'offrir à chaque élève un album qu'il dénomme *Grammaire des styles*, composée de cinq planches gravées et choisies de chacun des styles composant l'art du dessin ; il y en aura douze. Chaque planche sera accompagnée d'un texte explicatif pour rendre plus frappant, plus palpable pour ainsi dire, les différences entre chacun des styles, afin d'éviter les barbarismes dans les compositions. Non seulement M. Topart se propose de faire éditer cet ouvrage pour les élèves de l'école, mais de le faire mettre en vente dans le commerce et d'affecter le produit des bénéfices à notre école de dessin.

La Commission, à l'unanimité, remercie M. Topart de son idée, puis de sa générosité.

En terminant, M. le Rapporteur informe la Chambre que la Commission a décidé qu'un second concours de composition profession-

nelle aurait lieu le jeudi 11 décembre prochain. Le sujet est une broche longue.

A propos de ces concours, la Chambre approuve unanimement cette idée, qui doit amener des résultats sérieux et adresse des félicitations à son auteur, M. Charles.

Suivant les conclusions du rapport de M. le Président de la Commission de l'école, la Chambre vote que la distribution des prix sera toujours accompagnée d'un concert, elle annule la publication de la brochure qui sera remplacée par un rapport complet inséré au journal, et décide qu'il ne sera plus fait appel au concours gracieux des « Enfants de Lutèce ». Il est ensuite décidé, selon l'avis de plusieurs membres, que l'on s'adressera à l'honorable M. Spuller pour lui offrir la présidence de la distribution, le 18.

Comme il est d'usage, la Chambre nomme une Commission chargée des préparatifs de cette solennité.

Sont désignés : MM. Besson, Galand, Mascuraud, Payan, Pinsard et Thomas.

M. Mascuraud demande la parole et, au nom de MM. Toppart, Galand et au sien, fait à la réunion, en termes émus et éloquents, la proposition d'offrir à la prochaine distribution des prix, à l'honorable M. Bejolliot, en raison de son dévouement, de son assiduité et de sa constante sollicitude pour notre école de dessin un témoignage de vive reconnaissance.

Cette proposition est adoptée par acclamation et est renvoyée à la Commission de la distribution.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à onze heures.

Le Secrétaire par intérim,
GALLAND.

Le Président,
A. PIEL.

Chambre syndicale des Corsets et Fournitures.

Assemblée générale du 9 décembre 1884.

M. Farcy prend la parole pour rendre compte à la Chambre syndicale de la visite qu'il a faite en compagnie de M. Abadie-Léotard à l'école professionnelle des Corsets, à Grenelle :

« Nous devons nous féliciter et nous honorer, dit-il, de notre initiative et des sacrifices que nous avons faits pour arriver à la création de cette école. Les élèves, au nombre de vingt en ce moment, sont toutes, d'après le rapport de leur professeur, d'excellentes petites élèves, laborieuses et désireuses d'arriver. Les plus avancées, celles qui travaillent depuis un an et demi, seraient déjà de très bonnes ouvrières dans nos ateliers; à la fin de leurs études elles

seront encore bien plus fortes et dès lors dignes qu'ons s'occupe d'elles. Ce résultat doit nous encourager dans la voie que nous suivons depuis deux ans à ce sujet. Je remercie au nom de la Chambre syndicale, M^{me} Schaffer et M^{me} Lajotte de leur gracieux concours et je n'oublie pas et j'espère que vous n'oublierez pas notre zélée professeur M^{me} Armengeaud. »

Chambre syndicale des fabricants de chapeaux de paille et feutres pour dames et fournitures pour modes.

Assemblée générale du 12 décembre 1884.

La création d'une école de couture, sans être définitivement résolue, est en partie abandonnée. Cependant quelques fabricants ont l'intention de s'unir pour former des élèves, ce qui serait un acheminement vers l'idée proposée.

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance générale annuelle du 28 décembre 1884.

M. le Président s'exprime ainsi :

« Notre école professionnelle a été, depuis un an, placée sous le patronage de notre Chambre syndicale. Plusieurs fois, cette institution a eu besoin de recourir à la générosité de la Société philanthropique, dont j'ai l'honneur d'être un des Vice-Présidents, et je me suis trouvé dans une position critique en demandant, comme Président du Comité de l'école d'apprentissage, des allocations à la Société, et forcé, comme Vice-Président de celle-ci, de défendre ses intérêts, et, sinon combattre, du moins examiner et contrôler ces mêmes allocations. »

ÉCOLE PROFESSIONNELLE CHAIX

Distribution des prix du 12 octobre 1884.

Cette fête a eu lieu cette année avec une grande solennité. Elle était présidée par M. Chaix qui a ouvert la séance par une allocution toute chaleureuse et cordiale. M. Chaix a causé avec sa « famille industrielle » des heureuses innovations introduites dans l'exercice 1884 : l'établissement du désembrayage électrique qui arrête les

machines dans un espace de 3 à 7 secondes et rend ainsi les accidents presque impossibles; l'organisation des voyages de vacances pour les enfants des ateliers; il a terminé en rappelant les pertes que la mort a occasionnées dans le personnel durant la même période.

M. Jousset, président de la Chambre des Imprimeurs, a très gracieusement exprimé son admiration pour les institutions diverses de l'École professionnelle en s'étonnant qu'on décerne des prix à des enfants si efficacement protégés et instruits. « C'est absolument, a-t-il dit, comme si l'on offrait une récompense à quelqu'un pour s'être assis à une table richement servie. »

M. Thivet, ancien élève de l'École, devenu patron par son travail, a exhorté « les jeunes » à profiter des leçons d'un apprentissage émérite dont l'honneur revient à la mémoire de Napoléon Chaix. Il a dit très spirituellement qu'il faudrait vingt casses pour composer la liste des hommes illustres dont la présence a honoré les ateliers de la maison et il a justement affirmé que le titre d'ancien élève de la maison Chaix constituait un passeport de capacité.

Du rapport très complet et fort intéressant de M. Bergèr nous extrayons les chiffres se référant aux apprentis.

La Caisse des retraites garantit à chaque employé à l'âge de 55 ans une rente viagère de 450 francs assurés au moyen de versement annuel de 15 francs par apprentis et anciens apprentis.

La première répartition, spéciale à tous les apprentis, faite en 1874 pour les années 1869-1870-1871-1872-1873, avait donné, pour 70 participants. Fr. 2.799 »

La deuxième, en 1879, pour 1874-1875-1876-1877-1878, s'était élevée pour 127 participants à 4.039 »

Enfin la troisième, que nous distribuons aujourd'hui est plus favorable encore et donne pour 172 participants, en ce moment présents 5.847 »

Soit un total de. Fr. 12.685 »

Pendant le même temps, la Caisse spéciale aux compositeurs donnait la situation suivante :

1 ^{re} répartition en 1874, 27 participants.	Fr. 2.246 »
2 ^e — en 1879, 43 —	1.099 »
3 ^e — en 1884, 59 —	1.750 »
Soit un total de	Fr. <u>5.095 »</u>

Ces faits emportent leur enseignement; le devoir d'attachement de tous les apprentis à la maison qui leur assure en récompense de leur travail et de leur persévérance 1^o une retraite qui les mettra à

l'abri des premiers besoins; 2° un petit capital transmissible en cas de décès à leurs héritiers.

A côté de l'épargne réglementaire se place l'épargne libre :

Cette année, les résultats obtenus dans cet ordre d'idées sont un peu inférieurs à ceux des années précédentes; ils ne donnent en effet pour la Caisse d'épargne que . . . Fr. 2.033 »
et pour la Caisse des retraites. 3.244 »

Soit un total de. Fr. 5.277 » 5.277 »

Tandis que l'année dernière, ils avaient produit :

Pour l'épargne Fr. 2.163 »

Pour la retraite 3.590 »

Soit un total de Fr. 5.753 » 5.753 »

donnant une différence en moins de. Fr. 488 »

Le même mouvement descendant s'est produit dans la Caisse d'épargne scolaire des apprentis. L'année dernière, dans les deux sections, compositeurs et enfants des machines, il avait été économisé Fr. 532 »

Cette année l'épargne n'est plus que de 407 »

Soit une diminution de Fr. 125 »

L'Assurance en cas d'accidents comprend 121 assurés, pour la somme de 968 francs, au lieu de 960 versés l'année dernière; l'Assurance en cas de décès, 749 francs, pour 110 apprentis et anciens apprentis, au lieu de 637 francs pour 96 assurés.

La Caisse de répartition spéciale aux apprentis compositeurs a donné, pour l'exercice 1883, 1,554 francs, somme supérieure de 183 francs à celle distribuée en 1881, et de plus de 1,000 francs à celle attribuée en 1882.

L'enseignement professionnel, l'enseignement spécial et technique ont progressé d'une façon sensible. En somme, la forte impulsion de M. Chaix a atteint les deux buts qu'il s'était proposés :

1° Relever le niveau intellectuel de la corporation par la diffusion d'un large enseignement spécial et technique;

2° Doter le travailleur, par l'enseignement et la pratique de la prévoyance et de l'épargne, d'institutions capables de le satisfaire dans le présent et d'assurer son avenir.

La séance s'est terminée par un discours de M. Charles Robert. L'orateur félicite les jeunes apprentis d'être les pupilles de la participation, — heureuse éducation qui leur permettra de pratiquer un

système que l'absence de préparation a fait échouer à Middlesbrough en Angleterre et en Allemagne à Kaiserslautern ! Les relations à établir entre patrons et ouvriers par la participation constituent toute une étude à faire au moyen de cours, conférences, distributions de journaux. Sans doute le premier résultat est peu important : il consiste dans une économie de 10 0/0 sur un revenu de 1,200 francs, mais, suivant le mot de M. Vansittart-Neale, économiste anglais, c'est le commencement d'un nouvel ordre de choses dans l'industrie et le commerce. Pour le fonder, il faut l'enthousiasme, la foi. Elle sera facile à acquérir pour ceux qui voient dans la participation l'art par excellence d'être libres et d'acquérir le sentiment de leur dignité.

Cette fête de famille a été égayée par un intermède auquel ont pris part MM. Paul Casimir, Charlier et Monestier, anciens élèves, ainsi que M. Sézille, l'un des professeurs. L'*Union musicale de Saint-Ouen*, dirigée par M. Bouin, prêtait son concours à la cérémonie.

Ernest NUSSE.

LES

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD

EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

En avril 1884, M. l'Inspecteur divisionnaire Delaisement signalait à la Société de Protection des Apprentis comme modèles d'Ecole professionnelle les établissements créés à Tergnier par la Compagnie du Chemin de fer du Nord en faveur des enfants qu'elle y emploie. un récent voyage dans le département de l'Aisne nous permettait de satisfaire la curiosité qu'un éloge si autorisé avait éveillée dans notre esprit. M. Bricogne, ingénieur des Arts et Manufactures, inspecteur principal du matériel, nous avait envoyé de ses bureaux de la Chapelle une lettre d'introduction pour MM. Stiévenard, chef de l'atelier du fer et Balland, chef de l'atelier de la scierie à Tergnier. Ce sont les impressions de cette visite que nous venons ici rapporter.

Une obligeante conversation de M. Bricogne nous avait fait pressentir les merveilles de Tergnier ; mais ainsi sommes-nous tous

faits, au moins les ignorants, au groupe trop nombreux desquels j'ai honte d'appartenir, que la narration d'un homme, même aussi distingué, aussi expérimenté dans son art, et aussi clair dans ses explications que l'est M. l'Ingénieur Bricogne, ne saurait suppléer au spectacle même des choses.

Chacun de nous a au moins traversé Tergnier, cette ville que la Compagnie du Nord a fait sortir de terre dans des conditions de durée heureusement plus sérieuses que celles dans lesquelles les flatteurs de Catherine II lui improvisaient des cités. Le village de 300 âmes s'est fait un centre populeux, si bien qu'à l'époque de la métamorphose, un préfet de l'Aisne trompé par les souvenirs arriérés d'un recensement déjà ancien, s'étonnait quelque temps après l'installation des ateliers, de trouver à Tergnier plus d'électeurs que d'habitants. — M. Stiévenard a assisté à la création des ateliers (1857). Élève de Châlons, il a vu naître les immenses dépendances de la gare de Tergnier. Il y a, par ses efforts personnels, vaillamment coopéré. Il a inventé ou perfectionné dans son service une foule de machines-outils (1). Il y a présidé à l'admirable organisation qui permet à toute heure de relever par le menu détail dans la totalité d'un lot de pièces emmagasinées au dépôt, celles qui subsistent en nature et celles qui ont été employées. Comptabilité rigoureuse qui a sa page de gloire. Pendant l'invasion allemande de 1870-1871, cet ordre, cette régularité se sont imposés à l'ennemi. Pas un boulon, pas un écrou n'est sorti sans un bon de réquisition qu'il fallait parfois solliciter au péril de sa vie. C'était le temps où notre armée du Nord luttait vaillamment contre des masses dix fois plus fortes qu'elle. M. Stiévenard transmettait à l'armée française à Lille les mouvements des troupes allemandes par les femmes des garde-barrières. Les messagères au petit chapeau de toile cirée s'abordaient mystérieusement, se remettaient furtivement une lettre, fières de ce nouveau métier qui les exposait à être fusillées. — Puis l'illustre général Faidherbe frappait un de ces coups d'éclat qui relevaient les courages et honoraient nos désastres. — Ceci n'est point une digression. Qui de nous ignore que nos défaites ont été la préface du relèvement national par l'enseignement?

La compagnie du Nord a subi cette loi. Dès 1872, sur la demande de M. Stiévenard, le Conseil d'administration créait les apprentis de Tergnier. Aussi bien les ouvriers originaires de la Compagnie étaient maintenant des hommes faits. Pères de famille, ils réclamaient l'admission de leurs enfants dans les services de la Compagnie. Mais un noviciat étant indispensable pour les initier utilement aux travaux professionnels, le recrutement même des travailleurs exigeait

(1) Machines à souder, — mollettes en acier pour coussinets.

que leur requête fut agréée. Les ateliers de Tergnier ont pour mission principale de réparer les avaries survenues au matériel roulant. Ils centralisent une foule de pièces de fer disposées d'avance pour des travaux de réfection. Ce sont donc les ajusteurs qui y sont principalement nécessaires.

C'est en effet vers ce but que sont dirigés les cinquante apprentis du fer. On leur réserve un atelier où ils travaillent seuls et où chacun a son établi, sous la surveillance d'un contremaître et de deux moniteurs ouvriers. Le mécanicien du moteur est installé avec sa machine sur une plate-forme en contre-haut de la salle d'où il domine les travailleurs, de manière à pouvoir arrêter immédiatement en cas de danger. Au début les enfants sont exercés à l'ébarbage; puis, peu à peu, ils apprennent le limage, le taraudage puis l'assemblage des pièces confectionnées. Ils arrivent à faire des rivets, des platebandes. A quantités égales et à prix comparé avec celui des fournisseurs, le travail d'atelier constitue une économie de 40,000 francs pour la Compagnie.

Bien que le fer tende à supplanter le bois dans une foule de pièces servant à la construction des wagons, celui-ci tiendra toujours une place immense dans les ateliers de Tergnier.

Les 17 essences d'arbres qui servent à la construction des wagons fournis par les quatre départements limitrophes de l'Aisne, sur adjudication au rabais, s'étendent sur un vaste espace de terrain, attendant pendant la révolution d'une année que le séchage en plein air ait rendu le débit possible. C'est 12 ou 13 cent mille francs qui entrent chaque année en grume pour sortir chaque année aussi des ateliers sous forme de pièces ouvrées. Grande forêt horizontale qui va passer de la tranquillité immobile de sa première existence à une autre vie plus agitée. Plus ambitieuse que celle de Macbeth, elle ne se contente pas de marcher : elle aspire à courir, à dévorer l'espace. Avant d'arriver au travail particulier des apprentis qui n'est qu'un détail dans l'ensemble, quelques mots sont indispensables pour faire comprendre la synthèse de la préparation du bois. Nous aurons pour guide le très sympathique chef M. Balland dont la compétence n'a d'égale que son affable complaisance.

A l'atelier du sciage, rempli de l'outillage le plus varié, des scies de toutes espèces, circulaires ou à rubans saisissent l'arbre à équarrir, le découpent aussi facilement qu'une allumette en planches ou en plateaux; un ingénieux mécanisme permet à un homme seul de surveiller l'application ou l'aiguisage des dents émoussées par un travail de cinq à six heures. La comptabilité qui a déjà revêtu l'arbre en grume d'un numéro d'ordre, rappelle ce numéro sur chaque planche, sur chaque plateau, inscrit la date du débit pour l'emploi qui ne s'effectuera qu'un an après et ajoute une série de

numéros correspondant au nombre de pièces qu'a données le découpage. Il sera donc facile dans les éléments créés par le débit de retrouver la totalité de la matière brute. Les conducteurs des scies suivent sur le bois à débiter les lignes marquées par les traceurs qui dirigent chacun quatre ouvriers. Le danger des inhalations des poussières de bois, grâce à M. Bricogne auquel revient le mérite de cette installation, est conjuré par une trémie adaptée au droit de chaque scie et descendant la sciure comme on ferait de la farine dans un moulin. Un monte-charge ramène ces résidus pour le chauffage de la chaudière qui alimente le moteur des scies mécaniques — chaudière de locomotive démontée confiée à un mécanicien retraité. Il lui redit ses voyages d'autrefois, comme le vieux cavalier devenu laboureur s'entretient avec son cheval réformé des campagnes passées.

Les arbres sont débités, les planches et les plateaux sont empilés en rangs, séparés les uns des autres au moyen de barres provenant de la démolition des wagons usés qui permettent la circulation du grand air. Ce séchage naturel est artificiellement consommé par l'action de l'air échauffé par la vapeur qui lèche le bois renfermé dans de grandes étuves où il vient perdre le reste de son humidité.

Voilà le bois bon à être employé et prêt à entrer dans l'atelier du façonnage. Les raboteuses qui travaillent chacune autant que 23 ouvriers, s'emparent des plateaux et des planches et leur donnent les formes et dispositions appropriées à leurs différents usages. Ainsi s'élaborent les tenons, les mortaises. Cet atelier des raboteuses nous intéressera encore plus vivement, quant à l'une de ses extrémités, nous aurons aperçu les 23 apprentis du bois, absolument placés en dehors du contact des ouvriers adultes. — Ils se subdivisent en deux catégories; ceux du rez-de-chaussée, ceux du premier étage. Leur organisation date de 1876.

En bas, nous en voyons plusieurs, installés à leur établi avec leurs outils portant leur numéro matricule, occupés à équarrir à la main les extrémités des mortaises fabriquées mécaniquement, afin de former un congé qui corresponde exactement à la base du tenon. Ceux de l'étage supérieur s'emploient plutôt aux petites pièces, panneaux de caisse, enveloppes de chaufferettes. On compte un contremaître par dix élèves. La séparation des apprentis d'avec les ouvriers, comme le fait avec raison remarquer M. l'ingénieur Bricogne, permet de les soustraire à la fréquentation journalière de ceux-ci elle assure une surveillance plus active, une répartition et surtout une graduation du travail suivant les forces et les progrès de chacun.

Du jour de leur entrée, les apprentis du fer et du bois sont rétribués d'après une excellente combinaison entre le travail en régie et

le travail aux pièces. Un minimum de un franc est assuré comme rémunération de la journée moyenne. Mais si la valeur du travail aux pièces dépasse ce tarif, l'excédent est remis à l'enfant. A cet effet une ardoise est appliquée sur chaque établi. L'élève y écrit très correctement et de sa plus belle main son nom, le motif de son absence et le lieu de sa présence, s'il est appelé ailleurs pour une occupation extraordinaire, l'indication de la commande à laquelle s'applique son travail; le nombre d'heures dépensées. — Ces mentions sont relevées tant pour dresser le compte de l'enfant, que pour établir les prix de revient dans les tableaux de la comptabilité générale. La Compagnie n'admet dans ses ateliers que des apprentis de 13 à 15 ans, fils d'agents ou d'ouvriers, ayant déjà reçu l'instruction primaire et pourvus du certificat abrégé d'études. La durée de l'apprentissage est de trois ans, au bout desquels les apprentis deviennent, s'ils ont quelque valeur, des brigadiers d'atelier, des traceurs, quelquefois des conducteurs de machines et généralement de bons ouvriers pour les voitures de la Compagnie.

Bien que les enfants ne soient pas à proprement parler dans l'atelier des raboteuses, la Compagnie a tout disposé pour que les accidents de machines soient impossibles. Partout des sonnettes d'alarme pour arrêter le moteur si besoin est ; partout la propreté et la sécurité. On chercherait en vain dans cette salle immense un copeau près des raboteuses, un arbre ou des courroies de transmission. Le sous-sol révèle le luxe des précautions. Un ventilateur d'aspiration créé par notre regretté collègue M. Eugène Bourdon prend les copeaux dans l'atelier au pied de chaque raboteuse et les centralise dans une chambre spéciale. L'arbre de transmission est au-dessous du plancher et la tête des courroies en sort par des trous qui y ont été ménagés pour s'atteler aux machines qu'elles font mouvoir. Ainsi tout péril est évité aux ouvriers enfants ou adultes. Ajoutons qu'un règlement d'atelier spécial aux apprentis précise les conditions d'ordre et de bonne tenue, de prudence, qui sont les bases de la sécurité.

Avant de nous diriger vers l'école de dessin, nous jetons un dernier regard sur la machine qui met en mouvement les raboteuses. Nous sommes étonné de voir non loin d'elle une voie ferrée, inutile à son immobilité. La raison nous en est donnée. Pour éviter le chômage en cas de détérioration de la machinerie, une locomotive arrive sur cette voie; elle prend son costume de travail; elle échange ses roues ordinaires, ce que les bonnes gens appelleraient ses bottes de sept lieues, contre des essieux spéciaux coudés, et de voyageuse devenue ouvrière, elle se repose du mouvement de la traction dans l'espace par le mouvement d'impulsion sur place.

Nous traversons la section du cintrage où la vapeur circule autour d'une boîte contenant la partie de frêne qu'il s'agit de courber. Un système de tringles maintient la flexibilité du bois en empêchant son redressement jusqu'à qu'il retienne le degré d'inclinaison voulu. Nous dépassons le flambage où le bois enduit d'un mélange d'huile et de goudron subit l'épreuve du feu pour acquérir une dureté qui assure sa résistance, — le frottage où l'on le débarasse de la légère couche de carbonisation qu'il a ainsi acquise, — la peinture qui est le dernier degré de la préparation : nous sommes enfin à la classe de dessin.

Le cours dirigé par MM. Stiévenard et Galland, a été créé en 1878 par le Conseil de direction de la Compagnie et réunit dans un bâtiment spécialement construit à cet effet, les apprentis du fer et du bois. Il a lieu le soir de 6 à 7 h. 1/2. Les élèves sont divisés en deux groupes qui ont chacun trois séries de leçons par semaine. Le cours inférieur qui est de deux ans comprend les éléments de géométrie plane et dans l'espace, de géométrie descriptive avec épures, les copies de dessins de machines et levés élémentaires de pièces de machines. Le cours supérieur qui dure une année, s'applique aux levés de machines et au dessin industriel. La salle renferme deux rangées de tables à dessin, munies chacune de trois tiroirs pouvant ainsi s'utiliser pour les élèves des trois années. L'élève est appelé à faire d'après un dessin donné par le maître au tableau, avec lignes cotées et angles indiqués une reproduction à une échelle déterminée. Ou bien, il doit figurer une pièce de machine avec des modifications à apporter au modèle; la Compagnie fournit gratuitement tout ce qui est nécessaire au dessin. Non contente de cette générosité, pour stimuler le zèle et l'application des élèves, le Comité de direction autorise tous les ans sur la proposition de M. l'ingénieur en chef Bricogne l'achat de livres ou collections de dessins, qui sont distribués en prix aux élèves les plus méritants de chaque cours et à ceux dont les progrès dans l'année ont été les plus sensibles. La dépense de ce chef s'est élevée à 130 francs en 1884. Il n'y a pas de récompenses en argent. Les prix se remettent sans solennité dans les classes. Il n'y a d'autres punitions que l'amende par retenue sur la paye, la mise à pied temporaire ou définitive. Bien que facultatifs, les cours sont suivis par un grand nombre de fils d'ouvriers. La fréquentation est assidue et les absences rares. Les familles estiment que leur influence est excellente même au point de vue moral pour l'enfant. La discipline scolaire combinée avec celle de l'atelier donne aux élèves après trois mois de séjour, la politesse, la convenance, l'esprit d'ordre.

En 1873, la Compagnie du Nord a créé à Hellemmes près Lille des ateliers aussi considérables que ceux de Tergnier. Elle y a installé

en 1880 des cours calqués sur ceux de Tergnier et ouverts à 58 apprentis pour le fer, 26 pour le bois.

Il est vraisemblable que d'ici à peu de temps s'installera également à Amiens une école professionnelle. La Compagnie a déjà groupé dans cette ville un certain nombre d'enfants qu'elle y soumet à une discipline moralisatrice, mais au profit desquels elle n'a pas encore eu le loisir d'organiser des cours.

Paris ce centre de tous nos intérêts français, cette agglomération d'intelligences à laquelle, dans toutes les grandes administrations, doivent fatalement aboutir les hommes de mérite et de valeur, était appelé à attirer l'attention d'une Compagnie assez humaine pour doter d'institutions utiles les enfants de ses employés sur toute l'étendue de son réseau. Mais à Paris le travail est absorbant; l'accumulation de questions capitales et urgentes y ajourne souvent l'exécution de celles qui ne s'imposent pas par la nécessité d'une solution immédiate. Ce n'est que le 15 janvier 1883 que s'est officiellement ouverte l'École professionnelle de la rue Marcadet n° 20. Ici se place l'histoire d'un dévouement patient et opiniâtre, aussi honorable pour l'homme qui en a eu l'initiative que pour la compagnie reconnaissante qui a compris la valeur d'un grand effort individuel et s'en est assimilé les résultats.

Parmi les nombreux employés parisiens de la Compagnie, il en est un des plus respecté qui, par son travail est arrivé au poste honorable de chef du bureau du personnel des trains. M. Damour ne s'est pas contenté d'étudier pour lui-même; il a songé toute sa vie au bien public. Ses maximes favorites sont : que la Société et la famille doivent primer l'intérêt personnel; que le bonheur est d'autant plus grand qu'on a plus travaillé pour les autres et que servir son semblable c'est se prêter secours à soi-même. L'existence de M. Damour n'est que la mise en pratique de ces axiomes. Il est le Président de la Société de secours mutuels de la Compagnie du chemin de fer du Nord à laquelle il imprime la direction la plus sage et la plus utile, soit en augmentant la sphère de son action bienfaisante, soit en rendant plus doux et plus forts ses liens de solidarité et de fraternité. — La sollicitude paternelle de M. Damour se porta sur les apprentis parisiens de la Compagnie. Dès 1862, M. Nozo, ingénieur directeur de l'atelier central, avait fait instituer des prix pour exciter leur émulation; mais cette excellente mesure était insuffisante en ce qu'elle laissait trop à faire à l'initiative des enfants à un âge où leur bonne volonté doit être dirigée. D'ailleurs, sans démonstrations scientifiques, on ne pouvait guère former que des routiniers. — M. Damour voulait assurer aux enfants les bienfaits de l'instruction tout en les mettant à même de faire d'une façon sérieuse et réellement pratique leur apprentissage.

Il pensait avec raison que cette institution profiterait à la Compagnie en lui préparant une nouvelle génération d'ouvriers qui plus tard seraient pour elle d'autant plus précieux que pour la plupart, ils posséderaient une somme de connaissances théoriques et pratiques plus grande que la généralité de leurs devanciers. » Une école d'un caractère tout privé fut fondée des deniers de M. Damour qui ne percevait des familles qu'une rémunération à peine suffisante pour couvrir ses frais. Il s'y trouvait une cour pour les récréations, un hangar tenant lieu de préau dans les mauvais temps, un bâtiment pour les classes. Cependant, le succès couronnant les efforts du fondateur fut connu en haut lieu. Deux éminents administrateurs, M. Vallon qui a laissé de si grands souvenirs au Conseil d'Etat, M. Griotet qui a si brillamment marqué soit comme écrivain juriste, soit comme rédacteur du Dalloz, soit comme maître des requêtes, se déclarèrent les partisans convaincus et furent bientôt les avocats éloquents de la nouvelle École.

Aussi bien, la pratique avait agrandi et développé le programme de M. Damour. Les nombreuses visites par lui faites à l'école de la Villette lui avaient suggéré tout un plan d'éducation professionnelle appliqué à l'art des chemins de fer. — Secondés par deux hommes qui portent dignement des noms célèbres dans l'histoire de nos voies ferrées françaises, MM. les Ingénieurs Delebecque et Sauvage le fils de l'illustre directeur de la Compagnie de l'Est, MM. Vallon et Griotet gagnèrent leur cause auprès du Conseil d'administration qui reconnut solennellement l'école comme institution de la Compagnie, lui consacra un budget de 6 à 7,000 francs et l'ouvrit en son nom le 15 janvier 1883.

Un conseil de surveillance nommé par le Comité directeur de la Compagnie et composé de MM. Vallon, Delebecque, Sauvage, Bricogne, Damour fut chargé de réglementer et de diriger l'école nouvelle.

M. Sauvage, ingénieur des mines, sorti le premier de sa promotion de l'École polytechnique et de l'École des mines, remplit près de la Compagnie la fonction de directeur de l'atelier central de construction de La Chapelle ; à ce titre, il a les apprentis sous ses ordres. Son chef de bureau est M. Loillier père, un des promoteurs les plus ardents de l'École professionnelle. Le Conseil nomme des professeurs choisis parmi les employés de la Compagnie auxquels on accorde de ce chef un émolument supplémentaire. Ce sont MM. Roche, chargé des petits, Loillier fils et Aubry pour le dessin. C'est aussi le Conseil qui fixe le nombre des élèves, et prononce l'admission de ceux qui remplissent les conditions réglementaires. Aucun élève ne peut entrer avant douze ans ou après seize ans révolus. La réception n'a lieu qu'après un examen dont la partie écrite porte sur une dictée d'orthographe usuelle, des problèmes sur les quatre règles

de l'arithmétique et le système des poids et mesures. La partie orale embrasse des questions de géographie, d'histoire, de grammaire et d'arithmétique. Les examens d'entrée ont lieu chaque année dans la deuxième semaine de septembre ; les demandes d'admission doivent être adressées avant le 1^{er} septembre, par écrit, à l'ingénieur en chef du matériel et de la traction, 70, rue des Poissonniers, à Paris. Les parents des candidats sont prévenus du lieu et de la date des examens. Tout candidat admis doit, avant l'ouverture des cours, fournir son acte de naissance et son certificat de vaccine. L'entrée de l'école a lieu à 7 heures du matin, la sortie à cinq heures du soir. Les cours sont obligatoires pour tous les élèves qui doivent apporter leur repas de midi. L'absence non autorisée par le directeur doit être justifiée et motivée par un billet du père ou du tuteur. Les absences non motivées donnent lieu à des observations du directeur qui après trois réprimandes saisit le Conseil de surveillance. La seule punition est l'exclusion de l'école ou de l'atelier, à temps ou pour toujours. Outre l'interdiction de l'entrée pendant la durée de la punition, l'élève subit la privation de son permis de circulation. Beaucoup de familles demeurent par fonctions ou par économie dans les environs de Paris. La Compagnie donne gratuitement, à ses élèves pour venir de chez eux à l'École, un permis de circulation en deuxième classe qui reste suspendu tant que dure la mise à pied. L'apprentissage dure trois ans et doit être entièrement accompli pour qu'il y ait délivrance du certificat qui le constate.

Les apprentis de Paris sont partagés en trois sections ou années, suivant leur degré d'instruction. Ce n'est que sur capacité éprouvée et reconnue qu'il est permis de monter d'une année à l'autre. M. l'ingénieur Sauvage veut bien faire passer des examens de fin d'année. Réciproquement, l'élève suffisamment avancé est immédiatement classé dans la section correspondant à sa force même en franchissant un degré. La journée est de neuf heures, dont quatre consacrées à la classe et cinq à l'atelier. Ces deux genres de travaux sont séparés par des repos consacrés aux repas et aux récréations.

Nous allons parcourir le programme de l'enseignement primaire. Initié d'abord à la grammaire et à l'orthographe, l'élève est exercé ensuite à la rédaction, puis à la composition. Il ne faut pas croire que ces leçons soient superflues pour des enfants sortant de l'école primaire. La faiblesse de leurs études antérieures est malheureusement extrême. Ceux qui ont le certificat abrégé ont besoin de recommencer des études dont l'insuffisance s'accuse même chez ceux en très petit nombre qui sont pourvus du certificat complet. On sait que le niveau d'examen s'est abaissé et que la quantité de points réglementaire a dû être reportée de 50 à 40. De simples récits sur l'histoire de France, l'élève passe à des notions d'histoire

moderne, particulièrement sur les découvertes scientifiques ou industrielles, puis en troisième année à des leçons complémentaires. Il débute en géographie par des principes généraux, puis, après avoir recueilli quelques données sur la géographie physique, il termine par celle de la France. A l'arithmétique qui comprend les fractions, les proportions, les règles de trois, d'intérêt et de société même les racines carrées, ce cauchemar des écoliers, succèdent la géométrie élémentaire, les trois premiers livres et leurs applications, puis la mesure des surfaces et l'arpentage, quelques notions de physique et de chimie; des explications sur les organes essentiels des machines, les machines-outils et les moteurs à vapeur, sont données en deuxième et troisième année. La provenance et les principales propriétés des matières premières les plus intéressantes, l'appropriation de ces matières, leur transformation en produits utilisables sont développées dans un cours de technologie. Enfin le dessin débute par le croquis simple d'abord, puis d'après les modèles en bois ou en fer et finit par les levés de machines. On ne se borne donc pas à faire faire des copies; on habitue l'œil à reproduire les pièces elles-mêmes et l'on évite ainsi l'inconvénient signalé par les ouvriers qui ne comprennent pas les coupes sur un modèle graphique. Le règlement exige avec sagesse que les élèves fassent le dessin de toutes les pièces qu'ils doivent fabriquer à l'atelier : la conception précède ainsi logiquement l'exécution.

Avant d'entrer rue des Poissonniers dans les ateliers de la construction, notons que l'apprenti n'est tenu par aucun engagement de devenir ouvrier de la Compagnie. C'est volontairement qu'il s'embauchera dans les rangs de ses travailleurs, s'il le juge convenable.

La première année des travaux manuels est employée à l'étude de l'ajustage et des principes du tour; — dressé à la lime d'un parallépipède à base carrée, ou de deux règles de la même longueur largeur et épaisseur; — conversion d'un parallépipède à base carrée en parallépipède à base octogonale en burinant les arêtes. Tour au crochet à la main pendant une dizaine de jours, exécution d'un cylindre; sa transformation en parallépipède à base hexagonale; — tenons et mortaises de dix millimètres d'épaisseur, puis de quatre millimètres d'épaisseur, avec chanfreins et olives sur les arêtes. — Compas à pointes, d'épaisseur, et maître de danse (1). Nous avons vu dans la classe des élèves de première année des travaux faits par ces enfants après six mois d'apprentissage, morceau de fer tourné, mortaise, assemblage, compas, étau à la main : ils attestent l'excellence de la méthode d'éducation.

Au cours de la seconde année, les travaux d'ajustage et de tour

(1) Exercices 1 à 10. Programme de l'École.

continuent, mais un enseignement spécial est donné aux apprentis qui se destinent à la profession de tourneur. Les constructions à faire pendant cette seconde année comprennent l'étau, le tourne à gauche à trou central ou à deux trous, le fût à rochet, les équerres, la presse à la main, la filière, le fuseau à percer, la poupée à pompe, la clef anglaise, le chariot de tour (1). De belles collections conservées dans la deuxième classe nous montrent que ce programme est loin d'être lettre morte. A la fin de la deuxième année, commencent les travaux de forge consistant à frapper d'abord sur le bois, puis sur le plomb et enfin le fer, conduire le feu, rebattre et forger les burins, becs d'âne, forets, et autres outils, avec notions de trempe et recuit des pièces. Les apprentis doivent construire eux-mêmes les pièces nécessaires à la confection des travaux compris dans cette nomenclature. La variété des exercices permet dès la seconde année de constater les vocations des enfants : ajusteurs, forgerons, traceurs-vérificateurs, chefs d'équipe, adjoints aux contremaîtres mécaniciens, quelques-uns se préparent à monter sur les machines pour devenir les chefs de dépôt de l'avenir.

En troisième année, on exécute les séries de pièces de machines bielles, coulisses, boîtes à graisse, montage des locomobiles et locomotives. On apprend le réglage de distributions de locomotives. Les apprentis qui ont montré une aptitude pour la forge sont dirigés vers les travaux de ce genre.

Quant aux jeunes tourneurs, à partir de la deuxième année, ils font les travaux suivants :

1^o Exercices à l'aide des outils à la main (2) 2^o à l'aide d'outils au chariot (3) sur le tour parallèle et de filetage (4) ; travail du bronze (5).

(1) Exercices 11 à 21. Programme de l'École

(2) Morceau de fer à cylindrer ; écrous sur axes en pointes ; rondelles sur axes en pointes ; goujons prêts à être taraudés ; boulons prêts à être taraudés ; peignées de manivelles ; crapaudines de boîtes à graisse ; tampons de tubes ; brides de tuyaux ; supports de mains courantes de tenders ; manchons de tringles de régulateurs ; tiges de prise de vapeur. (Exercices 1 à 12 programme de l'École.)

(3) Manivelles de purgeurs ou souffleurs ; bagues et axes d'articulations de freins ; bagues et axes d'articulations de distributions ; guides et tiges de suspensions ; genouillères de boîtes à graisse ; poulies de transmission ; roues et pignons d'engrenages ; cônes de transmissions. (Exercices 13 à 20, programme de l'École.)

(4) Vis pour charriot de tours et de machines-outils ; boulons d'accouplement de roues ; tiges de suspension ; vis et écrous de freins ; vis et écrous de changement de marche. (Exercices 21 à 25.)

(5) Bagues et tiges de tiroirs et de pistons ; presse-étoupes de tiroir et piston ; coussinets de bielles ; bagues de bielle ; robinetterie ; prises de vapeur ; chapelles ; robinets d'entrée d'eau ; injecteurs ; éjecteurs. (Exercices 26 à 34 programme de l'École.)

Nous remarquons dans le bureau même de M. l'Ingénieur Sauvage qui a voulu ainsi marquer à quelle haute estime il tient le travail des enfants, une panoplie groupant des travaux d'élèves de deuxième année, tarauds, filières, compas, équerres à chapeaux, compas maîtres de danse, établis avec une exactitude scrupuleuse et une sûreté de touche surprenante.

Dans la salle de tour des ateliers centraux de La Chapelle, un compartiment spécial est réservé aux enfants qui travaillent sous la direction de contremaîtres. Jusqu'ici, les apprentis forgerons sont mêlés aux ouvriers adultes : « Nous ne faisons que commencer, dit M. Sauvage, et nous aviserons *plus tard* à la séparation des enfants. » Ce mot d'un chef si dévoué à ses subordonnés est plein de promesses. Dans la bouche de M. Sauvage, quand il s'agit d'aller du bien au mieux, plus tard signifie bientôt.

Vous avez peut-être remarqué que le travail du bois est complètement délaissé dans l'organisation de l'École professionnelle de Paris. Cette question a été souvent agitée dans le sein du Comité de direction. Jusqu'ici sa solution a été ajournée. Il ne faut pas oublier que la proportion des ouvriers en bois dont la Compagnie peut avoir besoin est de 10 0/0 par comparaison avec les ouvriers en fer.

La Compagnie n'a eu garde d'oublier un système de récompenses qui excitât le zèle et l'émulation des enfants.

Tous les travaux faits par les apprentis à l'atelier sont estimés et le 1/10 de l'estimation est inscrit en un livret de la Caisse des Retraites au profit de l'enfant pendant les deux premières années. On fait bénéficier ce livret en troisième année de la totalité de la valeur estimée. Comme de 12 à 14 ans, l'imagination est avide de voyages et qu'il serait cruel à ceux qui font des locomotives de ne pas éprouver eux-mêmes comment elles marchent, la Compagnie accorde aux plus méritants des permis de circulation. Enfin dans les premiers jours d'août, une tente s'installe en la cour de l'École de la rue Marcadet ; le hangar se décore pour une fête, les fanfares les artistes prêtent leur généreux concours, les ingénieurs, les administrateurs assistent et prennent la parole afin de montrer qu'il s'agit pour la Compagnie d'un de ses intérêts les plus chers et les plus considérables, M. Damour fait un chaleureux rapport sur le succès de cette École que dans le secret de son cœur il aime comme une fille, et des livres s'offrent au nom du ministre de l'instruction publique et de MM. Firmin Didot et Hachette, c'est-à-dire de ceux qui ont à veiller sur l'avenir de la France ou des hommes de cœur qui s'associent volontairement à cette mission.

La différence du niveau des études de Tergnier ou d'Hélemmes avec celui de Paris est sensible. La diversité des buts à atteindre

la commente : à Paris on veut faire des têtes, des contremaîtres ; en province, on prépare une pépinière d'ouvriers d'élite. La compagnie du Nord a donc organisé les divers degrés de l'enseignement professionnel.

M. Damour a voulu achever le côté social de l'œuvre en jetant parmi les enfants la base d'une association amicale qui les suivra après l'école. En attendant que la vie apporte son contingent de misères à soulager, la petite cotisation de 0 fr. 50 c. par mois, subvient aux frais de route et menus plaisirs des promenades en commun des élèves.

L'amour de l'instruction a sa contagion. A Tergnier, les ouvriers, surtout ceux qui se destinent au génie militaire, ont prié M. Stiévenard et M. Ballan, de leur procurer des cours qu'on a aussitôt installés en leur faveur. A Paris, les pères des enfants de la rue Marcadet ont « *rougi de leur ignorance* ». Alors, M. Sauvage qui est non seulement respecté, mais adoré de toute la population de ses ateliers, s'est souvenu des glorieuses traditions de ses ancêtres d'école, ces polytechniciens de 1830 qui furent les premiers éducateurs du peuple ; il fait chaque semaine une conférence aux ouvriers, sur la partie technique du métier, la métallurgie, et la construction des machines locomotives. En outre, le Conseil d'administration a décidé la création de cours spéciaux. Elles sont dures et calleuses ces mains qui sont habituées depuis 20 ans à tenir la lime et le marteau. Elles n'ont plus peut-être toute la légèreté que demandent le crayon ou la plume ; mais elles apportent le témoignage des générations d'un temps qui s'enfuit à cet axiome contemporain que le travail manuel doit être fécondé par le travail intellectuel.

Si j'ajoute que la compagnie du Nord accorde des bourses aux enfants qui manifestent les dispositions les plus remarquables, j'aurai achevé d'esquisser l'ensemble de ses bienfaits scolaires. Nous avons ainsi fait connaissance avec les institutions qu'elle a semées et avec les hommes qu'elle a trouvés pour les faire vivre.

C'est un noble et magnifique exemple que toutes les Compagnies vont suivre. Déjà l'Est s'en est inspiré pour établir ses cours dans les ateliers d'Épernay. L'Ouest dont nous avons admiré les libérales institutions philanthropiques, l'Ouest qui n'aperçoit le bien chez autrui que pour le faire sien, s'est aussi préoccupé des écoles de la Compagnie du Nord et lui a demandé de les étudier.

Nous verrons donc dans un temps prochain la fédération scolaire de toutes nos grandes Compagnies des chemins de fer français. Avec l'élévation du niveau des esprits, nous verrons l'outillage se perfectionner encore, la vitesse et la ponctualité s'affirmer de plus en plus, la vie des voyageurs plus efficacement protégée. Mais, comme les origines du progrès réalisé se heurtent souvent dans le passé

à l'ingratitude des mémoires, il appartient dès maintenant à l'histoire d'enregistrer l'initiative de la compagnie du Nord, d'applaudir cette ouvrière de la première heure qui pose les fondements d'un édifice nouveau, et de proclamer son œuvre aussi bienfaisante qu'intelligente, aussi sociale que patriotique.

ERNEST NUSSE,

*Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel,
Secrétaire de la Société.*

REVUE DE L'ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS

LA SANTÉ DES ENFANTS PAR LES MAISONS D'ÉTÉ ET LES MAISONS DE SANTÉ PRÈS DES VILLES IMPORTANTES

(Mémoire présenté à la conférence nationale de charité de Saint-Louis
le 15 octobre 1884, par C. Loring Brace.)

Une des plus belles expressions de l'humanité et de la bienfaisance dans les temps modernes est le présent d'une part dans les faveurs de l'été fait par les plus riches habitants des villes et des campagnes aux enfants pauvres des grandes cités, je veux dire l'air rafraîchissant, les bains de mer, la vie de campagne. A la ville, l'inégalité de l'existence pendant l'été pèse horriblement sur les pauvres du dernier degré et sur les classes laborieuses. Ceux de la campagne ont par comparaison leur meilleur temps pendant les chaleurs. Ils peuvent dormir à l'air, trouvent une nourriture abondante à cette époque de l'année en laquelle leur travail est très recherché. Là, le bain, la promenade, la pêche sont possibles aux enfants des plus pauvres. La vie est relativement aisée pour les familles pauvres dans la belle saison. C'est au contraire l'inverse dans les grandes villes. Beaucoup de petits travaux cessent alors pour les femmes et les enfants des classes laborieuses. Ceux de blanchissage, les occupations chez les riches prennent fin durant l'été. Les maisons sont closes, les familles absentes ou adoptant un train de vie des plus restreints. Beaucoup de métiers chôment, la charité diminue, parce que ceux qui donnent sont partis.

Avec des ressources amoindries, les familles pauvres sont exposées à des épreuves extraordinaires. Elles sont resserrées à l'étroit dans des chambres étouffantes sous un ciel brûlant, non loin des émanations des débris végétaux ou animaux qui s'élèvent des rues et des maisons. Elles s'asseyent languissantes à la porte, en vue de sordides gouttières et souvent, la nuit, elles s'endorment dans les vestibules et sur les toits.

L'existence devient un combat perpétuel avec la chaleur, l'épuisement et le mauvais air. Un pareil état de choses donne le *nid* propre à développer le germe de cette redoutable maladie nommée choléra infantile qui, enlève tous les étés des milliers de victimes. Il y a là les détritres de fruits, de légumes, l'air vicié par des gaz méphitiques, les chambres à coucher fermées, les rayons intenses d'un soleil presque tropical, une certaine humidité venant d'en haut, avec une population tout à fait ignorante des lois de la santé. Quoi d'étonnant que, pendant certains étés, les décès d'enfants au-dessous de 5 ans à New-York aient atteint l'effrayant chiffre de 1000 par semaine, en grande partie résultant de désordres intestinaux.

Maisons d'été.

Nous croyons pouvoir dire que le signal des efforts organisés sur une vaste échelle pour combattre et parfois conjurer ces maux parmi les enfants pauvres, particulièrement à New-York, a été donné par la Société de protection des enfants. Il y a 25 ou 30 ans que nous nous sommes mis à envoyer les enfants nécessiteux de nos écoles industrielles et de nos maisons hospitalières à des parties de campagne, comme pour leur donner un souffle d'air frais et un peu des plaisirs champêtres. Mais tout cela a paru laisser à désirer et ne pas suffire pour raffermir la santé et donner un plaisir de quelque durée. Depuis, les journaux entreprirent cette tâche philanthropique et le *Times* de New-York a organisé bien des fêtes de ce genre. Cette charge au bout de quelque temps fut trouvée trop lourde pour un journal. Cependant, lorsqu'une feuille publique consent à faire un pareil emploi de son influence, elle a un pouvoir presque illimité pour recueillir de l'argent en faveur de telles œuvres. Plus tard l'*Evening Post* élargit le cercle de ces parties en envoyant les enfants demeurer à la campagne une semaine ou plus. Finalement, cette excellente tentative fut abandonnée probablement pour les mêmes raisons qui avaient déterminé le *Times*. La *Tribune*, à son tour, reprit cette tâche en sous-œuvre et lui donna une grande extension en procurant le séjour de la campagne pendant une quinzaine à un très grand nombre d'enfants.

Pour revenir à la Société de protection des enfants, en 1873-74, une

dame charitable de New-York, Mrs A. P. Stokes Junior, qui avait toujours manifesté une profonde sympathie pour les pauvres de cette ville, fournit à la Société argent et matériaux pour établir une maison d'été destinée aux enfants des pauvres pendant une année. Elle fut ouverte dans l'île de Stoken. L'an passé, elle fut transférée à la plage de Bath et en 1879-80, un généreux citoyen très connu également dans l'Ouest, M. A. B. Stone, fonda sur cette côte un refuge permanent d'été pour les enfants déshérités de New-York en offrant à la Société Bath Fark la propriété de 4 acres $\frac{1}{4}$ achetée au prix de \$ 20,000. De toute la côte des environs de New-York, c'est presque la plus agréable. Elle occupe le centre du fond de la baie entre le fort Hamilton et l'île de Coney et tout le commerce de New-York passe là en gagnant les Goulots. A l'horizon la mer est couverte de voiles et de bateaux de toute sorte et elle présente un tableau animé et intéressant. Le bain est agréable et sans danger. La traversée de New-York n'est que d'une heure et se fait par chemin de fer ou bateaux. Cette contrée a aussi le grand avantage, au droit de la Longue-Île, de renfermer de belles pelouses et vers la terre des arbres de haute futaie. La Société a élevé divers bâtiments sur cette propriété et chaque semaine pendant la belle saison, elle y envoie 250 des plus pauvres enfants habitant New-York. Au cours de l'été près de 4,000 enfants jouissent de ce grand plaisir et de ces éléments de santé. On peut voir les uns baigner et plonger dans la mer, d'autres se reposer sous l'ombrage des arbres ou les vertes pelouses, d'autres se balançant ou jouant dans le pavillon ou faisant des maisons sur le sable. Là pour la première fois, ils trouvent des lits propres, une nourriture confortable, l'air pur du Grand Océan. Une semaine dans ce séjour fortuné produit un merveilleux effet sur ces enfants de pauvreté. Ils retournent à leurs tristes demeures avec une nouvelle provision de santé. Outre le plaisir goûté ils s'initient aux premières leçons de la civilisation. Beaucoup n'avaient jamais reposé dans des draps et n'avaient eu pour couche qu'un tas de chiffons ou de vêtements ; beaucoup n'ont jamais eu de repas réguliers, et ignoraient complètement l'usage du couteau et de la fourchette. Ils s'emparaient des aliments quand ils les trouvaient et c'était chose inouïe pour eux que la politesse à table, et la nécessité d'attendre les autres pour entamer un plat. Un jour qu'une longue file d'enfants italiens s'aligna autour de la table, nous nous souvenons qu'en un moment, tous les morceaux de pain avaient disparu des assiettes pour s'enfouir dans les larges poches ou manches des petits consommateurs. Ce n'était pas dessein de prendre ce qui ne leur appartenait pas mais simple instinct de barbare qui fait provision de nourriture quand il en trouve. Nous nous mîmes à leur enseigner la recette de la farine d'avoine ; mais à notre grande

surprise les enfants de la campagne qui avaient été amenés n'avaient aucun goût pour le déjeuner de farine d'avoine et de lait mais préféraient leur portion ordinaire de café avec du pain chaud. Beaucoup cependant prenaient goût pour cette nourriture fortifiante et avaient invité leur mère à en préparer.

Cependant, l'expérience que nous faisons de ces enfants ne nous donnait pas toujours un bonheur sans mélange. Une fois, une grande panique s'empara de l'Établissement par suite de la rumeur qui avait circulé dans la jeune population qu'ils allaient être enlevés et dirigés vers l'Ouest pour « emballer la glace ». Comment cet emploi particulier avait-il été inventé, sinon pour indiquer la fraîcheur de la destination dont on les menaçait, c'est ce qui était demeuré dans le mystère. Une autre fois, un fantôme dans les dortoirs produisit une peur prodigieuse, jusqu'à ce qu'il fût prouvé que c'était une jeune fille malicieuse, enveloppée dans un drap. Un autre fait étonnant se présenta constamment. Il se trouva que quelques enfants des plus misérables venant des plus horribles bouges de New-York étaient presque toujours malades à l'arrivée pendant un jour ou deux. Comme si l'absence des miasmes, de la saleté et du désordre auxquelles ils étaient accoutumés, la tranquillité et la liberté de tout souci pesaient sur leur esprit en leur faisant reconnaître qu'ils n'étaient pas chez eux.

En une certaine occasion, la mère d'un enfant avait été arrêtée pendant son absence et envoyée en une maison de charité de telle sorte que le domicile était absolument désert. On avait proposé par bonté de conserver l'enfant au delà du Dimanche jusqu'à ce que sa mère fût relaxée. Mais la petite fille rejeta cette offre bienveillante avec de tels cris et de tels hurlements qu'il fallut la ramener en ville avec les autres.

Ces faits ont fortifié pour celui qui écrit ces lignes cette croyance que le bonheur de l'humanité est réparti avec bien plus d'égalité qu'on ne le suppose. Communément la maison du chiffonnier et du ramasseur d'os est aussi chère et plaisante à ses enfants que le palais le plus riche l'est pour ses jeunes habitants. Dans l'histoire de la maison d'Été, pendant les dix dernières années, il ne s'est rencontré qu'un seul cas de maladie digne de ce nom. Les enfants sont revenus à leur demeure brunis par l'air, engraisés par la bonne nourriture, conservant un bon souvenir de leur semaine de bain, comme de leur plus grand plaisir de l'année. Sans doute, la réception de ces 4,000 enfants demande beaucoup d'ordre et de discipline, mais tout cela s'est passé depuis un temps déjà long presque sans accident ou sérieux contretemps. Grâce à une grande économie et à d'heureux achats, la dépense de chaque enfant par semaine n'a été élevée qu'à \$ 2, y compris les frais de

chemin de fer, gages, nourriture, salaire, combustible, tout en un mot, excepté la construction.

Maison de santé ou « sanitarium ».

Jusqu'ici cette œuvre de bienfaisance s'est appliquée aux enfants de bonne santé et pour prévenir la maladie. Il serait cependant nécessaire de l'étendre et de voir s'il ne serait pas possible de diminuer l'effrayante mortalité que les maladies d'intestins amènent parmi les enfants durant la saison d'été. Le nombre des décès comme nous venons de le dire était terrible en certaines années et le choléra infantile emportait chaque été à New-York des milliers de petites victimes. L'expérience avait prouvé à l'auteur, par des faits tirés de sa propre famille aussi bien que de celles des pauvres que peu de jours passés à respirer un air frais au bord de la mer ou sur les montagnes, arrêterait le cours de cette épidémie et sauverait les enfants sur l'article de la mort. Nous avons entrepris depuis longtemps une mission pour les enfants malades de New-York et il s'est constamment trouvé que des mères amenaient à notre superintendant des enfants mourant faute d'air ou de nourriture convenable.

Un des plus tristes spectacles du monde est celui des visages pâles et pincés de ces petits enfants souffrant de marasme c'est-à-dire d'un état d'inanition dû à la diarrhée et à la privation d'un régime nourrissant. Un citoyen philanthrope de New-York, M. L. Willis James qui a tant fait pour les pauvres de la cité, voyant ces maux, offrit d'élever un sanitarium pour la Société, si l'on pouvait trouver un endroit favorable. Plusieurs années se dépensèrent en recherches infructueuses; mais à la longue on découvrit un lieu frais et sain à l'extrême ouest de l'île de Coney. Là, dans un coin tranquille, loin de la foule des visiteurs d'été, en un site où les fortes brises d'océan, balaient les sables, avec une vue charmante de la pleine mer d'un côté et la baie de Gravesens et les Goulots de l'autre, M. James éleva pour nous une maison d'habitation pittoresque disposée pour recevoir environ cent vingt mères et enfants. L'architecte fut M. C. Vaux qui a bâti plusieurs des lodginghouses que la Société a fait édifier pour les jeunes gens depuis quelques années. Cette construction est fort admirée tant pour son caractère architectural que pour ses arrangements pratiques. Le prix fut d'environ \$ 12,000. Plusieurs cottages et pavillons, présents d'autres bienfaiteurs ont été raccordés à cet édifice principal. Le grand problème pratique fut d'abord le drainage parce que l'eau de mer s'infiltrait dans le sol à un pied et demi. On obtint de l'eau cependant des réservoirs publics, on établit un drain de 1000 pieds avec des tuyaux de fer et de terre. L'eau refoulée dans des citernes est déversée dans les maré-

cages de la baie de Gravesens. De profondes arcades et des galeries supérieures ont été pratiquées pour donner un abri aux femmes et aux enfants pendant les chaudes heures de la journée et des places couvertes où l'on peut faire du feu ont été préparées en vue d'une saison froide. Les femmes ont à leur usage des cabinets, des lavoirs, des buanderies, des salles de bain, des garde-robes, de façon que la vermine ne puisse s'introduire dans les dortoirs. Tout l'été règne une netteté et une propreté exemplaires et il n'y a jamais eu l'odeur caractéristique de l'hôpital et de l'établissement public.

Les pauvres mères et leurs enfants furent réunis dans notre office de la mission des malades à New-York, soigneusement visités par un médecin. Les sujets souffrant de maux contagieux et les enfants bien portants furent exclus, et les malades seuls dirigés sur la maison de santé. A leur arrivée, le surintendant a le droit absolu et sans appel de refuser ceux qui lui semblent inadmissibles. Ici parfois s'élève une difficulté. Bien des mères ayant des enfants malades ne pourraient abandonner ceux qui se portent bien, nous ne pourrions admettre les derniers dont le tapage compromettrait les chances du retour à la santé des malades. Nous cherchons des combinaisons aussi larges que possible. Souvent nous envoyons les plus âgés à notre maison d'été; souvent nous laissons la mère s'en retourner après deux ou trois jours pour veiller sur les autres enfants, mais en définitive, autant que faire se peut, nous maintenons notre règle et nous nous en tenons aux enfants malades. Les détails révélés par ces infortunées mères sur les privations, les maladies, les misères des pauvres de la cité sont navrants : des mères marchant chaque jour avec leurs enfants mourant dans leurs bras et parfois dans la nuit cherchant ouvrage et nourriture; des femmes délaissées sans secours, des mères qui n'avaient pu nourrir suffisamment leurs enfants depuis des semaines et qui les sentaient succomber dans leurs bras faute d'air pur et de bonne nourriture. Cette maison de santé fut le premier domicile que beaucoup aient connu, le premier refuge des vagabonds, le premier lieu de repos des fatigués. Nous avons estimé que la maison était tout aussi utile aux mères qu'aux enfants. Ces pauvres femmes paraissaient ignorer les premières leçons de la civilisation. Jamais elles n'avaient eu de vêtement de nuit, les bébés n'avaient pas été lavés de deux ou trois mois et la mère eût difficilement reconnu sa progéniture après le vigoureux nettoyage qu'elle lui a vu et fait subir avec l'aide des nourrices. Leurs idées sur le régime étaient aussi bizarres que possible. L'enfant d'une Italienne malade de la diarrhée tenait de la saumure d'une main, un morceau de sucre candi de l'autre, la mère lui administrait de l'eau-de-vie pure dans les intervalles des crises d'estomac. Beaucoup avaient coutume de donner à l'enfant des fruits gâtés et

la bouteille d'eau-de-vie se trouvait dans la poche de plus d'une mère pour soulager la douleur de l'enfant quand elle devenait le plus aiguë.

Ces horribles remèdes et ce régime empirique produisaient une constipation qui dégénérait continuellement en troubles cérébraux. D'autres enfants dépérissaient sous l'influence du choléra infantile et les figures amaigries de ces êtres souffrant de marasme frappaient les regards à tout propos. La majorité des mères semblait peu formées aux usages de la vie civilisée; peu connaissaient les principes d'un régime régulier et savaient faire convenablement un lit ou tenir une chambre propre.

Sur tous ces points, l'instruction leur est venue en grande partie de la discipline du Sanitarium. Le premier enseignement a été celui de la propreté vis-à-vis des femmes et des enfants, puis la régularité et la bonne qualité des repas, l'abstention de boissons alcooliques et la pleine respiration par les enfants de l'air pur de l'Océan. Les changements tout d'un coup observés en la personne des enfants ont quelque chose de merveilleux. Plus d'un enfant est venu là paraissant sur le point de rendre le dernier soupir. Quelques heures des fraîches et pures brises de l'Océan le revivifiaient d'une manière étonnante. Le bon lait le restaurait encore plus et le dernier jour, on aurait pu le voir riant et jouant comme un bébé en bonne santé. Quelquefois la guérison demandait un plus long traitement, mais la plupart des désordres intestinaux disparaissaient avec une singulière rapidité, les cas de troubles cérébraux, malaria et d'autres maladies ont été d'une cure difficile. Pour les bronchites et angines, l'air s'est trouvé probablement trop vif. Pendant l'été plus de 1100 mères et enfants furent amenés à la maison comme malades séjournant plus ou moins de temps et près de 1100 ont profité des excursions d'un jour pour procurer l'air de la mer à leurs enfants, fournis de provisions par la maison, soit sur place, soit à la prochaine station de chemin de fer. Une seule fois seulement la mort a visité la maison pendant l'été et enlevé un enfant déjà perdu au moment de son arrivée. Deux ou trois sont décédés au retour chez eux. L'expérience faite avec ces mères ou enfants malades a été couronnée d'un grand succès; plusieurs centaines d'existences ont été sauvées, beaucoup d'autres préservées. C'est une espérance sérieuse que l'œuvre de la maison de santé sera augmentée une autre saison et par l'édification d'un plus grand nombre de cottages et par le développement des approvisionnements et des ressources venant de la générosité du public. L'été dernier par suite de la souffrance des affaires et des préoccupations de l'esprit public, il a été très difficile d'obtenir des ressources pour les besoins de cette œuvre excellente de charité.

Autres charités.

En outre de ces deux efforts en faveur des Charités d'Été, on pourrait mentionner le nombre considérable de maisons et sanatoria entretenus par des individus ou des églises, l'utile sanitarium Brooklyn fondé depuis quelques années, l'importante œuvre de la mission des malades accomplie par la Société de protection des enfants, et le grand nombre envoyés à la campagne par la Bourse d'assainissement par l'air frais de la *Tribune* de New-York. Tous ces efforts bienfaisants répandent un bonheur inouï parmi les enfants des pauvres de la grande métropole. C'est dans tout ce pays l'effet d'une pensée humaine et chrétienne de donner leur part dans les bienfaits de l'air pur et des plaisirs de la campagne aux enfants des pauvres de New-York. En dehors du plaisir procuré, il en résultera de très importants effets; la diminution des maladies, du chiffre de la mortalité parmi les enfants, la conservation d'existences utiles à la nation, la réunion des différentes classes de la société en une œuvre de bienfaisance commune, un antidote contre le communisme et le nihilisme parmi les classes laborieuses de New-York plus topique que les lectures et les sermons, la connaissance acquise par les enfants des classes pauvres de la campagne, et peut-être le goût contracté de ses salubres travaux, ce qui est d'un double intérêt, les filles et garçons qui ont goûté ces plaisirs souvent deviendront plus enclins à devenir domestiques et laboureurs dans la campagne, et la ville sera délivrée de son excès de population.

Mais il y a dans ce déplacement d'hommes des dangers qui dans les commencements doivent être soigneusement considérés.

1^o Il faut apporter de grands soins à l'organisation et au départ des groupes d'enfants. Un accident, une méprise porterait un grave préjudice à toute l'entreprise et lui donnerait un coup fatal parmi les pauvres. La comptabilité sera correcte, de manière que tout se passe avec économie et modération et que tout scandale soit évité. Le grand nombre des enfants permettra les moyens économiques, mais les maisons ou sanatoria de moindre importance ne pourront être administrées à aussi bon marché.

2^o Il faut bien prendre garde de n'assister que les nécessiteux. Souvent se présentent des candidats qui devraient rougir d'être ainsi assistés. Pendant l'été vint à la maison de santé une femme vêtue d'une robe de soie dont le mari faisait travailler plusieurs ouvriers et qui cependant avait l'audace d'implorer l'assistance publique et de présenter son enfant tout couvert de vermine et de plaies par défaut d'hygiène. C'est un devoir pour des personnes de cette sorte de prendre soin d'elles-mêmes. Au cours de la saison passée, quelques-unes des missions envoyèrent à la maison d'Été une jeune

filles élégamment vêtue de soie; une autre chaussée de souliers de chevreau blancs, une autre qui s'opposait au voyage de santé parce qu'elle avait des poulets chez elle, une autre dont le père vivait dans sa propriété, (chose rare à New-York) et une autre dont le père tenait hôtel. Quelques-uns de nos auxiliaires de charité, sont trop peu scrupuleux sur le choix des sujets à envoyer à l'assistance publique. Les dons si laborieusement recueillis de la charité, ne devraient jamais être consacrés à ceux qui sont trop peu soigneux ou trop paresseux pour procurer à leurs enfants les plaisirs de la campagne. Cette sublime charité devrait être exclusivement réservée aux enfants des pauvres et des classes laborieuses habitant les petits logements. — Ainsi, tout serait bien ordonné et satisfaction serait donnée aux bienfaiteurs et aux assistés.

Nous donnerons ci-dessous un tableau comparé de l'état de mortalité des enfants au-dessous de 5 ans pendant l'année écoulée et quelques unes de celles qui l'ont précédée. Ce sera la démonstration des effets que ces grandes institutions commencent à accomplir.

	1880	1881	1882	1883	1884		
Population évaluée ou dénombrée. .	1.206.577	1.242.533	1.279.560	1.317.691	1.356.958		
Décès par toutes causes.	21.496	26.638	27.659	24.188	23.439		
Décès d'enfants au dessous de 5 ans.	10.282	12.256	13.572	10.251	10.395		
Décès d'enfants au-dessus de 5 ans par maladies cholériformes.							
1871	1872	1873	1880	1881	1882	1883	1884
3.250	4.480	3.634	3.469	3.710	3.479	2.847	2.345 (1)

Traduit de l'anglais,
ERNEST NUSSE.

ANGLETERRE

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE A L'ÉTRANGER

On vient de publier en Angleterre le second rapport de la commission royale nommée il y a trois ans pour étudier l'enseignement technique dans les différents pays et son influence sur l'industrie. Le fait seul de la nomination de cette commission montre bien toute l'importance que nos voisins attachent à cette question. Les conclusions de la commission semblent devoir rassurer un peu les esprits inquiets de ce pays; toutefois les commissaires pensent que ce qu'ils

(1) Pour 8 mois au 1^{er} septembre 1884.

ont vu, mérite d'être signalé afin que des efforts soient faits pour propager en Angleterre l'enseignement professionnel.

La partie la plus intéressante de ce rapport est celle qui s'occupe du Tyrol et de la Forêt-Noire. Le développement de l'instruction a toujours été très grand dans le duché de Bade; ce pays a été un des premiers à établir le système de l'enseignement par l'aspect et ses écoles primaires actuelles sont excellentes; dans les écoles de filles, on enseigne à tresser la paille et à faire toutes sortes d'ouvrages à l'aiguille. A Eurtwangen, il existe une école d'horlogerie, où les apprentis restent deux ans au moins; il y a un bon enseignement pratique; le côté théorique n'est pas négligé et les élèves de cette école sont bien tenus au courant de tout ce qui se fait de nouveau dans leur industrie. La sculpture sur bois est enseignée dans une autre école de ce village et dans une école à Hornberg. D'un bout à l'autre du Wurtemberg et de la Bavière, ces industries ainsi que celle de la fabrication des paniers, sont encouragées et se perfectionnent par ces écoles spéciales établies avec l'aide de l'État, mais qui sont généralement dirigées par des comités locaux.

Dans les provinces autrichiennes, de grands efforts ont été faits au point de vue qui nous occupe; quarante-huit écoles professionnelles ont été fondées par des associations industrielles, quelques-unes avec le concours du gouvernement, et la plupart dans des villages éloignés de la capitale. A Villach, en Carinthie, l'instruction porte spécialement sur la découpe du bois, l'assemblage et sur l'ébénisterie. A Cortina d'Ampezzo, sur les hauteurs des montagnes Dolomite, il y a deux écoles importantes dans l'une desquelles on enseigne aux apprentis à exécuter de fines mosaïques en bois et d'autres ingénieuses incrustations; il y a 33 jeunes garçons; ils ont chaque jour 2 heures de dessin et six heures de travail d'atelier; ils sont admis à 14 ans après avoir fini leur temps d'école; l'apprentissage dure quatre ans. Les marchandises faites à l'école sont vendues aux touristes et produisent une somme annuelle de 10,000 francs.

Dans le même village, il existe une école remarquable de travail de filigrane fondée il y a environ huit ans et qui a contribué à faire revivre un art local absolument oublié.

A Riva, il y a une école des plus importantes; elle occupe le rez-de-chaussée et le sous-sol d'une très jolie école communale; la matinée est consacrée à l'éducation théorique; dans l'après-midi on fait du découpage, de l'incrustation et autres variétés d'ébénisterie; les élèves font les dessins des travaux qu'ils auront à exécuter.

A Arco, la création d'écoles semblables a eu pour résultat de donner à cette localité un grand développement industriel. Il y a quelques années seulement, le bois d'olivier très abondant dans ces parages, n'était employé que comme combustible, aujourd'hui il est trans-

formé en une infinité d'objets de fantaisie qui se vendent dans le monde entier.

A Killarnèy, et dans d'autres endroits de l'Irlande, nous constatons quelques tentatives de travail avec le bois de chêne et d'autres arbres du pays, mais on ne progresse pas et la Commission pense qu'il faudrait dans ce pays ce qui existe au Tyrol : l'enseignement professionnel et l'abondance des dessins.

Salzbourg a une école remarquable où l'on enseigne toutes sortes de choses, entre autres la photographie et les industries qui s'y rattachent; on y fait des lectures et des exercices pratiques dans des laboratoires larges et commodes. La poterie a ses ateliers et ses fours. Il y a une très belle collection de modèles pour l'étude de l'architecture; le modelage et le dessin y sont très soignés.

Le rapporteur conclut en conseillant à ses compatriotes de donner un enseignement plus complet du dessin dans toutes les écoles élémentaires et d'habituer les enfants à l'usage des outils; il conseille encore la création en grand nombre de bibliothèques et de musées.

Georges WICKHAM.

(Extrait de *la Fraternité* du 4 octobre 1884.)

BIBLIOGRAPHIE

Manuel pratique et Commentaire de la loi du 19 mai 1874, de M. Eugène Tallon, avocat général à Lyon, ancien député. 3^{me} édition. Paris, Pichon, éditeur 1885.

La réforme de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans l'industrie est, depuis longtemps déjà, à l'ordre du jour; il semble toutefois que la question devienne plus pressante que jamais, l'autorité supérieure elle-même paraissant disposée à s'en préoccuper.

Le moment était-il donc bien choisi pour écrire et publier la nouvelle édition du commentaire d'une loi, dont les principes généraux ne vont certainement pas disparaître, mais qui, dans ses dispositions de détail, est peut-être à la veille de subir de profondes modifications?

Nous n'hésitons pas à nous prononcer pour l'affirmative.

Il est nécessaire, en effet, de bien connaître ce que l'on veut réformer, et, lorsqu'il s'agit d'un texte de loi, d'en bien comprendre les prescriptions et les applications pratiques pour savoir où doit porter surtout l'effort du législateur appelé à remanier son œuvre.

M. Eugène Tallon était mieux qualifié, que qui que ce soit, pour servir de guide en cette affaire; on peut dire de la loi de 1874 qu'elle est son œuvre: c'était donc à lui qu'il revenait tout naturellement d'en définir le sens et d'en préciser la portée. Aussi la 3^{me} édition de son *Manuel* doit-elle être bien accueillie.

Nous disons: son *Manuel*, parce que c'est le titre que nous trouvons sur la couverture; titre modeste à coup sûr, mais, selon nous, pas absolument exact; à parcourir le livre en effet, à y chercher la solution des nombreuses questions que soulève la pratique de chaque jour, on se rend bien vite compte que l'on a sous les yeux un véritable traité complet de la matière, et que ce traité s'adresse non seulement à tous ceux qu'intéresse, dans leur profession ou leur situation sociale, la condition de l'enfance ouvrière, mais encore à ceux, magistrats, avocats, jurisconsultes, qui travaillent à interpréter et à appliquer la loi.

Cette loi de 1874, beaucoup savent qu'elle existe : ils en ont, vaguement, entendu parler; mais que veut-elle et que dit-elle? c'est ce que l'on ignore généralement, avec une bonne foi si candide qu'elle désarme tous les reproches; mais c'est pourtant ce que, dans bien des cas, il importe de savoir.

En recourant à l'ouvrage de M. Tallon on est sûr d'être bien et complètement renseigné.

Dans la première partie, qui est de beaucoup la plus considérable, on trouvera le commentaire précis de toutes les dispositions du texte; et ce commentaire, éclairé par des références aux lois antérieures, par des extraits de règlements et de circulaires, est présenté avec une telle méthode, et une telle abondance de détails qu'on trouve presque toujours ce qu'on cherche; pour paraître singulier, l'éloge n'est pas banal; nous en appelons sur ce point à l'expérience de tous ceux qui cherchent et ne trouvent pas.

La seconde partie du volume renferme les décrets, circulaires et documents législatifs de tout genre, auxquels il importe si souvent de recourir pour se bien pénétrer de la portée véritable d'un texte.

Ce qui ne veut pas dire que l'interprétation de la loi de 1874 ne présente plus désormais d'obscurité sérieuse; ce serait en sa faveur un privilège trop inaccoutumé et que les autres lois pourraient, à juste titre, lui envier.

Ainsi, dès le début, l'application de la disposition générale, du principe même de la loi, soulève une difficulté des plus graves.

Il est prescrit que les enfants et filles mineures ne peuvent, sans l'accomplissement de conditions déterminées, faire un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines et ateliers.

Qu'est-ce qu'un travail industriel? c'est, dit M. Tallon, la fabrication d'un produit ou d'un objet manufacturé destiné à la vente.

Soit! mais passons à la pratique et nous ne tarderons pas à nous heurter à des objections sans fin, sinon sans valeur.

Aussi, peu à peu, et s'il fallait établir une fois de plus la nécessité et l'urgence du grand principe posé et réglementé par la loi de 1874, on s'est laissé aller à l'étendre de telle façon que dans bien des cas l'on aurait de la peine à prouver que le texte formel n'en est pas violé. Un exemple: les petits ramoneurs, — et personne à coup sûr ne méconnaît l'intérêt et la pitié qu'ils inspirent — sont, nous dit M. Tallon, de ceux que couvrent de leur protection les dispositions tutélaires de la loi; une résolution spéciale à leur égard a été prise par le conseil municipal de Paris. Et pourtant, dans quel atelier ou dans quelle usine exercent-ils leur pénible métier? A quel travail industriel se livrent-ils, et quelle transformation sont-ils chargés d'opérer? Il semble plus facile de poser la question que d'y répondre. Une fois porté à une extension, plus excusable que régulière, il n'y a pas de raison pour qu'on s'arrête; M. Tallon l'a, de son côté, fort justement compris; et, comme lui, nous pensons qu'il y a lieu de faire, au point de vue pratique, et dans l'intérêt même de la bonne harmonie de la législation avec les habitudes des populations urbaines, quelques réserves sur ce système humanitaire d'application qui pourrait paraître excessif.

La solution de tous les problèmes que peut soulever la loi sur le travail des enfants est singulièrement facilitée par le livre de M. Tallon.

Signalons-en un toutefois, d'un intérêt tout actuel, qui, malgré tout, nous paraît encore entouré d'une véritable obscurité: il est vrai que nous le considérons, dans l'état présent de nos lois, comme parfaitement insoluble.

De l'article 8 de la loi de 1874 il résulte que l'enfant ouvrier peut être admis à travailler dès l'âge de 12 ans, à la condition de justifier, par la production d'un certificat d'une certaine dose d'instruction élémentaire; s'il ne produit pas ce certificat, il doit, jusqu'à l'âge de 15 ans, ne travailler que six heures par jour, et consacrer le reste à suivre des classes spéciales créées dans les principaux centres du moins, sous le nom d'écoles de demi-temps.

Survient la loi du 28 mars 1882 qui pose — enfin — le grand et salubre principe de l'instruction obligatoire.

Il faut, aux termes de cette loi, que l'enfant reçoive l'instruction jusqu'à l'âge de 13 ans: une seule exception est admise en faveur de ceux qui sont pourvus du certificat d'étude primaire qu'ils peuvent obte-

nir dès l'âge de 11 ans. Mais la règle est formelle : jusqu'à 13 ans la fréquentation de l'école ou l'instruction dans la famille sont obligatoires.

Comment concilier ces deux dispositions ? Sans doute, dans la pratique les commissions scolaires, chargées d'assurer l'application de la loi nouvelle, peuvent accorder certaines dispenses et avancer ainsi l'âge où finit l'obligation de la scolarité ; mais c'est de l'arbitraire et les textes n'en sont pas moins précis. Quelles que soient les tortures auxquelles on essaiera de les soumettre la conciliation est impossible ; et c'est là un des arguments principaux de ceux qui, demandant la réforme de la loi de 1874, désirent que désormais l'enfant ne puisse être appelée à travailler avant d'avoir accompli sa treizième année.

Des quelques exemples que nous avons cités, et que nous pourrions multiplier encore, résulte la preuve que le livre de M. Tallon est d'une incontestable utilité ; il est arrivé d'ailleurs comme on l'a vu, à sa troisième édition ; c'est plus qu'il ne faut pour en constater le grand et légitime succès.

Rapporteur de la loi de 1874, M. Eugène Tallon l'a préparée et on s'en souvient en a soutenu la discussion avec la science d'un jurisconsulte et le cœur d'un moraliste ; depuis, il l'a expliquée et commentée avec l'autorité d'un maître ; à ces titres divers, il a fait une œuvre ; est-ce donc chose si commune que nous ayons le droit de l'oublier ?

JULES FABRE,

*Avocat à la cour d'appel,
Adjoint au maire du X^e arrondissement,
Membre de la 17^e commission locale.*

NÉCROLOGIE

M. EUGÈNE BOURDON

Il y a vingt-cinq ans peut-être que je rencontrai pour la première fois M. Eugène Bourdon. Il était svelte, de taille moyenne, le front élevé et large, le regard bienveillant mais au premier abord un peu froid ; les favoris noirs encadrant sa figure, il avait l'attitude correcte d'un gentleman anglais. Il était alors dans la plénitude de sa renommée.

Dans l'entourage de la famille qui était justement fière de lui, et qui l'adorait, on racontait ses débuts laborieux et modestes. Méca-

nicien d'instinct, dès le collège il avait donné la mesure de ses facultés inventives et de sa dextérité manuelle en créant un dévidoir à soie et un tour. Puis la vocation avait été contrariée. Pour obéir à son père, négociant, Eugène Bourdon avait dû faire des études commerciales et passer deux ans à Nuremberg afin d'apprendre l'allemand. Seule, la mort de son père l'avait rendu à ses travaux favoris. Élève de l'opticien Jecker et du constructeur Calla, lauréat de la Société d'encouragement il fondait en 1835 l'établissement bientôt si prospère entre ses mains du faubourg du Temple 74. La création d'une foule de machines-outils ou machines à vapeur, celle de l'une des premières locomobiles connues et surtout la découverte du manomètre et du baromètre anéroïde mirent le sceau à sa réputation. Il serait impossible d'énumérer la totalité des appareils imaginés et établis par lui et c'est avec raison qu'on l'a appelé le Cavé de la petite mécanique.

M. Eugène Bourdon avait épousé dès 1837 une femme aussi bonne qu'intelligente qui fut la studieuse compagne de ses travaux, la gardienne assidue de sa santé un peu délicate, la mère dévouée de ses deux fils. Sa chère et dévouée collaboratrice l'aida puissamment à édifier une fortune dont il fit le plus noble des usages. Son inépuisable générosité ouvrait continuellement sa bourse aux expériences préliminaires qui précèdent les grandes inventions.

Il était de toutes les associations ayant un but social ou philanthropique; de celle qui patronne l'école d'horlogerie, de l'association qui s'est formée pour prévenir les accidents de fabrique dont les ouvriers peuvent être victimes, de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures. Dévoué à ses ouvriers qu'il traitait en père de famille, M. Eugène Bourdon avait été regretté sincèrement par eux lorsqu'en 1872 il quitta son établissement pour en abandonner la direction à son fils M. Édouard Bourdon. Son repos ne fut qu'un changement de travail. Délivré des préoccupations commerciales, M. Bourdon se livra tout entier aux travaux spéculatifs de la haute mécanique et ajouta encore au lustre de son nom scientifique. Il ne pouvait du moins augmenter le respect universel qui l'entourait, car chez lui, la noblesse du caractère égalait la hauteur de ses conceptions et sa modestie seule ignorait l'estime et la profonde vénération qui le saluaient partout.

M. Eugène Bourdon est décédé le 29 septembre 1884, à 77 ans, des suites d'une chute faite à la gare du chemin de fer d'Orléans où il était allé expérimenter l'influence du vent sur la vitesse des trains de chemin de fer. Travailleur, il est mort au champ d'honneur du travail: On peut rencontrer des carrières plus brillantes, on ne saurait trouver une existence plus méritante, plus pure et plus exemplaire que la sienne.

Ernest NUSSE.

CHRONIQUE

LES IDÉES DE RÉFORME DES PRUD'HOMMES DE BORDEAUX SUR LES LOIS
DU 19 MAI 1874 ET DU 22 FÉVRIER 1851

Projet cinquième.

La loi du 19 mai 1874, sur les enfants et les filles mineures dans l'industrie, a pour but d'exercer envers eux un devoir humanitaire, tout en utilisant leurs jeunes bras; de pourvoir aux exigences de leur éducation morale et intellectuelle, ainsi qu'à celle de leur développement physique.

Le législateur a considéré comme un devoir indispensable de nommer : 1° un inspecteur par circonscription; 2° plusieurs commissions dans chaque département.

Il est bon de remarquer, toutefois, que les ouvriers ont été évincés de ces commissions.

Les industriels sont tenus d'afficher cette loi dans leurs établissements.

Lorsqu'on parcourt les ateliers, usines, etc., on reconnaît que, presque partout, l'instruction des enfants est négligée; on n'a aucun souci de disposer de l'emploi du temps de manière que celui qui a reçu à peine sa première éducation puisse aller à l'école dans la semaine. Presque partout, aussi les prescriptions relatives à la durée des heures de travail ne sont pas observées. Souvent les apprentis sont liés aux adultes par un travail commun, dans l'atelier, pour faire des heures supplémentaires. Souvent encore, au lieu de leur laisser le repos nécessaire on les fait travailler le dimanche, quelquefois même la nuit. Ceci est monstrueux et cependant se pratique sur une vaste échelle! Pareil fait ne s'était produit dans aucune société antérieure, même aux pires temps de l'esclavage!

On arrache ces enfants au foyer domestique; on les enlève aux jeux du jeune âge, et on les condamne pendant des dix et douze heures aux tortures de l'atelier, et tout cela au mépris de la loi. Cette exploitation a été si grande et si inhumaine que l'État a dû les protéger contre le patron et le père de famille: l'un, au nom de l'autorité paternelle, s'octroyait le droit de vendre ses enfants selon les besoins de la situation; l'autre, au nom de la liberté anarchique de la société capitaliste, s'arrogeait le droit d'imposer à l'enfant plus d'heures de travail qu'on n'en inflige aux forçats dans les bagnes.

Les prud'hommes ne devraient-ils pas avoir le droit de surveiller, d'inspecter, d'intervenir, avant même qu'il ne se produise aucune plainte?

Nous sommes certains d'avance que nous pourrions nous acquitter de cette tâche avec plus d'efficacité que cette prétendue commission de surveillance, mieux aussi que ces inspecteurs qui, dans les départements ne se sont pas réunis. D'ailleurs, ni les uns ni les autres n'ont jamais été vus dans nos ateliers.

Nous demandons en conséquence :

Que les conseillers prud'hommes soient investis du droit de visite, comme les inspecteurs, à n'importe quelle heure du jour, dans tous les ateliers, usines, manufactures, etc., voire même dans les communautés religieuses où il se fait toutes sortes de fabrications et où la jeunesse est exploitée en grand : en un mot dans tous les établissements où on fait travailler les enfants, afin de s'assurer que la précédente loi n'est pas outrepassée.

Projet sixième.

La loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage est, de nos jours, le plus souvent, un moyen de soutirer aux parents des primes et à l'apprenti du travail non payé. Il convient de remarquer que, dans les ateliers des deux sexes, on enseigne rarement le métier à l'apprenti, mais on le transforme souvent en domestique, et, d'ordinaire, on le maintient aux travaux grossiers que refusent les ouvriers. Généralement, c'est seulement quand il finit son apprentissage que le travailleur commence réellement à apprendre son métier. Ici se présente un grave danger pour toutes les professions, car, malgré l'acte passé, beaucoup de patrons d'apprentissage ne craignent pas d'abuser de leurs apprentis, même au mépris de leurs signatures ; souvent, en effet, ils emploient ces jeunes gens à faire des courses ou à toutes autres occupations que celles afférentes à leur métier, leur faisant perdre ainsi un temps précieux.

Pour ces motifs nous demandons :

- 1° L'application de la loi du contrat d'apprentissage ;
- 2° L'apprenti ne devra que dix heures par jour de semaine au plus à son patron, et ces heures seront employées strictement aux travaux de sa profession.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES DESSINATEURS LITHOGRAPHES

On annonce qu'une école professionnelle de dessinateurs lithographes est en voie de formation en vue de faire face à la concurrence allemande.

La Ville de Paris a contribué à cette œuvre pour une somme de 6,000 francs.

LES COURS DE CUISINE DE SAINT-DENIS ET D'ÉCOUEN

On s'est souvent plaint que les jeunes filles fussent élevées à Saint-Denis pour tout, excepté pour faire des femmes d'intérieur et de ménage. Aussi applaudissons-nous à la mesure prise par le général Faidherbe, qui vient d'installer un « cours de cuisine » aux écoles de Saint-Denis et d'Écouen. Dix jeunes filles, à tour de rôle, seront obligées de préparer les repas, sous la direction de chefs émérites.

LES CRÈCHES INDUSTRIELLES

La *Société des Crèches* adresse désormais son *Bulletin* trimestriel aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures et aux Inspecteurs et Inspectrices du travail dans les manufactures.

Déjà, un certain nombre d'industriels ont créé, pour les enfants des ouvrières employées dans leur usine, des Crèches à côté des écoles et des salles d'asile.

Nous citerons notamment l'État, dans ses Manufactures de tabac de Nantes et de Toulouse, la Faïencerie de Choisy-le-Roi, les Papeteries du Marais et de Pont-du-Claix, les Mines de Lens, le Chemin de fer de l'Ouest, MM. A. Dupont à Beauvais, Mercier à Ourscamp, Saint à Harondel, Waddington à Saint-Remy-sur-Aire, Laroche-Joubert à Angoulême, Ménier à Noisiel, Godin à Guise, Thiriez à Loos, MM. Hartmann et Dietsch à Munster et à Liepvre (Alsace), le Tissage mécanique de Linden (Hanovre), le sénateur Alessandro Rossi à Schio, MM. J. Schaw et Malutine à Pétersbourg et à Rawen (Russie), etc.

Les Chambres consultatives et MM. les Inspecteurs du travail peuvent efficacement encourager la création de crèches semblables qui, en améliorant le sort des familles ouvrières, sont à la fois des œuvres utiles aux intérêts de l'industrie et des œuvres d'humanité.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Lacan , chef du Secrétariat général du Chemin de fer du Nord, 43, rue de Provence	Nusse
Sauvage , ingénieur des mines, 4, rue Chaptal	Id.

MEMBRES ORDINAIRES

MM.	MM.
Archambault , professeur de l'Université, 9, boul. du Temple.	D ^r Perrin
Boursaus (Le Pasteur), directeur de l'École industrielle, 7, rue Clavel	Nusse
Poirot (Frédéric), filateur de laine peignée à Saint-Épin, par Mouy (Oise)	L'inspecteur Wallet

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE SEMESTRIELLE

Du jeudi 30 avril 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r MARJOLIN, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Sont absents et excusés : MM. *Chaix, Follot, Bonjean, D^r Perrin, de Bellay, Riché, Lombart.*

Le procès-verbal de la séance du 8 janvier 1885 est adopté sans réclamation.

M. le Président *Marjolin* donne à M. *Nusse*, secrétaire, la parole pour le dépouillement de la correspondance et des communications.

M. *Nusse* s'exprime ainsi :

COMMUNICATIONS. — Nous avons eu la douleur de perdre l'un des Sociétaires les plus dévoués à notre association, M. *Bapte-rosses*, manufacturier, ancien conseiller général du Loiret, officier de la Légion d'honneur. La Société voudra sans doute prendre part au deuil que cette mort cause à la famille et aux amis de cet homme de bien. (*Adhésions.*)

Nous nous sommes empressés, aussitôt que nous avons connu la nomination de M. *Laporte*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, au grade de chevalier de la Légion d'honneur, de lui exprimer les félicitations de notre Société. M. *Laporte* nous a répondu en nous assurant une fois de plus de ses vives sympathies pour nos œuvres.

Par sa lettre du 11 avril 1885, M. le Ministre du Commerce nous a demandé dix exemplaires de nos Statuts et de nos Règlements. Satisfaction lui a été donnée immédiatement.

Notre Société a expédié à Anvers son *Bulletin* pour prendre

part à l'Exposition internationale. Nous avons déjà reçu notre certificat d'admission définitive à cette Exposition.

Le 18 mars dernier, M. *Ernest Nusse*, secrétaire de cette Société, a été invité en cette qualité par le Comité central des Chambres syndicales de la rue Sainte-Croix de la Bretonnerie n° 29 à faire une conférence sur l'Enseignement professionnel dans le local de la Société de Géographie. A l'issue de cette conférence, le Comité central a fait présenter ses remerciements à M. *Ernest Nusse* et lui a annoncé qu'il serait inscrit pour un service gratuit du *Bulletin*. C'est donc une précieuse source de documents que nous joindrons à celles que nous possédons déjà sur les travaux des Chambres syndicales.

Nous sommes heureux de vous apprendre que les lycées Condorcet, Henry IV, Louis-le-Grand, ont continué cette année le concours généreux qu'ils ont toujours accordé à notre Société. Le lycée Saint-Louis s'est pour la première fois joint à ce groupe de donateurs. Nous avons l'espérance de voir au moins une autre année le lycée Charlemagne et le collège Rollin entrer dans cette voie. Notre dévoué trésorier, M. *Roche*, aux diligentes démarches duquel sont dus ces heureux résultats, s'est déjà fait l'interprète de votre reconnaissance auprès des Donateurs.

LIVRES, BROCHURES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ. — Nous avons reçu de la Préfecture de Police les réponses des commissions locales de la Seine et de la commission départementale supérieure au questionnaire de M. le Ministre du Commerce sur les modifications à apporter aux lois du 9 septembre 1848 et du 19 mai 1874.

Notre confrère, M. *Charles Constant*, avocat à la Cour d'appel de Paris, nous a remis son *Petit code manuel de l'apprenti et du patron* dont le compte rendu pourra être très utilement fait par le Comité judiciaire.

* MM. *Charles Loring Brace* et *Elbridge T. Gerry* nous ont fait parvenir de New-York le rapport annuel, exercice 1884, de la Children's aid Society et de la New-York Society for the prevention of Cruelty to Children. M. *Gerry* y a joint un manuel à l'usage des membres de cette dernière société, comprenant les textes du Code pénal, du Code de procédure criminelle et des autres statuts relatifs à l'enfance par *John Pine* attorney de la société. Il peut y avoir là pour votre Comité judiciaire le point de départ d'une utile étude de législation comparée.

Enfin nous devons à la courtoisie de M. *Redgrave*, inspecteur en chef des manufactures et ateliers d'Angleterre, le rapport sur l'exercice 1884, adressé au principal secrétaire d'État du Ministère de l'Intérieur de Sa Majesté la Reine et présenté par ordre de la Couronne aux deux Chambres du Parlement. — La lecture de ce document nous apprendra si quelques extraits pourront figurer dans notre *Bulletin*.

BUDGET. — Le projet de budget pour l'année 1885 élaboré par M. *Follot* et revêtu de l'approbation provisoire et préalable du Conseil des censeurs et du Bureau est voté par l'Assemblée générale et dans chacun de ses articles et dans son ensemble.

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS. — Sur la présentation de M. *Ernest Nusse*, secrétaire, et avec l'approbation de M. *Isidore Roche*, trésorier, les subventions suivantes sont votées article par article par l'Assemblée, après la délibération préalable du Bureau.

Assistance paternelle des Fleurs et Plumes. . . Fr.	200	»
Société de protection des enfants du Papier peint. . .	200	»
Patronage des enfants de l'Ebénisterie	200	»
Société de placement des orphelins de la Seine,		
3, rue de Turenne	100	»
École professionnelle de Nancy.	100	»
École d'Horlogerie de Paris	100	»
École des Mécaniciens de précision	50	»
École israélite de la rue des Rosiers.	100	»
Concours des apprentis du papier	50	»
École professionnelle de la Carrosserie	50	»
Société de protection des apprentis métallurgistes		
du Havre	100	»
Société d'apprentissage des jeunes orphelins . . .	100	»
Petits Ramoneurs.	50	»
Ouvriers en voiture.	50	»
TOTAL Fr.	1.450	»

Le budget des subventions étant de 2,200 francs, il ne reste plus en fonds libres que 750 francs.

La Société vote en outre : 1° Une somme de cent francs à

offrir au nom du Comité des accidents de fabrique à titre d'encouragement à l'Association parisienne des Industriels pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique.

2° Une somme de 50 francs pour le Comité des anciens élèves de l'École Turgot qui a organisé une souscription pour élever un monument à la mémoire de M. *Marguerin*, membre en son vivant du Conseil d'honneur de la Société.

ORDRE DU JOUR. — QUESTIONS A DISCUTER. — M. le Président *Marjolin* donne la parole à M. *Isidore Roche* pour faire le rapport sur les travaux du Comité de placement, exercice 1884. (*Applaudissements.*)

M. le Président *Marjolin*, à la suite de ce rapport, exprime cette opinion personnelle que l'entrée des jeunes filles dans l'atelier devrait être interdite jusqu'à 13 ans pour ne pas contrarier l'âge de puberté par le travail.

M. *Roche*, tout en reconnaissant que la jeune fille sera ainsi plus développée pour le travail, craint qu'elle soit moins disciplinable.

M. *Marjolin* estime que l'hygiène a des exigences autres que celles de l'industrie.

La parole est donnée à M. *Thomas* pour faire une communication sur les travaux du Comité des accidents de fabrique, son histoire, son but, sa statistique. (*Applaudissements.*)

M. P. *Bérard* félicite M. *Thomas*, l'engage à continuer ce travail en le tenant au courant et à chercher particulièrement les engins protecteurs qui pourraient conjurer les dangers de l'organe dit *le chariot*.

M. *Marjolin* rappelle qu'un livre remarquable a été publié par le Dr *Guermonpiez* de Lille, sur les accidents. Malheureusement il est très difficile d'obtenir des renseignements complets dans les hôpitaux où l'on est édifié par le registre des consultations sur les résultats, non sur les causes.

M. *Roche* croit que la meilleure source est l'inspection par laquelle on peut connaître au moins les accidents graves.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,

Ernest NUSSE.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du Procès-verbal communiqué par M. JORET-DESCLOSIÈRES, *Secrétaire*.)

Séance du jeudi 5 mars 1885.

Présidence de M. *Faustin Hélie*, juge au Tribunal de la Seine.

Sont présents : MM. *Faustin Hélie, Froger de Mauny, Périn (Jules), Gabriel Desclosières.*

Sont excusés : MM. *Th. Martin, Fliche, Coulon, Jules Fabre.*

COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS RENTRANT DANS LES PRÉOCCUPATIONS DU COMITÉ JUDICIAIRE. — M. *Froger de Mauny* communique l'article suivant, appelant l'attention du Comité judiciaire sur la suite que recevra l'incident qui s'y trouve signalé.

ENFANTS MARTYRS

Un abonné de *la France*, M. Henry Mathieu, nous écrit une lettre pour nous signaler un scandale renouvelé chaque soir depuis le commencement de la fête foraine de Montmartre sur le boulevard Rochechouart.

Notre honorable correspondant a vu, près de la place du Delta, une baraque qui contient on ne sait quel spectacle « merveilleux » et devant laquelle la parade est faite depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à une heure du matin, par une petite fille et par un homme.

Dans la parade, la petite fille, qui paraît avoir neuf ans au plus, est sujet passif. Son exploiteur qui est peut-être son père, hélas ! l'endort magnétiquement.

Quand la petite esclave est tombée dans le sommeil magnétique, son maître fait prendre à son corps les positions « les plus étranges », dit notre correspondant.

Mais il ne faut pas que le spectacle dure trop longtemps. Brusquement la

petite fille est réveillée. Après quelques minutes de répit, pour attirer les badauds on la rendort.

Mais laissons parler le témoin oculaire qui nous a écrit :

« Nul n'ignore, dit-il, qu'il reste après ces sommeils factices des douleurs de tête plus ou moins fortes, selon que le système nerveux est plus ou moins sensible, et qui durent parfois longtemps.

» Jugez de ce que doit souffrir cette enfant qui, à peine sortie de la somnolence forcée à laquelle on la soumet, est rendormie de nouveau pour satisfaire aux exigences de la parade, et cela depuis une heure du soir jusqu'à minuit passé.

» Lorsqu'il m'a été permis de voir hier soir la petite fille dont je viens de parler, il était onze heures et demie ; si vous aviez vu les regards d'angoisse qu'elle tournait vers son bourreau, au moment où il se disposait à la rendormir de nouveau, vous n'auriez pu vous empêcher d'en être indigné. Tel était du reste le sentiment de la majorité des spectateurs, et le magnétiseur l'a si bien compris qu'à un certain moment, il a déclaré que l'enfant n'était nullement endormie, et que c'était simplement un jeu de lumière qui la faisait paraître telle — ce qui ne l'a pas empêché de faire les passes nécessaires pour la réveiller.

» Ces faits se passent en plein air, aux yeux de tout le monde et personne n'intervient. »

Notre correspondant termine en demandant si l'administration va laisser se continuer le martyre de la petite fille. Point du tout ; ce martyre va cesser. Il y a une loi qui défend de soumettre les enfants à des exercices nuisibles à leur santé. Et dès ce soir, l'officier de paix du neuvième arrondissement ou celui du dix-huitième ne peut manquer d'intervenir pour arrêter le tortureur et délivrer la victime. (Extrait du journal *la France* du lundi 2 mars 1885.)

M. le Président *Faustin Hélie* signale à l'attention de M. *Mil-lot* la représentation annoncée aux Folies-Bergère sous le titre : *Les Jeunes Viennoises*, ainsi que le ballet de *Messaline* dans lequel des enfants paraissant avoir moins de douze ans, sont, contrairement à la loi, mêlés sur le théâtre à des exercices prohibés pour leur âge.

M. le Président appelle également l'examen du Comité sur un projet de M. le Ministre du Commerce annoncé par le journal *le Temps* dans son numéro du 4 mars 1885, en ces termes :

Le ministre du commerce va déposer sur le bureau de la Chambre son projet de loi relatif à la salubrité et à la sécurité du travail dans les établissements industriels.

La loi du 19 mai 1874, actuellement en vigueur, ne s'applique qu'aux enfants et filles mineures employés dans l'industrie.

Le nouveau projet de loi, au contraire, étend le contrôle de l'État à tous les établissements industriels, quel que soit l'âge des ouvriers employés, et il met l'administration en mesure d'assurer, par une surveillance éclairée, la salubrité et la sécurité du travail industriel.

Le gouvernement s'est pourtant préoccupé de ne modifier que le moins possible la législation existante. Ainsi, les pénalités édictées par la loi de 1874 deviendraient applicables aux contraventions prévues par le projet de

loi ; les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures seraient également chargés de l'exécution de la loi nouvelle.

Rien ne serait changé dans l'organisation et le fonctionnement de ce service si ce n'est que, dans l'avenir, les inspecteurs devraient être recrutés par voie de concours.

Le projet de loi se borne, d'ailleurs, à formuler les principes qui régiraient désormais la matière. Il laisse au gouvernement le soin de régler ultérieurement par décrets en conseil d'État les mesures générales d'exécution et les prescriptions particulières applicables à certaines industries spéciales.

L'idée qui a inspiré cette proposition peut être excellente dans son intention, mais le Comité judiciaire se demande si la généralisation par trop étendue de la loi du 19 mai 1874 ne dépassera pas le but en imposant à l'industrie une surveillance générale qui nuira à l'influence spéciale et particulière voulue par le législateur ; il y a une question de modération et de mesure, dont il faut tenir compte.

En ce qui concerne la mise à la disposition du Comité des procès-verbaux du Congrès organisé par M. *Bonjean* sur les institutions protectrices de l'enfance, le Comité exprime le désir qu'un exemplaire soit acquis pour la bibliothèque. De même, on pourrait, mais par voie d'échange avec le *Bulletin* de la Société de Protection, obtenir les publications de la Société de Statistique. — Renvoi de ce double vœu à M. le Secrétaire *Nusse* pour la mise à exécution.

M. le Président rend compte de la réception du bureau du Comité judiciaire par M. le Préfet de Police. Assistaient à cette conférence : MM. *Faustin Hélie*, *Froger de Mauny*, vice-président, *Nusse*, secrétaire de la Société, *Joret-Desclosières* et *Tournier*, secrétaire et vice-secrétaire du Comité. L'objet de l'audience était de rechercher les moyens de prévenir l'abus de l'emploi des filles mineures dans les brasseries. M. le Préfet de Police s'est montré aussi préoccupé que le Comité des dangers que la moralité des filles mineures court dans les brasseries où elles contractent des habitudes licencieuses. La grande difficulté pour remédier à cet abus est de trouver la limite légale dans laquelle un arrêté devrait se renfermer pour assurer la bonne police des brasseries. Cette limite, elle paraît ne pouvoir se rencontrer que dans la détermination du nombre de femmes employées dans le même établissement. Il est certain que si on rencontre dix ou douze filles, là où le service pourrait être fait par deux, cette exagération révèle des intentions et des habitudes de prostitution clandestine. On se rapprocherait de la

vérité, si on s'arrêtait par exemple, à une formule conçue en ces termes :

« Dans tout établissement public débitant des boissons à consommer sur place et ayant plus de trois servantes est interdit l'emploi de filles mineures de 21 ans. »

M. *Faustin Hélie* est prié de préparer un rapport en prenant pour base de ses conclusions l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué.

Le Comité fixe au jeudi 26 mars, 2 heures 1/2 précises, la réunion de sa prochaine séance.

L'ordre du jour comprendra toutes les questions non épuisées de la lettre de convocation de ce jour et en outre, comme premier article, le rapport de M. *F. Hélie* sur la question qui vient d'être indiquée : Prohibition de l'emploi des filles mineures dans les brasseries.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

Le Secrétaire,

Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES.

ANNEXE

JURISPRUDENCE

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (2^e CHAMBRE)

La responsabilité du patron à l'égard des faits de son apprenti cesse lorsqu'il n'a pu les empêcher. Il en est ainsi notamment, des suites d'un incendie allumé par malveillance, pendant la nuit, par l'apprenti.

Compagnie d'assurances La Centrale, contre Becays.

La Cour,

En ce qui touche le moyen pris de l'article 1384, § 4 du Code civil ;

Attendu qu'à l'époque de l'incendie, la jeune Marie Chauderon était l'apprentie de Becays, demeurait avec lui et se trouvait sous sa surveillance ; qu'il a été reconnu récemment par un jugement du tribunal correctionnel de Moissac que c'est cette jeune fille qui, pendant la nuit, a mis volontairement le feu à la maison assurée ;

Mais qu'il est justifié, d'un autre côté, par les faits mêmes con-

statés par ledit jugement et toutes les circonstances de la cause, que le sieur Becays a été dans l'impossibilité d'empêcher l'acte criminel de son apprentie;

Qu'il n'est donc pas responsable de cet acte aux termes du § 5 de l'article 1384 précité et n'a pu encourir la déchéance invoquée contre lui;

Par ces motifs,

Reçoit en la forme la Compagnie *la Centrale* opposante à l'arrêt de défaut contre elle rendu le 24 avril dernier, et, statuant au fond, sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens et exceptions proposés par ladite Compagnie, et les rejetant, la démet de ladite opposition et ordonne que l'arrêt de défaut sortira son plein et entier effet.

(Extrait du Procès-verbal communiqué par M. JORET-DESCLOSIÈRES, Secrétaire.)

Séance du 26 mars 1885.

Présidence de M. *Faustin Hélie*, juge au Tribunal de la Seine.

Sont présents : MM. *Jules Fabre, Nusse, Millot, Desclosières.*

Sont absents et excusés : MM. *L. Desfontaines, Coulon, Froger de Mauny, Th. Martin.*

M. le Président communique diverses décisions de jurisprudence dont le texte est remis à M. Nusse qui les publiera dans le *Bulletin*. Seront aussi insérés par extrait, ou en entier, divers articles de journaux signalant l'emploi contraire à la loi d'enfants dans les théâtres ou spectacles publics.

M. *Millot* rend compte de la mission dont il a été chargé par le Comité. Il résulte de ces informations que des enfants âgés de moins de 14 ans sont employés comme figurants à l'*Eden-Théâtre*, il est vrai qu'ils ne sont pas soumis à des exercices de dislocation, mais cette figuration n'est pas moins contraire aux dispositions de la loi.

M. le Président *Faustin Hélie* lit un rapport sur les conditions d'emploi des filles mineures dans les cafés et brasseries.

Le Comité adopte les conclusions de ce rapport et vote l'insertion au *Bulletin*.

M. *Jules Fabre* communique une note rédigée par lui pour signaler d'une façon spéciale les conditions de fonctionnement

des commissions locales qui laissent très à désirer. Ce travail est adopté par le Comité qui vote également l'impression dans le *Bulletin*.

Le Comité fixe au jeudi 7 mai, 3 heures après midi, la date de sa prochaine réunion, l'ordre du jour comprendra :

1° Une note de M. *Fabre* sur une communication de M. Lavolette à l'Institut;

2° Un rapport de M. *Th. Martin* sur une étude de M. Worms;

3° La suite de la discussion du rapport de M. *Nusse* sur la réforme de la législation de l'apprentissage.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,

Gabriel JORET DESCLOSÈRES.

ANNEXES

N° I. — NOTE SUR L'EMPLOI

DES FILLES ET DES FEMMES DANS LES CAFÉS ET BRASSERIES ET AUTRES DÉBITS DE BOISSONS

Approuvée par le Comité judiciaire dans sa séance du 26 mars 1885.

Les désordres causés dans les mœurs de la jeunesse par l'emploi des femmes comme servantes dans les cafés et brasseries et autres débits de boissons sont connus. L'extension récente de ce funeste usage est une cause très puissante de la démoralisation qui se manifeste depuis quelque temps.

On est d'accord que la loi du 16 août 1790, en confiant à l'autorité municipale le maintien du bon ordre dans les cafés et autres lieux publics, a donné à cette autorité le droit d'interdire dans ces cafés et autres lieux l'emploi des femmes comme nuisible à l'ordre public. La jurisprudence de la Cour de cassation s'est formellement exprimée en ce sens. La défense d'employer des filles mineures ne suffirait pas : on a remarqué avec raison que dans ces sortes d'établissements, les filles mineures ne se trouvaient qu'en petit nombre parce que les services qui y sont exigés des femmes demandent déjà une certaine expérience.

Donc au fond point d'objection possible.

Dans la pratique une difficulté se présente. Quelle définition donner de ces lieux publics où l'emploi des femmes sera interdit sous les peines portées par l'article 471 du Code pénal ?

Nous nous plaçons principalement au point de vue de Paris. Deux sortes d'établissements y existent où l'emploi des femmes ne donne lieu à aucun inconvénient et par conséquent est très légitime. Ces établissements sont : 1° les bouillons Duval et autres analogues où les repas des consommateurs sont servis par des femmes avec parfaite décence ; 2° les petits marchands de vins si nombreux dans les quartiers populaires, où les vins et liqueurs, en dehors des repas, sont débités par une maîtresse aidée ou d'une fille ou d'une nièce ou d'une servante. Si donc nous exceptons de la prohibition ces deux sortes d'établissements, nous frapperons avec justice tous les autres. L'interdiction pourrait donc se formuler de la manière suivante :

Il est interdit d'employer des filles ou des femmes pour le service des consommateurs dans les cafés, brasseries, débits de boissons et tous autres établissements où se débitent des cafés, vins, liqueurs et autres boissons.

Sont exceptés de cette interdiction : 1° les établissements qui n'emploient pas plus de deux servantes pour le service des consommateurs ; 2° les établissements de traiteurs et restaurateurs où les cafés, vins, liqueurs et autres boissons ne sont pas débités en dehors des repas.

N° II. — NOTE SUR LES COMMISSIONS LOCALES

MESSIEURS,

Vous avez exprimé le désir que, pour compléter le rapport que j'ai eu l'honneur de vous présenter, sur la révision de la loi du 19 mai 1874, une note spéciale fût rédigée, qui traitât particulièrement les questions relatives à l'existence et aux fonctions des commissions locales.

Créées par l'article 20 de la loi de 1874, ces commissions ne constituaient pas, à vrai dire, une innovation, dans la stricte acception du mot : déjà, et pour l'exécution de la loi de 1841, l'organisation d'une sorte de corps collectif était due à l'initiation de l'administration supérieure ; dans un autre ordre d'idées, les délégations cantonales instituées pour compléter la surveillance de l'instruction primaire, étaient bien aussi des commissions spéciales ; en un mot, la commission locale de la loi de 1874 n'apparaissait pas sous l'aspect d'un rouage tout nouveau.

Mais si la théorie avait permis de concevoir de sérieuses espérances sur les résultats que l'on pouvait attendre de l'institution de ces commissions, il faut reconnaître que la pratique les aura vite dissipées.

Sans doute, la période d'organisation devait être longue et laborieuse; on allait nécessairement rencontrer des difficultés et se trouver arrêté par des tâtonnements de tout genre; mais voilà près de onze années que la loi est votée, et la formation des commissions locales est à peine commencée, ou, pour parler plus exactement, elle s'est heurtée à de tels obstacles que, dans bien des endroits, on a dû renoncer à la poursuivre.

Voici d'ailleurs sur ce point, — et pour qu'on ne nous accuse pas de charger les couleurs — un extrait du dernier Rapport présenté à M. le Président de la République par la Commission supérieure du travail des enfants :

A côté de l'inspection, dit ce Rapport, la loi de 1874 a ordonné l'institution, dans chaque département, de Commissions locales également chargées de veiller à l'exécution de la loi, et, à cet effet, de faire, comme les inspecteurs, des visites dans les établissements industriels.

Dans l'esprit du législateur de 1874, ces Commissions devaient avoir surtout pour mission de faire pénétrer par la persuasion, dans l'esprit des populations ouvrières et dans les mœurs industrielles, le sentiment de l'utilité de la loi, avant d'avoir recours aux moyens répressifs laissés plus particulièrement aux inspecteurs.

Sans vouloir rechercher si l'organisation même de ces Commissions présente des inconvénients qui s'opposent à leur fonctionnement régulier, nous sommes forcés de reconnaître *qu'elles sont loin de répondre, à de rares exceptions près, à l'attente du législateur.*

Pendant les années 1875 et 1876, elles furent organisées dans presque tous les départements, mais très peu fonctionnent régulièrement, et après l'expiration de la période de cinq ans fixée comme durée de leur mandat *beaucoup d'entre elles ne furent même pas reconstituées; la plupart des autres n'ont d'ailleurs jamais existé que sur le papier.*

Cette observation ne pourrait pas s'appliquer à la première circonscription (Seine), où 80 Commissions locales d'hommes ou de dames fonctionnent avec beaucoup de zèle. Leurs membres visitent les ateliers et apportent au service de l'inspection un concours très dévoué. A leur tête se trouve une Commission départementale supérieure qui centralise le service. Deux fois par an, les présidents, présidentes et secrétaires de ces Commissions se réunissent en assemblées générales pour discuter les questions ayant trait à la protection de l'enfance. Grâce au crédit dont dispose le service dans le département de la Seine, les procès-verbaux de ces séances sont régulièrement publiés.

Dans la 2^e circonscription, plusieurs Commissions locales fonctionnent d'une manière à peu près satisfaisante, notamment celle d'Orléans et celle des divers arrondissements de Seine-et-Oise.

Deux Commissions locales fonctionnent dans la 3^e circonscription, celle de Poligny (Jura) et celle de Sens (Yonne).

Dans la 4^e circonscription, quelques Commissions locales rendent aussi des services appréciables, notamment celles de Mirecourt et de Neufchâteau.

Dans la 5^e circonscription, il y a lieu de signaler les Commissions locales de Verdun (Meuse) et de Troyes (Aube).

Dans la 6^e circonscription 17 Commissions locales ont été créées, 9 pour le département du Nord et 8 pour celui du Pas-de-Calais, mais aucune d'elles ne donne signe de vie.

Plusieurs Commissions locales fonctionnent dans la 7^e circonscription notamment celles de Rouen, du Havre, d'Elbeuf, dans la Seine-Inférieure, et celles de Mouy et de Méru dans l'Oise.

Dans la 8^e circonscription, les Commissions locales n'existent que sur le papier et n'apportent aucun concours au service de l'inspection.

Il en est de même dans la 9^e, dans la 10^e, dans la 11^e, dans la 12^e et dans la 13^e circonscription.

Dans la 14^e circonscription, les Commissions locales de Marseille seules se réunissent quelquefois, mais elles ont déclaré ne pouvoir fonctionner qu'avec le concours d'un inspecteur départemental.

Enfin, dans la 15^e circonscription, quelques Commissions locales seulement existent encore, mais l'appui qu'elles donnent à l'inspecteur n'est pas suffisamment actif.

En résumé les Commissions locales ne fonctionnent que très imparfaitement. Cet état de choses est d'autant plus regrettable que ces Commissions ont des attributions qui rendent leur concours parfois nécessaire à la bonne application de la loi.

Il résulte de cette citation que sur 15 circonscriptions, il n'en est qu'une, — celle que forme le département de la Seine — où les Commissions locales rendent de véritables services; dans 7 autres on signale seulement quelques Commissions isolées, et dans les 7 autres encore elles n'existent absolument que pour la forme, — c'est-à-dire qu'elles n'existent pas.

On peut donc affirmer qu'à une notable exception près, l'article 20 de la loi de 1874 est resté à l'état de lettre morte.

Et vous avez pu remarquer que les contrées où l'on constate l'existence et les travaux de quelques Commissions locales ne sont pas toujours celles où l'industrie est particulièrement développée, et que notamment dans les centres si vivants et si actifs des départements du Pas-de-Calais et du Nord, si 17 Commissions sont créées, pas une ne donne signe de vie. Il serait difficile de signaler toutes les causes d'une pareille situation.

La principale, selon nous, est la nature même et le caractère vague des attributions que la loi a conférées aux Commissions locales.

Leur rôle est à la fois complexe et restreint : elles doivent, dit l'article 20, veiller à l'exécution de la loi et contrôler le service de l'inspection.

Veiller à l'exécution d'une loi et contrôler ceux qui sont déjà chargés de cette surveillance, c'est très large et cela suppose d'assez importantes fonctions; mais ne sait-on pas que lorsqu'il s'est agi de préciser, il a été convenu que les Commissions devaient se renfermer dans un cercle d'attributions purement morales et consultatives? Leur action, d'apparence très étendue, — et c'est ce qui nous faisait

dire qu'elle était complexe, — se trouve dépourvue de tout moyen de sanction, — et c'est ce qui nous a permis d'ajouter qu'elle était restreinte. Sans doute, les Commissions locales pourront émettre des vœux, mais vous n'ignorez pas le sort qui attend, en général, ces sortes de manifestations. Les cartons des ministères ne sont pas encore remplis et, — vrais cartons des Danaïdes, — ils ne sont pas près de l'être. Comment d'ailleurs concilier l'exercice des fonctions purement morales avec le contrôle d'un corps de fonctionnaires régulièrement organisé? « Pour être efficace, disent avec raison, dans leur savant commentaire, nos collègues MM. Nusse et Périn, un contrôle doit être direct; il n'est tel que lorsqu'il émane d'un supérieur dirigeant »; or, qui se flattera de persuader aux inspecteurs qu'ils sont hiérarchiquement les inférieurs des Commissions locales? Ils seraient bien tentés de répondre que le commissaire qui constatera une contravention, quelconque n'aura qu'un seul droit: la leur signaler pour qu'ils la répriment... s'ils le jugent convenable.

Une velléité de contrôle s'est produite cependant au sein des Commissions locales du département de la Seine: elles ont demandé le droit de convoquer à leurs séances les inspecteurs départementaux; l'administration préfectorale s'est hâtée d'accéder à ce désir, en exigeant seulement que les convocations ne fussent pas adressées directement à l'inspecteur, mais passassent d'abord par les mains du Préfet.

C'était bien quelque chose; mais est-ce bien légal, se demande M. Tallon dans son *Manuel pratique*? de telle sorte que le premier exercice du droit de contrôle que l'on ait voulu entreprendre se heurte à une illégalité.

Il suit de là que l'on peut se demander et que l'on s'est demandé si l'utilité de l'existence de ces deux pouvoirs parallèles, — l'inspection et la Commission locale, — créés par la loi de 1874 est absolument démontrée.

« On pourrait critiquer cette organisation, dit encore M. Tallon, si la loi ne s'était attachée en même temps à faire disparaître toutes les causes de conflit en ne conférant aux Commissions locales que des attributions morales, dont l'exercice est confié au discernement, au tact et au bon vouloir de leurs membres. L'abus n'est pas à craindre parce que leur pouvoir reste dépourvu de toute autre sanction que celle de l'approbation de l'autorité départementale de qui elles relèvent. »

Attributions morales, pouvoir dépourvu de sanction — sinon l'approbation platonique d'une administration supérieure — c'est peu en notre siècle pratique! et nous nous demandons si le vrai rôle auquel on veut réduire les Commissions locales n'est pas simplement un rôle consultatif, et si on ne tend pas à les ramener à

la seule mission de surveiller de haut et de contrôler de loin l'application de la loi de 1874.

Les Commissions pourront — il est vrai — toujours demander des réformes et préparer des projets de perfectionnement de la législation en vigueur; mais comment le feront-elles d'une façon utile si elles ne sont pas directement mêlées à l'application quotidienne de cette législation ?

En somme, dans quel sens la loi de 1874 doit-elle être révisée en ce qui touche l'organisation et les fonctions des Commissions locales ?

La question est des plus délicates.

A juger l'arbre à ses fruits, il semble qu'il ne mérite que la cognée; mais la solution serait radicale, et méconnaîtrait le bien que peuvent faire — si elles ne l'ont pas fait encore — les Commissions instituées par la législation de 1874.

Toutefois il importe de trancher dans le vif; être ou ne pas être, le dilemme se pose aujourd'hui pour les Commissions locales, comme il se posait autrefois pour Hamlet; si l'on veut qu'elle soient, il faut faire en sorte qu'elles travaillent; il faut de toute nécessité délimiter et accentuer, pour ainsi dire, leurs fonctions; il faut, en tout cas, que l'exercice en soit garanti par une sanction efficace — et c'est dire qu'elle différerait sensiblement de celle qu'a essayé d'organiser la loi actuelle.

Si, au contraire, l'expérience a définitivement démontré que les Commissions sont inactives, il n'y a plus qu'à en voter la suppression, — ce sera plus franc ! et reconnaissons que, sous réserve de louables exceptions que nous avons dites, si le souvenir de ces Commissions ne se perpétue que par leurs travaux, il ne tardera pas à s'évanouir.

Jules FABRE.

*Avocat à la Cour de Paris,
Adjoint au maire du X^e arrondissement.*

N^o III. — RAPPORT

« SUR LES MEILLEURS MOYENS LÉGISLATIFS POUR RELEVER L'APPRENTISSAGE DANS LE DOUBLE INTÉRÊT DE L'ENFANT ET DE L'INDUSTRIE. »

C'est une vérité malheureusement indiscutable en France que l'apprentissage est en décadence. Les économistes, les publicistes, ou les institutions qui s'occupent spécialement de cette question, les industriels obligés de veiller au recrutement des ateliers, la procla-

ment à l'envi ; les Sociétés de protection enregistrent avec tristesse le grand nombre de contrats dénoncés ou abandonnés et les patronages s'étonnent du petit nombre de leurs adhérents et de la rareté des enfants confiés à leurs soins. Votre société s'est à bon droit émue d'un état de choses qui menace l'avenir de l'industrie nationale et, dans sa séance du 8 novembre 1883, elle vous a renvoyé l'examen *des meilleurs moyens législatifs pour relever l'apprentissage dans le double intérêt de l'enfant et de l'industrie.*

Cette étude déjà entreprise au congrès de la Protection de l'enfance réuni en 1883 sous la présidence de M. Bonjean mérite toute votre attention et par les grands intérêts qu'elle soulève et par les difficultés qu'elle présente. La plus grave est sans contredit la complexité du sujet. N'imitons pas la fausse méthode de ceux qui mettent au compte de l'apprentissage actuel la totalité des vices que révèle son fonctionnement. A tout prendre, il n'est qu'un intermédiaire entre l'école et l'exercice d'un métier. Il peut avoir ses défauts propres, mais il est irresponsable de celles que lui transmettent l'éducation première et l'instruction primaire reçues par l'enfant. Il serait donc souverainement injuste de juger les résultats trop souvent stériles de l'apprentissage sans remonter aux faits moraux qui l'ont précédé et dont il est absolument impuissant à détruire les funestes effets : fatal héritage dont il s'appauvrit et dont il reçoit un principe d'infécondité.

L'adresse, cette intelligence des doigts n'est un don de la nature que pour quelques privilégiés. La plupart ne l'acquièrent que par le travail et celui-ci n'est possible qu'à la condition d'une préparation préalable, morale, intellectuelle et physique, dont l'absence est le secret de la défaillance de bien des apprentissages. Pour travailler même manuellement, il faut une discipline, une méthode acquise. C'est pourquoi le législateur, avant de statuer sur l'apprentissage doit se préoccuper de l'éducation et de l'instruction qui en sont les introductrices. Nous vous demandons donc la permission de vous signaler les vices de l'éducation contemporaine en tant qu'ils influent sur l'apprentissage.

§ I. — De l'éducation.

L'éducation est le fondement de l'œuvre qui consiste à former l'âme d'un être humain quelle que soit la condition sociale à laquelle il est destiné. Elle appartient surtout à la famille et la vérité contraind à dire que celle-ci est trop souvent au-dessous de sa mission. Élever c'est diriger, non laisser faire. Mais dans les époques de matérialisme, le seul culte domestique est l'idolâtrie de l'enfant. Il ne s'agit plus de le disposer pour les combats de la vie, de le doter de ces trois armes invincibles, la patience, qui supporte, l'économie qui

sème, le travail qui agit : la route de l'existence doit lui être aisée ; les facilités imaginaires d'une profession inconnue des parents remplaceront les rudes épreuves du métier qui fut leur gagne-pain. La discipline paternelle, ce rudiment de la loi, énervera les leçons d'obéissance, en inventant les prétextes des exigences de santé, des ménagements qualifiés de nécessaires, en un mot toutes les visions de la tendresse mal entendue. Ne croyez pas, Messieurs, que ce mal soit limité au monde de la bourgeoisie : il est universel. Comme le faisait remarquer M. Christian de Coulonge dans un rapport très digne d'être cité, tous les cœurs maternels tremblent de l'idée que l'enfant *n'ait trop de souffrance à l'atelier* ; au milieu de ces appréhensions maladroitement manifestées devant l'enfant, le travail manuel ne lui apparaît trop souvent que comme une fatigue de corps, et une nécessité de luere, non comme le cadre professionnel dans lequel une vocation demande à enserrer ses aspirations. Le sentiment de l'idéal crée des chefs-d'œuvre, le point de vue mesquin et égoïste qui réduit le travail à un instrument de gain conduit à la médiocrité. Ajoutez un faux point d'honneur qui consiste à préférer les occupations bureaucratiques à l'exercice d'un métier et vous aurez les causes principales de la désertion de l'apprentissage.

L'enfant dans une banque, dans un cercle, une administration ou l'étude d'un officier ministériel, satisfera beaucoup plus la vanité de la famille que sous la blouse de l'apprenti. D'ailleurs il gagnera plus et plus vite. Ainsi se prennent sans souci du lendemain des emplois sans issue ni avenir, qui conviendraient aux blessés, aux mutilés, aux Invalides du travail. L'État lui-même favorise cette fâcheuse tendance en peuplant d'enfants quelques-uns de ses services, par exemple les Télégraphes. Malheureux égarés qui ne trouveront ni l'indépendance ni le profit qu'assure le travail manuel et qui végéteront péniblement toute leur vie, à moins qu'une disgrâce imprévue les jetant dans la misère, les amène à la porte des Refuges de l'Hospitalité de nuit, bien plus hantés par les déclassés de bureau que par les ouvriers sachant une profession. Tel est le triste résultat d'une affection exagérée qui, sous prétexte de supprimer des contrariétés ou d'aplanir des obstacles, efface l'idée du devoir et développe avec l'égoïsme, la rébellion scolaire, professionnelle et plus tard sociale.

La faiblesse de la famille a souvent aussi pour conséquence le retard de la mise en apprentissage. Oh ! sans doute, on songe bien à y arriver, mais on recule, on attend que la santé soit plus affermie et le bras plus robuste. Les jours se passent ; l'âge de quinze ans est révolu ; enfin l'heure a sonné ; mais les rigueurs de l'atelier semblent d'autant plus dures à l'enfant qu'il n'y a point été accoutumé plus jeune ; son inhabileté s'humilie de l'avance que de beaucoup moins

âgés ont acquise sur lui; ses doigts ont perdu leur souplesse; le dégoût l'amène aux distractions malsaines, l'odieuse population des rôdeurs de barrière l'attend pour l'initier au crime. S'il est persévérant, honnête et laborieux, il se heurtera à l'obstacle de la loi militaire, car pour être formé, il faut avoir été apprenti à 13 ans, ouvrier à 16, et s'être perfectionné pendant les 4 ans qui mènent à la vingtième année et à l'accomplissement du service militaire.

La loi n'a le droit de pénétrer dans le foyer domestique pour y réprimer les abus de la puissance paternelle que lorsqu'ils constituent des faits délictueux. Des actes de faiblesse ou de mauvaise direction échappent à son action et ne relèvent que de la morale religieuse ou philosophique. Mais quand les habitudes acquises pendant la période d'éducation première se trahissent à l'école sous la forme de l'indocilité continue et systématique, la question de l'insoumission se pose nettement. Elle est d'autant plus grave que par une suite logique de ses aberrations passées, la famille encourage l'enfant dans sa rébellion et lui prête l'appui de son autorité pour discuter le maître, comme plus tard elle fera alliance avec lui pour combattre le patron. C'est ici que vous aurez à vous demander si, dans une organisation scolaire qui copie l'armée, son recrutement, ses bataillons, ses exercices, il n'y aurait pas lieu d'atteindre l'enfant lui-même après avoir réprimé les parents ou patrons. L'Angleterre a inauguré ce système en créant des Écoles régionales de discipline dites Écoles industrielles. Y aurait-il lieu d'établir en France de semblables institutions? Convierait-il que l'enfant incorrigible y fût interné pendant un temps déterminé en vertu d'une décision de la Commission scolaire et aux frais de la famille? Le même pouvoir pourrait-il être étendu aux Commissions locales pour indiscipline constante pendant l'apprentissage? C'est, Messieurs, ce que vous aurez à examiner. Il vous suffira pour être complètement éclairés sur ce point, si vous voulez vous initier au mécanisme intérieur d'une École industrielle, de lire le rapport que j'ai récemment présenté à la Société sur celle de la rue Clavel à Paris-Belleville.

Mais, hélas! si la présence de la famille favorise fréquemment les vices d'éducation que je vous ai dénoncés, vous devinez aisément quels malheurs doit entraîner son irrégularité ou son inexistence. Que d'enfants, de 13 à 15 ans, sont livrés à eux-mêmes et vivent dans les garnis et les cabarets sans conseil ni direction morale! La loi qui veut que tout orphelin soit pourvu d'un tuteur oublie que l'organisation d'une tutelle entraîne une dépense d'une trentaine de francs et de nombreux délaissés demeurent sans appui, faute de cette somme minime aux yeux des riches, mais bien considérable pour les pauvres. L'assistance judiciaire, vous le savez, ne s'accorde

qu'au contentieux et jamais pour les actes de juridiction gracieuse. Faute d'un tuteur ou d'un représentant légal, nombre de contrats ne se signent pas. C'est par une exagération regrettable que la pratique voit exclusivement dans le tuteur un gérant du patrimoine inutile aux déshérités de la fortune. La loi et la morale (art. 450 C. C.) veulent que le tuteur prenne soin de la personne de l'enfant. Si un lien légal et respectable unissait des orphelins sans ressources à des familles puissantes ou aisées, un grand pas serait fait dans la voie de l'apaisement social.

Mais il y a pour l'enfant une situation pire que l'abandon, c'est son initiation précoce par la famille aux mauvaises passions. L'enfant ne peut être dirigé vers le travail dans ces horribles milieux où le concubinage modifie les éléments de la famille suivant les caprices de l'amour libre. Dans le logis restreint où s'installe la débauche, l'odieuse promiscuité, du rôle de spectateur le fera bientôt passer à celui de complice. Quel apprentissage sérieux peut faire cette fille qui vient supplier M. Georges Bonjean de la soustraire aux attaques de son père et dont toute l'énergie physique et morale se dépense à repousser l'inceste?

Le premier besoin du travailleur, c'est la paix de l'esprit fondée sur la tranquillité domestique. Il est douloureux, mais indispensable de reconnaître avec la plupart des éducateurs parisiens que la famille est un fréquent obstacle à la moralité de l'enfant et que la corruption part de son foyer. Faut-il des exemples? J'ai vu une mère remariée convoiter le pécule de sa fille placée dans un patronage, menacer de la vendre à un de ces entremetteurs qui recrutent des jeunes filles pour l'Orient; jusqu'à ce que, sur mon conseil, la mère consentit à émanciper sa fille et à lui maintenir ainsi son séjour dans la maison de charité moyennant la remise de la moitié du pécule pour rançon. Combien de faits déplorables vous révéleraient les annales de votre Comité de placement! Tantôt c'est un jeune garçon souillé par les vices contre nature de l'amant de sa mère; tantôt c'est la puissance paternelle s'affirmant dans le proxénétisme. Un père nous avait confié ses deux filles. Nous les avons placées dans une maison honorable où elles se conduisaient bien. La mère séparée et vivant de débauche les convoitait pour trafiquer de leur jeunesse. Le père mort, cette mère s'est empressée de nous les réclamer au nom de la puissance paternelle. Nous avons dû nous incliner. Un an après, l'une accouchait à la maternité pendant que l'autre mourait dans un hôpital parisien des suites d'une maladie honteuse.

De pareils excès dont on pourrait multiplier les traits ne doivent-ils pas entraîner la déchéance judiciaire de la puissance paternelle et tolérera-t-on que de semblables monstres puissent invoquer

contre l'enfant l'autorité dont Dieu les avait investis pour le protéger?

Fuyant des intérieurs odieux où il ne trouve que des mauvais traitements, ou même obéissant aux secrets instincts de vagabondage que son âge comporte, l'enfant se laisse gagner aux attractions de la rue. Il y trouve une nouvelle série de dangers contre lesquels le devoir du législateur est de le défendre. Je n'aurai pas à insister longuement devant vous sur ceux que présentent les bals publics. Compagnies déshonnêtes, exemples et conseils pernicieux, ils réunissent et groupent tout ce qui vit d'obscénité, de vol ou de crime. Là se donne rendez-vous cette foule d'escrocs, de filous et de souteneurs dont l'audace, insuffisamment combattue, trouble la tranquillité de Paris et menace jour et nuit la bourse et la vie des citoyens honnêtes. L'enfant, le mineur même doivent-ils pénétrer dans ces antres de perdition?

En vous entretenant des graves inconvénients du théâtre vous comprenez, Messieurs, que j'entends mettre hors de cause les immortels chefs-d'œuvre de nos classiques. Ce ne sont point eux qui attireront les enfants livrés à eux-mêmes.

Le récit et la mise en scène des crimes, les intrigues basses ou triviales, les plaisanteries indécentes, voilà ce qui séduit l'esprit des jeunes auditeurs. Que la famille juge convenable ou opportun de conduire l'enfant à de pareilles représentations, c'est ce que nul ne saurait empêcher sans commettre une inexcusable immixtion dans une direction qui doit être souveraine tant qu'elle n'est pas délictueuse. Mais est-il tolérable que l'enfant se présente seul, sans répondant, déroband son temps à son patron, en tout cas au sommeil, et payant sa place d'un argent qu'il a vraisemblablement soustrait à ses parents en attendant qu'il le vole à des étrangers? La loi américaine ne l'a pas pensé. Elle interdit au mineur de 16 ans non accompagné d'une personne ayant autorité sur lui l'entrée d'une salle de spectacle, d'un bal, d'une réunion ou assemblée publique et rend le directeur de ces établissements pénalement responsable des infractions.

Avec le remarquable mémoire publié l'an passé par le Cercle des Bijoutiers-Joalliers-Orfèvres de Paris, nous vous signalerons un autre péril dont de récents excès ont marqué la gravité. Il est une presse courante que son bon marché met à la portée de toutes les bourses et qui infecte l'esprit et les mœurs des jeunes gens. Ses tendances pornographiques en font une école de perdition. Récemment un des honorables présidents de cette Société, M. Chaix, adressait à M. le Ministre de l'Intérieur une lettre sur la vente dans la rue de publications des Contes de Boccace à 10 centimes la livraison et se demandait avec raison à quoi sert le grand effort de relèvement de

l'éducation publique, si l'on permet à la contagion de l'immoralité de détruire l'œuvre commencée par l'instruction. Je ne me laisserais pas même désarmer par la prétendue innocence des romans d'imagination ou de cette littérature qui compromet la science en la faisant servir incorrectement à l'enseignement de notions inexactes. Sans insister sur les inconvénients que de tels livres présentent, j'affirmerai que l'enfant ne doit pas être institué arbitre souverain de ses lectures, que ce soin appartient à celui qui a sur lui charge d'âme et, surabondamment, je vous montrerai quelle désastreuse influence peut avoir sur l'enfant la passion immodérée de la lecture et l'achat inconsidéré de livres ou brochures à bas prix. Un jeune homme de l'Imprimerie Chaix dépérissait à vue d'œil sans qu'on connût la cause de cet état morbide. Il atteignit au bout de quelques mois les dernières limites de la consommation et mourut. On ne s'expliquait ni l'origine du mal, ni ses progrès ni son dénouement fatal lorsque, au décès de l'enfant, sa famille fouillant dans ses hardes y trouva une collection de livraisons à quelques centimes l'une, dont l'ensemble représentait une valeur de huit cents francs. Afin de satisfaire sa manie de lire, l'enfant employait en achats les 50 centimes que ses parents lui donnaient tous les matins pour son déjeuner, et il succombait victime de cette privation de nourriture.

Une ordonnance de la Préfecture de Police récemment rappelée défend aux mineurs l'entrée de la Morgue. La loi sur l'ivresse punit de peines correctionnelles quiconque a fait boire plus que de raison un mineur de 16 ans. Pourquoi le poison moral aurait-il plus de privilège que le poison physique? Vous jugerez s'il n'y aurait pas lieu de défendre sous des sanctions pénales de donner, distribuer ou vendre sur la voie publique aucun imprimé de quelque nature qu'il soit à un mineur de 16 ans non accompagné d'une personne ayant autorité sur lui.

Il faut que la rue réunisse l'assainissement moral et la salubrité physique. Il n'y a ni intelligence, ni instruction acquise, ni habileté de main qui résistent à la débauche qu'elle favorise. Nous avons beaucoup trop de ces vauriens qui se grisent à 14 ans, et jouent les blasés à 18 ans. Le recrutement de l'Industrie française est plus intéressant que celui des bandes de jeunes malfaiteurs, dont le cynisme s'étale quotidiennement devant la justice criminelle. Le moment serait mal choisi pour plaisanter sur les prix de conduite. Il faut, au contraire, encourager les Patronages industriels à ne récompenser le mérite professionnel que lorsqu'il a cette base inébranlable, la moralité du candidat. Nous voudrions entendre répéter partout le mot que M. Turney, président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, appliquait aux jeunes filles couronnées pour leur bonne conduite, lorsqu'il annonçait à l'Assemblée qu'il avait dû

rechercher des nuances dans le mieux, mais que toutes étaient égales dans le bien. C'est aussi en s'inspirant de cette pensée que votre Comité des récompenses en 1884 a établi sur chaque candidat une enquête portant non seulement sur le mérite d'école et d'atelier, mais sur celui que l'enfant déploie dans la famille. Si l'enfant n'apporte pas chez son patron un cœur pur, une conscience droite, des mœurs honnêtes, si les parents ou ceux qui les représentent ne le soutiennent pas de bons conseils et de bons exemples, les systèmes d'instruction primaire ou professionnelle pourront s'accumuler sans que l'industrie française reprenne son ancienne prospérité.

Après avoir ainsi donné à l'éducation la place légitime qui lui appartient dans ses rapports avec l'apprentissage, nous consacrerons notre étude à l'examen des enseignements primaire et professionnel.

§ II. — *Instruction primaire.*

Si le vagabondage de la rue est la perte morale de l'enfant, il est de toute nécessité que l'admission au travail manuel coïncide avec la sortie de l'école et qu'une occupation succède sans intervalle à l'autre ni sans interruption fatale.

L'antinomie des deux lois du 19 mai 1874 et du 28 mars 1882 a créé un nouveau germe de désorganisation pour l'apprentissage. La première déclare l'aptitude au travail manuel dès 12 ans, la seconde retient l'enfant à l'école jusqu'à 13 ans. Elle le libère cependant dès 14 ans de la fréquentation des cours s'il est déjà titulaire du certificat d'études primaires, et lui assure dans ce cas un an d'oisiveté.

Que chacune des deux lois ait sa vitalité propre, que la seconde organise l'enseignement obligatoire et non le travail des enfants dans l'industrie, c'est ce qui ne peut faire doute pour des juriconsultes.

Toutes deux ont leur autorité, leur ministère spécial chargé de les faire exécuter, leurs agents distincts, jaloux de leur action dans laquelle ils s'isolent comme s'il n'y avait pas à tenir compte des attributions d'une administration rivale, préposée à l'exécution d'une autre loi.

Consultez les commissions locales, l'inspection du travail des enfants; leur réponse sera que l'enfant peut travailler dès 12 ans à l'atelier, pourvu qu'il ait le certificat d'études abrégé visé par la circulaire ministérielle du 20 février 1877 (*Bulletin 1877*, t. X, p. III).

Mais que les parents satisfaits de ce renseignement aillent trouver un instituteur pour lui demander la délivrance de ce certificat, la solution va changer.

Ou strict observateur de la loi de 1882, sans se soucier de celle

de 1874, dont le fonctionnement a lieu en dehors de lui, cet instituteur déclarera formellement refuser, jusqu'à l'accomplissement des 13 ans de l'enfant, — ou conciliateur des deux lois, s'il en connaît exactement les termes, il consentira à signer le certificat que son collègue ne veut pas délivrer. Ainsi dans l'anarchie résultant de la collision des deux lois, suivant la personnalité ou l'opinion individuelle de l'instituteur, l'enfant sera admis à 12 ans, ou ajourné à 13 ans, sans qu'à défaut d'une loi d'interprétation, un document officiel comme une circulaire ministérielle soit venu fixer les doutes et diriger la pratique. Situation bizarre qui ne s'explique que parce que les deux lois ressortissent à deux ministères différents qui ne peuvent s'entendre sur les termes d'une interprétation collective.

Vous n'ignorez pas que la loi du 28 mars 1882 a rendu le travail manuel obligatoire aux divers degrés de l'enseignement primaire. Nous avons combattu les idées de M. Nadaud, lorsqu'il voulait que l'apprentissage se fit à l'école et que l'initiation au travail manuel y fût menée de front avec l'enseignement primaire.

Nous approuvons au contraire un programme dont le but est non pas de disposer l'enfant à une profession déterminée, mais de développer son goût, de lui donner la souplesse et l'agilité de la main et par là même de le mieux préparer à l'apprentissage. Mais il ne suffit pas qu'un projet soit jeté sur le papier, il lui faut une réalisation sérieuse et effective. Il était indispensable de former un personnel enseignant, capable de propager l'enseignement manuel dans les écoles normales, dans les écoles primaires supérieures, dans les écoles professionnelles et enfin dans les écoles primaires elles-mêmes.

En exécution d'un arrêté ministériel pris en conseil supérieur de l'instruction publique le 20 juillet 1883, et créant en faveur des instituteurs un certificat d'aptitude à l'enseignement du travail manuel dans les écoles normales supérieures, une école normale spéciale du travail manuel primaire avait été ouverte à Paris, 10, rue Thuillier. Elle devait recevoir après concours des instituteurs pourvus du brevet supérieur ou des bacheliers ès sciences. On y enseignait le dessin d'après relief, modelage, moulage, sculpture, le travail à l'établi, à l'étau, au tour à bois, au tour à métaux, à la forge. Les maîtres ainsi formés devaient se répandre dans les diverses écoles normales départementales de France, y vulgariser l'instruction technique par eux reçue et la propager dans la masse des instituteurs.

L'honorable M. Salicis, chargé d'une mission d'inspection générale relative à l'étude et à l'organisation du travail manuel, avait admirablement esquissé le but à atteindre :

« Il ne faut pas perdre de vue que l'enseignement que ces maîtres

avaient à répandre ne devait viser en aucune façon à former des ouvriers, à remplacer l'apprentissage ; tout au plus était-il destiné à éveiller des aptitudes ou à les constater.

» Pour le travail manuel, comme pour toutes les autres études, l'enseignement primaire doit rester primaire et s'en tenir aux premiers éléments. Même dans ces limites, cet enseignement est appelé à rendre des services réels ; il doit joindre l'éducation des sens trop souvent négligée à l'éducation trop exclusive de la mémoire et des facultés intellectuelles ; faire acquérir la dextérité manuelle qui exige la justesse de l'œil et initier au maniement comme à la connaissance des matières et outils généraux que l'on rencontre dans la plupart des professions ou des métiers ; utiliser le penchant qu'ont tous les enfants aux réalisations matérielles, en leur donnant de bonne heure l'habileté, par conséquent le désir du travail, c'est-à-dire le goût du travail pour lui-même ; mettre enfin le travail manuel à la place qu'il mérite dans l'estime publique en lui assignant un rôle important dans l'enseignement national. »

— Après deux ans d'un très heureux fonctionnement, au moment où elle allait porter ses premiers fruits, l'École de la rue Thuillier a été supprimée sous forme d'annexion avec l'École normale de Sèvres. Des préoccupations budgétaires n'ont pas été étrangères à cet événement. Mais qui formera des maîtres pour l'enseignement manuel ? La question a sa gravité, puisque le législateur a jugé nécessaire de préparer l'enfant à l'apprentissage dès l'école primaire.

Vous voyez quelles complications, nous l'espérons transitoires, l'application de la loi du 28 mars 1882 a jetées dans la matière de l'apprentissage, soit sous le rapport de l'âge d'admission au travail manuel, soit au point de vue de la formation des maîtres techniques dont elle suppose l'existence et qui doivent être dans son esprit les initiateurs aux travaux professionnels.

Il nous reste à examiner quels sont ses fruits actuels ou d'une manière générale quelle doit être, depuis qu'elle nous régit, la place réservée à l'instruction primaire quand l'enfant débute chez un patron. Il semblerait qu'un grand progrès ait dû se réaliser par ce fait que l'enfant est tenu de fréquenter l'école un an de plus. Vous remarquerez toutefois que l'assiduité matérielle, non la capacité constatée par certificat, est obligatoire, et qu'à 13 ans l'enfant même ignorant est libéré par l'âge. Les sanctions de l'instruction à acquérir ont donc diminué. Avec l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, le paresseux dont les études avaient été insuffisantes n'était admis qu'en demi-temps, de 12 à 13 ans, au travail manuel. Son gain était donc réduit de 50 0/0, pendant trois ans après l'entrée à l'atelier. Mais bien qu'en droit, cet article, ainsi que le fait remarquer dans son excellent manuel M. Eugène Tallon, existe toujours, puisque

la loi sur l'instruction obligatoire, à raison même de la différence de son objet, ne peut abroger celle qui règle le travail des enfants, en fait, l'inspection et la pratique générale considèrent aujourd'hui comme lettre morte l'art. 9 de la loi du 19 mai 1874 et reconnaissent ainsi le droit absolu à l'ignorance à partir de 13 ans.

Cette facilité plus grande a-t-elle contribué à diminuer le niveau de l'instruction primaire? Il y a un fait constant que je relevais récemment dans une visite aux Écoles professionnelles de la Compagnie du chemin de fer du Nord : c'est que l'extrême minorité des élèves est seule pourvue du certificat complet et qu'un grand nombre d'instituteurs refusant par les raisons indiquées plus haut de délivrer le certificat abrégé, la trèsgrande majorité n'en a aucun. Aussi l'institution que je cite et la plupart de celles de la même nature doivent-elles remplacer par des examens d'entrée le certificat absent.

Cependant, le certificat complet ne pouvant tomber en désuétude par l'insuffisance des candidats, on a dû recourir à la regrettable nécessité de diminuer le nombre des points pour épreuves. La moyenne de 50 est tombée à 40. D'où vient ce pénible abaissement des études sous l'empire d'une loi destinée à élever le domaine de l'intelligence?

Vous aurez le mot de la situation en examinant le tableau comparé des programmes de la loi du 27 mars 1850 (art. 23) et de celle du 29 mars 1882 (art. 1).

PROGRAMME SCOLAIRE

Loi des 19 janvier, 26 février, 15-27 mars 1850 (art. 23).

MATIÈRES OBLIGATOIRES

Instruction morale et religieuse.
Lecture — Ecriture.
Éléments de langue française.
Calcul et système légal des poids et mesures.

FACULTATIVES

Arithmétique appliquée aux opérations pratiques.
Éléments d'histoire et de géographie.

Notions de sciences physiques et d'histoire naturelle applicables aux usages de la vie — L'arpentage, le nivellement — Instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie, l'hygiène.

»
»
Dessin linéaire.
Chant.

Gymnastique.

Loi du 28-29 mars 1882, (art. 1).

OBLIGATOIRES

Instruction morale et civique.
Idem.
Idem et la langue française.
Idem.

OBLIGATOIRES

Idem, particulièrement celle de la France.

Éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels.

Travaux manuels et usage des outils des principaux métiers. — Quelques notions usuelles de droit et d'économie politique.

Éléments de dessin ; modelage.
Musique.

{ Garçons : exercices militaires.
{ Filles : travaux d'aiguille.

Dans l'ensemble, en réservant la question de la neutralisation religieuse de l'école, dont votre Société n'a pas à s'occuper et à quelques différences près de détail sur lesquelles il serait ici inopportun d'insister, les deux programmes sont les mêmes. Il y a toutefois, vous l'avez remarqué, cette dissemblance considérable que sous le régime de la loi de 1850, l'instruction sociale, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul et le système des poids et mesures étaient seuls obligatoires pour l'obtention du certificat et que toutes les autres matières étaient simplement facultatives. Au contraire, sous l'empire de la loi du 28 mars 1882, tout le programme est obligatoire. Cette encyclopédie primaire hâtivement étudiée et mal conçue ou mal digérée dépasse-t-elle la capacité moyenne ? N'a-t-on pas méconnu la célèbre maxime de Rollin qui veut que « la science n'entre que goutte à goutte dans le cerveau de l'enfant » ? Toujours est-il que les faits attestent l'amoindrissement des résultats scolaires là où l'on espérait leur augmentation.

Dans cet état de choses, il faut se hâter de tirer des conclusions au point de vue de l'apprentissage.

Il serait absolument erroné de considérer l'instruction primaire comme acquise au moment où l'enfant quitte l'école : elle est ou inachevée ou imparfaite. Sans doute, c'est désormais la préoccupation de l'enseignement technique qui doit dominer pour l'éducateur, mais sans être exclusive et sans refuser à l'instruction primaire une place malheureusement nécessaire.

Il ne faut donc pas imiter l'exemple de certains patronages industriels qui se contentent d'ouvrir un cours professionnel approprié au métier choisi par l'enfant. La géométrie, qui est la clef de tous les arts plastiques, ne peut être abordée utilement que par celui qui a une notion complète de l'arithmétique. Or, c'est à peine si l'enfant sorti de l'école primaire possède les quatre règles.

Lors donc qu'il veut dans l'intérêt même de son art compléter son éducation tronquée, il est incapable d'apprendre le peu de théorie dont il a besoin, et il demande non des démonstrations, qu'il ne peut ou ne veut saisir, mais des applications qui lui procurent sous forme de recettes, des solutions toutes faites. Dans une étude sur les institutions créées par les ouvriers en matière d'enseignement professionnel, j'ai montré comment, par suite de la fragilité des bases de l'édifice scolaire, la géométrie dans trop de cours professionnels subit de dangereuses transformations et ne se fait accessible à l'intelligence des auditeurs, qu'en perdant son caractère de déduction rationnelle pour devenir une série de modèles de dessins linéaires résumant les travaux d'une profession.

Vous apprécierez si le champ actuel de l'instruction primaire ne

pêche point par excès de largeur, s'il n'aurait pas été plus expédient, tout en augmentant le domaine de la loi du 27 mars 1850 spécialement dans les centres industriels sous le rapport de la géométrie et de l'arithmétique, de distinguer comme le faisait cette loi une partie obligatoire, une autre facultative dans les programmes et si la loi du 28 mars 1882, par un excès de sollicitude pour le progrès, n'a pas desservi sa cause en espérant trop des jeunes intelligences qu'elle s'est promis de former.

§ III. — *Enseignement professionnel.*

Nous supposons que l'école livre l'enfant à l'éducation professionnelle avec une instruction primaire et complète et certaine adresse usuelle des doigts qui a permis de deviner une vocation déterminée. Nous sommes malheureusement obligés de procéder par hypothèse; en réalité, l'industrie est contrainte de compléter et de raviver l'enseignement primaire insuffisant ou oublié, et l'heureuse innovation qui consiste à introduire dans l'école, à titre accessoire, le travail manuel, non comme une instruction professionnelle qui y serait déplacée, mais comme la gymnastique de la main, est trop récente encore pour avoir porté des fruits. Si l'enfant ne suit pas la profession paternelle, si un goût spécial ne s'est pas révélé en lui, une regrettable période de tâtonnement va s'ouvrir quant au choix d'un métier et d'un patron. C'est alors que certains établissements de placement vont venir en aide à ces embarrassantes perplexités. Mais ces difficultés relatives sont dépassées par une autre plus absolue et que nous pouvons qualifier de dominante. Aux questions que les familles posent aux honorables intermédiaires qui ont accepté le dévouement de cette mission délicate, ceux-là répondent invariablement que bien rares sont les places où l'on est logé et nourri, qu'il y en a à peine 25 0/0, et que pendant les trois ans que dure en moyenne l'apprentissage, on aura tout au plus des pourboires ou des gratifications graduées et facultatives.

La plupart des familles s'éloignent, le sacrifice demandé étant au-dessus de leurs moyens; le combat de la vie est commencé pour l'enfant, il faut qu'il se suffise. De là, le succès des ouvriers qui défraient complètement l'enfant. A la vérité, c'est au prix d'un séjour prolongé, qui prive le jeune travailleur du bénéfice de sa profession à une époque où il devrait en jouir. Aussi convient-il de se demander, en passant, si la loi ne ferait point sagement, par mesure d'ordre public, de fixer un maximum de durée au delà duquel l'apprentissage serait nul.

Celles des familles nécessiteuses qui ne s'adressent pas aux ouvriers, vont à des ateliers où l'enfant, employé comme instrument dans

une fonction automatique, exclusive de tout enseignement professionnel, gagne immédiatement, peut-être, plus que son entretien; cette production précoce d'un présent sans avenir est le prix de l'annihilation d'une vie humaine, désormais condamnée à la stérilité dans le labeur. En effet, le rapport prématuré est en raison inverse de la fécondité de la récolte future. Mais la lutte pour le pain est impérieuse.

Cette disposition des familles est encore, nous l'avons dit, favorisée par l'usage d'une foule d'administrations publiques ou privées qui emploient les enfants dans un grand nombre de fonctions subalternes, sans débouché ultérieur, mais flattant la vanité par l'apparence d'une situation sociale plus relevée, sollicitant la cupidité par la certitude d'un gain immédiat assuré, séduisant enfin les exagérations de l'affection des mères par la facilité d'un labeur sans peine! L'enfant végétera jusqu'au jour où la perte du goût du travail et de l'initiative lui assurera sa place définitive dans les rangs des déclassés.

Si le désir de tirer parti des gains de l'enfant influe sur l'esprit de la famille, comment ne préoccuperait-il pas les Établissements de charité, noblement avides de patronner le plus grand nombre de déshérités possible?

Qu'ils fassent directement travailler l'enfant, ou qu'ils le placent chez des patrons, leur but humanitaire vise souvent, plutôt que l'enseignement, le produit qui permet d'étendre le rayonnement du bienfait, et il n'est pas étonnant que l'apprenti ainsi formé ne vienne pas grossir l'élite de l'armée industrielle.

Enfin n'oublions pas ces ouvriers dont le coupable égoïsme, refusant de se créer des concurrents dans l'avenir, prive l'apprenti de tout enseignement professionnel à l'atelier.

Aussi dans tous les Patronages, dans toutes les délibérations des Chambres syndicales, c'est un cri unanime que l'apprentissage s'en va et que l'industrie est menacée dans sa base.

Au Comité de placement de la Société de protection des Apprentis pendant cinq ans, de 1877 à 1881, contre 1,712 offres d'emplois par les patrons, il n'y a eu que 961 demandes de places par les familles. Et l'on peut affirmer que cette proportion est partout vraie.

En face de cette décadence de l'apprentissage, il y a une confession à faire de bonne foi. L'usage ancien universel était de loger, nourrir, entretenir l'apprenti. Diverses causes inutiles à énumérer ont détruit cette coutume antique. La perte résultant de ces changements dans les mœurs doit-elle retomber sur la famille ouvrière?

En s'affranchissant, les patrons n'ont-ils pas contracté l'engagement de se rédimier? En d'autres termes, n'étaient-ils pas débiteurs de la valeur de cet entretien qu'ils ne voulaient pas subir en nature?

Si le vagabondage et la mendicité sont des délits, c'est à la condition que l'homme ait pu acquérir gratuitement une routine ou un talent professionnel qui le nourrira.

Aussi dans les quelques Écoles municipales professionnelles qui existent déjà, l'enseignement est absolument gratuit. L'apprentissage doit être un compte par lequel l'enfant, débité au début de son incapacité technique, se crédite par escompte de son habileté future.

Mais cette concession faite, nous voulons que le contrat soit rigoureusement observé et, s'il y a lieu, ramené à exécution. Si le patron fidèle aux vieilles traditions s'est engagé à nourrir et à loger, qu'il satisfasse équitablement à cette obligation, encore que l'inspection n'ait entrée que dans l'atelier et non dans le domicile. Et si la loi n'a pas osé pénétrer jusque-là pour prescrire les mesures de propreté et de salubrité indispensables, que des textes nouveaux, amendés de manière à réprimer non plus seulement la faute du propriétaire, mais celle du locataire et de tous occupants, assainissent les taudis en y amenant la lumière et l'air respirable; que l'on inflige des dommages-intérêts sérieux aux patrons qui, manquant à leur devoir d'instituteurs industriels, spécialisent au-lieu de faire connaître l'ensemble de la profession.

Mais que l'on déploie la même énergie si l'infraction vient de l'enfant ou de sa famille. Il faut que le contrat soit substantiellement soumis à peine de nullité à la formalité de l'écriture, pour que chacun en comprenne bien la gravité; ce doit être une charte de loyauté et une école de bonne foi. Combien de parents, sitôt qu'ils estiment l'enfant capable de gagner chez un nouveau patron qui n'ayant pas à récupérer des avances d'apprentissage peut accorder un salaire supérieur, lui conseillent un brusque départ avec rupture violente de la convention, ou une attitude de paresse, d'indolence et d'insoumission qui rende l'élève impossible jusqu'au jour désiré où il est congédié par le patron impatienté.

Voilà comment il se fait que beaucoup de patrons, instruits par expérience de ces résultats chaque jour plus fréquents, traitent l'apprenti en petit ouvrier, lui faisant produire le plus possible sans lui apprendre l'état complet. Ils ont tort contre la convention, s'ils en ont fait une qui leur ait imposé le devoir d'enseigner; ils ont tort en tout cas contre le devoir industriel, quand même ils seraient dans la lettre même de l'embauchage; mais la faute d'où qu'elle vienne engendre la faute, et l'accumulation des fautes est le principe de la décadence.

Au Comité de placement de la Société de protection des Apprentis, de 1877 à 1881, sur 326 contrats 151 ont été résiliés.

Ces abus inverses, mais aussi funestes les uns que les autres, doivent être vigoureusement combattus. Qu'on exige dans la pratique la

représentation du congé d'acquit, et le second patron vérifiera facilement si l'apprenti est libre de tout engagement. En vain lui exhiberait-on un livret peut-être habilement substitué au premier sous prétexte de perte, il ne s'y laissera pas tromper, parce que la représentation du congé d'acquit est seule décisive. Le patron qui emploie un apprenti en l'absence de cette preuve ou malgré la certitude acquise de l'existence d'un premier engagement doit être déclaré solidairement responsable, avec la famille, de tous les dommages-intérêts dus au premier patron.

Au point de vue de l'exécution des conventions, on peut dire que les prud'hommes tiennent en main l'avenir de l'industrie.

Mais le patron n'est pas seulement un *contractant*, c'est un *délégué de la puissance paternelle*. Quels moyens pratiques de répression peuvent lui être attribués à ce titre? C'est une question que nous devons ici poser; mais dont la solution a été examinée à propos de l'éducation.

Si nous insistons ainsi sur la nécessité d'une exacte fermeté dans le maintien des conventions, c'est que, quels que soient les efforts faits pour le développement d'un enseignement professionnel proprement dit, il nous semble bien difficile pour le plus grand nombre d'éviter le contrat d'apprentissage et les rapports de patron à apprenti : Sans parler des mauvaises connaissances, des grossièretés de langage ou de mœurs, et à n'envisager que l'aspect industriel de la question, il y a cet inconvénient à l'entrée de l'enfant dans un atelier, que le perfectionnement de l'outillage et l'extrême division du travail y conduisent fatalement à la spécialisation. Au rebours de la production qui n'est lucrative qu'à la condition d'être parcellaire, l'enseignement n'est profitable que s'il est synthétique. Ainsi se révèle l'antagonisme économique des intérêts du patron professeur industriel et de son élève.

La création d'un enseignement technique a pour but d'obvier à ce mal; nous trouvons ici en présence deux efforts éminemment respectables, ceux de l'État ou des communes et ceux des particuliers. L'État a ses Écoles de Lille, de Nevers et de Cluses. A Paris on admire les établissements communaux de la Villette et de la rue de Tournefort. Les Écoles municipales du Havre, de Reims, de Douai, sont conçues dans le même esprit: Il ne faut parler qu'avec le plus grand éloge de ces institutions qui, chacune dans sa sphère, rendent d'excellents services. Elles sont les pépinières des cadres en formant des ouvriers d'élite destinés à être d'utiles contremaîtres. Mais tout en leur rendant un hommage mérité, nous ne pensons pas qu'il convienne de leur confier l'universalité des intérêts de l'enseignement professionnel qui, selon nous, seront mieux gérés par les industriels eux-mêmes. Nous estimons que les horlogers, les plumassiers, les serruriers,

auront bien plus de compétence pour réglementer le programme d'enseignement de leur profession que l'État ou les communes. Nous nous appuyons sur l'histoire qui nous affirme que les anciennes maîtrises furent les grands foyers de l'apprentissage, sur cette idée sociale que l'initiative individuelle est toujours préférable à l'intervention d'autrui, enfin sur des faits contemporains. L'École de tissage de Lyon dite La Martinière, celle de Nîmes, les cours de tissage théorique et pratique, teinturerie, coupe de velours et bonneterie, de la Société Industrielle d'Amiens, ceux de Saint-Quentin, ceux de la Société philomatique de Bordeaux, les Écoles de la Ciotat sont nées grâce à l'effort de citoyens ou d'administrations privées, dans des centres qui réclamaient leur fondation. Il en est de même des Écoles d'imprimeurs de MM. Chaix, Quantin et Martinet et des importants Patronages de Grenoble, de Nantes, de Nancy. Que l'État ou les communes subventionnent des fondations d'un mérite justifié, rien de mieux; mais qu'ils laissent faire, sous peine de détruire l'essor industriel et d'étouffer l'originalité du génie national par l'emploi d'une méthode unique d'enseignement conduisant à l'uniformité du produit. Nous comprenons la création par l'État ou les communes des Écoles d'ensemble, comme celle de la Villette, où l'art du constructeur est enseigné dans tous ses détails; mais nous désirons qu'ils restent étrangers à la fondation d'Écoles spécialistes comme celles de l'ébénisterie et du papier peint. Nous avons entendu sur ce point les protestations des hommes de métier les plus compétents. Nous croyons qu'il est donné raison à ces protestations par les tendances fort accusées du grand mouvement européen qui tend à la reconstitution des corporations. Nous ne voulons, bien entendu, en parler ici qu'à l'occasion de l'apprentissage et du rôle légitime qui leur convient en cette matière. Toutes puissantes en Angleterre et à New-York, les corporations viennent d'être rétablies en Allemagne, et sont en voie de réorganisation en Autriche; avec leur disparition a coïncidé l'infériorité de l'apprentissage, son indiscipline, la décadence de l'enseignement professionnel, parce qu'elles seules peuvent embrasser l'éducation *technique collective* de tous les débutants dans un métier, et qu'à leur défaut il est nécessaire de recourir au contrat individuel d'apprentissage. Or les intérêts d'avenir ne sont bien compris que par un syndicat. L'égoïsme des parties ne voit dans un contrat que les bénéfices immédiats.

C'est en vain que les Sociétés de Protection, au moins dans les grands territoires, cherchent à réagir contre un pareil état de choses.

En Danemark, la Société pour l'Instruction des Apprentis naît le 17 novembre 1874, vingt ans après l'abolition des corporations. Elle se propose de relever le niveau industriel par le développement de

l'instruction; d'exciter l'émulation par des récompenses décernées soit aux patrons, soit aux élèves; de reconstituer les secours que la corporation donnait jadis à tous ses adhérents: argent de poche pour voyage d'instruction, développement de richesses intellectuelles par la création de bibliothèques, indemnité en cas de maladie, arbitrages au sujet des contestations.

Des programmes analogues ont été suivis en Bavière par la fondation Wittelesboch autorisée aux termes de la loi du 1^{er} septembre 1880, en France par la Société de Protection des Apprentis. Mais si recommandables que soient de telles institutions, leur action sera toujours inférieure à celle de la corporation. Elles n'ont pas la force de cohésion qui sort de celle-ci, et obligées de répartir leur effort sur l'ensemble des métiers humains, elles n'ont ni l'influence du lien professionnel, ni l'expérience pratique de chaque corps d'état nécessaire pour mener à bien une éducation technique. Elles sont obligées de s'en remettre par voie de délégation à des patrons, et rendent ainsi de plus grands services à la morale qu'à l'industrie.

Ne marchandons pas un hommage mérité aux dévouements qui s'emploient ainsi, mais ne cessons de répéter que c'est aux groupes syndicaux qu'il appartient en première ligne de fonder dans sa généralité l'enseignement professionnel ouvrier.

Les tentatives déjà faites dans cet ordre d'idées et les solutions acquises ou les questions qui s'en dégagent méritent d'être signalées. Nous détacherons donc cette page de l'histoire contemporaine des syndicats.

Cette œuvre, encore nouvelle, a été inaugurée par la création des Patronages d'assistance paternelle dont nous parlerons plus tard; son importance fut accentuée par les constatations de l'Exposition universelle de 1878.

Les nations concurrentes n'avaient épargné ni l'argent ni les veilles. Toutes avaient comme nous proclamé le principe moderne de la liberté de l'industrie; mais toutes avaient sauvé l'enseignement professionnel du naufrage de la féodalité industrielle.

Quelques-unes l'avaient même approprié aux exigences modernes et le mot d'École professionnelle, vanté en Allemagne, en Autriche, en Russie, aux États-Unis, circulait complaisamment dans toutes les bouches.

Les Chambres syndicales voulurent avec raison interroger leurs rivaux étrangers, et l'une des trois sections du Congrès du commerce et de l'industrie, qu'elles organisèrent au palais du Trocadéro, se chargea d'étudier l'enseignement professionnel. Il n'y avait ni parti pris ni idée préconçue, mais désir ardent et unanime de chercher la vérité dans un laborieux effort.

Deux courants très opposés se firent jour; il y eut des partisans

très déclarés de l'École professionnelle, voulant la généraliser dans toutes les industries et la proclamant la solution unique de l'apprentissage. Il y eut non pas des détracteurs de cette école, mais des esprits moins absolus dans leur engouement, désirant assigner un champ limité à une institution dont l'utilité, encore bien que démontrée, ne leur semblait pas universelle.

Si les mécaniciens représentés par leur président, M. Liébault, se montrèrent favorables à l'idée, elle fut accueillie plus froidement par les industries des fleurs et plumes et des ornements d'église. Depuis, la même discussion s'est renouvelée dans le sein des Chambres syndicales, et si l'École professionnelle a conquis les Chambres syndicales des Marchands Tailleurs, des Photographes et de l'Horlogerie, elle a été une fois de plus repoussée par celle des Fleurs, Plumes et Modes à la suite d'un remarquable débat.

Y a-t-il schisme entre les Chambres, ou la souveraine appréciation de chacune d'elles a-t-elle tenu un juste compte de la diversité des industries, en refusant de leur appliquer tel ou tel système d'éducation incompatible avec leur cadre particulier? Avant d'examiner ce côté de la question, il convient de noter la différence entre les deux modes d'instruction.

Dans l'économie des patronages industriels des fleurs et plumes, de l'ébénisterie, du papier peint, des tapissiers, du papier et des industries qui le transforment, l'instruction est donnée directement à l'atelier par le patron. Une association corporative s'établit entre industriels. Tous s'engagent à choisir soigneusement l'élève, à le surveiller dans son travail, à lui donner l'instruction complète. L'atelier devient ainsi une école professionnelle. Il n'y a de cours ou de conférences d'ensemble que pour l'enseignement primaire ou technique. Un délégué, remplissant le rôle tenu par le protecteur des orphelinats, suit l'enfant à l'atelier et constate sa conduite et son travail. On a critiqué l'intervention de ce délégué comme pouvant porter ombrage à ses concurrents industriels. N'en est-il pas ainsi dans toute inspection, notamment celle de la Commission locale qui peut compter dans ses rangs des confrères du patron visité?

Cette considération a-t-elle arrêté les manufacturiers de Rouen et de Mulhouse, quand ils se sont soumis, eux aussi volontairement à des visites dans le but de prévenir les accidents de fabrique? Des concours mettent en lumière le mérite des concurrents qui sont récompensés d'après le classement des jurys.

Ces divers patronages ont prospéré avec une égale fortune; un seul, celui des Enfants de l'Emballage semble avoir échoué. Le système est donc loin d'être en défaveur, et récemment la Chambre de la Passementerie, mercerie, boutons et rubans en retenait l'étude.

A côté de ces institutions qui représentent le type complet du pa-

tronage, dont quelques-unes, comme celle des Fleurs et Plumes, sont éducatrices et justifient le beau nom d'Assistance paternelle en encourageant chez l'élève les vertus domestiques et privées comme la piété filiale; il est une série de Chambres syndicales qui s'occupent exclusivement de développer la partie de l'enseignement professionnel la plus utile au métier exercé, tout en retenant l'instruction manuelle à l'atelier. Je citerai les Écoles de dessin de la Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie de Paris, celle de la Bijouterie-Imitation, celle des Doreurs ornementalistes, des fabricants de corsets, les cours et expositions organisés par les Chambres des Mécaniciens et du Bronze.

C'est à ce programme que paraît se rallier la Maroquinerie-gainerie. Qu'on ne s'étonne pas de la nécessité de ces cours à côté des cours publics. Comme tous les arts, le dessin a ses applications et ses spécialités dérivées.

Au maniement du crayon, un bijoutier distingué doit joindre le dessin d'après la bosse, le modelage, la copie du bijou.

Lors donc que les sculpteurs ornementalistes, les pâtisseries, le bronze, installent des concours et des récompenses en faveur des apprentis qu'ils envoient aux cours municipaux du soir, ils font bien, mais pas assez. Le principe d'une école de dessin industriel, spécial à l'Union des Chambres syndicales, est aujourd'hui préconisé par les Chambres de la Passementerie, de la Dentelle et du Papier.

Au regard des Chambres qui transforment l'atelier en école professionnelle, il en est un certain nombre qui pensent au contraire que l'enseignement technique doit être donné dans des écoles installées spécialement à cet effet. C'est ainsi que Chaptal, l'inspirateur de la loi du 22 germinal an XI et le père de l'enseignement professionnel, entend faire des *chefs d'atelier* dans des écoles de teinturerie, de forge, fonte, coulage, laminage des métaux, de construction de machines. Rapprochons ces exemples de ceux qui nous sont fournis par les industries auxquelles ressortissent les chambres favorables aux écoles professionnelles : mécanique, horlogerie, photographie, vêtement pour hommes et nous pourrions peut-être déterminer le domaine de l'École professionnelle par la synthèse suivante :

Cette école régira : 1^o les fabrications qui, reposant exclusivement sur l'application d'un principe chimique, physique, géométrique, mécanique, demandent au travailleur plus de méthode et de précision que de goût; 2^o les arts industriels dans lesquels les progrès de l'outillage permettent de faire exécuter par des manœuvres les simples opérations d'ajustage, après que la fabrication des moules et matrices, œuvres de véritables artisans, a ramené à la reproduction

plastique les divers organes de l'ensemble créé par le dessin d'invention.

D'après cette classification, nous n'osons dire cette définition, nous pourrions plus facilement comprendre que les diverses industries énumérées ci-dessus désirent la création d'écoles; à une exception près, elles rentrent dans l'ordre d'idées que nous avons énoncé. Elles ont moins besoin d'une universalité d'ouvriers hors ligne que de sujets d'élite, pouvant devenir dans les ateliers « des chefs de file », suivant le mot de M. René Dubail, en quelque sorte des caporaux et sergents de l'industrie, capables de diriger et d'inspirer de leur bon esprit, en les éclairant de leurs lumières, la masse moins instruite de leurs camarades. Elles peuvent s'adresser à l'École professionnelle qui ne donnera jamais que des cadres et non pas une armée.

Cela est si vrai que nous avons vu la Chambre de l'Horlogerie, désireuse d'avoir en même temps des sous-officiers et des soldats, mener de front les deux œuvres, l'école professionnelle pour les premiers, les cours pour les seconds.

Nous ne saurions donc trop louer la décision prise par la Chambre des Fleurs, Plumes et Modes, le 10 décembre 1880, quand elle a maintenu l'apprentissage à l'atelier et rejeté l'École professionnelle en ce qui concerne son industrie. A coup-sûr, cet enseignement ne serait pas impossible, mais ici, l'ajustage est chose principale; le mérite consiste dans le fini du détail et de l'harmonie d'ensemble; nous nous approchons de l'art proprement dit, qui veut la comparaison des idées et des procédés, l'originalité et surtout le talent d'exécution, non pas chez quelques-uns mais chez tous ceux qui le pratiquent. C'est par des considérations semblables que le patronage de l'Ébénisterie résistait dès 1878, et se montre aujourd'hui encore peu favorable à la création d'une école professionnelle. Notre conclusion est donc qu'il convient, non de discuter en théorie la prédominance de l'école professionnelle sur l'enseignement dans l'atelier, mais les nécessités et les convenances de l'enseignement technique dans chaque industrie. Prétendre ici faire cette recherche serait une témérité et notre tâche se borne à indiquer quelques jalons.

Ce point fondamental réglé, il reste à examiner sur des questions secondaires, mais encore fort importantes, la pratique et la pensée des Chambres syndicales. La forme de l'internat ou de l'externat se plie-t-elle mieux aux exigences de l'enseignement professionnel? A raison des difficultés de trouver une sanction disciplinaire et de l'influence souvent déplorable de quelques familles qui tendent malheureusement à exciter l'enfant à la désertion du contrat aussitôt qu'elles le jugent apte à gagner, quelques Chambres ne dissimulent pas leur prédilection pour l'internat. C'est dès 1873

l'aspiration des Chambres de la Tabletterie et des Mécaniciens, celle des Instruments d'optique et de précision reprend ce vœu en 1877 et provoque auprès de la Société de Protection une enquête sur les pensionnats d'apprentis.

A côté des externes, le projet d'École de Marchands Tailleurs admet des internes et l'École d'Horlogerie s'est installée à cet effet. Il n'est pas jusqu'aux simples patronages qui ne songent à l'internat. Récemment l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes a mis à l'étude un projet de création de groupes de famille entre lesquelles les apprenties seraient réparties moyennant le paiement par le patron d'une somme mensuelle de 50 francs par tête d'enfant. Le Conseil municipal de la ville de Paris aurait même étudié un projet de création de dortoirs où les élèves viendraient coucher chaque soir. L'internat prévient le vagabondage, c'est-à-dire le garni et le cabaret pour les garçons, la prostitution pour les filles.

Néanmoins la cherté de l'internat qui demande, outre les frais de première installation de 5 à 600 francs par élève à Paris, de 3 à 400 francs en province, les inconvénients de la vie en commun, la préférence à donner à l'éducation par la famille, toutes les fois qu'elle a la possibilité matérielle et morale de remplir ce devoir, ne permettent d'envisager cette institution que comme secondaire et accessoire.

Mais qu'on opte pour l'externat ou l'internat, où trouvera-t-on les fonds indispensables pour établir l'enseignement professionnel, en dehors des subventions de l'État ou des communes, facilitées par la loi du 29 novembre 1880 ?

Les souscriptions, les subventions publiques ou privées, les quêtes, concerts bals de bienfaisance, les frais d'écologie ont jusqu'à ce jour alimenté les budgets des patronages et des cours spéciaux. Ajoutons la générosité des professeurs qui rendent des services gratuits ou se contentent d'une rémunération modeste, enfin la facilité donnée par certaines administrations publiques ou par l'Union nationale qui prêtent des locaux et délivrent ainsi de la grosse charge du loyer. La dépense est sensiblement plus lourde pour l'organisation de véritables écoles professionnelles. C'est à cet obstacle que se sont heurtés les efforts des Marchands Tailleurs, avant d'aboutir à la fondation de leur école, 86, rue Montorgueil ; et, si récemment M. Rodanet a réussi à fonder l'École d'Horlogerie c'est grâce à une loterie que ses relations personnelles et ses démarches actives ont menée au succès. Loin de nous la pensée de réprouver un semblable moyen. Il est bon que les séductions du sort réchauffent le zèle des tièdes ; mais nous doutons que cet expédient puisse se généraliser et il y a là une exception heureuse qui ne saurait faire règle.

A la vérité l'École professionnelle a le produit du travail des enfants qui est justement proclamé sa propriété; mais outre que cette recette est lente dans le principe, il y a dans l'avenir des ménagements à garder vis-à-vis de l'industrie.

Il convient que le travail des élèves ne lui fasse pas la concurrence. Aussi le projet des statuts des Mécaniciens portait-il que l'école ne travaillerait que sur commandes. De même, les Marchands Tailleurs stipulent qu'on n'exécutera que des travaux à façon fournis par les actionnaires. Si ce danger est chimérique, la valeur du produit l'est malheureusement plus encore, et bien que la Chambre des Tailleurs ait espéré longtemps fonder son école par la constitution d'une Société anonyme au capital de 250,000 francs, divisée en parts d'intérêts de 1,000 francs, elle n'a pu aboutir que dans des proportions plus modestes.

Rappelons ici que les ordres d'avocats, les chambres d'officiers ministériels, c'est-à-dire les seuls syndicats qui aient eu longtemps l'existence légale, ne sont parvenus à des institutions durables, notamment en matière de bienfaisance, qu'au moyen de cotisations forcées qui sont de véritables impôts professionnels.

On a objecté la difficulté pour bien des bourses de se grever d'une cotisation de 12 à 15 francs par an; la seule juste part à faire à cette objection est de créer à côté des sociétaires à prime fixe, des coopérateurs à souscription indéterminée. Ainsi, on asseoit un budget sur des données certaines sans se priver ni de bonnes volontés subissant une économie forcée, ni des ressources précieuses qu'amoindrirait l'abaissement de la cotisation.

Il nous reste à étudier les conditions d'admission à l'enseignement, les matières des programmes et les modes d'émulation employés. Si la loi du 19 mai 1874, fixe l'âge d'entrée aussi bien à l'école professionnelle qu'à l'atelier ordinaire, il est d'autres règles d'admission plus délicates à tracer. Les étrangers seront-ils accueillis dans l'enseignement professionnel? Le règlement de l'École d'Horlogerie et de celle des Marchands-Tailleurs les accepte. Ils sont au contraire exclus du concours par les statuts de la Chambre du Papier. Ce dernier parti est-il plus sage?

Si on relève l'enseignement professionnel pour lutter contre la concurrence étrangère, ne serait-ce pas aller contre le but que de l'initier à ses propres procédés. C'est une question délicate qui mérite d'être mûrie.

Il va sans dire que l'enseignement professionnel est non seulement technique, mais primaire; nous avons critiqué l'étroitesse du programme des Chambres qui se contentent d'installer quelques cours spéciaux. Il faut même avouer, hélas que l'état de l'instruction primaire oblige les Chambres plutôt à la renforcer qu'à la parfaire.

Une des parties les plus nécessaires et les plus originales de l'enseignement professionnel est la technologie, qui donne les notions sur les matériaux, leur provenance, leur usage et leur degré de résistance. Dans l'école fondée par M. Rodanet, on apprend les éléments de la mécanique appliquée à l'horlogerie, la théorie et la construction de l'horlogerie.

À la Chambre du Papier, récemment M. Ramé a eu l'initiative d'un projet de cours théoriques embrassant l'étude spéciale des formats de papier et de leur usage, de l'histoire professionnelle, de l'étymologie des mots, de l'origine des dimensions, des problèmes sur l'emploi des papiers, relativement aux poids et formats, des notions de dessin concernant la papeterie, le cartonnage. La généralisation de pareils cours appropriés à chaque genre d'industrie entraînerait de rapides progrès en transformant le routinier en penseur.

Tout enseignement suppose une constatation de mérite. Il y a d'abord pendant sa durée des encouragements, expositions de travaux, concours, prix et livrets. L'Union nationale n'a pas failli à ce devoir : ses salons groupent les travaux des élèves appartenant à un grand nombre des industries qui ont organisé l'enseignement professionnel. Des concours scrupuleusement installés et loyalement exécutés permettent l'appréciation impartiale des œuvres produites. Ce n'est plus le jury des anciennes maîtrises, resserrant la porte à l'entrée d'une profession : c'est le libéralisme éclairé des juges élus élevant le niveau de l'art industriel pour vulgariser le mérite, non pour monopoliser le travail. Ici se révèle une supériorité évidente des Patronages sur l'École professionnelle ; une utile émulation croît entre les apprentis des divers ateliers du Syndicat, comme celle des lycées se rencontrant à la Sorbonne. Les contremaîtres sont jaloux de faire valoir en la personne de leurs élèves leur habileté pédagogique.

La variété des procédés d'enseignement permet des comparaisons ; le nom des patrons est le drapeau sous lequel combattent élèves et maîtres. Généreuse ardeur qui ne peut dégénérer en concurrence mercantile, quand, à l'exemple des Fleurs et Plumes, on a pris soin de ne pas publier le nom du patron en regard de celui de l'apprenti. Au contraire, dans l'école professionnelle le terrain de la lutte est plus rétréci : il y a rivalité entre les élèves d'un même maître. Leur nombre limité, leurs aptitudes définies et classées ne laissent qu'une part restreinte à l'imprévu. Il y a composition plutôt que concours.

La plus grande et en même temps la plus utile distinction scolaire est le diplôme qui est, sinon la preuve, tout au moins la présomption de la capacité. Le brevet d'apprentissage encore dénommé dans nos lois, n'existe plus dans la pratique.

C'est la conséquence de l'individualisme dans lequel a si longtemps dé péri l'apprentissage. Le brevet dégénérerait forcément, en l'absence du syndicat, en un certificat personnel et l'on sait le discrédit que l'abus et la complaisance ont jeté sur de pareils documents. Le brevet ne reprendra sa valeur que s'il émane des Chambres ou tout au moins s'il est contrôlé par elles. A en juger par le peu de faveur qu'a trouvée cette idée en 1878 auprès de nos amis des Chambres syndicales, je crains qu'elle ne heurte encore les convictions de quelques-uns d'eux. Aujourd'hui, cependant, plusieurs Chambres ont cessé d'être hostiles à la délivrance du diplôme. Les Chambres des Tapissiers des Photographes et celles des Mécaniciens s'y rallient. L'article 53 du règlement de l'École d'Horlogerie traite de la collation des diplômes et, si la Chambre de la Passementerie a repoussé longtemps ce système en y voyant un excès de pouvoir, c'est qu'effectivement l'intervention des syndicats en cette matière aurait été incorrecte avant le jour où ils ont eu l'existence légale. En faisant un retour au passé, nous lui empruntons cette institution sans l'esprit qui l'avait inspirée. Le diplôme sera, non une condition impérative réprouvée par le principe de la liberté du travail, mais une facilité licite et une recommandation facultative pour l'apprenti méritant.

Nous avons négligé un point fort important : la combinaison des efforts des Chambres syndicales patronales et ouvrières au point de vue de l'enseignement professionnel. La participation de l'ouvrier se trouve dans le professorat technique et c'est une part essentiellement large, puisque là est la base de l'enseignement professionnel.

Quelques-unes des Chambres ouvrières ont été plus loin : elles ont créé elles-mêmes des écoles ; ainsi en est-il des Menuisiers, des Ebénistes de la rue de la Roquette, des Carrossiers qui à l'instar des patrons ont établi une école dans l'avenue de Wagram. Rivalité de bon aloi dont les effets sont glorieux et profitables pour tous. Et cependant ce n'est pas dans la dissémination des forces vives, mais dans leur concentration, que repose suivant nous l'avenir de l'apprentissage. Nos sympathies sont plutôt acquises aux alliances fédératives, à ce sou de l'atelier révélé par M. Turney à l'une des distributions de prix des Fleurs et Plumes, que des ouvrières prélèvent sur leur salaire pour s'associer à l'œuvre de l'assistance en récompensant leurs compagnes débutantes. Notre idéal est réalisé par le programme de la Chambre mixte du Papier et des industries qui le transforment, adopté récemment par la Chambre des Pâtisseries.

C'est avec bonheur que nous rappelons les paroles de M. Havard en 1878 : » La Chambre syndicale ouvrière est si bien entrée dans nos idées qu'elle a demandé d'apporter son tribut aux récompenses

décernées aux enfants. C'était une trop belle occasion de cimenter l'entente cordiale qui existe entre la Chambre syndicale des patrons et la Chambre syndicale des ouvriers pour que nous ne nous soyons pas empressés d'accueillir avec gratitude cette offre généreuse et intelligente. Et le concours des apprentis est jugé par un jury mixte de patrons et d'ouvriers. Exemple fécond suivi par l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes et la Société de protection du Papier peint.

Nous ne terminerons pas ces observations sans émettre le souhait que l'enseignement professionnel, réalisant pour l'apprenti le bienfait que l'enseignement primaire confère à l'écolier, installe des caisses d'épargne qui excitent et développent les qualités d'ordre et d'économie. Nous préférons en général le livret de caisse d'épargne à celui de caisse des retraites. Si ce dernier livret est excellent dans certaines manufactures où l'enfant trouve un avancement hiérarchique qui l'affranchit du lourd fardeau d'un premier établissement, il est dans la vie, pour le plus grand nombre, une heure décisive où l'accumulation d'un pécule formé facilite le début d'une carrière fructueuse.

Au moyen de ces efforts combinés nous tirerons l'apprentissage de l'anarchie dans laquelle il est actuellement plongé. Avec la science, nous lui rendrons la discipline sans laquelle il ne peut y avoir d'enseignement florissant. Nous ferons prédominer de plus en plus le principe de l'éducation professionnelle sur la notion du contrat. Dans le rapprochement qu'une participation aux mêmes efforts amènera entre les patrons, les ouvriers et leurs chambres syndicales respectives, nous aurons par surcroît facilité l'apaisement social. Car lorsque les hommes également respectables échangent en vue d'un but commun des appréciations réciproques, il est impossible *qu'ils ne s'accordent pas* les uns aux autres une estime toute prête à devenir de la sympathie.

Ernest NUSSE,

*Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel,
Secrétaire de la Société.*

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

RAPPORT

SUR L'EXERCICE 1884

Présenté par M. ROCHE, *Vice-Président* du Comité.

MESSIEURS,

Votre Comité de placement des apprentis a tenu ses séances en 1884 comme dans les sept années précédentes.

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous les résultats comparés obtenus dans le cours de ces huit exercices.

Le Comité a reçu :	en 1877	en 1878	en 1879	en 1880	en 1881	en 1882	en 1883	en 1884
Demandes d'apprentis par les patrons	249	353	287	422	401	401	218	179
Demandes de places par les familles	336	224	169	136	96	112	209	164
Nombre d'enfants placés avec ou sans contrat.	60	104	88	98	62	64	71	52
Nombre d'enfants dont le contrat a dû être résilié.	14	19	37	42	39	22	31	41
Nombre d'enfants dont le contrat a été exécuté.			3	22	20	35	27	25
Enfants restés sous la surveillance de la Société au 31 décembre	32	89	127	142	130	126	134	118

Nous donnons ci-dessous, dans la forme ordinaire, trois tableaux présentant :

Le premier, 1^o les états offerts par les patrons;

2^o Le nombre d'enfants, filles ou garçons demandés;

3^o Les conditions offertes par les patrons.

Le deuxième, 1^o le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons;

2^o Les conditions demandées par les familles.

Le troisième, les conditions acceptées par les familles pour garçons et filles placés avec contrat.

TABLEAU N° 1.

Demandes d'enfants faites par les patrons avec les conditions offertes par eux.

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
Ciseleur sur métaux. . .	1		2		3						3
Modes								1		1	1
Bijoux or, chaînes, etc.	2		7		9						9
Ebéniste meubles. . .	3		2		5						5
Passementerie meubles							1			1	1
Graveur héraldique . .			1		1						1
Bijouterie en nickel . .	2				2						2
Orfèvre.	2		4		6						6
Instruments de chirurgie.			2		2						2
Couturière robes, manteaux.						1		7		8	8
Polisseuse en or. . . .						2		3		5	5
Repasseuse.						1				1	1
Brodeuse fantaisie. . .								2		2	2
Compositeur typographe.			4		4			1		1	5
Gainier.	2				2						2
Bijoutier joaillier. . .		1	1		2						2
Dessinateur tentures. .			2		2						2
Charcutier.	3				3						3
Horloger en pendules .	1		2		3						3
Commerce	2		7		9						9
Tapissier.			5		5						5
Lingerie, commerce. .			1		1			1		1	2
Ciseleur bronze. . . .	1		3		4						4
<i>A reporter. . .</i>	19	1	43		63	4	1	15		20	83

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	19	1	43		63	4	1	15		20	83
Cartonnage			3		3			1		1	4
Encadrement			1		1						1
Mercerie commerce . .						2				2	2
Relieur liturgique. . .			1		1						1
Mécanicien outilleur. .			1		1						1
Teinturier dégraisseur.						1		1		2	2
Cordonnier			2		2						2
Relieur doreur		1	1		2						2
Tablettier écaille . . .	1		1		2						2
Dessinateur en bro- derie.			1		1			1		1	2
Plumes fantaisie cou- leurs.			10		10	10				10	20
Chaudronnier en cuivre	1				1						1
Horloger balancier. . .	1				1						1
Polisseuse en bijoux. .								1		1	1
Brocheur			2		2			3		3	5
Plombier gazier. . . .			1		1						1
Modes deuil.						1				1	1
Sertisseur or			2		2						2
Pâtissier	7				7						7
Epicier.	2				2	1				1	3
Serrurier mécanicien .			1		1						1
Vitraux artistiques . .			1		1						1
Monture fleurs plumes.						1		3		4	4
Tourneur sculpteur sur albâtre.			1		1						1
Quincaillier.	2				2						2
Armes blanches. . . .	1				1						1
Batteur d'or.			3		3			3		3	6
Doreur par la pile. . .			2		2						2
Ciseleur sur zinc . . .	1				1						1
<i>A reporter.</i>	35	2	77		114	20	1	28		49	163

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	35	2	77		114	20	1	28		49	163
Bijouterie livres de messe			1		1						1
Architecte			2		2						2
Instruments de préci- sion			2		2						2
Graveur sur métaux. . .			1		1						1
Cannes cravaches . . .			1		1						1
Emailleur	1		1		2						2
Teinture de gants. . . .								1		1	1
Coloriste						2				2	2
Blanchisseuse						1	1			2	2
Tapisserie sur canevas.											
Tourneur en cuivre . . .	1				1						1
Giletière								1		1	1
TOTAL.	37	2	85		124	23	2	30		55	179

TABLEAU N° 2

Demandes faites par les familles avec conditions réclamées.

CONDITIONS DEMANDÉES PAR LES FAMILLES	GARÇONS	POUR CENT DES DEMANDES DE GARÇONS	FILLES	POUR CENT DES DEMANDES DE FILLES
Couchés nourris	69	56.10	36	87.80
Nourris seulement	3	2.44		
Rétribués	51	41.46	4	9.75
Gratifications progressives.			1	2.45
	123	100.00	41	100.00
Garçons			123	
Nombre des enfants présentés et inscrits . .			164	

TABLEAU N° 3

Enfants placés avec contrats et conditions adoptées.

CONDITIONS ADOPTÉES	GARÇONS	FILLES	TOTAL
Couchés nourris.	22	14	36
Nourris seulement.			
Rétribués.	11		11
Avec gratifications.	1	2	3
	34	16	50
Enfants placés sans contrat mais sous la surveillance de la Société.			2
Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat			10
Enfants dont le contrat a dû être résilié			40
Enfants dont le contrat a été terminé.			
Enfants restant en apprentissage au 31 décembre. . .			118

L'examen de ces tableaux donne les résultats suivants :

En 1884, 163 patrons représentant 64 états, ont demandé à la Société 179 enfants : 124 garçons et 55 filles.

En 1883, 218 patrons avaient demandé 236 enfants.

Déjà les demandes de 1883 étaient bien inférieures à celles de 1882.

En 1884, nous avons à signaler une nouvelle diminution très importante : 179 au lieu de 236.

Quant aux causes qui ont amené cette diminution elles sont de plusieurs natures :

La première est évidemment due au ralentissement général des affaires; beaucoup de patrons qui nous avaient manifesté le désir de remplacer un ou plusieurs de leurs apprentis sortants nous ont écrit pour nous demander de surseoir à leur demande.

La seconde est due à l'absence de l'un des membres les plus actifs du Comité, M. Marochetti, notre collègue, ayant accepté les fonctions d'Inspecteur départemental de la Seine.

La troisième enfin est due à l'absence de toute publicité pour faire appel aux industriels et aux familles.

Les demandes de places par les familles ont également beaucoup diminué : en 1883, 209 ; en 1884, 164, dont 124 garçons et 55 filles ; plus 10 places dont les enfants sont en ce moment à l'essai, mais qui ne sont comptés que pour mémoire.

Mais ici cette diminution ne peut être attribuée tout entière à l'absence de publicité et ne peut en rien faire préjuger du besoin des familles ni de l'état des affaires, car, bien au contraire, les demandes de places augmentent toujours à la Société quand les parents ont de la peine à placer eux-mêmes leurs enfants ; le phénomène s'est produit pendant l'année 1883, alors que le travail était déjà réduit dans beaucoup d'ateliers, année pendant laquelle nous avons eu recours à la publicité toujours si gracieusement accordée par le *Petit Journal*.

Une chose très précieuse à retenir de ces deux chiffres des demandes d'apprentis par les patrons et des demandes de places par les familles, c'est que toutes ces demandes ont été faites sans aucune publicité, mais bien par relations, de patron à patron, de famille à famille, quelquefois par des apprentis indiquant à leurs patrons la Société qui les avait autrefois placés eux-mêmes ou renseignant les familles qu'ils connaissaient.

Quelquefois aussi, nous sommes heureux de le dire, par le concours gracieux de MM. les Inspecteurs et de MM^{mes} les Inspectrices du travail des enfants qui nous ont envoyé des patrons et des familles.

Nous les prions tous et toutes de vouloir bien agréer l'expression de notre reconnaissance pour cette preuve de sympathie accordée à l'œuvre de la Société.

Sur ce nombre de 164 enfants présentés à la Société, votre Comité a pu réussir à placer 52 enfants dont deux sans contrat.

36 garçons	sur 125	soit 28 0/0
16 filles	sur 41	soit 40 0/0
52		

C'est à peu près la même proportion qu'en 1883.

Les conditions demandées par les familles sont toujours les mêmes :

Pour les garçons, le coucher et la nourriture ou une forte rétribution ;

Pour les filles, le coucher et la nourriture d'une façon presque absolue.

Pour la plupart, une disposition générale à diminuer le temps accordé pour l'apprentissage.

Quant à celles des patrons, elles ont un peu varié, mais en sens inverse de celles des familles.

Pour les garçons comme pour les filles, les patrons diminuent de plus en plus les demandes d'enfants couchés et nourris.

Beaucoup d'entre eux qui couchaient autrefois n'offrent plus que la rétribution.

Quelques-uns sont entraînés par l'exiguïté de leur logement, mais d'autres répugnent à introduire dans leur famille des enfants trop souvent insubordonnés.

Ils ne cachent pas qu'ils reculent également devant la crainte de nourrir pendant plusieurs années des enfants qui ne sont pas assez souvent disposés à finir leur apprentissage.

Les patrons ont offert :

Pour les garçons, sur 124 demandes :

Couchés et nourris.	37	soit	30 0/0	en 1883	34
Rétribués.	85	—	69 0/0	—	58
Avec gratification ou nourris .	2	—	1 0/0	—	8
	<u>124</u>		<u>100</u>		<u>100</u>

Pour les filles, sur 55 demandes :

Couchées et nourries.	23	soit	42 0/0	en 1883	54
Rétribuées	30	—	55 0/0	—	40
Avec gratification ou nourries.	2	—	3 0/0	—	6
	<u>55</u>		<u>100</u>		<u>100</u>

Dans ces conditions et sur 52 enfants placés en apprentissage, votre Comité a placé sur 34 garçons avec contrat :

Couchés et nourris.	22	soit	65 0/0
Rétribués.	11	—	32 0/0
Avec gratifications.	1	—	3 0/0
	<u>34</u>		<u>100</u>

Sur 16 filles :

Couchées et nourries	14	soit	87 0/0
Avec gratifications.	2	—	13 0/0
	<u>16</u>		<u>100</u>

Au premier janvier 1884, le nombre des enfants soumis à la surveillance de la Société s'élevait à	134	
Enfants placés pendant l'exercice.	50	184
Desquels il faut déduire :		
Enfants dont le contrat a été terminé	25	
— — — résilié	40	
— résilié par les prud'hommes.	1	66
Enfants soumis à la surveillance au 1 ^{er} janvier 1885.		<u>118</u>

Comme les années précédentes, nous avons voulu vous rendre compte des causes générales qui réduisent dans une si forte proportion le nombre des contrats signés, comparé au nombre des enfants qui sont amenés à la Société.

Nous avons dressé le tableau rendant compte des opérations du Comité et des résultats obtenus.

Enfants présentés au Comité ayant accepté une lettre pour un patron, dont les parents avaient accepté eux-mêmes l'état et les conditions.	164
Enfants qui ne se sont même pas présentés.	13
Enfants ayant trouvé la place occupée.	25
Enfants ayant quitté l'atelier après quelques jours d'essai.	53
Enfants renvoyés pendant l'essai.	11
Enfants placés sans contrat.	2
Enfants placés avec contrat.	50
Enfants à l'essai au 31 décembre 1884.	10
	<u>164</u>

Quant à ce double résultat de l'exigence toujours croissante des familles qui demandent pour les enfants le coucher et la nourriture ou une forte rétribution et à cette tendance des Patrons qui s'accroît tous les jours davantage, de diminuer les demandes d'enfants couchés et nourris, nous en avons déjà signalé les causes dans nos précédents rapports :

Pour les parents, c'est le désir de se débarrasser complètement des enfants ou de tirer de leur travail un gain dont ils comptent faire profiter toute la famille.

Pour les patrons, c'est le résultat de l'expérience: nous avons déjà signalé dans les rapports des années précédentes, que, même pour nos enfants liés par un contrat, près de 50 0/0 ne

terminaient pas complètement leur apprentissage, et quittaient violemment l'atelier à l'instant où ils allaient rapporter au patron une partie des dépenses faites pour leur éducation ou leur entretien pendant les premières années.

Eh bien ! la loi scolaire du 28 mars 1882 est encore venue aggraver cette situation.

La loi du 19 mai 1874 admettait le travail à l'atelier dès l'âge de 12 ans accomplis.

La loi du 28 mars 1882 reporte cette admission au delà de 13 ans.

Tous les parents considèrent ce retard d'une année comme une lourde charge, dont ils veulent trouver la compensation dans des conditions plus avantageuses pour l'enfant.

Quant aux patrons, ils pensent que si l'enfant arrive à l'atelier un peu plus âgé, un peu plus fort, et capable d'un peu plus d'attention au travail, il lui arrive aussi d'avoir pris les mauvaises habitudes de la rue d'une façon plus complète, surtout pour les garçons, ce qui rend plus dangereuse leur introduction dans les familles.

Puis, demandant quatre ans d'apprentissage pour les enfants couchés et nourris, ils pensent que, ayant déjà bien de la peine à garder 4 ans des enfants ayant commencé leur apprentissage à 12 ans, et, par conséquent devenant libres vers l'âge de 16 ans, ils obtiendront plus difficilement l'exécution d'un apprentissage commencé à plus de 13 ans devant se terminer alors que l'apprenti âgé de 17 à 18 ans n'est plus un enfant, mais un jeune homme dont la présence peut être une gêne dans beaucoup de familles.

Toutes ces considérations font diminuer le nombre des places dans lesquelles les garçons sont couchés et nourris.

Pour les filles, il y a lieu également de tenir compte des effets de la loi du 28 mars sur les modifications apportées par les patrons dans les conditions de l'apprentissage.

En laissant de côté les considérations générales que nous venons de développer à propos des garçons, il en est une autre sur laquelle nous ne voulons pas insister beaucoup qui nous paraît également déterminante, c'est la responsabilité qui peut être faible quand elle se termine aux environs de 16 ans, mais qui peut augmenter beaucoup entre 17 et 18.

Nous voyons là un double danger. Pour les enfants, l'exi-

gence des parents rend tout apprentissage sérieux difficile, et trop souvent les parents acceptent des états sans avenir mais qui rétribuent de suite d'une façon notable et, surtout, sans contrat, comme le Télégraphe, le petit service des Imprimeries, etc.

Pour les patrons, l'apprenti rétribué suivant ses progrès est plutôt un petit ouvrier qu'un apprenti. Dans tous les cas, c'est un enfant qu'il perd de vue après la journée faite, qui rentre chaque soir dans la vie ancienne qu'il a menée sans surveillance, sans discipline, la plupart du temps se nourrissant mal et qui, fatalement, deviendra un ouvrier médiocre.

Ce serait un résultat désastreux s'il devait continuer à se généraliser.

Nous ne saurions trop engager les patrons à réagir contre cette tendance.

Mais nous reconnaissons avec eux que pour compenser ces efforts toujours onéreux, ils ont besoin d'être certains que le contrat sera exécuté intégralement par l'apprenti.

Or, nous pensons que, pour obtenir ce résultat, il est indispensable que les enfants et les parents se sentent liés d'une façon très sérieuse qui ne pourrait être rompue que pour des motifs graves, avec une sanction à laquelle ils ne pourraient échapper.

A notre avis, ce lien sérieux ne peut être que le contrat écrit obligatoire pour tout apprentissage consenti.

C'est ensuite l'interdiction pour l'enfant de travailler dans un atelier, sans distinction d'état, s'il n'a pas obtenu un certificat constatant qu'il a entièrement fini son apprentissage.

C'est, pour le nouveau patron, la responsabilité des dommages et intérêts accordés par le tribunal au patron abandonné.

C'est la solution demandée depuis longtemps déjà par notre collègue M. Turney.

C'est la solution adoptée au Congrès international réuni par M. Bonjean le 15 juin 1882 dans lequel quatre membres de notre Société ont eu l'honneur de faire partie de la Commission chargée d'étudier la question d'apprentissage.

La loi du 28 mars 1882 en reculant d'un an le commencement de l'apprentissage en a plus vivement encore fait sentir le besoin.

Nous nous y rallions entièrement.

Déjà, dans la pratique, le tribunal des Prud'hommes, quoique très bienveillant pour les enfants, applique en partie ce principe :

Dans certains cas, il défend à l'enfant d'exercer l'état du maître abandonné, mais cette défense est trop facilement éludée.

L'enfant s'empresse de changer de métier pendant tout le temps qu'il craint les poursuites; puis il compte rapidement sur la lassitude de son ancien maître et reprend son état à la première occasion.

Quant à la responsabilité civile des parents, elle est illusoire avec des gens qui, la plupart du temps, ne possèdent rien.

Nous vous demanderons ici la permission de vous communiquer un des petits embarras que rencontre votre Comité dans la pratique de ses travaux.

Lors de l'application de la loi du 28 mars 1882 qui imposait à l'enfant de se faire inscrire à une école, ou de justifier d'une instruction particulière jusqu'à l'âge de 13 ans, nous avons été frappés de la contradiction apparente de cette prescription avec l'article de la loi du 19 mai 1874 permettant à l'enfant de travailler à l'âge de 12 ans.

Notre Secrétaire, M. Nusse, a transmis nos observations à M. l'Inspecteur divisionnaire et celui-ci a bien voulu répondre à ce sujet une lettre en date du 23 décembre 1882 insérée au *Bulletin* de janvier 1883 (p. 8), dans laquelle il nous informait que, provisoirement, il donnait comme instruction à ses inspecteurs d'avoir à appliquer la loi de 1874, la seule dont ils eussent à s'occuper. Grâce à cette communication gracieuse, nous avons pu continuer de placer avant 13 ans les enfants répondant aux prescriptions de cette loi, c'est-à-dire ayant 12 ans accomplis et possédant le certificat d'école restreint prescrit par M. le Ministre de l'Intérieur.

Mais l'application de cette mesure bienveillante nous devient de plus en plus difficile.

Beaucoup d'instituteurs se rapportant aux prescriptions de la loi sur l'instruction refusent le certificat, même aux enfants qui ont l'instruction nécessaire, lorsqu'ils n'ont pas 13 ans accomplis.

Nous croyons savoir que MM. les Inspecteurs et Mesdames les Inspectrices ont émis le vœu que l'âge de 13 ans soit définitivement adopté !

Tout en regrettant ce retard d'un an que nous croyons sans nécessité, au moins pour les filles dont les métiers sont moins pénibles que ceux des garçons, nous émettrons à notre tour le vœu que cette question soit résolue le plus promptement possible.

Après vous avoir entretenus un peu longuement, peut-être, des difficultés rencontrées dans son œuvre par le Comité de placement, permettez-nous par contre de vous communiquer quelques-uns des faits qui viennent de temps à autre encourager ses efforts.

L'un relatif au bon esprit de certains parents ; l'autre relatif à l'action réunie des parents, du patron et de l'apprenti.

Le premier cas se rapporte à un enfant placé depuis douze mois comme apprenti chez un orfèvre où il est pour quatre ans couché et nourri.

Le père et la mère sont de simples journaliers. Mais l'enfant a un oncle capitaine, décoré à 35 ans dans un régiment qui a résidé longtemps en Afrique et qui vient de partir pour le Tonkin.

L'enfant qui travaille bien à l'atelier, a suivi le cours de dessin du soir pendant toute l'année dernière avec beaucoup de zèle et d'assiduité.

Depuis quelques mois il suit un cours de comptabilité ; il connaît l'allemand, étant d'origine alsacienne, sur la demande de son oncle, il suit un cours d'anglais.

Depuis son entrée en apprentissage, son oncle le capitaine s'est mis en correspondance avec le Comité ; ses recommandations communiquées à l'enfant ont produit, croyons-nous, le meilleur effet ; quant au capitaine, dans la lettre où il nous annonçait son départ il voulait bien nous adresser ses remerciements pour la Société et nous annonçait l'envoi d'une somme de 100 francs qui serait suivi d'autres envois si cela était nécessaire pour faire suivre à l'enfant des cours payants, si les cours publics et gratuits étaient insuffisants.

Nous avons cru être les interprètes des sentiments de la Société en priant le capitaine d'agréer tous nos vœux pour lui et tous ceux de ses compagnons qui vont si vaillamment porter au loin le drapeau de la mère patrie, et lui disant de garder pour lui cet argent qui pourrait lui être nécessaire, la Société se chargeant de faire les dépenses relatives à l'instruction de l'enfant.

Le second cas se rapporte à un enfant qui a fini son apprentissage de 3 ans et demi pendant lequel il a épuisé toutes les récompenses qui ont pu lui être décernées par la Société pour son travail et sa bonne conduite.

Il appartient comme le premier à des parents simples artisans.

Placé chez un mécanicien de précision, son patron non moins méritant, le faisait venir le dimanche pour lui donner des leçons de dessin ou lui faire faire de petits travaux personnels.

L'enfant avait fini son apprentissage et avait quitté l'atelier depuis quelques mois sur le conseil même du patron, lorsque ce patron vint à mourir à 42 ans, laissant une veuve très entendue aux affaires de son commerce, mais qui ne s'était jamais occupée de l'atelier et deux enfants en bas âge.

Nous avons vu l'ancien apprenti, presque l'enfant, quitter sa place et venir se mettre à la disposition de la veuve, pour le cas où il pourrait lui être utile.

La veuve, aidée par des parents exerçant presque le même état, a pu garder son atelier et son magasin; l'enfant est devenu depuis près d'un an, nous ne dirons pas le contre-maitre, non plus le chef de cet atelier, mais le représentant du chef, dirigeant les travaux de plusieurs anciens ouvriers restés fidèles à la famille et de trois apprentis nouveaux placés par la Société et qui donnent les meilleurs résultats.

C'est un lauréat tout désigné pour notre plus prochaine fête de l'Enfance ouvrière, nous aurons l'honneur de vous le présenter, et la joie de voir proclamer son nom joint à celui de la maison qui l'occupe.

Votre Comité de placement a dû pendant l'année 1884 comme pendant les années précédentes, fournir des secours en nature : vêtements, chaussures et, quelquefois, du linge aux apprentis les plus nécessiteux; il a dû également fournir des lits, ou des portions de literie lorsque les parents lui ont paru, après enquête, dans l'impossibilité de faire cette fourniture chez les patrons prenant des enfants couchés et nourris.

Les secours en nature se sont élevés pour 7 enfants à Fr 89 35

La fourniture de la literie neuve et la réparation à l'ancienne relative à 7 enfants s'est élevée à 155 55

Les livres donnés en récompenses, les timbres de contrats et le remboursement des courses aux membres du Comité se sont élevés à 434 95

TOTAL. Fr. 679 85

comprenant le placement de 52 enfants avec ou sans contrat et la surveillance de 186 enfants, soit environ 3 fr. 60 c. par enfant, plus la fourniture de literie ancienne s'élevant à 523 fr. 20 c.

Votre Comité s'est réuni régulièrement au siège de la Société deux fois par semaine, le mercredi et le vendredi de 1 heure à 3, aucun membre actif nouveau n'est venu se faire inscrire pour prendre part à ses travaux.

Nous ne voulons pas terminer ce compte-rendu des travaux du Comité sans mentionner que, grâce aux bonnes relations qui existent entre la Société de protection des Apprentis et la Société générale de protection des Enfants abandonnés ou coupables fondée par M. G. Bonjean, il a été possible aux deux Sociétés d'obtenir des résultats qu'elles auraient pu difficilement produire séparément.

La Société Bonjean a eu la satisfaction d'obtenir de bons résultats en plaçant en province cinq de nos apprentis qui étaient ingouvernables dans les ateliers de Paris.

La Société de protection des Apprentis a pu placer avec succès dans les ateliers de Paris deux enfants recueillis d'abord par M. Bonjean et qui se trouvaient assez modifiés au bout de peu de mois pour mériter notre protection.

Isidore ROCHE.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

HISTOIRE DU COMITÉ — SON BUT — SES ESSAIS DE STATISTIQUE D'ACCIDENTS

Par M. E. THOMAS, *secrétaire adjoint du Comité.*

Le Comité des Accidents de fabrique complète heureusement, par ses travaux, l'œuvre générale de notre Société de Protection des Apprentis. — Pour se convaincre de son utilité, il suffit en effet de faire par la pensée une visite dans les salles de chirurgie de nos grands hôpitaux de Paris. Là, nous retrouverons tous ces infortunés qui sont tombés au travail, laissant quelque partie d'eux-mêmes

dans l'engrenage d'une machine. Certes, nous les plaindrons tous, jeunes et vieux; mais combien le sort de l'apprenti, du jeune ouvrier nous touchera plus cruellement. Peu de temps auparavant, avec tout l'enthousiasme, toute l'ardeur de son âge, il entrait à l'atelier pour y devenir un bon ouvrier de France : il avait, lui aussi, son bâton de maréchal dans sa giberne. Puis, tout d'un coup, arraché à ses illusions et à ses rêves d'avenir, il est brusquement transporté sur un lit d'hôpital où il retombe découragé, estropié pour toujours.

N'en est-il pas assez de ce triste spectacle pour se bien pénétrer de cette pensée qu'une Société comme la nôtre qui revendique la glorieuse mission de veiller sur ce trésor qu'on appelle la jeunesse ouvrière d'un pays devait, dès ses débuts, instituer autour de ces machines un comité de surveillance spécial; une sorte de garde d'honneur.

C'est dans cet esprit qu'en 1868 M. Barreswill fonda notre Comité qui prit le nom de Patronage des Enfants mutilés. Autour de lui il avait groupé des gens de cœur, tous ingénieurs ou médecins : pendant que ceux-ci s'occupaient du blessé, ceux-là faisaient le procès de la machine. Il est bien doux pour nous de nous rappeler tous les bienfaits de ce patronage. Nous retrouvons dans son programme une phrase que nous ne pouvons oublier tant elle est empreinte d'une charité féconde : les membres du Comité devaient s'ingénier à rendre l'accident profitable à l'enfant qui en avait été victime. Quels raffinements dans les soins donnés à ces protégés du Comité, et combien les cœurs généreux ont de peine à s'arrêter et à se déclarer satisfaits ! Plusieurs enfants furent pourvus, par le Comité, de membres artificiels perfectionnés et on put alors pousser activement leur instruction littéraire et scientifique qui devenait maintenant leur unique gagne-pain. La Société a eu le bonheur de voir quelques-uns de ses protégés, après avoir été des élèves laborieux, devenir maîtres à leur tour, et professeurs dans les écoles de Paris.

Voilà des résultats bien faits pour encourager. Mais il y avait mieux à faire que de s'occuper de l'enfant mutilé, il y avait aussi à prévenir l'accident. C'est pourquoi, en 1873, sous la présidence de M. Engel-Dollfus, fondateur de la Société de Mulhouse, le Comité fut réorganisé sur des bases nouvelles. La statistique devint alors l'objet de sa préoccupation constante. Et, en effet, une fois connus le détail et la fréquence d'un accident, on savait quelle machine ou quelle partie de machine il fallait plus spécialement incriminer. De là aux moyens pratiques de remédier au danger signalé il n'y avait qu'un pas et le Comité l'a bientôt franchi. Ce furent d'abord des articles publiés dans le Bulletin, des brochures envoyées aux industriels, des règlements affichés dans les ateliers pour la mise

en marche des engrenages, des études très sérieuses comme celles qui furent faites par le Dr A. Robin et par M. Leroux sur les accidents des filatures et des imprimeries. En même temps, le Comité s'adressait aux constructeurs — leur montrait comment les accidents se reproduisaient toujours à la même place dans leur machine — leur signalait tel ou tel engrenage qui avait déjà broyé tant de mains que le moment semblait bien venu de le modifier ou de chercher à le couvrir. Enfin par des primes en argent et des récompenses accordées au concours on stimulait le zèle des inventeurs et on provoquait la découverte d'engins préservatifs. C'est ainsi qu'en 1875 furent imaginés plusieurs appareils pour replacer sans danger les courroies sur les poulies de transmission, et que de même, M. Ganne, l'inventeur du couvre-scies, et récemment encore, M. Frientz ont été proclamés lauréats de notre Société.

Mais l'accident de machine n'a pas été l'unique objet de notre sollicitude. A côté de l'engrenage qui saisit et qui broie, il y a l'atelier dont l'air empoisonne lentement, il y a l'ouvrier qui travaille le plomb, le mercure, le phosphore, le caoutchouc pour les ballons d'enfants, le papier peint avec le vert arsenical, il y a l'apprenti qui se fatigue sur ses jambes et qui se prépare des varices pour plus tard, il y a l'ouvrier qui s'affaiblit en soufflant le verre. Toutes ces questions qui composent l'hygiène des ateliers ont été traitées par M. le Dr Perrin et par M. de Bellay, et le Comité en poursuivra l'étude. C'est à cet ordre d'idées que se rattache la récompense accordée à MM. Appert frères verriers à Clichy. Leur procédé de soufflage mécanique résout une grosse question d'hygiène, et le Comité des accidents de fabrique adresse à M. Bérard ses meilleurs remerciements pour la bonne fortune qu'il lui a ménagée en lui permettant de consacrer par un hommage public, au milieu des applaudissements de la Sorbonne, une découverte qui intéresse de si près l'humanité.

Toutes ces questions qui font l'objet de nos études nous sont imposées par la statistique. Elle seule, en effet, peut régler notre tâche et nous servir de guide. Mais ce n'est pas chose facile de faire de la statistique; en matière d'accidents surtout... Il y a bien des règlements qui invitent les industriels à déclarer à bref délai les accidents survenus dans leurs usines. Mais en dehors des accidents graves où l'enquête judiciaire intervient, ces déclarations ne sont pas faites, et la préfecture, de même que le service d'inspection des enfants sont impuissants à dresser une liste des victimes. Devant un tel état de choses, nous avons songé à puiser à toutes les sources pour nous renseigner. Partout, au Ministère du Commerce, comme à l'Assistance publique, notre Société trouvait bon accueil, mais partout aussi ses efforts restaient infructueux.

L'Administration de l'Assistance publique sait bien tout ce qui se passe dans les hôpitaux. Elle a la liste des amputations faites à la suite d'accidents; mais elle ne sait rien de cet accident en lui-même. Au point de vue qui nous intéresse toute classification reste à faire dans ce chaos de noms et de renseignements incomplets.

Nous avons eu recours également aux Compagnies d'assurances contre les Accidents. Nous n'avons pu en tirer aucun document précieux. Leurs contrats reposent sur des moyennes depuis longtemps établies et consacrées par l'expérience. Ce sont des coefficients qui varient peu et qui suffisent pour les affaires. — A quoi bon chercher autre chose !

Les comptes rendus des tribunaux et les journaux de jurisprudence ne nous donnent, eux aussi, que des renseignements insuffisants. A la suite d'un accident, on traite souvent à l'amiable, et c'est en petit nombre que les responsabilités et les indemnités se discutent devant la justice.

Il nous reste, on le voit, bien peu de ressources pour dresser notre liste d'accidents. Le Comité avait un instant songé à tourner ces difficultés en faisant directement appel à la bonne volonté des industriels. Mais là encore une nouvelle déception l'attendait. Quoi de plus simple, pensait-on, que d'adresser à tous les imprimeurs, par exemple, un questionnaire à remplir. On leur demanderait leur avis sur les accidents qui frappent leurs ouvriers, sur les moyens préventifs à appliquer dans les imprimeries. Tous auraient à cœur de répondre les premiers, pour témoigner de l'intérêt qu'ils prenaient à la question. — Eh bien, non — sur plusieurs centaines de feuilles expédiées, quelques-unes seulement revinrent remplies, et le Comité, déçu de ces marques d'indifférence, rédigea de son mieux des conseils sur la mise en marche des machines. Ces conseils inspirés par les gens du métier furent, par ses soins, affichés dans les ateliers d'imprimerie.

Voilà les difficultés que nous avons rencontrées dans nos essais de statistique. Elles étaient bien de nature à lasser notre patience et nous restions désillusionnés lorsque, tout récemment, M. le Ministre du Commerce, en publiant les accidents relevés par le service de l'inspection en 1883, ne contribua pas peu à nous rendre courage. Nous avons fait appel à toutes les personnes qui voient des accidents : à MM. les Inspecteurs qui les constatent; aux chirurgiens qui les soignent; aux tribunaux, aux Compagnies d'assurances et nous avons pu réunir ainsi près de quatre cents accidents que nous avons classés. Nous en donnons plus loin le détail et les conséquences. Qu'il nous suffise de recourir à l'éloquence des chiffres pour témoigner en quelques mots de l'importance du sujet.

Sur quatre cents accidents survenus en ces dernières années et

qui ont frappé spécialement les enfants nous trouvons 85 morts. Les mutilations se présentent ainsi avec leur chiffre de fréquence.

Désarticulation de l'épaule	1
Amputation de jambe'.	5
Amputation de bras	40
OEil perdu	2
Main broyée	42
Perte de 4 doigts	13
Perte de 1, 2, ou 3 doigts	110
Déchirure de l'avant-bras	6
Cuir chevelu arraché	4
Fracture de la hanche.	1
Fracture de la jambe.	9
Fracture de bras	29
Fracture de pied	1
Contusions graves, plaies	20
Brûlure de bras	1

Nous essayons dans le tableau ci-dessous d'expliquer comment chaque accident s'est produit.

ACCIDENTS DANS LES FILATURES

1^o MÉTIERS A FILER

Causes de l'accident.

Nettoyage du métier pendant la marche.

En soulevant la couverture d'un engrenage, pendant la marche, pour enlever un déchet.

En passant le bras dans le tambour de la machine pendant la marche.

Mouvements du chariot.

Nature de l'accident et nombre.

OEil perdu, 2; — amputation du bras, 3; — fracture du bras, 2; — déchirure de l'avant-bras, 2; — pied fracturé, 1; — perte de 4 doigts, 1; — perte de 3 doigts, 4; — perte d'un doigt, 16; — main broyée, 4; — contusions diverses, 4; — chute par vertige, cheveux arrachés, 1.

Mort, 3. TOTAL 43.

Amputation de 3 doigts, 1; — de 2 doigts, 1; — de 1 doigt, 2.

TOTAL 4.

Fracture du bras, 1; — écrasement du doigt, 1; TOTAL 2.

Amputation du bras droit, 1; — fracture de la jambe, 1; — doigts écrasés, 2; — cuisse contusionnée, 1; — enfant scalpé, 1.

(Ecrasement de la tête). *Mort*, 6.

(Ecrasement du corps). *Mort*, 3.

TOTAL 15.

Causes de l'accident.

Chute d'un rouleau dépourvu de clavettes.

Remise en marche sans avertissement.

Entraînement de la main par le rouleau.

Volant du métier (l'enfant touche le volant en marche avec la brosse qu'il tient à la main. Cette brosse lui est lancée à la tête).

Pour ramasser une bobine l'apprenti se met à cheval sur une planche du métier.

En voulant retirer une étoupe d'un engrenage.

En passant la tête sous la couverture du métier en marche.

Ramassant la laine à la main au lieu de la fourche.

Main prise entre la toile sans fin et le rouleau.

Doigt pris entre la corde et le barillet.

Engrenage découvert pour la réparation de la couverture.

Nature de l'accident et nombre.

Fracture de jambe, 1.

TOTAL 1.

Bras amputé, 1; — main broyée, 1.

Mort, 3. TOTAL 5.

Deux doigts déchirés, 3; — pouce écrasé, 2. TOTAL 5.

Mort instantanée, 3.

Contusions et plaies graves, 2; — bras cassé, 1. TOTAL 3.

Luxation du coude, 1; — main écrasée, 2; — deux doigts coupés, 4. TOTAL 7.

Cheveux arrachés, 1.

Amputation du bras, 1.

Main droite amputée, 1; — doigt arraché, 1. TOTAL 2.

Perte d'un doigt, 1; — perte de 4 phalanges, 1. TOTAL 2.

Arrachement de la fesse, 1.

2° CARDES

Nettoyage avant l'arrêt.

Arbre de couche non recouvert.

Chute sur la carte.

En remplaçant la plaque sur le tambour.

Cylindre en marche. — Entraînement par les aiguilles.

Trois doigts coupés, 1.

Pouce broyé, 1; — bras amputé, 1.

Mort le lendemain, 2.

Bras déchiqueté. Mort, 1.

Amputation du bras, 1; — fracture du bras, 3; — phalanges amputées, 4; — perte de 3 doigts, 4; — de 2 doigts, 7; — plaie du bras, 4; — bras écrasé, 1; — main écrasée, 1; — contusions graves, 2.

TOTAL 27.

3° BATTEUSE

En ouvrant la couverture en l'absence du contremaitre.

Main prise entre les deux rouleaux.

Graissage de l'engrenage en marche.

Amputation de la main droite, 2; — deux doigts amputés, 1.

Bras arraché 3; — triple fracture du bras, 1; — plaie, 1; — main droite fracturée, 2; — perte de 4 doigts, 1; — de 2 doigts, 3.

Amputation du poignet, 2; main broyée, 1. TOTAL 17.

4° FILEUSE

Chute sur le grillage. — La main passe à travers les barreaux.

Main broyée, 1.

TOTAL 1.

5° PEIGNEUSE

<i>Causes de l'accident.</i>	<i>Nature de l'accident et nombre.</i>
En chassant la goupille de la bielle pendant la marche.	Index broyé, 1.
En poussant les presses.	Bras broyé jusqu'à l'épaule, 2; — index broyé, 1.
Nettoyage pendant la marche.	Deux doigts coupés, 4; — main arrachée, 1; — main coupée, 1; — un doigt coupé, 2. TOTAL 12.

6° MONTE-CHARGES

Enfant se couchant à plat ventre pour voir si les paniers montaient. La cage descendit.	<i>Décapité.</i> TOTAL 1.
---	----------------------------------

7° BRISEUR

Voulant retirer des étoupes engagées.	Amputation de la main, 1; — perte d'un doigt, 1. TOTAL 2.
---------------------------------------	--

8° EFFILOCHEUSE

Bras engagé dans la machine.	Bras broyé. TOTAL 1.
------------------------------	-----------------------------

MACHINES DIVERSES

Rouleaux de la coupeuse.	Doigts contusionnés, 2; — doigts coupés, 2.
Engrenage de la nappeuse.	Main broyée, 1.
Batte d'une ouvreuse en marche.	Main broyée, 1.
Banc à broches (nettoyage).	Main écrasée, 4; — plaie grave, 1; — Enfant scalpé, 1. TOTAL 12.

ACCIDENTS OCCASIONNÉS PAR LES COURROIES

En remplaçant une courroie ou une corde sur la poulie pendant la marche.	Fracture du bras, 6; — triple fracture de l'avant-bras, 1; — contusions graves, 2; — amputation de l'avant-bras, 3; — Amputation du bras, 3; — perte de 3 doigts, 1; — main broyée, 1; — jambe amputée, 2; — corps enroulé et broyé par l'arbre. <i>Mort</i> , 5; — cuisse broyée. <i>Mort</i> , 1; contusions de la tête et de la poitrine. <i>Mort</i> , 1. TOTAL 26.
Graissage de l'arbre de couche. — Entraînement par la courroie.	Cuisse arrachée. <i>Mort</i> , 1; — fracture de la hanche, 1.
En recousant une courroie flottant sur une transmission en marche.	Triple fracture du bras droit, 1; — jambe et bras fracturés, 1.
En prenant un vêtement suspendu près d'une poulie.	Contusions graves, 1.
Entraîné par une courroie et comprimé sur la poulie (Scierie).	<i>Mort</i> , 1.

Causes de l'accident.

Enfant tenant une courroie qu'on réparait, entraîné par l'arbre principal.

Enfant renversé par une courroie principale qui s'est rompue.

Enfant voulant passer par le trou ménagé dans un mur pour une courroie. — Mise en marche.

Courroie sautant hors de sa poulie.

Se balançant à une courroie tombée qui sauta sur la poulie et se mit en marche.

Nature de l'accident et nombre.

Corps broyé. *Mort*, 1.

Mort, 1.

Mort, 1.

Contusions graves, 1.

Contusions graves, 1.

TOTAL 11.

ACCIDENTS DUS AUX ARBRES DE TRANSMISSION

1° ARBRES VERTICAUX

Jeune apprentie dont les cheveux se sont enroulés autour de l'arbre.

Enfant entraîné par la vis d'un manchon.

Apprenti attiré sous une cisaille.

Entraîné par la clavette d'une turbine.

Scalpée, 1.

Poitrine broyée. *Mort*, 4.

Mort, 1.

Mort, 1.

TOTAL 7.

2° ARBRES HORIZONTAUX

Enfant assis sur un arbre de transmission qui s'est mis en marche en enroulant son tablier.

Chute d'une poulie déclavetée.

Arbres non recouverts. Enfants entraînés par leurs vêtements.

Enfant voulant prendre de l'huile oncie pour se faire des moustaches,

Vêtements enroulés autour d'une transmission.

Arbre de couche passant devant une fenêtre : enfant pris par son tablier.

Échelle appuyée sur un arbre de couche qui est mis en mouvement.

En frottant de résine une poulie.

Pied pris entre une courroie et une poulie.

Courroie tombée. — Doigts pris entre l'arbre et la courroie.

Mort, 2. — Fracture de jambe, 1 ; — amputation de jambe, 1.

Fractures de jambe, 2.

Bras séparé du coude, 1 ; — fracture du bras, 2 ; — fracture de cuisse, 1. *Mort*, 1.

Deux doigts écrasés, 1.

Mort, 5.

Deux jambes fracturées. *Mort*, 1.

Désarticulation de l'épaule; 1 ; — amputation du bras, 1.

Contusions graves, 1.

Mort, 4.

Deux doigts écrasés, 2.

TOTAL 25.

ACCIDENTS DUS AUX ENGRENAGES

Poignet entouré d'étoupes à cause du froid; attiré dans un engrenage.

Enfants ou ouvriers entraînés par leurs vêtements.

3 doigts coupés, 1.

Doigt coupé, 5 ; — 3 doigts coupés, 10 ; — fracture de bras, 1 ; — am-

Causes de l'accident.

Enfant plaçant pour jouer une lame de zinc dans un engrenage.

Enfant passant sur une couronne de moulin pris par les jambes.

En voulant retirer ou rattacher un fil (Filatures).

Nettoyage du broyeur de terre (Tuilerie).

Nettoyage en marche de l'engrenage du tambour à dessécher (Blanchisserie).

Nettoyage d'engrenage (Corderie).

Nature de l'accident et nombre.

putation de la main, 2; — amputation du bras, 9; — épaule broyée.

Mort, 3; — cuisse broyée. *Mort*, 3.

Doigt broyé, 2.

Corps broyé. *Mort*, 1

Doigt broyé, 2.

Doigt broyé. *Mort*, 1.

Bras broyé, 1.

Deux doigts broyés, 1.

Main broyée, 1; — bras amputé, 2
TOTAL 45.

ACCIDENTS DANS LES SCIERIES ET BOISSELLERIES

Chute sur une machine à raboter en ramassant du bois travaillé.

Scies circulaires non recouvertes.

Déchargement d'une poutre.

Contre-coup de levier dans la poitrine.

En passant une planche elle se casse et fait sauter la main.

Enfant entraîné par le recul de sa brouette dans la fosse du volant.

Bras coupé, 1.

Pouce gauche coupé, 2; — petit doigt coupé, 4; — main coupée, 4; — deux doigts coupés, 2; — amputation du bras, 4.

Mort, 1.

Amputation de la main, 1.

Section de trois phalanges, 2.

Mort, 2.

TOTAL 22

ACCIDENTS DANS LES PAPETERIES

Membre engagé dans les satineuses à paquets.

Chute par la trappe du monte-charge en soulevant un sac.

Satineuse à papiers peints.

Explosion d'un cylindre à lessiver

Jet de vapeur du séchoir.

Couteau à découper le carton.

Métier concasseur de nœuds de paille.

En nettoyant l'aqueduc sous la machine à papier, le pied glisse et les bras sont pris dans les rouleaux.

Fracture du bras, 1; — main broyée, 1.

Mort, 1.

Deux doigts coupés, 1; bras écrasé, 1

Contusions graves, 2.

Bras brûlé, 1.

Trois doigts coupés, 1.

Trois doigts coupés, 1.

Fracture des deux bras, 1.

TOTAL 11

ACCIDENTS DUS AUX MACHINES A VAPEUR

En se lavant les mains à la machine.

Enfant voulant faire marcher une poulie plus vite.

Deux doigts écrasés, 1.

Jambe cassée, 1.

Causes de l'accident.

Nature de l'accident et nombre.

Graissage en marche.

Amputation de deux phalanges, 1.

TOTAL 3

ACCIDENTS DES HAUTS FOURNEAUX, FORGES, CONSTRUCTIONS

Apprenti voulant arrêter avec un balai les cylindres du pilon.

Atteint par une meule.

En retirant une boutrelle d'un métier à river.

Apprenti monté à cheval sur une tenaille.

Pour avoir omis le verrou de sûreté du monte-charge (hauts-fourneaux).

Doigts engagés sous un balancier.

Jambe engagée dans un laminoir.

Chute dans le volant d'eau machine à découper.

Machine à presser les tuiles.

Eclat de meule à émeri.

Coup de tampon d'une machine à clou.

Saut de l'outil d'une meule à aiguiser.

Machine à percer. En remettant le foret, le bras est entraîné par la vis.

Chute du haut du monte-charge (Hauts Fourneaux).

Doigts pris dans un cylindre de pompe.

Apprenti saisi sous un plateau de bascule.

Ferblanterie ; — cisaille.

Bascule du levier d'un laminoir.

Quincaillerie ; — nettoyage des matrices sur lesquelles frappe le martinet.

Vermicellerie ; — Piston refouleur ; laminoirs de petits fers ; — apprenti démêleur.

Deux bras broyés. *Mort*, 1.

Fracture du bras droit, 1.

Perte d'un doigt, 1.

Plaie grave, 2.

Blessure grave à la tête, 1.

Deux doigts coupés, 1.

Jambe broyée, 1.

Mort, 1.

Main broyée, 1.

Mort, 1.

Mort, 1.

Deux doigts coupés, 1.

Amputation du bras, 1.

Mort, 5.

Section de trois doigts, 1.

Mort, 1.

Pouce coupé, 1.

Coup dans la poitrine. *Mort*, 1

Doigts écrasés, 1.

Doigts écrasés, 1 ; — jambe traversée par un fil, 1.

TOTAL 26.

ACCIDENTS DANS LES MINES ET CARRIÈRES

Eboulement.

Chute en descendant au foyer d'aérage.

Explosion.

Chute dans une carrière.

Mort, 6.

Mort, 1.

Mort, 2. ; — blessure grave, 1.

Mort, 1.

<i>Causes de l'accident.</i>	<i>Nature de l'accident et nombre.</i>
Chute sous la charge d'un wagon qui basculait.	Mort, 1.
Chute d'un bloc de glaise.	Fracture de jambe, 1.
Chute d'un bloc de pierre.	Mort, 1. TOTAL 14

ACCIDENTS DUS AUX MACHINES AGRICOLES

Engrenage des machines à battre.	Main broyée, 7; jambe broyée, 1; — doigts broyés, 1. TOTAL 9.
----------------------------------	--

ACCIDENTS DIVERS

IMPRIMERIES

Engrenage d'un métier non recouvert.	Doigt broyé, 1.
En retirant une feuille de papier engagée dans la doreuse.	Index coupé, 1.

TEINTURERIES

Bras pris dans les rouleaux de glaçage.	Contusions, 1 ; — fracture du coude, 1.
Bras entraîné par un drap sous des rouleaux.	Fracture du bras, 1.

SUCRERIE

Débordement d'une chaudière.	Brûlures graves aux pieds et aux mains, 1.
------------------------------	--

FABRIQUE DE CHAUSSURES

Introduction du cuir au laminoir sans planchettes de sûreté (imprudence).	Trois phalanges arrachées, 1. TOTAL 7.
---	---

En résumé, si nous négligeons les contusions et les fractures qui peuvent, dans une certaine mesure se réparer et se faire oublier, nous restons avec quatre cents accidents qui nous donnent 85 décès et 213 estropiés. Ce sont là des conclusions bien tristes qui viennent à l'appui de ce fait que nous avons signalé; que dans les statistiques on ne voit figurer que des accidents graves. L'explication est facile : Ces gros accidents ne peuvent être cachés ni à l'Inspection ni au Tribunal; les autres, plus légers, nous échappent évidemment. Et cependant nous aurions intérêt à les connaître. Ils seraient pour nous un précieux enseignement. Nous pourrions crier : Gare ! Car dans un engrenage qui a saisi le bout d'un doigt, le bras tout entier peut bien passer une autre fois.

Nous remercions vivement MM. les Inspecteurs divisionnaires, et particulièrement MM. Plassiard, Nadeau, Estelle, dont le zèle et le dévouement nous ont inspirés dans notre travail, et dont les renseignements sont venus compléter les notes que nous avons recueillies. Tous, ils nous ont exprimé quelle importance considérable ils attachent à une liste d'accidents. Il serait à désirer que quelque législation nouvelle vint leur prêter main-forte, et qu'en France, comme en Angleterre, tous les accidents fussent rigoureusement déclarés. Chaque année la publication d'une statistique officielle viendrait offrir aux Comités comme le nôtre une base d'action solide. Nous avons essayé de dresser, en petit, et avec nos faibles ressources, cette liste des victimes qui ne peut être complétée que lorsque c'est l'État lui-même qui en prend l'initiative. Ces désirs que nous exprimons aujourd'hui seront peut-être bientôt satisfaits. Nous avons pour gage de leur réalisation les tentatives déjà faites par M. le Ministre du Commerce et aussi le zèle et le dévouement de tous les Inspecteurs et de toutes les Inspectrices du travail des enfants.

Alors notre Comité pourra concentrer sur de grosses questions les efforts dispersés qu'il dépense aujourd'hui en recherches laborieuses et souvent stériles. Il n'aura plus à explorer les hauteurs un peu philosophiques et spéculatives de la statistique; il abordera directement les conclusions pratiques, pénétré lui-même des sentiments de profonde charité qui animaient le Patronage des Enfants mutilés. Nous pourrons nous occuper davantage des enfants, surveiller leur instruction, rechercher pour eux des situations en rapport avec les nécessités nouvelles de leur existence.

Les collaborateurs ne nous manqueront pas pour remplir ce programme : nous verrons accourir à nous des cœurs dévoués désireux de partager la satisfaction intime qu'on éprouve quand on a fait un peu de bien.

E. THOMAS,

Secrétaire adjoint du Comité.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

LETTRE DE M. LE MINISTRE DU COMMERCE

A M. L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES
FILLES MINEURES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE DU DÉPARTEMENT
DE LA SEINE

Paris, 6 mars 1885.

MONSIEUR,

Dans le rapport que vous venez de m'adresser sur le fonctionnement du service de l'inspection du travail dans votre circonscription pendant l'année 1884, vous appelez mon attention sur les inspecteurs et les inspectrices de la Seine.

J'apprécie vivement le zèle et le dévouement dont le personnel de l'inspection départementale fait preuve sous votre intelligente et prudente direction. Au cours de l'année 1884, j'ai pu me rendre compte de la compétence de ces fonctionnaires sur toutes les questions qui touchent à l'organisation du travail dans les établissements industriels, en prenant connaissance des mémoires, si consciencieusement étudiés, qu'ils ont rédigés en réponse au questionnaire relatif aux modifications à apporter à la loi du 19 mai 1874.

Je vous prie de porter à leur connaissance l'expression de ma vive satisfaction.

Recevez, etc.

Le Ministre du Commerce,

Signé : M. ROUVIER.

CORRESPONDANCE

M. Nusse, secrétaire de la Société, a écrit la lettre suivante à M. le Pasteur Boursault, directeur de l'école de la rue Clavel.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Il m'est indirectement revenu que la Société si charitable qui vous a remis la direction de l'école industrielle de la rue Clavel s'était émue d'une lettre que M. G. Bonjean m'a adressée et qui a été insérée au dernier Bulletin. Même au dehors de votre Société, mais toujours dans votre monde protestant, on aurait été froissé de quelques-uns des commentaires donnés dans cette lettre à un ou deux passages de mon étude sur votre établissement.

Je n'ai jamais eu l'intention de préconiser dans mon article la supériorité du système de la chambrette isolée sur le dortoir commun ou réciproquement; mon intention a été uniquement d'indiquer que ces deux organisations existent. J'aurais même été plus exact en disant non pas que votre société avait repoussé la chambrette individuelle adoptée par la société Bonjean, mais qu'elle ne s'est jamais occupée de cette question quand elle a établi des dortoirs communs.

Une fâcheuse coïncidence, vous le savez, M. le Directeur, m'a empêché, lors de ma visite rue Clavel, de me rencontrer avec vous, vous étiez allé ce jour-là, très légitimement assister à une distribution de prix et applaudir aux succès de votre fils.

J'ai su depuis que certains renseignements qui m'avaient été donnés par un employé subalterne mal renseigné et cependant désireux de répondre à mes questions avec plus de complaisance peut-être que d'autorité, étaient singulièrement inexacts ou exagérés.

Vos élèves qui m'avaient été dépeints comme isolés les uns des autres ont au contraire un esprit de charité touchante et profondément chrétienne; témoins, les invitations données dans les familles de ceux qui ont le bonheur d'avoir des parents aux camarades déshérités d'un foyer domestique, les cotisations spontanées pour acheter une couronne mortuaire à l'ami que l'on avait eu la douleur de perdre, les pieuses visites à sa tombe, les consolations prodiguées aux malades et tant d'autres faits dont le récit dépasserait les proportions d'une lettre.

Je sais aussi, Monsieur le Directeur, que certains vices qui sont

la plaie de l'internat, ne se sont montrés dans votre école qu'à l'état d'exceptions isolées et très rares. Je sais que dans les circonstances où elle les rencontre, la seule vigilance de vos surveillants fait tout pour les combattre; mais parmi les moyens utiles qu'elle a victorieusement employés pour détruire le mal à l'occasion, cette vigilance a toujours repoussé ceux que l'honneur et la morale repoussent. Bien loin d'y inciter, ou même de l'encourager en mettant à profit les renseignements qu'elle aurait pu vous apporter, ni vous ni votre personnel n'avez jamais admis la délation qui n'est ni française, ni conforme à l'esprit libéral du protestantisme.

Vous n'avez jamais, monsieur le Directeur, douté de mes intentions personnelles. Je regrette que des expressions, paraît-il équivoques ou des renseignements erronés aient pu donner lieu à des interprétations fâcheuses. Je ne puis mieux vous exprimer le souvenir que m'a laissé votre École qu'en vous priant de lire un rapport publié dans notre Bulletin de Juillet avec cette lettre et dans lequel je l'indique comme objet de méditation à tous ceux qui penseraient à faire de l'école industrielle un moyen de sanction contre l'indiscipline de l'écolier ou de l'apprenti.

Recevez, monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Signé : Ernest NUSSE.

M. Boursaut a répondu dans les termes suivants :

Paris, 19 mai 1885.

MONSIEUR,

Vous m'avez fait l'honneur, à la date du 9 mai dernier, de m'écrire une lettre dont je tiens à vous remercier cordialement.

Comme, en définitive, vous n'y avancez rien qui ne soit strictement conforme à la vérité et qu'il importe à tous égards que rectification soit faite là même où il y a eu erreur, je suis convaincu que le Conseil de l'École Industrielle (Société d'Éducation et de Patronage des Enfants protestants insoumis) vous sera reconnaissant de vouloir bien insérer votre lettre dans le plus prochain numéro de votre Bulletin.

Dans l'attente bien naturelle de cette insertion, je vous prie, Monsieur, d'agréer toute l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le Directeur de l'École Industrielle,

E. BOURSAUT

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS, PRÉSIDENTES

ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALES DU TRAVAIL DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

Tenue à la mairie du IV^e arrondissement, le 27 novembre 1884.

Présidence de M. SONGEON.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour de la séance porte :

« 1^o *Déclaration à faire aux mairies.* — Conformément aux conclusions de son dernier rapport, la 28^e bis Commission (Hommes) désire qu'il soit introduit dans la loi une disposition forçant les patrons à faire, à la mairie de leur arrondissement, la déclaration de l'entrée en apprentissage des enfants qui leur sont confiés; la même mesure s'appliquerait aux parents ou tuteurs des apprentis. »

Ce vœu a été présenté déjà par les Commissions locales : 38^e, dames; 32^e, hommes; 3^e, dames; 7^e et 17^e, hommes. Approuvé d'abord, ce vœu fut rejeté dans les séances du 31 mai et du 29 novembre 1883. En 1882, le Ministère du Commerce a été appelé à examiner cette question.

M. CERCUEIL. — Je suis envoyé par la 28^e bis Commission pour appuyer notre proposition qui a déjà été formulée par cinq Commissions. Qu'arrive-t-il dans la pratique? C'est que nous voyons passer une très grande quantité d'apprentis, employés dans telle ou telle maison qui en occupe un ou plusieurs. Ce sont surtout ces apprentis qui devraient être surveillés, car ils appartiennent à de petites industries où on les emploie souvent comme domestiques.

Par apprentis, je parle des enfants employés dans l'industrie. Nécessairement, il doit nous en échapper et il nous en échappe en effet; tandis que si nous obligeons les patrons ou les parents..... à faire inscrire ces enfants à la mairie, celle-ci, tous les mois ou tous les trois mois, pourrait envoyer au Président de la Commission locale les noms des enfants nouvellement inscrits, et alors nous serions à même de les visiter. Voilà la proposition que nous présentons et nous espérons bien, Mesdames et Messieurs que vous l'adopterez d'une manière définitive, et que nous n'aurons plus à y revenir.

M. BOUINAIS. — J'appartiens à la 32^e Commission qui a été la première à présenter le vœu qui vous est soumis. Ce vœu a été adopté, et je me demande comment il n'a pas été exécuté; pourquoi il nous revient, s'il a été rejeté à une séance à laquelle je n'assistais pas. Je demanderais à la Commission départementale supérieure pour quel motif on a retardé une mesure aussi légitime, car enfin nous donnons tous notre temps à une œuvre très importante; mais nous ne pouvons pas faire un service d'inspection, aller de maison en maison, frapper à toutes les portes en demandant s'il y a des apprentis. Rien de plus simple que de forcer les patrons à déclarer les enfants à la mairie, et lorsqu'un enfant quittera un atelier, soit par renvoi, soit volontairement, nous le suivrons et nous arriverons à remplir notre mission.

M. LE PRÉSIDENT. — Deux assemblées générales de 1883 ont rejeté ce vœu.

M. MALAPERT. — Je n'ai qu'un mot à dire. Le vœu a été présenté et rejeté deux fois en ma présence par vous-mêmes, Messieurs et Mesdames; vous l'avez rejeté par cette raison d'abord qu'il avait été formulé déjà, que le Ministre n'y avait pas donné suite et ne pouvait pas y donner suite quant à présent; il fallait attendre le moment où la loi nouvelle serait présentée. Pourquoi voter une loi nouvelle? C'est que vous ne pouvez pas vous borner à avoir une circulaire ou un règlement administratif disant: il faudra que le patron se présente, sous telle peine, attendu qu'il n'appartient ni à une circulaire, ni à un règlement de prononcer une peine; il faut que le législateur ait parlé. D'un autre côté, on a fait observer, et c'est là la raison déterminante pour laquelle vous avez repoussé le vœu qui était formulé, que la loi de 1874 arrivait peu à peu à pénétrer dans les mœurs, mais que cette loi avait encore contre elle certaines préventions, et que si on obligeait les patrons à faire les déclarations que vous demandiez, vous les mettriez souvent dans l'embarras. (*Approbaton.*) On a vu ce qui se passait, et il est résulté de cette observation que les enfants, dès l'instant qu'ils se savaient soumis à une certaine surveillance, changeaient immédiatement d'atelier. Quelle en serait alors la conséquence? Vous auriez tous les huit jours de nouvelles déclarations à propos du même enfant! C'est après que cette observation a été faite par les membres des Commissions locales que vous avez dit qu'il ne fallait pas insister quant à présent, et qu'il était préférable d'attendre la loi en préparation. Voilà les précédents; je ne dis pas qu'il y ait là une fin de non-recevoir à l'égard du vœu qui est présenté; il est évident que vous avez toujours le droit de représenter un vœu même après qu'il a été repoussé; c'est seulement pour vous dire que, dans ce moment où l'on prépare la loi, les documents sont sous les yeux

de la Commission supérieure; que vous votiez oui ou non, la Commission est saisie de la question, et je pense qu'elle voudra bien l'examiner.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix cette proposition : l'Assemblée, considérant que la Commission supérieure est déjà saisie du vœu proposé, passe à l'ordre du jour.

(Cette proposition est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — A l'avenir, le registre délivré par la Préfecture de Police aux municipalités pour l'inscription des livrets des enfants, portera une colonne de plus destinée à recevoir les noms et les adresses des patrons. (*Commission locale n° 17, Hommes.*)

M. BEZANÇON. — Je demande la permission de dire à l'Assemblée que ce matin même la Commission départementale supérieure a examiné la question et qu'elle a donné absolument raison à la Commission qui a émis ce vœu. Par conséquent, je ne crois pas qu'il y ait lieu de mettre l'affaire en discussion.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons par conséquent à l'article suivant :

« Prière à l'Administration de vouloir bien indiquer à la réunion générale des Commissions locales les résultats du travail qu'elle a dû faire faire en exécution du vote de la réunion du mois de mai dernier pour centraliser les indications portées sur les livrets des enfants. » (*Commission locale n° 17, Hommes.*)

M. BEZANÇON. — Messieurs, aucune résolution n'a été prise jusqu'ici, mais je crois, ainsi que je l'ai dit dans la dernière réunion, qu'il serait vraiment fâcheux de centraliser la délivrance des livrets, comme cela existait autrefois, à la Préfecture de Police. Les Commissions locales, à l'unanimité, se sont élevées contre cette centralisation, d'où il résultait des dérangements considérables pour les enfants qui de tous les points de Paris étaient obligés d'aller à la Préfecture; les Commissions ont, avec raison, fait remarquer qu'il était mauvais d'imposer aux apprentis une perte de temps d'autant plus regrettable que, en raison même de la longueur de la course, toute surveillance devenait absolument impossible. On a décidé alors que les livrets devraient être donnés seulement dans les mairies. Nous nous sommes conformés à ce désir, et je crois qu'il serait contraire à l'intérêt même des enfants de modifier l'état de choses actuel. Mesdames et Messieurs, nous sommes tous d'accord sur la nécessité de rendre aussi facile que possible l'application de la loi du 19 mai 1874. C'est dans cette pensée que vous nous aidez à distribuer gratuitement les feuilles du registre prescrit par l'article 10 et les affiches dont parle l'article 11. Pourquoi ne pas s'inspirer ici du même sentiment, et risquer peut-être de nuire au recrutement déjà si laborieux des apprentis en restreignant les facilités qui leur sont données de se procurer des livrets?

M. LAPORTE. — Je ne partage pas les idées que M. le Chef de division vient d'émettre.

Vous voudrez bien vous rappeler que c'est sur ma proposition que vous avez, dans deux ou trois séances antérieures, approuvé ce projet d'un registre unique déposé à la Préfecture de Police ou à la Préfecture de la Seine, registre sur lequel on inscrirait tous les enfants venant demander des livrets. On constituerait ainsi un répertoire, à la disposition des Commissions locales comme de l'inspection, de tous les enfants employés dans l'industrie à Paris. Dès qu'un enfant réclamerait pour la seconde fois un livret, comme il serait obligé de représenter son bulletin de naissance, on serait certain, en vérifiant les fiches tenues dans ce bureau, que cet enfant a déjà reçu un premier livret. Il faudra alors qu'il donne des explications, soit qu'il ait perdu son livret, soit que le patron l'ait gardé.

M. le Chef de division, lorsque je lui ai soumis cette proposition, m'a fait valoir les raisons qu'il vient de vous indiquer, plus une, qu'il n'a pas reproduite tout à l'heure : la question budgétaire. Il est évident qu'un service semblable, installé dans les bureaux de la Préfecture de Police, nécessitera un personnel, peu nombreux sans doute, mais exigeant probablement deux ou trois employés. Voilà ce qui a pu arrêter M. le Chef de division au point de vue administratif; mais je crois qu'il serait facile de demander au Conseil général ce léger accroissement de personnel et qu'en présence de l'utilité du but à atteindre, il l'accorderait.

On a soulevé aussi cette objection : comment feront les enfants qui habitent la banlieue ou les arrondissements éloignés? Les obligera-t-on à faire cette longue course à la Préfecture pour obtenir leur livret? J'avais pensé qu'on pourrait, dans ce cas, continuer le mode actuel en laissant l'enfant demander son livret à la mairie de son arrondissement ou de sa commune, ainsi que cela se pratique aujourd'hui. Le maire enverrait alors à la Préfecture le bulletin de naissance et les renseignements complémentaires, et le livret, une fois établi, serait retourné à la mairie où l'enfant repasserait le prendre.

En un mot, je reviens toujours à cette idée qu'il nous faut un registre unique. Voilà ce que je vous demande encore d'appuyer par un vœu.

M. TROMBERT. — Je viens au nom de la 16^e Commission locale, dont M. Chaix est le président, faire connaître le moyen employé par nous pour arriver au but que l'on se propose. La mairie du IX^e arrondissement nous communique chaque fois qu'il y a un livret délivré, une fiche où sont mentionnés tous les renseignements concernant l'enfant ainsi que le nom du patron. Au commencement de chaque année, nous prenons la liberté d'envoyer aux présidents des

autres Commissions les renseignements qui concernent leur circonscription. Il me semble que si chaque Commission locale adoptait cette façon de procéder, il y aurait là une source de renseignements bien faciles à recueillir.

M. BEZANÇON. — L'affaire pourrait être renvoyée à la Commission départementale supérieure.

M. LE PRÉSIDENT. — La conclusion de ce débat c'est qu'il serait sage d'ajourner la question jusqu'au moment où l'Administration d'une part et la Commission départementale de l'autre, auront pu se mettre d'accord pour vous présenter une solution. (*Approbation.*) Par conséquent, double renvoi à l'Administration et à la Commission départementale. J'ajoute que, indépendamment des idées très justes et très pratiques qui viennent d'être émises ici, tous ceux d'entre vous auxquels en viendraient de nouvelles auraient le droit et j'ajoute le devoir de les envoyer, dans une note, soit à la Commission soit à l'Administration.

M. ROBQUET. — Je demande que dans la prochaine séance on nous remette un rapport sur cette question.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la double proposition de renvoi à la Commission départementale et à l'Administration.

(La proposition est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à l'article suivant :

« Doit-on demander le livret aux jeunes filles mineures de quinze à vingt et un ans? » (*Commission locale n° 16, Dames.*)

La circulaire préfectorale du 28 juillet 1881 a fait connaître aux Commissions locales que les prescriptions spéciales de l'article 10 de la loi n'étaient pas *expressément* obligatoires, relativement aux filles mineures de seize à vingt et un ans.

PLUSIEURS MEMBRES. — L'ordre du jour, c'est fini maintenant.

M. LAPORTE. — Je n'ai pas à vous rappeler les instructions contenues dans la lettre ministérielle et dans la circulaire préfectorale qui l'a suivie; vous les avez tous présentes à l'esprit. Elles cherchent à résoudre une difficulté d'ordre pratique contre laquelle les membres des Commissions locales et l'Inspection se sont souvent heurtées.

Vous allez, par exemple, dans un atelier où travaille une jeune fille, elle a dix-neuf ou vingt ans; vous l'interrogez sur son âge, elle répond qu'elle a vingt-deux ans; qu'est-ce qui vous le prouve? — Rien. — La non-inscription sur le registre ne prouve pas davantage, attendu que les filles mineures n'y figurent point la plupart du temps. — C'est pour parer à cette difficulté que les Commissions locales avaient demandé qu'on exigeât le livret des filles mineures. Mais le Ministre a répondu que le livret n'était pas *expressément* obligatoire pour cette catégorie d'ouvrières, et on a trouvé ce terme moyen qu'on pouvait se faire représenter le bulletin de nais-

sance; ce qui est peut-être encore plus difficile que de réclamer le livret.

L'attention de la Commission supérieure qui est chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi de 1874 a été appelée sur ce point; il y aura une solution qui viendra en son temps. Je crois que nous pouvons attendre. Dans tous les cas, à l'heure qu'il est, il faut rester dans les termes de la lettre ministérielle; on ne peut pas exiger *expressément* le livret, autrement dit, on ne peut pas l'exiger du tout.

M. FRANCOLIN. — Nous pourrions peut-être émettre un vœu dans le sens de l'obligation ou de la non-obligation.

Nous lisons dans le dernier rapport de la Commission supérieure : « Bien que la loi ne l'ait pas dit *expressément*, le livret nous paraît également obligatoire pour les filles mineures de seize à vingt et un ans.

» C'est d'ailleurs dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence la plus accréditée des tribunaux. »

Ceci est écrit page 15, article des livrets.

M. LAPORTE. — Je répondrai à M. Francolin qu'un jugement du tribunal correctionnel, de la Seine ou d'ailleurs, ne fait pas loi; nous en avons des preuves tous les jours.

M. ROBIQUET. — Si vous aviez un arrêt de la Cour de cassation, cela ferait parfaitement jurisprudence. En attendant, comme le livret n'est pas interdit par la circulaire, nous pouvons émettre le vœu qu'à titre provisoire, tout au moins, on institue le livret pour les jeunes filles mineures au point de vue du travail de nuit....

M. CHARLES LUCAS. — Et au point de vue de la protection et de la moralité.

M. MALAPERT. — La question posée est celle-ci : doit-on demander le livret aux jeunes filles mineures de quinze à vingt et un ans? La réponse est bien simple, le Ministre vous le dit dans la circulaire : le livret n'est pas obligatoire, mais demandez-le toujours.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, mais l'Assemblée est allée beaucoup plus loin, elle a laissé de côté la forme : « doit-on demander » pour dire : la loi doit-elle imposer le livret? C'est là la question sur laquelle vous êtes appelés à voter : la réunion est-elle d'avis que la loi doit imposer la formalité du livret aux filles mineures de quinze à vingt et un ans?

(L'Assemblée consultée se prononce pour l'affirmative.)

M. le Président lit les deux vœux suivants :

« Maintien de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874 relatif au certificat d'instruction primaire. » (*Commission locale n° 46, Dames.*)

« L'application de la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation de l'instruction n'ayant pu encore donner tous les résultats qu'on doit attendre de cette loi, la 17^e Commission (Hommes) demande que

le service de l'Inspection et celui des Commissions locales continuent, même après l'année 1885, à faire observer les articles 8 et 9 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants. » (*Commission locale n° 17, Hommes.*)

M. CHARLES LUCAS. — Comme membre de la 17^e Commission, je déclare que nous avons cru devoir maintenir ce vœu et demander que le service de l'Inspection et des Commissions locales continue même après 1885, à faire observer les articles concernant l'instruction des enfants, dans les termes de la loi de 1874, parce que nous sommes convaincus que la loi sur l'obligation de l'instruction, malgré tout le zèle déployé par les municipalités et par le service de l'enseignement, n'a pas encore donné et ne donnera pas avant quatre ou cinq ans les résultats que l'on a le droit d'en attendre.

Nous avons, dans les écoles de quatre cents enfants — c'est à peu près la moyenne aujourd'hui des écoles de garçons ou de filles de la ville de Paris — un dixième d'enfants qui arrivent à douze ou treize ans dans les quatrième et cinquième classes, c'est-à-dire tout à fait à la queue de ce qu'on appelle le *cours moyen*, ce qui constituerait à peine ce certificat restreint dont parlait la loi de 1874. Eh bien, si ces enfants sont émancipés par l'âge des obligations prévues par la loi de 1874, ce serait infiniment fâcheux. Qu'on les réunisse dans des classes de demi-temps, dans des cours d'adultes, qu'on les traite au point de vue d'un enseignement primaire aussi restreint que possible, c'est affaire au législateur, à la Direction de l'enseignement primaire; mais il faut faire quelque chose; il ne faut pas abandonner des enfants et surtout des jeunes filles dont l'intelligence ne se développe justement qu'avec la crise de la formation, c'est-à-dire vers douze ou treize ans. Nous demandons donc que le service de l'Inspection et des Commissions locales continue par delà l'année 1885, — nous verrons après — l'application des articles, concernant l'instruction, prévus par la loi de 1874.

M. MÉRICE. — Il est assez difficile de faire concorder ces deux lois.

Un enfant peut avoir son certificat à onze ans; il a par conséquent moins de douze ans; il peut ne plus aller à l'école de demi-temps s'il a son certificat, et il peut travailler sans aller du tout à l'école, avec la loi de 1882. Il faut cependant mettre en concordance ces deux lois; mais je crois qu'un enfant de onze ans qui a son certificat peut travailler dans les ateliers sans fréquenter l'école.

M. LAPORTE. — M. Mérice commet une erreur en pensant que l'obtention du certificat de la loi de 1882 permettrait à un enfant d'entrer dans les ateliers à onze ans pour y travailler. Il ne peut y entrer qu'à douze ans.

Je voudrais profiter de cette question pour vous prémunir contre des infractions apparentes que vous pourriez rencontrer en ce moment, dans les ateliers de la Seine, et qui ne sont pas ignorées de l'Inspection. Il arrive que dans plusieurs mairies de Paris et de la banlieue, les maires, qui sont naturellement présidents de la Commission scolaire de leur arrondissement ou de leur commune, ont obtenu de certains inspecteurs primaires que les instituteurs publics ne délivrent plus le certificat de l'article 9. Quelques-uns vont même plus loin, et prétendent que les enfants de moins de treize ans n'ont pas droit au livret. De sorte que nous rencontrons dans les ateliers des enfants qui, parce qu'ils sont âgés de moins de treize ans, n'ont pas de livret, pas de certificat, et cependant nous constatons qu'ils ont le degré d'instruction qu'exige la loi de 1874. — Que devons-nous faire? — Exiger que ces enfants quittent l'atelier! il n'y a pas de leur faute. Rendre le patron responsable! c'est impossible, car il ne demande pas mieux que de se conformer à la loi. La Commission départementale supérieure a été appelée à en délibérer, mais je tenais à vous prévenir de ce fait.

M. MALAPERT. — Ce matin même nous avons décidé que nous demanderions à M. le Préfet de s'entendre avec les deux ministres du Commerce et de l'Instruction publique pour statuer sur cette situation.

M. ROBQUET. — Je demande que l'Assemblée fortifie par un vœu formel la démarche prescrite par la Commission départementale supérieure. Il me semble que ce sera un moyen d'action de plus.

M. LE PRÉSIDENT. — Sans aucun doute. Je mets aux voix, sans la formuler autrement, la proposition qui vous est faite.

(La proposition est adoptée.)

M. LAPORTE. — Messieurs, il y a dans le vœu de la 17^e Commission locale qui a été développé par M. Lucas, un point très sérieux et même très grave, sur lequel je voudrais insister. On demande la continuation de l'application des articles 8 et 9 pendant cinq ans encore.

J'appelle l'attention de la réunion sur cette proposition qui est, je le répète, très sérieuse. Je comprends bien qu'en employant le mot : *transitoirement*, on veut dire que l'application de ces deux articles pourra être arrêtée dans un temps déterminé, mais même dans ces limites restreintes, la question, ce me semble, mériterait d'être étudiée à fond.

Est-ce qu'il ne vous paraît pas, en effet, lorsqu'un enfant, fille ou garçon, aura été jusqu'à treize ans soumis à l'obligation de l'enseignement, qu'il aura amplement satisfait à la loi, quel que soit son degré d'instruction au sortir de l'école? Voulez-vous avoir le droit de dire à l'enfant illettré : si tu entres dans un atelier, la

moitié de ton temps m'appartient jusqu'à quinze ans? Est-ce que vous ne verriez pas là une inégalité de condition pour les enfants qui se vouent à l'industrie contrairement aux autres qui se destinent par exemple, au commerce? Est-ce que ce ne sera pas prolonger de deux ans pour les premiers cette obligation dont tous les enfants sont affranchis dès l'âge de treize ans? Je ne m'étendrai pas plus longtemps aujourd'hui; j'appelle seulement l'attention de l'Assemblée sur cette grave question.

M. FRANCOLIN. — Nous avons remarqué dans les réponses des inspecteurs au questionnaire du Ministre du Commerce, une tendance à dire que, presque tout de suite, l'Inspection n'avait pas à s'occuper de l'application des articles 8 et 9. Or, c'est précisément parce que nous avons vu naître cette tendance et que nous avons craint que l'Administration ne pût d'ores et déjà, prendre une détermination en ce sens, que nous avons voulu bien indiquer que les articles 8 et 9 devraient être encore appliqués tant que la loi de 1874 ne serait pas abrogée, ou mise en accord avec celle de 1882.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte l'Assemblée sur — je ne dirai pas le vœu — sur l'interprétation formulée par M. Francolin.

(Cette interprétation est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Les réponses faites au Questionnaire de M. le Ministre du Commerce, tant par le service de l'Inspection que par les Commissions locales, devront être communiquées à ces dernières, qui y pourront puiser d'utiles renseignements. » (*Commission locale n° 47, Hommes.*)

M. FRANCOLIN. — Dans notre dernière assemblée générale, nous avons émis le vœu que les réponses des Commissions locales au Questionnaire de M. le Ministre du Commerce soient imprimées et distribuées à toutes les personnes que ces réponses intéressent. Les réponses du service de l'Inspection ont été imprimées mais elles n'ont pas été communiquées aux Commissions locales. Je demande quelle suite a été donnée à notre vœu, et pourquoi nous ne recevons pas tout au moins les réponses, très intéressantes, du service de l'Inspection.

M. BEZANÇON. — Nous sommes tout disposés à envoyer à chaque Commission un exemplaire de ce volume.

M. LAPORTE. — S'il y a un retard — je n'hésite pas à prendre la défense de l'Administration en cette occasion — c'est un peu la faute des Commissions locales.

M. LE PRÉSIDENT. — Ayez la confiance que ce travail d'ensemble a été fait avec discernement et avec l'ampleur nécessaire.

Il n'y a plus rien à l'ordre du jour; la séance est levée.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL

DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 7 janvier 1885.

M. Lejollot, Président de la Commission de l'école de dessin, informe la Chambre que, pour exciter l'émulation des élèves de l'école de dessin, la Commission a fait exécuter un concours de gravure. Le jury d'examen se réunira vendredi, à une heure et demie, et M. le Président de la Commission invite tous les membres de la Chambre à venir visiter à cette date les modèles exécutés.

Chambre syndicale des Emballeurs.

Séance du 13 janvier 1885.

Le ministre du commerce consulte les Syndicats sur l'opportunité de modifier :

1^o La loi du 19 mai 1874 relative au travail des enfants dans les fabriques et manufactures;

2^o La loi du 9 septembre 1848 fixant à douze heures la limite du travail journalier des adultes pour la réduire à onze ou dix heures.

La Chambre a déjà eu occasion de se prononcer sur les effets de la loi du 19 mai 1874 qui, à son avis, a sensiblement augmenté la difficulté de recruter des apprentis; elle a répondu que les enfants peuvent être admis à travailler à l'âge de douze ans.

Quant à la deuxième question, nous avons répondu que la nécessité de limiter la durée du travail des ouvriers adultes n'était nullement démontrée. Elle estime que la loi du 9 septembre 1848 a été faite sans utilité, car cette réglementation ne pourrait être acceptée par les établissements industriels qui, étant tous plus ou moins

sujets à des chômages, sont obligés de demander à leurs ouvriers, ce que d'ailleurs ils acceptent avec empressement, un travail supplémentaire pour rattraper le temps perdu.

Nous soutenons que l'autorité n'a rien à voir dans les relations entre l'employeur et l'employé, et qu'eux seuls ont le droit de régler la durée du travail.

Nous avons encore demandé qu'il fût ajouté à la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'apprentissage un paragraphe interdisant à tout industriel d'employer chez lui, en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, tout jeune homme qui ne pourrait justifier par un congé d'acquit qu'il a fidèlement exécuté son contrat d'apprentissage.

Chambre syndicale de la Confection et de la Couture pour dames et enfants.

Assemblée générale du mercredi 14 janvier 1885.

Il nous a été possible de décider la création d'un cours gratuit de coupe. Depuis longtemps, il nous paraissait anormal de voir des cours de coupe créés ou patronnés de tous côtés par divers groupes, hormis le Syndicat de la Confection et de la Couture. C'était une humiliation, et il nous tardait de pouvoir à notre tour prendre une vigoureuse initiative dans cet ordre d'idées. Notre cours est régulièrement suivi par quatre-vingts élèves environ; le total des inscriptions à ce jour s'élève à soixante-deux. Les résultats déjà obtenus, après huit mois à peine d'existence, sont déjà fort satisfaisants, et l'un des premiers devoirs de votre nouvelle Chambre sera d'organiser définitivement ce cours, de formuler un règlement, de décider peut-être une distribution solennelle de récompenses aux élèves les plus méritants.

Chambre syndicale des Corsets et Fournitures.

Séance du 20 janvier 1885.

Une lettre de M^{me} Schéfer, inspectrice des écoles de la Ville de Paris, demande à M. le Président quelques corsets un peu ordinaires pour les douze apprentis qui sont actuellement à l'école professionnelle de la rue Bouret, 11. M^{me} Schéfer dit que ces corsets seront très soignés et que l'on n'aura qu'à se louer du travail fait sous la direction de M^{lle} de Mahias, l'intelligent professeur de cette école de corsets.

M. le Président prie quelques membres de vouloir bien envoyer plusieurs corsets à cette école.

M. Abadie-Léotard fait observer qu'il voit avec peine que la jeune

filles, M^{lle} Coltier, qui avait été remplacer M^{me} Armengaud pendant plus d'un mois à l'école de Grenelle, et à laquelle on avait promis une place de professeur, ne soit pas encore nommée. Il est regrettable qu'il en soit ainsi, car on a porté un très grand préjudice à M^{lle} Coltier en lui faisant quitter une très bonne place dont elle n'a pu trouver encore l'équivalent. Il est aussi regrettable que l'on impose certaines personnes à M^{me} l'Inspectrice des écoles de Paris qui, si elle était libre, agirait avec plus de justice.

Chambre syndicale des Fleurs et Plumes.

Séance du 23 janvier 1885.

PRÉSIDENCE DE M. BONNI, PRÉSIDENT

Rapport de M. Brochet, Président de la Commission d'apprentissage.

MESSIEURS,

La Commission d'apprentissage vous fit son premier rapport en l'assemblée plénière du 8 juillet dernier.

La Commission, s'inspirant du mandat que vous lui aviez confié, consacra la première partie de ce rapport à démontrer quelles étaient les raisons qui avaient motivé sa constitution ; la seconde partie fit connaître l'étendue des services que vous entendiez qu'elle rende à la corporation, ainsi que les moyens qu'elle emploierait pour y parvenir. A cette époque, les travaux de la commission étaient en bonne voie d'exécution : il lui restait à envoyer cinq cents circulaires, à visiter les mairies, les paroisses, les écoles communales, les institutions, les sociétés de secours mutuels et philanthropiques, les maisons de tissus et apprêts, et à solliciter le concours de la presse.

De nos visites, il est ressorti que nous n'avons pas jugé devoir envoyer à nouveau les circulaires, par cette raison que les personnes visitées par nous déclaraient n'y avoir prêté aucune attention. De ce fait, nous avons pensé qu'il serait préférable de les remettre nous-mêmes en temps utile.

En résumé, quatre-vingt-quatre adhérents nous ont promis de nous envoyer des apprentis ; à chacun d'eux il a été remis une circulaire et un tableau leur indiquant le but que nous nous proposons d'atteindre.

Approuvant l'idée qui se présentait de pouvoir placer les enfants en quête d'apprentissage, la majorité s'est empressée de poser de suite notre tableau à la vue des intéressés ; il a été également

déposé dix tableaux dans les principales maisons de tissus et apprêts.

Nous avons donc actuellement quatre-vingt-quatorze adhérents qui se sont engagés moralement à nous seconder ; ils se répartissent comme suit : dix maisons de tissus et apprêts, seize mairies, quinze paroisses, vingt-trois directrices d'écoles communales de filles, cinq directrices d'institutions, six directeurs d'écoles communales de garçons, treize sociétés de secours mutuels et philanthropiques, enfin, six tableaux posés dans les principales Chambres de l'Union nationale.

Nous avons également obtenu le concours, à titre gracieux, de dix directeurs de journaux qui ont accepté l'insertion d'un article rédigé à cet effet.

Cet article a paru dans la *France*, le *Gaulois*, le *Paris*, la *Patrie*, l'*Intransigeant*, la *Paix*, la *Nation*, l'*Union nationale*, le *Petit Parisien* et le *Courrier*.

M. Escoffier, rédacteur au *Petit Journal*, nous a fait la promesse de rédiger un article ayant pour titre : *L'apprentissage*.

Pour mener à bien notre travail, il nous restait à connaître le sentiment général de la corporation au sujet de la reconstitution de l'apprentissage.

La majorité de nos confrères se refuse à prendre des apprentis, ces derniers les quittant généralement avant d'avoir terminé leur temps d'apprentissage.

Ils abandonnent l'atelier aussitôt qu'ils jugent être assez capables pour travailler dans une autre maison en qualité d'ouvriers ou de petites mains, suivant leurs aptitudes ; de sorte que les patrons qui ont supporté tous les frais se trouvent privés de leurs services au moment où ils pourraient espérer rentrer dans leur déboursé, les parents ne respectant pas les engagements, n'ayant aucune délicatesse, et, en outre, étant sans ressource, ce qui rend impossible de recouvrer l'indemnité que le contrat leur donnerait le droit de prétendre.

Cette raison et le manque de régularité du travail dans l'industrie ne les prédisposent pas à prendre d'autres apprentis, les sacrifices étant trop grands.

La plupart de nos confrères ne font malheureusement pas de contrat et ne se soucient pas d'en faire. En un mot, le sentiment qui domine est que la garantie unique des parents est devenue insuffisante.

Il nous a semblé, messieurs, que notre Chambre pourrait remédier à cet état de choses en demandant énergiquement l'application de la proposition votée par elle, il y a deux ans, sanctionnée cette année par le Syndicat général, et qui a pour but de rendre responsable,

conjointement avec les parents, l'employeur convaincu d'occuper un apprenti n'ayant pas son congé d'acquit.

Si cette clause peut être appliquée au contrat, je puis vous certifier qu'elle sera accueillie favorablement par nos confrères.

Quant aux inscriptions des offres et des demandes, le résultat est minime : d'un côté, l'employeur se refuse à prendre des apprentis parce qu'il ne se trouve pas suffisamment garanti; de l'autre, les parents hésitent à placer leurs enfants chez nous en raison du chômage qu'ils supposent être l'état normal de notre industrie. (Il n'en est rien heureusement.) De plus, la majeure partie des parents demande que leurs enfants soient nourris et couchés, sinon payés de suite.

De ce qui précède, il résulterait que l'apprentissage serait complètement abandonné, ou du moins pour un laps de temps, que la reprise générale des affaires pourrait seule modifier.

S'il devait en être ainsi, la reprise serait en quelque sorte aussi terrible que la crise elle-même, si elle ne l'était davantage : nous verrions la généralité de nos confrères ayant du travail et personne à l'atelier.

Le personnel n'ayant aucune raison d'être attaché à nos maisons, ceux qui auraient fait des sacrifices pour le conserver se verraient, par l'offre d'un salaire supérieur, déposséder par leurs confrères, qui, à leur tour, seraient obligés d'agir de même; ce serait un va-et-vient général qui ne pourrait profiter à personne et dont les conséquences seraient la ruine avec l'abondance; ce serait mourir de faim devant une table chargée de mets.

Non, Messieurs, nous ne pouvons laisser le fait s'accomplir; notre rôle, à nous, qui avons prévu le mal, est de donner l'exemple.

Que chacun de nous prenne part, dans la mesure du possible, à la reconstitution de l'apprentissage; prenons des apprentis, engageons-nous à ne pas en occuper n'ayant pas de congé d'acquit; attachons-nous à constituer un personnel actif dont les aptitudes seront plus étendues que celui que nous possédons; que ce personnel soit apte à suivre tous les caprices de la mode en passant d'un genre à un autre, et nous permette de conserver notre supériorité de fabrication, et, par la perfection de nos articles, de conserver en outre notre clientèle étrangère.

Que chacun de nous ne regarde pas le sacrifice à faire pour le présent; ne nous décourageons pas, ayons confiance à un retour prochain de la mode à notre industrie.

Si nous ne pouvons coucher, nourrir nos apprentis, offrons un salaire aux parents qui ne peuvent supporter eux seuls le sacrifice du temps d'apprentissage.

Réglons la durée du temps d'apprentissage selon que notre genre

de fabrication est plus ou moins étendu ; en un mot, d'après le plus ou moins d'exigences des parents.

Ne prenons plus d'apprentis sans contrat.

Pour que le contrat soit respecté, n'hésitons pas à poursuivre le délinquant. Et si la loi ne consacre pas notre droit de faire condamner à une indemnité l'employeur qui aurait sciemment occupé un apprenti n'ayant pas terminé son apprentissage, adressons-nous à notre Chambre syndicale. Que notre Président, assisté de deux membres, examine le bien-fondé de la demande et mette en demeure l'employeur peu scrupuleux de renvoyer l'apprenti ou de payer une indemnité à son confrère lésé.

Cette action toute morale près de l'employeur donnerait une force de plus au respect du contrat. La proposition relative à l'intervention de la Chambre syndicale forme l'objet d'une seconde proposition qui ne viendrait qu'au cas où le législateur n'accorderait pas l'obligation du congé d'acquit.

L'une ou l'autre donnerait une garantie suffisante au respect du contrat et permettrait de poursuivre avec fruit la reconstitution de l'apprentissage dans nos industries.

De ce qui précède, il résulte que, malgré la bonne volonté témoignée par un nombre important de personnes, l'action de notre Commission n'a pu encore se faire sentir d'une façon efficace. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. On connaît l'indifférence de la plupart des industriels parisiens en ce qui concerne les questions d'intérêt général. En résulte-t-il que l'on doive ne pas réagir et chercher, par tous les moyens possibles, à secouer cette torpeur ? Non ; et nous avons l'intime conviction qu'on pourrait arriver, par l'exemple, à obtenir un résultat.

Il ne suffit donc pas, pour mener à bien une entreprise de cette nature, de faire une étude des voies et moyens, d'envoyer de nombreuses circulaires et d'attendre le reste du hasard ou de la Providence : il faut constituer une entente sérieuse, basée, non sur une sympathie impuissante, mais sur une coopération effective.

Votre Commission de l'apprentissage est de cet avis ; tous et chacun de ses membres sont prêts à s'engager par écrit à coopérer à l'œuvre de recrutement et de placement, et, en outre, à ne prendre aucun apprenti sans s'être au préalable assuré qu'il est sorti de sa précédente maison libre de tout engagement.

Certes, la Commission ne se fait pas illusion sur la valeur actuelle de ces engagements ; le nombre des contractants en sera restreint, mais elle espère trouver de nombreux adhérents dans les collègues du Comité, et surtout par une active propagande qu'un grand nombre de nos confrères viendront renforcer le petit groupe. Que le Comité donne l'exemple.

MESSIEURS,

En la séance du 11 décembre 1883, M. Capitaine, rapporteur de la Commission d'étude, présentait au Comité des Fleurs, Feuillages, Fruits et Apprêts un projet pour la création d'une Commission ayant pour tâche de recruter et placer gratuitement en apprentissage les enfants des deux sexes dans les industries que le Comité représentait.

Le but visé était la reconstitution de l'apprentissage dans nos industries.

Après examen de la proposition le Comité décida qu'une délégation de six de ses membres serait chargée de l'exécution pendant une année ; les membres furent tirés au sort.

Le 25 janvier 1884, M. Patay, Président, constituait cette délégation et lui donna le titre de Commission d'apprentissage.

Le 5 mai, sur l'exposé que fit la Commission, le Comité chargeait son Trésorier d'avoir à lui fournir les fonds nécessaires jusqu'à concurrence de 500 francs, et il fut décidé que cette somme serait prélevée sur le reliquat de la souscription.

Actuellement nos dépenses s'élèvent à la somme de 285 fr. 85 c.

Je tiens à la disposition de votre Trésorier les factures et acquits pour la vérification, et j'ai l'honneur de les présenter à votre approbation.

Le terme fixé à l'exécution de la tâche qui nous était confiée étant expiré, les membres de la Commission d'apprentissage ont l'honneur de vous remettre leur démission. (*Vifs applaudissements.*)

M. le Président est heureux de constater que le travail de la Commission est remarquable à tous égards, que le but poursuivi l'a été avec compétence. Malheureusement, le résultat n'a pas encore répondu aux efforts tentés. Il ne faut pas pour cela se décourager : les œuvres de cette nature exigent du temps et de la persévérance. Un malentendu a eu lieu, quelques esprits mal informés ont cru que la Commission de l'apprentissage allait sur les brisées de l'Assistance paternelle. C'est une grave erreur contre laquelle on ne saurait trop s'élever ; la Commission, tout au contraire, ne se propose que d'apporter l'appoint de sa bonne volonté à l'Assistance paternelle d'aider cette association qui, depuis longtemps, lutte de toutes ses forces pour la régénération de l'apprentissage.

M. le Président propose d'insérer le rapport au procès verbal et d'en reporter la discussion à une autre séance. Bien entendu. M. Brochet, s'il y consent, aura le droit d'y assister.

Cette proposition est adoptée.

Chambre syndicale des Marchands-Tailleurs de Paris.

Séance du dimanche 1^{er} février 1885.

M. Vivier, trésorier de l'École professionnelle, communique les chiffres suivants :

Les recettes et les dépenses se balancent par un total de 28,439 fr. 85 c.

La réserve au profit des apprentis s'élève à 3,591 francs. La loterie a donné un bénéfice net de 5,430 francs.

M. Ducher fait ensuite le rapport suivant :

MESSIEURS,

Tout d'abord nous vous remercions d'avoir bien voulu venir en aussi grand nombre assister à notre Assemblée générale ; nous en sommes heureux parce que vous allez pouvoir vous rendre compte par vous-mêmes du résultat que nous avons obtenu, des progrès faits par les élèves et de la situation exacte de notre école professionnelle.

Nous remercions aussi les généreux bienfaiteurs qui nous secondent pécuniairement, et en particulier M. le Ministre du Commerce, la Ville de Paris et notre Société philanthropique qui, cette année, nous ont alloué ensemble près de 10,000 francs.

Les résultats obtenus par les enfants, comme qualité de travail, sont satisfaisants et hors de pair, nous pouvons le dire, car il est bien rare de trouver aujourd'hui des apprentis faits isolément arriver à donner de pareils résultats.

Malheureusement, nous devons dire que nous n'avons pas été complètement satisfaits de la conduite de quelques-uns d'entre eux. Le Comité s'est même, en effet, trouvé dans la dure nécessité de sévir et d'en renvoyer.

Il espère que cet exemple portera ses fruits et que l'année prochaine il n'y aura pas lieu de faire, à cette place, une aussi pénible constatation.

Il semblerait, Messieurs, que plus on fait le bien, car c'est le bien que nous faisons à ces enfants, moins on doit avoir de satisfaction. En effet, parmi ceux renvoyés il y en a, il est bon de le dire, qui tenaient des raisonnements tels qu'il semblait que c'était nous qui étions leurs obligés ; évidemment ces raisonnements ne venaient pas d'eux, c'est pourquoi nous sommes fondés de croire qu'il y a, dans certains milieux, encore un peu d'esprit faussé par l'éducation, et c'est bien là que le remède de la brillante et bienfaitrice instruction qu'on prodigue aujourd'hui devrait porter ses fruits.

Je n'ajouterai ensuite qu'un mot à l'exposé qui vient de vous être

fait pour expliquer que si notre situation financière n'est pas ce que nous voudrions qu'elle fût, malgré l'aide que nous trouvons en haut lieu, nous le devons à ceux qui ont le plus d'intérêt à la prospérité de l'apprentissage, à nos confrères, à ceux qui restent sourds à toutes nos sollicitations.

C'est, croyez-le, une bien grande peine pour nous, qui avons l'orgueil de notre industrie, qui voudrions pouvoir dire bien haut et partout combien, chez nous, on aime à s'intéresser à son existence sûre du lendemain, à son progrès, à la supériorité de sa main-d'œuvre qui, chez nous comme dans toutes les industries, est la question vitale par excellence, c'est, croyez-le, une bien grande peine d'avoir à constater qu'ici aussi l'indifférence domine; nous soutenons bien un peu le contraire, mais c'est du bout des lèvres, et nous voyons bien, convenez-en avec nous, qu'on ne nous croit pas.

Il faut donc, chers confrères, que vous nous aidiez à recueillir des adhésions; songez que si chacun d'entre vous nous amenait seulement une adhésion par année, nous augmenterions nos cotisations annuelles de 4,000 francs.

Il n'y a pas, du reste, que chez nos confrères qu'il faut opérer des adhésions: il y a aussi à fouiller le monde de fournisseurs; il y en a déjà pas mal dont les noms figurent parmi les membres honoraires, mais il en manque beaucoup à l'appel, et, comme nous estimons qu'ils ont tout autant d'intérêt à donner une souscription à nos écoles professionnelles de Paris qu'à la donner à l'école professionnelle de Bruxelles, où nous en voyons beaucoup figurer parmi les membres protecteurs, nous ne devons pas craindre, sans nous croire pour cela en pays conquis, ce qui serait le système allemand, de solliciter chaudement là des adhésions dont le produit nous permettrait d'augmenter la production du travail de l'école tout en conciliant le bien fin de ce travail, et d'attendre plus aisément l'époque d'expiration des anciens contrats d'apprentissage qui grèvent encore pour quelque temps notre budget.

Nous venons, Messieurs, de parler de l'augmentation de la production du travail. Comme c'est sur ce point que beaucoup de nos confrères appellent constamment notre attention, alors que beaucoup d'autres nous tiennent par ce raisonnement naturellement vrai qu'il vaut mieux produire moins et mieux que produire beaucoup et médiocre, et puisque nous sommes ici en famille, réglons, si vous le voulez bien, ce petit différend qui paraît diviser en deux camps nos membres effectifs.

Tout d'abord, votre Comité est d'avis, et il a dit chaque jour au professeur en chef, qu'il faut régler la marche du travail de manière à ce qu'il avance plus rapidement; sur ce point, nous sommes tous d'accord, mais de là à l'organiser pour arriver à ce qu'il soit fait

mathématiquement en tant d'heures, nous estimons la chose impossible et nous prions ceux qui détiennent cette idée de ne pas s'y fixer indéfiniment, à moins qu'ils ne veuillent abandonner la qualité du travail; dans ce cas, il faut que vous sachiez que l'on abandonnerait également « l'apprentissage », parce qu'il est bon d'observer que le travail fait dans les ateliers est fait par des apprentis à qui il faut souvent faire défaire deux ou trois fois le même ouvrage. Dans ces conditions, comment définir exactement d'avance le nombre d'heures qu'ils devront mettre à confectionner une pièce ?

Dans notre dernière assemblée philanthropique, un confrère nous a lu un long *factum* tout rempli de critiques; il avait même poussé si loin le goût des calculs mathématiques qu'il en était arrivé à trouver qu'on travaillait quatre-vingt-dix-huit mille cent heures par an à notre école et qu'on faisait une pièce en cent quatre-vingt-quatorze heures. Nous avons vu de nos confrères tomber en béatitude devant cet amas de chiffre.

Évidemment, il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage à cette critique, car l'aimable confrère qui en était arrivé à enfanter ce document n'a pu nous expliquer la mise en pratique de ses théories fantastiques. Si donc nous le notons au passage, c'est uniquement pour nous indiquer que nous faisons attention à tout ce qui se dit sur ce sujet.

Nous avons reçu aussi plusieurs systèmes que des confrères nous priaient d'essayer; nous l'avons fait; il y a notamment un groupe qui a fonctionné pendant quelque temps pour une seule maison et sous sa seule direction, mais l'alimentation du travail de cette maison n'étant pas suffisante, on a dû abandonner ce système, ce qui prouve surabondamment qu'entre la théorie et la pratique il y a loin, surtout en matière d'apprentissage. Bien des désillusions attendent ceux qui ont la charge de s'en occuper et qui s'en occupent constamment, car eux-mêmes, aussi dévoués qu'ils soient, font un apprentissage de chaque jour.

Non! voyez-vous, Messieurs, le seul moyen à employer, suivant nous et pour éviter de chercher plus longtemps, est celui-ci, et il est bien simple: habituer avant tout les enfants à bien faire et vite, leur donner de bons principes de couture et les initier progressivement à tout ce qui entre dans la confection d'un vêtement, voilà pour l'enseignement technique. Puis, ensuite, faire en sorte que l'alimentation du travail ne subisse pas de temps d'arrêt, comme cela a malheureusement lieu trop souvent, afin d'éviter le long chômage qui augmente dans de grandes proportions la moyenne des heures employées à la confection d'un vêtement.

Tout est là. Mais, de grâce, ne cherchons pas à faire de notre école un vaste atelier de couture; ce serait l'abandon, l'annulation de l'apprentissage.

Tout récemment, celui qui a l'honneur de vous parler visitait une école professionnelle analogue à celle-ci, celle des Tailleurs de Bruxelles; là, comme chez nous, ils ont fait beaucoup d'essais; on leur a soumis, comme à nous, beaucoup de systèmes; il ont essayé d'en mettre beaucoup en pratique; ils en sont revenus au système que nous vous indiquons plus haut et n'en sortent plus. Cette institution a toute la physionomie de la nôtre. Sa caisse même est en tous points conforme à la nôtre: seul son système d'admission est différent, car, pour être admis, il faut verser 20 francs d'entrée, et par la suite 12 francs par mois. De plus, les élèves ne sont pas nourris et ne reçoivent aucun salaire pendant le temps de leur apprentissage. Vous le voyez encore, nous sommes supérieurs à nos confrères belges sous le rapport de la philanthropie. Nous prenons des enfants gratuitement, nous leur apprenons un métier, nous les nourrissons à midi, et, à la fin de leur apprentissage, nous leur remettons en masse la haute paye que leur bonne conduite et leur intelligence leur ont acquise, et cette haute paye se chiffre par 3 et 4,000 francs.

Aussi, Messieurs, si ces enfants ne nous sont pas un jour reconnaissants de ce que nous faisons pour eux, c'est que l'ingratitude humaine aura fait plus de progrès dans notre pays que la civilisation et la philanthropie.

Vous entendez cela, cher enfants; à l'âge où vous êtes vous ignorez bien des choses et je souhaite que dans vos jeunes cerveaux, qui ne sont encore hantés que par les visions souvent chimériques de l'avenir, pénètre dès maintenant et pour toujours l'idée du souvenir du bien qu'on vous fait.

Nous voudrions aussi, et c'est par là que nous finissons cette causerie, que vous vous pénétriez bien de ceci: c'est que, dès maintenant, vous appartenez à notre corporation et qu'elle compte sur vous pour l'aider à refaire sa main-d'œuvre afin d'avoir d'ici peu un peu moins d'ouvriers anglais et allemands dans les ateliers, ce qui, avec le reste, est une des causes que l'on s'est anglomanisé en France en attendant que l'on s'engermanise, car, en fait de mode, il semble n'y avoir plus de frontières, même pour les Français, et nous estimons que d'avoir une main-d'œuvre française, c'est nous aider, nous obliger à habiller à la française et non comme on tend à le faire aujourd'hui, où le dernier cri pour le bon tailleur est d'enlever toute la souplesse, toute l'élégance ainsi que cette bonne façon de s'habiller qu'avaient autrefois nos parfaits « gentlemen », afin de les rendre le plus étrangers possible.

Messieurs, un mot avant de finir. Notre institution vit et prospère; quoique dans une sphère modeste, elle est appréciée par tous ceux qui s'occupent de l'apprentissage, la Ville elle-même, qui dépense

beaucoup pour l'enseignement professionnel, a trouvé chez nous le véritable côté pratique de cet enseignement qu'elle ne peut obtenir qu'imparfaitement dans les écoles qu'elle a fondées; c'est bien là ce qui condamne les nombreuses critiques que l'on fait sur notre institution et, chose bizarre, les seules satisfactions que nous ayons nous viennent de là.

Ne cherchons donc pas à tout bouleverser; modifions tout ce qui est modifiable et maintenons le reste en état; le principe est établi, il n'y a désormais qu'à tabler dessus pour arriver au résultat envié.

Nous avons pour nous seconder, en dehors de vous, la bienveillance de la municipalité et celle particulièrement appréciable de notre bien sympathique Président du Syndicat général des Chambres syndicales; M. Muzet nous voit constamment à l'œuvre : il nous aide à prospérer, il applaudit à nos succès comme il prend part à nos déboires. Cette œuvre est, en somme, un peu la sienne, car dès le début il l'a encouragée de sa parole aimable et convaincante, de ses conseils dans la direction à donner. Nous vous invitons donc à vous joindre à nous pour lui témoigner publiquement toutes les sympathies que notre corporation entière a pour lui. (*Applaudissements.*)

Nous allons remettre les récompenses que nous sommes heureux de décerner aux élèves les plus méritants; nous avons la satisfaction d'avoir été dans l'obligation d'en décerner une de plus que l'an dernier, et si notre caisse, nous ne vous le cachons pas, avait été plus riche, nous aurions pu récompenser deux ou trois sujets de plus. Mais c'est pour ceux-là un encouragement à continuer à bien faire afin d'être, l'an prochain, les premiers lauréats et, pour les autres, un attrait au devoir. (*Applaudissements.*)

Après la lecture de ce rapport, M. Noël, Président honoraire de la Chambre syndicale, veut bien, sur la demande qui lui est faite, prononcer quelques paroles aimables à l'adresse des organisateurs de l'école et encourage, par son éloquente et fine parole, les enfants à l'assiduité, à l'amour du travail et à l'obéissance. Sa spirituelle improvisation est fréquemment interrompue par les bravos et les applaudissements de l'assemblée.

M. le Président appelle ensuite les lauréats, et M. Laffitte, Président honoraire de la Société philanthropique, remet les récompenses qui consistent en livrets de la Caisse d'épargne aux élèves dont les noms suivent, en adressant à chacun d'eux quelques mots bienveillants et encourageants qui soulèvent l'approbation de tous les assistants : Charles Regard, Georges Pruvost, Jules Vignolles et Louis Mendel, élèves de l'année 1882; Henri Fuzellier, élève de l'année 1883; André Diégel, élève de l'année 1884.

Le nom de chaque lauréat est vivement applaudi.

Ensuite, M. Corroy, Président de la Société philanthropique, prononce une allocution dans laquelle il fait ressortir toute la sollicitude que la Société philanthropique a pour l'institution professionnelle que le dévouement de quelques confrères a contribué à former et demande à tous de seconder leurs efforts, afin que, dans un avenir prochain, il soit donné à la corporation la satisfaction d'avoir une grande pépinière de bons ouvriers. (*Vifs applaudissements.*)

M. le Président remercie ensuite le directeur de la Société philanthropique de l'empressement qu'elle met à être utile au Comité de l'école et lève la séance à quatre heures et demie.

Le Secrétaire,
H. DUCHER.

Chambre syndicale de la Ganterie et des Peaux pour gants.

Assemblée générale du 9 février 1885.

Répondant à un questionnaire de M. le Préfet de la Seine, sur les écoles professionnelles et techniques, M. J. Lafon, rapporteur, dit que pour conserver un noyau de bons ouvriers et faire progresser l'industrie de la ganterie, il serait utile de créer une école professionnelle, car nous sommes encore une des rares industries ne possédant aucun établissement de ce genre.

M. le Rapporteur pense qu'il suffirait peut-être d'un patronage purement moral de l'État, d'une intervention bienveillante de la ville, qui pourrait mettre à notre disposition un local à titre gracieux.

En attendant le résultat de l'appel qu'a fait notre collègue à l'Administration, ne pourrions-nous pas faire nous-mêmes le nécessaire ?

MM. les membres de la Commission d'initiative voudront bien s'inspirer des patriotiques raisons que renferme le rapport de M. J. Lafon et proposer à la Chambre un projet.

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance du 20 février 1885.

PRÉSIDENCE DE M. J. VIVIER, PRÉSIDENT.

La parole est donnée à M. le délégué de l'école professionnelle, qui présente la situation de l'institution pendant le mois de janvier écoulé :

Les recettes se sont élevées à Fr. 2.266 15

Les dépenses à 2.817 »

On a admis deux élèves nouveaux et trois membres effectifs ont sollicité leur admission.

Parmi ces derniers, figurent MM. Bessand et C^e, qui la sollicitent en adressant la lettre ci-jointe au Président :

*A Monsieur Joseph Vivier, Président de la Chambre syndicale
des marchands-Tailleurs de Paris,*

Nous avons appris avec grand intérêt, par votre lettre du mois de janvier, écoulé, la création et le fonctionnement d'une école professionnelle des apprentis tailleurs.

Cette institution nous paraît éminemment utile dans l'intérêt de la corporation, car chaque jour les bons ouvriers disparaissent et sont difficilement remplacés.

Nous venons, en conséquence, vous prier de nous inscrire au nombre des membres effectifs.

Veillez agréer, etc.

Signé : BESSAND ET C^e.

Le vote pour l'admission de ces nouveaux membres est acquis à l'unanimité, et M. le Secrétaire est invité à les en informer par lettre.

Il donne ensuite lecture de la lettre collective suivante adressée par les élèves, à l'occasion du nouvel an, aux membres du Comité :

Messieurs,

A l'occasion de la nouvelle année, permettez à vos jeunes et dévoués apprentis de vous présenter leurs souhaits de bonne et heureuse année.

Nous espérons que vous accueillerez nos hommages, et nous vous promettons, pour l'année qui se présente, travail, courage et fidélité, afin de vous récompenser de tous vos efforts pour la prospérité de l'école.

Veillez agréer, messieurs, de vos protégés, les salutations les plus respectueuses,

Vos élèves reconnaissants.

Suivent les signatures (trente-deux élèves).

La lecture de cette lettre est accueillie par les applaudissements de l'assemblée, et M. le Président ajoute que les sentiments qui y sont exprimés sont la meilleure des satisfactions qui peuvent être données au Comité.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de M. Lacapère sur l'organisation du travail dans les ateliers de l'école.

Un membre fait observer qu'il serait bon de remettre quelque temps l'examen du projet de M. Lacapère, soit à l'époque prochaine de la réorganisation du personnel.

L'assemblée approuve cette observation et décide le renvoi de cette discussion à une séance ultérieure.

**Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie,
Boutons et Rubans.**

Séance du 24 février 1885.

PRÉSIDENCE DE M. WEBER, PRÉSIDENT

École de dessin.

M. le Président annonce à la Chambre que, d'accord avec le Comité de l'école de dessin professionnel, il a acheté un lot de moulages en plâtre appropriés à ce cours.

Il croit aussi devoir annoncer qu'un professeur de tissage se propose de faire un cours spécial sur cette partie si importante de la fabrication ; il craint seulement que, malgré son intérêt indiscutable, ce cours ne soit pas suffisamment suivi et, pour éviter ce grave inconvénient, il fait de nouveau appel aux membres de la Chambre pour les engager à envoyer des élèves à ce cours.

M. Pignon pense que les élèves des industries des dentelles, tulles, passementerie et rubans pourraient très sérieusement à ce cours.

M. Chauffroy dit qu'il a pendant un certain temps posé à ses employés la condition de fréquenter l'école de dessin ; cette condition acceptée par les employés, leur zèle dure trois mois, puis ils donnent comme raison que, demeurant à Belleville, Ménilmontant ou tout autre quartier excentrique, ils sont les jours de cours, obligés de rentrer à onze heures ou onze heures et demie du soir, et qu'en fin de compte leur engagement de fréquenter l'école devient absolument nul.

M. Richenet espère que le cours de tissage étant un « cours pratique », intéresserait les élèves et serait très suivi, mais surtout s'il était indépendant du cours de dessin qu'un grand nombre de jeunes gens se refusent à prendre.

M. Chauffroy a voulu faire lui-même ce cours chez lui, mais il a dû y renoncer par suite du mauvais vouloir auquel il s'est constamment heurté.

M. Geoffroy désirerait qu'avant de commencer le cours on s'assure qu'il serait fréquenté assidûment au moins par huit ou dix élèves.

M. Pignon affirme qu'il y aura un nombre supérieur d'élèves pour profiter de cette partie de l'instruction industrielle.

M. Richenet développe son opinion de rendre indépendantes les deux parties des cours ; il pense qu'il serait inutile de suivre le tout et qu'un élève pourrait indifféremment se faire inscrire pour le dessin seul ou pour le cours de tissage isolément.

M. Langlois combat cette opinion ; il pense que le dessin est indispensable ; sans cela, dit-il, le tissage est un travail manuel et

l'école s'éloignerait de son but si elle formait seulement des manouvriers qui pourraient très bien travailler mais ne sauraient en aucune façon diriger le travail.

Après une discussion sur les voies et moyens, à laquelle prennent part MM. Weber, Geoffroy, Langlois et Richenet, la Chambre, adoptant en principe le cours de tissage qu'on propose de fonder à l'école de dessin professionnel, décide de laisser le soin de l'organiser au Comité de l'école.

Chambre syndicale de la Maroquinerie et de la Gainerie.

Assemblée générale du mercredi 4 mars 1885.

M. le Président s'exprime ainsi : Nous avons reçu de M. le Ministre du commerce une circulaire concernant le travail des enfants et filles mineures dans l'industrie et demandant les modifications utiles à apporter.

A cet effet, nous avons trouvé que la loi ne laissait pas assez de marge au patron d'apprentissage, et qu'elle autorisait l'apprenti, s'inspirant de la loi et l'interprétant à sa manière, à ne pas se soumettre aux exigences de la situation; il s'ensuit que beaucoup de fabricants renoncent à faire des apprentis, ce qui nuit d'une manière considérable à l'industrie en général.

Malgré le peu de réussite de notre école de dessin, la Société de Protection des apprentis, dont le siège est rue de Rennes, pour nous donner un encouragement, a bien voulu décerner à la Chambre une mention honorable pour les efforts qu'elle a tentés et qui, malheureusement, sont demeurés stériles.

Sans vouloir tout laisser dans l'état actuel, nous craignons d'essayer à nouveau, et nous voyons avec peine que l'encouragement que la Chambre avait promis et accordé n'a pas été entendu de la corporation. Nous espérons cependant n'en pas rester là et saisir une occasion plus favorable.

Chambre syndicale des Corsets et Fournitures.

Séance du mardi 17 mars 1885.

M. Dusaussé dit avoir pris comme ouvrière une élève de notre École professionnelle; cette jeune fille, employée plutôt par œuvre philanthropique que par besoin personnel, paraît avoir profité des leçons reçues à notre école. Elle ne travaille pas mal, mais M. Dusaussé désire que l'on ne pousse pas nos jeunes élèves à la vivacité dans le travail, cette vivacité nuisant toujours à la bonne façon de l'ouvrage.

Chambre syndicale des Fleurs et Plumes.

Séance du vendredi 18 mars 1885.

Discussion du rapport de la Commission d'apprentissage.

M. Bonni rappelle les conclusions du rapport; la Commission a fonctionné pendant un an, elle a beaucoup travaillé: ce serait perdre le travail fait par elle et les résultats peu nombreux, mais certains, qu'elle a obtenus que de ne pas continuer ce qu'elle a si bien commencé. Tout commerce se compose de deux parties: la vente et la fabrication. La fabrication est certainement la plus importante, car pas de vente sans elle, et, pour être bon ouvrier, il faut avoir été apprenti; l'apprentissage est donc nécessaire pour qu'un commerce existe, surtout dans une industrie comme la nôtre, où le travail est artistique et non mécanique. L'Assistance paternelle fait de grands efforts pour arriver à se procurer des élèves; notre concours, dans ce cas, peut être aussi d'une grande utilité. M. Bonni conclut en demandant la nomination d'une Commission.

M. Arbib dit que le seul moyen de se procurer des apprenties est de leur donner un salaire suffisant; il voudrait aussi que tous les dimanches il y ait des concours à l'Union. Les élèves les plus habiles recevraient un prix en espèces. M. Arbib se fait fort de procurer les fonds nécessaires à cette institution.

M. Bourdin-Marly fait observer que les concours ne peuvent servir qu'à constater le degré de savoir acquis, mais ne sauraient avoir d'influence sur le recrutement des élèves; la raison qui éloigne les jeunes filles de notre industrie est des plus simples: les mères, avant de mettre leur enfant dans un métier, s'informent d'abord si ce métier fait vivre l'ouvrière qui l'exerce et, ne craignons pas de le dire, l'enquête n'est pas favorable au métier de fleuriste, en raison du long chômage qu'il subit par suite des mortes-saisons. Ne cherchons pas ailleurs la cause des difficultés que nous éprouvons dans le recrutement des apprenties.

M. Eschemann dit qu'il partage l'opinion de son collègue M. Arbib. Il émet diverses théories sur l'apprentissage et au sujet de la Société paternelle. Ces théories, exprimées d'une façon un peu vive et toute personnelle, soulèvent les réclamations presque générales de l'assemblée.

M. le Président rappelle à M. Eschemann que les paroles qu'il vient de prononcer sont pour ses collègues un manque d'égard, auquel ne sont pas habitués les membres de la Chambre, et que, mise sur ce pied, la discussion devient difficile.

M. Eschemann dit que, dans ce cas, il est prêt à se retirer et laisse la réunion.

M. le Président craint d'avoir été un peu vif dans les observations

faites à un de ses collègues, mais les termes dont s'est servi M. Eschemann en parlant d'une Société que nous avons l'habitude d'estimer et de respecter l'ont amené à cette réponse.

M. Millon demande que la Chambre approuve les paroles de son Président.

M. Bourdin-Marly et plusieurs de ses collègues appuient cette demande, qui est approuvée par un vote unanime.

M. Millon dit que la question d'apprentissage a été soulevée plusieurs fois. Il a fait partie d'une Commission à ce sujet qui a eu quatorze séances et a donné comme résultat un rapport très étendu et très étudié; le mal est facile à constater, mais le remède est d'une application difficile; les parents ne veulent pas de contrat et, lorsqu'ils l'acceptent, il n'y a pas de leur part une garantie suffisante.

M. Bergaut est certain que si les apprenties apprenaient en même temps la fleur et la plume, le remède serait tout trouvé.

M. Javey avait proposé un moyen à la Paternelle. A son avis, il faudrait donner au début un petit salaire aux apprenties, et ce salaire serait augmenté tous les six mois; les jeunes filles entrant tard en apprentissage, les parents sont plus exigeants.

M. Turney croit que l'on peut nommer utilement une Commission. Son but serait d'abord de chercher des apprenties, et ensuite de les régir. Il a été pris note du travail Javey, et, en ce moment, un travail se soudant en quelque sorte au sien, et ayant rapport aux primes d'apprentissage, est à l'étude à la Paternelle. L'observation de M. Bergaut est excellente, mais la grande difficulté est de trouver des patrons créant des élèves dans ces deux parties.

M. Bonni fait remarquer que tout ce qui vient d'être dit prouve qu'une Commission est nécessaire. Il ajoute même que, pour une question aussi vitale, la Commission doit être permanente; pour arriver à un résultat, il faut le travail et la persévérance de chaque jour, et demande à l'assemblée de vouloir bien prendre cette demande en considération.

M. Bourdin-Marly s'excuse de couper la discussion, mais il tient à donner à ses collègues un renseignement sur un point très important touchant l'apprentissage. M. Delmart a préconisé autrefois à la Chambre syndicale le double apprentissage simultané, plumes et fleurs. Eh bien, cette conception est mise en pratique depuis près d'un an à l'école municipale professionnelle de la rue Bossuet et donne d'excellents résultats; les élèves, divisées en deux parts, passant alternativement par quinzaine dans l'un et dans l'autre atelier, seront pour la plupart, si l'on en juge par les résultats déjà obtenus, de remarquables ouvrières fleuristes ou plumassières après leurs trois années d'apprentissage.

M. Morin-Hiélard appuie la proposition de M. Bonni, mais il trouve que les liens entre la Chambre syndicale et le patronage ne sont pas assez serrés. Le souhait le plus favorable à l'apprentissage est l'entente des deux Sociétés. Il demande que la loi force les apprenties à avoir un certificat, et conclut en demandant que l'on prenne pour Commission la Paternelle.

M. Bonni maintient sa proposition. L'Assistance paternelle est une Société indépendante ayant un règlement que l'on ne peut changer; il peut se faire, du reste, que tous les membres de notre corporation n'en soient pas partisans. La Chambre ne peut se rapporter à une Société tierce; que les deux Sociétés s'aident dans leur travail respectif, rien de mieux, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elles forment deux Sociétés distinctes.

M. Morin-Hiélard demande la réunion des deux Sociétés.

M. Arbib veut que l'on crée des écoles professionnelles.

M. Bergaut fait remarquer que le désir de la Paternelle et de la Chambre est le même; le but à obtenir, c'est d'avoir des apprenties.

M. le Président rappelle les efforts faits par la Paternelle; l'application de la loi est difficile; le paiement des apprenties est un excellent moyen; le double apprentissage de la fleur et de la plume offre des difficultés, mais elles ne sont pas invincibles.

M. Charles est d'avis qu'il est plus facile de trouver des apprenties que de les conserver; un contrat sérieux entre patrons, est le seul moyen pour arriver à ce que, au bout de peu de temps, elles ne changent pas d'atelier.

M. Millon demande une modification de la loi; la seule garantie vraie est celle qu'offre le nouveau patron.

M. le Président dit que cette question est bien difficile. Souvent, ayant obtenu un jugement qui vous donne raison, on en est encore pour ses frais.

Sur la proposition de M. Bonni, une Commission de quatre membres, pouvant s'adjoindre en dehors de la Chambre les membres qu'elle croira nécessaires, est nommée par 10 voix contre 6

MM. Bonni, Bréviaire, Caillaux, d'Isle-Capitaine sont désignés pour en faire partie.

M. Turney dit qu'autrefois chaque membre faisant partie du syndicat se faisait un devoir d'être de la Paternelle; l'Assistance n'a qu'un but : la prospérité de l'apprentissage. Si elle n'a pas plus d'élèves elle le regrette; la question, bien minime cependant, des 2 francs par mois y est peut-être pour quelque chose. M. le Président de la Paternelle a assuré M. Brochet de sa sympathie. Si les deux Sociétés ne suivent pas le même chemin, elles tendent au même but,

et la Chambre syndicale trouvera toujours l'Assistance paternelle prête à lui être agréable en toutes circonstances.

Chambre syndicale des Grains et Farines, Graines et Hulles.

Assemblée générale du 1^{er} avril 1885.

Tout en tenant compte de la part d'initiative considérable qui en revient à M. Louis Lockert, l'un de nos adhérents, l'Exposition de meunerie peut être considérée comme le corollaire nécessaire, obligé même, des expériences de mouture, et, pour cette cause, nous ne devons pas lui ménager notre appui moral le plus large possible. L'Exposition internationale de meunerie et de boulangerie est essentiellement une œuvre patriotique en même temps qu'utile et nécessaire.

Que le résultat des enseignements que nous en retirerons soit le relèvement de notre pays, placé de nouveau à la tête des nations agricoles du monde.

Ce résultat pourra se trouver facilité davantage par la création d'écoles professionnelles. La France manque d'établissements donnant une instruction technique spéciale et tels qu'il en existe en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis. C'est cet exemple que notre pays doit imiter.

Le germe de la création des Écoles de meunerie est jeté, et c'est encore à nous, Messieurs, qu'en reviendra la gloire. Vous vous rappelez le rapport si clair et si précis que M. Schweisch adressait en décembre 1883 à M. le Préfet de la Seine. Depuis, l'idée a fait son chemin. Une Commission, chargée d'étudier le projet complet de création de ces écoles de meunerie, a été nommée, et il est à désirer qu'elle soit bientôt à même de commencer ses travaux.

Syndicat général.

Séance du mercredi 4 avril 1885.

PRÉSIDENCE DE M. MUZET, PRÉSIDENT.

Rapport de la Commission n° 4, sur la proposition de M. Depasse-Laridan relative à une exposition annuelle des produits des écoles professionnelles (M. Depasse-Laridan, Rapporteur).

L'insertion au procès-verbal du rapport qui suit est adoptée comme première lecture :

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

En sa séance du 3 février dernier, votre 4^e Commission a étudié la question que lui avait renvoyée le Syndicat général, relativement à un projet d'expositions périodiques des produits des écoles professionnelles.

Après examen et discussion de la proposition, la Commission n'a pas pensé qu'il pût y avoir pour elle un meilleur moyen d'exprimer toute sa sympathie pour ce projet que de charger celui même qui l'avait conçu de vous en présenter le rapport.

C'est à ce titre, Messieurs, que je vous prie de vouloir bien m'accorder quelques instants votre bienveillante attention.

Les écoles professionnelles qui peuvent se procurer un local suffisant font chacune isolément des expositions annuelles des produits de leurs élèves ; ces expositions précèdent et suivent leurs distributions de prix.

Elles reconnaissent donc qu'il y a un grand avantage à stimuler de cette manière le zèle de leurs élèves et même celui de leurs professeurs. Ces expositions sont un moyen puissant de propagande pour les écoles ; elles procurent à ceux qui s'intéressent à l'œuvre la satisfaction de constater et de faire constater les progrès accomplis ; elles contribuent puissamment à entretenir, à exciter, à faire naître les bonnes volontés et les dévouements.

Ce sont là quelques-uns des résultats recherchés et obtenus dans une certaine mesure par chaque œuvre en particulier.

L'auteur de la proposition estime que l'action devrait être étendue au delà de chaque école professionnelle isolée et, d'accord avec lui, votre 4^e Commission a jugé que le Syndicat général ne pouvait qu'approuver le projet de réunir toutes ces expositions partielles en un seul local et à une même époque de l'année.

En effet, Messieurs, au lieu que l'isolement d'une exposition en limite l'influence à la seule industrie qui l'organise, ce groupement ne pourrait qu'être utile à l'industrie tout entière du pays.

L'importance des expositions ainsi organisées attirerait un public plus nombreux, et tel qui ne s'intéresse qu'à une école ne s'arrêterait pas à n'en examiner que les seuls produits ; il en visiterait également les autres. Combien de personnes aujourd'hui n'en vont voir aucune, qui les visiteraient toutes si elles étaient groupées.

Les avantages recherchés et obtenus aujourd'hui par les expositions isolées augmenteraient de valeur en proportion même de l'importance des expositions collectives.

Il y aurait dans ce groupement un moyen de propagande facile à utiliser en vue d'exciter dans le public le goût du travail manuel trop abandonné aujourd'hui.

Au point de vue général, et c'est la seule manière dont nous croyons que notre Syndicat doit examiner la question, nous avons encore d'autres résultats heureux à vous signaler.

La comparaison plus facile des organisations particulières à chaque école stimulerait sans aucun doute les écoles entre elles.

Les écoles professionnelles sont bien plus nombreuses qu'on ne

le croit généralement ; nous possédons sous ce rapport un trésor dont nous ne connaissons pas l'importance et que des expositions collectives permettraient d'apprécier, car toutes ne possèdent pas les moyens d'action suffisants pour se faire connaître. Ces expositions collectives les leur procureraient.

Il n'existe pas de statistique exacte de l'enseignement professionnel. N'est-ce pas une preuve du peu d'encouragement donné jusqu'ici à cette partie de l'instruction, tant par le public que par le gouvernement ? L'organisation projetée faciliterait l'établissement de cette statistique, et l'on peut espérer qu'il n'en ressortirait que d'excellents résultats pour cette partie de l'enseignement, au point de vue de l'émulation et du profit possible à tirer par les écoles nouvelles de l'expérience acquise par leurs devancières.

Votre Commission a pensé qu'il était de son devoir d'appuyer de ses vœux tous ceux qui tentent de faire faire un pas en avant à l'instruction, et surtout à l'enseignement professionnel dont dépend l'avenir de notre pays.

En conséquence, au nom de votre 4^e Commission, nous vous prions, Messieurs et chers Collègues, d'accorder votre adhésion entière au principe d'expositions collectives et périodiques des produits des écoles professionnelles, et d'émettre le vœu de voir son auteur réussir dans son projet.

Comme consécration de ce vote, nous vous demandons la nomination d'un délégué du Syndicat général au Comité d'organisation que l'auteur du projet a l'intention de provoquer très prochainement.

Le Rapporteur,

A. DEPASSE-LARIDAN.

La séance est levée à 10 heures 50 minutes.

L'un des Secrétaires,

A. DEPASSE-LARIDAN.

Chambre syndicale de la Confection et de la Couture pour dames et enfants.

Séance du mercredi 15 avril 1885.

Rapport de la Commission chargée de l'organisation du cours de coupe.

M. Brylinski se charge, au nom de la Commission dont il fait partie avec MM. Dreyfus et Aine, de donner des explications verbales sur ce cours de coupe. Le cours existe depuis bientôt une année, cent soixante-deux élèves se sont fait inscrire, près de quarante élèves ont régulièrement suivi le cours.

M. Brylinski propose de remercier, au nom de la Chambre, M^{me} Bailly, notre dévouée professeuse. Il est d'avis de clôturer l'exer-

cice 1884-85 à fin mai et de ne recommencer le cours qu'au commencement de l'automne. A cette époque il serait fait un règlement intérieur définitif. La même Commission reste chargée de cette mission.

A titre d'encouragement, la Chambre adopte le principe d'une rémunération de 100 francs à M^{me} Bailly et la distribution de cinq livrets de Caisse d'épargne, montant à 20 francs chacun, pour les élèves les plus méritantes. M. Dreyfus est chargé de s'entendre à cet égard avec M^{me} Bailly.

Il est en outre décidé qu'une fête accompagnant la distribution de ces récompenses sera donnée, le dernier lundi de mai, dans la grande salle de l'Union nationale. La Commission est chargée de s'entendre avec le Président pour le programme de cette fête, à laquelle il sera donné un certain éclat.

DISTRIBUTIONS DE PRIX

Société de patronage des Apprentis et Ouvriers Israélites.

La Distribution solennelle des Prix a eu lieu le Dimanche 25 janvier 1885 dans la grande salle de la mairie du IV^e arrondissement, sous la présidence de M. le Docteur Manuel Lewen. Elle avait été précédée d'une remarquable exposition des travaux des apprentis.

Patronage des enfants de l'Ébénisterie.

La grande salle des fêtes de la mairie du IV^e arrondissement était insuffisante le 1^{er} mars 1885 pour contenir la foule sympathique qui avait tenu à assister à la distribution solennelle des récompenses aux apprentis qui avaient pris part au concours institué par le *Patronage industriel des enfants de l'Ébénisterie*.

Cette œuvre est bien connue de nos lecteurs, et nous avons eu occasion de les entretenir souvent des louables efforts qu'elle ne cesse de faire pour le perfectionnement de l'industrie du meuble, et des résultats remarquables qu'elle obtient dans ce relèvement industriel et artistique.

Au début de la séance, M. Henri Lemoine, président du Patronage, qui, depuis de longues années, dirige avec autant de talent que de dévouement cette précieuse institution, a retracé, dans une trop courte allocution, les phases diverses et toujours plus florissantes, traversées par cette œuvre.

Après avoir fait l'éloge du travail manuel qui ne peut devenir supérieur qu'en s'appuyant sur le développement de l'intelligence et du goût artistique, il a montré que l'industrie française tout entière bénéficiait de l'excellent enseignement donné aux élèves des cours ;

il a remercié le conseil municipal non seulement de l'aide effective qu'il accorde à l'œuvre, mais encore de l'encouragement qu'il lui a donné en venant visiter les travaux du Patronage.

M. Léon Renault, sénateur, qui avait accepté la présidence d'honneur de la séance, a ensuite prononcé un remarquable discours dans lequel il a montré toute l'importance pour notre industrie nationale, des contrats d'apprentissage, considérés trop souvent et à tort comme onéreux pour les familles des apprentis, mais qui sont seuls capables de former mieux que des ouvriers, des artistes auxquels aucune autre nation ne pourra disputer la victoire dans les pacifiques luttes industrielles.

Quelque importants que soient les efforts tentés par l'État et par les communes pour créer des écoles professionnelles, il arrive toujours un moment pour l'élève, où c'est dans l'atelier seul qu'il faut acquérir le complément indispensable d'instruction technique.

Au milieu des progrès réalisés par les nations voisines dans la production industrielle moins coûteuse que la nôtre, c'est par la perfection des produits livrés, et par elle seule, que nous pouvons regagner ce que la cherté de la main-d'œuvre nous fait perdre.

C'est à cette grande œuvre que le Patronage des enfants de l'Ébénisterie prend une large part en créant ces admirables concours ouverts qui provoquent une salubre fermentation de l'émulation, grâce à laquelle nous resterons ce que nous avons été, ce que nous sommes encore, et ce que nous devons toujours être, les maîtres indiscutés dans l'industrie comme dans l'art.

Après la proclamation des noms des lauréats, un charmant concert auquel nos meilleurs artistes ont généreusement prêté le concours de leur talent, a terminé cette fête du travail.

Société de Protection des enfants du Papier peint.

La Distribution des récompenses s'est faite le 8 mai avec un grand éclat à la mairie du XI^e arrondissement. M. J. Comte, inspecteur général des écoles d'art décoratif au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, avait bien voulu accepter la présidence. Il a répondu avec une grande autorité de pensée et un véritable bonheur d'expression à l'allocution de M. Émile Gillou. La fête s'est terminée par un concert et une tombola.

Association pour le Placement en apprentissage et le Patronage d'orphelins des deux sexes.

L'œuvre si intéressante présidée par M. le docteur Duchollet a donné sa grande fête annuelle à la Sorbonne le 19 avril 1885. Comme toujours, grande affluence et vive sympathie du public qui a assisté

avec le plus vif intérêt à la mercuriale dans laquelle chaque enfant vient chercher sa part d'éloge ou de blâme.

École de dessin de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation et des industries qui s'y rattachent.

La séance est ouverte à une heure et demie sous la présidence de M. Essique, maire du III^e arrondissement. M. Muzet, conseiller municipal et Président du Syndicat général, et le Bureau de la Chambre assistent M. le Président.

M. Lejolliot, Président-Rapporteur de la Commission de l'Ecole de dessin, a la parole pour la lecture du rapport sur les travaux de l'année et s'exprime en ces termes :

Fidèle à sa mission, la Commission spéciale et permanente de l'école profite de la réunion solennelle de la distribution des récompenses pour vous présenter son rapport annuel, tant aux points de vue administratifs, numériques, que des travaux exécutés dans l'année scolaire 1884.

Au point de vue numérique, nous avons la satisfaction de vous déclarer une augmentation du nombre des élèves. Plus de cent cinquante y ont travaillé cette année, et, depuis sa création, notre école en compte quatre cent cinquante qui ont pris part à ces cours.

D'après l'ensemble des travaux de l'année, la Commission est sûre que le public compétent a constaté, par l'exposition qui en est faite ici-même, le mérite, la valeur et le nombre de productions dans tous les genres, et a dû apprécier les progrès obtenus : dessin professionnel, dessin d'après la bosse, d'après estampes, puis le modelage, genres différents où les élèves, s'inspirant des conseils de leur dévoué et éminent professeur, M. Ninet, font chaque année de sérieux progrès. Chaque année, en effet, notre école surpasse l'année précédente en mérite ; quoique nos élèves les plus avancés nous quittent, la valeur ne diminue pas ; il semble que les forts qui sortent de l'école y laissent en tradition l'honneur du drapeau avec cette devise : « En avant, pour rester les premiers. » Aussi les élèves ont-ils encore trouvé un encouragement nouveau dans la récompense qui a été accordée à leurs travaux à l'Exposition industrielle de l'année dernière (dite des Diamants de la couronne), où notre école a été récompensée.

Les progrès en dessin, sous la direction de M. Ninet, avec sa méthode spéciale, ont donné jusqu'ici des résultats que vous pouvez tous apprécier. Mais, en plus, notre professeur de dessin, se transformant, conduit ses élèves, leurs familles, leurs patrons aux expositions diverses, dans les musées, et là leur prodigue, dans ce qu'il appelle ses conférences-promenades, les aperçus, les apprécia-

tions, les critiques, dirige leur goût que sa longue carrière artistique a mis à même de se prononcer en maître.

Pour les travaux professionnels, une nouvelle méthode de faire concourir les élèves a été appliquée. Les concurrents en bijouterie, par exemple, reçoivent tous les mêmes éléments variés, susceptibles de former plusieurs pièces; l'élève en possession de ces éléments compose à l'école et devant la Commission une pièce posée sur cire, de laquelle il fait un croquis et le dépose à l'école. Il emporte sa pièce, la termine à l'atelier et la rapporte terminée. Convaincus alors qu'elle est bien sa création, nous la jugeons en parfaite connaissance de cause.

Pour la gravure, un modèle semblable est remis à chaque élève, avec une plaque de cuivre préparée, et à l'école, toujours devant la Commission, se fait et est récompensé selon le mérite et l'habileté de l'exécution. La Commission est ainsi en mesure de bien juger les travaux exécutés en dehors de l'école, en comparant leur mérite relatif avec ceux qui y sont exécutés.

La Commission, cette année, cette année surtout, est heureuse de donner des éloges, des récompenses à ceux, maîtres et élèves, qui es ont si bien méritées.

Les travaux et les efforts faits par plusieurs élèves qui n'ont pas le temps d'inscription suffisant pour obtenir des récompenses cette année ont été remarqués, et la Commission les engage à continuer, assurés que l'année prochaine ils entendront proclamer leurs succès.

Nous remercions aussi les anciens élèves du concours soutenu de leur travail pour enrichir nos expositions professionnelles.

Il a été tenu un compte scrupuleusement exact des présences et du nombre de points que ces présences ont données; notre générosité à récompenser l'assiduité, la bonne tenue à la classe nous donne les meilleurs résultats. Tous les élèves les plus acclamés pour leur travail figurent au premier rang des assidus. La Commission renouvelle avec instances ses appels aux patrons, aux parents pour les engager à envoyer leurs enfants, leurs apprentis à notre école et la forcer à l'agrandir, certaine que les services rendus par l'école compenseront toujours les sacrifices en dépenses et en dévouement. Envoyez-lui donc des élèves, beaucoup d'élèves.

La Commission se fait l'interprète de la Chambre pour remercier toutes les personnes qui nous prêtent leur appui pour assurer la prospérité de l'école, toutes celles aussi qui, par de généreux dons, nous permettent d'augmenter la valeur des récompenses, entre autres la Chambre des estampeurs qui a mis à notre disposition la somme de 100 francs.

Ce remarquable rapport est suivi d'un discours très applaudi de M. Piel, président de la Chambre.

M. Topart développe en ces termes le plan d'un ouvrage qu'il va publier sous le titre de *Grammaire des styles*.

Cet ouvrage ne comprendra pas moins de douze styles différents que j'ai choisis comme étant les plus utiles à l'industrie : le grec, l'étrusque, le romain, trois du moyen âge, le roman, la renaissance ; et enfin les styles Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI.

Chaque style se composera de cinq planches dont la première, motif d'ornement, destinée à imprimer dans l'esprit de l'élève le caractère, ou pour mieux dire le mouvement qui se retrouve dans toutes les œuvres d'art de l'époque qu'il étudie ; la seconde donnera un certain nombre de modèles de bijoux qui se portaient alors ; la troisième, un meuble de l'époque ; la quatrième, un plan d'architecture et, enfin, la dernière, des costumes du temps.

Chaque style sera précédé d'un texte qui indiquera le nom des hommes éminents qui se sont distingués dans l'emploi de telle ou telle partie du style, soit comme bijoutiers, orfèvres ou architectes, c'est-à-dire s'ils ont plutôt fait l'application à l'industrie qu'à l'architecture.

Cette notice, bien que très sommaire, permettra à l'enfant, à l'ouvrier qui se sera familiarisé avec elle de reconnaître de prime abord à quel style appartient tel objet, de quelle époque d'architecture est tel monument.

Je pense que cet ouvrage n'existe pas encore ; j'ai donc cru utile de remplir cette lacune en publiant un recueil qui permettra à l'ouvrier de se compléter en s'inspirant des anciennes idées qu'il y trouvera.

Cette étude pourra contribuer à donner un puissant essor à toutes les industries et particulièrement à la nôtre, si, comme je l'espère, vous vous faites propagateurs de ces nouvelles connaissances après les avoir appréciées et vous en être bien pénétrés.

Après un discours de M. Muzet et lecture donnée de celui de M. Spuller absent, il est procédé à la distribution des prix suivie d'un brillant concert qui termine la séance.

Société d'Instruction professionnelle et artistique de la Carrosserie.

Par suite d'un empêchement de M. Dietz-Monnin, sénateur, cette fête qui a été célébrée le 26 avril à l'école communale de la rue Ampère (XV^e arrondissement) a été présidée par M. Frédéric Bertrand, président des Chambres syndicales du groupe du Bâtiment. La parole a été successivement prise par MM. Jeantaud, président de la Société, Huret-Belvalette, président de la Chambre syndicale des Carrossiers, et Frédéric Bertrand, qui ont donné d'excellents con-

seils aux apprentis. M. Quénay, secrétaire, a signalé dans son rapport l'heureuse innovation de cette année, la création des concours, et l'Harmonie des Batignolles qui avait prêté sa coopération gracieuse a charmé l'auditoire pendant les intermèdes.

Société d'Apprentissage de jeunes orphelins.

Le 26 mars, à deux heures, a eu lieu dans le grand amphithéâtre du Conservatoire des Arts et Métiers la distribution solennelle des récompenses aux pupilles de la Société d'Apprentissage de jeunes orphelins.

Cette intéressante réunion, qui avait attiré beaucoup de monde, était présidée par M. Colmet-Daage, président de l'Œuvre, qui a présenté le rapport sur les travaux de l'exercice 1884, et a rendu compte des résultats obtenus et du but que se propose la Société.

REVUE DE L'ÉTRANGER

ANGLETERRE

ACCIDENTS PROVENANT DU CAS FORTUIT OU DES MACHINES, SURVENUS DANS LES 12 MOIS

PRÉCÉDANT LE 31 OCTOBRE 1884

ACCIDENTS	ADULTES		ADOLESCENTS		ENFANTS		TOTAL		
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Garçons.	Filles.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Les deux sexes.
Causant la mort.	310	14	63	7	9	—	382	21	403
Amputation du bras ou de la main droite	25	7	24	4	1	—	50	11	61
Amputation du bras ou de la main gauche.	25	7	13	3	2	—	40	10	50
Amputation d'une partie de la main droite.	261	66	174	73	32	11	467	150	617
Amputation d'une partie de la main gauche	288	49	157	51	12	11	457	111	568
Amputation d'une partie de la jambe ou du pied	31	—	8	—	2	—	41	—	41
Fracture des supports ou os du tronc	338	34	137	12	10	7	485	53	538
Fracture de la main ou du pied.	141	34	78	22	13	4	232	60	292
Lésions à la tête ou au visage.	641	96	161	46	25	12	827	154	981
Lacérations, contusions et autres lésions non énumérées ci-dessus	2.850	499	1.428	368	198	70	4.476	937	5.413
TOTAL.	4.910	806	2.243	586	304	115	7.457	1.507	8.964

NÉCROLOGIE

M. G. BONTEMPS

Né en 1799, M. Bontemps faisait partie à l'École polytechnique de la promotion de 1816 et y acquérait les solides connaissances qui lui ont permis d'introduire d'importantes améliorations dans l'art du verrier. Après avoir débuté à Baccarat, M. Bontemps devint directeur de la verrerie de Choisy-le-Roi. Dès 1826, il fabriquait des verres rouges alors fort rares en France. Ses essais de verres blancs peu fusibles et de verres colorés furent très remarquables. Enfin il perfectionna singulièrement les verres d'optique en complétant la découverte de Guinaud sur le brassage du verre, et ses produits dans cette branche difficile de son art furent appréciés par l'illustre Leverrier. En Angleterre, où il devint en 1848 directeur des Verreries de MM. Chances à Birmingham, Bontemps importa la fabrication du verre de vitre à manchons. M. Bontemps a joint la théorie à la pratique : il a publié un *Guide du Verrier* universellement estimé et la traduction du second livre du moine Théophile, curieux monument de l'art du verrier aux ^x^e ou ^{xii}^e siècle. Honoré de toutes les distinctions industrielles, décoré en 1844, M. Bontemps était depuis 1867 officier de la Légion d'honneur. On peut dire de lui que ce fut un savant et un homme de bien.

Ernest Nusse.

Nota. — L'abondance des matières nous force à reporter au prochain bulletin la notice nécrologique sur M. Bapterosse.

CHRONIQUE

LES ENFANTS MAGNÉTISÉS.

Des agents ont conduit au bureau de M. Denis, commissaire de police, une dame M..., somnambule, dont la baraque est située près de la chaussée Clignancourt.

Cette prétendue somnambule endormait son fils Adolphe, âgé de huit ans, en lui passant sous le nez un flacon d'éther, après lui avoir bandé les yeux.

Le pauvre enfant, après plusieurs séances de ce genre, était dans un état d'énervement bien explicable et sa santé s'en est profondément altérée.

Il a été envoyé à l'hôpital Lariboisière.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DU MEUBLE ET DE LA SERRURERIE

La Ville de Paris vient de se rendre acquéreur, au prix de 400,000 francs, des immeubles situés rue de Neuilly, 25 et 27, pour y établir une école professionnelle de l'industrie du meuble et de la serrurerie.

LES ENFANTS ANESTHÉSÉS

Certains journaux se sont émus d'un spectacle qui se donnait à la fête foraine, organisée sur les boulevards Rochechouart et de Clichy.

Pour attirer les curieux dans une baraque portant comme enseigne : Pilori-Panthéon, on voyait, en guise de parade, une petite fillette d'une dizaine d'années, à l'aspect maladif, et soumise, plusieurs fois par soirée, à l'action de passes magnétiques ou à l'influence d'un anesthésique par le faiseur de boniment. Lorsque l'enfant était arrivé au degré d'insensibilité voulu, le barnum lui faisait prendre les positions les plus fatigantes et les plus pénibles. Quelques minutes avant chacune des représentations, cette torture recommençait. Voilà ce que l'on disait.

Sur la plainte des journaux, le commissaire de police du quartier Clignancourt intervint et donna l'ordre de ne plus faire travailler la petite fille. On apprit en même temps que la jeune enfant en question n'était âgée que de huit ans et qu'elle était exploitée par son père, le sieur Gillet.

Ce dernier fut poursuivi en police correctionnelle sous la prévention de contravention à la loi du 7 décembre 1874, sur le travail des enfants.

Il comparait hier devant la dixième chambre et paraissait fort étonné d'avoir été dérangé dans ses petites affaires.

M. le président : C'est bien votre fille qui vous sert à la parade de votre établissement; quel travail lui imposiez-vous?

Le prévenu : C'est un truc; je ne suis pas un père barbare et je ne tiens pas à rendre ma fille malade; mais, si je dis tout, on ne viendra plus dans ma baraque.

M. le président : Si vous ne voulez pas vous expliquer, le Tribunal sera

forcé d'apprécier d'après les renseignements qui lui sont fournis; dans votre intérêt je vous engage à vous expliquer.

Le prévenu : C'est ma ruine, mais je m'explique tout de même; eh bien! si le tribunal veut le savoir, c'est une frime; je ne fais aucune passe magnétique, je ne fais prendre aucune drogue à ma fille. Je la place tout simplement sur une béquille en bois peinte en noir. Elle garde l'immobilité sans être aucunement sous l'influence du sommeil magnétique. Seulement, à l'aide d'un voile que je lui place sur la tête, j'obtiens pour le public une illusion sur les positions que je lui fais prendre.

M. le président : Votre explication est plausible, mais il n'en résulte pas moins que vous faites travailler votre enfant comme saltimbanque avant l'âge fixé par la loi; elle est trop jeune pour faire ce métier-là.

Le prévenu : Interrogez-la, mon président, vous verrez qu'elle ne se plaint pas.

M. le président : Nous connaissons les moyens que vos pareils emploient pour empêcher les enfants de se plaindre.

Le prévenu : Oh! je ne la brutalise pas!

M. le président : Je vois que vous me comprenez.

La petite fille entendue déclare qu'elle se tenait sur un escabeau et que son père lui disait de faire semblant de dormir et ensuite de s'éveiller; elle n'avait qu'à s'appuyer sur un bâton et d'incliner la tête tantôt à droite tantôt à gauche. Ce travail, dit-elle, ne la fatigue pas.

Gillet est condamné à huit jours de prison.

(*Gazette des Tribunaux*, 26 mars 1885.)

ENFANT VOLÉ

Il semble que les histoires d'enfants volés à leurs mères ne se trouvent plus que dans les vieux drames; c'est une erreur, ainsi que le prouve l'affaire qui vient d'être jugée par la Cour d'assises de l'Oise.

Au mois de mars 1884, la nommée Mourin, femme Opron, entra comme domestique au service des époux Vattier, manouvriers à Fleury.

Le 11 mai, ceux-ci s'absentèrent de leur domicile, laissant à l'accusée la garde de leurs cinq enfants, les plus jeunes, au nombre desquels se trouvait l'une de leurs filles, Marie-Justine, âgée de huit ans. Dans le courant de la journée, la femme Opron attira cette enfant hors de la maison et elle l'emmena rapidement dans les environs de Méru, malgré sa résistance.

A leur retour, les époux Vattier se livrèrent aux recherches les plus minutieuses, dans le but de retrouver la jeune Marie; mais pendant plus de trois mois leurs investigations et celles de la justice restèrent sans résultats. Ce ne fut que dans le courant du mois de juillet, qu'une lettre écrite par la femme Opron au maire de Braches, pour lui demander son acte de naissance, fit découvrir le lieu de sa retraite. Elle se trouvait alors dans l'arrondissement de Besançon, où elle avait fait la rencontre de marchands ambulants avec lesquels elle vivait depuis peu.

Jusqu'alors la femme Opron avait voyagé de village en village, se donnant comme orpheline sans asile et sans ressources, et cherchant à exciter la pitié en faisant passer Marie Vattier pour sa petite sœur.

Arrêtée le 4 août aux environs de Besançon, l'accusée fit connaître qu'elle avait abandonné l'enfant entre les mains d'un sieur Famin-Tenant et d'une femme Paroteau, veuve Lenoir, colporteurs ambulants.

Quelques jours plus tard, on retrouva, en effet, à Lons-le-Saulnier, la jeune fille dans la voiture de ces individus. La malheureuse enfant avait subi de la part de la femme Opron les plus mauvais traitements; elle était dans un

état de délabrement complet, couverte de vermine et portant encore les traces d'une morsure qui lui avait été faite par l'accusée. La femme Opron n'a pas d'antécédents judiciaires, mais les renseignements fournis sur son compte sont détestables; elle a abandonné son mari il y a environ quinze mois et sa conduite est des plus mauvaises. Son mobile, en enlevant la jeune Vattier, a été d'exploiter la charité publique en faisant mendier cette enfant.

Déclarée coupable, la femme Opron est condamnée à dix ans de réclusion.

L'ŒUVRE DES LIBÉRÉES DE SAINT-LAZARE

L'Œuvre des libérées de Saint-Lazare, qui vient d'être reconnue d'utilité publique, a pris dans ces dernières années une extension très notable.

Il y a deux ans, aux secours pécuniaires et moraux qu'elle donne journellement aux femmes sortant de prison, après ordonnance de non-lieu ou peines subies, elle adjoignait un nouveau service en créant dans la banlieue de Paris un premier asile temporaire.

Partant de cette idée que lorsqu'il s'agit de donner des secours, donner vite c'est donner deux fois, elle a voulu placer le secours dès la sortie de prison.

Les Sociétés charitables qui veulent aider ceux qui souffrent sont forcées, sous peine d'égarer leur bienfaisance sur des personnes indignes, de se renseigner sur les solliciteurs.

L'inconvénient, c'est que pendant le temps nécessaire, pour prendre les renseignements, ne fût-ce que quelques jours, celui qui doit être secouru souffre la faim et par suite est plus exposé que jamais à retomber dans les fautes déjà commises, si ce n'est dans d'autres plus graves.

L'Œuvre des libérées a créé un asile, petite maison bien modeste ne comptant que six ou sept lits, à la porte de Paris, au milieu d'un petit jardin, où l'on reçoit temporairement les femmes et surtout les enfants qu'il s'agit d'aider jusqu'au moment où par quelque secours, par des démarches, les dames patronnesses de l'Œuvre auront trouvé moyen de secourir celles de leurs protégées qui en sont vraiment dignes après renseignements.

Cet asile a surtout une grande utilité pour les enfants des malheureuses libérées.

Celles-ci, en effet, trouveraient encore à se tirer d'embarras dès leur sortie de prison si elles étaient seules; mais avec un ou deux enfants, il leur est impossible de se placer ou d'aller à l'atelier.

L'Œuvre, en leur prenant les enfants jusqu'au moment où par leur travail elles peuvent subvenir à un placement ailleurs, leur enlève un grand souci.

Sans compter que l'Œuvre y ajoute quelquefois un secours efficace en argent ou en démarches utiles.

A cet asile, dirigé par une personne qui le gouverne comme une famille, les enfants sont couchés, habillés et nourris.

On les conduit à l'école communale dans la journée et le soir ils rentrent pour le dîner et retrouvent dans la petite maison de Billancourt un véritable foyer où la directrice remplace la mère absente et leur fait retrouver un intérieur familial bien supérieur souvent à leurs véritables parents.

On nous a fait quelquefois l'objection que nous aurions dû prendre une plus grande maison et opérer sur une plus vaste échelle, les frais diminuant en se répartissant sur un plus grand nombre de sujets.

L'expérience nous a démontré que l'objection n'était pas fondée ou plutôt que, en y déferant, nous irions contre notre but.

En premier lieu, nos ressources ne nous permettaient pas une si grosse dépense, ce qui est une raison déjà suffisante; mais le principal est : qu'une grande maison ne réaliserait pas notre objectif principal, qui est de donner à ces enfants le goût du foyer et de la famille.

Une grande maison avec des employés salariés et indifférents, une discipline nécessairement stricte pour éviter les abus, rappellerait trop à l'enfant la prison ou la pension, ne le détendrait pas et ne développerait ni son cœur ni ses aptitudes.

Un petit cercle de six à dix enfants réunis autour d'une personne les conduisant comme une mère est bien plus chaud, bien plus tendre, bien plus éducatif (qu'on me passe le mot). Enfin, les frais de plusieurs petites maisons ne seront pas plus élevés que ceux d'une seule grande; car le contrôle étant plus facile, il y a moins de coulage, la surveillance est plus commode et si c'était en définitive quelque peu plus cher, l'avantage moral est tel qu'il n'y a pas à hésiter.

L'idéal poursuivi par l'Œuvre serait la création (quand les ressources le permettraient) de plusieurs de ces petites maisons dans les environs de Paris.

Le bilan en est bien simple. Il s'agit de trouver une personne raisonnable fille ou veuve, vivant de son travail, aimant les enfants à qui on fournit le local, le chauffage, l'éclairage, le mobilier et l'entretien, et qui, moyennant un franc par jour et par tête, couche, soigne et nourrit les enfants tout en pouvant travailler à son profit pendant les heures d'école.

C'est ainsi que fonctionne l'asile de Billancourt qui donne jusqu'à présent les résultats les plus satisfaisants et dans lequel ont déjà passé un certain nombre d'enfants et de femmes.

Aucun travail n'est demandé aux pensionnaires en échange de cette hospitalité, sauf l'aide toute volontaire qu'elles refusent rarement aux soins de ce petit ménage dont l'atmosphère calme et reposant fait souvent regretter d'avoir à le quitter pour laisser place à d'autres.

L'Œuvre nourrit encore un projet qu'elle va commencer à réaliser. Lorsque les fillettes deviennent grandes, il s'agit de leur trouver un état.

Car c'est une vérité trop démontrée actuellement : la plupart des patrons dans beaucoup d'industries refusent de prendre des apprenties filles, surtout s'il faut les coucher.

Beaucoup de familles pauvres, au local par trop insuffisant, n'offrent qu'un médiocre exemple à ces enfants. Souvent même, à la sortie de l'atelier, elles trouvent la maison vide et n'ont plus pour asile pendant des heures, les plus mauvaises de la journée, que la rue et ses tristes enseignements.

Nous allons tenter d'ouvrir une autre petite maison toujours de six à dix places sur le modèle de notre autre asile; les fillettes de 12 à 15 ans au plus seraient logées, nourries, entretenues et envoyées dans la journée en apprentissage chez des patrons choisis.

Le soir elles rentreraient à l'asile où elles trouveraient un foyer, des compagnes surveillées, une directrice, sorte de *maman* bienveillante qui tout en les initiant au ménage de la maison leur donnerait de bons avis et leur apprendrait à faire en même temps que de bonnes ouvrières, d'excellentes femmes d'ouvriers aimant l'ordre, l'économie et la vie de famille.

Réussirons-nous dans cet essai comme dans notre premier asile? Nous l'espérons. Il ne nous faut pour cela que le dévouement de quelques directrices, la surveillance faite de quelques dames patronnesses, l'appui de quelques patrons et... de l'argent.

Le dévouement, nous y comptons, nos adhérents nous le fourniront. L'administration a paru s'intéresser à nos idées; déjà nous sommes encouragés par la reconnaissance d'utilité publique, l'argent se trouvera et de la sorte nous ferons œuvre utile, sociale et fraternelle qui ne pourra que grandir de jour en jour.

Isabelle BOGELOT,

Membre du Conseil de l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare.

ACCIDENT PAR COURROIE DE TRANSMISSION

Le jeune G..., âgé de 15 ans, était occupé chez le sieur N..., mécanicien, rue du Chemin-Vert, à diverses réparations à la machine.

Les réparations terminées, on mit en mouvement pour s'assurer du bon fonctionnement des appareils, lorsque le jeune G..., placé tout auprès du volant, a été saisi par une courroie de transmission et entraîné par une force vertigineuse.

Le mécanicien, avec beaucoup de sang-froid, put arrêter instantanément l'appareil et le pauvre garçon fut retiré le corps en lambeaux.

Comme il respirait encore, il a été transporté à l'hôpital Saint-Antoine.

Le commissaire de police, aussitôt prévenu, est arrivé chez le sieur Noblot et a ouvert une enquête sur l'origine de l'accident afin d'établir les causes de responsabilité.
(*Le Soleil*, 7 février 1885.)

LES APPRENTIS DE LA MAISON LECLAIRE

Dimanche 26 avril a eu lieu le concours d'apprentis de la maison Leclaire, d'entreprises de peinture. Ce concours a été très brillant. Il a démontré une extrême émulation de la part des jeunes gens, qui formeront une pépinière d'élite dans laquelle on pourra recruter plus tard le personnel de la maison.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Hème , maître verrier à Rougemont par Cloyes (Eure-et-Loir).	L'inspecteur Linarès
Rivière , maître verrier à Vierzon (Cher)	id.
Bruère , directeur des fonderies de Saint-Ouen près Vendôme (Loir-et-Cher).	id.
Comité de Patronage du XVII^e arrondissement .	De Heredia

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 16 juillet 1885.

PRÉSIDENCE DE M. PAUL BÉRARD, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures 1/2.

Sont absents et excusés : MM. *Gibier, Lemaigre, Léon Riché, Dr Marjolin.*

Le procès-verbal de la séance du 30 avril 1885 est adopté sans réclamation.

M. le Président *Bérard* donne la parole à M. *Nusse*, secrétaire, pour le dépouillement de la correspondance et les communications.

LIVRES, BROCHURES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ. — COMMUNICATIONS.
— Nous avons reçu : de M. *John Richter*, deux exemplaires de son *Journal allemand* contenant des détails sur l'éducation professionnelle en Autriche ; — de l'*Association générale de secours et patronage de Besançon*, son compte rendu de 1884 ; — de M. *Rétault*, sous-intendant militaire, sa brochure sur « la part du pauvre » ; — de la *Préfecture de police*, les rapports annuels des commissions locales du département de la Seine ; — de M. *de Malarce*, des articles du Dictionnaire de pédagogie et du Manuel de l'instruction primaire sur les caisses d'épargne scolaires ; — de notre confrère, M. *Emile Delecroix*, avocat à Lille, son Étude sur le contrat de travail, extrait de la *Revue de la législation des mines* ; — enfin du Comité d'organisation du Congrès d'Oldham, le Discours d'inauguration.

Nous sont également parvenus : le Discours prononcé par M. l'Inspecteur divisionnaire *Linares* sur la tombe de M. *Bapterosses* ; il sera joint à la notice nécrologique consacrée à notre regretté collègue ; — le Tableau synoptique des établisse-

ments qui pratiquent la participation aux bénéfices dans le monde civilisé.

M. de Hérédia, membre du Conseil d'honneur de cette Société, et M. Briquet, secrétaire du Comité de patronage du XVII^e arrondissement, nous avaient invité à assister à la distribution des prix du 6 juin. Un obstacle imprévu nous en a empêché, mais le compte rendu sera publié dans le prochain *Bulletin*.

On nous a récemment signalé deux établissements comme méritant l'attention de la Société de protection : 1^o une Société d'apprentissage pour jeunes filles, 50, rue Durantin, fondée par M^{mes} Lhuillier et Carraz ; 2^o un Orphelinat et une École professionnelle libre des Arts et des Sciences pour jeunes gens dirigée par M. Bugnet et située, 138, rue du Théâtre, à Grenelle. Ces deux établissements seront visités.

Enfin nous recommandons d'une manière toute particulière à votre attention la lettre suivante qui nous a été adressée par M. Chaiix, l'un des Vice-Présidents de cette Société :

« Paris, le 1^{er} juillet 1885.

» MON CHER COLLÈGUE,

» Vous trouverez ci-joint un extrait du journal « *la Ligue* ». Ne pensez-vous pas que notre Société de Protection des apprentis serait tout à fait dans son rôle en demandant à l'autorité compétente d'exercer une surveillance spéciale sur les écrits, autres que les journaux, qui se vendent sur la voie publique ?

» Le mois dernier, j'ai eu, dans mon École professionnelle, à sévir très énergiquement contre des élèves qui avaient recueilli, dans la rue, une ordure semblable à celle que signale « *la Ligue* », et qui avaient essayé de la reproduire à un certain nombre d'exemplaires dans l'École même.

» Déjà, au mois de juin 1884, j'avais protesté contre les brochures mises en vente chez les marchands de journaux, et je vous avais envoyé communication de ma lettre au Ministre, lettre que vous avez fait insérer dans le *Bulletin de la Société de Protection*, page 322, année 1884.

» Je dois ajouter, mon cher Collègue, qu'à la suite de cette lettre la publication plus particulièrement visée a été supprimée dans tous les dépôts. L'autorité a donné ainsi satisfaction à la demande que je lui avais adressée. Il en serait de même aujourd'hui si la Société de Protection, avec une autorité bien plus

grande que la mienne, intervenait à cet égard auprès de M. le Ministre de l'Intérieur.

» Veuillez agréer, mon cher Collègue, l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

» A. CHAIX. »

Suit l'extrait du journal *la Ligue*:

UNE ORDURE

Nous sommes, à *la Ligue*, partisans de bien des libertés. Même, par philosophie naturelle ou acquise, en présence de certaines licences, nous nous sentons disposés à hausser simplement les épaules.

Mais il est des malpropretés qui excitent l'indignation des plus indulgents et qu'on ne saurait vraiment tolérer. Lorsqu'on se heurte à elles, ne pas les signaler à qui de droit serait s'en rendre complice.

Hier, comme nous traversions le quartier du Sentier, nous avons croisé un individu boitant ou simulant la claudication, qui chantait, au milieu d'un groupe égayé, avec l'organe que l'on devine, une chanson dont nous ne distinguions pas les paroles. Mû par un sentiment de charité banale et assurément distraite, nous lui mîmes dans la main une pièce de monnaie.

Il nous tendit aussitôt en échange une feuille de papier imprimée, dont il tenait à la main de nombreux exemplaires, — le texte de la chanson, — en s'interrompant pour nous dire ces mots qui nous frappèrent : — Ça se vend comme du pain !

Tout à l'heure seulement, en retrouvant le susdit imprimé, nous en avons pris connaissance.

Impossible d'imaginer une ineptie plus vile et plus ordurière, plus bassement ignoble. Cela est intitulé :

VAS-TU FICHE LE CAMP!!!

SAINTÉ SCIE

Créé (sic) sur le fronton du Panthéon.

Air de : *Mademoiselle, écoutez-moi donc.*

(Succès du jour)...

Quant au texte, nous n'en saurions citer même un fragment à nos lecteurs, par égard pour eux et pour nous. Il n'est pas un de ces bouts-rimés du ruisseau qui ne contienne une écœurante obscénité, qui ne soit un grossier outrage au bon sens, au patriotisme, sans parler de la religion.

Il nous suffira d'indiquer qu'il s'agit d'un colloque entre un grand mort et sainte Geneviève, intentionnellement injurieux pour l'un et pour l'autre, et tel qu'en pourraient échanger dans l'ombre un Alphonse et une rôdeuse de barrière ivres.

C'est révoltant — et dangereux.

Oui, dangereux, car *cela se vend comme du pain*, ainsi que le disait l'être misérable et plus ou moins inconscient qui débitait cette chose.

Et il n'est que trop facile de comprendre l'effet avilissant, corrupteur, que de pareilles productions ne peuvent manquer de produire chez les jeunes employés de commerce, les petites ouvrières, les gens du peuple à qui elles sont fatalement destinées.

On s'étudie à protéger la population contre l'empoisonnement alimentaire. C'est fort bien. Mais il est des poisons intellectuels tout aussi dangereux, même pour le corps.

Le moindre effet de chansons (?) comme celle dont le hasard a placé un exemplaire sous nos yeux est un abrutissement certain, une abolition de tout sens moral.

Il est grand temps de défendre avec méthode la partie saine du public, l'immense majorité, en somme, contre la pourriture envahissante du trottoir sous toutes ses formes.

Nous demandons si, conformément à la loi, le dépôt légal de cet imprimé a été fait au ministère de l'intérieur?

DU CROISY.

Nous pensons que la littérature pornographique est un danger permanent pour l'enfance et, sans entrer dans aucune considération religieuse, nous estimons avec Amédée Thierry que la femme qui a sauvé Paris dans son passé de l'invasion des Huns mérite le respect et la reconnaissance patriotique de toute la France.

Nous vous proposons de dénoncer le fait incriminé à M. le Ministre de l'Intérieur.

La Société rend un vote conforme à la proposition.

Par décret du 13 avril 1885, les circonscriptions des inspecteurs divisionnaires ont été augmentées en nombre, et le personnel remanié, Il y en a aujourd'hui 21. Nous avons aussitôt adressé une circulaire à MM. les Inspecteurs divisionnaires pour connaître les inspecteurs départementaux placés sous leurs ordres, et aussitôt que les documents seront complets nous publierons un tableau d'ensemble de l'inspection française.

EXPOSITION D'AMSTERDAM. — Nous avons reçu avis, le 30 juin, que le jury commencerait ses travaux le 2 juillet. On nous invitait à y assister en personne ou par représentant, mais le faible délai (48 heures) donné par l'administration rendait cet avis illusoire.

SUBVENTIONS. — D'accord avec M. le Trésorier, et en vertu des votes préparatoires du bureau, j'ai l'honneur de vous proposer les deux articles suivants :

Patronage Saint-Charles, 12, rue Bossuet. . . .	Fr.	100
École professionnelle du Chemin de fer du Nord. .		100
Les fonds de subvention sont de	2.200	
Et ceux alloués à différents établissements de	1.450	
Différence . . . Fr.	<u>750</u>	

Si vous votez ces deux nouveaux articles, il ne restera plus en fonds libres que 550 francs.

La Société vote les deux allocations proposées ci-dessus.

M. Roche, trésorier, fait remarquer que dépouillement fait des archives, il se trouvait que la Société se trouvait en retard d'une année de subvention vis-à-vis du Patronage de l'Ébénisterie et que, pour se mettre au courant, notre Société a dû verser deux allocations de 200 francs, soit 400 francs en 1885.

ORDRE DU JOUR ET QUESTIONS A DISCUTER. — M. le Président *Paul Bérard* fait une communication intéressante sur le travail des enfants dans la Verrerie de Folembay. (*Applaudissements.*)

M. Nusse fait connaître son étude sur les pupilles de la ville de Paris. (*Applaudissements.*)

M. de Bellay insiste sur les vices apportés à l'apprentissage par le vagabondage de l'enfant et sur la nécessité d'une ferme discipline.

La séance est levée à 10 heures et demie.

Le Secrétaire de la Société,
ERNEST NUSSE.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du procès-verbal communiqué par M. FLICHE, faisant
fonction de Secrétaire.)

Séance du 7 mai 1885.

Présidence de M. *Faustin-Hélie*, juge au tribunal de la Seine.

La séance est ouverte à 3 h. 1/4.

Sont présents : MM. *Faustin-Hélie*, président ; *Froger de Mauny*, *Nusse*, *Tommy Martin*, *Périn* et *Fliche*.

Se sont fait excuser : MM. *Tournier*, *Joret-Desclosières*, *Coulon* et *Louiche-Desfontaine*.

Les procès-verbaux des deux séances n'ayant pas encore paru au *Bulletin*, leur adoption est ajournée.

M. *Froger de Mauny* communique au Comité un article de M. de Malarce sur les caisses d'épargne scolaires.

M. le Président signale de nouvelles violations de la loi de 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes. Il a vu notamment à la foire de La Villette une petite fille, qui avait manifestement moins de 12 ans, et qui faisait tourner autour de son corps des boas vivants.

M. *Tommy Martin* lit un rapport de MM. Worms et Salomon au sujet des moyens légaux de prévenir les accidents de fabrique. Les conclusions de ce rapport, qui sera inséré au *Bulletin*, sont adoptées à l'unanimité.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Nusse sur l'apprentissage et les réformes à apporter aux lois qui régissent cette matière.

M. Nusse donne lecture de la partie de son rapport relative à l'éducation.

La discussion est ouverte.

La première question soulevée par le rapport est celle de savoir s'il convient d'admettre que le père, lorsqu'il ne remplit pas ses devoirs de père, puisse être déchu de sa puissance. En raison de la gravité de cette question, le Comité, sur la proposition de son Président, l'ajourne, et décide qu'elle sera l'objet d'un examen spécial.

La seconde question soumise au Comité, porte sur l'interdiction d'admettre les mineurs dans les théâtres, bals et autres lieux publics.

M. le Président fait observer qu'une disposition prise sous une forme aussi générale présenterait peut-être des inconvénients. Si des familles s'entendent pour louer un local où on ferait danser la jeunesse, y a-t-il là un véritable danger ?

M. Nusse répond que, dans le cas prévu par M. le Président, il n'y aurait pas bal public, et que dans tous les cas il ne prétend pas interdire au mineur d'une façon absolue l'entrée des bals et théâtres. Ce qu'il veut, c'est qu'on ne l'y admette pas s'il n'est accompagné de quelqu'un ayant autorité sur lui. Telle est la loi américaine, et on trouve d'ailleurs une disposition analogue dans la loi française sur la répression de l'ivresse publique.

M. le Président craint que les termes de la loi américaine ne manquent de précision. Ne serait-il pas plus simple de donner aux maires le droit d'interdire aux mineurs l'entrée des lieux où des scandales seraient signalés ?

M. Tommy Martin s'élève contre ce pouvoir arbitraire donné aux maires. Ne serait-il pas regrettable de permettre aux maires des plus petites communes rurales d'interdire, au gré de leur caprice, des réunions absolument inoffensives ?

M. le Président propose de faire une distinction suivant l'importance de la population.

M. Nusse répond aux observations précédentes qu'il connaît de petites communes où, par suite du voisinage de fabriques importantes, il y a des bals publics, dignes des plus mauvais lieux de nos grandes villes.

M. Fliche insiste pour qu'on adopte la formule générale proposée par le rapport. Il ne faut pas trop se fier au tableau

poétique présenté par M. Tommy Martin des bals champêtres.

Ils ne sont pas aussi innocents qu'on peut se l'imaginer, et la présence des parents n'y est certes pas de trop. Si le rapport demandait une interdiction absolue, ces objections se comprendraient. Mais qu'on ne l'oublie pas, ce que veut M. Nusse, c'est que le mineur ne puisse entrer seul dans un théâtre, dans un bal; quel inconvénient présenterait une semblable disposition?

Des observations sont faites en sens contraire par différents membres du Comité.

Sur la proposition de M. le Président, la solution de la question est renvoyée à la prochaine séance pour permettre de trouver une formule qui remédie au mal signalé par le rapport, sans empêcher la jeunesse de goûter des plaisirs innocents.

La troisième question porte sur l'interdiction de distribuer aux mineurs, non accompagnés de leurs parents, des imprimés ou gravures, quelle que soit leur nature.

Différentes observations sont présentées sur le point de savoir s'il faut confier aux autorités chargées de la police le soin de prendre des arrêtés en ce sens, ou s'il faut procéder par voie d'interdiction législative.

Le Comité se rallie à l'unanimité à ce dernier système et décide que la loi doit interdire de la façon la plus absolue la distribution d'imprimés ou gravures quelconques aux mineurs non accompagnés.

La quatrième question est celle de l'organisation des tutelles.

Est-il bon que tout mineur soit pourvu d'un tuteur?

Est-il bon que la loi sur l'assistance judiciaire soit étendue aux actes relatifs à l'organisation des tutelles?

M. Nusse rappelle ce qui se passe quelquefois dans la pratique. L'assistance judiciaire n'étant accordée que s'il y a une question contentieuse, on s'adresse au procureur de la république, qui écrit au juge de paix et l'invite à convoquer le conseil de famille. La convocation a alors lieu d'office et est gratuite. Ne conviendrait-il pas que ce qui n'est que facultatif devint obligatoire?

M. Froger de Mauny rappelle l'existence peu connue d'un arrêté du 22 prairial an V, qu'il avait exhumé à l'époque où il était juge de paix et qu'il avait appliqué, avec l'autorisation de M. le garde des sceaux Baroche. Tous les maires du canton

étaient tenus de l'aviser des décès à la suite desquels des mineurs se trouvaient privés de l'un de leurs parents. Grâce à ces avis, la tutelle pouvait être immédiatement organisée, et elle l'était en restreignant les frais aux déboursés strictement nécessaires.

M. le *Président* fait remarquer que c'était là une pratique excellente, mais probablement isolée. Il faut une loi astreignant le juge de paix à convoquer le conseil de famille, chaque fois qu'un cas de minorité se produit.

M. *Fliche* croit qu'une disposition analogue existe dans certaines législations étrangères et qu'on pourrait les consulter avec fruit.

M. *Froger de Mauny* signale la difficulté qu'il y aurait souvent à trouver des tuteurs ou des subrogés tuteurs.

M. le *Président* considère la tutelle comme une charge publique : il faudrait que le tribunal eût le droit de désigner un tuteur et que l'acceptation de cette charge fût obligatoire.

Plusieurs membres du Comité ayant encore des observations à présenter, la suite de la discussion est, en raison de l'heure avancée, renvoyée à la prochaine séance, qui est fixée au jeudi 18 juin, à 3 heures.

M. *Nusse* communique au Comité une brochure de M. Ch. Constant sur les devoirs respectifs du patron et de l'apprenti.

La séance est levée à 5 heures.

*Le membre du Comité
faisant fonctions de secrétaire,
Louis FLICHE.*

ANNEXES

N° I. — JURISPRUDENCE

Travail des enfants dans les manufactures.

- 1° FEMME DE PATRON, — GESTION DE L'ATELIER, — RESPONSABILITÉ PÉNALE;
2° INSPECTEUR DU TRAVAIL. — A, FONCTIONS PUBLIQUES, — B, DROITS DE CONTRÔLE.

La dame F..., blanchisseuse, a été condamnée le 19 mars 1885, par le tribunal correctionnel, à 48 heures de prison et 100 francs d'amende pour infraction à la loi sur le travail des enfants employés dans l'industrie, et outrage à une inspectrice du travail, la dame R..., qui avait dressé contre elle procès-verbal de la contravention.

La prévenue a fait appel du jugement devant la Cour; elle a soutenu deux exceptions: D'abord, a-t-elle dit par la bouche de son avocat, elle n'a pas contrevenu à la loi sur le travail, elle n'est pas chef d'industrie, puisqu'elle ne fait que surveiller la maison de son mari; elle n'a pas d'industrie séparée. Son mari seul peut être rendu responsable de la contravention.

Ensuite une inspectrice du travail n'est pas une citoyenne chargée d'un service public, et c'est à tort qu'on a appliqué à la prévenue l'article 424 du Code pénal punissant l'outrage à des fonctionnaires publics.

La Cour de Paris a ainsi jugé :

Considérant que l'article 5 du Code de commerce est étranger à la cause; qu'il est constant, en fait, que la femme F... gère conjointement avec son mari l'atelier de blanchisserie désigné au procès-verbal; qu'elle est donc soumise comme patronne aux dispositions des articles 25 et suivants de la loi du 19 mai 1874;

Considérant que l'appelante est mal fondée à soutenir que la dame R..., ne saurait bénéficier de la protection accordée par le Code pénal aux citoyens chargés d'un ministère de service public, parce qu'elle a agi en une qualité non prévue par ladite loi de 1874, c'est-à-dire en qualité d'inspectrice déléguée; qu'en effet il résulte du procès-verbal qu'elle a agi en qualité d'inspectrice départementale; que la nomination d'inspectrice de cette catégorie est prévue par le paragraphe 2 de l'article 21;

Considérant qu'elle n'est pas mieux fondée à prétendre que la dame Ravand devait se borner à recueillir les renseignements verbaux qu'on voulait bien lui donner et qu'il ne lui appartenait pas de pénétrer dans l'atelier; que la seule qualification d'inspecteur implique la mission de voir et de vérifier directement et personnellement les choses; que la question est, au surplus, tranchée par l'article 18 qui dispose, en termes exprès, que les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers, qu'ils visitent les enfants, qu'ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les feuilles de présence aux écoles et les règlements intérieurs;

Au fond :

Adoptant les motifs des premiers juges,

Confirme;

Mais en raison des circonstances de la cause, décharge cependant la femme F..., de la peine d'emprisonnement;

Maintient l'amende.

Travail des enfants.

1° ADMISSION, TRAVAIL NON SALARIÉ, COMPTE D'AUTRUI; 2° LIVRET, PATRON, RESPONSABILITÉ; 3° REGISTRE, MENTIONS, CHEF D'ATELIER; 4° REGISTRE, INSPECTEUR, REPRÉSENTATION; 5° CONTRAVENTION, PEINE, CUMUL.

Le fait d'avoir admis une jeune fille de douze ans à travailler dans un atelier plus de six heures par jour sans exiger la production d'un certificat constatant qu'elle a reçu l'instruction primaire élémentaire, constitue la contravention prévue par l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, alors même que cette jeune fille n'a reçu aucun salaire, et a travaillé avec sa sœur et pour le compte de cette dernière.

Le chef d'atelier est tenu d'exiger de tout enfant qu'il emploie la production du livret exigée par l'article 10 de ladite loi, et d'y inscrire les énonciations prescrites par cet article;

Il est également obligé de tenir un registre sur lequel il doit mentionner les mêmes indications que sur le livret;

Et il doit représenter ce registre à l'inspecteur à toute réquisition (LOI DU 19 MAI, ARTICLE 18).

Chaque contravention doit être frappée d'une peine spéciale et le nombre de contraventions résulte du nombre d'enfants à l'égard desquels la loi n'a pas été observée et du nombre des infractions de nature différente commises à l'égard de chaque enfant (loi du 19 mai 1874, article 25).

(Min. publ. C. Javelle). Arrêt.

La Cour : considérant qu'un procès-verbal, dressé le 25 octobre 1884 par le sieur Bergeron, inspecteur du travail des enfants dans l'industrie, relève à l'encontre du sieur Javelle, moulinier au Petit-Treuil, un certain nombre de contraventions de nature différente résultant : 1° de ce qu'il a fait travailler Celle Marguerite, âgée de douze ans, plus de six heures par jour sans justifier par la production d'un certificat qu'elle ait reçu l'instruction primaire élémentaire; 2° de ce qu'il n'a pas inscrit sur les livrets de douze enfants dont les noms sont donnés au procès-verbal, la date de leur entrée dans l'atelier; 3° de ce qu'il n'a pas mentionné sur le registre prescrit par l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 les indications que le maire doit porter sur les livrets des enfants; 4° de ce qu'il n'a pas représenté à l'inspecteur le registre qu'il était obligé de tenir;

Sur le premier chef : — Considérant que le fait matériel est certain; que Javelle allègue seulement que Marguerite Celle ne travaillait pas pour son compte et était occupée par sa sœur, la femme Sarioul, qui travaille dans son atelier; — Considérant que cette allégation, lors même qu'elle serait justifiée, ce qui n'est pas et n'a même pas été tenté, ne suffisait pas, ainsi que l'a pensé à tort le tribunal de Saint-Étienne, pour faire disparaître la responsabilité de Javelle;

Que l'admission dans un atelier d'un enfant qui ne remplit pas les conditions déterminées par la loi de 1874 est une infraction dont le chef d'atelier est responsable; — Que l'article premier déclare expressément que les enfants ne peuvent être employés dans les ateliers que sous les conditions que la loi prescrit, et qu'aux termes de l'article 25, les chefs d'industrie qui gèrent leur établissement ont à répondre devant le tribunal correctionnel des contraventions commises dans leur atelier;

Sur le deuxième chef : — Considérant que Javelle a justifié que les filles Cherel, Bardon et Masson ont un livret régulier depuis une époque antérieure au procès-verbal, et que sur ce point, et à l'égard des trois jeunes filles, la contravention relevée par le procès-verbal disparaît aujourd'hui devant les justifications qui sont prescrites; — Mais considérant qu'une contravention de même nature reste établie à l'égard des filles Celle, Lardan, Déléage, Bave-ton, Rancia, Debrière, Dubouchet, Cholat et Fléchier; que Javelle n'a pas inscrit sur leurs livrets les énonciations édictées par l'article 10; — Que Javelle objecte vainement qu'il était dans l'impossibilité de faire sur les livrets les mentions prescrites par la loi, parce que les livrets ne lui avaient pas été présentés; que le maire seul était tenu de les délivrer, et que la loi ne lui imposait pas le devoir de les exiger; — Qu'en effet, si cette obligation d'exiger le livret n'est pas textuellement énoncée dans l'article 10, elle est évidemment présumée par la nature même de l'obligation que cet article impose au chef d'atelier; qu'en lui prescrivant de faire certaines mentions sur ce livret, la loi lui prescrit par là même d'exiger le livret, afin de se mettre

en mesure d'y faire les mentions exigées ; que, par conséquent, en recevant dans son atelier des enfants non pourvus de livrets, Javelle s'est mis dans l'impossibilité de faire sur les livrets les mentions exigées et n'a pas exécuté ses obligations ; que cette obligation d'exiger les livrets est encore présumée par l'article 18, qui impose au chef d'atelier le devoir de les représenter à l'inspecteur ;

Sur le troisième chef : — Considérant que le § 3 de l'article 10 prescrit encore au chef d'atelier la tenue d'un registre sur lequel il doit mentionner les mêmes indications qui sont portées sur le livret ; — que Javelle n'a pas tenu ce registre et, par suite, a encore méconnu, à l'égard des douze enfants nommés au procès-verbal, les prescriptions de l'article 10, § 3 ;

Qu'il ne peut pas se justifier de leur inobservation en disant qu'on ne lui avait pas remis les livrets contenant les renseignements qu'il devait inscrire sur son registre ; que son devoir était de se procurer les renseignements soit par la production exigée des livrets, soit par tout autre moyen, afin de les porter sur le registre dont la loi lui impose la tenue ; que d'ailleurs l'article 10 § 3, ne lui prescrit pas de copier le livret, mais de mentionner les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a été à l'école, la date de l'entrée dans l'atelier, renseignements qu'il lui sera sans doute plus facile de se procurer en les empruntant au livret, mais qu'à la rigueur il peut obtenir de toute autre manière ; que si Javelle estimait que la production du livret lui était nécessaire pour y puiser les renseignements qu'il devait porter sur son registre, c'était à lui à en réclamer la présentation ; qu'il ne pouvait se prévaloir d'une négligence des parents des enfants pour se dispenser de remplir l'obligation personnelle qui lui incombait de tenir régulièrement le registre ;

Sur le quatrième chef : Considérant que cette contravention à l'article 18 n'est pas contestée ; que le 25 octobre l'inspecteur Bergeron a demandé la représentation du registre et n'a pas pu l'obtenir ;

Considérant que chaque contravention doit être frappée d'une peine spéciale et que le nombre des contraventions résulte du nombre des enfants à l'égard desquels la loi n'a pas été observée et du nombre des infractions de nature différente commises à l'égard de chaque enfant ; que par suite de ce double calcul, le nombre des contraventions à retenir contre Javelle est de vingt-trois ; Considérant que Javelle a été condamné par le tribunal correctionnel d'Yssingeaux, pour infraction à la loi du 19 mai 1874, le 11 janvier 1883, c'est-à-dire dans les douze mois qui ont précédé les faits qui sont l'objet de la poursuite actuelle et que, par suite, aux termes de l'article 26, il est en état de récidive ;

Considérant qu'il y a néanmoins dans la cause des circonstances atténuantes ;

Par ces motifs..., réforme le jugement du tribunal de Saint-Étienne, déclare Javelle coupable de vingt-trois contraventions ; soit d'une à l'article 9 ; — de neuf à l'article 10 § 2 ; — de douze à l'article 10 § 3 ; — d'une à l'article 18 ; — Et lui faisant application desdits articles, ainsi que de l'article 26 et de l'article 463 du Code pénal, le condamne à vingt-trois amendes de 16 francs pour les vingt-trois contraventions qu'il a commises.

Du 13 janvier 1884, C. de Lyon, 4^e ch. — MM. Ollivier, prés. Baudouin, av. gén. C. conf.

Du même jour, arrêt semblable dans une affaire Seux, sur la double question des livrets et du registre, mêmes magistrats.

N° II. — RAPPORT AU COMITÉ JUDICIAIRE

SUR LA NÉCESSITÉ DES MESURES PRÉVENTIVES CONTRE LES ACCIDENTS INDUSTRIELS

MESSIEURS,

Dans un précédent rapport présenté à notre Comité judiciaire (voir *Bulletin de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures*, t. XIV, p. 32), notre collègue, M. Ernest Nusse, examinant une proposition de loi présentée à la Chambre des députés sur la réglementation préventive des accidents de fabrique, s'était appliqué à montrer qu'il était quelque peu chimérique d'attendre l'application des mesures préventives contre les accidents de fabrique du seul intérêt des industriels, et il avait conclu à la nécessité d'une loi qui en imposerait l'emploi à tous les patrons, qu'ils fussent animés ou non de sentiments philanthropiques, qu'ils eussent ou non la claire vue de leur intérêt personnel conforme à l'intérêt général.

Le travail de M. Nusse a été critiqué dans une étude approfondie de M. Georges Salomon, ingénieur civil des Mines, intitulée : *La liberté des Mesures contre les accidents industriels* (brochure in-8°, chez Guillaumin, libraire à Paris, 1882, extraite des Mémoires de la Société des ingénieurs civils). M. Salomon fait observer que la loi, si bien faite qu'on la suppose, est toujours d'une application difficile, qu'elle institue des agents qui n'agissent guère et impose des mesures préventives trop promptement surannées, qui vexent ou tracassent le patron sans profit appréciable et arrêtent ou gênent la production au détriment de la fortune publique, et l'auteur conclut que la bonne volonté individuelle ou collective des industriels a jusqu'ici donné des résultats meilleurs que les lois draconiennes qui inquiètent et qu'on laisse forcément sommeiller. L'étude de M. Salomon a été signalée à l'Académie des sciences morales et politiques, dans une de ses séances de septembre 1882, par une communication de M. Émile Worms, professeur à la Faculté de droit de Rennes, et membre correspondant de cette Académie. M. Worms soutient, en termes chaleureux, la thèse de M. Salomon, qu'on pourrait résumer en quatre mots : *Quid leges sine moribus?* MM. Nusse, Salomon et Worms ont soulevé une fois de plus la question toujours débattue, et jamais complètement tranchée, des avantages respectifs de la Liberté et de l'Autorité, de la police purement répressive et de la police tout à la fois préventive et répressive : mieux vaut-il réprimer et punir que prévenir? mieux vaut-il prévenir? A vrai

dire, le problème ainsi posé d'une manière absolue et abstraite nous paraît tout à fait insoluble. Mais on peut prendre parti, si on tient compte des circonstances de temps, de lieux et de personnes. Une loi n'est pas faite pour durer éternellement : nécessaire dans une société naissante, elle devient inutile dans un état civilisé. L'autorité est indispensable dans les milieux où l'instruction n'est pas encore développée : parfois même, c'est de la loi, rigoureusement exécutée, que naissent les mœurs qui en préparent sûrement la modification.

Sans doute, il est préférable que les citoyens comprennent que la police d'un État ou d'une cité est mieux assurée par leur libre volonté que par une règle inflexible imposée à tous ; mais si les citoyens ne le comprennent pas encore, il faut bien, en attendant, que la règle se substitue à leur volonté défaillante. Avec la liberté, il ne reste plus au législateur que les moyens répressifs ; avec l'autorité, le mal lui-même peut être prévenu. S'il s'agit de ménager la vie humaine, on nous accordera que les mesures préventives peuvent avoir un résultat effectif, tandis que les peines qui frapperont l'insouciant ou le téméraire ne rendront pas la vie à qui l'a perdue par leur faute ou leur négligence. Si, d'autre part, nous considérons que dans l'atelier, la fabrique ou l'usine, au milieu des engins les plus dangereux, des femmes et des mineurs sont nécessairement employés, combien les moyens préventifs nous paraîtront parfois justifiés ! L'administration ne tolère pas qu'on construise un pont sans parapets, un balcon sans garde-fous. Pourquoi une machine en mouvement n'aurait-elle pas son parapet ou son garde-fou ? Protection, nous dira-t-on, équivaut trop souvent à oppression et compression ; nous accordons que des générations nouvelles, fortement instruites, pourront rejeter de vieilles lois autoritaires qui n'auront plus pour elles d'effet utile, mais qu'on nous accorde aussi qu'il faudra toujours que le législateur protège la femme et l'enfant, quand, par suite d'une circonstance quelconque, ils auront été soustraits à la vigilance du mari ou des parents. L'autorité, si peu séduisante qu'elle soit, ne cédera jamais toute la place à la liberté.

ABEL-TOMMY MARTIN.

(Extrait du procès-verbal, communiqué
par M. Louis FLICHE, membre du Comité, faisant fonction de *Secrétaire*.)

Séance du 18 Juin 1885.

Présidence de M. *Faustin-Hélie*, juge au tribunal de la Seine.

La séance est ouverte à 3 heures moins un quart.

Sont présents : MM. *Faustin-Hélie*, président ; *Froger de Mauny*, *Nusse* et *Fliche*.

Absents et excusés : MM. *Périn (Jules)*, *Tommy Martin*, et *Louiche-Desfontaines*.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. *Nusse* sur la réforme de la législation de l'apprentissage.

Le Comité continue à rechercher les moyens d'assurer aux mineurs indigents une tutelle.

M. le Président rappelle une objection faite contre l'extension de la tutelle, proposée à la dernière séance. On a dit que l'hypothèque légale qui grève les biens des tuteurs ne permettrait pas d'en trouver facilement. C'est là une exagération ; la réduction de l'hypothèque légale, permise dès aujourd'hui par la loi, serait un remède suffisant.

M. *Froger de Mauny* croit qu'il ne faudrait pas s'en tenir là : si on veut trouver des tuteurs, il faut les affranchir complètement de l'hypothèque légale.

M. *Nusse* demande si on ne pourrait pas faire juger par le tribunal la question de savoir s'il y a, lieu, ou non, de maintenir l'hypothèque légale.

M. *Froger de Mauny* estime que la simple éventualité du maintien de l'hypothèque légale suffira pour rendre difficile la désignation des tuteurs.

M. le Président, après avoir constaté que le Comité est disposé à écarter l'objection en supprimant l'hypothèque légale dans le cas de tuteur nommé d'office, revient à la question principale. Il s'agit de rendre législativement obligatoire l'arrêté du 22 prairial an V. Cet arrêté a été recherché, il est ainsi conçu :

« Le Directoire exécutif, considérant que par la loi du 22 décembre 1790, institutive des municipalités, les officiers municipaux sont, entre autres objets, chargés de la police administrative ;

» Qu'aux termes de l'article 17 du Code des délits et des peines, la police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale, et qu'elle tend principalement à prévenir les délits; qu'il est, par conséquent, du devoir des agents municipaux, dans les communes où ne résident pas les juges de paix, de prévenir le vol et la dilapidation des effets laissés à des pupilles, à des mineurs ou à des absents par leurs parents décédés, vol et dilapidation qui se commettent journellement dans ces communes, par le défaut d'apposition des scellés sur les effets des défunts,

» Après avoir entendu le ministre de la justice,

» Arrête ce qui suit :

» ARTICLE PREMIER. — Dans chaque commune où ne réside pas un juge de paix, l'agent municipal et, à son défaut, son adjoint sont tenus de donner avis sans aucun délai au juge de paix résidant dans le canton ou, à son défaut, à son assesseur le plus voisin, de la mort de toute personne de son arrondissement qui laisse pour héritiers des pupilles, des mineurs ou des absents.

» ART. 2. — Les agents et adjoints municipaux qui négligeront cette partie importante de leurs devoirs seront dénoncés à l'administration centrale de leur département, pour être procédé à leur égard, conformément à l'article 193 de l'acte constitutionnel. »

M. *Nusse* demande comment, pratiquement, la mairie pourra savoir si le défunt laisse ou ne laisse pas d'enfants mineurs. Ce sera sans doute facile dans une petite commune; mais, dans les grandes villes, ne se heurtera-t-on pas à une impossibilité?

M. *Froger de Mauny* répond qu'on n'aura qu'à interroger sur ce point celui qui viendra déclarer le décès. Cela se faisait régulièrement à Neuilly, où le canton comprend plus de 120,000 habitants.

M. *Nusse* objecte que le déclarant, qui est souvent un voisin absolument inconnu du défunt, ne saura peut-être pas toujours s'il a laissé des enfants.

M. *Fliche* demande que, dans le cas, assez rare, où le déclarant ne serait pas en état de répondre à la question qu'on lui poserait sur ce point, la municipalité soit tenue de se livrer à une enquête.

La question se pose alors de savoir quelle est l'autorité qui sera chargée de nommer le tuteur.

M. le *Président* propose le tribunal.

M. *Froger de Mauny* fait observer que le juge de paix, qui est sur les lieux, aura plus de facilités pour trouver un tuteur.

M. le *Président* et, avec lui, le Comité se rallient à cette idée.

M. *Froger de Mauny* voudrait que les jeunes filles ne pussent jamais avoir un homme pour tuteur. Il y a à cela des raisons de haute moralité, qui n'échappent à personne.

M. le *Président* objecte que la femme mariée ne saurait être tutrice. Incapable d'administrer ses propres biens, il est impossible qu'elle administre ceux d'autrui.

M. *Froger de Mauny* le reconnaît, mais il y aurait toujours les veuves et les filles ayant atteint un certain âge qui pourraient être nommées tutrices.

La discussion paraissant épuisée, le Comité vote à l'unanimité la résolution suivante :

« Le juge de paix est chargé de désigner un tuteur aux mineurs qui n'en auraient pas et dont la situation devra lui être révélée par les officiers de l'état civil chargés de constater les décès. La tutelle ainsi conférée sera obligatoire et affranchie de l'hypothèque légale. On ne pourra charger de la tutelle des filles mineures que des femmes veuves ou des filles âgées de quarante ans au moins. »

M. *Nusse* donne lecture de la seconde partie de son rapport, consacrée à l'éducation.

La première question qui se pose devant le Comité est celle des voies et moyens à employer pour faire cesser l'antagonisme existant entre la loi de 1874 sur le travail des enfants et la loi de 1882 sur l'instruction obligatoire.

M. *Nusse* rappelle les conditions dans lesquelles cet antagonisme s'est produit. D'après la loi de 1874, l'enfant qui a 12 ans accomplis peut toujours être admis dans les ateliers. S'il justifie de ce qu'on a appelé dans la pratique le certificat abrégé, il peut y travailler douze heures ; sinon, jusqu'à 15 ans, il ne peut être astreint au travail qu'une demi-journée, le surplus devant être consacré à compléter son instruction. D'après la loi de 1882, l'enfant est astreint à suivre l'école à 13 ans accomplis, sauf s'il a obtenu le certificat d'études, qu'il ne faut pas confondre avec le certificat abrégé, et pour lequel il peut con-

courir dès l'âge de 11 ans. D'où les questions suivantes : la loi de 1882 a-t-elle abrogé la loi de 1874 ? L'enfant muni seulement du certificat abrégé peut-il être admis à 12 ans dans un atelier ? Ne peut-il au contraire y être admis qu'à 13 ans, à moins qu'il n'ait le certificat d'études ? Dans ce dernier système, que faut-il décider pour la période de 13 à 15 ans ? Les enfants de 13 à 15 ans, qui n'ont pas le certificat abrégé, sont-ils toujours tenus de suivre une école de demi-temps ? Toutes ces questions ont été résolues très diversement dans la pratique.

M. *Fliche* fait observer que le Comité n'a pas à concilier les deux lois de 1874 et de 1882. Il émet en ce moment-ci des vœux pour une loi nouvelle destinée à réglementer l'apprentissage, loi qui peut abroger les différentes lois existantes en ce qu'elles auraient d'imparfait. Le Comité n'est donc limité dans sa tâche ni par l'une, ni par l'autre de ces deux lois.

M. le *Président* propose de fixer à 12 ans l'âge auquel l'enfant peut être admis à l'atelier et, comme conséquence, de limiter à cet âge l'obligation scolaire.

M. *Fliche* insiste sur l'idée émise par M. le *Président*. La loi de 1882, en étendant l'obligation scolaire à 13 ans, s'est laissée aller à une exagération qui porte un nouveau coup à l'apprentissage déjà bien éprouvé. Les parents tiennent à ne pas avoir les enfants indéfiniment à leur charge, et alors de deux choses l'une : ou bien, sous la pression exercée par les parents, les patrons réduisent la durée de l'apprentissage, au grand détriment de l'industrie ; ou bien les parents donnent à leurs enfants des métiers qui n'en sont pas, où, sans passer par l'apprentissage, ils ont immédiatement un salaire relativement élevé, mais où ils ne recueilleront plus tard que la misère.

M. *Nusse* demande si, en fixant à 12 ans l'âge auquel l'enfant pourra toujours être admis à l'atelier, le Comité entend abroger la loi de 1874, en ce qui concerne le travail de demi-temps, pour les enfants de 12 à 15 ans qui n'ont pas une instruction suffisante.

M. *Fliche* n'hésite pas à l'admettre. Cette partie de la loi de 1874 a donné les plus détestables résultats et n'a généralement réussi qu'à favoriser le vagabondage des enfants de 12 à 15 ans, renvoyés de l'atelier pendant la moitié de la journée. D'ailleurs, cette disposition de la loi de 1874 est rendue inutile par la loi qui a rendu l'enseignement obligatoire. Si, arrivé à 12 ans,

après cinq ans de séjour forcé à l'école, l'enfant ne sait rien, il faut s'y résigner, il ne saura jamais rien !

Après quelques observations contradictoires, M. Nusse se range à cette idée.

Le Comité, à l'unanimité, décide qu'il faut éviter toute solution de continuité entre l'école et l'atelier et que, dans ce but, tout enfant ayant atteint l'âge de 12 ans doit être affranchi complètement de l'obligation scolaire.

Le Comité aborde l'examen des programmes scolaires dans leurs rapports avec le rôle social et industriel que l'enfant est appelé à remplir plus tard.

Après un échange de courtes observations, le Comité décide à l'unanimité qu'il est à désirer que l'enfant reçoive à l'école une instruction religieuse, conforme au culte de sa famille.

Cette question résolue, le Comité aborde l'étude de la suivante : « La loi de 1882 a-t-elle bien fait d'introduire le travail manuel dans les programmes scolaires ? »

M. Nusse fait connaître que, sur ce point, trois systèmes se sont produits :

Dans un premier système, on se propose nettement le but de matérialiser l'enseignement et de transformer l'école primaire en école professionnelle.

Un second système, non moins absolu en sens inverse, écarte complètement de l'école le travail manuel.

Le troisième système, système mixte, est celui de la loi de 1882. L'école ne se propose pas pour but d'apprendre un métier à l'enfant ; elle se propose, avant tout, d'assurer le petit bagage intellectuel destiné à former son esprit. Toutefois, accessoirement, elle peut préparer l'enfant à la vie industrielle ou agricole, elle peut lui assouplir la main en lui apprenant à travailler certaines matières d'un usage très fréquent.

M. Fliche fait observer que, même en se tenant au troisième système, il faut éviter avec soin que le travail manuel n'envahisse peu à peu l'école et ne nuise à la formation intellectuelle et morale de l'enfant. Il y aura là une ligne de démarcation difficile à trouver. Et puis les maîtres seront-ils jamais assez compétents pour inculquer à leurs élèves des notions ? Et si cette première formation est défectueuse, n'est-il pas à craindre que l'enfant ne s'en ressente toujours ?

Après un échange d'observations, le Comité décide à l'una-

nimité que l'enseignement professionnel doit être complètement banni de l'école, mais que le système introduit par la loi de 1882 peut être accepté, à la condition expresse qu'on se bornera à des notions absolument élémentaires.

La dernière question, soulevée par la partie du rapport relative à l'instruction, est celle de savoir s'il faut approuver l'extension donnée par la loi de 1882 aux matières obligatoires de l'enseignement primaire. En raison des développements que cette question comporte et de l'heure avancée, la suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance, qui aura lieu le lundi 13 juillet, à 4 heures.

L'ordre du jour portera : Suite de la discussion du rapport de M. Nusse sur les réformes à apporter à la législation de l'apprentissage.

La séance est levée à 5 heures.

*Le Membre du Comité
faisant fonctions de Secrétaire,
LOUIS FLICHE.*

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance du vendredi 20 mars 1885.

PRÉSIDENCE DE M. JOSEPH VIVIER

Lecture est donnée : 1° d'une lettre de M. Carriot, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, annonçant l'inscription de l'école au budget de la Ville de Paris pour une subvention de 4,500 francs; 2° d'une lettre de MM. Bessand et C^{ie} de la Belle-Jardinière envoyant une souscription de 1,000 francs; 3° d'une lettre de M. Laffite offrant 200 francs.

La parole est donnée à M. le Directeur de l'École professionnelle, qui rend compte de sa gestion pendant le mois écoulé.

Deux élèves nouveaux ont été admis, un ancien est parti.

Les recettes ont été de Fr. 2.526 50

Et les dépenses de 1.844 75

M. Lacapère demande la parole pour proposer une modification au mode d'instruction technique actuellement employé. Cette modification consiste surtout à se rendre un compte exact du produit de chaque groupe; de ne payer le professeur qu'en raison du produit de ce groupe ou, tout au moins, de lui donner de plus faibles appointements fixes et une part sur le produit de son groupe.

Après plusieurs avis émis par quelques-uns des membres sur l'organisation de l'école, le système de l'instruction par degré est maintenu.

M. le Président fait, en outre, observer que le changement du professeur en chef devant avoir lieu le 1^{er} avril, il est sage de ne rien modifier au système d'enseignement actuellement en usage avant d'avoir pu apprécier ce qu'en d'autres mains le système actuel, qui somme toute n'est pas mauvais, peut produire.

Sur ces justes observations, on remet à la prochaine séance la suite de cette discussion.

Chambre syndicale des Corsets et fournitures.

Séance du mardi 21 avril 1885.

M. Dusaussé dit qu'à la dernière séance il a exprimé le désir de voir les élèves corsetières de la rue de Grenelle être habituées, peu à peu, à travailler avec un peu de vivacité, sans pour cela oublier que le travail doit être toujours très bien fait. Le procès-verbal lui faisant dire le contraire, il demande la rectification.

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance du 24 avril 1885.

PRÉSIDENCE DE M. JOSEPH VIVIER

M. Mack, directeur de l'École professionnelle, rend compte de sa gestion pendant le mois écoulé.

Les recettes ont atteint Fr. 1.482 50

Les dépenses — 1.908 40

Il est entré trois élèves et trois professeurs. — Il demande une augmentation de 25 francs par mois pour l'élève Bottin qui est admis comme petit professeur, et propose que l'élève Machard soit admis à 8 francs par semaine.

L'ordre du jour appelant la continuation de la discussion d'un nouveau mode d'organisation du travail, la parole est de nouveau donnée à M. le Délégué, qui donne lecture du projet suivant :

Modifications.

A partir du 1^{er} juin 1885 il sera donné à chaque apprenti, par un chiffre représentant des points, une note quotidienne pour l'ensemble de son travail et de sa conduite.

Les chiffres employés seront 0, 1, 2, 3 et 4.

4 signifiant très bien.

3 — bien.

2 — assez bien.

1 — passable.

0 — mal.

Le travail servira de base pour la note à donner, qui pourra être baissée d'un demi-point, d'un point ou même davantage, suivant la conduite de l'apprenti.

Chaque samedi, les points ainsi obtenus dans la semaine par un apprenti seront relevés et leur total servira à déterminer :

1^o S'il y a lieu de lui accorder un bon de satisfaction;

2^o La valeur de ce bon;

3^e Si le bon de satisfaction doit être accompagné d'une gratification espèces.

Les bons de satisfaction sont fixés à 1 franc pour la première année, à 2 francs pour la seconde année, et à 3 francs pour la troisième année.

Ils pourront être réduits de la moitié de leur valeur respective, dans certains cas spécifiés ci-après.

Tous les bons de satisfaction accordés à un apprenti pendant son apprentissage resteront entre les mains de la Direction, comme garantie de l'exécution de la durée de l'apprentissage, et lui seront versés à la fin de la troisième année.

La gratification espèces additionnelle est fixée à 50 centimes pour la première année, à 1 franc pour la seconde année, et à 1 fr. 50 c. pour la troisième année.

Elle sera remise dès le samedi soir à l'apprenti qui l'aura méritée, mais la mention en sera faite sur le bon de satisfaction correspondant.

Le maximum des points que pourra obtenir un apprenti dans les six jours de travail de la semaine étant de vingt-quatre points :

A dix-neuf points, il recevra le bon de satisfaction de sa catégorie, accompagné de la gratification espèces y afférente ;

A quinze points, il recevra seulement le bon de satisfaction de sa catégorie ;

A onze points, il ne lui sera remis que le demi-bon de sa catégorie ;

Au-dessous, il ne lui sera rien accordé.

Observations.

A. Les dispositions ci-jointes seront appliquées dans leur intégralité à tout nouvel apprenti entrant à l'école.

B. Elles sont immédiatement applicables aux apprentis entrés à l'école sous le régime du règlement voté en assemblée générale le 24 janvier 1884, dans tout ce qui ne contrevient pas aux conditions y stipulées.

Ainsi, ces apprentis, arrivés à leur troisième année, toucheront chaque semaine, contrairement aux nouvelles dispositions, les bons de satisfaction qui leur seraient accordés dans le cours de cette année, sans préjudice de la gratification qu'ils pourraient mériter.

De plus, chaque fois que dans le cours de leur apprentissage ils ne mériteront d'après leurs notes que le demi-bon, la constatation en sera faite par un certificat provisoire qui leur sera remis et qui ultérieurement, quand ils auront obtenu un second demi-bon, leur sera échangé contre un bon entier.

C. Quant aux apprentis entrés à l'école antérieurement à 1884,

qui ont droit chaque samedi à un bon de paye et facultativement à un bon de satisfaction de 1 franc, la note quotidienne leur sera donnée comme aux autres.

Elle servira à déterminer s'il y a lieu de leur accorder le bon de satisfaction de 1 franc qui ne leur sera remis que s'ils atteignent quinze points; à dix-neuf points, ils recevront en plus une gratification espèces de 50 centimes.

Les apprentis de cette catégorie n'auront pas de demi-bon.

Après une étude approfondie de ce nouveau mode d'administration, l'assemblée l'adopte à l'unanimité et la séance est levée à dix heures et demie.

Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans.

Séance du 28 avril 1885.

ÉCOLE DE DESSIN

M. Weber exprime de nouveau ses regrets de voir que le nombre des élèves qui suivent le cours de notre école ne soit pas plus élevé, et il adresse de nouveau aussi un chaleureux appel à MM. les membres et les adhérents de la Chambre pour qu'ils y envoient de jeunes élèves se destinant à nos industries.

Nous n'avons, ajoute-t-il, que vingt élèves, alors que nous pourrions en recevoir quarante. Ce serait un encouragement pour nos excellents professeurs, et j'ajoute un encouragement aussi pour les administrateurs.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

Séance du 1^{er} mai 1885.

PRÉSIDENCE DE M. CHOQUET, PRÉSIDENT

Rapport de M. J. Chapuis, président de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis.

MESSIEURS,

Je vais donner en quelques mots le résumé des travaux de la Commission depuis votre dernière réunion.

Dans la séance du 10 avril, nous avons arrêté les dernières dispositions à prendre en vue des concours pour l'exercice 1884-1885, afin qu'ils aient lieu d'une manière uniforme et aussi pour faciliter aux divers jurys l'application des récompenses d'une façon équitable.

Cent huit apprentis ont été présentés dans la section d'encouragement.

Les concours de travaux manuels ont eu lieu aux époques fixées, et, d'après les conditions du programme, soixante-quinze apprentis y ont pris part, dont : 17 apprentis papetiers de 2^e année, 11 de 3^e, 6 de 4^e; 15 apprentis cartonniers de 2^e année, 6 de 3^e, 4 de 4^e; 11 apprentis graveurs, écrivains lithographes et divers de 2^e année, 3 de 3^e, 2 de 4^e.

Je ne vous donnerai pas lecture aujourd'hui des rapports de MM. les Présidents de chaque jury, mais je ne puis vous laisser ignorer que les travaux présentés cette année sont de beaucoup supérieurs à ceux des années précédentes.

La première Sous-Commission a été chargée de l'examen des dossiers de tous les apprentis présentés pour prendre part aux divers concours, afin de faire l'application des primes d'encouragement.

Elle a été également chargée de faire le classement des apprentis et des élèves par ordre de mérite, d'après les rapports des Présidents des divers jurys qui ont eu à examiner les concours de travaux manuels, et d'après les rapports des professeurs des cours professionnels; puis, enfin, de faire l'attribution des récompenses.

La deuxième Sous-Commission a eu pour mission de s'occuper de l'organisation de la solennité et des invitations à faire aux notabilités appelées à assister à cette cérémonie.

La présidence a été offerte à M. Jacquemart, directeur de l'enseignement technique au Ministère du commerce, qui a bien voulu l'accepter.

Il sera assisté de MM. Vée, président du Comité central; Muzet, président du Syndicat général; Wolff, président de la Société de secours mutuels; Gratiot, président de la Chambre des Papiers en gros; puis de MM. Havard-Jousset, Frédéric Lévy, Nusse, Plon, et d'un grand nombre de notabilités appartenant au commerce parisien.

De nombreux souscripteurs ont bien voulu répondre à notre appel pour nous aider à récompenser nos apprentis les plus méritants, et les principaux éditeurs nous ont adressé à cette même intention, une certaine quantité de volumes.

Parmi ces volumes, il en est un d'une importance plus grande et ayant pour titre : *Musée du Louvre, galerie de Rubens*, offert par M. Guérin, et qui a donné lieu à une tombola au profit de l'Œuvre des apprentis.

Chambre syndicale des Corsets et fournitures.

Séance du 19 mai 1885.

En déduisant de 2,464 fr. 40 c., montant de nos recettes, nos dépenses, de 787 francs, il nous reste net en caisse au profit de nos écoles, 1,677 fr. 40 c., non compris l'achat des trois obligations

foncières dont il est fait mention dans le procès-verbal de la séance du 19 mai 1885.

M. Abadie Léotard informe la Chambre de la nouvelle adresse de notre École professionnelle, dont l'entrée se trouve maintenant, rue Fondary, n° 20; il dit aussi que cette école compte en ce moment vingt élèves, auxquelles on enseigne la coupe, la piqure, l'éventailage, en un mot, tout ce qui concerne la confection du corset.

La question des récompenses à accorder à nos élèves corsetières de la rue Fondary est agitée, et on décide qu'il sera distribué des prix ainsi qu'il suit : un de 50 francs, un de 40 francs, un de 25 francs, un de 20 francs et deux de 15 francs. Dans ces deux derniers se trouve compris le prix dû à la générosité de M. Meyronnet, le sympathique chef d'orchestre de nos fêtes annuelles. Il est de plus décidé qu'une gratification de 75 francs sera donnée à M^{me} Armengaud, en reconnaissance du zèle et de l'intelligence dont elle ne cesse de faire preuve dans la direction des études de nos jeunes élèves.

Chambre syndicale des membres de l'Enseignement libre et laïque du département de la Seine.

Assemblée générale du 22 mai 1885.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. J. Hayem, vice-président du Syndicat général, désigné à cet effet, assisté de M. Tourette, secrétaire délégué, chargé de représenter l'administration.

M. le Président prononce la brillante allocution suivante :

« Je suis particulièrement heureux, Messieurs, d'avoir été choisi pour venir procéder à l'installation de votre groupe et pour saluer, au nom de tous mes collègues du Syndicat général, la Chambre naissante de l'Enseignement libre et laïque de l'Académie de Paris. S'il est un titre dans cette circonstance qui soit de nature à me désigner au choix des membres du Syndicat général, c'est l'affection que je professe pour tous les hommes et pour toutes les choses qui touchent à l'enseignement. Il en est parmi vous, Messieurs, qui appartiennent au XI^e arrondissement de Paris et qui savent peut-être avec quelle ardeur, lorsque j'étais adjoint au maire de cet arrondissement, je me suis consacré, non seulement à la propagation de l'instruction, mais à l'application des meilleures méthodes d'enseignement et à l'étude des réformes et des progrès à introduire dans nos écoles primaires. Aussi, je ne me considère pas comme étranger à cette Académie de Paris, dont vous êtes les fermes et les distingués représentants, et je vous prie de me regarder comme un des vôtres.

» En constituant, Messieurs, votre groupe, vous n'avez pas seulement ajouté un anneau à cette vaste chaîne syndicale qui enveloppe et protège le commerce et l'industrie, vous avez créé un précédent, disons plus, vous avez comblé une lacune.

» Vous avez introduit au sein de l'Union nationale un élément nouveau qui répond au but moral que poursuivent les Chambres syndicales :

» ARTICLE PREMIER. — L'Union nationale du commerce et de l'industrie (Alliance des Chambres syndicales) est fondée dans le but de concourir, avec les diverses institutions de la France, au progrès moral et matériel du commerce et de l'industrie, ainsi qu'à la légitime satisfaction de leurs vœux et de leurs besoins.

» On a dit, Messieurs, et répété à satiété qu'en 1870 la France avait été vaincue par les instituteurs allemands et par le fusil à aiguille. Du fusil à aiguille, je n'ai rien à vous dire, quoique aujourd'hui on ait introduit l'éducation militaire dans l'école. C'est là, assurément, une mesure intéressante, mais qui n'est actuellement que provisoire et à titre purement expérimental. Je vous avoue, pour ma part, que si la gymnastique doit être singulièrement encouragée, et peut être considérée comme une initiation à la science militaire, cette dernière ne s'impose pas au même degré à des enfants qui ne doivent avoir d'autre souci que d'être de bons élèves et n'ont besoin de se livrer aux exercices du corps que pour donner satisfaction à cette vieille maxime des Romains : « *Mens sana in corpore sano.* »

» Des instituteurs et de l'enseignement dont ils sont les agents et les distributeurs, j'aurais beaucoup de choses à vous dire, tant j'aime le sujet et tant il exerce sur moi un irrésistible empire. Mais je ne puis pas et ne veux pas prononcer de discours.

» Ce qu'il y a de certain, c'est que jamais, à aucune époque, l'enseignement, auquel vous êtes voués, n'a été l'objet d'une aussi grande attention et d'une aussi profonde estime.

» Depuis 1870, la République a plus fait pour l'instruction publique que toutes les monarchies des siècles précédents et du siècle auquel nous appartenons : le budget actuel du ministère de l'instruction publique n'est pas inférieur à 150 millions.

» En obligeant tous les citoyens français à savoir lire et écrire, le régime républicain a pris une sage et logique mesure. Il n'est pas possible, il n'est pas admissible qu'un électeur ne sache pas écrire et lire le nom de son mandataire. Mais, je vous le demande, Messieurs, qu'est-ce que cette instruction qui consiste à écrire de sa propre main le nom de son député ou de son conseiller municipal ? Est-ce là l'instruction à laquelle, après tant de dépenses et tant de sacrifices, chacun de nous doit être heureux d'atteindre ? Assurément non ; savoir lire et écrire ne peut être que le point de départ de

l'instruction; il faut qu'après avoir fait le premier pas en dehors de l'ignorance et vers la lumière, le gouvernement républicain dote nos concitoyens de connaissances plus étendues, plus variées et plus profondes. L'instruction est comme l'horizon : plus nous pensons nous approcher de l'horizon, plus nous nous assurons qu'il est loin de nous. Il suffit de s'instruire un peu pour reconnaître que l'on est très ignorant. Ce sera, je l'espère, la gloire de la fin de notre siècle de faire pénétrer dans les couches des ignorants et des déshérités la conviction que plus on est instruit plus on éprouve le besoin d'apprendre et de connaître. Heureux le jour où les membres des classes laborieuses diront, comme Socrate, que leur science consiste à savoir qu'ils ne savent rien !

» Ce que je dis pour les ouvriers et pour le peuple ne s'applique-t-il pas à tous les membres du commerce et de l'industrie? Est-ce que, aujourd'hui les négociants, fabricants et industriels de tout ordre ne cherchent pas, par tous les moyens, à élargir le cercle de leurs connaissances? Si quelqu'un se prenait à en douter, il n'aurait pour dissiper ses doutes et s'éclairer sur ce point qu'à passer en revue les comptes rendus des séances de nos Chambres syndicales et à jeter les yeux sur le journal *l'Union nationale*, qui reproduit les travaux et les études auxquels se livre chacune de nos Chambres.

» C'est à ces études et à ces travaux que je vous prie, Messieurs, de vous intéresser et de vous associer.

» Vous savez quelle est l'organisation de notre groupe syndical ou plutôt de l'ensemble de nos groupes, que tout le monde connaît sous le nom d'Union nationale :

» ART. 18. — Chaque Chambre syndicale, instituée au sein d'un groupe professionnel, pour le représenter dans toutes les circonstances où les intérêts de celui-ci l'exigent, est destinée :

» 1^o A prêter son concours aux tribunaux en qualité d'arbitres-rapporteurs;

» 2^o A juger tous les différends soumis directement par les parties, qu'elles soient ou non des adhérents de l'Union;

» 3^o A étudier et à examiner toutes les questions qui intéressent les groupes d'adhérents et qui leur sont proposées par un ou plusieurs des membres desdits groupes, ou renvoyées soit par le Syndicat général, soit par l'Administrateur général.

» En vertu de ces articles, chaque Chambre syndicale est absolument indépendante, autonome et ne relève que d'elle-même pour son administration intérieure et pour la direction de ses travaux.

» ART. 20. — La réunion de toutes les Chambres, au moyen des bureaux des Chambres syndicales de l'Union nationale, c'est-à-dire des Présidents, Vice-Présidents, Secrétaires et Trésoriers de toutes les Chambres syndicales, en exercice ou honoraires, et des membres

délégués par les Chambres qui ont plus de trois ans d'existence, compose le Syndicat général.

» ART. 21. — Le Syndicat général est le représentant naturel et direct des intérêts de tous les adhérents à l'Union nationale ; il lui appartient en conséquence :

» 1^o D'arrêter quels sont les groupes syndicaux professionnels qu'il est utile de former ;

» 2^o De faire tous règlements pour l'administration de l'Union nationale et le fonctionnement du Syndicat général ;

» 3^o De veiller à l'observation des statuts et règlements, et à la stricte exécution de leurs dispositions ;

» 4^o D'imprimer aux travaux et au développement de l'Union nationale la direction nécessaire ;

» 5^o Enfin de faire toutes les démarches et de prendre toutes les mesures utiles dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, ainsi que dans l'intérêt de l'Union nationale, et dans l'intérêt particulier des groupes et des Chambres syndicales.

» Voilà, Messieurs, d'une manière sommaire, l'organisation de l'Union nationale, et il faut croire que cette organisation n'est pas trop mauvaise, puisqu'elle fonctionne depuis un grand nombre d'années, depuis plus de trente ans, avec une régularité et une autorité que tout le monde connaît et apprécie.

» Si je parlais devant d'autres personnes que vous, je m'étendrais davantage sur la force et la puissance de la forme syndicale, et sur les différences profondes qui existent entre nos associations et les anciens groupes corporatifs connus sous le nom de corps de métiers. Je vous ferais sentir combien nos Chambres syndicales, au lieu d'être jalouses et exclusives, sont libérales et ouvertes à tous. Mais pourquoi s'étendre sur un pareil sujet devant des collègues dont l'érudition dépasse de beaucoup les connaissances de celui qui s'adresse à eux ? Et, d'ailleurs, votre adhésion à l'Union nationale, la création de votre groupe ne sont-elles pas la reconnaissance la plus éloquente de votre foi à l'Association syndicale ?

» D'après les quelques explications que je viens de fournir sur le *modus vivendi* de nos Chambres, il vous est facile de voir quelles questions doivent fournir la matière des séances de votre Chambre et quelles questions vous pourrez produire à la lumière des réunions du Syndicat général.

» Dans votre Chambre, vous aurez à examiner, discuter, élaborer toutes les questions d'intérêt général et toutes les questions d'intérêt particulier : ces dernières surtout seront l'objet des délibérations de votre Chambre.

» Vous aurez à étudier les moyens de faciliter le recrutement des professeurs et des maîtres ; à leur permettre, par des réformes

de ne plus être exploités par des chefs d'établissements qui n'ont souvent d'autre rapport avec l'enseignement que de vivre aux dépens de ceux qui sont obligés de recourir à leur intermédiaire.

» Votre association sera peut-être, sera sûrement une voie d'affranchissement pour tous les jeunes gens laborieux qui font de l'humble enseignement des enfants et de l'enseignement plus élevé des pauvres gens un moyen de terminer et de compléter leur instruction et d'arriver aux grades universitaires.

» Vous vous occuperez, sans aucun doute, d'assurer des subsides à ceux que la fortune trahit ou que la santé abandonne ; des retraites à ceux qui ont rempli vaillamment et consciencieusement leur carrière sans jamais arriver à cette *aurea mediocritas* dont parle le poète.

» Vous établirez, par la force de l'association entre tous les chefs d'institution et les maîtres de pension de Paris et des environs, ces liens étroits, solides, intimes, qui sont l'honneur des corporations et l'élément le plus sûr des progrès les plus féconds.

» Vous apporterez au sein du Syndicat général, après les avoir étudiées et préparées dans votre Chambre, toutes les questions d'intérêt public. Ces questions ne vous manqueront pas et vous trouverez parmi nous, non pas seulement quelques membres, mais tous les membres disposés à s'intéresser à vos travaux et à vous suivre dans la voie des améliorations et des réformes. Vous aurez, par la nature de vos occupations et des services que vous êtes appelés à rendre, une situation tout à fait privilégiée, exceptionnelle : car aucune des questions que vous toucherez ne saurait être indifférente à celui qui aime son pays et désire son relèvement moral et son épanouissement intellectuel.

» Vous étudierez, devant le Syndicat général et avec lui, les meilleures méthodes d'enseignement primaire et secondaire ; vous ferez la critique des méthodes nouvelles comparées à celles d'autrefois, c'est-à-dire d'avant 1870.

» Vous examinerez si les nouveaux programmes adoptés par l'Université ont constitué un avantage, et s'il faut revenir en arrière ou proposer de nouveaux changements.

» Vous verrez si l'Université n'a pas eu tort de vouloir aspirer à préparer nos jeunes gens à toutes les carrières scientifiques, littéraires et industrielles, et s'il n'aurait pas mieux valu créer à côté de l'Université un enseignement parallèle, distinct de l'enseignement universitaire et poursuivant un autre but par d'autres voies et d'autres moyens.

» Vous nous mettrez au courant des progrès de l'éducation professionnelle, c'est-à-dire de cette éducation qui se propose de conduire à toutes les professions industrielles, commerciales, administratives,

artistiques et agricoles, qui ne nécessitent pas des études classiques proprement dites.

» Vous ferez passer sous nos yeux tous les programmes mis en œuvre par ce qu'on est convenu d'appeler l'enseignement technique, et vous nous indiquerez vos idées particulières sur les moyens de vulgariser et de perfectionner cet enseignement.

» Vous nous apprendrez ce qu'il faut penser de l'introduction des travaux manuels dans les écoles primaires, et s'il est possible et avantageux de faire pénétrer l'atelier dans l'école et réciproquement l'école dans l'atelier.

» Vous vous occuperez de l'apprentissage et de l'enseignement primaire et, en vous élevant dans l'étude des questions pédagogiques, vous irez jusqu'à l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

» Vous vous demanderez si Paris et si le reste de la France sont assez riches en établissements d'instruction et si ces établissements sont suffisants ou suffisamment organisés pour répondre aux besoins du jour et à la nécessité de lutter avec les autres nations sur le terrain du commerce et de l'industrie.

» Mais il me semble, Messieurs, que je me laisse emporter par la grandeur et par l'intérêt du sujet et que je dépasse les limites que j'aurais dû me tracer... Aussi je m'arrête et vous demande pardon d'être entré dans des développements que votre compétence et vos connaissances rendent inutiles ou superflus.

» Je reviens à mon rôle de délégué du Syndicat général chargé d'installer votre Chambre et de lui souhaiter la marche prospère et la carrière brillante qui signalent fort heureusement la plupart de nos quatre-vingts Chambres.

» Le Syndicat général se félicite de vous compter au nombre de ses six ou sept mille adhérents; il espère que vous organiserez une Chambre modèle, remarquable non seulement par la qualité de ses membres, mais par l'exactitude de chacun à remplir ses devoirs, d'une part, envers la Chambre de l'Enseignement libre et laïque de l'Académie de Paris, et, d'autre part, envers le Syndicat général.

» C'est au nom des membres du Syndicat général que je vous invite, Monsieur le Président, Messieurs les membres du bureau et Messieurs les membres de la Chambre de l'Enseignement, à commencer vos travaux et à vous rappeler que vous avez en nous des collègues et des amis pleins de sympathie, d'estime et de dévouement sur lesquels vous pouvez compter et vous appuyer dans le présent et dans l'avenir. »

Ce discours est fréquemment interrompu par les applaudissements unanimes de l'assemblée, et l'orateur, en terminant, reçoit les félicitations de tous les membres.

M. Tourette, au nom de l'administration, souhaite ensuite, en termes chaleureux, la bienvenue à la nouvelle Chambre syndicale, et, après avoir énuméré les différents services auxquels elle a droit et insisté sur le rouage si important et si utile du Syndicat général, l'assure du concours dévoué de l'administration.

M. Brémant, interprète de ses collègues, se lève alors et prononce les paroles suivantes :

« Au nom du Syndicat de l'Enseignement libre et laïque de l'Académie de Paris, je remercie l'Union nationale des Chambres syndicales de nous avoir admis dans sa grande famille et de vous avoir choisi, monsieur le Vice-Président, pour procéder à notre installation.

» C'est un honneur dont nous apprécions tout le prix !

» Bien que n'étant pas directement placés sous la juridiction des tribunaux de commerce, les membres de l'enseignement ont, avec les commerçants et les industriels, tant d'intérêts et de risques similaires qu'on ne saurait équitablement leur refuser la protection accordée à tous les Syndicats professionnels.

» Aussi l'Union nationale, après un examen attentif, a-t-elle la première compris que nous avions un rôle à remplir dans son Syndicat général, et elle nous a ouvert ses portes avec le plus grand empressement. Nous ne l'oublierons pas, Messieurs, et les efforts les plus constants de notre Chambre devront tendre à se montrer digne de ses sœurs aînées.

» Nous nous inspirerons de leur longue expérience et nous travaillerons avec elles, la main dans la main, au relèvement de notre industrie nationale dans la mesure de notre compétence spéciale, soit en organisant des conférences d'enseignement technique, soit en participant à la fondation d'écoles professionnelles.

» Comptez donc sur nous, monsieur le Vice-Président, et soyez, ainsi que M. le Secrétaire délégué, nos interprètes auprès du Syndicat général de l'Union pour l'assurer de notre concours le plus dévoué. »
(Applaudissements.)

MM. Hayem et Tourette se retirent, et la Chambre procède à sa constitution définitive.

Elle décide d'abord que la Chambre syndicale chargée de représenter le groupe se composera de quinze membres.

Sont élus à la majorité des voix :

MM. Argentié, Benoit-Pisson, Brémant, Blondel, Combes, Desrues, Fontaine, Galtier aîné, Galtier jeune, Guérin, Jeanney, Laflerselle, Piperaud, Rauber et Silvestre Léon.

La Chambre, ainsi composée, procède ensuite à l'élection de son bureau.

Sont nommés, à l'unanimité,

Président : M. Brémant;

Vice-Présidents : MM. Rauber et Argentié ;

Secrétaire : M. Fontaine ;

Trésorier-Archiviste : M. Silvestre Léon.

La Chambre décide que ses réunions mensuelles auront lieu le troisième vendredi de chaque mois, à 8 heures et demie du soir, et que tous les adhérents ont droit d'y assister.

M. le Président émet l'avis que la Chambre doit se diviser en Sous-Commissions, afin que tous les membres puissent prendre une part active aux travaux.

Cette proposition est acceptée, et il est nommé deux Commissions ; l'une dite Commission de propagande ; l'autre, Commission des études.

Sont désignés pour faire partie de la première : MM. Argentié, Fontaine, Laflerselle, Jeanney et Galtier jeune, et pour la deuxième : MM. Rauber, Benoit-Pisson, Guérin, Blondel et Piperaut.

La Chambre procède ensuite à l'élaboration de son règlement intérieur.

Ce règlement sera imprimé et adressé à tous les membres et tenu à la disposition de ceux qui n'ont pas encore adhéré au Syndicat.

La séance est levée à 10 heures et demie.

Le Président,
BRÉMANT.

Le Secrétaire,
FONTAINE.

Chambre syndicale des Grains et Farines, Graines et Huiles

Séance du mardi 2 juin 1885.

M. le Président a reçu de M. de Ferre-Lagrange une brochure sur le projet de création d'une École de meunerie à Marseille.

Syndicat des Industries Électriques.

Séance du 2 juin 1885.

M. le Président a parlé au ministre d'une subvention pour la fondation d'une École professionnelle d'ouvriers électriciens.

Chambre syndicale des Fleurs et des Plumes.

Séance du vendredi 12 juin 1885.

M. Bonni donne lecture de son rapport sur le Cours de teinture :

« MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

» MM. Bourdin-Marly et Millon n'ayant pu, pour diverses causes, continuer à faire partie de la Commission du Cours de teinture, vous avez bien voulu charger MM. Laloue, Le Brun et Bonni de donner

satisfaction pleine et entière au vote de la Chambre demandant que, cette année encore, le Cours de teinture ait lieu.

» Votre nouvelle Commission s'est une première fois réunie; elle a décidé qu'avant de tenter de donner une suite quelconque au vœu émis, qu'avant d'ouvrir une seconde souscription, nécessitée par l'épuisement des fonds précédemment réunis, qu'avant surtout d'engager de nouvelles dépenses, il convenait tout d'abord de s'informer si les ouvriers étaient toujours animés des mêmes sentiments, s'ils refusaient péremptoirement d'assister à ce cours créé et organisé à leur seule intention.

» La triste expérience faite antérieurement démontrait qu'il eût été imprudent de demander de nouveaux sacrifices à la corporation sans s'être assuré auparavant que ces sacrifices ne demeureraient pas absolument stériles.

» Dans cet ordre d'idées, M. Laloue, président de la Commission, muni de pleins pouvoirs à cet égard, s'est adressé à M. Stévenot, président de la Société de secours mutuels des ouvriers teinturiers en plumes. M. Stévenot, qui joint à une profonde connaissance de son industrie une urbanité parfaite, avait bien voulu, l'année dernière déjà, servir d'interprète de la Chambre auprès des membres de sa Société, Société qui, sans conteste, règne sur toute cette laborieuse corporation. Société de secours mutuels, elle n'a pas le droit de prendre une détermination d'ordre syndical. Il avait, en effet, non officiellement mais officieusement, saisi cette Société de l'offre qui lui était faite. Quoique M. Stévenot eût été personnellement très sympathique à la nouvelle création de la Chambre syndicale des Fleurs et Plumes, quoique les membres de la Société eux-mêmes reconnussent qu'il y avait là une louable initiative, les uns et les autres décidèrent que les ouvriers teinturiers en plumes s'abstiendraient de suivre le cours. M. Stévenot, interrogé à nouveau, dit qu'il en serait de même pour un nouveau cours. Les ouvriers basent leur refus sur les raisons suivantes :

» Ils ne sont pas partisans du Cours de teinture dans la crainte que ce cours, provoquant l'entrée dans l'industrie d'un trop grand nombre d'ouvriers, créerait par contre aux ouvriers actuels une concurrence redoutable, d'autant que le travail que peut donner l'industrie à ses ouvriers étant limité, il en résulterait qu'un nombre trop considérable d'ouvriers amènerait de longs chômages, d'où une dépréciation rapide de la valeur intrinsèque du travail, d'où un salaire insuffisant.

» En outre de cette crainte, les ouvriers ne voient pas la nécessité d'attirer de nouveaux coopérateurs; le personnel n'est-il pas suffisamment renouvelé par les teinturiers à façon qui, eux, basent leur production sur les apprentis?

» Un autre motif est encore allégué : la difficulté qu'éprouveraient les travailleurs pour suivre ce cours avec fruit ; dans la semaine, il serait préjudiciable en ce sens que les ouvriers ne peuvent pas, sans être lésés, sacrifier leur temps de travail ; le dimanche, il ne serait pas suivi, par cette raison que les ouvriers ont besoin de se reposer de leur rude labeur de la semaine.

» Messieurs, les raisons de refus qui viennent d'être énoncées n'ont pas dû vous surprendre, nous les avions prévues dans notre rapport avant-coureur du projet, et nous y avons répondu par avance.

» Non, la Chambre syndicale des Fleurs et Plumes, à aucune époque, à aucun moment, n'a eu l'intention, en fondant le Cours de teinture, de créer des ouvriers qui viendraient, par leur nombre, faire baisser le taux du salaire de leurs collègues. Non, l'apprentissage n'est pas un recrutement suffisant, et les ouvriers eux-mêmes conviennent que les bons teinturiers se font rares ; or, pour tous les esprits impartiaux, ce qui fait précisément la vitalité de l'industrie des Plumes, c'est cette supériorité jusqu'à ce jour incontestable du travail parisien, travail que l'on n'a qu'avec de parfaits ouvriers. Non, ce ne serait pas un nouveau labeur que nous imposerions à nos teinturiers, car, s'ils ont travaillé et rudement la semaine, ils ne trouveront qu'un salutaire exercice en venant quelques jours d'hiver, commodément assis, dans une salle suffisamment grande et chauffée, écouter les leçons d'un professeur mettant les trésors de la science à la portée de leur industrie.

» Il est de notre devoir d'insister sur le premier motif de refus qui nous a été opposé.

» Si la Chambre syndicale avait voulu obtenir une diminution du salaire des teinturiers par l'entrée dans la corporation d'un nouveau et nombreux personnel à sa dévotion, elle aurait fondé, non un Cours de teinture, mais une École professionnelle qui aurait pris l'enfant sur les bancs de l'école pour le jeter trois ans après dans l'atelier. Bien au contraire, elle a toujours déclaré, elle déclare encore que, loin de chercher dans le cours une arme de guerre, elle n'y voyait que la réalisation d'un principe fécond : l'étroite union du patron et de l'ouvrier dans une œuvre commune, au premier chef méritante, digne de l'attention de tous ceux qui aiment leur métier, une œuvre d'apprentissage en un mot. Et, Messieurs, si un doute pouvait subsister à cet égard, il serait bientôt dissipé par l'examen toujours probant des faits. Le Cours étant par son programme tenu de joindre la théorie à la pratique, mais devant principalement donner le pourquoi scientifique des phénomènes qui se passent chaque jour dans la teinture de plumes, ne pouvait pas s'adresser à des enfants, mais bien à des apprentis déjà dégrossis dans l'atelier, et surtout à des ouvriers. C'était là une œuvre qui ne

tendait rien moins qu'à conserver à Paris indéfiniment une supériorité qui ne le quittera jamais, nous n'en doutons pas, mais qui serait devenue plus productive. Le patron a tout intérêt à payer largement l'ouvrier, mais il ne peut le faire qu'à la condition que le travail de cet ouvrier procurera des bénéfices à l'entreprise. Or, dans toute œuvre manuelle, le bénéfice s'obtient par la perfection du produit, par la rapidité de l'exécution. Ce sont ces deux qualités maîtresses : perfection et rapidité, que le Cours espérait obtenir.

» En conséquence, la Commission du Cours de teinture a l'honneur de vous proposer de ne pas, pour cette année, ouvrir de cours; elle ne pense pas qu'il soit utile, quant à présent, de procéder à une liquidation définitive. Un matériel est acheté et payé, conservez-le encore quelque temps. Des transformations successives, en cette époque de transition, pourraient changer du tout au tout les idées des principaux intéressés. Pour que le phénix renaisse de ses cendres, il faut qu'il y ait encore des cendres, ne les jetez pas au vent; nous arrivons bientôt à un renouvellement partiel; léguez à ceux qui vous succéderont le soin d'être plus heureux, le légitime orgueil de faire ce que nous n'avons pas pu accomplir. »

M. Arbib demande que l'on fonde une École professionnelle. On ne doit pas se rebuter après un premier essai; en toutes choses, il faut de la persévérance, il faut faire son possible pour trouver un emploi du mobilier acheté l'année précédente.

M. Millon tranquillise M. Arbib sur l'emploi du matériel, qui est en lieu sûr, ne se détériore pas et pourra toujours être utile. Mais il est impossible de faire revenir les teinturiers au cours, du moins pour le moment.

M. le Président trouve que les membres de la Commission ont rempli leur mission le mieux qu'il était possible.

Les conclusions du rapport de M. Bonni sont adoptées.

Chambre syndicale des Négociants en Diamants, Pierres précieuses et Lapidaires.

Séance du lundi 15 juin 1885.

M. Achard. — J'ai à vous donner connaissance d'une lettre de M. Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie, sollicitant l'admission de la Société de l'École d'Horlogerie de Paris sur la liste des œuvres si intéressantes que la Chambre syndicale des Négociants en Diamants et Pierres précieuses veut bien subventionner.

Messieurs, ajoute M. le Président, nous avons déjà manifesté notre sympathie et l'intérêt que nous portons aux industries qui se rattachent à la nôtre; je veux parler de la Société d'encouragement de la Bijouterie-Joaillerie et de l'Orphelinat de la Bijouterie, etc.; l'École

d'Horlogerie, pour laquelle M. Rodanet fait appel à notre bienveillance, est tout aussi intéressante; je vous propose de voter également pour elle une souscription de 100 francs pour cette année.

Le Comité adopte la demande du Président et charge son Trésorier d'en donner avis à M. Rodanet.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 1^{er} juillet 1885.

Le Président de la Commission de l'École de Dessin demande de bien vouloir s'occuper de la date et de la durée des vacances.

Cette question a besoin d'être résolue, et des modifications doivent être apportées à l'ancien état de choses.

Après délibération, la Chambre décide, par quinze voix sur seize membres présents, que les vacances de l'École de Dessin auront lieu du 1^{er} août au 15 septembre.

M. Charles fait ressortir que, relativement, peu d'apprentis bijoutiers en imitation suivent les cours de l'École de Dessin; il demande que, pendant les vacances, des lettres soient adressées à tous les adhérents pour les engager à envoyer leurs apprentis suivre les cours.

M. Thomas dit que cette démarche ne lui semble pas opportune; il faut se contenter de n'accepter à notre école que des apprentis dont la profession est classée dans la bijouterie-imitation ou dans les industries qui s'y rattachent.

La proposition de M. Charles, mise aux voix, est repoussée.

M. Topart demande à la Chambre de réunir les deux propositions de MM. Charles et Thomas, c'est-à-dire de prendre la décision, au moment de la réouverture des cours de l'École de Dessin, d'adresser une lettre à chaque adhérent en lui faisant remarquer que dans notre école nous ne pouvons accepter que les apprentis des industries qui composent notre Chambre.

La proposition de M. Topart, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

La Chambre charge la Commission de l'École de Dessin de l'exécution de cette décision.

Chambre syndicale des membres de l'Enseignement libre et laïque de l'Académie de Paris.

Séance extraordinaire du 10 juillet 1885.

La séance est ouverte à huit heures et demie du soir sous la présidence de M. Brémant.

Sont présents : MM. Rauber, Argentié, Vice-Présidents; Fontaine, Léon Silvestre, Auguste Silvestre, Laflesselle, Desrues, Combes, Jeannet, Blondel, Galtier aîné et Guibert.

M. Piperaud s'excuse.

Sont absents : MM. Benoît-Pisson, Galtier jeune et Quévrin.

Sur la proposition de M. le Président, la Chambre procède à la nomination d'un second secrétaire; M. Laflesselle est nommé à l'unanimité.

M. le Président lit une lettre par laquelle M. de Heredia, député, assure l'Enseignement libre et le Syndicat qui le représente de son entière sympathie.

M. Rauber rend compte des démarches qu'il a faites auprès de MM. Mathé et Pichon, le premier Président et le second Secrétaire de la Commission municipale des pupilles. L'un et l'autre ont promis d'examiner très attentivement la requête que notre Syndicat doit adresser au Conseil municipal, relativement à la réorganisation de la caisse des pupilles et de celle des boursiers d'internats municipaux.

M. Rauber donne ensuite lecture de son rapport sur la double œuvre dont il vient d'être question.

Après quelques légères suppressions, le texte en a été approuvé, à l'unanimité, dans les termes suivants :

» Monsieur le Président et messieurs les Membres du Conseil municipal de la ville de Paris,

» Permettez au Syndicat des membres de l'Enseignement libre et laïque de l'Académie de Paris d'appeler toute votre attention sur une œuvre éminemment digne d'intérêt, que vous avez fondée, que vous soutenez au prix de sacrifices considérables, et qui, réorganisée sur les bases que nous allons indiquer, peut devenir une institution sociale de premier ordre.

» Nul corps délibérant n'a mieux compris que le Conseil municipal de Paris le rôle humanitaire et civilisateur qui incombe dans une République aux représentants élus des populations.

» Nul mieux que lui n'a compris et n'a fait progresser les questions d'éducation, d'assistance, de solidarité sociale, et c'est simplement rendre hommage à la vérité que de reconnaître que les petits, les faibles, les déshérités sont surtout et toujours l'objet de sa plus vigilante sollicitude.

» C'est ainsi qu'après avoir introduit dans les écoles et dans le service de l'Assistance publique les réformes et les améliorations réclamées par une Société essentiellement laïque et égalitaire, le Conseil général et le Conseil municipal ont fondé, entre autres, le Service d'inspection des enfants employés dans les manufactures, les Écoles municipales d'apprentissage, l'Œuvre des enfants incurables, celle des enfants abandonnés, enfin, la double Œuvre des pupilles et des boursiers d'internats primaires.

» C'est cette dernière fondation que le Syndicat de l'Enseignement,

pénétré de l'importance morale de sa mission, a l'honneur de vous proposer de réorganiser et de perfectionner, de manière qu'elle réponde pleinement à tous les besoins auxquels elle doit satisfaire.

» En effet, l'institution des pupilles et celle des boursiers d'internats primaires sont des créations qui correspondent à des besoins réels et urgents. Elles complètent l'Oeuvre de l'enfance abandonnée, en permettant de tendre une main amie aux familles nécessiteuses qu'une noble fierté empêche de recourir à l'Assistance publique. Elles fournissent le moyen de restituer, sous le couvert de la solidarité, aux plus déshérités de la fortune, une portion de leurs ressources absorbées par les impôts indirects, qui pèsent si lourdement sur les prolétaires. Enfin, elles permettent de soutenir les maisons d'éducation libres et laïques *dignes d'intérêt*, et que la triple concurrence des écoles de l'État, de la Ville et des congrégations enseignantes menace dans leur existence, au grand détriment du budget municipal et des intérêts intellectuels et moraux de la société.

» Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur l'importance du rôle que l'enseignement libre et laïque joue dans un État démocratique.

» Cependant, puisque la question à l'étude nous y amène tout logiquement, qu'il nous soit permis de rappeler, en passant, que le Conseil municipal, qui a affirmé tant de fois son libéralisme en mainte matière, a le devoir d'examiner de très près la question de l'enseignement libre et laïque, laquelle tient non seulement à celle de la liberté de l'enseignement, mais encore à celle de la sécurité même de la société.

» L'esprit d'initiative et d'indépendance est chose trop précieuse pour qu'une assemblée démocratique n'ait pas à cœur de le susciter ou de l'encourager quand il existe.

» Or, cette initiative, cette indépendance résident plutôt, en matière d'enseignement, on nous l'accordera facilement, dans les maisons libres que dans les établissements soumis au régime administratif, hiérarchique, c'est-à-dire uniforme.

» Qu'on veuille bien se rappeler le précieux asile que les établissements libres ont offert, sous l'Empire, aux idées libérales. Or, qui peut répondre de l'avenir? Et n'est-il pas permis de frémir en pensant au formidable instrument d'oppression que le gouvernement actuel, en tuant l'enseignement libre et laïque, aurait mis aux mains de la réaction si, par le plus grand des malheurs, celle-ci venait à triompher?

» Eh bien, à ne considérer que la question des pupilles, permettez-nous de penser que loin de supprimer cette institution, comme l'a proposé l'un de nos honorables conseillers municipaux, ou de la réorganiser dans un esprit de centralisation, vous aurez à cœur de la reconstituer sur les bases que nous allons indiquer.

» Déjà le Conseil municipal et la Commission compétente, s'inspirant de la même pensée, ont chargé l'honorable M. Pichon d'étudier les voies et moyens à suivre pour asseoir cette institution sur une base plus large, de manière à la rendre plus profitable aux intérêts qu'elle entend protéger.

» C'est pour éclairer et seconder les vues libérales du Conseil municipal et pour faciliter à l'honorable rapporteur la tâche qu'il a acceptée que le Syndicat croit devoir vous soumettre une série de mesures propres à faire porter tous ses fruits à cette institution si profondément humanitaire.

» Plusieurs intérêts considérables sont en présence : ceux des enfants, des familles, de la Ville de Paris, des industriels et commerçants, enfin ceux des établissements scolaires laïques libres.

» Il s'agit de les sauvegarder et de les servir tous.

» Et d'abord, quels buts doit se proposer la Ville par cette double fondation ?

» 1^o Assurer aide et protection aux orphelins privés de ressources, de soutien et d'appui ;

» 2^o Soustraire à l'éducation cléricale et antidémocratique des congrégations enseignantes des enfants de parents que leur position ou leurs occupations extérieures forcent de mettre en pension, et qui ne préfèrent les pensionnats religieux qu'à cause du bon marché qu'ils y trouvent ;

» 3^o Soulager les familles que des malheurs immérités ont réduites à une position tellement précaire qu'elles ne peuvent subvenir à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants ;

» 4^o Favoriser les enfants pauvres supérieurement doués au point de vue intellectuel et moral, et dont l'abandon serait une perte réelle pour la société ;

» 5^o Soutenir, comme on l'a dit plus haut, les bonnes maisons d'éducation libres et laïques.

» *Moyens pratiques d'atteindre ces différents buts.*

» Pour obtenir ces résultats multiples, nous pensons qu'en dehors du recrutement des pupilles, dont nous n'avons pas à nous préoccuper, l'attention du Conseil municipal doit se porter sur les trois points suivants :

» Internats auxquels des pupilles ou boursiers d'internats peuvent être confiés ;

» Éducation et instruction qu'ils doivent recevoir dans ces internats ;

» Placement des pupilles à leur sortie de l'école primaire.

» Examinons donc successivement ces trois questions en nous préoccupant à la fois des intérêts des enfants et des intérêts finan-

ciers de la Ville qui, eux aussi, méritent d'être pris en considération et sérieusement ménagés.

» Or, les intérêts des enfants comme ceux de la Ville ne recommandent-ils pas de placer les pupilles et les boursiers d'internats primaires dans les établissements libres, plutôt que de créer pour eux un ou plusieurs internats municipaux?

» Que peuvent être ceux-ci, sinon de vastes casernes aussi contraires aux principes de la démocratie qu'à ceux de la pédagogie?

» De plus, et sans parler des frais de construction et d'installation, le fonctionnement en serait très onéreux, beaucoup plus onéreux que celui des internats libres.

» Ces internats municipaux mettraient la Ville dans la nécessité, soit de diminuer dans une forte mesure le nombre des pupilles et celui des boursiers d'internats, soit, au moment même où la diminution des recettes oblige le Conseil aux plus strictes économies, à faire des dépenses qui seraient assurément mieux employées à la fondation d'un plus grand nombre de bourses qu'à des constructions et des rétributions très coûteuses.

» Mieux surveillés, soumis à une discipline plus paternelle, en contact journalier avec les enfants avec lesquels ils seront plus tard appelés à vivre, plus libres dans les allures et dans l'expression de leurs sentiments et de leurs pensées, non plus façonnés d'après un modèle uniforme et invariablement le même, les pupilles n'ont pas moins à gagner que la municipalité au régime de l'internat libre.

» Mais à quels établissements libres convient-il de confier ces intéressants pensionnaires?

» Le Syndicat des membres de l'Enseignement libre et laïque, qui compte dans son sein plusieurs des meilleurs instituteurs libres, et qui a le sentiment de la mission et de la responsabilité qui lui incombent, répondra des maisons d'éducation qu'il recommandera au choix du Conseil municipal.

» D'ores et déjà, il prend l'engagement de ne recommander que les internats libres et laïques qui remplissent les conditions suivantes :

» 1^o Établissements offrant des garanties suffisantes d'installation hygiénique et pédagogique;

» 2^o Direction et personnel enseignant animés d'un esprit libéral et présentant toutes les garanties de capacité et de moralité désirables, assurant aux élèves une bonne éducation et une solide instruction;

» 3^o Déclaration de recevoir toutes les visites et inspections prescrites par les règlements administratifs et de ne faire aucune distinction entre les pupilles et les autres internes;

» 4^o Engagement de participer aux examens, concours et inspections institués par le Syndicat de l'enseignement.

» 2^e QUESTION, — *Éducation, instruction, méthode et programme d'enseignement.*

» L'éducation, basée sur les données de la raison, devra être physique, intellectuelle, morale, laïque et civique.

» Le programme de l'enseignement devra comprendre toutes les matières exigées pour le certificat d'études primaires et pour les concours d'admission aux Écoles supérieures ou professionnelles de la Ville de Paris.

» La méthode d'enseignement, fondée sur l'observation et le raisonnement, devra exclure les procédés purement didactiques, et tendre, non seulement à donner des connaissances positives aux élèves, mais surtout à développer harmonieusement leurs facultés physiques, intellectuelles, morales et esthétiques.

» Les exercices physiques et les exercices intellectuels devront alterner constamment, de manière à éviter toute contention d'esprit prolongée.

» 3^e QUESTION. — *Placement des pupilles à leur sortie de l'internat.*

» La Ville aurait complètement manqué son but si, après avoir adopté les enfants jusqu'à l'âge de 13 ans, elle les abandonnait au moment où, par le choix d'une profession, ils doivent se préparer aux graves devoirs de la vie.

» Le Syndicat a dû se préoccuper de cette question et s'est arrêté aux résolutions suivantes :

» Les internes boursiers ayant atteint l'âge de 13 ans seront, autant que possible, rendus à leurs familles, qui devront se préoccuper du choix d'un métier pour leurs enfants.

» Quant aux pupilles qui n'ont ni parents ni protecteurs, le Syndicat des membres de l'Enseignement les suivra dans leurs diverses carrières et leur prêtera son appui moral.

» Il organisera, sous les auspices de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, et avec le concours de toutes les Chambres syndicales, que nous obtiendrons certainement, une Œuvre de patronage pour les pupilles arrivés à l'âge de 13 ans.

» Dans ce but :

» 1^o Il aidera et encouragera la mise en apprentissage des pupilles les moins bien doués;

» 2^o Il s'entreprendra pour que les pupilles qui ont des aptitudes toutes spéciales obtiennent des bourses d'entretien dans les Écoles supérieures ou professionnelles de la Ville de Paris, de l'État ou de l'Enseignement libre;

» 3^o Le Syndicat choisira, parmi ses membres et parmi les industriels et commerçants, un certain nombre d'inspecteurs chargés de

visiter les patrons et de lui rendre compte, ainsi qu'au Conseil municipal, des résultats de leurs visites.

» Telle est, dans ses traits généraux, l'œuvre que le Syndicat de l'Enseignement soumet à l'appréciation du Conseil municipal.

» Entre l'œuvre de centralisation que les uns lui proposent de créer et l'œuvre d'initiative privée que le Syndicat lui recommande, l'hésitation ne saurait être possible, ni son choix douteux.

» Plein de confiance dans les vues larges et libérales et dans l'équité de nos Conseillers municipaux, le Syndicat attend leur décision avec une parfaite sécurité, et les prie d'agréer l'assurance de ses sentiments dévoués.

» *Le Rapporteur,*
» RAUBER.

» *Le Président,*
» BRÉMANT. »

M. Fontaine signale quelques irrégularités en ce qui concerne le paiement de la pension des pupilles. Le Syndicat examinera cette question dans sa prochaine réunion.

M. Combes expose que la Commission municipale de l'Enseignement l'avait chargé du rapport sur la demande adressée par notre Chambre au Conseil municipal, tendant à faire représenter l'enseignement libre dans la délégation des instituteurs de Paris envoyée au prochain Congrès pédagogique du Havre.

M. Combes, faisant partie du Syndicat, n'a pas cru pouvoir accepter le soin de faire ce rapport, dont la rédaction, par suite, a été confiée à M. de Ménorval.

L'Administration et le Conseil municipal étant en principe favorables à la demande, la solution désirée ne pourra manquer de nous parvenir prochainement.

La séance est levée à 11 heures un quart.

Le Secrétaire,
LAFLESSELLE.

Le Président,
BRÉMANT.

DISTRIBUTIONS DE PRIX

Cours techniques des ouvriers en voiture.

La distribution des prix a eu lieu le 10 mai 1885, au salon de l'Étoile, sous la présidence de M. Viguier, conseiller municipal, au milieu d'une grande affluence.

M. Aulion, président de la Chambre syndicale ouvrière a souhaité la bienvenue à ses hôtes. M. Féty, directeur des cours, délégué de la Chambre, a fait le rapport. M. Viguier, président, et M. Nusse, secré-

taire de la Société de protection des Apprentis, ont parlé sur l'apprentissage. M. Anatole de la Forge, vice-président de la Chambre des députés, a fait un appel à la générosité de l'assemblée en faveur des ouvriers sans ouvrage ; une quête, spontanément organisée, a répondu au vœu de l'orateur.

La musique d'un régiment de ligne a charmé les intermèdes et salué les noms des lauréats.

Chambre du Papier.

On connaît le but de l'œuvre généreuse que poursuit avec tant de dévouement la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

La Chambre syndicale s'est donné la tâche d'instruire ses jeunes apprentis. Elle a créé, depuis quelques années, des cours spéciaux, s'efforçant de donner à ses élèves la plus grande somme d'instruction théorique et pratique, mettant toute sa sollicitude à développer en eux l'amour du travail, se donnant pour but, en un mot, de les armer aussi complètement que possible pour la lutte dans leur carrière d'ouvriers.

Cette œuvre de bienfaisance éclairée s'est acquis, depuis longtemps, toutes les sympathies.

La Chambre syndicale a tenu, le dimanche 10 mai, salle du Théâtre-Lyrique, sa séance annuelle de distribution solennelle des prix aux apprentis et aux élèves de ses cours professionnels.

Il y avait une nombreuse assistance.

M. Jacquemart, directeur de l'enseignement technique au Ministère du commerce, présidait, assisté de MM. Amédée Vée, président du Comité central des Chambres syndicales ; Muzet, président du Syndicat général ; Havard, Choquet, présidents de la Chambre syndicale du Papier ; J. Chapuis et Fanot, président et vice-président de la Commission des concours.

MM. Chapuis et Fanot ont reçu, du Ministre de l'instruction publique, pour leur concours à l'œuvre des apprentis, les palmes d'officiers d'Académie ;

M. G. Moulin, du Ministère du commerce, une médaille d'argent.

M. Jacquemart a prononcé un discours sur l'enseignement professionnel, dont il a fait valoir les précieux avantages. En terminant, il a félicité les membres de la Chambre syndicale et, en particulier, les nouveaux officiers et M. G. Moulin, de la prospérité croissante de leur œuvre due au dévouement de tous.

M. Chapuis a ensuite donné lecture de son rapport sur les divers concours ; puis la liste des lauréats a été proclamée.

La distribution des prix a été suivie d'un brillant concert auquel ont prêté leur concours M^{me} Brunet-Lafleur, M^{lle} Figuet, MM. Salomon et Hourdin, de l'Opéra, Galipaux.

Comité de patronage du XII^e arrondissement.

Le samedi 6 juin courant, une intéressante réunion a eu lieu à la salle Levis, rue Levis 8, dans le XVII^e arrondissement, sous la présidence de M. de Heredia, député de la Seine, assisté de MM. Corbon et Dide, sénateurs; Nadaud, Henry Maret et Anatole de la Forge, députés; Desmoulins, Gaufres, Viguier et Villard, conseillers municipaux; Léon Cosnard, maire du XVII^e arrondissement.

Il s'agissait d'une distribution de récompenses aux patrons et aux apprentis méritants, organisée par le Comité de patronage du XVII^e arrondissement, et fondée, à l'initiative de M. de Heredia, par la 27^e commission locale.

Vingt livrets de caisse d'épargne et cinq médailles ont été distribuées aux applaudissements de l'assemblée.

La Société musicale des Batignolles prêtait son concours à cette fête.

Après une courte allocution du Président sur le but poursuivi par le Comité de patronage qui, dans l'esprit de ses fondateurs, est appelé à remplir auprès des apprentis le rôle que les caisses des écoles remplissent auprès des élèves, M. Tolain, sénateur, a fait une conférence interrompue plusieurs fois par les applaudissements de l'Assemblée, sur l'*instruction professionnelle*.

Après avoir reconnu ce que le rôle de l'ouvrier pourrait avoir de pénible aujourd'hui en raison du développement de la machine dont l'ouvrier est le valet, l'orateur, par une hypothèse hardie, a laissé entrevoir que, grâce aux découvertes sur l'emploi de la force fournie par l'électricité, l'ouvrier pourrait un jour, grâce à la diffusion de la force et de la lumière, s'émanciper et dominer à son tour la machine, comme elle le domine aujourd'hui en imposant les grandes agglomérations de travailleurs.

C'est, du reste, en augmentant son instruction professionnelle que l'ouvrier peut acquérir sa liberté puisqu'il peut ainsi pratiquer plusieurs professions.

Enfin, dit en terminant l'orateur, si l'on poursuit l'application réelle du suffrage universel, on ne pourra l'obtenir qu'en assurant l'instruction de l'électeur aussi largement que possible.

Après M. Tolain, M. Desmoulins, conseiller municipal de la Ville de Paris, a exposé à l'assemblée, en quelques mots, les efforts faits par le Conseil municipal, pour développer l'enseignement professionnel. Il tient en plus à rappeler la création, due à l'initiative de

M. et M^{me} de Heredia, d'une école professionnelle qui depuis plusieurs années fonctionne dans le XVII^e arrondissement, rue Vernier.

La Société de Protection est heureuse des efforts tentés par le Comité de patronage du XVII^e arrondissement. Elle lui adresse tous ses souhaits pour la réalisation du but qu'il poursuit et qui tend à développer localement les idées que la Société de Protection représente.

On peut attendre, avec certitude, le succès d'une œuvre qui a pour fondateur M. de Heredia.

Assistance paternelle aux Enfants des Fleurs et des Plumes.

Grâce aux cotisations, aux dons particuliers et aux subventions accordées par le Conseil municipal, par les Ministres du commerce et de l'instruction publique, le Patronage peut distribuer tous les ans pour plus de 4,000 francs de récompenses.

C'est pour assister à cette distribution solennelle de récompenses qu'une foule considérable s'était réunie, le 21 juin, dans la grande salle des fêtes du Trocadéro.

M. Léon Renault, sénateur, dont le nom figure toujours en tête des œuvres humanitaires, avait accepté la présidence de cette intéressante solennité, et, dans un éloquent discours tout empreint des plus délicates pensées de philanthropie et de patriotisme, il a fait ressortir tous les avantages que la famille et la patrie peuvent trouver dans les institutions comme celle du patronage.

Dans son remarquable discours, M. Turney, président de l'Œuvre, s'est surtout attaché à bien définir le but poursuivi et la nécessité des contrats d'apprentissage.

« Ce que nous cherchons avant tout, a-t-il dit, ce ne sont pas des dons, des subventions : ce sont des enfants à placer en apprentissage sous notre tutelle. Nous avons constamment des demandes de la part des patrons, nous ne pouvons pas toujours y répondre. Les avantages de toute nature qu'offre notre Société, les garanties morales qu'elle présente aux familles devraient pourtant l'emporter, chez des parents doués de bon sens, sur l'avantage si décevant, si dangereux pour l'avenir, de ces petits gains immédiats après lesquels, malheureusement, on court tant aujourd'hui pour l'enfance ouvrière. »

Entre les deux parties d'un charmant concert, auquel la musique du 113^e de ligne et nos meilleurs artistes ont prêté le gracieux concours de leur talent, la distribution des récompenses a été faite aux lauréats.

De cette liste touchante, nous détachons la mention suivante, qui montre bien que le Patronage se préoccupe autant de la moralité que des progrès professionnels de ses pupilles :

DÉVOUEMENT FAMILIAL

Prix, d'une valeur de 100 francs, offert par M. et M^{me} Tétard. — M^{lle} Lucie Mallay.

Depuis la mort du chef de famille, cette jeune fille donne le produit entier de son travail et tous ses moments de loisir pour aider sa mère à élever de plus jeunes enfants restés à sa charge.

Dans quelques mois, M^{lle} Mallay sera la compagne d'un homme qui a su apprécier ses rares qualités. L'épouse se montrera digne de l'ancienne élève du Patronage.

École d'Horlogerie.

La distribution annuelle des récompenses de la Chambre syndicale et de l'École d'Horlogerie de Paris a attiré une grande affluence, dans l'après-midi du 5 juillet au palais du Trocadéro.

MM. Teisserenc de Bort, sénateur; de Heredia, Rouvier, députés; M. Michelin, président du Conseil municipal de Paris; M. Laussedat, directeur du Conservatoire des Arts et Métiers, etc., avaient pris place aux côtés de M. Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie parisienne.

C'est M. Rodanet qui a ouvert la séance par un discours, dans lequel d'excellentes choses ont été dites au sujet de l'enseignement professionnel, qui est aujourd'hui l'objet d'études et d'efforts considérables.

Après le discours de M. Rodanet, la distribution des récompenses a commencé par la nomination au grade d'officier d'Académie de MM. Lioret et Écalte, le premier secrétaire, le second membre du Conseil d'administration de l'École d'Horlogerie, et par la remise d'une médaille d'argent à M. Decressain, professeur de dessin.

Deux médailles de bronze, offertes par le Ministre du commerce, ont été accordées aux élèves Louis Galibert et Georges Louis.

Les élèves Lucien Person et Georges Louis bénéficieront de deux bourses de voyage offertes par MM. Detouche et Rodanet.

Parmi les noms qui sont revenus le plus souvent pendant la distribution des prix, il faut citer ceux de MM. Frétin, Bergkammer, Henriette, Couturier, Bérusi et de Haas.

La distribution des prix de l'école a été suivie de celle de la Chambre syndicale.

Un prix de 300 francs a été décerné à M. Armand Louis, depuis vingt-six ans contremaître dans la même maison.

Quatre médailles ont été ainsi obtenues au concours : médailles d'or à M. Benoît, de Cluze, et à M. Hammarland; médaille de vermeil à M. Ravisé; médaille d'argent à M. Duboulet.

Un grand nombre d'autres médailles en bronze et des prix consistant en livres et en livrets de caisse d'épargne ont, en outre, été décernés.

La cérémonie s'est terminée par un concert auquel a prêté son concours la musique du 113^e de ligne.

Cours professionnels de la Compagnie du Chemin de fer du Nord

Il y a trois ans, la Compagnie du Chemin de fer du Nord fondait, rue Marcadet, des cours professionnels en faveur des fils de ses agents, dont notre Bulletin a récemment donné un compte rendu détaillé.

Depuis cette époque, l'école a fait des progrès surprenants. Indépendamment d'une solide instruction primaire, on enseigne aux élèves la mécanique; et nous avons pu nous rendre compte, en examinant les pièces exposées, de la précision avec laquelle elles sont établies par ces jeunes gens qui suivent, avec la plus grande attention, les leçons de leurs professeurs.

C'est pour couronner ces travaux que la Compagnie réunissait, dans le jardin de l'école, les élèves et leurs familles, le 26 juillet 1885.

Cette cérémonie était présidée par M. Griolet, administrateur, M. Delebecque, ingénieur en chef du matériel et de la traction. Toutefois, ce dernier avait été empêché d'y assister.

M. Damour, directeur de l'école, a fait ressortir les progrès théoriques et pratiques accomplis par les élèves pendant l'année.

M. Sauvage, ingénieur des ateliers, a pris ensuite la parole :

« Il importe, a-t-il dit, que l'ouvrier soit non seulement instruit et habile, en développant avec goût l'art de chaque l'industrie. Les pays voisins nous font une grande concurrence, grâce aux efforts qu'ils ont faits en présence des succès de l'industrie française. Il faut donc maintenant que l'ouvrier français ait non seulement le goût du métier, mais l'intelligence théorique, et qu'il redouble d'efforts pour maintenir la première place qu'il occupe dans l'industrie européenne. »

M. Nusse s'est exprimé ainsi au nom de la Société de Protection des apprentis :

C'est pour moi une mission bien chère d'avoir à vous féliciter d'être apprentis de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, et je ne saurais rendre un hommage plus opportun à sa bienfaisance qu'en ce jour de fête où elle éclate dans toute sa lumière.

Ne nous laissons jamais de proclamer le bien, et ne rougissons point de témoigner que nous en recueillons les effets. S'il est

désirable d'être habiles dans sa profession, il est mieux encore d'être d'honnêtes gens, et la reconnaissance est l'honneur du cœur.

Regardez bien tout autour de vous, et nulle part vous ne trouverez une Compagnie plus paternelle que celle qui vous a fait généreusement ses pupilles.

Le Paris-Lyon-Méditerranée a son Orphelinat de Laroche l'Ouest recueille les enfants de ses employés dans une crèche admirable, élève gratuitement les jeunes filles dans une école modèle, groupe dans un ouvroir les femmes et les veuves, — magnifiques institutions que la main même de la Charité semble diriger par celle de la sœur Sainte-Cécile des Batignolles. L'Est est entré résolument à Épernay dans la voie de l'enseignement professionnel que le Nord a magistralement installé à Tergnier, à Hellemmes, qu'il inaugurera bientôt, je l'espère, à Amiens, et qu'il a établi surtout dans cette école parisienne de la rue Marcadet, dont vous êtes les élèves favorisés.

Saluons ces grandes et nobles créations dont la vue réchauffe les cœurs les plus sceptiques et écartons cet esprit de dénigrement et d'orgueil qui se dispense de toute gratitude, sous prétexte que l'OEuvre profite au Bienfaiteur.

Oui sans doute, chers enfants, vous serez des ouvriers distingués, si vous profitez studieusement de l'apprentissage qui vous est donné, et vos services seront ainsi plus précieux à la Compagnie du Nord. Cette considération diminue-t-elle son mérite ? Non, car sa délicatesse vous laisse libres d'utiliser ailleurs l'habileté acquise. Si vous restez dans ses rangs, ce n'est pas la reconnaissance seule, mais l'intérêt qui vous aura dicté ce sage parti. C'est que la vie est pour tous un échange de services ; Loin de moi la pensée d'exclure ces beaux et nobles sentiments, l'amitié, le dévouement, l'affection, vrais phares de notre âme qui projettent leur poésie lumineuse sur nos intérêts matériels ; mais ces intérêts sont profondément respectables lorsqu'ils nous apportent leur contingent de force pour nous relier plus étroitement au patron qui nous emploie, à la famille, à la patrie.

Nombreux sont les exemples de cette solidarité humaine ; mais comme les plus voisins de nous sont aussi les plus frappants, permettez-moi d'en chercher un dans l'histoire même du Chemin de fer du Nord. Quand le baron James de Rotschild et les frères

Péreire entreprirent la construction du réseau du Nord à une époque où les préjugés contre les chemins de fer étaient loin d'être vaincus, leur intelligente initiative servait non pas seulement leur fortune, mais celle même de la France à laquelle ils découvraient les horizons de l'avenir.

Cet avenir, c'est vous qui le représentez aujourd'hui ; c'est pourquoi vos études sont dirigées et surveillées, vos succès applaudis avec une tendre sollicitude par MM. les administrateurs de la Compagnie du Nord, par M. l'Ingénieur en chef Delebecque, par M. l'Ingénieur Sauvage, le rédacteur de vos programmes, l'inspirateur de vos maîtres.

On n'entend pas faire de vous des savants, car on vous aime trop pour vous ménager le triste sort des déclassés. On veut que vous possédiez assez de connaissances théoriques pour être dignes, sous la direction de vos éminents Ingénieurs, de commander à la matière, ouvriers par le bras, toujours hommes par la pensée.

Moins heureux que vous, vos pères ont dû se contenter des leçons de l'expérience pour arriver à manier l'outil ; chez vous l'intelligence du métier s'alliera à la dextérité de la main. La nomenclature très ingénieusement variée de vos travaux en est un sûr garant. Non seulement vous vous exercez à l'atelier, mais votre raison est initiée aux procédés de fabrication. — Comme toute création doit être précédée de la conception, on vous met en main le crayon, ce fidèle traducteur des idées techniques. C'est que de nos jours, il ne suffit plus d'écrire pour l'esprit, il faut aussi écrire pour les yeux, et présidant à l'enfantement de nos idées, le dessin nous montre sans flatterie si elles sont nées vivantes et viables. Avant de façonner correctement le fer ou le bois, vos doigts doivent avoir confié au papier l'image de l'œuvre que vous voulez produire.

Aussi, mis en présence de l'objet à dessiner, vous faites les calculs nécessaires pour le figurer dans sa vérité mathématique. Vous ne vous bornez pas à copier un dessin, c'est-à-dire l'image de l'idée d'autrui. Vous exécutez celle que le modèle lui-même a fait naître en votre cerveau. Ainsi acquerez-vous pour la vie cette précision de la main qui naît de l'exactitude du coup d'œil.

On vous procure tous les éléments scientifiques nécessaires au constructeur. L'arithmétique, la géométrie vous communi-

quent ces principes de logique rationnelle dont votre crayon et votre main dégagent les applications; on vous apprend cette belle langue française qu'il n'est plus permis aujourd'hui d'offenser par son ignorance, car dans un pays démocratique, l'orthographe est pour les citoyens la dignité de la plume. Vous devez connaître la géographie, parce que tout ouvrier de chemin de fer voyage, au moins par la pensée. Enfin, l'histoire vous fait aimer la patrie et ce dépôt séculaire de la civilisation humaine que les générations confient aux générations.

Tel est l'enseignement noble, utile, élevé que vous recevez. Son point de départ est modeste, son but est grand. Il n'est donc pas étonnant que vos professeurs, MM. Loillier, Trichot et Aubry, y consacrent tous leurs soins et entourent de leur zèle et de leur abnégation l'œuvre si féconde à laquelle M. Damour a donné tout son cœur.

Vous ne resterez pas, chers enfants, en arrière de si grands efforts, et vous répondrez à cette universelle affection par la laborieuse assiduité qui est la mère constante du succès.

Continuez à ennoblir la carrière déjà si méritante de l'ouvrier des chemins de fer. Vos pères en ont été les pionniers dans notre pays. Grâce à eux, la machine de Stephenson n'appartient plus qu'à l'histoire. La locomotive a pris ses lettres de naturalité française au Creusot et dans les immenses ateliers de nos Compagnies. Mais ce n'est pas seulement l'outillage que ces grands travailleurs ont perfectionné : ils ont changé la face du monde.

L'abondance, l'aisance, l'impossibilité absolue des disettes, la concentration des forces militaires, la vulgarisation des arts populaires par les concours, l'adoucissement des mœurs, la possibilité de mobiliser des armées englobant aujourd'hui des nations, telles sont les conquêtes de ces hommes modestes dont les travaux furent inspirés par l'illustre Perdonnet.

Grâce à eux, nous connaissons mieux la France, et il semble que la patrie se soit agrandie dans notre cœur de tout l'espace dont la vapeur l'a fictivement diminuée en abrégant les distances.

Que ces grands résultats vous encouragent. D'autres non moins considérables sont en germe dans cette *boîte à graisse* que vous dessinez en votre école, comme la moisson future qui est cachée dans le grain de blé.

Par un lien logique vos ébauches d'enfant mènent à l'œuvre de l'homme. Elles aboutissent à cette accumulation du travail de tous les employés d'une Compagnie de chemin de fer, à ce TRAIN qui franchit fièrement les vallées et les monts, rapide et grandiose, image exacte de l'humanité qui passe.

Enfants, vous avez donc, vous aussi, une noblesse qui vous oblige ! A vous de préparer l'exécution des merveilles que réserve le *xx^e* siècle. Nous avons vu dans le nôtre les chemins de fer rapprocher et unifier les éléments disparates de chaque nation. Puissiez-vous construire les locomotives qui porteront à leur suite la paix universelle entre les peuples ! — Puissiez-vous, allant toujours du bien au mieux, être des *hommes* dans toute l'acceptation de dignité que comporte ce mot, citoyens utiles dans votre pays, et dans le monde libres et glorieux agents des desseins de Dieu.

M. Griolet, président, a affirmé le dévouement de la Compagnie pour son personnel et conseillé aux jeunes gens de rechercher les professions manuelles plutôt que les emplois de bureau infiniment moins profitables.

Les lauréats ont ensuite été proclamés. Le premier prix pour le travail à l'école a été remporté par l'élève Leroux, et le premier prix pour le travail à l'atelier, par l'élève Louis Baille.

La plupart des prix étaient accompagnés de livrets de la Caisse d'épargne, offerts par la Compagnie et la Société de protection des Apprentis.

Les professeurs n'ont pas été oubliés. M. Griolet a distribué, au nom du Ministre du Commerce, trois médailles d'argent à MM. Aubry, Trichot et Henri Loilier, le fils de l'intelligent et sympathique chef du bureau de l'atelier central.

L'excellente musique militaire du 130^e de ligne prêtait son brillant concours à cette solennité toute familiale.

Patronage des Apprentis tapissiers.

Le 19 juillet a eu lieu, à l'hôtel Continental, la distribution annuelle des prix aux apprentis tapissiers, sous la présidence d'honneur de M. Antonin Proust.

M. Lemaigre, président du Patronage, et M. Plaisant, président de la Chambre syndicale, présidaient.

Après une allocution des présidents, la parole a été donnée à M. Henri Jacob, qui, au nom de la Société de secours mutuels de la

corporation, a lu un rapport sur les travaux exécutés pendant l'année par les apprentis.

Les résultats sont magnifiques et ne font que croître. Aussi, le Patronage attire-t-il beaucoup d'élèves. Le nombre de ceux-ci et actuellement de 150; il y a trois ans, 60 élèves seulement suivaient les cours. C'est donc un progrès très sensible.

En terminant, M. Jacob s'est adressé aux jeunes gens qui allaient quitter l'apprentissage pour prendre place dans les ateliers.

« Souvenez-vous, leur a-t-il dit, que vous devez ce que vous savez aux maîtres qui sont devant vous. Respectez-les toujours, et montrez-vous dévoués envers vos patrons et vos contremaîtres. »

Les lauréats ont été ensuite appelés. Les premiers prix d'orthographe, d'arithmétique, de dessin linéaire et d'ornement, ont été décernés à MM. Caillon, Schumacher, Gennerat, Andelot, Dauphin, Petit, Reberger, Bracq, Gaulet, Gaillot, Karavelis.

Pour le concours de dessin de la division supérieure, M. Poncet (Jules) a reçu une médaille d'argent. Cet élève a toujours eu le premier prix depuis trois ans.

M. Lassalle a également eu un premier prix.

Les professeurs ont été aussi couronnés :

M. Ernest Bell a reçu une médaille d'or; M. Blasset, une médaille d'argent.

Une médaille d'or a été décernée à M. Lemaigre, président du Patronage. Le secrétaire, M. Huthwohl, a eu pour sa part une médaille d'argent.

Après la proclamation du palmarès, un brillant concert a eu lieu.

Société protectrice de l'Enfance ouvrière de Troyes.

Le 5 juillet, a eu lieu dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, la distribution des prix aux élèves de la Société protectrice de l'Enfance ouvrière. Cette cérémonie s'est faite avec une solennité inaccoutumée sous la présidence de M. l'Inspecteur d'Académie assisté de M. Bernot père, président de l'Œuvre, de M. Herbin et de nombreuses notabilités.

Après l'exécution de plusieurs chœurs par les petits garçons et les petites filles, habilement conduits par M. Petit, instituteur de la rue de la Pierre, l'Orphéon a chanté d'une façon tout à fait remarquable : *Salut, astre radieux*.

Puis, M. l'Inspecteur d'Académie a prononcé un discours, dans lequel il a proclamé l'Égalité de tous les travailleurs et la Fraternité des hommes ayant pour base le divin précepte « Aimez-vous les uns les autres. »

L'Hymne à la France, paroles de M. Bernot, musique de M. Olivier, chanté par M. Alexandre, a terminé la partie vocale de la séance.

On a immédiatement procédé à la lecture du palmarès.

Quarante-sept livrets de caisse d'épargne ont été distribués, dont un de dix francs au nom de M. l'Inspecteur d'Académie et quatre de la même somme au nom des élèves du Lycée.

Comme les années précédentes, M. le Ministre de l'Instruction publique a accordé des livres de prix et une subvention de 100 francs.

Avant de lever la séance, M. Bernot a adressé des remerciements au Ministre, à l'Inspecteur d'Académie, à l'« Orphéon », à M. Alexandre et à toutes les personnes dévouées qui s'intéressent à l'Œuvre de protection de l'Enfance ouvrière.

LA VERRERIE DE FOLEMBRAY

Communication par M. E.-P. BÉRARD.

MESSIEURS,

La Société de Protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures connaît déjà la Verrerie de Folembay. En 1869, la direction de cet établissement était signalée à son attention (1) comme accomplissant exactement les prescriptions de la loi de 1844, et comme veillant sur le sort du jeune verrier avec une paternelle sollicitude. Depuis cette époque, la Verrerie de Folembay n'a cessé de marcher dans la voie du progrès et elle a poursuivi ce but dans deux directions. Elle a perfectionné son outillage, et elle a amélioré la situation des apprentis qu'elle emploie. Les résultats obtenus nous paraissent si importants que nous croyons utile de les soumettre à la Société.

Dans une séance précédente (2), j'ai eu l'honneur de vous faire connaître la remarquable réforme qui se produit actuellement dans le travail du verre. Au soufflage par la bouche qui est si fatigant pour l'ouvrier on substitue le soufflage mécanique, opéré par l'air sous pression, canalisé dans toutes les parties de l'usine et manœuvré par le pied ou la main. Ce mode de travail est sans inconvénient pour la santé du verrier. Sur mon rapport, la Société a bien voulu accorder une médaille de vermeil à MM. Appert frères, pour les belles dispositions qu'ils ont adoptées dans leur usine de Clichy, en vue du soufflage mécanique du verre.

(1) Voir *Bulletin*, vol. III, p. 112.

(2) Voir *Bulletin*. t. XVII p. 123.

L'emploi de ces dispositions tend à se généraliser dans les verreries et ce sera, j'en suis convaincu, un honneur pour la Société de Protection, de les avoir signalées, par l'hommage d'une de ses plus belles récompenses à l'attention des industriels.

L'usine de Folembay, représentée par ses propriétaires, MM. Poilly, de Brigode et de Fitz-James, a adopté aussi, à la suite de MM. Appert, des appareils pour l'emploi de l'air comprimé dans ses verreries et a exploité à son tour, comme c'était son droit, le principe du soufflage mécanique découvert autrefois par Robinet, Bontemps et Flamne.

Les directeurs de Folembay compriment, comme MM. Appert frères, l'air au moyen d'une pompe et l'accumulent dans des réservoirs. De ces réservoirs le fluide est dirigé par des tuyaux vers l'établi des ouvriers : on l'envoie dans les cannes par l'intermédiaire de tubes flexibles. Des ajutages de forme ingénieuse permettent d'ajuster la canne aux tubes flexibles. L'air y pénètre sans effort et à l'aide d'une manœuvre très simple.

Il est vrai que les dispositions adoptées à Folembay n'ont pas pour effet de supprimer absolument le soufflage par la bouche, et l'ouvrier doit encore employer ce mode de travail pendant l'ébouchage de la bouteille ; mais le soufflage mécanique intervient au moment le plus pénible, c'est-à-dire lorsqu'il faut terminer la bouteille en la soufflant dans un moule en fer dont la bonne conductibilité refroidit rapidement le verre et le rend moins malléable.

Vous connaissez, Messieurs, les difficultés que rencontre l'introduction de toute innovation dans une usine. Vous savez tout ce qu'il faut d'efforts, de ressources et de volonté pour la faire réussir : aussi vous apprécierez les perfectionnements réalisés par les directeurs de Folembay à leur juste mérite. Ces perfectionnements bien, que ne remplissant pas tous les vœux des hygiénistes, sont cependant dignes de leurs encouragements. Ils permettent d'espérer que l'on parviendra un jour à substituer définitivement, dans la fabrication des bouteilles et d'une manière complète, le travail mécanique au travail par la bouche. En tous cas, en diminuant pour les ouvriers la fatigue des deux tiers au moins, ils ont produit une amélioration qu'il importe de signaler.

Pour ce qui concerne l'organisation du travail, l'installation et l'hygiène des apprentis, l'usine de Folembay ne laisse rien à désirer.

Dans toutes les verreries à bouteilles l'enfant est employé comme porteur ; voici quel est son office :

Lorsque le souffleur a terminé sa bouteille, il la remet entre les mains d'un enfant appelé *porteur*, qui la porte dans une étuve chaude, nommée *carcasse*, où elle doit séjourner un temps déterminé.

La Verrerie de Folembay emploie exclusivement comme porteurs

des enfants mâles, et en application de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, les porteurs doivent être âgés de 12 ans, pour pouvoir travailler pendant les 11 heures de fabrication journalière. A partir de 10 ans, les enfants peuvent aussi être employés comme porteurs, mais à la condition de ne travailler que 6 heures par jour.

Il résulte de l'application de cette loi que la verrerie de Folembay possède trois catégories de porteurs :

1^o *Les porteurs au-dessous de 12 ans;*

2^o *Les porteurs au-dessus de 12 ans, habitant le bourg de Folembay;*

3^o *Les porteurs étrangers, logés à la verrerie.*

Le règlement général, pour les porteurs de ces trois catégories, est le suivant :

Tous les enfants employés comme porteurs sont couchés à la verrerie dans de vastes dortoirs, placés sous la surveillance d'un employé.

Chaque porteur a son lit, composé : d'un lit en fer, d'une pailleasse, d'un matelas, d'un traversin, d'une paire de draps, et d'une couverture laine. Pendant l'hiver, les dortoirs sont chauffés, et une deuxième couverture est remise à chaque lit.

Les porteurs doivent se coucher à 8 heures du soir, et à partir de 2 heures 1/2 du matin, le surveillant les fait lever, au fur et à mesure que leurs fours respectifs commencent à travailler; ceux qui sont indisposés ou qui ne doivent pas travailler peuvent rester couchés jusqu'à 7 heures du matin. — A partir de 7 heures du matin, le surveillant fait lui-même tous les lits, balaye les dortoirs et les aère: nous avons pu constater que le travail du surveillant est régulièrement fait. Les dortoirs, la literie sont d'une propreté irréprochable.

Tous les porteurs n'ayant pas 15 ans, ou non munis d'un certificat d'études, doivent suivre chaque jour les cours de l'école de la verrerie, dirigée par un frère; ces cours ont lieu de 6 heures à 8 heures du soir, dans une salle d'étude, contiguë aux dortoirs.

Tous les mois, il est fait une distribution de jouets aux douze élèves les plus méritants; à Pâques, et à la fin de l'année scolaire, il leur est fait une distribution de prix.

Tous les porteurs, qui font un mois de travail sans manquer un seul jour, ont droit à une prime mensuelle de 5 francs; cette prime est de 2 fr. 50 c. s'ils ne manquent pas plus de deux jours. La prime n'est acquise et payée qu'aux porteurs présents à la verrerie le 30 juin, date de la fin de campagne annuelle.

Pour la saison d'hiver, il est donné à chaque porteur : une blouse de flanelle et un pantalon de toile. — Pour la saison d'été : une blouse et un pantalon de toile; de plus, pour chaque journée de

travail, le porteur a droit gratuitement à une portion de bouillon ou de viande, au choix, fournie par l'économet de la Verrerie.

A Noël, il est fait aux porteurs une distribution d'oranges, et au jour de l'an une distribution de bonbons.

Le travail finissant les dimanches et jours de fête à 8 heures du matin, les enfants peuvent, selon le vœu de la loi, remplir leurs devoirs religieux.

Lors de la première communion d'un porteur, la Verrerie lui fait cadeau d'un costume complet; il lui est, en outre, remis la somme de 10 francs.

Lorsqu'un porteur est malade, il a droit à une réduction de moitié sur le prix des visites du médecin et sur celui des médicaments; de plus, la Verrerie lui remet 50 centimes d'indemnité par jour de maladie constatée.

Le présent règlement s'applique indistinctement à tous les enfants qui portent des bouteilles; nous allons maintenant indiquer les règlements spéciaux pour chacune des trois catégories désignées précédemment.

1^o *Les porteurs au-dessous de 12 ans* ne sont employés que 6 heures par jour et n'ont d'autre fonction que d'aider le porteur en place, dans les halles où les carcasses sont le plus éloignées du four de fusion.

La Verrerie n'emploie, du reste, les porteurs au-dessous de 12 ans qu'à titre exceptionnel, et pour venir en aide aux familles employées dedans l'usine.

Ces enfants gagnent 75 centimes par jour, pour leurs 6 heures travail.

2^o *Les enfants au-dessus de 12 ans, habitant le bourg de Folembay,* employés comme porteurs, sont divisés en deux classes : les porteurs en place et les porteurs supplémentaires, qui forment la réserve, destinés à remplacer les absents.

Tous les enfants, porteurs en place, doivent se rendre à leur travail, lorsqu'ils sont appelés par le surveillant des dortoirs; leur travail consiste : à porter les bouteilles aux carcasses, — à déboucher les cannes, — et à graisser la fourche du garçon; ils doivent aussi balayer, de temps en temps, le devant de la place.

Dans le cours du travail, dont la durée moyenne est de 10 heures environ, les porteurs ont trois repos, de 20 minutes chacun, et pendant lesquels ils peuvent manger les aliments qu'ils ont apportés dans leur panier, ainsi que la portion donnée gratuitement par la Verrerie.

Après le travail, ces enfants, comme les verriers, se lavent à grande eau et rentrent dans leur famille, à Folembay, pour y rester jusqu'à 6 heures du soir, heure à laquelle ils doivent être rendus à l'école de la Verrerie.

Les porteurs en place sont payés 1fr. 50 c. — 1fr. 55 c. — 1fr. 60 c. par jour, suivant qu'ils ont plus ou moins de bouteilles à porter à la carcasse; ils ont, en plus, droit à 20 hectolitres d'escarbilles, par an, pour chauffage au domicile de leurs parents.

Lorsque les porteurs ont 15 ans, ils sont payés 2 francs par jour; mais alors, ils n'ont plus droit aux vêtements de travail, donnés aux saisons d'hiver et d'été.

Les porteurs supplémentaires jouissent des mêmes avantages que les porteurs en place; seulement, ils ont un traitement fixe de 0 fr. 50 c. par jour, auquel viennent s'ajouter les salaires de 1 fr. 50 c., — 1 fr. 55 c., — 1 fr. 60 c.: les jours où ils sont appelés à remplacer.

3^o *Les porteurs étrangers, logés à la Verrerie*, sont réglementés comme les porteurs habitant Folembay; mais, après le travail, au lieu de rentrer dans leur famille, ils se rendent à la pension de la Verrerie, sous la direction d'un surveillant, qui reste avec eux jusqu'au moment de l'entrée aux dortoirs, à 8 heures du soir.

Ces enfants, en arrivant à la pension, commencent par dîner; ce repas comprend : pain à discrétion, — une demi-bouteille d'eau rougie et un plat de viande avec légumes. Une femme âgée est chargée de la cuisine. Elle exerce aussi sur les enfants une surveillance très touchante et d'un caractère tout maternel.

Après le dîner, le surveillant conduit ces enfants aux dortoirs, où ils doivent se coucher jusque vers 5 heures du soir; de 5 à 6 heures du soir, ils peuvent, dans l'été, jouer dans la cour; mais l'hiver, ils se réunissent dans une salle spéciale, éclairée et chauffée, où différents jeux tels que : jeu de tonneau, des boules, d'oie, de dominos, de quilles, d'échecs, etc., sont à leur disposition.

L'été, ces enfants sont conduits aux bains froids, une ou deux fois par semaine.

Le soir après l'école, et avant d'aller se coucher, les enfants soupent d'un repas composé : de pain à discrétion, — une demi-bouteille d'eau rougie, — un potage et un plat maigre; avant de monter aux dortoirs, ils emportent de la pension un panier composé de trois portions (gras et maigre), qu'ils mangent pendant les trois repos qu'ils ont dans la durée du travail.

La Verrerie donne à chaque porteur étranger un petit trousseau de travail composé de :

2 chemises de flanelle,

2 chemises de toile,

3 pantalons de toile.

Ces vêtements sont, à tour de rôle, lavés, raccommodés et repassés, pour permettre aux enfants d'en changer tous les huit jours.

Le prix de la pension est de 25 francs par mois pour la nourriture; il est retenu en plus à chaque porteur étranger 2 francs par

mois pour la fourniture et l'entretien des habits de travail; soit une dépense de 27 francs; en sorte qu'un porteur étranger qui aurait travaillé 31 jours dans son mois, à une fabrication taxée à 1 fr. 60 c., aurait gagné

31 jours à 1 fr. 60 c. = ...	49 fr. 60 c.
Prime de présence.	5
	54 fr. 60 c.
A retenir, pour pension et entretien. .	27
Soit net, un salaire de.	27 fr. 60 c.

Les salaires des porteurs étrangers sont remis tous les mois au domicile des parents.

Les dimanches et jours de fête, à 9 heures du matin, les porteurs étrangers ont le droit de se rendre dans leur famille, à la condition qu'ils soient de retour à la Verrerie à 8 heures du soir.

Tous les enfants porteurs, participant aux primes de présence, sont, par contre, soumis à des amendes, lorsqu'ils manquent à leur travail ou à l'école, sans cause reconnue valable. Tout porteur puni pour l'école subit une amende de 0 fr. 25 c.; tout porteur puni pour le travail subit la 1^{re} fois, un avertissement; la 2^e fois, une amende de 0 fr. 50 c.; la 3^e fois, une amende de 1 fr. 25 c.; la 4^e fois une amende de 3 fr. 75 c.; après trois absences non autorisées, l'enfant est susceptible du renvoi.

Toutes ces amendes sont versées au bureau de bienfaisance qui, nous devons le constater avec plaisir, ne s'enrichit pas beaucoup de ce fait.

A ces admirables dispositions, vous reconnaissez, Messieurs, une administration éclairée et bienfaisante. Je croirais manquer à mon devoir si je ne citais pas devant vous le nom de l'agent actif de cette administration. C'est M. Damour qui dirige l'usine de Folembay, et qui trouve, dans la conduite de ce bel établissement, l'occasion de mettre en œuvre ses qualités d'ingénieur savant et d'homme de cœur. Rendons ici hommage au directeur et aux propriétaires de Folembay, au nom des intérêts matériels et moraux des jeunes ouvriers!

E.-P. BÉRARD.

LES PUPILLES DE LA VILLE DE PARIS

L'adoption par l'État ou la Cité des enfants insuffisamment protégés de leur famille n'est point une idée nouvelle. Sous l'ancien régime, cette bienfaisance avait été pratiquée par l'hôpital du Saint-Esprit à Paris, par l'hôpital de la Charité à Lyon, qui recueillait les enfants délaissés de 7 à 14 ans. La Convention a inauguré les adoptions nationales, soit à titre de récompense comme dans celles de la fille de Lepelletier, du jeune Latour, de Jouy, des six enfants de Richer, soit à titre d'humanité réparatrice, lorsque son décret du 15 brumaire an II pourvut à l'éducation des enfants dont les parents, condamnés comme contre-révolutionnaires, avaient vu leurs biens patrimoniaux confisqués. Il n'y avait là que des curiosités historiques parsemées dans nos annales. La Ville de Paris a créé une réalité constante et contemporaine. Athènes avait ses rhéteurs et ses sophistes, Rome ses gladiateurs : Paris a ses pupilles.

L'initiative de cette institution remonte au premier Conseil municipal élu : elle est due à M. Jobbé Duval. Au cours du mandat du deuxième Conseil, elle fut reprise par MM. Mallet et Marsoulan. Mais quoique la proposition eût été fort bien accueillie, elle n'eut pas de solution immédiate.

En 1880, M. Boué demanda la création de deux établissements municipaux, un pour les garçons, un pour les filles, destinés à les recevoir gratuitement et à leur donner tant l'instruction élémentaire que l'enseignement professionnel.

Cette hospitalité devait s'appliquer : 1^o aux orphelins sans ressources ; 2^o aux enfants de parents victimes d'accidents ou infirmes et devenus par là inhabiles à soutenir moralement et matériellement leur famille.

De son côté, le docteur Dubois sollicitait la mise à l'étude de la fondation de deux internats municipaux d'enseignement primaire, un pour garçons, un pour filles, dans lequel le prix de la pension serait peu élevé et, en tous cas, ramené au niveau de celui de Saint-Nicolas.

Ces projets furent renvoyés à la quatrième Commission du conseil chargée de l'instruction publique. Deux rapports, successivement présentés par M. Prétet les 20 avril et 26 octobre 1883, étudièrent minutieusement les propositions Boué et Dubois.

Les deux orphelinats demandés par M. Boué nécessitaient chacun une dépense de 3,900,000 pour installation. Ne pouvant contenir que 1,200 orphelins, ils coûteraient plus de 1,000 francs par tête. Les dépenses annuelles atteindraient 634,000 francs, soit pour les deux

1,268,000 francs. Les deux internats d'enseignement primaire réclamés par M. Dubois, constitués dans des conditions matérielles plus larges et dont le prix de pension annuelle ne devait pas dépasser les 500 francs formant la rétribution scolaire de Saint-Nicolas, coûteraient ensemble chaque année 1,460,000 francs, de sorte que la dépense des quatre établissements compris dans les projets Boué et Dubois excéderait 2,000,000 par an.

L'énormité de cette charge budgétaire, les inconvénients moraux de l'Internat, la crainte de détruire l'originalité individuelle par l'unité de méthode et de discipline, le désir de ne pas retarder trop longtemps les bienfaits à conférer aux enfants, telles furent les considérations qui décidèrent la Commission à écarter les projets Boué et Dubois.

Elle substitua un système nouveau qui lui était propre. Au lieu de créer des établissements municipaux, on placerait les enfants dans des familles, des Écoles, des Orphelinats laïques après une enquête sérieuse sur l'aptitude des Institutions ou personnes à satisfaire aux conditions du programme. A l'échéance de 12 ans, âge de l'admissibilité au travail, suivant la vocation constatée, ou les enfants continueraient leurs études, ou ils entreraient dans une École professionnelle, ou ils seraient placés en apprentissage aux frais de la Ville jusqu'à ce qu'ils fussent réclamés par leurs familles ou en état de se suffire à eux-mêmes. Ce procédé avait été expérimenté depuis longtemps par l'Orphelinat de la Seine, l'Orphelinat général maçonnique et par l'Assistance publique.

On entendait laisser à cette dernière administration les enfants orphelins ou non orphelins; mais abandonnés; l'effort de l'œuvre porterait :

1^o Sur les orphelins de père ou mère, ayant encore un aïeul ou un oncle, ou un parent lui-même indigent;

2^o Sur les orphelins de père ou de mère aux besoins desquels le survivant ne peut subvenir ;

3^o Sur les enfants privés de la direction effective de leurs parents, par suite d'accidents ou infirmités graves survenus à ceux-ci.

L'action de la Ville vis à vis des enfants ne se modèlerait pas sur celle qu'exerce l'Assistance publique à l'égard des enfants réellement abandonnés. La tutelle n'appartiendrait pas à la Ville qui respecterait d'une manière absolue le droit des familles.

Le maximum des enfants protégés serait de 1,000 à 1,200, chiffre correspondant à celui des jeunes abandonnés qui ne profitent ni des 371 places accordées dans les Orphelinats subventionnés, ni des 5,574 ou 5,936 paraissant être le total des hospitalisations d'enfants réalisées par les établissements religieux.

Pour la première fois, on inscrirait au budget de 1881 une

dépense de 100,000 francs, qui, au bout d'une dizaine d'années d'exercice, atteindrait le maximum de 5 à 600,000 francs.

Pour le moment, on créerait 1,000 bourses, dont l'attribution serait faite aux titulaires par délibération du Conseil municipal, au fur et à mesure des besoins constatés et dans la proportion approximative de 100 par an. Les bourses seraient de trois classes : 1^o entretien et trousseau ; 2^o entretien sans trousseau ; 3^o portions de bourses.

Aux yeux du rapporteur, M. Prétet, le système accepté par la Commission présentait les avantages suivants :

Il portait immédiatement remède aux misères signalées ;

Il se prêtait sans difficulté à toutes modifications dont le temps aurait démontré l'utilité ;

Il excluait tout prosélytisme religieux ; il respectait le droit des familles ;

Il n'engageait les finances que dans la limite qu'il plairait au Conseil municipal de déterminer chaque année.

Il enchaînait si peu l'avenir que, s'il plaisait à un Conseil municipal de Paris de créer de grands internats, il le pourrait d'autant mieux qu'il aurait sous la main de quoi les peupler.

Enfin, l'urgence était si grande et le procédé si pratique, qu'il faudrait y recourir provisoirement, dans le cas même où l'on adopterait les grands orphelinats.

Le 14 décembre 1880, la discussion commença devant le Conseil municipal de la Ville de Paris. Les nécessités financières étaient trop impérieuses pour ne pas assurer, au système de la répartition des pupilles entre des institutions libres et des familles choisies, la prédominance sur celui des internats.

Trois modifications furent apportées au travail du rapporteur. Le nom d'orphelinat fut rejeté comme ne donnant qu'une idée imparfaite de l'institution, puisque son but était non d'assurer un asile à des enfants sans famille, mais de procurer les moyens d'éducation à des familles dépourvues des ressources nécessaires pour la conférer aux enfants. M. de Heredia proposa la dénomination de Caisse des Internats, peut-être un peu inexacte du moment qu'on écartait les projets Boué et Dubois. M. Thulié trouva le titre vraiment juste, celui de Caisse des Pupilles de Paris qui fut agréé. La Commission avait pris pour type du prix de la pension celui de l'institution de Saint-Nicolas, proposant que, dans le cas où la famille pourrait payer une partie du prix, cette portion ne fût jamais supérieure au Tarif de Saint-Nicolas, la différence en plus, s'il en existait une, devant être supportée par la Ville. Le Conseil pensa avec raison que le nom d'un établissement privé ne devait pas être visé dans sa délibération et que la rédaction devait se borner à indiquer que le prix de la pension ne pourrait jamais excéder 500 francs.

Mais il fut moins bien inspiré en consacrant un amendement de M. Jules Roche tendant à affirmer le caractère purement laïque de l'Institution et la suppression de l'instruction religieuse que le rapporteur avait maintenue dans son programme, si la famille en manifestait le désir.

Le rapporteur, M. Prétet, n'avait pas dissimulé que le but du Conseil était la laïcisation de l'assistance accordée aux enfants; mais il avait absolument respecté la liberté du père de famille.

« L'orphelinat municipal sera, disait-il, la substitution de la Ville à la famille pour ce qui regarde les besoins et les dépenses de l'éducation des enfants, et la famille restant maîtresse dans les choses qui intéressent la conscience, le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, doivent, dans leur demande d'admission, déclarer s'ils appartiennent à une religion et à laquelle et s'ils désirent lui en faire suivre ou non les enseignements et les pratiques, afin qu'il puisse être placé dans le milieu le plus conforme aux intentions des parents. »

A ces considérations puissantes le rapporteur ajoutait dans l'assemblée que « adopter l'amendement de M. Jules Roche serait faire de la tyrannie et de l'intolérance. » M. Jules Roche représenta, au contraire, la doctrine de la Commission comme hostile aux édits du Conseil et à la tradition républicaine. Selon lui, « la conscience, de l'enfant doit être laissée à l'abri des influences religieuses et le père qui impose l'instruction religieuse à ses enfants entrave leur liberté ». L'exagération de cette opinion se réfute par son simple exposé. Ce n'est qu'à sa majorité que l'homme acquiert la maîtrise de ses opinions et de ses croyances. L'incapable, c'est-à-dire l'inexpérimenté, ne peut conduire ni sa personne, ni ses biens, ni sa conscience. Le nom même de cette faculté souveraine indique assez qu'elle est une science, celle de juger le bien et le mal. Or dans la faiblesse et l'impéritie qui sont les conséquences du jeune âge, c'est au père de famille, protecteur et guide naturel et légal de la personne physique et immatérielle de l'enfant, à lui indiquer les principes religieux ou philosophiques qui doivent amener dans son esprit cette science par excellence directrice de la vie humaine.

Libre à l'enfant devenu homme de choisir sa voie morale et religieuse! Le père a pu sans doute se tromper, mais l'erreur sera d'autant plus rare que la croyance du père s'appuie sur les traditions de la famille, que les aïeux les ont léguées aux descendants; or, une expérience traditionnelle pour l'enseignement moral de la vie est plus utile à la société que celle qui devrait se renouveler à chaque génération, sur chaque individu.

Bien que le Conseil municipal ait accepté l'amendement de M. Jules Roche, il faut convenir que le vote est plus théorique que pratique, puisque des enfants sont placés dans des institutions où ils sont

régis sans distinction par la même discipline que le reste de leurs camarades.

A la suite de la discussion que nous venons de relater fut prise la délibération du 14 décembre dont voici le texte.

Délibération prise dans la séance du 14 décembre 1880.

Le Conseil,

Soucieux des intérêts des classes pauvres qui sont inséparables de ceux de l'avenir;

Considérant (1) que la Ville de Paris n'a pas d'orphelinat municipal;

Que les orphelinats de la Ville et du département de la Seine appartiennent à des corporations religieuses;

Considérant, qu'à côté des orphelins pauvres il existe toute une catégorie d'enfants qui ont droit au même intérêt;

Qu'il n'est malheureusement que trop vrai que des parents dans un état de détresse complète, dû à des accidents et à des infirmités graves, ne peuvent se suffire à eux-mêmes et, par conséquent, ne peuvent pourvoir au besoins matériels et moraux de leurs enfants;

Que cette double catégorie d'enfants peuple les maisons de correction qui ne corrigent rien, les prisons et les bagnes dès que leur âge leur en ouvre les portes;

Considérant que, s'il est du devoir de la société de se préoccuper de ces tristes conditions de la vie de certains enfants, il appartient à la Ville de Paris d'y apporter remède dans la mesure de son pouvoir et des ressources de ses finances,

Délibère :

Création.

ARTICLE PREMIER. — Est créé, à partir du 1^{er} avril 1881, un orphelinat qui portera le nom de *Caisse des pupilles de la Ville de Paris* et qui est destiné à élever :

1^o Des orphelins de père et mère non abandonnés;

2^o Des orphelins de père ou de mère;

3^o Des enfants dont la famille, par suite d'accidents ou d'infirmités très graves, ne peut faire l'éducation.

ART. 2. — Il est créé, à cet effet, 1,000 bourses dont l'attribution se fera par délibération du Conseil municipal, au fur et à mesure des besoins constatés, et dans la proportion approximative de 100 par an.

Ces bourses seront divisées en trois catégories :

1^o Les bourses entières avec trousseau;

2^o Les bourses entières;

3^o Les portions de bourses.

Le prix des bourses et des trousseaux sera fixé par la Commission spéciale dont il est parlé plus loin.

ART. 3. — Une somme de 100.000 francs sera inscrite au Budget de l'exercice 1881, pour subvenir aux dépenses de la Caisse des Pupilles pendant la même année.

ART. 4. — Les conditions d'admissibilité, l'organisation et le mode de fonctionnement de cette institution sont réglés comme suit :

(1) Ces considérants sont empruntés à la proposition de M. Boué.

Organisation.

1° Par une circulaire préfectorale, les maîtres et les maîtresses de pension, les instituteurs et les institutrices libres et laïques de Paris, du département de la Seine et même des départements limitrophes seront invités à déclarer dans quelles conditions ils consentiraient à concourir à l'œuvre de la Ville de Paris, en admettant comme élèves internes les enfants de sept à douze ans, reconnus dignes des bienfaits de l'Orphelinat; leur déclaration, légalisée par le maire de la commune, devra parvenir à M. le Préfet de la Seine avant le 1^{er} février 1881.

2° En outre, par une affiche spéciale, les familles d'artisans sédentaires et les familles d'agriculteurs de Paris et du département de la Seine, disposées à recevoir chez elles moyennant rétribution et à traiter comme leurs propres enfants les orphelins au-dessous de sept ans, seront invitées à en faire la déclaration écrite à leur mairie, particulièrement avant le 1^{er} février.

A l'expiration de ce délai, les diverses déclarations, accompagnées de l'avis motivé du maire, seront adressées à la Préfecture de la Seine, où elles seront soumises à l'examen d'une Commission administrative, composée d'inspectrices des pensionnats du département de la Seine et d'inspecteurs de l'Assistance publique à laquelle seront adjoints le directeur de l'Enseignement primaire, l'inspecteur d'Académie chargé du service des pensionnats et le directeur du service des Enfants assistés.

4° Cette Commission se réunira à la Préfecture de la Seine, sous la présidence d'un conseiller municipal délégué par le Conseil. Elle fixera le prix des bourses et des trousseaux dans les pensions et dans les familles, et dressera la liste des pensionnats et des ménages les plus dignes de confiance.

Le Conseil sera appelé à juger en dernier ressort les travaux de cette Commission, et établira pour le 1^{er} février la liste définitive des pensions et des familles auxquelles les orphelins municipaux pourront être confiés.

Avis immédiat en sera donné aux intéressés, et l'institution fonctionnera à partir du 1^{er} avril.

Mode et formalités d'admission.

1° Les demandes d'admission à l'Orphelinat sont adressées au préfet de la Seine qui les transmet d'office au maire de l'arrondissement où réside le postulant;

2° Le maire, après une enquête relative aux ressources et aux charges de la famille, à la santé et au degré d'instruction de l'enfant, enquête semblable à celle qui a eu lieu pour l'obtention de toutes les bourses municipales, renvoie les pièces, avec son avis accompagné de l'indication de la résidence qu'il convient d'assigner à l'enfant, au préfet de la Seine qui, à moins d'urgence toute particulière, les introduit régulièrement au Conseil (1) quatre fois par an, savoir : dans les premiers jours de mars, de juin, de septembre et de décembre, pour qu'il en soit délibéré avant la fin du mois, et que l'enfant puisse être placé au commencement du trimestre (2);

3° Les demandes d'admission dans un internat d'enseignement primaire se font de la même manière; des pensionnats spéciaux sont affectés aux enfants de cette catégorie et des portions de bourse leur sont accordées, de telle sorte que le prix de la pension ne dépasse jamais 500 francs.

(1) Le Conseil ne siégeant pas en septembre, les admissions n'ont lieu que trois fois par an : janvier, avril et octobre.

(2) Cette enquête devra être faite par un membre du bureau de bienfaisance, par le médecin des écoles et l'instituteur du quartier.

Enseignement général.

Les enfants admis au-dessous de sept ans sont confiés aux familles, et doivent être conduits régulièrement, aussitôt que leur âge le permet, à l'asile ou à l'école du voisinage.

Quand ils atteignent l'âge de sept ans, ils peuvent entrer dans les internats ou rester dans la famille où ils sont entrés; et ils reçoivent l'instruction primaire jusqu'au jour où ils ont obtenu le certificat d'études, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de douze ans.

Les enfants admis au-dessus de sept ans sont placés dans les pensions où ils restent jusqu'à douze ans et à l'obtention du certificat d'études; après quoi, ou ils entrent dans les écoles professionnelles, ou ils sont mis en apprentissage, sous la surveillance des délégations cantonales.

L'institution aura un caractère purement laïque.

Paiement, santé, surveillance.

Les sommes allouées aux maisons d'éducation et aux familles associées à l'Orphelinat municipal de Paris sont payées au commencement de chaque mois, et de la même manière que les traitements des instituteurs et institutrices.

La surveillance des enfants au-dessus de sept ans, et placés dans les pensionnats, est provisoirement attribuée à l'inspecteur primaire et au maire de la commune.

Celle des enfants au-dessous de sept ans est exercée: à Paris, par les inspectrices d'asile, et par des dames spécialement déléguées; hors Paris, par l'instituteur communal pour les garçons, et par l'institutrice communale pour les filles, sous les ordres et la direction du maire.

Des rapports trimestriels sont remis par les chargés d'inspection à la direction de l'Enseignement, qui en donne communication au Conseil.

En cas de maladie, les orphelins de la Ville de Paris sont soignés par les médecins attachés aux écoles communales.

Toute réclamation, de quelque nature qu'elle soit, doit être adressée à la mairie où l'inscription a été faite, et au besoin au préfet de la Seine.

Les enfants devant naturellement être envoyés, à moins de raisons graves, le moins loin possible de leur famille, ceux de la rive droite sont dirigés au nord de Paris, et ceux de la rive gauche au sud.

La Commission administrative, aux soins de laquelle cette délibération confiait l'organisation définitive de l'œuvre, fut instituée par un arrêté de M. Herold, alors préfet de la Seine, dans les premiers mois de 1881. Elle se composait comme il suit :

MM. Carriot, directeur de l'Enseignement; Cougny, inspecteur de l'Académie de Paris chargé du service des Pensions; Quentin (Charles), directeur de l'administration générale de l'Assistance publique; Dupaln, sous-directeur de l'Enseignement; Clerc, Cuissart, Gaillard, Vincent, inspecteurs de l'Enseignement primaire; Bailly, Imard, inspecteurs de l'administration générale de l'Assistance publique; Brueyre, chef du service des Enfants assistés; Picard, membre du Bureau de bienfaisance du XVI^e arrondissement; Salicis, président de la Société de l'Orphelinat de la Seine. M^{mes} Mitchel, Fabre, Danton, Pihuit, Rousseau, inspectrices des Pensionnats libres de la Seine.

La présidence en fut attribuée à M. Prétet par un vote du Conseil municipal. Nul n'en était plus digne et nous ne pouvons mieux faire qu'analyser ses rapports pour faire comprendre cette organisation. — Il fallait commencer par fixer le prix de la pension à payer pour chaque pupille, ainsi que le prix des trousseaux et leur composition; il fallait ensuite choisir les maisons d'éducation et les familles particulières jugées les plus aptes à élever les pupilles, et enfin déterminer le nombre des enfants qui seraient confiés à chacune d'elles.

C'est à ces travaux que la Commission administrative consacra sa première séance du 29 juin 1881.

Le prix maximum de la pension fut fixé à 500 francs par an, pour chaque pupille; celui des trousseaux à 150 francs pour les garçons, pendant la première année, et à 100 francs pendant les suivantes; le trousseau des filles fut fixé à 200 francs pour la première année et à 100 francs pour les suivantes.

Cent quatre-vingt-quatre institutions et vingt-deux familles seulement avaient demandé à recevoir des pupilles.

Le temps pressait, car le Conseil voulait à tout prix inaugurer l'œuvre nouvelle le 1^{er} octobre suivant. Un triage fut fait sur l'heure, et il fut décidé que les inspecteurs et les inspectrices de l'enseignement feraient à bref délai des enquêtes sur les établissements dont les propositions étaient acceptables, et qu'on entamerait des négociations avec les autres pour une réduction des prix demandés par eux.

Sur les observations du directeur de l'Assistance publique et du chef du service des Enfants Assistés, la question du placement des pupilles dans des familles particulières fut réservée.

Ce fut là le premier et le plus sérieux obstacle qui s'opposa à la réalisation complète du plan primitif.

Payer à des familles pour chaque enfant une pension annuelle de 500 francs, c'était rendre impossible le service des Enfants Assistés, qui ne paient que 15 francs par mois au maximum.

Après une longue résistance, qui avait sa source dans le désir de se conformer exactement au projet voté par le Conseil, la Commission administrative se rendit à l'évidence et renonça au concours des familles, dans la crainte d'entraver le service si important des Enfants Assistés. Toutefois, dans l'intérêt des pupilles, l'âge de sept ans indiqué à l'origine pour l'entrée dans les pensions fut abaissé à six ans, et c'est ainsi que l'âge de six ans devint l'âge minimum des admissions.

Dans le courant de juillet, les enquêtes faites sur les pensionnats qui avaient accepté les conditions furent l'objet d'un sérieux examen, après lequel les choix définitifs furent arrêtés.

Le 2 août 1881, le Conseil les approuva, puis vota la première

liste des enfants appelés à jouir des bienfaits nouveaux de la Ville de Paris.

Dans cette première promotion il se montra large et bienveillant, trop bienveillant peut-être.

Ne rencontrant pas dans les enquêtes officielles des mairies des renseignements assez précis et assez détaillés sur les familles qui sollicitaient l'admission de leurs enfants, la 4^e Commission se trouva un peu embarrassée; toutes ces enquêtes étant suivies d'un avis favorable, elle pencha elle-même à l'indulgence et admit aux faveurs du Conseil presque tous les enfants dont les demandes lui étaient parvenues.

Pour l'inauguration de l'œuvre, cette indulgence était opportune; mais elle ne pouvait pas persister sans abus.

Sur la proposition de son président, qui, en sa qualité de rapporteur de la 4^e Commission, déclarait n'avoir pas été suffisamment éclairé par les rapports des mairies, la Commission administrative décida que, dorénavant, les demandes d'admission seraient soumises à une deuxième enquête, et que cette enquête serait faite par les agents de l'Assistance publique, ayant l'habitude de ces sortes d'investigations.

La Caisse des pupilles fonctionna donc le *1^{er} octobre 1884*; dès lors, son organisation existant de fait, il ne restait qu'à la développer à mesure des besoins et à en surveiller le fonctionnement.

Le développement consista à admettre des établissements nouveaux à chaque promotion nouvelle, et à accorder un plus grand nombre de pupilles aux pensions déjà autorisées.

Quant à la surveillance, elle fut ainsi réglée :

Les pensions de jeunes filles où sont admises les pupilles furent divisées en cinq circonscriptions, à chacune desquelles présida l'une des cinq dames, inspectrices des pensionnats de la Seine et en même temps membres de la Commission administrative.

Deux fois par an, elles doivent rédiger un rapport détaillé sur chacun des pensionnats soumis à leur inspection, et sur chacune des pupilles qui y sont placées.

C'est une tâche difficile et délicate dont elles s'acquittent à l'entière satisfaction de la Commission administrative, visitant souvent les pensions, et assistant à la livraison des trousseaux, dont elles vérifient l'exactitude et surveillent l'entretien.

Il n'y a que les dames pour bien faire cette besogne, et leur office en cela a semblé si précieux que la Commission a été conduite à le leur demander pour la surveillance des trousseaux de garçons; elles sont allées au-devant de ces désirs et se sont offertes de bonne grâce pour assister MM. les Inspecteurs, qui déclinaient leur compétence en cette matière.

Les pensions de garçons recevant des pupilles, dans les vingt-deux arrondissements du département de la Seine, furent placées sous la surveillance de l'inspecteur préposé à chacun de ces arrondissements; et les rares établissements qui se trouvent en dehors du département de la Seine furent soumis à la surveillance d'un de ces inspecteurs spécialement délégué. Leurs fonctions et leurs devoirs sont les mêmes que ceux des inspectrices.

Les premiers rapports parvenus à la Commission administrative ne pouvaient lui donner que des renseignements vagues et incomplets. Les choses paraissaient se bien préparer et donnaient bon espoir. La plupart de ces pauvres enfants étaient arrivés incultes, beaucoup malpropres, d'aucuns vicieux. Ce n'est pas en quelques mois qu'on redresse les mauvais plis contractés à la maison, qu'on arrache les racines de l'indocilité, de la paresse, de la grossièreté, qu'on inspire avec le goût du travail l'amour de la classe et des maîtres, qu'on parvient même à faire entrer dans des têtes obtuses et rétives les notions les plus élémentaires de l'enseignement.

La Commission crut que, pour éclairer utilement le Conseil sur le fonctionnement de son œuvre, il fallait une expérience plus longue et faite sur un plus grand nombre d'enfants, et garda les premiers rapports qui parvinrent en août et septembre 1882 pour les comparer à ceux de l'année suivante, et tirer de l'ensemble de ces documents un jugement plausible, appuyé sur des faits nombreux et contrôlés. C'est la méthode expérimentale, à laquelle seule on crut devoir recourir et se fier dans un sujet aussi étendu, aussi nouveau et aussi varié que l'Œuvre des pupilles.

La Commission administrative ne restait pas pour cela inactive, et elle poursuivait laborieusement l'amélioration de la Caisse des pupilles.

C'est dans ce but qu'elle confia à une sous-commission, composée de trois de ses membres, la rédaction d'un règlement reconnu utile pour la régularité du service et rendu nécessaire pour l'aplanissement de certaines difficultés de détail qui se renouvellent sans cesse.

Ce projet de règlement, savamment élaboré, fut adopté après de longues discussions par la *Commission administrative* dans la séance du 25 juin 1882; sauf approbation du Conseil municipal, c'est la loi qui régira la Caisse des pupilles jusqu'à ce qu'il plaise au Conseil municipal d'y introduire les modifications dont l'expérience aura démontré le besoin.

A propos de ce règlement, M. le Directeur de l'Assistance publique, qui porte un grand intérêt à la Caisse des pupilles, avait écrit à son président pour demander que ceux des pupilles destinés à apprendre un métier manuel fussent confiés au service des *enfants*

moralement abandonnés, et placés en apprentissage, suivant leurs aptitudes, soit à Paris, soit en province, chez des particuliers ou dans les écoles professionnelles dont elle dispose.

La Commission administrative jugea que le Conseil ne devait pas abdiquer entre les mains de l'Assistance publique et se désintéresser de ses pupilles après les avoir conduits au seuil de la vie, à l'âge de l'apprentissage.

Si, à sa sortie de pension, sa famille n'existe plus, le pupille appartient de droit à l'Assistance publique, c'est la loi; si la famille refuse de prendre son enfant, il est considéré comme *moralement abandonné* et confié à l'administration de l'Assistance publique, qui pourvoit à son apprentissage par les moyens dont elle dispose : rien n'est plus équitable. Aussi, pour ces deux catégories, l'accord fut-il unanime.

Mais, pour tous les autres enfants, la Commission administrative n'est pas d'avis que la Caisse des pupilles ait recours à l'Assistance publique; d'ailleurs les familles, par un sentiment qu'il est inutile d'expliquer, n'y consentiraient probablement pas.

Le projet de règlement, chap. iv, art. 48, 49 et suivants, contient les dispositions relatives aux pupilles sortants.

Règlement de la Caisse des pupilles de la Ville de Paris.

TITRE PREMIER

Dispositions générales.

CHAPITRE PREMIER — But et caractère de l'œuvre.

ARTICLE PREMIER. — L'œuvre instituée par délibération du Conseil municipal de Paris en date du 14 décembre 1880, sous le nom de « Caisse des pupilles », a pour objet de pourvoir à l'éducation et à l'instruction :

1^o Des enfants orphelins pauvres non abandonnés;

2^o Des enfants appartenant à des familles réduites à l'indigence, soit par le grand nombre de leurs enfants, soit par l'incapacité de travail des père et mère.

Il peut être accordé aux enfants de l'une et de l'autre catégories, sur les fonds de la Caisse des pupilles, une bourse entière ou des fractions de bourse avec ou sans trousseau.

ART. 2. — Les enfants admis au nombre des pupilles de la Ville de Paris sont placés, pour y recevoir l'instruction primaire, dans des pensionnats libres et laïques situés dans le département de la Seine ou dans les départements limitrophes.

ART. 3. — Les pupilles peuvent rester dans les pensionnats jusqu'à l'âge de treize ans.

CHAPITRE II. — Mode et conditions d'admission.

ART. 4. — Les demandes de bourses de la Caisse des pupilles sont adressées au Préfet de la Seine.

ART. 5. — Les enfants dont on demande l'admission au nombre des pu-

pilles de la Ville de Paris doivent être âgés de six ans au moins et n'avoir pas atteint l'âge de onze ans.

ART. 6. — A l'appui des demandes d'admission doivent être produits, pour chaque enfant :

1° Un bulletin de naissance;

2° Si l'enfant n'est pas né à Paris, un certificat du maire de l'arrondissement du domicile, constatant que les parents ou tuteur de l'enfant sont domiciliés à Paris depuis deux ans au moins;

3° Un certificat médical constatant que l'enfant a été vacciné ou a eu la petite vérole, qu'il n'est ni aveugle ni sourd-muet, qu'il n'est atteint d'aucune maladie incurable ni d'aucune infirmité corporelle qui rende impossible son séjour dans un établissement d'instruction.

ART. 7. — Toute demande d'admission est soumise à deux enquêtes distinctes : l'une, qui est faite par la mairie du domicile, dans la forme ordinairement employée pour l'instruction des diverses demandes de bourses municipales; l'autre, qui est confiée à un agent de l'Administration spécialement chargé de se rendre au domicile des postulants pour y recueillir tous les renseignements relatifs à leur situation de famille, leurs charges, leurs moyens d'existence, etc.

ART. 8. — Sauf le cas d'urgence absolue, les demandes d'admission ne peuvent être présentées au Conseil municipal que trois fois par an : en décembre, en mars et en juillet.

ART. 9. — La décision rendue par le Conseil municipal sur chaque demande d'admission est notifiée par l'Administration à la famille de l'enfant.

Si l'enfant a été admis, la lettre d'avis fait connaître à la famille le jour où elle devra se présenter à la Préfecture pour être renseignée sur les formalités qu'elle aura à remplir avant le placement de l'enfant.

En cas d'ajournement, la lettre indique que la demande sera représentée ultérieurement à l'examen du Conseil municipal.

CHAPITRE III. — *Placement des pupilles dans les pensionnats libres.*

ART. 10. — La liste des pensionnats libres de garçons et de filles, dans lesquels peuvent être placés des pupilles de la Ville de Paris, est dressée par le Conseil municipal sur la proposition de la Commission administrative.

Ne sont admis à recevoir des pupilles que les établissements libres et laïques d'enseignement secondaire auxquels sont annexées des classes d'enseignement primaire.

Toute demande présentée par un chef d'institution pour recevoir des pupilles doit être l'objet d'un avis du maire de l'arrondissement ou de la commune.

ART. 11. — Avant de proposer au Conseil municipal de placer des pupilles dans un pensionnat, la Commission administrative fait procéder sur ce pensionnat; soit par ceux de ses membres qu'elle désigne à cet effet, soit par des agents de l'Administration, aux enquêtes qui lui paraissent nécessaires pour s'éclairer d'une façon complète sur la tenue matérielle et morale de l'établissement, le niveau des études, la direction et l'esprit de l'enseignement, etc.

Le nombre *maximum* des pupilles qui peuvent être confiés à chaque pensionnat libre est déterminé, sur l'avis de la Commission administrative, par le Conseil municipal.

ART. 12. — Les chefs d'institution sont informés par l'Administration de la décision prise à leur égard par le Conseil municipal et du nombre *maximum* des pupilles qu'ils peuvent être appelés éventuellement à recevoir.

Il leur est adressé, chaque fois que des pupilles ont été désignés pour être placés dans leur établissement, un avis spécial leur indiquant les noms, prénoms et âge des pupilles, ainsi que la date à laquelle ces enfants doivent entrer à l'Institution.

ART. 13. — La répartition, entre les pensionnats de garçons et de filles, des enfants admis comme pupilles de la Ville de Paris, est effectuée par les soins de la Commission administrative.

CHAPITRE IV. — *Frais de pension et trousseaux.*

ART. 14. — Le prix de la pension à payer pour les pupilles de la Ville de Paris aux chefs d'institution est fixé à 500 francs par an, y compris les fournitures scolaires.

Les pupilles, à moins d'un désir contraire exprimé par les parents, doivent être gardés dans l'établissement pendant toute la durée des vacances.

ART. 15. — Les trousseaux des pupilles sont fournis par les chefs d'institution, moyennant une allocation dont le chiffre est fixé ainsi qu'il suit :

1^o Trousseau des garçons, 150 francs la première année.

— 100 — les années suivantes.

2^o Trousseau des filles, 200 francs la première année.

— 100 — les années suivantes.

ART. 16. — Les trousseaux à fournir aux pupilles par les chefs d'institution doivent se composer exactement de tous les objets indiqués dans la nomenclature ci-après.

Trousseau de garçons.

	fr.	c.
4 chemises cretonne (jour), à 2 francs.	8	»
2 — longues (nuit), à 3 francs	6	»
4 paires chaussettes laine, à 1 fr. 45 c.	5	80
6 — coton, à 0 fr. 75 c.	4	50
12 mouchoirs, à 0 fr. 25 c.	3	»
3 faux-cols, à 0 fr. 50 c.	2	»
4 serviettes table (toile), à 0 fr. 75 c.	3	»
6 — toilette (toile), à 0 fr. 50 c.	3	»
1 tunique uniforme.	26	»
1 pantalon drap	10	»
2 pantalons coutil, à 5 francs.	10	»
1 vareuse	7	»
2 blouses coton, à 3 francs	6	»
1 gilet laine.	7	»
1 ceinturon cuir.	2	50
1 ceinture gymnastique	1	50
1 képi	2	75
1 béret	1	50
3 cravates, 1 cache-nez.	4	50
1 paire bretelles.	»	75
3 paires souliers, à 9 francs	27	»
2 paires gants.	1	95
1 sac à peignes	»	25
1 démêloir	»	65
1 peigne fin.	»	65
1 brosse à cheveux	»	75
1 brosse à peignes.	»	25
1 brosse à dents	»	50
1 brosse à ongles	»	50
1 brosse à habits	1	»

	Fr. c.
2 brosses à souliers	1 »
1 chausse-pieds.	» 25
1 éponge	» 30
1 verre à dents	» 15
	6 »
TOTAL.	Fr. 150 »

Trousseau des filles.

2 paires draps coton écreu à 5 francs	Fr. 10 »
4 chemises (jour) coton écreu, à 2 francs	8 »
3 chemises (nuit) coton écreu, à 3 francs	9 »
4 serviettes toile (table), à 75 centimes	3 »
6 serviettes toile (toilette), à 50 centimes	3 »
4 cols plats, à 60 centimes	2 40
3 paires de poignets, à 60 centimes.	1 80
2 paires bottines, été, hiver	17 »
Réparation chaussures.	10 »
2 paires souliers, à 5 francs	10 »
2 robes, été, hiver, à 15 francs	30 »
2 tabliers pour la classe, à 2 fr. 50 c.. . . .	5 »
1 jupon laine.	5 »
3 Jupons été, blanc et couleur	5 »
1 capeline pour le jardin (hiver).	2 50
1 fichu laine	2 50
1 chapeau jardin, été	» 75
2 chapeaux, été, hiver.	12 »
1 manteau d'hiver.	14 »
1 paire gants, mitaines, poignets laine	1 75
1 paire gants, été.	» 75
6 pantalons, 2 hivers, 4 été	9 »
12 mouchoirs, à 30 centimes	3 60
2 corsets, à 2 fr. 50 c.. . . .	5 »
2 foulards cou, à 60 centimes.	1 20
2 fichus pour la nuit, à 50 centimes	1 »
2 maillots coton, à 2 fr. 25 c.	4 50
3 paires bas laine, à 2 francs.	6 »
4 paires bas coton, à 95 centimes	3 80
1 parapluie.	5 »
1 boîte à peignes	» 65
1 démêloir, 1 peigne fin.	1 30
1 brosse à tête	1 20
1 brosse à dents, 1 à ongles, 1 à peignes	1 30
2 éponges, 60 centimes; 1 verre toilette, 15 centimes	» 75
1 brosse à habits	1 »
2 brosses à souliers	1 »
1 crochet à boutons	» 25
	6 80
TOTAL.	Fr. 200 »

NOTA. — L'inspection des trousseaux sera faite dans les pensions de filles par M^{mes} les Inspectrices, et, dans les pensions de garçons par MM. les Inspecteurs accompagnés des Inspectrices

ART. 17. — Les chefs d'institution ne peuvent sous aucun prétexte réclamer des parents des pupilles aucun objet en dehors de la nomenclature. Les objets accessoires, qui ne figurent pas dans la nomenclature et dont les parents jugeraient néanmoins convenable de pourvoir leurs enfants, ne peuvent être fournis qu'avec l'autorisation du chef de l'établissement.

ART. 18. — Les objets composant les trousseaux des pupilles appartiennent à la Ville de Paris, soit en totalité, soit pour la moitié, suivant qu'un trousseau ou un demi-trousseau a été accordé à l'enfant.

Les pupilles qui vont en vacances ne peuvent, à moins d'une autorisation spéciale, emporter que leurs vêtements quotidiens; les autres objets du trousseau doivent rester à l'institution.

Aucun objet du trousseau d'un pupille ne peut, pour quelque motif que ce soit, servir à un autre élève de l'institution.

Les objets de literie sont fournis par le chef d'institution et restent sa propriété.

ART. 19. — Le prix de la pension des pupilles à la charge de la Ville est payé aux chefs d'institution à l'expiration de chaque trimestre.

Tout mois commencé doit être payé intégralement.

Quand le pupille n'entre qu'après le mois commencé, la pension de l'enfant ne sera due que pour la partie du mois passée par l'enfant dans l'institution.

Toutefois, si, par le fait du chef d'institution lui-même, les pupilles devaient être retirés de l'institution dans le cours d'un trimestre, le prix de la pension ne serait dû par la Ville que depuis le commencement du trimestre en cours jusqu'au jour de la sortie des pupilles.

ART. 20. — Le prix du trousseau de chaque pupille ou la portion de ce prix à la charge de la Ville sera payé aux chefs d'institution dans le mois qui suivra l'entrée de l'enfant.

L'allocation annuelle de 100 francs destinée au renouvellement du trousseau est payée d'année en année à la date correspondante à celle de l'entrée de l'enfant dans l'institution.

ART. 21. — Les sommes à payer par la Ville aux chefs d'institution pour les pensions ou trousseaux de pupilles sont liquidées sur la production d'états nominatifs établis en double exemplaire par le chef d'institution et visés par l'inspecteur primaire ou l'inspectrice des pensionnats.

Ces états nominatifs doivent être transmis à l'Administration :

1^o Pour le paiement des frais de trousseau, dès que l'inspecteur ou l'inspectrice a constaté la présence dans l'institution de l'enfant désigné pour y être placé et vérifié l'exactitude du trousseau qui lui est destiné et qui devra être marqué;

2^o Pour le paiement des pensions, dans la seconde quinzaine du dernier mois de chaque trimestre.

TITRE II

Rapports de l'Administration avec les familles et les Chefs d'institution.

ART. 22. — Les parents des enfants auxquels le Conseil municipal accorde une bourse ou une fraction de bourse de la Caisse des pupilles sont tenus de se présenter au jour qui leur est indiqué à la Préfecture de la Seine (direction de l'Enseignement, 1^{er} bureau), où il leur est remis un bulletin avec lequel ils doivent se rendre à la mairie de leur domicile pour y prendre le nom et l'adresse d'un médecin de l'Administration, qui est chargé d'examiner l'enfant et qui délivre à la famille, s'il y a lieu, un certificat constatant que l'enfant est dans les conditions exigées par l'article 6.

Le placement de tout pupille est subordonné à la production de ce certificat (1).

ART. 23. — Les parents des pupilles qui n'auront obtenu qu'une demi-bourse avec demi-trousseau doivent prendre l'engagement écrit d'acquitter régulièrement entre les mains du chef d'institution le complément de la pension et des frais de trousseau laissé à leur charge. La portion du prix du trousseau doit être acquittée au moment de l'entrée de l'enfant dans l'institution; la portion du prix de la pension se paie par trimestre et D'AVANCE.

En cas d'inexécution de cet engagement, l'enfant doit être immédiatement rendu à sa famille par le chef d'institution, la Ville de Paris ne garantissant pas le paiement des sommes laissées à la charge des familles.

ART. 24. — Les familles sont tenues de conduire les pupilles à l'institution pour laquelle ils ont été désignés dans un délai de huit jours au plus à dater de l'avis qui leur est adressé par l'Administration. Passé ce délai, les enfants peuvent être considérés comme déchus de leurs droits.

Les enfants doivent être pourvus par la famille du linge et des effets qui leur sont indispensables pour attendre la confection de leur trousseau.

ART. 25. — Toute réclamation, toute plainte que les parents pourraient avoir à élever doit être adressée à l'Administration.

ART. 26. — Les parents des pupilles ne peuvent voir ou faire sortir leurs enfants qu'aux jours et aux heures fixés par le règlement particulier de l'institution et dans les conditions déterminées par ce règlement.

Toutefois, l'Administration se réserve le droit de suspendre, si elle le juge convenable, les visites des parents et les sorties des enfants.

L'Administration peut également interdire aux parents, au cas où cette mesure lui paraîtrait nécessaire, de se faire accompagner par des personnes étrangères à la famille de l'enfant.

Les familles qui ne se conformeraient pas absolument aux interdictions de ce genre que l'Administration aurait cru devoir prononcer s'exposeraient au retrait immédiat de la bourse ou fraction de bourse de pupille accordée à leurs enfants.

ART. 27. — Les pupilles qui, par leur mauvaise conduite, leur esprit indiscipliné ou leur paresse habituelle, etc., ne se seraient pas montrés dignes de la faveur dont ils ont été l'objet, pourront, après un avertissement notifié à la famille, être privés de leur bourse ou fraction de bourse.

La déchéance est prononcée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission administrative, et l'enfant est rendu à ses parents ou à son tuteur.

En cas de faute grave, l'enfant peut, en vertu d'une décision administrative, être retiré de l'institution et rendu à sa famille sans avertissement préalable.

ART. 28. — En outre des obligations qui leur sont imposées par le présent règlement, les parents des pupilles sont tenus de se soumettre strictement à toutes les prescriptions du règlement particulier de l'institution dans laquelle leurs enfants ont été placés.

(1) Pour simplifier les formalités administratives imposées aux familles avant l'entrée de leurs enfants en pension, M. Prétet propose de remplacer l'article 22 par celui-ci :

ART. 22. — Les parents des enfants auxquels le Conseil municipal accorde une bourse ou une fraction de bourse de la Caisse des pupilles en sont immédiatement prévenus, et sont invités à se rendre, à une heure et un jour fixés à la mairie de leur domicile, devant le médecin de l'Administration chargé d'examiner l'enfant et de délivrer à la famille, s'il y a lieu, un certificat constatant que l'enfant est dans les conditions exigées par l'article 6. Le placement de tout pupille est subordonné à la production de ce certificat, que la famille devra déposer au 1^{er} bureau de l'Enseignement le lendemain du jour où il lui aura été délivré.

CHAPITRE II. — *Obligations imposées aux chefs d'institution.*
Régime alimentaire. — Soins hygiéniques.

ART. 29. — Les dispositions d'ordre général contenues dans le règlement des écoles publiques du département de la Seine (hygiène et propreté des classes, discipline de l'école, punitions, congés, etc.) doivent être observées, dans l'intérieur de leurs établissements, par les chefs d'institution qui reçoivent des pupilles de la Ville de Paris.

Un exemplaire imprimé de ce règlement est remis à chaque chef d'institution.

ART. 30. — Aucune distinction, de quelque nature que ce soit, ne peut être établie entre les pupilles de la Ville de Paris et les autres élèves de l'institution.

Le règlement particulier de l'institution est applicable aux pupilles dans toutes ses dispositions. Communication de ce règlement doit être donnée aux familles des pupilles.

ART. 31. — Les fournitures classiques, livres, cahiers, etc., sont à la charge du chef d'institution.

ART. 32. — Une alimentation saine et fortifiante doit être donnée aux enfants. Il est exigé qu'ils aient de la viande et du vin deux fois par jour.

Ils doivent être conduits en promenade une fois par semaine au moins.

Ils sont tenus dans un état constant de propreté. Une fois au moins par mois, ils doivent prendre un bain.

ART. 33. — Les chefs d'institution sont tenus de prendre l'engagement écrit de se conformer aux obligations de toute nature qui leur sont imposées par le présent règlement.

L'Administration, d'accord avec la Commission administrative, proposera au Conseil municipal de retirer à un chef d'institution les pupilles qui lui auront été confiés, lorsque ce chef d'institution n'aura pas strictement observé cet engagement ou lorsqu'il aura donné lieu à des reproches graves.

En cas d'urgence, le retrait des pupilles pourra être prononcé d'office par l'Administration, sauf ratification ultérieure par la Commission administrative et le Conseil municipal.

CHAPITRE III. — *Cas de maladie. — Service médical. — Traitement des pupilles malades.*

ART. 34. — En cas de maladie, les pupilles doivent être gardées et soignées à l'institution.

Une chambre spéciale devra être réservée dans l'établissement aux pupilles malades.

Les pupilles malades ne sont retirés de l'institution et rendus à leurs familles que s'ils sont atteints d'une affection contagieuse ou présentant un caractère particulier de gravité.

S'il est établi que la famille ne peut subvenir aux frais de la maladie du pupille ou le faire soigner dans des conditions satisfaisantes, l'Administration prendra des mesures pour faire admettre l'enfant dans un établissement hospitalier.

Au cas où les pupilles paraîtront atteints de maladies chroniques ou constitutionnelles, susceptibles d'être traitées à l'établissement, l'Administration pourra faire suivre à ces enfants le traitement particulier que nécessitera leur état de santé.

Si le traitement du pupille dans l'établissement ne paraît pas possible, l'enfant devra être repris par ses parents jusqu'à sa complète guérison.

Si la maladie est reconnue incurable, le pupille sera rendu définitivement à sa famille,

ART. 35. — Des abonnements seront passés par l'Administration avec des médecins, domiciliés à proximité des institutions, pour le traitement des pupilles malades.

Les conditions de cet abonnement devront être ratifiées par la Commission administrative de la Caisse des pupilles.

ART. 36. — Dès que des symptômes de maladie se seront manifestés chez un pupille, les chefs d'institution pourront s'adresser directement à ces médecins, sauf à en donner avis à l'Administration.

Si le médecin est d'avis que le pupille malade doive être transporté hors de l'institution, le bulletin de consultation devra être immédiatement transmis à l'Administration par le chef d'institution.

Si le transfert hors de l'établissement n'est pas jugé nécessaire, le chef d'institution devra se charger du traitement du pupille malade en se conformant aux ordonnances du médecin et procurer à l'enfant tous les remèdes ou médicaments prescrits.

ART. 37. — Un abonnement sera passé par l'Administration avec l'Assistance pour assurer à Paris la délivrance des médicaments nécessaires aux pupilles malades aux prix fixés par le bureau de bienfaisance.

Le même abonnement sera passé avec les pharmaciens des communes du département de la Seine qui ont adhéré au tarif établi par l'administration de l'Assistance publique pour le service des enfants assistés.

Dans les autres communes et dans les départements limitrophes, les médicaments seront achetés par les chefs d'institution aux prix ordinaires.

ART. 38. — Les avances faites par les chefs d'institution pour achat de médicaments ou autres frais occasionnés par la maladie d'un pupille leur seront remboursées par l'Administration sur la production d'une facture certifiée par le médecin qui aura soigné l'enfant.

Les dépenses diverses auxquelles peut donner lieu le traitement des pupilles malades placés par les soins de l'Administration dans des établissements hospitaliers seront liquidées et payées sur la production d'états dressés par l'économe ou l'agent comptable et visés par le directeur de l'établissement.

ART. 39. — Au cas où un pupille décéderait soit à l'institution, soit dans un établissement hospitalier, l'Administration pourra prendre à sa charge les frais de l'enterrement, mais seulement s'il est constaté que la famille de l'enfant ne peut y faire face.

ART. 40. — Une réserve pour frais généraux sera prélevée sur les fonds ordinaires de la Caisse des pupilles et servira à couvrir les dépenses qui résulteront tant des causes ci-dessus indiquées que des diverses mesures qui pourront être prises par l'Administration, en conformité du présent règlement, afin d'assurer le fonctionnement régulier de la Caisse des pupilles.

ART. 41. — L'état de ces diverses dépenses sera soumis deux fois par an à l'approbation de la Commission administrative.

CHAPITRE IV. — Enseignement. — Surveillance. — Placement des pupilles après leur sortie des pensionnats.

ART. 42. — L'instruction primaire est donnée aux pupilles dans les institutions libres sous la surveillance des inspecteurs primaires et des inspectrices des pensionnats du département de la Seine, agissant à titre de délégués spéciaux de la Caisse des pupilles (1).

(1) ART. 42. — Après le premier paragraphe, M. Prétet propose d'insérer ce qui suit :

Chaque pupille, à son entrée en pension, reçoit un carnet individuel et

Les pupilles doivent être admis à tous les exercices ou leçons (chant, dessin, gymnastique, etc.) auxquels prennent part les autres élèves de l'institution.

La volonté des parents est scrupuleusement observée en ce qui concerne la participation ou la non-participation des pupilles à un enseignement et à des exercices religieux.

La déclaration des parents doit être inscrite sur un registre spécial ouvert à l'institution.

ART. 43. — Les inspecteurs de l'enseignement primaire et les dames inspectrices des pensionnats du département de la Seine, chargés de la surveillance des pupilles placés dans les institutions de leur circonscription, adressent deux fois par an à l'Administration, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet, des rapports détaillés sur la tenue matérielle, pédagogique et morale de ces institutions.

A chacun de ces rapports sont jointes des notices individuelles résumant tous les renseignements et appréciations que l'inspecteur ou l'inspectrice a à donner sur la conduite, les progrès, le caractère et les aptitudes spéciales de chaque pupille.

ART. 44. — Les inspecteurs ou inspectrices sont consultés sur toutes les mesures que l'Administration peut être amenée à prendre, soit à l'égard des chefs d'institution, soit à l'égard des pupilles, en conformité des dispositions énoncées dans le présent règlement.

Ils transmettent à l'Administration, avec leur avis, les demandes ou réclamations émanant des chefs d'institution.

ART. 45. — La mission ci-dessus attribuée aux inspecteurs primaires et aux dames inspectrices des pensionnats, pour la surveillance des pupilles placés dans le département de la Seine, est exercée dans les mêmes conditions, et par les mêmes inspecteurs et inspectrices, à l'égard des institutions situées dans les départements limitrophes et recevant des pupilles.

ART. 46. — L'Administration, d'accord avec la Commission, désignera les inspecteurs ou inspectrices auxquels sera spécialement confiée la surveillance des pupilles placés dans les départements limitrophes et déterminera les institutions dont chacun d'eux sera chargé.

Une indemnité de déplacement de 5 francs sera allouée, indépendamment des frais de voyage, aux inspecteurs ou inspectrices pour chacune des inspections auxquelles ils seront appelés à procéder dans ces derniers établissements.

Le paiement desdites indemnités et le remboursement des frais de voyage seront effectués sur la production d'un état fourni par les ayants droit et visé par le directeur de l'Enseignement primaire.

ART. 47. — Le pupille qui, pendant son séjour au pensionnat, sera devenu orphelin, ou dont les père et mère auront disparu, devra être placé, lorsque ses autres parents auront refusé de s'en charger, sous la tutelle légale du directeur de l'Assistance publique, conformément aux dispositions du décret du 19 janvier 1811 et de la loi du 10 janvier 1849.

trimestriel, contenant six années et tenu en double par le chef de l'établissement.

Ce carnet devra être envoyé au service de l'Enseignement avec les états trimestriels et repris dans les trois mois par le chef d'établissement, qui donnera de vive voix les explications nécessaires sur les pupilles qui lui sont confiés.

Ce carnet sera remis à la famille du pupille sortant, et le double, tenu par l'instituteur, sera remis à l'Administration et déposé aux archives.

ART. 48. — Les pupilles, à moins d'inconduite ou d'incapacité constatée, resteront dans les institutions jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le certificat d'études primaires, et au plus tard jusqu'à l'âge de 13 ans.

Les enfants qui, dans le cours de leurs études, ont manifesté des aptitudes exceptionnelles, sont signalés à l'Administration par les chefs d'institution et admis à concourir, si leurs familles le désirent, pour les bourses d'enseignement secondaire ou d'enseignement primaire supérieur instituées par la Ville de Paris.

Les enfants qui obtiennent ces bourses continuent à être placés sous la protection de la Caisse des pupilles. Celle-ci, après enquête sur la situation de la famille, peut compléter, s'il y a lieu, la quotité de la bourse accordée au pupille.

Si l'enfant a obtenu son admission à l'externat gratuit dans une école primaire supérieure, il peut lui être accordé, sur les fonds de la Caisse des pupilles, une bourse d'entretien.

ART. 49. — Les enfants qui n'ont pas obtenu leur admission dans les établissements d'enseignement secondaire ou d'enseignement primaire supérieur sont, à la suite de l'obtention du certificat d'études primaires, et au plus tard à l'âge de 13 ans, rendus à leurs familles.

Si la famille n'existe plus ou si elle se refuse à reprendre son enfant, le pupille est confié à l'administration de l'Assistance publique pour être rangé suivant sa situation, soit dans la catégorie des enfants assistés, soit dans la catégorie des enfants moralement abandonnés.

L'administration de l'Assistance publique pourvoit à son apprentissage par les moyens dont elle dispose.

ART. 50. — Si la famille reprend l'enfant, la Caisse des pupilles peut lui continuer sa protection pour compléter son éducation par l'apprentissage d'un métier manuel.

La Caisse des pupilles n'intervient, dans ce cas, que pour aider la famille dans le choix de la profession que l'enfant devra embrasser.

En dehors de cette assistance morale, la Caisse des pupilles, suivant la situation de la famille constatée après nouvelle enquête, peut lui venir en aide par l'allocation d'une subvention pendant la durée de l'apprentissage.

Une fois l'enfant placé en apprentissage, la famille, conformément à ses droits naturels et légaux, reste seule responsable de l'enfant vis-à-vis du patron qu'elle a choisi.

ART. 51. — Les compléments de bourse dans les établissements d'enseignement secondaire ou d'enseignement primaire supérieur, les bourses d'entretien et les subventions pour apprentissage sont accordés par délibération de la Commission administrative de la Caisse des pupilles.

Il est rendu compte, chaque année, au Conseil municipal des allocations ainsi accordées.

TITRE III

Dispositions particulières. — Orphelinats.

ART. 52. — Les orphelinats ou autres établissements d'instruction et de bienfaisance qui reçoivent une subvention sur les fonds de la Caisse des pupilles de la Ville de Paris, et dans lesquels le Conseil municipal ne se sera pas réservé la désignation des enfants qui doivent y être entretenus au moyen de ladite subvention, seront tenus d'adresser à l'Administration, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année, une liste nominative d'enfants orphelins ou indigents admis gratuitement dans l'établissement, en nombre égal au moins au chiffre des bourses que représente le montant de la subvention à raison de 500 francs par bourse.

Ces listes nominatives devront être accompagnées de renseignements sommaires sur chacun des enfants recueillis par l'établissement.

ART. 53. — Le présent règlement sera mis en vigueur à dater du 1^{er} octobre 1883.

M. Préfet résume ainsi l'exposition de cette organisation :

38 pensions de garçons et 57 de filles sont autorisées à recevoir des pupilles.

Le nombre des pupilles admis du 1^{er} octobre 1881 au 1^{er} octobre 1883 a été de 761.

Dans ce nombre, on compte 514 garçons et 247 filles seulement; cette disproportion considérable provient de ce qu'il existe dans le département de la Seine près de cent orphelinats de filles, tandis qu'il n'y en a que trois de garçons; et encore l'absence complète d'enfants au-dessous de douze ans et au-dessus de seize ans dans les établissements de garçons prouve-t-elle que ce sont moins des orphelinats que des maisons d'apprentissage.

La dépense totale s'élève à 613,579 francs.

Le nombre des maladies graves a été de 20.

Celui des décès a été de 2.

Le rapporteur croit de cet ensemble pouvoir tirer ces deux conclusions:

1^o *Que la société laïque, sans dépenses excessives, peut et par conséquent doit créer, entretenir et diriger des établissements de bienfaisance constitués à son image;*

2^o *Que l'enseignement laïque, si calomnié aujourd'hui par les ennemis de la République qui ne veulent y voir que des écoles d'athéisme, n'a en réalité pour objet que d'affaiblir et détruire, s'il se peut, dans l'esprit des enfants, le germe des dissensions religieuses; que c'est l'unique instrument de concorde et d'union que nous ayons entre les mains, et qu'à ce titre il s'impose comme un devoir politique et patriotique à la fois.*

Les rapports bisannuels émanant des Inspecteurs et les Inspectrices primaires portent sur la tenue des établissements, leur hygiène, leur mobilier scolaire, leur direction et surveillance sur le travail, les études, la conduite; ils sont satisfaisants soit quant aux maîtres, soit quant aux élèves.

Ce serait une flatterie indigne de la Ville de Paris d'affirmer que l'Institution de ses pupilles est dès à présent arrivée à un degré de perfectionnement complet. Il est certain que l'on n'a point encore franchi la période des tâtonnements.

Le 9 avril 1881, à propos d'une interpellation de M. de Heredia qui réclamait instamment le fonctionnement du service, MM. Georges Martin et Jobbé Duval ont proposé la décentralisation de l'institution par la création de 10 ou 12 lits dans chaque École Communale et par la mise à l'étude dans chacune des municipalités pari-

siennes de la constitution d'une Caisse des Pupilles pour les Orphelins de l'arrondissement.

Cette proposition a été renvoyée à la Commission, mais sous la réserve bien entendu des votes précédemment acquis. Elle peut sembler séduisante en ce sens qu'elle rapproche l'assisté du protecteur, et permet de ne pas éloigner l'enfant de la famille. Est-elle conciliable avec l'ensemble des devoirs déjà si multiples des Instituteurs qu'elle semble transformer en Directeurs d'Institution et en Économes ?

Certains points de contact sont à régler entre l'administration de l'Assistance publique et la Direction de l'Enseignement primaire de la Seine. C'est ainsi que dans une lettre datée de Décembre 1882, M. le Directeur de l'Assistance publique a formulé les deux demandes suivantes :

1° Toutes les fois qu'un enfant patronné par la Caisse des pupilles deviendra orphelin ou rentrera dans les conditions prévues par le décret du 19 janvier 1811, le directeur de l'Assistance publique en sera avisé ; il prendra alors les mesures nécessaires pour que l'enfant soit pourvu d'un conseil de famille ou, qu'en cas d'impossibilité reconnue, il soit immatriculé au nombre de ses pupilles.

L'enfant ainsi pourvu régulièrement d'un tuteur restera placé par les soins de la Caisse des pupilles, et sous la surveillance du Conseil municipal.

Le rôle du directeur de l'Assistance publique sera pour cet enfant le même que celui des père, mère, parents ou tuteur de tous les autres enfants de la Caisse des pupilles.

2° La Caisse des pupilles devait primitivement assurer aux enfants les bienfaits de l'instruction jusqu'à leur treizième année. Il y a lieu d'examiner ce qu'il convient de faire, dans le cas où elle continuerait son patronage passé cet âge. Si l'enfant n'est pas placé comme boursier, dans un établissement d'instruction supérieure, et s'il doit être mis en apprentissage, ne conviendrait-il pas de le confier à l'Assistance qui l'installerait chez un patron comme les moralement abandonnés ? Dans ce cas, il faudrait ajouter à l'article 44 du projet de règlement un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Les pupilles pourvus de ce certificat pourront, selon les qualités de bonne conduite, de zèle et de travail dont ils auront fait preuve, et les aptitudes qui auraient pu se révéler chez eux, entrer comme boursiers municipaux dans des établissements d'instruction publics ou libres (collèges, écoles primaires supérieures), ou être placés en apprentissage.

» Dans ce cas, ils sont confiés au service des pupilles de la Seine, et, suivant leurs aptitudes, placés en apprentissage, soit à Paris, soit en province, chez des particuliers ou dans les écoles professionnelles dont dispose le service. »

Il importe également de bien déterminer la ligne de démarcation entre les attributions de la 4^e Commission du Conseil municipal (Instruction publique), dans laquelle rentre la Caisse des pupilles et la Commission spéciale d'organisation ; ceci ressort très clairement du rapport de M. Desmoulins présenté le 23 juillet 1884.

Une *Commission administrative* a été chargée de rechercher les établissements dans lesquels des enfants pourraient être placés et de déterminer le prix

de la pension : le travail principal de la Commission a consisté dans le *choix des établissements*.

On a dû se demander si cette Commission ne devait pas s'occuper de l'administration même de la Caisse des pupilles et exprimer des avis ; il a été décidé qu'elle devait seulement surveiller la marche générale du service et examiner les demandes d'admission, qu'en un mot, elle n'avait pas de *résolution à prendre*.

Aussi qu'est-il arrivé ? C'est qu'en 1883, par exemple, on s'est trouvé en présence de 900 dossiers, sur lesquels 200 ont été admis après avoir été appréciés d'une façon générale. C'est un système défectueux.

Dans une nouvelle organisation de la Caisse des pupilles, M. Boué recommande la distinction des pouvoirs pédagogique et administratif. Il lui paraît tout naturel que la 4^e Commission, qui a une compétence spéciale en matière pédagogique, tienne à conserver dans ses attributions la Caisse des pupilles ; mais elle ne pourra le faire que quand l'œuvre sera complètement organisée. Cette organisation ne peut être confiée qu'à une Commission spéciale, qui devra visiter les établissements dans lesquels sont placés les pupilles ; — qui aura le droit de vérification et de contrôle et assurera, en définitive, la réalisation des vues du Conseil municipal.

Enfin à un autre point de vue, un membre du Conseil municipal de Paris M. Amouroux s'est élevé contre l'État de choses actuel avec une grande véhémence. Il a blâmé la situation privilégiée faite dans la famille à un enfant parmi ses frères et sœurs. Privilège d'ailleurs fort triste, parce que le commencement d'Instruction donnée écartera les Pupilles des ateliers sans leur donner un emploi. Il a conclu que la faveur soit accordée à la famille entière pour venir en aide à l'Universalité des Enfants. Les objections n'ont pas manqué : on a dit que ce serait faire de l'Assistance et non pas de l'Enseignement ; que l'œuvre de la Ville serait compromise et que l'on arriverait ainsi avec l'Enseignement primaire obligatoire à donner une indemnité aux pères de famille auxquels on enlèverait la charge de leurs enfants. Néanmoins, le rapporteur de 1884, M. Desmoulins, considérant que M. Amouroux demandait simplement de faire une expérience et de prendre sur les fonds des pupilles une somme de 120,000 francs destinée à des Bourses d'Entretien, lesquelles pourraient être attribuées aux familles chargées d'enfants qui n'entreraient pas dans l'une des catégories prévues dans les §§ 1, 2, 3, de l'article 1 de la Délibération du 14 Décembre 1880, a adopté cette idée qui a été consacrée par le vote de la majorité de la Commission.

Si l'on se souvient que la Commission rejette la proposition faite par l'Assistance publique de placer les pupilles de la Ville comme les moralement abandonnés dans l'Industrie à 13 ans, et si l'on veut bien réfléchir qu'en demeurant dans la pratique infidèle à sa délibération du 14 Décembre 1880 qui vise l'Enseignement manuel et professionnel le Conseil municipal ferait des déclassés et non des ouvriers instruits, la proposition Amouroux est peut-être une solution

transitoire de la question de l'Enseignement technique des Pupilles, En confiant le secours au père de famille lui-même elle lui permet de pourvoir directement à l'apprentissage ; elle supprime ce qu'il y avait de despotique dans la confiscation de la puissance paternelle au sujet de la Direction morale ou religieuse de l'Enfant. L'expérience dira si le maniement partiel des fonds publics peut être utilement surveillé aux mains du père de famille, si l'application en est rigoureusement faite à l'Éducation primaire et technique, enfin, si le choix des familles bénéficiaires aura été effectué avec une justice impartiale en considération du mérite, des charges, de l'honnêteté, de la moralité, et sans préoccupation politique, religieuse ou philosophique.

Malgré les hésitations dues et à la nouveauté de l'institution et à la direction d'un corps collectif soumis aux fluctuations électorales, malgré certains partis pris regrettables, il faut surtout, dans une époque divisée comme la nôtre, chercher les points d'approbation, d'éloge, d'union et de concorde. Il en est un qui se dessine largement dans l'institution que nous venons d'esquisser, c'est la bienfaisance. Il convient d'ailleurs d'user d'une grande indulgence vis à vis d'une institution née d'hier et qui déclare modestement n'être pas assez sûre d'elle même pour tracer sa charte définitive. Notre étude, notre jugement comme le sujet sur lequel ils portent ne sauraient être que préparatoires. Nous espérons pouvoir placer toute notre confiance dans l'avenir de l'institution des pupilles.

Au milieu des tempêtes, dans cet océan de l'histoire où flottent les épaves des trônes, des sceptres, des peuples, des rois, des vertus et des crimes, s'avance le séculaire vaisseau de la Ville de Paris. Il va voiles déployées vers la terre fugitive du progrès ; son pilote est la science. Ses manœuvres paraissent parfois audacieuses, mais si le glorieux navire dédaigne souvent les souvenirs instructifs du passé et les conseils des vieux marins, c'est qu'il se fie à son ancre de salut, la Charité. Avec elle, il échappe indestructible aux périls : *Fluctuat nec mergitur*.

Ernest NUSSE,

Docteur en droit, avocat à la cour d'appel,
Secrétaire de la Société.

NECROLOGIE

FÉLIX BAPTEROSSES

Né en 1813 à Bièvre, d'un père ouvrier graveur de cylindres pour impressions sur étoffes à la fabrique de Jouy, Félix Bapterosses suivit l'École des frères de la Doctrine chrétienne de son village. Il vint à Paris où il fut apprenti chez M. Byver, constructeur d'instruments pour le polissage des glaces. Bapterosses se procura quelque argent en vendant des inventions. Il put ainsi avoir des ressources suffisantes pour créer l'appareil à mouler cent boutons à la fois, quand jusque-là cette opération n'avait pu s'effectuer que sur deux boutons simultanément. En 1851, M. Bapterosses fonda la grande usine qui emploie 2,000 personnes et recouvre 17 hectares. M. Bapterosses fut non seulement un grand industriel, mais un homme de bien. M. l'Inspecteur Linarès a fidèlement peint la noblesse du caractère de M. Bapterosses dans le discours suivant qu'il a prononcé sur sa tombe, le 16 avril 1885.

» Après les voix amies et plus autorisées qui viennent de rendre hommage au grand travailleur, à la gloire industrielle qui descend prématurément dans cette tombe, la mienne n'aura de valeur que d'être celle du représentant de la loi du travail, que M. Bapterosses observait avec ce respect du devoir, cette exactitude rigoureuse qu'il apportait dans toutes les choses de la vie.

Parmi les œuvres généreuses qui viennent de nous être rappelées, toutes inspirées par sa sollicitude éclairée et, l'on peut dire, passionnée, pour l'amélioration et la garantie du sort de l'ouvrier, il m'appartient de noter particulièrement celle des grandes écoles que son amour de l'enfance, de l'enfance ouvrière, lui avait fait créer dès la première heure... Là, sur des bancs dont l'heureuse disposition avait précédé les perfectionnements actuels de ceux de nos écoles publiques, viennent s'asseoir journellement 300 jeunes garçons et jeunes filles, partageant leur temps entre l'école et l'atelier, pour devenir un jour ces ouvriers intelligents, laborieux, rangés, de la grande usine, qui, de quelques mètres carrés qu'elle occupait dans le principe, s'étend aujourd'hui sur 10 hectares de terrain, distribuant autour d'elle le travail et l'aisance à des centaines de familles.

Je n'oublierai jamais le récit que me fit M. Bapterosses, dans son

langage coloré autant qu'élevé, le jour de ma première visite, comme exemple de ce que peut le génie d'un homme pour faire son chemin au milieu des obstacles et apporter sa part de solution au grand problème social. Enfant de ses œuvres — et il en était fier — il aimait à raconter les difficultés de ses débuts, ses efforts, ses déceptions et ses joies des premiers succès. Et il ajoutait :

« ... Quand je m'établis à Briare, il n'y avait aucune industrie; seules quelques femmes déguenillées gagnaient 4 ou 5 sous par jour à la batellerie sur la Loire... Et la moralité était à peu près... au même taux... car elle habite difficilement avec le dénûment. Aujourd'hui 1,200 ouvriers gagnent largement leur vie dans nos ateliers, et la journée d'une jeune fille intelligente peut atteindre 3 francs et plus. Or, contrairement à l'opinion souvent émise à l'endroit des centres industriels, la morale y a trouvé son compte autant que le bien-être. Sans doute celui-ci ne suffit pas pour assurer le règne de la vertu sur la terre; mais, en se trouvant à l'abri du besoin, et sous l'égide d'une tenue propre et décente, on acquiert le respect de soi-même... Tandis que le vice et la misère sont trop souvent des frères jumeaux.

Qu'ajouterais-je qui ne soit connu et n'ait été dit?... M. Bapterosses emporte les regrets unanimes du pays, où il s'était élevé au rang des plus grands, mais où il était resté l'ami des petits, le bienfaiteur du pauvre et le père du travailleur... En ouvrant une nouvelle voie à la céramique, il a créé une industrie spéciale, que sa haute intelligence s'appliquait à perfectionner sans cesse, et si solidement établie qu'elle échappe à la crise qui malheureusement en atteint tant d'autres et cause tant de souffrances à l'heure présente. La fabrication du *bouton populaire*, qui semble presque donné pour rien, maintient son chiffre fabuleux qui n'est pas moindre de 9 millions d'unités pour la mise en carte quotidienne, effectuée en dehors de l'usine, dans un rayon de plusieurs lieues, et dans de nombreux villages, où ce travail facile apporte quelque aisance, sans enlever la femme à sa famille et à son ménage. En même temps la *perle de Briare* continue de faire concurrence à celle de Venise sur les marchés de l'Orient, son prix n'étant aussi que de quelques sous, si belle et si brillante cependant qu'un jour un voyageur du centre de l'Afrique put en échanger un collier contre une paire de bœufs: Voilà les facteurs de l'étonnante fortune.

Mais la fortune n'est pas plus injuste qu'aveugle quand elle comble de ses faveurs ceux qui en font un noble emploi, et qui ont entrepris la conquête de la déesse, non pas comme l'homme du fabuliste, en courant après elle, ni en l'attendant à la porte, mais par l'ascendant

du talent et du caractère, et en combattant vaillamment sur cet autre champ d'honneur où la vapeur remplace le canon, et où la victoire appartient aussi de nos jours à celui qui sait organiser et conduire les gros bataillons, — des bataillons de travailleurs. L'armée moderne de l'industrie a également ses grands capitaines, ses héros : ce sont les Bapterosses, Honneur à eux ! Leurs victoires sont aussi celles de la France, qui saura toujours les placer dans ses annales au nombre de ses plus glorieux enfants : car ils accroissent la production et la richesse nationales, et contribuent à assurer à notre chère patrie la suprématie sur le terrain du goût et du génie industriels, où, malgré ses épreuves, elle a su garder et gardera le premier rang dans le monde. »

HENRI-ÉDOUARD TRESCA

M. Henri-Édouard Tresca est né à Dunkerque le 12 octobre 1814. Reçu à Saint-Cyr en 1832, il tournait ses vues vers l'École polytechnique à laquelle il fut admis en 1833, en même temps qu'il remportait au concours général de la Sorbonne le prix de physique dans la classe de mathématiques spéciales. Sorti dans les ponts et chaussées et nommé élève-ingénieur en 1833, il donna sa démission dès 1841 pour suivre la carrière d'ingénieur civil, à la suite d'une longue maladie qui le détermina à renoncer aux services publics. Après le licenciement de l'école en 1834, les professeurs et élèves s'étant concertés pour que l'enseignement ne fût pas interrompu, Tresca avait été choisi par Thénard comme préparateur et même comme suppléant. — Tresca, devenu Ingénieur civil, débuta par la construction de deux usines pour la fabrication de l'acide stéarique et de la distillation des huiles minérales.

Nommé inspecteur principal de l'Exposition universelle de Londres en 1850, M. Tresca classa les produits français. Il s'y lia avec le colonel, depuis général Morin, dont il fut au Conservatoire des Arts et Métiers, le collaborateur en 1852, le successeur comme professeur de mécanique en 1854. En même temps, il devenait inspecteur des Écoles d'Arts et Métiers, visitait celle d'Aix pendant une épidémie cholérique et faisait preuve d'autant de résolution que de courage. M. Tresca fit d'intéressantes recherches sur le poinçonnage et le rabotage des métaux ; ses expériences avec M. Laboulaye pour déterminer l'équivalent mécanique de la chaleur, sont demeurées célèbres. Il en est de même des comparaisons entreprises avec M. Silbermann sur les étalons prototypes des poids et mesures. On lui doit aussi la théorie appelée par lui *l'écoulement des solides*, par laquelle il est parvenu au moyen d'agents ingénieusement employés

à mesurer les modifications déterminées par d'énormes pressions. Si l'on ajoute que M. Tresca a largement contribué à la réorganisation de l'École d'Horlogerie de Cluses et de l'Institut agronomique, on se fera une idée de l'étendue des puissantes facultés de son esprit et de sa force d'assimilation.

Désigné après la mort de J.-B. Dumas pour présider le Conseil de l'École Centrale, M. Tresca, qui étudiait avec ardeur le problème du transport de la force par l'électricité, succomba sous le double poids de l'âge et du travail. Il avait dit à ses amis *qu'il ne saurait s'arrêter*. Il avait tristement raison : seule la mort pouvait lui imposer le repos.

CHRONIQUE

LES APPRENTIS ET VICTOR HUGO

Au Panthéon, M. Auguste Ninet, doyen-directeur d'écoles professionnelles, a prononcé les quelques paroles suivantes :

« MESSIEURS,

» Victor Hugo a chanté l'enfant du faubourg. Il a immortalisé Gavroche.

» Les apprentis de l'enseignement professionnel pleurent le poète, le grand homme et plus encore leur ami.

» Ils lui adressent les adieux des jeunes âmes... avec l'espérance de le revoir... »

L'ÉCOLE MUNICIPALE DIDEROT

L'école reçoit des apprentis pour le travail des métaux et du bois.

Elle comprend huit sortes de métiers : forge ; tours sur métaux ; ajustage ; serrurerie ; mécanique de précision ; modelage ; menuiserie ; tours sur bois.

Pendant la première année les élèves ne suivent pas le métier spécial qu'ils doivent pratiquer ; ils passent successivement des ateliers du bois à ceux du fer jusqu'au commencement de la deuxième année.

Le but de l'école est de former des ouvriers instruits et habiles dans l'ensemble des travaux de leur état.

La durée de l'apprentissage est de trois ans.

Les apprentis sont partagés en trois sections, ou années, déterminées par le degré d'apprentissage.

La journée comprend six heures d'atelier pour les deux premières sections, huit heures pour la troisième ; cinq heures de classe pour les deux premières, trois heures pour la troisième.

Les deux genres d'exercices sont séparés par des repos consacrés au repas et à la récréation.

Chacune des premières et deuxième années est divisée en deux sections (A et B), pour l'instruction générale.

Les élèves sont externes.

L'enseignement est gratuit, et les élèves sont fournis gratuitement de tous les moyens d'étude et de travail.

Aucun élève n'est admis avant l'âge de 13 ans révolus, ni après 16 ans.

Les candidats sont reçus après un examen qui aura lieu à l'école à 7 heures et demie du matin, le 25 août 1885.

L'examen écrit comprend : 1° dictée d'orthographe usuelle; 2° des problèmes sur les quatre opérations de l'arithmétique, le système des poids et mesures et un croquis à main levée.

Les inscriptions des candidats sont reçues au siège de l'école, jusqu'au jour de l'examen, tous les jours non fériés, de 10 heures du matin à 4 heures du soir.

L'ÉCOLE INDUSTRIELLE DE VERSAILLES

Une véritable manifestation vient d'avoir lieu à Versailles en faveur de l'enseignement technique.

M. Léon Say présidait la première réunion du Comité de patronage de l'Ecole industrielle fondée, en 1866, par M. Bertrand, sous les auspices de M. Laboulaye.

Le banquet a été suivi d'une visite aux ateliers, où les élèves-apprentis travaillent éclairés par la lumière électrique.

M. Bertrand, disciple de M. Pompée, le fondateur de l'école Turgot, a fait vivement ressortir, dans un discours sobre et net, la nécessité de refaire la grandeur de notre pays par un enseignement professionnel à la fois théorique et pratique. Il termine par ces mots : « Tout pour le travail et pour la patrie. »

MM. Léon Say et F. Passy, de l'Institut, ont successivement répondu en félicitant M. le Directeur de l'école des progrès accomplis dans les deux dernières années, et se sont associés aux larges idées exposées par lui sur cette intéressante question de l'enseignement technique.

L'OUVRIER PENSIONNAIRE DE LA CHAMBRE DE L'AMEUBLEMENT

La Chambre syndicale de l'Ameublement de Paris, dans l'assemblée générale des groupes qui la composent, s'est occupée de la création d'une récompense à décerner chaque année à un vieil ouvrier de l'industrie de l'ameublement. Un rapport sur cette question sera présenté à la prochaine assemblée générale.

Cette récompense ne peut se traduire utilement que par une pension viagère, et nous croyons savoir que telle est l'intention de ses fondateurs. Elle vient à la suite des récompenses du même genre que le Comité central des syndicats patronaux du bâtiment a résolu d'instituer pour les années à venir.

Cette intention a été dictée auxdits syndicats par la cérémonie touchante de la distribution des médailles, qui a eu lieu l'année dernière sous la présidence de M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur. On a vu là qu'il y avait mieux à faire, et l'on a pris des mesures en conséquence. L'année prochaine, la distribution des médailles sera accompagnée de titres de rentes. C'est quelque chose.

La Chambre syndicale de l'Ameublement fait acte de justice en entrant dans cette voie. Une seule récompense n'est pas beaucoup, mais c'est toujours plus que rien. Elle ne s'arrêtera pas là, bien certainement, et nous serons heureux d'applaudir les nouveaux efforts qu'elle fera sur ce terrain.

LES COURS PROFESSIONNELS DES CHAUFFEURS, CONDUCTEURS ET MÉCANICIENS

La Chambre syndicale des Chauffeurs, Conducteurs et Mécaniciens a porté à la connaissance de tous les ouvriers chauffeurs-mécaniciens que les cours professionnels, un moment suspendus à la Mairie du IV^e arrondissement, se sont rouverts le mercredi 20 mai, à 8 heures du soir, pour se continuer tous les quinze jours. La réouverture de ces cours a eu pour but le concours en juillet ou août 1885, concours théorique et pratique, où seront décernées des récompenses telles que diplômes et médailles.

La Chambre syndicale et les groupes de la Fédération des Sociétés de Paris, l'Union, la Rive Gauche, et les Indépendants, et les groupes de la province, ainsi que les ouvriers n'appartenant à aucun groupe, ont été priés de bien vouloir assister au cours du 20 mai, où il leur a été remis un questionnaire en se faisant inscrire pour le cours.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DU PASSAGE SAINT-PIERRE

Une troisième école professionnelle va être créée par l'administration municipale, passage Saint-Pierre (VI^e arrondissement). La nouvelle école sera affectée à l'enseignement de toutes les industries de précision : horlogerie, instruments de physique, etc.

EMPLOI DES FEMMES DANS LES BRASSERIES

— M. Merlin, sénateur, maire de Douai, vient de prendre un arrêté relatif à l'emploi des femmes dans les brasseries :

Considérant que la facilité laissée à l'ouverture des débits de boissons impose à l'autorité le devoir de les surveiller avec plus de vigilance ;

Que l'exagération du personnel des servantes et leur choix peu scrupuleux ont fait d'un certain nombre de ces établissements des maisons clandestines de prostitution échappant à la surveillance de la police et aux mesures préventrices prescrites par l'autorité, dans l'intérêt de la morale et de la santé publique ;

Qu'il est urgent dès lors de réprimer ces abus,

Arrêtons :

Article 1^{er}. — Il est expressément interdit aux cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons de prendre comme domestique ou comme ouvrière à la journée aucune fille mineure.

Il leur est également interdit d'employer aucune fille ou femme qui ne soit pas munie d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par l'autorité administrative compétente.

Ce certificat, dont la date ne devra pas remonter à plus de trois mois, contiendra la mention de l'usage auquel il est affecté. Il sera renouvelé tous les trois mois.

Il devra être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité.

Art. 2. — Aucun cafetier ou cabaretier ne peut affecter plus de deux femmes au service de son débit de boissons.

Il est défendu aux filles ou femmes employées dans les établissements dont il s'agit de s'asseoir à côté des consommateurs et de prendre ou d'accepter aucune consommation.

Art. 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons employant leurs filles ou parentes majeures et mineures, à la condition que ces dernières, à partir de l'âge de quatorze ans, solent, comme leurs filles ou parentes majeures, munies du certificat de bonne moralité dont il est parlé à l'article 1^{er}.

Le nombre des personnes ainsi employées réduira d'autant celui fixé à deux par l'article 2 des auxiliaires du sexe féminin étrangères à la famille.

Il est interdit aux filles ou parentes des cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons, majeures de quatorze ans, qui ne seraient pas munies du certificat de bonnes vie et mœurs, de séjourner dans des locaux affectés habituellement à l'usage du débit ou dans des pièces et dépendances de la maison où des consommations seraient servies.

ENFANT FIGURANT TROP JEUNE DANS UNE REPRÉSENTATION

Nombre de pères et mères posent, en principe, que l'enfant doit commencer à gagner sa vie, dès qu'on peut tirer de lui un profit quelconque. Ces parents, dont les enfants doivent être un rapport et non une charge, ont pour excuse de faire comme ont fait leurs auteurs ; de sorte que l'atelier ou la baraque foraine passant avant le maître d'école, la plupart des susdits parents ne savent pas lire et laisseraient leurs enfants dans la même ignorance si le législateur n'avait pas imposé l'instruction obligatoire et interdit le travail avant un âge déterminé.

Et voilà comment nous avons devant la police correctionnelle un père qui ne sait pas lire, et un enfant de huit ans, sa fille, qu'il fait travailler. Il se nomme Caron et est directeur d'un cirque forain. Sa petite fille exécutait des voltiges sur un cheval.

Tout se tient, d'ailleurs, dans ce monde illettré, et on ne saurait être surpris de voir ce père en un tel état d'ivresse, au moment même où son enfant était exposée à un grave accident, que le commissaire de police ne put obtenir de lui la moindre explication.

« Pour éviter un scandale (lit-on dans le procès-verbal), nous avons dû le faire conduire à la caserne de gendarmerie, où nous avons pu lui faire comprendre, enfin, qu'il n'avait pas le droit d'employer son enfant de huit ans dans ses représentations. »

Caron est prévenu d'infraction à l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874.

Il allègue pour sa défense qu'il ne connaissait pas cette loi et qu'il ne sait ni lire ni écrire.

Le Tribunal l'a condamné à 50 francs d'amende.

L'ÉCOLE MÉNAGÈRE

Le *Bulletin municipal* publie un très intéressant programme relatif à

L'ÉCOLE MUNICIPALE PROFESSIONNELLE MÉNAGÈRE de la rue Fondary, n° 20.

C'est une fondation qui fait grandement honneur à la ville de Paris et qui peut servir de modèle pour les grands centres, tant en France qu'à l'étranger.

Voici le programme en son entier :

L'école municipale professionnelle ménagère est destinée à offrir aux jeunes filles qui ont terminé leurs études primaires le moyen d'apprendre une pro-

fession lucrative, tout en s'exerçant aux soins du ménage et en se préparant ainsi à l'accomplissement des devoirs qui les attendent dans la famille.

Les études d'enseignement primaire ne devant pas être supprimées entièrement pour les jeunes filles, elles trouveront dans l'école professionnelle de la rue Fondary, 20, des cours destinés à préparer à l'examen du certificat d'études primaires celles qui n'auraient pas encore subi cet examen et à fortifier dans leurs études celles qui seraient déjà pourvues du certificat.

L'enseignement est gratuit. (Des bourses d'entretien ont été instituées par le Conseil municipal pour aider les familles reconnues nécessiteuses, après enquête, en attendant le moment où leur enfant sera en état de gagner sa vie.)

Les élèves sont externes. Elles entrent à l'école à huit heures du matin et en sortent à cinq heures et demie du soir, tous les jours de la semaine.

La durée de l'apprentissage est de trois ans.

La journée de travail comprend cinq heures et demie de travail manuel, trois heures d'enseignement théorique pour les élèves de première et de seconde année, sept heures d'atelier et une heure et demie de classe pour les élèves de troisième année.

Cours spéciaux répondant à la profession choisie par l'élève.

Couturières. — Lingères. — Brodeuses. — Corsetières. — Repasseuses. — Plumassières et fleuristes.

Pendant toute la durée de l'apprentissage, les élèves seront exercées à tour de rôle à la couture usuelle et aux travaux du ménage.

Cours généraux obligatoires pour toutes les élèves.

Enseignement primaire. — Notions de comptabilité. — Dessin. — Économie domestique. — Coupe et assemblage. — Gymnastique.

Études facultatives.

Langue anglaise. — Aquarelle.

Les élèves reçoivent, à titre de récompense, une prime proportionnelle à l'importance du travail fait par elles, lorsque ce travail est de nature à être utilisé.

Toutes les élèves sans exception doivent apporter leur déjeuner ou le prendre à la cantine de l'école, aucune autorisation de sortie ne pouvant être accordée dans la journée.

Un certificat d'apprentissage et des livrets de caisse d'épargne, variant de 75 fr. à 250 fr., sont accordés aux élèves à la fin de la troisième année (deux années pour le repassage), lorsque ces jeunes filles ont satisfait à toutes les épreuves des examens de sortie.

Les examens d'admission auront lieu à l'école : le lundi 10 août pour la première série d'inscription ; le mercredi 30 septembre pour la deuxième série.

Les inscriptions seront reçues dans l'école, jusqu'au 8 août, et du 1^{er} septembre au 26 septembre inclusivement. Les jeunes filles qui veulent se faire inscrire devront être âgées de treize ans au moins et de quinze ans au plus. Toutefois, les élèves pourvues du certificat d'études primaires seront admises au-dessous de treize ans et seront dispensées de l'examen d'entrée.

Nota. — Les travaux des élèves seront exposés dans l'école professionnelle ménagère, afin que les familles puissent constater les progrès de leurs enfants.

La rentrée a eu lieu le jeudi 1^{er} octobre 1885.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Gautreau , fabricant de machines agricoles, à Dourdan (Seine-et-Oise)	L'inspecteur Linarès
Dujonquay , manufacturier, à Saint-Mesme près Dourdan. .	id.
Poupinel , propriétaire, conseiller général, à Saint-Arnoult . .	id.
Beslier , fabricant de produits pharmaceutiques, à Coulommiers	id.
Brodard , inspecteur, à Coulommiers.	id.
Marc , directeur de la Société française des munitions, à Bruyères-de-Sèvres	id.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 5 novembre 1885.

PRÉSIDENCE DE M. PAUL BÉRARD, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures 1/2.

Sont absents et excusés : MM. *Léon Say*, Président, *D^r Marjolin*, *Faustin-Hélie*, Vice-Présidents, *Froger de Mauny*, *Lemaigre*.

Le procès-verbal de la séance du 16 juillet 1885 est adopté sans réclamation.

M. le Président *Bérard* donne la parole à M. *Nusse*, Secrétaire, pour le dépouillement de la correspondance et les communications.

LIVRES, BROCHURES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ. — Nous avons reçu de la *Préfecture de Police* le rapport annuel de la commission départementale supérieure du travail des enfants et filles mineures employés dans l'industrie pour 1884; — de la *Société d'apprentissage de jeunes orphelins*, le compte rendu de l'exercice 1884; — de la *Chambre syndicale de l'Horlogerie*, le palmarès de 1885; — de celle du *Papier*, le compte rendu de la distribution des prix du 10 mai 1885; — de la maison *Moutier*, l'organisation du travail et la participation aux bénéfices pendant l'exercice 1885; — de M. *Georges Berger*, le projet d'organisation financière de l'Exposition Internationale Universelle de 1889. — Enfin de M. *Bernot*, les *Chants de l'Enfance ouvrière*.

EXPOSITION INTERNATIONALE D'ANVERS. — Le 31 juillet 1885, nous étions avisés par M. *Lami*, membre du Jury international, que « lors du passage du Jury de la classe III à l'Exposition d'Anvers, il lui avait été impossible d'examiner les documents de la Société qui n'étaient point exposés. » — Une nouvelle lettre du 9 septembre nous a confirmé que « le Jury s'est trouvé dans l'impossibilité de décerner une récompense » — nos livres

et les objets exposés par nous ont été perdus par l'administration.

Mais, du moins, celle-ci a-t-elle eu soin de nous faire payer deux fois une des sommes dues. Comme on nous avait réclamé trente francs en avril, nous avons envoyé le 7 un bon de poste, ce qui n'a pas empêché l'administration de faire présenter le 26 avril une traite de trente francs qui a été acquittée par mégarde.

Comme une lettre ultérieure nous a avisés d'une traite nouvelle de 5 francs, nous avons répondu que nous ne payerions rien tant qu'on ne nous restituerait pas nos livres d'une valeur de 150 francs et le double emploi de 25 francs dont nous sommes victimes. — Après une correspondance échangée avec le Président du Comité d'administration et le Commissaire de la République, les livres ont fini par être retrouvés dans le cabinet de ce dernier, et la somme de 25 francs nous a été renvoyée et encaissée par notre Trésorier.

COMMUNICATIONS, SUBVENTION MUNICIPALE. — Le Conseil municipal de Paris, rompant avec une habitude qui paraissait traditionnelle, a refusé en 1885 à notre Société toute subvention. Voici comment ce fait se trouve relaté dans le *Bulletin* municipal officiel du 6 août 1885 contenant le compte rendu analytique de la séance du 5 août.

M. LE RAPPORTEUR. — ... La Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures, n'ayant dépensé en 1884 que 987 fr. 37 c. sur une recette de 18,747 francs, nous vous proposons de ne pas continuer la subvention de 1,000 francs...

Ces conclusions ont été adoptées. Il y a dans cet exposé une erreur fondamentale. Les dépenses de la Société excèdent évidemment 987 fr. 37 c. Il y a là certainement une faute d'impression. Quant aux 18,747 francs de recette, ils sont imaginaires et le rapporteur a pris ce chiffre en omettant de défalquer les mouvements de caisse.

Votre zélé Trésorier, M. Isidore Roche, a immédiatement fait les rectifications utiles, mais il lui a été répondu, sans contester leur justesse, que l'état financier de la Société paraissait trop prospère pour justifier une subvention.

M. Roche, Trésorier, appuie les observations de M. Nusse et remarque, en outre: 1° que l'équilibre des finances est une

preuve de vitalité qui doit servir la Société dans l'esprit du Conseil ; 2° que le Conseil n'a pas tenu compte de la dépense de la fête bisannuelle qui est à cheval sur deux exercices.

M. *Bérard*, Président, recommande cette situation à tout le dévouement de M. le Trésorier, qui ramènera sans doute le Conseil à son appréciation passée.

LIVRES, PUBLICATIONS OBSCÈNES. — En exécution du vote émis par la Société en la séance du 16 juillet 1885, une lettre a été adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, pour attirer son attention sur les publications obscènes distribuées ou vendues dans les rues et nuisant à la moralité de l'enfance ouvrière.

Notre honorable Vice-Président, M. *Chaix*, persistant avec la plus louable opiniâtreté dans la mission qu'il s'est donnée de créer des obstacles à l'introduction dans les Écoles professionnelles des publications malsaines, nous a le 27 septembre dernier, adressé la lettre suivante :

MON CHER COLLÈGUE,

Je crois opportun de poursuivre, aussi hardiment qu'il nous sera possible, la campagne commencée contre les publications malsaines et ordurières qui, sur les murs et aux étalages, s'imposent à la vue des enfants.

L'initiative que prendra la Société de Protection en cette circonstance rendra le plus grand service à la jeunesse des ateliers, et notre Société aura cet honneur d'avoir fermement accentué, dans l'intérêt des bonnes mœurs, un mouvement qui, vous le verrez par le bulletin ci-inclus, se développe aussi bien à l'étranger que dans notre pays.

Cette lettre renfermait la communication suivante :

Londres, 9 septembre. — Les associations ouvrières de Londres ont envoyé aujourd'hui une députation au lord-maire afin de protester contre la vente, dans les rues de la Cité, de publications obscènes.

Le lord-maire a exprimé sa sympathie pour le but poursuivi par la députation et a dit qu'il fera de son mieux exécuter la loi existante, mais que, si cette loi n'est pas assez rigoureuse, c'est au ministre de l'intérieur qu'il appartient de demander au Parlement de la modifier.

Nous espérons que de semblables résolutions seront prises, en France, par l'autorité compétente.

M. *Chaix*, à la veille de la réouverture des Chambres, propose à la Société d'entreprendre cette campagne de moralisation de la rue en faveur de l'enfance. Il y a là un but honorable qui rentre bien dans notre programme. M. *Chaix* veut bien communiquer l'entrefilet suivant sur le cri des journaux et les obscénités qui l'accompagnent :

LE CRI DES JOURNAUX. — Nous avons toujours pensé qu'il était interdit de crier dans les rues, avec les titres des journaux, les fausses nouvelles qu'ils débitent parfois. Notre opinion était raisonnable, non fondée en droit. La cour de cassation, après un long débat, nous donne tort. Aussi les camelots s'en donnent à cœur joie.

Ce soir, on hurlait dans les rues : « Voyez le TERRIBLE accident de M. Grévy ! »

Et sur les boulevards on recommence à nous harceler avec les amours de la baronne d'Ange, les petits livres de M^{me} de Montifaud, le journal de C... et autres ordures.

Il n'y a plus, pour les gens qui aiment à être tranquilles et à pouvoir marcher dans la rue en paix en donnant le bras à leurs femmes et la main à leurs enfants, qu'à se souvenir que, quand il n'y a plus de lois, il reste des cannes !

Après une discussion à laquelle prennent part MM. *Chaix, Bérard, Turney, Fliche, Nusse*, sur l'organisation de l'intervention de la Société près des pouvoirs publics, la Société vote à l'unanimité : 1^o qu'elle délègue son Comité judiciaire pour faire un rapport sur la question de la protection à donner aux mineurs pour les garantir contre les obscénités imprimées qui se débitent dans la rue ; 2^o qu'elle délègue son Bureau pour statuer sur ce rapport et conclure ; 3^o qu'elle délègue son Président, M. *Léon Say*, pour intervenir près des pouvoirs publics.

ORDRE DU JOUR, QUESTIONS A DISCUTER. — M. le Président *Bérard* donne la parole à M. *Nusse* pour faire sa communication sur les Tapissiers de Paris et leur patronage industriel d'apprentis (*Applaudissements*).

M. *Bérard* fait une conférence très applaudie sur le décret qui protège les enfants contre les poussières qui se dégagent de certains travaux.

M. *Bérard* ayant parlé du procédé préventif du mouillage de la matière à ouvrer, spécialement dans la fabrication des chiffons, M. *Chaix* déclare qu'il ne l'a point encore vu employer.

M. *Bérard* l'a vu appliquer dans le Midi ; il a apprécié également d'autres procédés tels que le tampon dans la bouche avec tuyau conducteur d'air pris derrière le dos de l'ouvrier.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire de la Société,
Ernest Nusse.

ACTES OFFICIELS

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 19 MAI 1874 PENDANT L'ANNÉE 1884, PAR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans le rapport que nous avons eu l'honneur de vous adresser l'année dernière sur l'inspection du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, nous avons cru utile d'examiner l'ensemble des résultats obtenus pendant la période qui s'est écoulée depuis la promulgation de la loi du 19 mai 1874. Nous avons constaté que les progrès, lents au début, s'étaient peu à peu accentués et qu'à la fin de l'année 1883, la plupart des grands établissements industriels appliquaient la loi d'une façon satisfaisante. Sans doute, les petits ateliers laissaient encore à désirer; mais nous exprimions la conviction que, si l'influence salubre de l'inspection s'y faisait sentir plus fréquemment, les contraventions y deviendraient également de plus en plus rares. Pour arriver à ce résultat, il était nécessaire d'augmenter le nombre des inspecteurs, afin de pouvoir donner à chacun d'eux une circonscription moins étendue. Cette réforme n'a pu avoir lieu que dans le courant de l'année 1885; aussi la situation des établissements industriels au point de vue de l'application de la loi sur le travail des enfants a-t-elle été, à peu de chose près, la même en 1884 qu'en 1883. Il est, d'ailleurs, facile de le constater en examinant pour chaque article de la loi les renseignements qui ont été fournis à la commission par les inspecteurs.

SECTION PREMIÈRE

Établissements visités. — Age d'admission. — Durée du travail.

Le nombre des établissements visités par le service de l'inspection s'est élevé, en 1884, à 48,916, alors qu'il n'avait été, l'année précédente, que de 47,617. Ces chiffres se répartissent ainsi qu'il suit :

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
1 Paris	24.756	25.521	765	»
2 Orléans	2.665	3.128	463	»
3 Nevers	434	493	59	»
4 Nancy	437	521	84	»
5 Reims	1.771	2.171	400	»
6 Lille	2.171	2.031	»	140
7 Rouen	3.521	2.537	»	984
8 Lisieux	1.228	990	»	238
9 Nantes	530	436	»	94
10 Limoges	865	877	12	»
11 Bordeaux	1.539	2.722	1.163	»
12 Toulouse	1.686	3.383	»	303
13 Nîmes	541	706	225	»
14 Marseille	414	1.108	694	»
15 Lyon	3.039	2.232	»	807
TOTAUX	47.617	48.916	Soit en plus : 1.299	

Il ressort de ce tableau que, dans plus de la moitié des circonscriptions, le chiffre des établissements visités a augmenté. Le zèle des inspecteurs, nous sommes heureux de le constater, est donc loin de se ralentir. Conformément aux indications contenues dans notre dernier rapport, la plupart d'entre eux ont surtout fait leurs visites dans les petits ateliers où sont disséminés un grand nombre d'enfants. Mais ils constatent avec regret, comme nous l'avons fait nous-même l'année dernière, que toute une catégorie d'établissements échappe à leur contrôle. Nous voulons parler des ouvroirs, établissements charitables ou d'enseignement professionnel, dans lesquels les enfants sont souvent soumis à une durée de travail bien supérieure à celle permise par la loi. Nous croyons donc devoir appeler de nouveau sur ce point l'attention du gouvernement.

Si le nombre des établissements visités a augmenté d'une manière sensible, celui des enfants et des filles mineures que les inspecteurs ont rencontrés dans leurs visites a diminué dans une proportion notable, surtout dans quelques circonscriptions.

Les rapports des inspecteurs mentionnent 193,258 enfants ou filles mineures, au lieu de 213,001, chiffre constaté en 1883.

Le tableau suivant en donne la répartition par circonscription d'inspection :

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
1 Paris	39.484	40.585	1.101	»
2 Orléans	10.316	11.903	1.587	»
3 Nevers	6.772	5.936	»	836

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
4 Nancy	7.971	7.699	»	272
5 Reims	9.443	10.371	928	»
6 Lille	37.176	34.948	»	2.228
7 Rouen	37.053	25.243	»	11.810
8 Lisieux	6.083	5.639	»	444
9 Nantes	4.780	4.340	»	440
10 Limoges	4.851	4.676	»	175
11 Bordeaux	2.075	2.602	527	»
12 Toulouse	4.384	5.622	1.238	»
13 Nîmes	10.799	8.479	»	2.320
14 Marseille	5.667	4.672	»	995
15 Lyon	26.147	20.543	»	5.604
TOTAUX	213.001	193.258	Soit en moins : 19.743	

La diminution constatée peut être attribuée à diverses causes: la crise industrielle que subit en ce moment notre pays, l'application de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction obligatoire et la création d'écoles professionnelles ont dû influencer, dans une certaine mesure, sur le nombre des enfants occupés dans l'industrie.

Il ne paraît pas possible, d'ailleurs, de tirer une conclusion absolument certaine des chiffres du tableau ci-dessus, puisque le service de l'inspection ne donne que le nombre des enfants rencontrés dans les établissements visités et non celui des enfants et des filles mineures occupés dans tous les établissements industriels de la région.

Quant aux enfants de 10 à 12 ans, dont l'emploi est toléré dans certaines industries, leur nombre diminue de plus en plus. Il n'est plus actuellement que de 1 1/4 p. 0/0 du nombre total des enfants et des filles mineures.

Les états statistiques fournis par les inspecteurs donnent, pour 1884, un chiffre de 1,771 enfants de 10 à 12 ans, alors que, l'année précédente, il s'était élevé à 4,234. Ainsi qu'il ressort du tableau suivant, la diminution constatée porte surtout sur les 7^e et 15^e circonscriptions

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
1 Paris	130	184	54	»
2 Orléans	241	235	»	6
3 Nevers	5	33	28	»
4 Nancy	11	14	3	»
5 Reims	282	202	»	80
6 Lille	239	201	»	38
7 Rouen	2.439	459	»	1.980
8 Lisieux	124	125	1	»
9 Nantes	43	62	19	»

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
10 Limoges	61	41	»	50
11 Bordeaux	6	4	»	2
12 Toulouse.	19	6	»	3
13 Nîmes	66	5	»	61
14 Marseille.	40	65	25	»
15 Lyon	528	159	»	369
TOTAUX.	4.234	1.775	Soit en moins : 2.459	

Cette diminution considérable doit être attribuée non seulement à l'application de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction obligatoire, mais aussi aux inconvénients que présente le travail de demi-temps.

SECTION II

Travail de nuit, des dimanches et jours fériés.

Les prescriptions de la loi du 19 mai 1874 sont généralement observées sur ce point. Néanmoins, certaines infractions se produisent encore, moins dans les établissements où le travail de nuit et du dimanche est absolument interdit que dans ceux où il est toléré sous certaines conditions déterminées par des règlements d'administration publique, notamment dans les verreries. Dans le rapport relatif à l'année 1883, nous avons déjà appelé sur ces établissements l'attention spéciale des inspecteurs. Les tolérances très larges qui ont été accordées aux verriers à cause même du travail qu'ils exécutent, nous paraissent suffisantes pour leur permettre d'obéir aussi complètement que les autres industriels aux prescriptions de la loi de 1874. Il est indispensable que les inspecteurs y veillent.

Aux termes de l'article 4, le travail de nuit n'est interdit aux filles mineures que dans les usines et manufactures. Certains inspecteurs ont exprimé le vœu que cette interdiction soit étendue à tous les établissements industriels. Ils ont fait remarquer que, dans certains ateliers, le travail des filles mineures était parfois poursuivi très avant dans la nuit, et qu'il y avait là un danger sérieux à la fois pour leur santé et leur moralité. Nous nous bornons à signaler ces *desiderata* dans ce rapport. La commission supérieure a été chargée par le gouvernement d'étudier les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions législatives réglementant le travail dans les établissements industriels. C'est en se livrant à ce travail qu'elle pourra utilement examiner dans quelle mesure il y a lieu de tenir compte des observations qui lui ont été soumises afin de concilier le devoir de protection des faibles, qui s'impose au gouvernement, avec les intérêts de certaines industries.

SECTION III

Travaux souterrains.

Les rapports des inspecteurs divisionnaires ne présentent en général aucune observation nouvelle de nature à être notée au sujet du travail dans les galeries souterraines. Les prescriptions de la loi de 1874 qui interdisent complètement le travail des femmes continuent à être observées. Mais les difficultés que nous avons signalées dans notre dernier rapport au sujet de la durée du travail des enfants au fond de la mine se sont représentées dans diverses circonscriptions. Ce travail a été limité à huit heures par le règlement d'administration publique du 12 mai 1875. Dans certaines grandes exploitations minières, pour se conformer aux prescriptions de ce règlement, on a divisé les enfants en trois équipes employées huit heures chacune. Mais, dans les mines moins importantes, les ouvriers forment encore en général deux équipes et la durée du travail des enfants se trouve ainsi forcément dépassée. Nous espérons que des efforts sérieux seront faits par les chefs d'exploitation pour assurer la stricte exécution de la loi de 1874 et des règlements qui la complètent. Nous insistons de nouveau à cet égard sur la nécessité du concours des ingénieurs des mines.

SECTION IV

Instruction primaire.

Nous avons parlé, dans notre précédent rapport, des difficultés que rencontrait dans certaines circonscriptions l'application des articles de la loi de 1874 relatifs à l'instruction primaire, depuis le vote de la loi sur l'instruction obligatoire. Certains instituteurs, à tort suivant nous, ne croyaient plus devoir délivrer le certificat élémentaire créé en vertu de la loi de 1874, et il en résultait des inconvénients sérieux pour le contrôle des inspecteurs du travail. Depuis lors, la situation ne s'est guère modifiée, et il sera sans doute nécessaire d'avoir recours à la voie législative pour y mettre un terme. Quelle que soit la solution définitive qui intervienne, il nous paraît indispensable, en attendant, de continuer à appliquer la loi de 1874 dans ses dispositions relatives à l'instruction primaire. C'est d'ailleurs ce qui se pratique dans la plupart des circonscriptions.

La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction obligatoire a fait créer partout de nouvelles écoles communales. Comme conséquence, le nombre des écoles de fabrique et de cours spéciaux fondés par les industriels a diminué d'une façon sensible depuis la promulgation de cette loi. On en comptait 667 en 1882, 615 en 1883, et en 1884 il n'en existait plus que 527.

Voici, d'ailleurs, les chiffres fournis par les inspecteurs pour les années 1883 et 1884 :

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
1 Paris	80	28	»	52
2 Orléans	31	34	3	»
3 Nevers	8	6	»	2
4 Nancy	13	2	»	11
5 Reims	109	101	»	8
6 Lille	115	109	»	6
7 Rouen	78	63	»	15
8 Lisieux	33	26	»	7
9 Nantes	20	4	»	16
10 Limoges	23	22	»	1
11 Bordeaux	5	3	»	2
12 Toulouse	27	71	44	»
13 Nîmes	21	23	2	»
14 Marseille	10	19	9	»
15 Lyon	42	9	»	48
TOTAUX	615	520	Soit en moins: 95	

Le mouvement décroissant continuera sans nul doute ; mais les écoles communales ne nous paraissent pas cependant pouvoir, dans tous les cas, remplacer utilement les écoles de fabrique. Dans celles-ci, en effet, les cours peuvent facilement avoir lieu aux heures qui conviennent le mieux au genre de travail exécuté dans telle ou telle industrie. En outre, certaines usines sont parfois situées à une assez grande distance de l'école communale, où les enfants ne peuvent alors être facilement envoyés. Ces diverses considérations détermineront certainement un certain nombre d'industriels à maintenir les écoles de fabrique qu'ils ont instituées dans leurs établissements. L'instruction des enfants ne pourra qu'y gagner.

SECTION V

Surveillance des enfants. — Police des ateliers.

Nous ne nous arrêterons pas aux articles relatifs au livret, au registre d'inscription, à l'affichage. Ils sont d'ordre un peu secondaire, en ce sens qu'ils ont été inscrits dans la loi moins en vue de la protection directe de l'enfance laborieuse que pour faciliter le contrôle des inspecteurs et leur permettre de constater si les autres prescriptions sont exactement observées. A ce dernier point de vue, ils ont néanmoins leur importance, et les inspecteurs auraient tort de fermer les yeux sur leur inobservation. En ce qui

concerne le registre d'inscription, nous ne saurions trop leur recommander, comme nous l'avons déjà fait dans notre dernier rapport, d'y mettre leur visa à chaque visite en l'accompagnant d'annotations sur la situation de l'établissement visité relativement à l'application de la loi de 1874.

Travaux dangereux ou excédant les forces. — Salubrité et sécurité des ateliers.

C'est ici une des parties les plus intéressantes de la loi du 19 mai 1874 et une de celles sur lesquelles la commission supérieure a cru devoir appeler plus particulièrement l'attention des inspecteurs. Ces derniers, d'ailleurs, veillent avec le plus grand soin à ce que, conformément aux prescriptions de la loi et des règlements qui l'ont complétée, les enfants ne soient employés que dans des ateliers présentant toutes les conditions de sécurité désirables. Ils reconnaissent que généralement les industriels montrent beaucoup de bonne volonté et se rendent assez facilement à leurs observations lorsqu'il s'agit de prendre quelques précautions de détail. Malheureusement, des difficultés plus grandes se présentent lorsqu'il s'agit d'établissements déjà anciens, marchant avec un matériel relativement défectueux et installés dans des locaux mal aérés et mal éclairés. Il serait nécessaire de renouveler tout un outillage, et les industriels sont parfois dans l'impossibilité matérielle de le faire. Aussi, un certain nombre d'accidents survenus à des enfants ont-ils été signalés aux inspecteurs en 1884. D'après les rapports qui nous ont été communiqués, ils s'élèvent à 201 et se répartissent comme suit :

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
1 Paris	42	37	»	5
2 Orléans	4	2	»	2
3 Nevers	2	8	6	»
4 Nancy	27	12	»	15
5 Reims	20	16	»	4
6 Lille	10	12	2	»
7 Rouen	4	13	9	»
8 Lisieux	30	63	33	»
9 Nantes	9	10	1	»
10 Limoges	3	6	3	»
11 Bordeaux	2	4	2	»
12 Toulouse	5	»	»	5
13 Nîmes	1	3	2	»
14 Marseille	3	4	1	»
15 Lyon	13	11	»	2
TOTAUX	175	201	Soit en plus : 2	

On le voit, le nombre des accidents constatés est supérieur à celui des années précédentes. Est-ce à dire pour cela que les causes de danger aient augmenté? Nous ne le croyons pas. Tous les inspecteurs reconnaissent, au contraire, que la plupart des industriels tiennent le plus possible compte de leurs observations, couvrent les engrenages et font de sérieux efforts pour éviter les accidents. Si le chiffre qui figure au rapport de cette année est supérieur à celui de 1883, cela tient surtout à ce que, conformément aux instructions qui leur ont été adressées, les fonctionnaires administratifs et judiciaires commencent à signaler plus régulièrement aux inspecteurs les accidents dont ils ont connaissance.

SECTION VI

Inspection.

La commission supérieure, dans son dernier rapport, avait signalé la nécessité d'augmenter le nombre des inspecteurs divisionnaires. Cette augmentation a été effectuée dans le courant de l'année 1883, et les inspecteurs sont maintenant au nombre de 21. En 1884, le service a continué à fonctionner sur ses anciennes bases et, malgré leur petit nombre, les inspecteurs ont obtenu d'excellents résultats que nous avons signalés et dont nous sommes heureux de les féliciter.

Le corps des inspecteurs départementaux ne s'est guère modifié en 1884; un seul nouvel inspecteur a été créé dans les Bouches-du-Rhône, mais 63 départements en sont encore dépourvus. Pourtant plusieurs d'entre eux ont une véritable importance au point de vue industriel. Nous formons de nouveau le vœu de les voir donner aux inspecteurs divisionnaires des auxiliaires utiles qui faciliteraient considérablement leur tâche.

SECTION VII

Commissions locales.

Comme les années précédentes, le corps des inspecteurs divisionnaires n'a pas rencontré auprès des commissions locales un concours bien appréciable. Dans le département de la Seine lui-même, l'inspecteur constate « qu'il y a un temps d'arrêt dans le fonctionnement jadis si actif de ces commissions : 34 d'entre elles, soit environ la moitié, ne fonctionnent pas ou fonctionnent si peu qu'elles n'ont point fourni leur rapport annuel en 1884. D'autres se sont bornées à déclarer que tout allait bien dans leur section; d'autres enfin, mais le plus petit nombre, ont montré beaucoup de zèle et d'activité ».

Il sera donc nécessaire, lorsque le moment sera venu, d'examiner les modifications qu'il convient d'apporter à la loi de 1874, de

rechercher s'il est possible de donner à ces commissions une organisation qui en assure mieux le fonctionnement.

SECTION VIII

Commission supérieure.

La Commission supérieure a tenu 13 séances pendant l'année 1884.

En dehors des affaires courantes qui lui ont été soumises, elle a étudié et préparé la réorganisation du service de l'inspection qui vient d'être effectuée. Les nécessités budgétaires n'ont malheureusement pas permis d'accepter dans leur ensemble les propositions qu'elle avait faites à ce sujet. D'autre part, elle a commencé l'étude des modifications qui pourraient être apportées aux lois réglementant le travail dans l'industrie. L'enquête à laquelle elle a procédé à cet effet est actuellement terminée.

SECTION IX

Pénalités.

Conformément aux instructions qui leur avaient été adressées, les inspecteurs montrent de plus en plus de sévérité pour la répression des contraventions à la loi du 19 mai 1874. C'est ce qui explique comment le nombre des procès-verbaux dressés par eux en 1884 est un peu supérieur à celui de l'année précédente, bien que des progrès sérieux aient été constatés dans l'application de la loi précitée.

Voici d'ailleurs, par circonscription, l'état des procès-verbaux dressés :

CIRCONSCRIPTIONS	ANNÉES		DIFFÉRENCE POUR L'ANNÉE 1884	
	1883	1884	en plus	en moins
1 Paris	77	52	»	25
2 Orléans	5	5	»	»
3 Nevers	16	8	»	8
4 Nancy	15	8	»	7
5 Reims	27	12	»	15
6 Lille	8	11	3	»
7 Rouen	12	38	26	»
8 Lisieux	9	8	»	1
9 Nantes	»	35	35	»
10 Limoges	4	2	»	2
11 Bordeaux	10	32	22	»
12 Toulouse	1	3	2	»
13 Nîmes	9	8	»	1
14 Marseille	6	3	»	3
15 Lyon	58	65	9	»
TOTAUX	255	290	Soit en plus : 45	

En résumé, Monsieur le Président, l'œuvre de protection de l'enfance laborieuse se poursuit activement, et nous sommes convaincus que la période nouvelle dans laquelle nous allons entrer par la réorganisation du service de l'inspection donnera des résultats encore plus satisfaisants.

Cette réorganisation, qui a modifié les circonscriptions territoriales d'inspection au commencement de la présente année, rendra très difficile à l'avenir une comparaison entre les statistiques des années écoulées et celles de la période qui va s'ouvrir. Nous avons donc cru utile de mettre sous vos yeux, dans des tableaux récapitulatifs annexés au présent rapport, les divers renseignements fournis par les inspecteurs et relatifs à l'application des divers articles de la loi. Ces tableaux vous montreront que, s'il y a encore beaucoup à faire, des progrès considérables ont été réalisés depuis dix ans.

Daignez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Paris, le 29 août 1885.

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,
A. CORBON.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS, PRÉSIDENTES
ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALES DU TRAVAIL DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

Tenue à la mairie du IV^e arrondissement, le 28 mai 1885.

Extrait du procès-verbal de la séance.

Présidence de M. SONGEON, *Conseiller général.*

La séance est ouverte à 2 h. 1/2.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du premier vœu, qui est présenté par les Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames) :

On devra insérer dans la loi en préparation les titres II et III de la loi de 1854, relatifs aux devoirs réciproques des patrons et des apprentis.

L'on adoptera (en les modifiant et en les étendant à l'enseignement professionnel) les articles 5 de la loi de 1844, 10 et 12 de la loi de 1851, afin d'arriver à obliger les enfants de treize à seize ans à consacrer deux heures par jour à l'apprentissage complet d'un métier, ou à un enseignement technique ou professionnel, tel qu'il a été défini par la loi de 1867.

M. LAPORTE. — ... Je vous demande si vous ne trouveriez pas plus équitable, au lieu de viser seulement les apprentis de treize à seize ans, de dire que tous les enfants, aussi bien ceux qui se livreront au commerce, à la banque, qu'à l'industrie, seront astreints à remplir ce devoir technique et professionnel que vous proposez ? Votre vœu est trop limité ; il ne frappe qu'une catégorie d'enfants, c'est-à-dire ceux se destinant au travail industriel. Je vois là une grosse difficulté, même un danger, pour l'avenir, parce que vous allez rendre presque impossible l'accès de nos manufactures avec toutes ces obligations imposées aux jeunes ouvriers.

J'aurais voulu la suppression d'un mot seulement, celui d'*apprentis*, qui ne s'applique qu'à une catégorie d'enfants.

M. CHARLES LUCAS. — Nous ne pouvons pas nous occuper ici de tous les enfants, de ceux, par exemple, qui passent par l'enseignement secondaire ; si nous ne limitons pas notre vœu il y aura des difficultés. D'ailleurs, nous ne sommes pas, nous, des législateurs ; nous attirons, nous Commissions locales, l'attention des membres de la Chambre sur ce qu'il y a lieu de faire en faveur des enfants de treize à seize ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous me permettre une observation ? Veuillez voir l'ordre du jour que vous avez en mains ; je vous ferai observer que le 4^e vœu, émané de la Commission locale 17 (Hommes et Dames), est absolument corrélatif à celui qui vient d'être lu :

La loi nouvelle devra considérer les Commissions locales surtout comme des comités locaux de patronage et de protection des apprentis, chargés de la surveillance de l'apprentissage et de l'enseignement technique et professionnel ; elle devra leur conférer les attributions, les pouvoirs et les ressources nécessaires pour accomplir cette mission.

Ces deux vœux, étant corrélatifs, doivent être examinés ensemble.

M. ROBIQUET. — Si je suis bien informé des intentions de la Commission, elle aurait visé également les enfants employés dans le commerce. Est-ce que nous voulons astreindre tous les enfants employés dans le commerce à consacrer deux heures par jour à l'apprentissage complet d'un métier, à un enseignement technique ? Si c'est là ce que veut la Commission, je crois le vœu inapplicable, et il exercera une pression trop forte sur la liberté individuelle des familles et des enfants.

M. Charles LUCAS. — Le commerce n'est pas un état; c'est justement depuis quelques années que nous remplissons le rôle de membres de Commissions locales que nous nous sommes aperçus que beaucoup de petits employés de commerce n'ont pas d'état. Comme ils font des courses, comme ce sont de petits hommes de peine, nous disons qu'il est du devoir du négociant, qui prend un certain nombre d'heures par jour permises par la loi et qui utilise les services de ces apprentis, d'en retrancher deux heures pour que ces enfants puissent apprendre un état se rapprochant du commerce qui met en vente, en transit, sous n'importe quelle forme, les produits d'une industrie.

M. FRANCOLIN. — Pour moi, je considère le commerce comme une profession, comme un métier, et il y a un enseignement spécial du commerce que nous n'avons pas encore institué en France. Par conséquent, je considère absolument le commerce comme une profession. (*Approbation.*) Maintenant, je demande la permission de faire remarquer à ceux de nos collègues qui disent que le commerce s'apprend par la pratique, que ce sont là des questions secondaires que nous ne pouvons pas traiter ici parce qu'il ne s'agit pas d'établir l'enseignement commercial; il s'agit de savoir si, comme vous en avez précédemment émis le vœu, la loi de 1874 doit s'étendre à tous les enfants de treize à seize ans, qu'ils soient employés dans le commerce, dans l'industrie ou dans l'agriculture. Vous avez voté plusieurs fois ce vœu et je ne pense pas qu'aujourd'hui vous veuillez voter contre un vœu que vous avez adopté cinq ou six fois.

Si la loi de 1874 est étendue aux enfants de n'importe quelle profession (et je me base sur cette extension), je demande, pour ceux qui n'apprendront pas un métier, pour ceux qui apprendront une profession d'une façon incomplète, qu'il y ait un enseignement professionnel qui vienne s'adjoindre à l'enseignement qui pourra se faire dans l'atelier, au comptoir ou ailleurs, et nous proposons qu'en sus des heures consacrées à la pratique de la profession, il y ait un enseignement professionnel qui se rapporte à la profession de l'enfant. Je dis qu'il est nécessaire qu'il soit obligatoire; s'il ne l'est pas, vous n'aurez pas d'enseignement et vous resterez dans la situation où vous êtes actuellement. Qu'entendons-nous tous les jours les chefs d'industrie nous demander? des apprentis, et des employés; pourquoi n'y en a-t-il pas? parce que vous ne pouvez pas faire de contrats d'apprentissage avec les enfants. L'initiative libre n'ayant pas réussi, n'ayant pas suffisamment agi pour que les contrats d'apprentissage puissent réussir, nous vous demandons que dans cette partie des intérêts généraux, comme dans bien d'autres, la collectivité, la loi intervienne, et que de même que dans le service militaire aux engagements volontaires on a substitué le recrutement général, de

même pour l'enseignement professionnel on substitue l'intérêt général aux intérêts particuliers pour défendre l'enfant contre l'exploitation, que vous avez signalée tant de fois, qui consiste à lui faire faire des courses au lieu de lui apprendre une profession.

M. CARRÉ. — Je crois, Messieurs, que si vous voulez contraindre le commerce à se séparer d'enfants de quatorze à quinze ans en les obligeant à consacrer, en dehors de leurs obligations commerciales chez leurs patrons, deux heures par jour à des cours, vous pourrez porter un grand préjudice à ces enfants, que les patrons ne garderaient pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est évident que la question qui vient d'être soulevée comporte deux éléments bien distincts : il y a un vœu d'ordre moral, un vœu platonique, de sentiment ; nous désirons tous que l'enfant ne soit pas un instrument inerte et passif, absolument condamné à un seul détail d'un seul métier ; nous voulons qu'il soit un homme, un véritable ouvrier, un négociant, un marchand connaissant sa profession. Ce sentiment est général.

Maintenant, où commence la difficulté, c'est dans l'application pratique. Vous parlez d'enseignement complet, professionnel ; vous ne pouvez pas l'imposer aux patrons. Les écoles professionnelles que la ville de Paris commence à créer répondent à ce besoin qui est senti par tout le monde....

Mais vous ne pouvez pas décider dès à présent que la ville de Paris va consacrer 20 ou 22 millions à multiplier les écoles professionnelles de toute espèce, de façon que tous les enfants de toutes les industries, de tous les commerces, puissent y entrer ; vous ne pouvez qu'exprimer un désir ; vous ne pouvez pas faire non plus que toutes les chambres syndicales, que tous les patronages fassent ce qu'ont fait des fabriques d'horlogeries et de reliure, la maison Chaix et quelques autres, des écoles spéciales à leur profession ; seulement nous pouvons nous réjouir de ce mouvement, nous pouvons exprimer le vœu qu'il soit développé, inviter les pouvoirs publics, à favoriser ce développement. Je crois donc qu'il faudrait scinder ce vœu en deux parties : exprimer d'abord le sentiment formulé par le vœu, et ensuite émettre des espérances, manifester nos désirs, faire un appel à l'attention et à l'influence des pouvoirs publics.

M. MALAPERT. — Voici comment le vœu devrait être formulé : Tout enfant de moins de seize ans, employé dans l'industrie et le commerce, devra avoir la liberté d'employer deux heures par jour pour faire son apprentissage ou pour apprendre son métier. Voilà ce que vous demandez, n'est-il pas vrai ? Mais en demandant, comme vous le faites, l'application de la loi de 1851 au travail des enfants dans les manufactures, vous demandez, je le crois, une chose irréa-

lisable. Il faut donc distinguer; il y a deux classes de patrons aujourd'hui: il y a les personnes qui emploient des apprentis, il y a les personnes qui emploient les enfants dans les manufactures. Les patrons qui emploient des apprentis, vous n'avez aucune autorité à leur égard; il y a un contrat qui doit être respecté et l'exécution de ce contrat relève des prud'hommes et non des Commissions locales. Il y a les personnes qui emploient des enfants; ces enfants sont sous votre sauvegarde; vous avez à voir ce qui se fait pour eux, vous pouvez préciser l'instruction qu'on doit leur donner suivant vos désirs; vous pouvez faire des vœux à cet égard; mais, je le répète, demander l'application de la loi de 1851 à propos des grands ateliers, cela me paraît impraticable.

M. FRANCOLIN. — Je voudrais dire simplement ceci, que nous accepterions comme minimum la proposition de M. Malapert, mais que cependant nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que sa rédaction aboutit à ce résultat: les enfants sont libres de consacrer deux heures à l'enseignement. Il n'est pas besoin de faire un vœu pour cela, mais vous l'avez complété en ajoutant: il faudra leur donner la possibilité d'avoir ces deux heures, et par conséquent réduire la journée de travail des enfants à huit ou à six heures si la journée de l'ouvrier est de huit ou dix heures. Ceci nous l'acceptons encore; mais nous allons plus loin, et nous croyons possible, en nous appuyant sur les lois de 1851 et de 1867, d'imposer l'enseignement technique et professionnel ou l'apprentissage complet d'un métier, qui était visé dans l'article 12 de la loi de 1851.

Un membre. — C'est le demi-temps appliqué à cet enseignement spécial.

Plusieurs membres. — Aux voix! L'ordre du jour!

M. Charles LUCAS. — Le vœu est retiré.

M. LE PRÉSIDENT. — Le vœu étant retiré, nous passons au deuxième vœu émis par les deux Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames):

A. *L'enfant ne pourra obtenir le certificat d'études à onze ans, ce qui abaisse trop l'âge d'entrée à l'atelier.*

B. *Revision de l'article de la loi de mars 1882, qui autorise le travail des enfants avant l'âge de treize ans.*

M. Charles LUCAS. — Nous dirons à propos de ce vœu ce que disait M. Songeon à propos du quatrième vœu, ces vœux sont connexes; la Commission n° 17, depuis trois ou quatre ans, dans ses rapports de fin d'année a étudié tout cet ensemble-là et ces vœux se tiennent. Nous cherchons à protéger l'enfant, et nous l'avons dit bien des fois ici, quelquefois d'une façon accentuée qui a soulevé des murmures, nous cherchons à protéger l'enfant contre des intérêts privés qui en disposent quelquefois d'une façon un peu abusive, et

nous demandons à toutes les lois possibles de venir avec nous protéger l'enfant. Il est évident que ce certificat d'études à onze ans a l'air de permettre de disposer de l'enfant depuis l'âge de onze ans parce qu'il a une éducation suffisante. Mon Dieu, nous n'avons pas l'avantage, tous ici, d'avoir trente ans de commerce ou d'industrie, mais quelques-uns, comme nous, ont déjà dix, douze, quatorze ans de délégation cantonale, de caisse des écoles depuis qu'elles existent, de ces Commissions dans lesquelles on voit de près les enfants. C'est navrant de voir les petites filles parisiennes qui passent à onze ans leur certificat d'études et qui deviennent de petites porteuses de paquets, de petites pourvoyeuses d'ateliers; nous demandons de protéger ces enfants, de relever l'âge du certificat d'études, afin que ces enfants ne soient plus livrés aussi jeunes à l'exploitation privée.

M^{me} LERCH. — Je suis parfaitement d'accord avec l'esprit du deuxième vœu de la 17^e Commission (Hommes et Dames), mais je repousse la revision de l'article de la loi du 28 mars 1882. En laissant aux familles le loisir de faire entrer en apprentissage à l'âge de douze ans l'enfant muni du certificat d'études élémentaires (loi de 1874, article 2), nos législateurs se sont inclinés devant des intérêts bien dignes de respect: ceux des familles nécessiteuses en face des exigences matérielles et toujours croissantes de l'existence si difficilement soutenues par la classe ouvrière; or, je vote contre. Autrement je serais en contradiction avec les considérations exprimées par la 19^e Commission (Dames) à la première question du Questionnaire de M. le Ministre du Commerce.

M. DUCHOLET. — L'enfant ne pourra pas obtenir son certificat d'études avant onze ans, et d'un autre côté on ne pourra pas le placer en apprentissage avant treize ans; on confond ici deux questions distinctes: l'aptitude au travail intellectuel et l'aptitude au travail manuel. Il y a des enfants qui ont l'intelligence précoce et qui comprennent vite, on leur donne le certificat d'études à onze ans, mais cela n'entraîne pas l'obligation d'entrer dans un atelier en apprentissage. Quels sont les parents qui mettent leurs enfants en apprentissage? Ce ne sont pas les familles heureuses. Voyez les enfants dans ces familles, ils ont la mine étiolée; mettez-les en apprentissage chez des maîtres consciencieux qui puissent les diriger et les nourrir, ils reviennent tout de suite à la santé, ils ont bonne mine, ils deviennent vigoureux et forts, tandis que chez les parents ils couchent quatre, cinq, dans la même chambre, et ils sont mal nourris...

... Je ne vois donc pas pourquoi il serait interdit de donner le certificat d'école à un enfant intelligent à onze ans ou pourquoi à onze ans il serait forcé d'entrer en apprentissage. On pourrait les

garder jusqu'à douze ans et dire qu'ils ne pourront entrer en apprentissage avant cet âge. (*Très bien.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le vœu se compose de deux propositions absolument distinctes, et je crois qu'il faudrait d'abord statuer sur la première :

L'enfant ne pourra obtenir le certificat d'études à onze ans, ce qui abaisse trop l'âge d'entrée à l'atelier. Évidemment l'âge auquel l'enfant peut obtenir le certificat d'études n'est pas lié formellement à l'âge où il entrera dans l'atelier ; les deux dispositions sont distinctes.

M. BRÉMANT. — Je crains que si le législateur ne met pas dans la loi une obligation pour la famille, elle ne soit dégagée et envoie l'enfant en apprentissage dès qu'il aura obtenu son certificat d'études. J'appuie donc l'article 1^{er} du vœu.

M. ROBQUET. — Un de nos collègues a proposé un amendement, je crois que nous devons voter d'abord là-dessus ; il a proposé de dire que l'enfant ne pourra obtenir son certificat d'études avant douze ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement. Je mets aux voix l'amendement ainsi formulé.

M. Charles LUCAS. — Nous nous rallions à l'amendement.

(Le vote a lieu : une première épreuve est déclarée douteuse ; l'épreuve a lieu par assis et levé.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement n'est pas adopté, reste le paragraphe lui-même :

L'enfant ne pourra obtenir le certificat d'études à l'âge de onze ans, ce qui abaisse trop l'âge d'entrée à l'atelier.

Une voix. — Nous proposons treize ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Le *statu quo* est de onze ans.

M. DE HEREDIA. — La question qui vient d'être soulevée est des plus graves ; je crois qu'il importe, avant d'émettre un vote sur cette question spéciale du certificat d'études, de connaître l'opinion de la réunion sur l'âge exact auquel l'enfant sera autorisé à entrer dans l'atelier. Vous commencez, permettez-moi de le dire, par une question presque accessoire ; il faut d'abord prononcer sur la question principale, celle qui est visée directement par la loi de 1874 ; il convient, en un mot, de dire à quel âge l'enfant sera admis à travailler...

... A l'heure actuelle, vous savez que c'est à douze ans et dans des conditions déterminées. Il s'agit maintenant d'émettre un vœu à l'effet de savoir si vous admettez le *statu quo*, ou si vous êtes d'avis d'élever l'âge d'admission dans l'atelier ; c'est la question qu'il importe de trancher tout d'abord, puis viendra la question du certificat d'études. Voilà la marche méthodique qu'il y a lieu de suivre. Quant à moi, si j'interviens, gardant peut-être moins de réserve que M. Malapert, et cependant je fais partie de la Com-

mission supérieure qui siège au Ministère du Commerce, qui prépare précisément le projet de loi dont on vous a parlé et qui a provoqué le questionnaire envoyé par le Ministère du Commerce à la Commission départementale et aux Commissions locales, c'est précisément parce que je désire, ainsi que mes collègues et le Ministre, connaître l'opinion exacte des Commissions locales sur cette question si importante de l'âge d'admission dans l'atelier, que j'insiste pour que le premier vote que vous aurez à émettre soit un vote sur cet âge d'admission dans l'atelier. Je puis vous dire, sans commettre une indiscretion trop grande, que le sentiment qui me paraît avoir prévalu dans les discussions très importantes qui se sont produites dans le sein de la Commission supérieure et avec nos inspecteurs divisionnaires, tend à élever l'âge d'admission et à le fixer à treize ans. (*Approbation.*)

Nous avons estimé que, puisque la loi de 1882 avait établi l'obligation de l'instruction primaire jusqu'à l'âge de treize ans, il était bon que dans la loi de 1874 on prît cet âge de treize ans comme le commencement de l'époque d'admission dans les ateliers et les manufactures.

VOIX DIVERSES — La clôture!

M. LE PRÉSIDENT. — On demande la clôture de la discussion et l'ajournement. Je dois mettre cette proposition aux voix. Je consulte donc l'Assemblée sur l'ajournement des deux questions, l'âge de onze ans pour le certificat d'études et l'âge d'admission dans les ateliers.

(L'ajournement est prononcé.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons, par conséquent, au troisième vœu présenté par la 19^e Commission. Je demande à la réunion la permission de lui faire observer qu'il y en a neuf autres à discuter et qu'il est 3 heures et demie. Le troisième vœu est ainsi conçu :

Abrogation des articles 8 et 9 de la loi de 1874 et leur remplacement par un article unique rédigé en conformité de la loi du 28 mars 1882 et ainsi libellé :

Tout enfant ne pourra, avant l'âge de treize ans accomplis, être admis à travailler, s'il ne justifie par un certificat, délivré en la forme prévue par l'article 6 de la loi du 28 mars 1882, qu'il a reçu l'instruction primaire obligatoire.

A partir de treize ans, les enfants ne seront admis à travailler qu'autant que le livret délivré par les maires, en conformité de l'article 10 (non abrogé) de la loi du 19 mai 1874, contiendra la mention du temps pendant lequel ils ont suivi l'école, qu'ils aient ou non obtenu le certificat d'études prévu par l'article 6 de la loi du 28 mars 1882.

UNE VOIX. — C'est le même vœu. L'ajournement.

(L'ajournement est prononcé.)

M. LE PRÉSIDENT. — Quatrième vœu :

La loi nouvelle devra considérer les Commissions locales surtout comme des Comités locaux de patronage et de protection des apprentis, chargés de la surveillance de l'apprentissage et de l'enseignement technique et professionnel; elle devra leur conférer les attributions, les pouvoirs et les ressources nécessaires pour accomplir cette mission.

Cette question se rattache absolument au vœu qui a été retiré par ses auteurs, émanant de la 17^e Commission. Je suppose que la Commission étend le retrait à ce vœu qui n'est que le corollaire du premier.

M. FRANCOLIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons au cinquième vœu. Les Commissions locales n° 36 (Hommes et Dames) font connaître que :

A l'occasion de la revision de la loi du 19 mai 1874, un vœu pourrait être formulé par les Commissions locales, à l'effet de faire remplacer les dispositions des articles 25, 26, 27, 28 et 29 de cette loi, par celles édictées par la loi du 22 mars 1844. (Se reporter d'ailleurs aux observations présentées dans le rapport annuel, exercice 1884, de la 36^e Commission locale.)

M. ROLLAND. — Nous espérons que vous voudrez bien, Messieurs, prendre en considération notre vœu et vous joindre à nous pour demander que les dispositions pénales de la loi du 19 mai 1874 soient remplacées par celles édictées par la loi du 22 mars 1844; c'est-à-dire qu'en cas d'une première contravention, les patrons soient traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police; dans le cas de récidive seulement, les peines correctionnelles leur seraient appliquées.

Nous nous élevons chaleureusement contre les dispositions de la loi de 1874, car il est très regrettable qu'un industriel qui s'est très bien conduit pendant toute sa vie soit privé, pour une infraction bien légère, de ses droits civils et ne puisse, par ce fait, produire, quand il en a besoin, un casier judiciaire indemne.

M. GERBEAUD. — Je crois qu'il est très bon de conserver les pénalités de la loi de 1874 et de ne pas revenir en arrière. Nous demandons à marcher en avant, à protéger de plus en plus l'enfant contre les empiétements des industriels et nous sommes ici pour cela. Pour moi, je ne veux pas que, sous prétexte d'ambition plus ou moins légitime d'être conseiller municipal ou autre chose, sous prétexte qu'un industriel, pour une condamnation, ne pourrait pas se faire nommer député, la loi qui protège les enfants soit modifiée. Si ces patrons sont condamnés, tant pis pour eux, ils n'avaient qu'à ne pas se faire condamner.

M. FRANCOLIN. — Lorsqu'on frappe un industriel, c'est quand il y a mauvaise foi ou mauvaise volonté manifeste, et dans ce cas, je

ne comprendrais pas l'indulgence envers lui, je ne comprendrais pas qu'on demandât de changer la juridiction à laquelle la loi de 1874 l'a soumis, et pour ma part, je propose le rejet du vœu.

(Le vœu mis aux voix n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici un vœu qui se rapproche du précédent, et qui a fait l'objet d'une lettre lue au commencement de la séance et émanant de M. Mérice, président de la 21^e Commission locale.

Vœu tendant à la non-insertion au casier judiciaire des condamnations, par application de la loi du 19 mai 1874.

M. LAPORTE. — Permettez-moi de communiquer à la réunion une pièce relative à la question du casier judiciaire qui a été soulevée par M. Mérice. Je vous en donne lecture uniquement pour vous fournir un document, car je n'ai pas à entrer dans cette discussion qui ne me regarde point.

Voici ce que M. le Ministre de la Justice écrivait à M. le Ministre du Commerce, le 23 octobre 1880 :

« Monsieur le Ministre et cher Collègue,

» Vous me demandez, par votre lettre du 11 de ce mois, de faire examiner la question de savoir si les condamnations prononcées par application de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, doivent être constatées dans les casiers judiciaires.

» D'après M. le Préfet de la Seine-Inférieure qui a appelé votre attention sur ce point, la circulaire du 4 novembre 1830 aurait eu en vue : les condamnations pour crimes et délits pouvant entraîner la perte de certains droits civils ou politiques et non les simples contraventions dans la catégorie desquelles, selon lui, rentrent les infractions prévues par les articles 25 et 28 de la loi précitée. C'est là une interprétation erronée des dispositions de cette circulaire, ainsi que du caractère des infractions à la loi de 1874 précitée. Il est dit dans la circulaire § 3, n° 3, qu'on doit classer dans les casiers judiciaires les bulletins constatant tout arrêt ou jugement de condamnation rendu en matière criminelle ou correctionnelle ; il n'a été fait aucune distinction et toutes les condamnations pour crime et délit y sont régulièrement consignées. Or, les infractions contre lesquelles la loi du 19 mai 1874 édicte des peines correctionnelles doivent être considérées, d'après la classification consacrée par l'article 1^{er} du Code pénal, comme constituant de véritables délits.

» En outre, l'article 26 de cette même loi édicte une aggravation de peine pour la récidive commise dans les douze mois qui suivent une première condamnation. Il est donc nécessaire que celle-ci soit mentionnée sur l'extrait du casier judiciaire annexé à la procédure.

» Les magistrats, en faisant dresser et classer dans les casiers judiciaires des bulletins pour les condamnations prononcées en vertu des articles 25 et 28 de la loi du 19 mai 1874, ne font donc que se conformer aux instructions de la Chancellerie en même temps qu'au vœu de la loi. » (*Très bien.*)

M. MALAPERT. — Je me suis enquis de ce qui adviendrait si le vœu de M. Mérice était adopté; on m'a dit que ce serait probablement lettre morte, parce que l'on ne voudrait pas ouvrir la porte aux autres réclamations, et c'est alors qu'on est entré dans les détails, en me disant qu'avant peu l'Administration prendrait probablement une mesure générale et qu'elle interdirait la communication du casier judiciaire, ce qui rentre dans cet ordre d'idées qui fait qu'on n'a pas voulu adhérer à la demande de certaines Commissions locales qui désiraient connaître les condamnations intervenues; on a dit: « Non, cela ne vous regarde pas, cela ne regarde que l'Administration supérieure qui saura si elle est en face d'un récidiviste. » Voilà l'état de la question. Vous venez de voter que vous rejetiez l'assimilation des infractions à la loi de 1874 à des contraventions: vous restez donc avec la nécessité de porter la condamnation sur le casier judiciaire jusqu'à ce qu'il y ait une réforme adoptée.

(Le vœu est rejeté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je lis la proposition suivante de la Commission locale n° 19 (Dames):

Éviter dans les ateliers le contact des jeunes apprentis avec les hommes et les femmes.

M. LAPORTE. — Je suis heureux de déclarer que depuis l'année 1881, l'époque à laquelle j'ai pris la direction du service de l'Inspection du travail dans la Seine, nous avons constaté une seule et unique infraction — et nous avons vingt-six inspecteurs et inspectrices visitant les ateliers tous les jours — à l'article 15, concernant les bonnes mœurs et la décence.

Je crois, au contraire, que dans les grands ateliers de Paris, les convenances sont respectées peut-être encore plus qu'ailleurs. J'ai eu occasion de faire de l'inspection en province, j'ai visité de nombreux établissements à l'étranger, et là surtout j'ai vu des choses dont je n'ai trouvé aucun exemple dans les inspections que nous avons faites à Paris. Que vous rencontriez des enfants ou des jeunes filles ayant un langage un peu libre, cela tient à un manque d'éducation et ce n'est pas parce qu'ils travaillent à côté d'ouvriers plus âgés...

Maintenant, au point de vue pratique, ce que vous demandez est impossible. Dans les grands ateliers on pourra mettre les ouvriers d'un côté et les ouvrières de l'autre, et encore, ce n'est pas toujours facile. Dans l'industrie, par suite des nécessités de la fabrication.

une jeune fille travaille à côté d'une grande personne qui doit être aidée; si vous l'empêchez de travailler dans le même atelier, c'est une fillette qu'il faudra remplacer par une adulte et l'enfant perdra sa place.

(La clôture est prononcée et le vœu mis aux voix est rejeté.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée voudra certainement que les paroles de M. l'Inspecteur soient exactement reproduites au procès-verbal; ainsi, dans l'espace de cinq ans, une seule infraction, un seul fait regrettable, relatif aux mœurs, a été constaté dans cet immense Paris, dans cette Babylone, et la conclusion est celle-ci : c'est qu'à l'atelier l'enfant ne se corrompt pas; où il se corrompt c'est dans la rue. Par conséquent l'atelier est pour lui un asile et une école. (*Très bien! Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission locale n° 37 (Hommes) émet le vœu suivant :

A l'avenir MM. les Inspecteurs voudront bien se conformer au cinquième paragraphe de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, qui leur prescrit de prendre l'avis de la Commission locale chargée de visiter l'établissement où une cause de danger ou d'insalubrité aura été constatée par eux.

M. LAPORTE. — Il y a une confusion. L'article 18 dit : « Dans les cas où nous dressons des procès-verbaux », c'est bien précisé, — je ne veux pas vous ennuyer par la lecture des arrêts. — Quand nous faisons un procès pour une cause de danger, la jurisprudence a établi que nous pouvions nous dispenser de l'avis des Commissions locales...

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon, Monsieur l'Inspecteur, ce n'est pas la question !

M. LAPORTE. — Alors, qu'on ne parle pas de l'article 18, voilà tout ce que je demande ! Qu'on nous dise : donnez-nous des renseignements, très bien ; mais pas en vertu de l'article 18, dont nous pouvons nous dispenser.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur l'Inspecteur, vous vous placez uniquement à votre point de vue de pouvoir exécutif, et vous paraissez croire que la prescription de l'article 18 n'a d'autre but que d'être un élément de votre information et de fournir aux tribunaux un élément de condamnation... Eh bien, l'auteur du vœu comprend l'article 18 tout autrement ; il dit ceci : précisément parce qu'il y a eu un accident, parce qu'il y a un danger permanent, parce que des mesures ont été prescrites, nous, Commissions locales, nous demandons à être informées afin d'éviter par notre surveillance locale le retour de ces malheurs, et d'ajouter à la sécurité des enfants. Voilà ce que demande le vœu qui est complètement indépendant de votre action juridique.

M. LAPORTE. — Très bien, et j'admets le vœu présenté comme cela, mais ce n'est plus l'article 18.

(Le vœu mis aux voix est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à la seconde partie de l'ordre du jour. Permettez-moi de vous faire observer que la première partie contenait 7 vœux; or, il est 4 heures, 40, nous avons dans la seconde partie 11 vœux; c'est vous dire que nous devons, je crois, procéder d'une façon extrêmement rapide et ne développer que les points indispensables.

Je donne lecture du premier vœu, formulé par les Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames):

Les Maires seront autorisés à remettre aux Commissions locales les fiches où sont inscrits les noms et adresses des enfants qui quittent les écoles primaires avec ou sans le certificat, avant ou après l'âge de douze à treize ans.

M. FRANCOLIN. — Il serait possible que M. le Préfet de Police intervînt auprès de M. le Préfet de la Seine pour demander que ces fiches qui ne servent plus dans les mairies soient remises aux Commissions locales qui y trouveront des éléments pour avoir l'âge des enfants. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir à cela de difficulté, c'est une simple négociation entre deux services. Nous avons déjà obtenu, nous personnellement, communication de ces fiches d'une façon officieuse de la Mairie; il serait nécessaire que cela fût fait d'une manière générale et officielle.

M. BEZANÇON. — Nous avons parlé à M. le Directeur de l'enseignement de cette question; il ne voit pour sa part aucun inconvénient à ce que ces fiches soient remises; mais ne croyez-vous pas préférable de continuer à faire ce que vous avez fait, à vous adresser directement aux maires? Si vous le croyez utile nous nous adresserons à M. le Préfet de la Seine, mais il en résultera des lenteurs que vous pouvez éviter.

M. FRANCOLIN. — Il y aurait avantage à avoir communication officiellement, et cela se fera mieux par les Commissions locales.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition?... Le vœu est adopté.

Voici le deuxième vœu des Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames):

Dans les rapports annuels de la Commission départementale supérieure, l'on publiera par arrondissement, ou mieux par quartier, le nombre des industriels employant des enfants, le nombre des maisons inspectées, ainsi que le nombre d'enfants des différentes catégories trouvés dans les ateliers.

M. BEZANÇON. — Satisfaction est déjà donnée à ce vœu...

M. LE PRÉSIDENT. — En conséquence, nous passons au vœu sui-

vant, formulé par les Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames):

Faire vérifier et certifier les feuilles mensuelles de statistique des visites par l'inspecteur et l'inspectrice de la circonscription.

M. LAPORTE. — C'est probablement pour éviter les erreurs de copie qui ont pu se produire que vous demandez la vérification par les inspecteurs et inspectrices des feuilles qui vous sont envoyées. J'appelle votre attention sur la nécessité de ne pas trop surcharger l'Inspection de travaux de bureau; n'oubliez pas que ces messieurs et ces dames ont à dresser chaque mois des relevés très compliqués qui leur prennent tout un jour et même plus. Je ne vous parle pas des rapports de service sur tel cas particulier, sur telle visite, ce qui occasionne beaucoup d'écritures et, malgré cela, il faut atteindre quand même le chiffre de 150 visites. Si vous voulez maintenant que l'Inspection pointe, compare ses feuilles mensuelles avec celles que vous adresse l'Administration, vous allez encore absorber plusieurs heures par mois aux inspecteurs et inspectrices, tout cela au détriment de l'Inspection proprement dite.

M. FRANCOLIN. — Le service qui copie, qui fait des extraits des feuilles des inspecteurs, est généralement très bien fait; mais il est nécessaire aussi que pour des Commissions locales qui sont composées de nouveaux membres, qui ne connaissent pas leur circonscription, et il y en a beaucoup dans ce cas, les renseignements donnés soient aussi exacts que possible. Or, par expérience, je sais que la vérification que nous demandons aux inspecteurs et inspectrices ne leur prendra que peu de temps; nous qui sommes dans la même situation, nous n'avons pas mis plus d'un quart d'heure à lire un état complet sur les deux pages et à voir quelles étaient les erreurs qui s'étaient produites, parce que nous connaissons la circonscription. Il est évident que lorsque des fautes, des erreurs grossières se seront produites, les inspecteurs et les inspectrices les apercevront d'un coup d'œil et les corrigeront: par conséquent, je ne crois pas que ce soit un surcroît de travail que nous donnons à l'Inspection. J'ai, du reste, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, pris quelques avis de votre personnel qui m'a répondu qu'il ne voyait pas à cela grand inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la discussion est épuisée. Je mets aux voix le vœu.

(Le vœu n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le quatrième vœu, présenté par la Commission locale n° 19 (Hommes), porte :

Utilité, au point de vue de la prompte application de la loi, à ce que les états statistiques mensuels de l'Inspection, adressés aux Commissions

locales, contiennent tous les renseignements nécessaires pour les éclairer sur la situation des industriels visités.

M. CARRÉ. — Il y a trois colonnes; il y en a une qu'on ne remplit pas. Il existe sur ces états statistiques une case entièrement consacrée aux adultes, hommes et femmes, sans toutefois, par oubli fort involontaire sans doute, faire mention de leur état civil, célibataire, marié, père de famille, ou veuf, avec ou sans enfants, et que je me garderais bien de remplir, persuadé que ce travail de recollement peut porter atteinte à la dignité des membres des Commissions locales par une interprétation fautive, de la part des industriels visités, du mandat qui nous a été dévolu par la loi du 19 mai 1874.

En conséquence, la 19^e Commission émet donc le vœu que, pour faciliter l'application de la loi, les états qui lui sont adressés contiennent : 1^o les noms des industriels que l'Inspection aura trouvés en règle; 2^o ceux dont la situation laisse à désirer; 3^o enfin, ceux qui doivent être tout particulièrement surveillés.

La 19^e Commission n'ignore pas que rien dans la loi ne permet d'exiger ces renseignements du service de l'Inspection; mais elle espère qu'en tenant compte de la mission qui lui est attribuée par l'article 20, le service de l'Inspection pourrait, par simple esprit de condescendance, lui fournir les renseignements qu'elle demande. Il me suffira de quelques mots pour en démontrer l'utilité. Nous recevons par exemple une fiche, l'adresse manquait! l'industriel n'existait pas à celle qui était donnée, 56, faubourg du Temple; dans un autre atelier, il n'y avait pas de signature de l'inspecteur départemental, il y avait un timbre sans date...

(Le vœu est mis aux voix et adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Les 17^{es} Commissions locales (Hommes et Dames) demandent :

Que les feuilles de statistique contiennent dans des colonnes spéciales les noms des enfants et des filles mineures, et que l'Inspection y signale les ateliers où elle a relevé quelque fait de nature à appeler l'attention des Commissions.

M. BEZANÇON. — Je suppose que vous alliez visiter un atelier où se trouvent 50 enfants, nous allons être obligés de vous envoyer les noms de tous les enfants ? Mais nous allons vous envoyer ce que vous avez déjà sous la main : quand vous allez visiter un atelier, vous y trouvez la feuille d'inscription des enfants faite par l'industriel lui-même ; chez cet industriel vous trouvez les noms de tous les enfants avec le sexe, la date de naissance, le domicile de l'enfant, la date de la délivrance du livret, etc., c'est-à-dire plus de renseignements encore que vous n'en demandez. Pourquoi nous amuser à faire recopier par l'Inspection ou dans les bureaux, tous les noms des enfants déjà copiés chez l'industriel ? Je crois qu'il y

aurait là un surcroît de travail et une perte de temps inutile, et aussi un surcroît de dépenses, car il m'est impossible, avec le personnel dont nous disposons actuellement à la Préfecture, de faire un travail semblable.

M. FRANCOLIN. — L'Administration repousse une partie du vœu, nous retirons cette partie.

M. BEZANÇON. — Pour le reste des renseignements, ils se trouvent également dans la feuille d'inscription déposée chez les industriels.

M. FRANCOLIN. — Le vœu est retiré.

M. LE PRÉSIDENT. — Le vœu étant retiré, nous passons au vœu suivant, émis par la Commission locale n° 20 (Hommes) :

Les feuilles de la Préfecture de Police mentionnant les visites de l'Inspection, devront contenir l'indication des ateliers déjà réprimandés ou négligés, afin que l'attention de la Commission soit mise en éveil et qu'elle puisse constater si les prescriptions de l'autorité ont été observées.

M. LAPORTE. — Ce serait de la diffamation dont profiterait la concurrence déloyale.

M. LE PRÉSIDENT. — Le vœu est-il rejeté ? (Oui. Oui.)

M. LE PRÉSIDENT. — Les Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames) émettent le vœu suivant :

Nécessité de donner des instructions sur la manière d'appliquer les lois de 1848 et 1883, relatives aux heures de travail, si les Commissions locales doivent s'occuper effectivement de cette occupation.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous attendons les instructions.

M. LAPORTE. — Le Comité consultatif des arts et manufactures a été saisi de la grosse question : *qu'est-ce qu'une manufacture et qu'est-ce qu'un atelier ?* Je crois savoir qu'il a soumis son rapport à M. le Ministre du Commerce : des instructions ne tarderont pas à nous être envoyées.

M. Charles LUCAS. — Nous ajournons le vœu.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons alors au 8^e vœu, également émis par les Commissions locales n° 17 (Hommes et Dames) :

Rapporter la décision du 24 février 1882 et autoriser toute présidente ou président de Commission locale à s'assurer, au moins deux fois par mois, de l'inscription, de l'assiduité et de la conduite des élèves à l'école de demi-temps. Cette autorisation s'étendrait, s'il y avait lieu, à toute école du soir ouverte ou à ouvrir aux apprentis soumis à la loi de 1874.

C'est la question de la visite des écoles. Je dois vous dire que, à ce point de vue, vous n'obtiendrez pas gain de cause quant à présent, et qu'il faudrait une loi. Les conseillers municipaux n'ont pas le droit d'entrer dans une école à moins qu'ils ne soient délégués cantonaux et M. le Directeur de l'enseignement nous a déclaré, en séance de la Commission départementale, que son administration n'y consentirait pas.

M. ROBIQUET. — Il y a moyen de mettre tout le monde d'accord et voici comment. Les délégués cantonaux ont seuls le droit d'entrer dans les écoles. Les membres des Commissions scolaires chargés de veiller à l'exécution de l'obligation de la loi n'ont pas entrée dans l'école... Mais ils ont toujours le droit de s'assurer de l'assiduité des enfants en rentrant non pas dans les classes, mais dans le cabinet du directeur. Les membres des Commissions locales peuvent faire absolument de même et aller dans le cabinet du directeur.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement ! Le vœu n'est pas adopté.

La Commission locale n° 19 (Dames) propose dans le neuvième vœu :

L'envoi du Bulletin municipal aux secrétaires des Commissions locales.

Ce vœu a déjà été exprimé lors de la réunion générale des présidents et secrétaires, tenue le 31 mai 1883.

Je dois dire que j'ai insisté deux fois, chaque fois qu'est revenue la question du crédit relatif au *Bulletin municipal*. J'ai insisté de la façon la plus énergique pour que l'on comprît les secrétaires et un certain nombre d'autres personnes, de fonctionnaires. Je voudrais que le *Bulletin* fût envoyé à titre de reconnaissance à toute personne qui donne à la Ville de Paris un concours gratuit et dévoué comme le font les Commissions locales. (*Très bien.*)

J'espère arriver à obtenir ce don gracieux du bureau compétent. (*Applaudissements.*)

(Le vœu est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le dixième vœu porté à l'ordre du jour par la Commission locale n° 24 (Hommes) est ainsi conçu :

L'Administration est priée de prendre les mesures suivantes :

A. Dresser, d'après les renseignements recueillis par l'Inspection, une liste complète des industriels auxquels est applicable la loi du 19 mai 1874.

B. Disposer cette liste, non par ordre alphabétique ni par professions, mais par rues et suivant l'ordre des numéros des maisons.

C. Tenir constamment cette liste au courant, au moyen des indications fournies par l'Inspection et des renseignements obtenus de toute autre manière.

D. Envoyer à chaque présidente ou président de Commission locale une copie de la partie de cette liste afférente à sa circonscription.

E. Renouveler cet envoi tous les ans, avec les additions et rectifications opérées pendant l'année.

M. LAPORTE. — Vous oubliez que cette statistique existe déjà sous forme de fiches à la Préfecture de Police ; l'honorable membre semble ignorer l'existence de ces archives ; vous savez que nous avons environ 30,000 fiches représentant chacune un industriel. Comment voulez-vous qu'on publie ces 30,000 noms, cela coûterait 40 ou 45,000 francs, pour vous envoyer une liste qui, pendant le temps qu'on l'imprimerait, ne serait déjà plus exacte ? Huit jours

après il y aurait 6 ou 700 modifications. Je suis effrayé de la portée de la proposition si vous la votiez; il faudrait demander au Conseil municipal 20,000 francs par an pour vous fournir des renseignements que vous pouvez avoir si facilement dans les bureaux de la Préfecture.

(Le vœu mis aux voix n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le dernier vœu est relatif à la *Formation d'une Commission de Dames dans le quartier Saint-Ambroise; les très nombreux ateliers qui emploient exclusivement des filles dans ce quartier ne sont visités que par l'inspectrice.*

(Renvoyé à l'Administration.)

M. FRANCOLIN. — Il faut trouver les éléments, voilà la difficulté.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a plus rien à l'ordre du jour. Quelqu'un a-t-il une communication à faire?

M. BEUCAIRE. — J'ai une communication importante. Vous savez que nous avons demandé l'organisation d'écoles de demi-temps. Nous sommes parvenus à en obtenir une, rue Étienne-Marcel, 44, qui fonctionne parfaitement. Je me suis rendu chez le Directeur et j'ai constaté avec plaisir que déjà 17 enfants étaient inscrits et allaient prendre des leçons de 4 heures et demie à 7 heures du soir; mais une chose qui m'a surpris c'est la nature des éléments de cette école; il s'est trouvé que les 17 enfants appartenaient: 8 au II^e arrondissement, plusieurs au I^{er}, quelques-uns au IV^e, d'autres au VIII^e, au IX^e; par conséquent, voici en quoi est l'importance de ma proposition; puisque cette école peut contenir 45 enfants, je viens demander à mes collègues, qui auront des enfants à faire placer dans les écoles de demi-temps, de prendre note de cette école, il y a encore 25 places vacantes.

M. LE PRÉSIDENT. — La réunion prend acte de la communication intéressante qui lui est faite et en remercie M. Beaucaire. Personne n'a plus de communication à faire? La séance est levée.

RAPPORT

DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DE L'ARRONDISSEMENT DE TROYES

(Année 1885.)

MONSIEUR LE PRÉFET,

La Commission chargée de la surveillance du travail des enfants mineurs dans l'industrie a l'honneur de vous adresser le rapport annuel des visites qu'elle a faites dans les établissements industriels et de ses constatations sur la manière dont est observée dans l'arrondissement de Troyes la loi du 19 mai 1874.

Comme les années précédentes, la Commission s'est partagée en deux sous-commissions qui ont opéré séparément chacune dans sa circonscription.

La première sous-commission a commencé ses opérations le 27 avril et les a terminées le 27 juin. Elle a visité tant à Troyes que dans les communes rurales, composant la circonscription, 85 usines ou ateliers divers.

Les enfants et filles mineures occupés dans ces établissements à l'époque de l'inspection formaient un nombre de 574 qui se décompose ainsi :

Garçons de 12 à 15 ans ayant un certificat d'études. . .	62	
Fréquentant l'école.	166	
Ne fréquentant pas l'école.	8	
Filles de 12 à 15 ans ayant le certificat d'études . . .	40	
Fréquentant l'école.	93	
Ne fréquentant pas l'école.	2	
Garçons et filles de 15 à 21 ans.	203	574
Garçons et filles ayant un livret	568	
— sans livret.	6	574

La première sous-commission a constaté 21 contraventions qui se décomposent ainsi :

Enfants n'allant pas à l'école	10
— n'ayant pas de livret	6
Ateliers où la loi n'est pas affichée.	3
Industriels non pourvus du registre d'inscription	2
TOTAL	<u>21</u>

La deuxième sous-commission a commencé ses visites le 25 avril et les a terminées le 19 juin. Elle a visité à Troyes et dans les communes rurales de sa circonscription 60 usines ou ateliers divers.

Le nombre des enfants et filles mineures employés dans ces établissements à l'époque de la visite était de 223 se répartissant ainsi :

Garçons de 12 à 15 ans ayant un certificat d'études . .	58	
Allant à l'école	77	
N'y allant pas.	»	
Filles de 12 à 15 ans ayant un certificat d'études . . .	32	
Allant à l'école	39	
N'y allant pas.	»	
Garçons et filles de 15 à 21 ans	17	223

Résumé des travaux des deux sous-commissions.

1° Usines et ateliers visités.	145
2° Enfants soumis à la surveillance.	780
3° Contraventions relevées.	21

Ce nombre de contraventions est inférieur à celui de l'année dernière qui était de 54. Il présente donc une amélioration notable.

Situation générale.

Il résulte de l'exposé ci-dessus que la loi du 19 mai 1874 continue à recevoir son application d'une manière progressive et de plus en plus satisfaisante.

Les contraventions diminuent chaque année, et celles qui ont été constatées en 1885 doivent être généralement attribuées à la négligence ou à l'ignorance de petits industriels qui ne sont nullement réfractaires aux prescriptions de la loi, mais ne se rendent pas encore suffisamment compte de leur importance et des résultats qu'elles sont appelées à produire.

S'il se rencontre encore dans les petites industries quelques enfants illettrés, ne fréquentant pas l'école, c'est une exception assez rare qui trouve le plus souvent son excuse dans l'éloignement où sont placés ces enfants du centre de la commune et par suite de l'école où ils seraient obligés de se rendre.

Le nombre des certificats d'instruction prescrits par la loi augmente sensiblement chaque année.

Tous ou presque tous les enfants possèdent des livrets.

La loi est généralement affectée dans les ateliers ou dans les endroits fréquentés par les enfants et dont ils peuvent prendre connaissance. On peut donc dire que les prescriptions des articles 8 à 12 de la loi sont observées.

La Commission a bien rencontré quelques irrégularités dans la tenue des registres prescrits par l'article 10 ; elle a même constaté chez quelques petits industriels l'absence de toute feuille d'inscription, mais elle est convaincue qu'il y a dans ce fait plus d'apathie que de mauvais vouloir et, à son avis, cette contravention ne se présenterait que bien rarement, si les industriels pouvaient, au lieu de venir les acheter à Troyes, se les procurer à la mairie de chaque commune.

Par ce moyen le contrevenant deviendrait sans excuse, et il est présumable qu'il prendrait ses précautions pour n'être pas pris en défaut.

Tel est, Monsieur le Préfet, le résumé des visites et constatations faites par la Commission de surveillance de l'arrondissement de Troyes pour l'année 1885.

Troyes, le 17 juillet 1885.

Le Secrétaire de la Commission,
DAVENET

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des Corsets et Fournitures.

Séance du 16 juin 1885.

MM. Farcy et Avi nous annoncent que MM^{mes} Lajotte et Armen-gaud leur ont fait une visite pour les prier de remercier la Chambre syndicale des récompenses qu'elle a bien voulu accorder cette année aux élèves corsetières de la rue Fondary et à leur sympathique professeur.

Syndicat général.

Séance du 24 juin 1885.

PRÉSIDENCE DE M. MUZET, PRÉSIDENT

Discussion du rapport de la commission n° 4 sur la proposition de M. Depasse Laridan, relative à une exposition annuelle des produits des écoles professionnelles.

Le rapport de la Commission n° 4 a été publié dans le journal *l'Union nationale* du 2 mai.

M. Depasse, bien assuré que le Syndicat général reconnaît l'utilité du groupement professionnel, demande qu'un membre soit désigné comme délégué au Comité d'action. Il a eu l'honneur de voir M. Hié-lard et croit pouvoir espérer qu'il accepterait cette mission.

M. Rauber appuie la proposition de M. Depasse.

M. Nicole croit que le Syndicat doit être représenté par un plus grand nombre de délégués; sur soixante-dix Chambres syndicales six ont des écoles professionnelles; à son avis, les délégués du Syndicat doivent être six.

M. Bourdin appuie cette proposition.

Selon M. Bonni, un seul membre peut suivre l'étude du projet: il ne voit pas l'utilité d'une Commission composée de six membres. Il appuierait la candidature de M. Hié-lard.

M. le Président demande que le Syndicat vote sur l'utilité des écoles professionnelles et si dans le Comité d'organisation devra figurer un délégué du Syndicat.

M. Nicole craint que le Syndicat ne s'engage par un vote. Il voudrait une explication plus complète. Il n'y a rien dans le rapport qui donne satisfaction. Il remarque l'absence des Présidents de Chambres ayant des écoles professionnelles et qui sont intéressés à appuyer la demande.

M. Depasse répond que la question est à l'ordre du jour depuis très longtemps. Les intéressés sont venus à huit séances. Il est très regrettable qu'il n'y ait ce soir aucun des représentants des Chambres ayant des écoles et s'étant occupés du projet des expositions.

M. Bonni propose un ordre du jour ainsi conçu :

« Le Syndicat général émet le vœu qu'une exposition collective du travail des écoles professionnelles ait lieu périodiquement.

» Le délégué ne pourra que s'adjoindre à un Comité qui est en formation pour étudier les voies et moyens et rendra compte au Syndicat des séances du Comité. »

M. Sribier s'oppose à l'ordre du jour de M. Bonni.

M. Achard ne croit pas qu'une exposition des écoles professionnelles soit appelée à un grand succès.

M. le Président propose de voter sur l'adhésion au principe d'un groupement des écoles professionnelles pour une exposition.

— Adopté.

La nomination d'un délégué est rejetée.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

Séance du 3 juillet 1885.

PRÉSIDENCE DE M. CHOQUET

Cours et concours professionnels.

M. Chapuis, président de la Commission, donne lecture de son rapport :

« MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

» J'ai l'avantage de vous informer que la nouvelle Commission des cours et concours a tenu sa première séance, le vendredi 26 courant, en l'hôtel des Chambres syndicales.

» MM. Gaste fils et Pézieux fils ont exprimé par lettres leurs regrets de ne pouvoir accepter cette année les fonctions de membres de la Commission. Il sera pourvu à leur remplacement s'il y a lieu.

» Dans cette première réunion, il a été procédé à la formation du bureau. MM. les membres dont les noms suivent ont été élus par acclamations à l'unanimité : J. Chapuis, président; Paul Fano,

vice-président; A. Bouchez, trésorier, Guillet-Imbert et Zeller, secrétaires, pour l'exercice 1885-86.]

» Je viens vous prier de bien vouloir ratifier ces élections.

» Dans cette séance, MM. Chapuis et Proust ont rendu compte des démarches qu'ils avaient été chargés de faire auprès de MM. Darblay père et fils, afin de leur demander l'autorisation de faire visiter leurs fabriques de papiers d'Essonne aux jeunes apprentis qui suivent assidûment les cours professionnels, sous la direction des professeurs.

» Cette autorisation nous a été accordée avec empressement après quelques explications.

» M. Darblay père a, en outre, manifesté le désir d'assister à notre réception et nous a priés de lui indiquer le jour de notre excursion.

» Puis il a immédiatement donné des instructions à M. Pierredon, directeur de la fabrique, afin qu'il tienne à notre disposition l'usine de Moulin-Galant, qui sera mise en marche exclusivement à notre intention.

» Le jour de l'excursion a été fixé au lundi 13 juillet. Les apprentis au nombre de trente-quatre environ, seront accompagnés par MM. les professeurs et par MM. les membres de la Commission, désignés à cet effet.

» Il a été décidé dans cette réunion que la circulaire-programme pour l'ouverture des cours serait élaborée par MM. les membres du bureau, et serait adressée en temps utile aux personnes intéressées d'après les listes qui seront revisées par MM. les Secrétaires de la Commission. »

La Chambre, à l'unanimité, ratifie toutes les dispositions prises par la Commission des cours et concours.

Chambre syndicale des Fleurs et Plumes.

Séance du vendredi 10 juillet 1885.

Commission de l'apprentissage.

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Dans une de vos précédentes réunions, après avoir, à l'unanimité, approuvé le rapport qui vous était présenté au nom de l'ancienne Commission de l'apprentissage du Comité des Fleurs, vous avez daigné, en remplacement des membres de cette Commission dont le mandat était expiré, charger MM. Bréviaire, d'Isle-Capitaine, Caillaux et Bonni, non seulement de continuer les travaux de leurs prédécesseurs au point de vue spécial du recru-

tement des apprentis, mais encore d'étudier toutes les questions relatives à l'apprentissage. Afin de permettre à ces messieurs d'obtenir des intéressés tous les renseignements utiles, afin qu'ils aient pleine et entière liberté d'action, afin qu'ils puissent appeler à eux toutes les bonnes volontés, toutes les réelles compétences, vous les autorisiez à s'adjoindre un certain nombre de membres de la corporation pris en dehors de la Chambre. Après s'être constituée dans une première réunion, où M. d'Isle-Capitaine fut nommé Président, votre Commission, usant de la faculté que vous aviez bien voulu lui conférer, s'adjoignit MM. Aucamus et Brochet, anciens membres de la Chambre, anciens membres de l'ancienne Commission de l'apprentissage, dont le zèle et le dévouement avaient été au-dessus de tout éloge.

Malheureusement, M. Brochet, qui pourtant possédait à son actif le long travail entrepris l'année précédente, à tort ou à raison, par un scrupule que nous n'avons pas à juger ici, refusa cette nomination.

Dès cette première réunion, un des plus honorables membres de la Commission, M. Caillaux, a cru devoir, avant toute délibération, poser une question préjudicielle.

M. Caillaux se demandait si la Commission, telle que la Chambre l'avait constituée, c'est-à-dire composée seulement de membres de la corporation des Fleurs, était bien compétente pour étudier des questions d'apprentissage au nom d'une Chambre syndicale composée de fleuristes et de plumassiers, alors que cette question est d'un égal intérêt pour les deux industries.

M. Caillaux, après mûres réflexions, croyait pouvoir conclure que non. Il motivait son opinion en faisant observer qu'il n'y avait certainement eu, dans ce fait de la nomination par la Chambre de membres exclusivement fleuristes qu'un pur hasard.

Les fleurs et les plumes n'ont-elles pas les mêmes nécessités, les mêmes besoins? Depuis quelques années ne manifestent-elles pas une tendance bien marquée à se confondre, à ne faire qu'un seul et même groupement? Il paraissait donc préférable, en présence de la nécessité de reconstituer l'apprentissage, de réunir leurs efforts. En conséquence, M. Caillaux concluait au renvoi à la Chambre de la solution de cette question.

On répondit à ce scrupule bien légitime que si véritablement cette tendance existe, il est loin d'être prouvé qu'il faille l'encourager; qu'en tout cas, par suite de la dissemblance du genre de travail des deux industries, l'apprentissage dans l'une et l'autre doit être soumis à des lois différentes, par contre à des prescriptions, à des habitudes autres; qu'il serait à craindre, alors que chacun se plaint que déjà les apprentis ne veulent plus consacrer un temps

suffisant à leur apprentissage, que cet apprentissage, fait en vue de deux industries également difficiles, ne produise que de médiocres ouvrières, inhabiles dans l'une et l'autre.

En outre, en dehors de ces raisons de principe, un autre motif plus terre à terre, mais assez important pour être pris en considération, venait combattre l'opinion de M. Caillaux. Pour créer un recrutement effectif d'apprentis, pour constituer un centre d'action réelle, efficace, il était indispensable que l'on eût à sa disposition des fonds permettant de couvrir les frais de publication qu'entraînerait la nouvelle institution. Or, il paraît avéré qu'un grand nombre de plumassiers ne se plaignent nullement de l'apprentissage dans leur industrie, qu'ils ne manquent nullement d'apprentis, et sont, par contre, avec juste raison, peu disposés à des sacrifices d'argent pour une œuvre qui ne les intéresserait que par un sentiment de sympathie envers leurs collègues de la Fleur, sympathie très vive, nul n'en doute, mais que ces derniers, par un scrupule, bien légitime, ne voudraient pas pécuniairement mettre à contribution.

Les fleuristes, à l'encontre des plumassiers, déclarent être vivement atteints par la déplorable situation de l'apprentissage dans leur industrie ; ils admettent en principe que, pour arrêter cette fâcheuse dégénérescence, ils doivent consentir à de véritables sacrifices de temps, d'argent. Et, ce qui plus est, ils sont d'autant mieux disposés à cet égard qu'ils se trouvent avoir à leur disposition, dans la caisse même de la Chambre, des sommes assez importantes affectées précisément à l'apprentissage par des votes antérieurs de l'ancien Comité des Fleurs. Il est donc loisible aux fleuristes, dès à présent, et sans courir les risques toujours très hasardeux d'une souscription corporative, de commencer une action sérieuse, continue, de la rendre féconde en l'entourant de tous les soins désirables, en un mot d'entrer dans cette période de travaux profitables qui, dans beaucoup d'entreprises de même nature, se trouve, on ne sait comment, tellement retardée de jour en jour qu'elle ne s'ouvre jamais.

La Chambre, consultée sur la déclaration de la plupart des membres plumassiers qui, assistant à la séance, affirmèrent être satisfaits de l'état de l'apprentissage dans leur industrie, décida, à une grande majorité, de maintenir la Commission composée des seuls délégués de la fleur.

Messieurs,

Avant d'aborder l'étude de l'apprentissage actuel, avant de rechercher les causes de sa dégénérescence, dans le but de bien préciser la question, permettez-nous de nous reporter par la pensée à une époque assez reculée déjà, époque de prospérité, nous nous en sou-

venons, et dont nous connaissons les usages par le dire de nos devanciers.

A cette époque, succédant directement à l'antique et puissante organisation en jurandes et maîtrises, organisation abolie par la grande Révolution, l'apprentissage, à tout jamais rendu libre, conserva heureusement cet aspect familial qui fut, sans conteste, le plus beau titre de gloire des vieilles et fécondes corporations parisiennes.

Dans notre industrie des fleurs notamment, industrie toute de création, de goût, de fantaisie, dans laquelle le chef, homme ou femme, est le plus souvent un laborieux artiste doublé d'un habile artisan, où tous, ouvriers et patrons, sont bien réellement les fils de leurs œuvres, l'apprenti, à peu d'exceptions près, était considéré comme l'enfant de la famille.

A cette époque, les patrons comprenaient l'utilité d'enseigner à l'apprenti un état dans son entier et non dans une seule de ses parties, si brillante qu'elle soit. Les parents, de leur côté, ayant eux-mêmes passé par un long apprentissage, désireux de voir leurs enfants acquérir une réelle valeur personnelle, sachant par expérience « l'indispensabilité » de cette valeur en vue d'un salaire élevé, les parents n'hésitaient pas à accorder le temps reconnu nécessaire par les usages de chaque industrie, temps qui variait entre quatre et six années.

En échange de ce sacrifice librement consenti, les enfants étaient nourris, couchés, parfois blanchis, parfois aussi, pour les encourager on leur promettait — tenait-on toujours ? — une légère rémunération le dimanche après le rangement de l'atelier, rémunération aléatoire, il faut en convenir, mais qui, néanmoins pour les bons sujets, constituait le plus précieux des encouragements et, retenons-le, pour les bons patrons, sachant s'en servir avec mesure, le meilleur moyen d'obtenir un travail sérieux et productif.

L'éloge sincère que nous faisons de cette époque ne va pas jusqu'à nous empêcher de reconnaître qu'alors, comme maintenant, comme toujours, de grands et fâcheux abus ont existé, existent. Certains patrons, peu scrupuleux, se servaient de leurs apprentis comme de véritables petits domestiques et, non contents de les occuper aux travaux nécessaires du rangement, du nettoyage de l'atelier, utilisaient les garçons comme de véritables hommes de peine, les filles comme des véritables bonnes. D'autres allaient plus loin : au mépris de leur propre intérêt, ne voyant que le gain immédiatement réalisé, sans songer à l'avenir, ne se gênaient guère pour faire de l'apprentissage dans leurs ateliers une véritable exploitation mercantile.

Pour arriver à ce résultat, cela bien entendu relativement à

l'importance de leurs transactions, ils réunissaient dans leur atelier un nombre trop considérable d'enfants et, pour soutirer un bénéfice de ce trop grand nombre, spécialisaient à l'excès, laissant ces pauvres petits êtres, qu'ils avaient pourtant pris comme apprentis et non comme manœuvres, des années entières sur une besogne uniforme, abêtissante ; ce défectueux état de choses était parfois poussé si loin que des apprentis sortaient de ces maisons incapables de gagner leur vie ailleurs. A cet égard, on cite comme typique l'exemple suivant : Un ouvrier vint demander au Conseil des prud'hommes la résiliation du contrat d'apprentissage de ses deux filles qui, placées depuis dix-huit mois dans la même maison, l'une avait uniquement fabriqué le moule d'un bouton naissant sempiternellement du même modèle ; l'autre avait recouvert ce moule de sa capuche, de sorte que ni l'une ni l'autre n'aurait pu convenablement fabriquer un bouton entier.

A ce regrettable abus, qui à un moment donné, surtout chez le petit fabricant, prit une certaine proportion, vinrent s'en ajouter d'autres, qui, tout accessoires qu'ils paraissent, n'ont pas moins une grande importance.

Dans les quartiers industriels le prix des loyers ayant considérablement augmenté, au lieu de transformer sa demeure dans un endroit plus propice, le fabricant, dans la crainte de par trop voir s'augmenter les frais généraux, s'est laissé aller à ne plus coucher les apprentis. Il en a été de même en ce qui concerne la nourriture ; les denrées étant devenues hors de prix, on a trouvé plus économique de ne pas nourrir les apprentis. Mais ce qui, plus que le prix des loyers, plus encore que le renchérissement des denrées, a eu une action décisive à cet égard, c'est, sans conteste, une question de convenance personnelle, une satisfaction de son propre bien-être. Avoir chez soi des apprentis nourris et couchés semble de nos jours une lourde sujétion. Ne sont-ils pas, ces turbulents, continuellement là ! Au moment de la saison, quand on veille tard, quand on a besoin de leur travail, passe encore ; mais en morte-saison qu'en faire ? Les apprentis libres sont bien préférables. Oui, mais comme on ne trouve pas facilement des gens qui consentent à donner leurs enfants sans rémunération pendant plusieurs années, on est obligé de chercher une compensation et on commet cette lourde faute de diminuer le temps d'apprentissage, et, comme conséquence, de payer les apprentis. Ce salaire, dans une industrie pondérée, est, quoi qu'on dise, bien souvent supérieur à ce que coûtait l'enfant, et cependant il ne profite à personne. Les parents, qui ne voient d'abord que l'augmentation de leur modeste budget, sont étonnés de s'apercevoir que leurs enfants, bien loin de leur rapporter, coûtent.

Lorsque le patron nourrissait et couchait, il dépensait pour ses apprentis des sommes relativement faibles. Il n'attachait qu'une importance secondaire à cette nourriture qui s'atténuait considérablement de valeur en venant se confondre avec les dépenses du ménage. Le paiement de l'apprenti, au contraire, figure dans la paye de la semaine, c'est un véritable salaire qui justement augmente d'autant le coût de la façon. Que l'enfant soit payé en nourriture ou en espèces, si l'équilibre était établi entre ces deux modes de paiement, et au point de vue des frais de la production, le résultat serait sensiblement le même, le quantum changeant de nature mais non de qualité. Pourtant le patron trouve que l'apprentissage à demeure est onéreux, il trouve aussi que d'occuper des apprentis payés est une mauvaise opération financière et, partant de ce principe, il en emploie le moins possible, se rejetant sur des petites mains.

Eh bien ! admettons, ce que nous nions, que cela soit ; admettons que les apprentis ne rapportent aucun bénéfice : n'est-il pas de son intérêt, de son devoir de ne pas vivre au jour le jour ? Ne lui incombe-t-il pas l'obligation morale tout au moins, de préparer l'avenir ? Ne sait-il donc pas que si l'apprentissage semble lui coûter, il lui rapporte indirectement en dotant l'industrie entière d'une somme de capacités se divisant à l'infini, somme dont à son tour il a sa quote-part par suite des changements de personnes qui ont lieu d'un atelier à un autre. Si tous les fabricants, en proportion de l'importance de leur fabrique, faisaient un léger sacrifice pour l'apprentissage, le va-et-vient des ouvriers permettrait que ce soi-disant sacrifice soit une source de prospérité pour l'industrie assez clairvoyante pour y consentir. On se plaint de ce que les apprentis, aussitôt qu'ils ont acquis une valeur quelconque, quittent leur patron pour aller dans l'atelier d'un concurrent. En supposant que dans cette action il n'y ait pas un peu de la faute du patron, qui le plus souvent ne se donne pas la peine de faire un contrat et encore moins de chercher par tous les moyens dont il dispose à faire exécuter les conditions de travail consenties avec son apprenti, ce départ, en réalité, n'est préjudiciable qu'au cas où cet apprenti n'aurait pas terminé son temps d'apprentissage, ce que l'on éviterait facilement en établissant des rapports de bonne confraternité entre les intéressés. Sans cela qu'importe ? En effet, si l'un ne profite pas du travail de son apprenti devenu ouvrier, il profite du travail de l'apprenti d'un de ses confrères. C'est un prêt pour un rendu : il n'y a pas de préjudices réels ; la corporation n'en souffre pas.

Parmi tous ces abus, signalons encore, et cela toujours au point de vue de l'apprentissage, la division du travail poussée à l'extrême. Cette division, conséquence malheureuse de la nécessité d'une pro-

duction rapide, division indispensable dans certaines industries qui ne peuvent soutenir la concurrence étrangère que grâce à elle, ne doit pas être employée dans les corporations qui vivent bien plus sur le fini du produit que sur son extrême bon marché. Paris ne conservera sa supériorité de fabrication qu'à la condition de continuer comme par le passé, à donner à ses produits une perfection réelle. La fleur notamment, qui se subdivise à l'infini, qui, en outre, selon les exigences de la mode, doit se transformer rapidement, la fleur est tenue plus que toute autre industrie à s'organiser pour répondre à ces exigences, à ces transformations, elle a le devoir, dans son propre intérêt, de mettre, par un apprentissage sérieux, ses ouvriers à même de suivre les différentes alternatives qui se présentent à elle. La division du travail dans l'apprentissage peut donc être tour à tour nuisible ou utile. Nuisible quand elle laisse l'apprentie confiner dans un seul genre, dans un seul article; utile, lorsque n'étant que l'application du principe de transformations continues, elle fait ébaucher à l'apprentie toutes les diverses phases de l'industrie pour la perfectionner ensuite dans chacune de ces phases. Une autre question non moins importante est négligée par beaucoup de patrons. Certes, l'atelier doit être la base du travail de l'enfant; mais dans la mesure du possible, il ne faut pas — et ceci est autant une question sociale qu'industrielle — il ne faut pas dans l'apprentissage gêner le libre développement physique de l'ouvrière.

L'enfant de dix à seize ans, et principalement la jeune fille, a besoin de se développer, d'exercer ses forces physiques. Lui demander d'être là, toute une longue journée, sur un siège, dans cette atmosphère de l'atelier, n'est-ce pas entraver le libre développement de ses facultés physiques? Il serait bien préférable que, de temps en temps, elle aille et vienne, qu'elle ne soit pas toujours assidue, absorbée. Cette absorption engourdit ses facultés, rend son travail machinal, stérile. On a blâmé les industries qui, de même que l'horlogerie, la bijouterie, l'orfèvrerie, etc., font faire des courses à leurs gamins; de même dans la fleur on trouve qu'une apprentie ne devrait pas quitter sa place, et de fait dans cette dernière industrie, les apprenties sortent rarement. Si, lorsqu'il s'agit de jeunes filles, la suppression des courses en dehors est une bonne chose, il est déplorable d'assimiler une apprentie à une ouvrière, de la laisser continuellement sur son siège. L'enfant gagne moralement et physiquement à exercer des travaux de différentes natures, travaux qui constituent une sorte de gymnastique pour son intelligence et développent chez elle une certaine initiative. Elle est moins assidue à l'atelier, soit, mais le temps qu'elle passe au travail est mieux employé.

Quoi qu'il en soit, et pour nous borner à de simples indications, car chacune de ces questions mériterait une étude approfondie,

dans ces admirables corporations qui ont si loin poussé la perfection du travail industriel, les patrons vivaient côte à côte de leurs élèves; ils les considéraient non plus comme une matière exploitable, mais comme une des forces vives de leur industrie, forces devant être ménagées, soignées, car elles répondaient à cette nécessité de l'avenir : le renouvellement continu, l'amélioration constante du personnel ouvrier. Ils tenaient à honneur, ces patrons des anciens jours, de faire franchir à leurs apprentis, degré par degré, étape par étape, les diverses divisions de leur industrie. Préparant l'avenir, ils voulaient créer de bons ouvriers, et, mûs par un sentiment de légitime orgueil, cherchaient par tous les moyens en leur pouvoir à les rendre supérieurs à ceux de leurs concurrents.

De leur côté, les ouvriers demeuraient dans cette maison qu'ils arrivaient insensiblement à considérer comme leur; ils en épousaient les joies, les craintes, travaillant avec ardeur à la prospérité de cette entreprise, dont quelques parcelles semblaient leur appartenir.

Malheureusement, au lieu de conserver avec un soin jaloux ce qu'il y avait de bon dans les traditions des anciens, aujourd'hui la plupart des industriels, bien à tort, ne visent qu'à transformer leur atelier en manufacture. Poussés par la légitime mais souvent décevante ambition d'arriver à une haute situation, talonnés par un besoin de luxe sans cesse grandissant, ils oublient que la manufacture et l'atelier sont deux *formes essentielles, distinctes, de la production industrielle* : que vouloir les confondre, c'est courir à un échec certain. Assimilant bien à tort des industries dissemblables, ils se modèlent sur des professions qui n'ont rien de commun avec la leur; ils veulent avant tout produire, produire encore, produire toujours; ils spécialisent à force, ne cherchent plus que les petites mains à peine dégrossies et, sans vouloir admettre les conséquences funestes de leur imprévoyance, négligent et délaissent l'apprentissage, cette suprême ressource du lendemain.

Dans les premiers temps de cette transformation tout est bien, tout va bien. Le chiffre d'affaires monte d'année en année. Le modeste personnel d'ouvrières capables attaché à la maison est facilement entouré d'un nombre considérable de jeunes filles qui leur servent d'aides. Mais peu à peu cet ancien personnel disparaît, on ne trouve plus à le remplacer, les nouvelles ouvrières n'ayant subi aucune, les épreuves d'un sérieux apprentissage. Le niveau de la production baisse alors rapidement. La consommation, d'abord hésitante devant cet abaissement partiellement masqué par un bon marché relatif, n'étant plus satisfaite se retire peu à peu pour se jeter sur un autre genre. L'article fabriqué qui, primitivement, grâce à la nécessité d'être produit par de bonnes ouvrières, avait su conserver une valeur marchande connue, se vilipende, s'abaisse.

On fait alors de grands et prodigieux efforts pour remplacer la qualité par la quantité. L'industrie, atteinte dans ses sources vives, bat de l'aile, s'étiole : c'est la misère. Et, durant ce temps, l'étranger, qui guette sans cesse, cherche à substituer ses produits aux nôtres sur les marchés des pays d'importation !

Mais, Messieurs, toutes ces critiques seraient inutiles si elles ne servaient pas d'enseignement à ceux qui observent et qui, se rendant compte de la situation, cherchent dans quelles conditions il serait désirable que désormais l'apprentissage se développât.

L'apprentissage se présente sous deux formes différentes, qui sont : l'apprentissage par l'école et l'apprentissage par l'atelier.

Ces deux formes sont-elles identiques, répondent-elles aux mêmes besoins, aux mêmes nécessités ?

Évidemment non.

Les industries se divisent en deux catégories bien distinctes. Les unes, que nous nommerons *industries exactes*, parmi lesquelles il convient de classer toutes les industries où l'objet fabriqué change rarement de forme, où les procédés de fabrication restent les mêmes durant de longues années, où le travail de l'ouvrier peut, pour ainsi dire, être conduit mathématiquement ; les autres, que nous nommerons *industries artistiques*, et, parmi ces dernières, il faut ranger la fleur, sont celles où la fantaisie joue un rôle important, où, à chaque instant, le produit change de forme, où la création sans cesse renouvelée est la qualité primordiale, essentielle de toute prospérité.

Les premières, les industries exactes, auront avec succès recours à l'école professionnelle, la plupart des connaissances nécessaires à leurs ouvriers pouvant s'enseigner pédagogiquement, si l'on peut s'exprimer ainsi à propos d'un enseignement industriel. Les secondes, les industries artistiques, se verraient, tout au contraire, comme en prison entre les quatre murs de l'école. Vivant de fantaisie, de créations nouvelles, elles ne prendraient pas le libre essor qui convient à leur nature et perdraient ainsi leur principale qualité. Ce qui, en général, constitue la grande supériorité de l'industrie parisienne, c'est que l'ouvrier vivant continuellement dans un milieu élevé, gai, entouré de chefs-d'œuvre de tous genres, en communion constante avec les progrès sans cesse réalisés sous ses yeux, l'ouvrier puise dans ce milieu un goût épuré, grandi. Ayant autour de lui ses compagnons, les uns plus habiles, les autres moins habiles que lui, il profite sans cesse de la divulgation des efforts réunis de toutes ces intelligences, de tous ces travailleurs.

Les idées des uns fécondent, rendent praticables, productives, les idées des autres. Chaque effort vers la perfection, vers la rapidité d'exécution, se traduit et se répercute de suite chez tous. Cette

communion constante, ce contact de l'atelier, cet effort lent peut-être mais continu, vers le perfectionnement incessant du travail est indispensable aux industries de luxe et, par contre, à l'apprenti.

Si l'apprenti, cet élève ouvrier, veut être armé pour la lutte, il est indispensable que jeune, n'ayant encore contracté aucune mauvaise habitude, il passe par toutes les étapes où ses devanciers ont passé. Il faut qu'il ressente dans toute sa plénitude la saine émulation du travail, qu'il soit mis à même, au point de vue de son labeur manuel, d'acquérir les meilleurs procédés, qu'il éprouve la nécessité des initiatives fécondes, qu'il vive dans le milieu qui sera désormais le sien, qu'il vive de la vie qui doit être à tout jamais la sienne. A celui-là, l'école professionnelle, correcte, méthodique, coulée dans le vieux moule usé de toutes parts des traditions administratives, ne lui donnera pas le feu sacré. Elle lui apprendra à travailler sagement, régulièrement, correctement, s'il en a le tempérament, mais non industriellement. C'est que, et nul ne l'ignore, dans certaines industries, il existe, en nombre considérable, des procédés, des tours de mains, des traditions qui ne s'enseignent pas, ne se démontrent pas, phénomènes se passant dans l'atelier chaque jour sans embarras, comme la chose la plus naturelle du monde, et qui pourtant, dans leur admirable simplicité, étonnent les hommes les plus compétents. Qu'est-ce peu de chose parfois ; la manière de tenir son outil, de procéder dans le travail, des riens qui sont des tous. Et cela est tellement vrai qu'il n'y a pas d'exemple de bons ouvriers partis pour l'étranger qui, au bout d'un séjour plus ou moins prolongé, ne soient revenus en France, n'ayant perdu la majeure partie de leur valeur personnelle.

On objectera que c'est là une vérité banale, que cette vérité n'est pas contestée ; que, pour beaucoup de bons esprits, le passage de l'enfant dans l'école professionnelle ne doit être que momentané, que l'apprentissage sera toujours terminé dans l'atelier. Soit, le mal sera plus grand encore et l'effet restera le même. C'est précisément ce passage du travail manuel dans l'école au travail manuel dans l'atelier qui est à redouter. La vie de l'école, fatalement soumise à des règles invariables, est autre que la vie de l'atelier ; durant la première, l'enfant prendra des habitudes de tenue, de travail qu'il lui faudra, par une brusque transition, quitter à l'atelier. Dans l'école, il suivra à la fois des cours primaires et des cours professionnels : ne se consacrant à aucun d'eux, il se fera, du rude labeur appelé à le faire vivre, une idée tout autre que cette vie n'est en réalité ; mordant péniblement aux classiques que peu d'enfants aiment par vocation, il considérera le travail manuel comme un divertissement. Quels changements une fois dans l'atelier ! Là où il avait un professeur patient par état et par nécessité, expliquant clairement, ne

lui donnant qu'une somme modérée d'ouvrages, il aura à faire à un rude gars, peu endurant de sa nature, encore moins démonstratif, le bousculant sans cesse parce qu'il trouvera que ce moutard frais émoulu des bancs de l'école, qui pourtant même s'il montre de la bonne volonté suivra les traditions apprises, en prend bien à son aise. Ne pense-t-on pas que cet enfant se dégoûte bien vite d'une profession que, dans sa jeune imagination, il avait trouvée tout autre? Il y a donc là un danger, un danger réel qui est évité lorsque l'enfant, par une brusque transition, passe de l'école dans l'atelier. Dans ce dernier cas, de lui-même, il s'attend à quelque chose d'énorme, mais pour lui tout est nouveau, tout est beau, il s'habitue peu à peu à sa nouvelle vie; s'il est travailleur, il y prend goût, et ne connaissant pas d'autre existence, pas d'autre manière de travailler, il se fait peu à peu à sa nouvelle condition, trouvant tout logique la nouvelle condition qu'il est tenu désormais de mener.

Ah! Messieurs, à l'égard des écoles professionnelles, nous aussi nous sommes hanté de ce qui n'est peut-être qu'un songe creux, nous aussi possédons notre conception d'école, et bientôt, si vous daignez nous y encourager un peu, aurons-nous l'audace de vous soumettre un long projet à cet égard. Car, si, après de longues études, nous nous disons l'adversaire résolu des écoles professionnelles, telles qu'elles existent actuellement, — c'est-à-dire de ces écoles organisées, bien à tort, selon le mode usité dans l'enseignement primaire, — nous serons néanmoins disposé à appuyer avec énergie une école organisée industriellement et qui aurait pour but de répondre aux besoins de telle ou telle industrie, et non de les faire passer toutes sous le même niveau, une école enfin qui voudrait sincèrement, sans une arrière-pensée, mettre en pratique ce principe si simple, si vrai, et pourtant si peu écouté : l'école professionnelle étroitement liée à une exploitation industrielle. Alimentée, dirigée, exploitée au besoin par des fabricants ou des anciens fabricants, véritablement professionnelle, ou mieux véritablement industrielle, elle aiderait puissamment à la prospérité de la corporation dont elle dépendrait, en améliorant, complétant, reconstituant dans son sein l'apprentissage de l'atelier, lequel, par cette fusion heureuse de deux milieux jusqu'à ce jour distincts, l'école et l'atelier, grandirait et atteindrait bientôt à une perfection inconnue encore.

Là seulement est le progrès utile, car les élèves de ces écoles seraient de véritables apprentis, travaillant à des objets destinés à la consommation, et non à des produits mal conçus, encore plus mal exécutés qui, presque toujours, ne trouvant aucun écoulement, sont très onéreux pour les finances de l'école et empêchent de donner aux apprentis un travail effectif. On objectera que, dans les articles secon-

dares, bon marché, d'une exécution facile, ne nécessitant aucune expérience manuelle, le travail des apprentis trouve des acheteurs; regrettons-le bien davantage encore. Ces acheteurs ne parviennent à se défaire de cette marchandise défectueuse qu'en l'écoulant dans des conditions de prix si mauvaises que l'industrie libre, qui, elle, travaille sans autre ressource que ses propres forces, dont les ouvriers doivent se nourrir et nourrir leurs enfants, ne peut lutter de bon marché, son labeur quotidien ne lui rapportant plus la somme de salaire indispensable à son existence matérielle. Si encore le consommateur profitait de cette situation, ce ne serait en somme qu'un déplacement de bénéfices; elle aurait en plus ce que l'industriel aurait en moins. Loin de là, l'article de consommation offert aux consommateurs n'étant pas dans les conditions voulues de solidité, de goût, de durée, il est obligé de le renouveler plus souvent, et par ainsi arrive, non à une diminution dans ses frais, mais à une augmentation. Cette augmentation est d'autant plus grande que le bon marché le séduit et qu'il achète toujours, vu ce bon marché, des objets au-dessous de ses moyens.

Quant au fabricant, ne trouvant pas un écart suffisant entre le prix coûtant et le prix de vente, il ne peut couvrir ses frais, marche à une catastrophe, voit son industrie périlcliter pour arriver à rien.

Nous avons plus haut cru devoir nous servir du mot *exploité* à l'égard des écoles professionnelles, cela n'a pas été sans intention. et, quoiqu'il puisse paraître excessif, nous le maintenons en demandant à l'expliquer. Il ne viendra à l'esprit d'aucun de nos collègues que nous entendons par là que l'école idéale dont nous avons parlé ne ferait que masquer hypocritement une véritable exploitation d'apprentis; ce serait vous faire injure que de supposer un seul instant que nous eussions un semblable désir. Non, si nous désirons qu'une école professionnelle soit une dépendance directe, étroitement liée à une exploitation industrielle en pleine vie, si nous désirons encore que cette école soit dirigée à ses risques et périls par un fabricant choisi par ses confrères, ou mieux par une collectivité de fabricants, c'est que nous estimons que l'école professionnelle doit être la propriété de l'industrie entière, qu'elle doit former une œuvre essentiellement collective où tous les membres de l'industrie ont les mêmes droits et surtout les mêmes devoirs. On objectera que cette école a le grave inconvénient d'exposer les apprentis à cette promiscuité de l'atelier, parfois si néfaste. Croit-on que l'école est indemne à cet égard? N'y a-t-il pas plus de danger de laisser des jeunes filles de dix à quatorze ans avec des demoiselles de quinze à dix-huit ans qu'avec des ouvrières qui, quoi qu'on en dise, et malgré parfois les apparences que leur donne leur manque d'éducation, ne sont pas si gangrenées que cela? Pense-t-on que réellement le vice

sous toutes ses formes règne en souverain maître dans les ateliers? Ce serait là une profonde erreur. C'est encore parmi les travailleurs que l'on trouve le plus d'honnêtes gens, et il y a peu d'exemples d'ateliers de fleuristes qui ne soient sévèrement tenus par des femmes des plus honorables. Enfin, en dehors de ces graves défauts de l'école professionnelle d'aujourd'hui, nous en dirons un autre qui n'est pas moins à redouter et qui, s'il se généralisait, ne tendrait rien moins qu'à nous empêcher toute concurrence avec nos voisins : l'école habitue les enfants à travailler lentement.

La rapidité d'exécution est de nos jours indispensable, elle permet à l'ouvrier de pallier, dans une certaine mesure, les effets de la morte-saison.

L'école professionnelle doctorale avant tout, doit rechercher la perfection de l'objet encore à l'état embryonnaire. Ne faut-il pas, au concours annuel, à cette exposition générale du travail de l'année, produire quelque chose ayant une tournure? Et pourtant il serait malhonnête d'aider trop ostensiblement l'enfant. On lui fait faire, refaire, et, en somme, il ne produit qu'un travail machinal n'ayant aucune valeur réelle. Pendant ce temps, l'enfant prend des habitudes dont il se défera difficilement plus tard. Il a été récompensé au concours ou simplement admis à concourir; il doit savoir son métier et, quand il arrive dans un atelier tout fier de sa valeur, il est profondément humilié en voyant que l'attrape-science, qui pourtant a passé le plus beau de son temps à faire des courses, travaille déjà et peut prétendre à de meilleures journées que lui.

Ces divers inconvénients, qu'il était de notre devoir de signaler, s'appliquent, nous le répétons, plus particulièrement aux industries artistiques. Ils sont d'une bien moins grande importance en ce qui concerne ce que nous avons appelé les industries exactes.

Nous avons voulu nous rendre un compte exact des résultats obtenus dans ces dernières industries ; nous ne parlerons des écoles que de trois d'entre elles, cela suffisant amplement à notre démonstration.

En première ligne, nous citerons l'école fondée par la Ville de Paris à La Villette. Cette école, qui fonctionne admirablement avec quelques modifications rendra de grands services. L'apprenti se trouve là dans un milieu qui ne diffère pas beaucoup de celui de l'atelier. On lui enseigne une profession que tout le monde ayant la force physique voulue peut pratiquer, une profession qui, pour arriver à une production suffisamment rapide, exige bien évidemment une certaine habileté de mains, mais qui, néanmoins, repose sur de simples données et ne demande que dans une simple mesure ces qualités de goût, d'invention dont nous parlions à propos des industries de luxe.

Nous ne doutons pas que l'école de La Villette, pour laquelle on a fait des sacrifices énormes peu en rapport, il est vrai, avec le résultat probable, ne forme de bons ouvriers menuisiers, serruriers, à la condition, toutefois, d'en modifier les tendances qui s'y font jour. Dans une armée bien organisée, les officiers de différents grades ne suffisent pas, il faut des soldats. Or, l'école de La Villette a une tendance bien marquée : celle de créer des contremaîtres. Le temps, heureusement, mettra bon ordre à ce qui deviendrait néfaste. Grâce à l'élévation du niveau des connaissances classiques des enfants, l'ouvrier ayant par devers lui le savoir nécessaire pour bien exercer son industrie, sera la généralité. Le contremaître ne sera plus seulement le plus instruit, mais le plus capable, le plus travailleur, l'homme d'espérance et de conduite, il sera l'exception.

L'école d'horlogerie, fondée il y a quelques années à peine par M. Rodanet, dont l'énergie, la persévérance ne sauraient être trop louées en cette circonstance, donne, comme l'école de La Villette dans une note plus modeste, mais qui a néanmoins son importance, d'excellents résultats. L'école est au complet, et bientôt ses élèves, se répandant dans les ateliers, viendront combler les vides qui existent dans cette industrie. Nous ne dirons pas ce qu'il a fallu aux fondateurs de cette institution de courage et de sacrifices pour mener à bien cette œuvre de salut industriel. Tous ceux qui ont pratiqué cette question de l'apprentissage savent les déboires qu'elle occasionne à ses fidèles ; toutefois ici, et nous sommes heureux de le constater, le résultat prouve que la confiance et la persévérance sont les meilleurs agents de réussite. Là encore, comme pour l'école de La Villette, il s'agit d'une industrie exacte ; l'horloger n'est qu'un mécanicien spécial, et son industrie peut se démontrer mathématiquement. De même en ce qui concerne la troisième école, celle des marchands-tailleurs.

Cette école, sous la direction énergique, sous l'impulsion effective, grâce à des sacrifices d'argent de plusieurs de nos sympathiques collègues de la Chambre des Marchands-Tailleurs, et notamment de MM. Vivier et Ducher, fonctionne dans la perfection. Sous la direction de quatre maîtres ouvriers placés eux-mêmes sous la haute autorité d'un directeur responsable, vingt apprentis environ apprennent une fraction importante de la profession de tailleur, ce qu'en terme de métier on nomme l'apiéçage. Chaque maître-ouvrier a sous sa direction immédiate de quatre à cinq élèves ; il démontre d'abord à chacun d'eux les premiers éléments de son métier, leur faisant coudre, tout d'abord, ce qu'il y a de plus facile dans les pièces qui leur sont confiées ; puis, peu à peu, il arrive à leur montrer ce qui constitue le travail de l'ouvrier. Les pièces à

coudre, sont fournies par les tailleurs ayant participé à la fondation de l'école, ou par ceux qui veulent bien aider l'œuvre ; ces pièces sont payées au prix ordinaire de façon. Par suite de la présence de maîtres ouvriers habiles travaillant sans cesse avec leurs élèves, ces pièces sortent de l'atelier dans un état de perfection telle qu'elles sont fort recherchées. Les élèves ne reçoivent aucun salaire, mais ils sont nourris à déjeuner, et un système de gratifications permet à tous ceux qui veulent travailler sérieusement de toucher par semaine une somme variant de 1 à 3 francs.

Là encore l'ouvrier accomplit un travail méthodique, il coud un habit qui lui a été donné tout coupé, toutes les mesures ont été prises, il n'a aucune initiative, aucune création à faire. Il est vrai que s'il se montre docile, des leçons de coupe lui étant données durant son séjour à l'école, il pourra devenir coupeur, c'est-à-dire occuper un emploi mieux rétribué, mais l'apprenti se trouvant dans ce cas est l'exception, la généralité reste apieceur.

Par ce qui précède, on voit qu'il n'y a aucune similitude à établir entre les écoles de La Villette, de l'Horlogerie, des Tailleurs et tant d'autres, et ce que pourrait être l'école des Fleuristes ; cependant, en dehors de ces considérations, il en existe une autre qui, selon le vieil adage, nous aurait dispensé d'en citer d'autres : cette école nous coûterait trop cher.

Nous prendrons, pour servir d'exemple, le budget de l'école des Marchands-Tailleurs, mis obligeamment à notre disposition par notre collègue M. Vivier. Qu'y voyons-nous ? Que pour une trentaine d'apprentis les dépenses ont été de 28,000 francs, les recettes se composant du produit du travail fait par les apprentis, de 12,000 fr., soit 16,000 francs de déficit ou 500 francs en chiffre rond par enfant. Notez que le travail des apprentis est procuré à l'école par les maîtres tailleurs eux-mêmes qui soldent ce travail au prix du tarif ouvrier, ce qui ne pourrait avoir lieu dans la fleur. Ces chiffres évidemment ne sont pas définitifs ; il est certain que, lorsque l'institution aura atteint son développement normal, les recettes augmenteront, tandis que, proportionnellement, baisseront les dépenses ; on peut espérer arriver à ce qu'au lieu de 500 francs les sacrifices consentis pour chacun des participants ne dépassent pas 200 francs. Prenons en conséquence le chiffre de 200 francs pour base. Dans la fleur, on peut évaluer à cinq mille le nombre des ouvrières ; si l'on estime qu'elles restent dans cette industrie une moyenne de dix années, on sera dans la nécessité de créer chaque année cinq cents ouvrières. En admettant, ce qui n'est pas depuis plusieurs années, que l'institutrice privée se charge de la moitié de cette tâche, l'école, pour avoir une action efficace, devra en recevoir deux cent cinquante par an, soit, pour l'apprentissage qui ne peut durer moins de trois ans,

sept cent cinquante enfants, soit, à 200 francs, une somme annuelle de 150,000 francs.

Ces chiffres ont leur éloquence, ils démontrent d'une façon absolue que l'école professionnelle ne peut exister dans l'industrie des fleurs.

Nous pensons dans ce travail avoir effleuré, un peu longuement peut-être, la plupart des questions qui touchent à l'apprentissage. Il nous faut maintenant conclure, et si notre conviction est faite, il est certes difficile de l'énoncer sans froisser certains sentiments fort respectables, mais dont nous ne partageons pas entièrement les susceptibilités. Nous le ferons avec la plus entière franchise, la Commission s'est placée au-dessus de tout point de vue personnel, elle ne vise que la prospérité générale de l'industrie. Cette prospérité est votre bien à tous, notre plus chère espérance, nous ne ferons jamais trop d'efforts pour la conserver intacte de toute défaillance.

Conclusions.

Considérant que de l'étude approfondie de la situation de l'industrie des fleurs, il résulte l'absolue nécessité de conserver à cette industrie un noyau constant d'ouvriers capables;

Que, par suite de variations fréquentes dans les divers genres tour à tour en faveur dans cette industrie, il importe que la moyenne des ouvriers soit d'une habileté éprouvée;

Qu'en conséquence il y a lieu d'organiser tout d'abord l'apprentissage sur des bases rationnelles répondant aux besoins de l'industrie;

Que cette organisation, pour être effective, doit se faire par une entente entre les intéressés, entente permettant l'unité d'action, la pondération indispensable aux œuvres de cette nature;

Considérant, d'autre part, que, dans l'industrie des fleurs, l'école professionnelle comprise comme elle l'est actuellement, qu'elle émane de la corporation ou de l'État, ne saurait répondre aux besoins généraux de l'industrie; qu'il faut aux apprentis fleuristes le travail fécond de l'atelier, que là seulement ces apprentis seront à même d'acquérir ce goût parfait, cette compréhension lucide, cette ingéniosité, cette rapidité d'exécution, toutes qualités indispensables à une bonne production;

La Chambre syndicale, consultée à cet égard, décide:

Une Commission de six membres, munie des pouvoirs les plus étendus, sera nommée en séance publique et prendra pour titre: Commission de l'apprentissage. Cette Commission aura notamment pour mandat:

1° De s'occuper activement du recrutement des apprentis;

2° De prendre toutes les mesures de propagande nécessaires à l'accomplissement du mandat qui lui a été confié;

3° De s'adjoindre à titre consultatif les membres de la corporation qu'elle jugera pouvoir l'aider dans son œuvre;

4° De disposer des fonds déjà votés pour l'apprentissage;

5° Enfin de présenter chaque année à la Chambre un rapport rendant compte du résultat obtenu et des sommes dépensées.

La Commission espère, Messieurs, que les conclusions qu'elle a l'honneur de vous présenter auront votre assentiment. Pour éviter tout malentendu, elle vous prie de lui permettre, avant toute discussion, d'expliquer pourquoi elle a conclu à la création d'un Comité d'apprentissage, alors qu'il semble que ce mandat lui avait été dévolu; pourquoi elle a cru devoir arrêter les grandes lignes de fonctionnement de ce Comité; pourquoi elle a exposé les principes sur lesquels ce Comité devra s'appuyer pour dignement remplir la mission que vous allez lui confier.

La Commission actuelle de l'apprentissage n'avait pour mandat que d'étudier les questions qui lui seraient soumises, mais n'était investie d'aucune autorité pour passer de cette étude à une action effective, si ce n'est toutefois en ce qui concerne le recrutement des apprentis. Or, si l'on désire arriver à des solutions utiles, il est urgent que les mandataires de la Chambre aient une certaine liberté d'ailure, une certaine part d'initiative qui leur permettent de ne pas voir leurs efforts à chaque pas entravés par de préjudicieux retards, par une autorisation à obtenir, par une réunion manquée, etc. Tous ceux qui ont fait partie des Commissions syndicales savent que bien souvent ces Commissions sont entravées dans leurs travaux par une mauvaise définition de leur mandat et perdent ainsi un temps précieux en discussions qui restent stériles. C'est pourquoi l'œuvre que nous désirons voir entreprendre étant corporative, nous vous avons demandé de permettre au Comité de l'apprentissage, sous sa responsabilité, de s'adjoindre les membres de la corporation qu'il jugerait pouvoir l'aider dans la tâche entreprise. Au reste, la nécessité d'une action commune suffirait à légitimer cette innovation.

Les efforts individuels parfois ont une réelle puissance quand il s'agit d'une industrie où de grandes agglomérations existent; mais, dans une industrie s'étendant à l'infini, ils restent impuissants, se heurtant sans cesse contre la force d'inertie qui leur est opposée. A l'appui de cette affirmation, il serait facile de citer de nombreux exemples; nous n'en voulons pour preuve que le cours de teinture, à qui les efforts individuels n'ont pas manqué, mais qui a échoué par suite de la force d'inertie opposée par la collectivité, ouvriers et patrons.

La base indispensable de toute action est donc l'entente préalable de tous les intéressés, entente obtenue dans un but défini au moyen de procédés adoptés par une majorité, de la corporation, ou, à défaut de cette majorité, par une minorité active et remuante. Or, pour obtenir cette entente entre des personnes peu habituées à se fréquenter, personnes animées parfois l'une envers l'autre d'un sentiment de défiance, il est indispensable, tout d'abord, de les faire se rencontrer sur un terrain neutre, où tous les intérêts auront le loisir de se faire jour ; puis, la situation bien définie, obtenir qu'elles examinent les moyens propres à porter remède aux abus signalés, qu'elles tracent une ligne de conduite que chacun des participants suivra désormais, ligne de conduite pouvant être loyalement acceptée par tous et dont l'application sera, il faut espérer au moins, le point de départ d'une profonde réforme de l'industrie. Le premier effort à tenter est, en conséquence, de grouper sur cette vitale question de l'apprentissage toute la corporation militante, et de l'engager moralement à suivre les prescriptions adoptées d'un commun accord, reconnaissant ainsi, dans ce qu'elle a de bienfaisant et de rationnel, cette loi du plus grand nombre, qui seule permet de longs efforts sans gêner en rien l'initiative individuelle, sans porter atteinte à la liberté de chacun.

Il n'entre pas, croyez-le bien, Messieurs, dans la pensée de la Commission d'imposer à qui que ce soit une ligne de conduite. Non, la Commission désire éviter toute mesure coercitive, toute gêne personnelle ; elle restreint son mandat à cette seule question de l'apprentissage, trouvant que la tâche est suffisamment ardue. On sait, malheureusement, ce que vaut l'aune de ces décisions prises solennellement, et qui, le lendemain, ne sont même pas respectées par ceux qui avaient montré le plus d'ardeur à les soutenir. Il faut en rester à la force morale. Le Comité d'apprentissage, nous ne l'ignorons pas, sera d'abord peu nombreux. Qu'importe ? Ce petit nombre suffira pour mener à bien l'expérience préliminaire qui commence toute entreprise. Les résolutions adoptées par cette petite phalange seront immédiatement mises en pratique dans les ateliers des participants. Prêchant d'exemple, l'expérience démontrera aux plus incrédules que le Comité est dans le vrai ; peu à peu, il verra le nombre de ses adhérents s'accroître, tous les dévouements, toutes les bonnes volontés viendront à lui, et à tout jamais sera consacré ce principe sur lequel repose l'avenir des sociétés modernes : la prospérité de chacun garantie et obtenue par la prospérité de tous.

Le Rapporteur,

A. BONNI.

M. le Président félicite vivement M. Bonni du remarquable rapport qu'il vient de soumettre à la Chambre.

M. Delmart a admiré le travail de M. Bonni, mais on écrit souvent l'histoire par ce que l'on a entendu dire en 1840. Ce n'était pas cela du tout; à midi, en effet, on mangeait avec le patron, mais, après la soupe, on vous donnait un morceau de pain, quelquefois il était accompagné d'un petit morceau de viande ou de fromage, et l'habitude était tellement bien prise que l'on n'avait pas besoin de vous dire de vous en aller. Le travail n'étant pas limité, vous alliez, lorsque besoin était, jusqu'à onze heures du soir; comme récompense, on vous donnait de temps en temps un sou ou deux sous, mais, le plus souvent, des taloches. Voilà, en réalité, quelle était la vie de famille de l'apprenti à cette époque. Les parents et les enfants sont devenus depuis ce moment plus difficiles, c'est ce qui a donné l'idée de créer les écoles professionnelles. Il faut voir le résultat obtenu avant de les critiquer; jusqu'à présent, ces écoles n'ont concouru avec aucunes autres d'apprentis. Leur travail est exposé au Palais de l'Industrie. Le jury verra si ce travail est digne d'une récompense. Mais les créateurs de l'école professionnelle ne feraient-ils, et ce n'est pas leur avis, que des apprentis médiocres, ils croiraient être arrivés à un résultat.

M. Bonni répond à l'honorable Vice-Président honoraire. M. Bonni a parlé des écoles professionnelles en général; il n'a pas été assez heureux, malgré son désir, pour franchir la porte de la rue Bossuet; il sait que MM. Bourdin-Marly et Delmart font une expérience, mais le résultat de cette expérience serait-il bien une preuve? il y a là une direction exceptionnelle et tant vaut le professeur, tant vaut l'élève. Il a voulu parler de l'école administrative.

M. Bonni a une conception qu'il compte soumettre plus tard à la Chambre. Ce qu'il faut à l'école, c'est qu'elle soit dirigée par des industriels et qu'elle produise un travail effectif.

M. Caillaux demande que le nombre des membres que pourra s'adjoindre la Commission soit limité.

M. Bonni croit que le giron de la Chambre est trop restreint; qu'en demandant à un grand nombre de fleuristes de s'adjoindre à la Commission, celle-ci n'aura que plus de force. Cette idée mérite d'être prise en considération.

M. Morin-Hiélard croit bonne et utile l'œuvre des écoles professionnelles. Avis partagé par M. Berthon.

M. le Président dit qu'en fait d'apprentissage la Société paternelle fait tout ce qu'il est possible de faire. Il est facile de critiquer une institution, mais souvent difficile de la remplacer.

M. Bonni dit que la Paternelle a un double but. La Chambre doit patronner directement l'apprentissage. L'Assistance paternelle, mal-

gré ses efforts, n'a rien produit; le Comité donnera une force nouvelle à la Chambre; et nous aurons bientôt mille cinq cents adhérents.

M. Escheman dépeint ses premières années d'apprentissage. Les faits racontés par M. Delmart, il les a subis personnellement. Les temps sont bien changés; il a des apprentis chez lui. Bien qu'agissant avec eux comme il croit devoir le faire, on le menace pour une observation faite de l'inspecteur de ci, de l'inspecteur de là. Il conclut en demandant la suppression de toutes les Sociétés d'apprentissage.

M. le Président dit que M. Eschemann a exprimé sa pensée d'une façon un peu vive. Il n'est pas de l'avis de ses conclusions, mais si on prenait la loi à la lettre, il n'y aurait plus d'apprentis possibles.

M. Caillaux développe l'idée du patronage industriel; il accepte les conclusions du rapport; il n'aurait pas parlé de la Paternelle si cette Société n'avait été attaquée; il est heureux de pouvoir affirmer que toute question présentée sera mise à l'étude, ce qui existe du reste depuis la fondation de la Société.

M. le Président dit que le patronage a beaucoup fait, qu'il compte soixante apprentis et que l'effet moral est excellent.

M. Bonni a bien le droit de dire que cette Société n'a rien fait pour l'apprentissage.

M. le Président, M. Caillaux et M. d'Isle-Capitaine protestent vivement contre cette assertion et sont soutenus par un grand nombre de membres de la Chambre.

Après quelques mots de M. Charles, tendant à éclaircir la question, l'incident est clos.

M. Verlot ne veut pas remettre sur le tapis la discussion au sujet de la Paternelle, mais l'apprentissage doit être une question importante pour la Chambre. Il demande la formation d'un Comité et l'impression du rapport de M. Bonni.

Après un vote, la majorité décide que le rapport de M. Bonni sera seulement imprimé au journal *l'Union*.

M. Morin-Hiélard n'est pas partisan du titre « Comité ».

M. le Président n'y voit aucun inconvénient.

Le titre « Comité » est adopté à la majorité.

La Chambre passe au vote des différents articles du rapport de la Commission.

Les cinq paragraphes sont adoptés.

Un Comité, formé de MM. d'Isle-Capitaine, Bonni, Caillaux, Bréviaire, Charles jeune et Bergault, est nommé.

**Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie,
Boutons et Rubans.**

Séance du 29 septembre 1885.

M. Weber annonce à la Chambre que l'école de dessin, sous le patronage de la Chambre de la Dentelle et de la Chambre de la Passementerie, ouvre ses cours le 20 octobre, à huit heures du soir, et que ces cours ont lieu tous les mardis et vendredis de chaque semaine, 15, rue Poissonnière. Il ne peut que répéter ce qu'il a dit si souvent, et toujours avec la même persévérance, que ces cours sont gratuits, que les élèves y trouveront de bons professeurs, et que tous les patrons devraient forcer ou du moins encourager fortement leurs jeunes employés à y aller régulièrement.

M. le Président annonce que, dans le sein du Comité de l'école, il a été décidé en principe de ne pas faire de bal cette année.

Après l'exposé de considérations diverses, la Chambre se rallie à cette décision, et, jusqu'à nouvel avis, vote, à l'unanimité, la suppression du bal cette année.

**Chambre syndicale du Papier et des industries
qui le transforment.**

Séance du 2 octobre 1885.

PRÉSIDENCE DE M. CHOQUET, PRÉSIDENT.

M. Chapuis annonce que l'ouverture des cours a eu lieu le jeudi 1^{er} courant, et que cinquante-quatre apprentis se sont présentés.

M. Chapuis fait quelques remarques au sujet des apprentis de nationalité étrangère.

Le règlement exigeant la nationalité française, la Chambre décide d'appliquer le règlement.

**Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des
industries qui s'y rattachent.**

Séance du 7 octobre 1885.

M. Lejolliot, président de la Commission de l'École de dessin, a la parole pour rendre compte des mesures qui ont été prises pour la rentrée des cours. Le Président dit que la Commission avait décidé la pose d'affiches annonçant la rentrée: cette mesure a eu le succès que l'on en attendait, car l'on a reçu vingt-quatre nou-

veaux élèves. Malheureusement, seize des anciens ont manqué les cours. Quoi qu'il en soit, le nombre des élèves loin de diminuer se trouve en augmentation de huit.

M. Lejollot dit encore que bien qu'il connût l'opinion de la Chambre au sujet des expositions, il a cru devoir faire figurer la vitrine de l'École de dessin à l'Exposition du travail au Palais de l'Industrie.

Un grand nombre d'écoles professionnelles avaient répondu à l'appel des organisateurs de cette Exposition; s'abstenir aurait été craindre une comparaison qui, sans nous flatter, est tout à l'avantage de notre école.

La Commission a cru de son devoir, devant ces considérations particulières, de faire figurer à l'Exposition l'œuvre de nos apprentis.

M. Charles, membre de la Commission, déclare que, quoique n'approuvant pas en principe les expositions, il a été d'avis que l'école figurât à l'Exposition, étant données les raisons particulières que vient de fournir M. le Président de la Commission.

M. Thomas regrette que la Commission ne se soit pas conformée à la décision prise antérieurement par la Chambre de ne figurer à aucune exposition : les raisons exposées ne paraissent pas suffisamment importantes pour avoir décidé la Commission à déjuger un vote de la Chambre.

M. Lejollot, répondant à M. Thomas, dit que, en effet, il a été discuté incidemment sur l'opportunité de certaines expositions et sur les avantages et les inconvénients qu'elles peuvent présenter; mais jamais aucun procès-verbal n'a fait mention d'un vote de la Chambre refusant de laisser exposer l'École de dessin.

L'honorable Président de la Commission demande un vote approuvant ou blâmant la décision de la Commission.

A l'unanimité des membres présents, la Chambre approuve les actes de la Commission de l'École de dessin.

M. Charles demande qu'il soit dressé un inventaire du mobilier, modèles, plâtres et autres objets appartenant à l'école. Il est utile de pouvoir se rendre compte de ce que devient le matériel d'instruction et de constater ainsi s'il ne se détériore pas, faute de soins, de la part des élèves.

La Chambre décide à l'unanimité qu'un inventaire sera dressé par les soins de la Commission de l'École de dessin.

Chambres syndicales réunies des Dentelles, Tulles et Broderies et de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans.

Le but poursuivi par les Chambres syndicales réunies des Dentelles, Tulles et Broderies, et de la Passementerie, Mercerie, Boutons

et Rubans est d'un intérêt national si considérable que nous n'hésitons pas à reproduire la circulaire que ces deux Chambres viennent d'adresser récemment à tous leurs membres adhérents, à l'occasion de la distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle de dessin. Les appréciations si justes qu'elle contient nous semblent devoir se passer de commentaires, et nous ne pouvons que joindre nos vœux aux leurs et souhaiter vivement que cet appel soit entendu.

Voici le texte de la lettre :

« M.

» L'utilité de notre œuvre n'a pas besoin d'être longuement démontrée, elle frappe tous les yeux.

» Ne voyons-nous pas, en effet, non seulement dans les Expositions internationales, mais jusque dans les étalages parisiens, jusque dans les grands magasins de nouveautés, des produits étrangers disputer aux productions des industries françaises la faveur des acheteurs au détail?

» Ce n'est donc pas le moment de s'endormir dans une sécurité trompeuse sur le mérite artistique, jusqu'à ce jour incontesté, des articles de fabrication nationale.

» Les pays qui nous entourent, qui nous jalourent depuis longtemps, font des efforts inouïs pour répandre dans leurs fabriques le goût du dessin. Dans toutes les capitales nous voyons s'élever des Musées industriels où le fabricant trouve exposés par époques et par pays les plus remarquables spécimens de l'art industriel. De plus, les ouvriers, les contremaîtres, les fils de fabricants suivent des cours de dessin et de modelage spécialement créés pour les besoins des industries locales.

» La Société de l'Union centrale des Arts décoratifs poursuit, il est vrai, la création, à Paris, d'un grand musée d'art industriel; mais, malgré de louables efforts, nous sommes encore bien éloignés du jour de son inauguration.

» Les deux Chambres syndicales de la Dentelle et de la Passementerie ont voulu, en attendant, avec des ressources restreintes, apporter leur pierre à cet édifice si longtemps désiré.

» Un concours de dessin, de composition, a été fondé, mais, faut-il l'avouer? les élèves nous ont, jusqu'à présent, fait plus défaut que les moyens d'enseignement.

» A quoi attribuer cette indifférence? Nos jeunes gens n'ont-ils plus cette ardeur qui donne le succès?

» Est-ce trop leur demander que deux soirées de deux heures de chaque semaine pour se former le goût et pour acquérir ce coup de crayon facile et rapide, complément naturel de l'écriture pour traduire la pensée?

» Est-ce du temps perdu d'écouter les conférences de professeurs expérimentés, expliquant les différents styles et donnant ainsi une impulsion précieuse aux essais de composition que chacun peut tenter?

» Nous ne le pensons pas et nous espérons pouvoir compter sur la volonté des chefs de maison pour exiger de leurs jeunes employés l'inscription et l'assiduité à nos cours.

» De nombreuses places sont disponibles. Vous savez que nous ne demandons ni prix d'écologie, ni prix de fournitures. Nous ne refusons personne, il n'y a pas de limite d'âge, cependant nous n'accueillons que nos nationaux, car l'expérience nous a prouvé que les étrangers ne sont pas moins désireux de profiter des avantages que nous offrons aux véritables travailleurs.

» Les cours recommenceront les mardi et vendredi de chaque semaine, de huit heures à dix heures du soir. On s'inscrit chez M. Weber, 15, rue Poissonnière.

» Veuillez agréer, Monsieur et cher Confrère, l'assurance de nos sentiments distingués.

» Le Président de la Chambre
syndicale des Dentelles, Tulle
et Broderies,

» LOISEAU.

» Le Président de la Chambre
syndicale de la Passenterie, Mercerie,
Boutons et Rubans,

» Camille WEBER. »

DISTRIBUTION DE PRIX

École professionnelle Chaix.

Le 25 octobre 1885 a eu lieu à la mairie du IX^e arrondissement la distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle de l'Imprimerie Chaix. Dans la salle des fêtes, gracieusement prêtée pour la circonstance, par le maire, M. Émile Ferry, avaient pris place les apprentis accompagnés de leurs parents, les professeurs et les chefs de service de l'établissement.

M. Chaix, en ouvrant la séance, a donné la parole à M. Berger, l'un des professeurs, qui a lu un intéressant rapport dans lequel il a fait connaître les résultats obtenus dans la dernière année, tant au point de vue de l'enseignement professionnel, qu'en ce qui concerne les institutions de prévoyance et d'épargne fondées en faveur des apprentis.

Ce rapport constate qu'il a été versé à la Caisse des Retraites de l'État, au nom de 164 apprentis et anciens apprentis, une somme de

820 francs; les primes d'assurances en cas d'accidents et de décès se sont élevées à 1,730 fr. 68 c.; sur les bénéfices de l'exercice 1884, il a été attribué aux élèves compositeurs une part de 1,524 fr. 23 c.; enfin, les versements faits spontanément par les apprentis et anciens apprentis aux Caisses d'épargne et de retraite ont été de 6,040 francs. De tels chiffres montrent combien sont variés et fructueux les moyens qu'emploie la Maison Chaix pour constituer l'épargne des élèves de son Ecole de typographie.

Après la distribution des récompenses, M. le docteur Vigouroux, médecin de l'établissement, qui fait aux apprentis un cours d'hygiène, a prononcé une allocution dans laquelle il a montré l'utilité pour les travailleurs de connaître et d'appliquer les principes de cette science. A l'appui de ses conseils pratiques, M. Vigouroux a cité les très excellents résultats produits par l'inspection hygiénique mensuelle, que M. Chaix a instituée afin d'améliorer et de fortifier la santé des élèves, et qui a été introduite à son exemple dans les Écoles de la Ville.

M. Chaix a fait part ensuite à l'Assemblée que l'*Association amicale des anciens élèves* de la Maison venait d'être définitivement constituée. Les anciens apprentis de l'Imprimerie Chaix sont, pour la plupart, encore dans l'établissement à titre de contremaîtres ou d'ouvriers; d'autres sont placés dans les meilleures maisons. La nouvelle association, qui compte déjà près de cent adhérents, a pour but de maintenir entre eux des liens de bonne camaraderie et de solidarité dans la vie. Cette communication a été accueillie par l'auditoire avec une vive satisfaction.

La *Fanfare de la Presse* du IX^e arrondissement, fondée l'année dernière par M. Thivet, ancien apprenti de la Maison Chaix et aujourd'hui imprimeur, qui prêtait son concours à la cérémonie, a exécuté, sous la direction de M. Vatin, plusieurs morceaux chaleureusement applaudis,

LES TAPISSIERS DE PARIS

ET LEUR PATRONAGE INDUSTRIEL

Nous assistons de nos jours à un remarquable réveil de l'idée corporative; patrons et ouvriers lui demandent à l'envi ses bienfaits. Il n'est plus question d'en faire une application égoïste, pour restreindre ou limiter le travail, mais d'y trouver un foyer de lumière et de liberté. Ouverts et volontairement acceptés, nos Syndicats sont des instruments de protection et non d'oppression; ils sont les Parle-

ments de l'Industrie dont les maîtrises avaient été la féodalité. Ces vérités s'affirmeront mieux en étudiant au point de vue de l'apprentissage l'une des plus intéressantes professions parisiennes, celle des tapissiers.

L'art du tapissier a toujours été une des plus remarquables expressions du luxe parisien, si amoureux de la forme, si coquet de l'ornement. Les auteurs du XVIII^e siècle nous apprennent que depuis bien longtemps déjà, la décoration ne se contentait plus des étoffes formant à proprement parler le domaine de la tapisserie, hautes et basses lisses, bergames, cuirs dorés, tentures de laines, coutils reproduisant des personnages et « *verdures* » de haute lisse; — il lui fallait dès cette époque le velours, le damas, les brocarts, les brocatelles, le satin de Bruges, « *les calemandes et cadis* ».

La corporation des tapissiers fut longtemps divisée par des dissensions intestines résultant d'un fâcheux dualisme. D'un côté il y avait les maîtres marchands tapissiers, de haute lisse, sarazinois et rentrayeurs; dans un autre camp se retranchaient les courtetpointiers, neustrés et coustiers.

Ce fut entre les deux groupes une longue guerre de procès et de plume qui dura pendant le XVI^e siècle et ne prit fin que par l'arrêt du Parlement de Paris du 11 novembre 1621. L'union fut ordonnée et la fusion des deux corporations en une seule. Trois autres arrêts du Parlement du 3 juillet 1627, 7 septembre 1629, 27 mars 1630, enjoignent aux maîtres des deux groupes de se rassembler pour délibérer de nouveaux statuts, empruntés à ceux des deux corps. Si utiles que soient des réconciliations, elles ne s'imposent pas à des hommes, aussi la décision de justice ne fut-elle exécutée qu'après bien des lenteurs. On fit une compilation de statuts qui fut approuvée le 25 juin 1636 par le lieutenant civil du Châtelet de Paris. Cette homologation fut confirmée par lettres patentes du roi Louis XIII datées de juillet 1636 et enregistrées en Parlement le 23 août 1636. Les nouveaux statuts étaient rédigés en 58 articles.

Deux apprentis sont alloués à chaque maître, à la charge de les engager pour six années et de les prendre à trois ans l'un de l'autre (art. 1). Le compagnonnage se prolongeait pendant trois autres années et la maîtrise n'était acquise qu'après production d'un chef-d'œuvre. Les maîtres étaient élus le lendemain de la Saint-Louis et les jurés le lendemain de la Saint-François (art. LVJ). Les quatre jurés comprenaient un tapissier de haute lisse sarazinois, deux courtetpointiers, un neustré. Chacun d'eux restait deux ans de suite en charge; deux en sortaient chaque année. Les jurés devaient faire des visites tous les deux mois pour surveiller l'apprentissage. L'un des apprentis ainsi formés se nommait Poquelin. La postérité l'appelle Molière.

La paix rétablie par l'unité de constitution dans la profession, le faste de la cour de Louis XIV et des gouvernements de province où la noblesse locale imitait le luxe de Versailles, donnèrent un grand essor à l'art du tapissier. A la fin du xviii^e siècle, Bimont, maître parisien, publie un ouvrage remarquable devenu très rare et qui serait encore aujourd'hui fort instructif pour l'ouvrier désireux de s'inspirer aux pures sources. Bimont est comme la personnification de cette pléiade de la fin du dernier siècle dont les œuvres dispersées pendant la tourmente de la Révolution française ont été si avidement recueillies par l'aristocratie anglaise, dans ses hôtels et ses châteaux.

Avec le xix^e siècle, la tapisserie française allait être contrainte de transformer son organisation et ses méthodes. Non seulement la corporation s'évanouissait et avec elle la tradition de l'apprentissage réglementé, mais le Code civil provoquant la fluctuation des patrimoines s'opposait à ces agglomérations séculaires de meubles que les générations se léguaient jusque-là les unes aux autres et qui dans quelques maisons nobles forment autant de musées rétrospectifs d'une valeur inappréciable.

Il fallait désormais faire une décoration plus bourgeoise, plus modeste, et à peine de décadence, racheter à force de goût et de fini dans le détail cette absence de somptuosité grandiose qu'à de rares exceptions près ne comporte plus l'appartement contemporain. Malgré ces obstacles, les tapissiers se montrèrent assez dignes des anciennes maîtrises pour s'attirer en 1830 cet éloge de Garnier Audiger dans son *Manuel du Tapissier* :

« L'art du tapissier, dit-il, a atteint une perfection que l'on croirait à son terme si l'expérience de chaque jour ne nous prouvait pas que la perfectibilité est sans bornes chez un peuple aussi ingénieux que les Français. »

Il y avait là peut-être un sentiment d'orgueil patriotique exagéré dans son expression et par conséquent dangereux. C'est par de tels panégyriques que l'industrie française s'est peu à peu habituée à ne pas se préoccuper du succès de rivaux qui grandissaient silencieusement autour d'elle. En réalité l'apprentissage méthodique et sérieux, abandonné à la discrétion, à l'indifférence, à l'égoïsme des patrons, disparaissait avec le souvenir des maîtrises.

En 1872, la Chambre syndicale patronale des tapissiers, frappée du danger d'abandonner l'apprentissage sans direction corporative, remonta à la tradition du xvii^e siècle en fondant un patronage des apprentis tapissiers. En effet, laisser sans encouragements les débuts de l'enfant et son initiation professionnelle, ce serait sacrifier la fabrication artistique à des préoccupations commerciales et renoncer à l'avenir.

La direction du patronage fut confiée à une Commission composée de cinq membres, un président, un secrétaire, trois conseillers. Mais la Chambre était trop amie de son œuvre, trop jalouse de l'entente sociale et surtout trop attachée aux idées de son temps pour ne pas vouloir fortifier ses efforts par l'adjonction de l'élément ouvrier. Elle a décidé que la Commission introduirait dans ses rangs le Président de la Société de secours mutuels et un délégué de la Chambre syndicale ouvrière. Ainsi l'instruction établit la fraternelle et nécessaire alliance entre le patron et l'ouvrier, le travail et le capital, au moyen d'une fédération basée sur l'amour de la profession et la protection de l'enfant.

Les ressources de la Société étaient modestes : la Chambre syndicale patronale donna 300 francs par an. Le ministère du Commerce accorda bientôt une subvention de même importance, des souscriptions et donations procurèrent une rente annuelle de 3,700 francs. Enfin la Société de secours mutuels des ouvriers tient à honneur de donner une allocation annuelle de 100 francs, afin de marquer ainsi sa sympathique adhésion à l'œuvre des patrons. Aujourd'hui la recette dépasse 4,000 francs ; la dépense s'élève à 2 ou 3,000 francs. L'encaisse est de 4 à 5,000 francs, ressources paraissant au premier coup d'œil très humbles, mais que décuplent l'économie, l'ordre et l'intelligence.

Chaque année, la commission de direction écrit à tous les patrons tapissiers pour les engager à faire inscrire les apprentis. La lettre d'invitation contient un questionnaire à remplir portant sur les nom, prénoms, âge, date d'entrée en apprentissage et degré d'instruction de l'enfant. Sur le vu des inscriptions, le Comité les classe, après concours d'essai, en 1^{re}, 2^e ou 3^e année. Un grand nombre d'apprentis répond à cet appel, car depuis deux ans, le patronage en reçoit 150. Ces résultats font l'éloge des Présidents du patronage qui ont été depuis la fondation MM. Chardon, Duval, Combe-Billet et Lemaigre.

En mars, s'ouvrent les concours annuels. Le jury composé de dix membres dont cinq patrons nommés par la Chambre syndicale patronale et cinq ouvriers élus par la société ouvrière de secours mutuels statue sur le mérite des candidats. Ceux-ci sont admis encore qu'ils travaillent chez des patrons non adhérents au groupe syndical, mais les étrangers sont avec raison exclus. Il est absolument inutile de faire des efforts pour relever le travail français et le soutenir contre la concurrence internationale si l'on fournit à ses rivaux les armes avec lesquelles il convient de les combattre. Il est temps de renoncer aux rêves d'une philanthropie dont nous avons été si longtemps les dupes pour nous retrancher dans la pratique d'un patriotisme sagement réservé et intelligemment prudent.

Le concours porte à la fois sur l'Enseignement primaire et professionnel. Dans la première partie rentrent l'orthographe, le calcul, les dessins linéaire et d'ornement. Le dessin linéaire s'exécute à l'échelle de proportion d'après des cotes données. — Pour les concours professionnels, chaque élève doit faire une œuvre personnelle. Dans les deux semestres de la première année, c'est un tabouret carré. Cette garniture est loin d'être aussi simple et facile qu'elle le semble : le bon ouvrier se révèle par la netteté avec laquelle il dispose l'étoffe aux arêtes rectilignes du cadre de bois dont la régularité géométrique met en lumière les moindres défauts. — Les apprentis du premier semestre de la deuxième année font une chaise légère tendue; ceux du deuxième semestre une chaise légère capitonnée. En troisième année, on demande à ceux de la première division (1^{er} semestre) une chaise anglaise, et à la deuxième division (2^e semestre), un fauteuil anglais capitonné. Le nom des concurrents reste inconnu, la feuille ou pièce de concours ne portant qu'un numéro. Ces concours pour lesquels le groupe syndical du bâtiment, dont fait partie la Chambre des tapissiers, prête ses locaux de la rue de Lutèce ont lieu pendant cinq dimanches de quinze jours en quinze jours. Ils sont suivis d'une distribution de prix qui depuis 1872 jusqu'en 1884 se faisait à la salle Herz et dont les nombreux spectateurs, par suite des développements du patronage, ont en 1885 rempli les vastes salons de l'hôtel Continental.

Le rapport est rédigé par un membre ouvrier de la Commission. M. Jacob en a présenté depuis plusieurs années qui sont des modèles de clarté, de précision et d'impartialité. Les prix consistent en livrets, boîtes d'outils ou de mathématiques et livres; nous signalerons plus particulièrement les ouvrages spéciaux utiles à la profession : *la Tapisserie de Bayeux*, *l'Art pour tous*, *le Portefeuille des Industries d'art*, *l'Art pratique du Tapissier*, *la Tenture moderne*, *le Carnet du Tapissier moderne*, *le Recueil des sièges anciens*, etc.

Le but immédiat du patronage est ainsi atteint; il est certain que les enfants qui ont pris une part active à ces épreuves seront de bons ouvriers et qu'ils feront honneur à une profession dans laquelle a excellé depuis bien des siècles la main-d'œuvre française.

Ce programme serait très suffisant pour une industrie purement manuelle; mais celle du tapissier confinant au domaine de l'art, l'effort tenté doit être plus élevé, au moins en faveur des intelligences d'élite. Le tapissier est le centralisateur de la décoration intérieure. Vers lui viennent converger tous les corps d'états qui contribuent à l'ornement. Il ne peut être étranger à l'ébénisterie qui supporte ses garnitures, à la serrurerie qui attache ses tentures, aux dorures, aux bronzes, aux cristaux, aux gravures dont la pose correspond à la mise en scène d'un ameublement. Pour être accessoires, ces

connaissances ne lui sont pas moins nécessaires s'il veut éviter ces contresens qui choquent le goût et révoltent les yeux.

L'invention est la principale qualité. Elle est le plus souvent le don de la nature; mais elle peut s'augmenter, s'épurer et dans une certaine mesure se suppléer par le travail; c'est l'étude seule qui domine la fantaisie en l'empêchant de devenir disgracieuse par la confusion des genres. Il n'est point d'ailleurs incompatible avec la dignité de l'histoire de rechercher l'image des mœurs dans la forme des objets qui servent à l'existence humaine : l'élégance rapportée, lors de la Renaissance, de nos guerres avec l'Italie; la rudesse des contours coïncidant sous Louis XIII avec l'inflexible politique Richelieu; leur noblesse correspondant sous Louis XIV à la majesté d'un grand règne; une légèreté gracieuse, tout près de l'afféterie, reflétant la frivolité de la cour de Louis XV; un retour à des lignes plus sévères pendant le règne plus austère de Louis XVI, enfin l'engouement philosophique pour les mœurs grecques et romaines conduisant, avec l'école de David, aux styles du Directoire et du premier Empire.

Ainsi s'explique l'impuissance créatrice de notre époque, trop logique conséquence d'un scepticisme qui vise moins l'idéal que le confortable. L'incertitude flottante des principes mène à un éclectisme qui dissimule sous l'apparence d'une banale hospitalité un assemblage de fantaisies hétérogènes, étonnées d'une réunion factice et disparate.

Au service de l'invention doit être l'agencement, c'est-à-dire l'appropriation rationnelle des étoffes à l'usage auquel on les destine, au local, au milieu, à la profession, je dirai presque au caractère du client. L'assouplissement des étoffes en des plis que ne désavouerait pas un sculpteur, la gradation des nuances telles que la comprend la peinture, la fusion des couleurs s'abstenant de ces étalages criards qui heurtent la vue en soulevant nos répugnances; — cette coupe savante qui unit les lés avec la même grâce que dans une robe de bal; — cette science de la bordure qui est le cadre du tableau, tout jusqu'à la pose des clous, œuvre à la fois de solidité et d'ornement, se résume dans ces deux idées dont la réunion forme la synthèse de cet art : correction des draperies et harmonie des couleurs.

Comment initier les jeunes gens aux secrets d'une instruction si complexe?

Une division supérieure a été fondée dans le patronage il y a trois ans, pour recevoir jusqu'à 20 ans les jeunes gens qui ont terminé leur apprentissage. Ils suivent des cours de coupe et de dessin appropriés à la profession. Il faut louer sans réserve la Chambre syndicale des tapissiers qui complète l'instruction élémentaire

par des cours supérieurs, en s'efforçant de faire des artistes après avoir formé des ouvriers.

Puissent ces jeunes gens trouver un maître qui réalise pour eux l'œuvre excellente que M. Topart a faite pour les apprentis de la bijouterie. Dans quelques fascicules bien composés et intelligemment choisis, sa *grammaire des styles* fait comprendre aux élèves les traits caractéristiques des styles grec, étrusque, romain, roman et Renaissance. « C'est par l'histoire générale de l'art, a dit l'honorable M. Legriël, que se doit compléter l'instruction professionnelle. » N'oublions pas en effet que le tapissier est chargé de faire non seulement son éducation, mais celle du public. Il faut nous guérir de cette maladie du bibelot qui, groupant les objets les plus divers, transforme nos appartements en bazars et fait de nos aménagements des agglomérations composites dignes de figurer dans un magasin de bric-à-brac. A une époque où la richesse change si souvent de mains, il faut protéger contre leur ignorance des clients qui n'ont pas eu le loisir de se faire une instruction artistique complète en empêchant de ridiculiser l'honorable situation que s'est acquise le travail.

Telle est dans son ensemble l'œuvre de la Chambre syndicale des tapissiers. Il est superflu de remarquer comme elle est appropriée à l'art qu'il s'agit d'enseigner. Nous trouverons également dans le système adopté la confirmation de nos doctrines les plus chères.

L'enseignement de cette profession artistique devant encourager l'initiative, l'originalité individuelle de l'ouvrier, la Chambre confie l'exécution de sa pensée à un patronage rayonnant sur toute la profession, associant tous les adhérents à l'effort de l'instruction donnée; sans doute elle complète l'atelier par des cours, mais sans songer à le remplacer par un procédé d'éducation technique conduisant par l'unité du maître à l'unité du produit.

Nous avons donc la double bonne fortune de louer tout à la fois et le bien et la manière dont il s'opère. Nous devons en outre remercier la Chambre syndicale d'avoir par son exemple montré comment on peut relier la chaîne des temps, comment un syndicat contemporain, héritier de la vieille corporation qui l'a précédé, peut faire du passé une expérience qui assure le progrès dans le présent et légitime les espérances de l'avenir.

Ernest NUSSE,

*Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel,
Secrétaire de la Société.*

INDUSTRIES

AYANT POUR EFFET DE DÉGAGER DES POUSSIÈRES

TRAVAIL DES CHIFFONS,

DES OS, DE LA CORNE ET DE LA NACRE

(Communication par M. E. P. BÉRARD, *vice-président de la Société.*)

Les poussières que certains travaux industriels répandent dans les ateliers sont éminemment dangereuses pour les ouvriers. Elles provoquent dans les organes respiratoires des ulcérations, dont les suites peuvent conduire jusqu'à la phthisie pulmonaire. Des maladies des yeux sont produites par la même cause. Aussi les enfants ont-ils été systématiquement écartés, par les décrets rendus en conformité de la loi, des ateliers dans lesquels les poussières se dégagent librement.

C'est ainsi que le décret du 14 mai 1873 interdit le travail des enfants dans les dépôts de chiffons en raison des poussières, qui y sont répandues.

Dans ces derniers temps un décret, portant la date du 3 novembre 1882 a étendu cette interdiction aux filles mineures. En même temps, un décret motivé sur l'inconvénient résultant des poussières, interdisait le travail des enfants dans les ateliers où l'on travaille la corne, la nacre et les os.

Nous nous proposons de faire connaître en quelques mots les circonstances qui ont décidé l'Administration à formuler ces deux décrets.

Le triage et le travail des chiffons, soit dans les dépôts, soit dans les papeteries, occupe en France 1,204 filles mineures de 16 à 21 ans. Dans les dépôts, qui sont en général de misérables hangars ou des magasins sordides, les filles sont occupées à trier les chiffons et à les séparer en catégories. Les principaux dépôts se trouvent à Angoulême, à La Haye-Descartes et à Marseille. Dans cette dernière ville on compte 3 maisons principales de dépôt pour les chiffons: elles occupent 60 hommes, 300 femmes et 80 filles mineures. Les ouvrières y sont occupées à dérouler des ballots venus des ports de la Méditerranée et qui contiennent des chiffons ramassés dans tous les pays d'Orient. On a accusé ces chiffons d'être les agents de transport de certaines maladies contagieuses. Ce qu'il y a de certain, c'est que leur maniement provoque l'émission d'odeurs nauséuses et de poussières épaisses qui restent en suspension dans l'air des ateliers et causent aux ouvrières des toux opiniâtres et des maladies d'yeux.

Dans les papeteries, les ouvrières qui travaillent aux chiffons doivent d'abord les trier pour séparer les chiffons de fil d'avec ceux de coton ou de laine : puis elles procèdent au *délessage*. Cette opération consiste à couper, sur une lame tranchante, les parties défectueuses des chiffons : coutures, ourlets, boutons, agrafes, et à les séparer des parties saines, seules employées à la fabrication du papier : ces opérations répandent aussi des poussières et lorsqu'elles sont exécutées dans des ateliers resserrés, mal ventilés et mal tenus elles produisent dans l'air, sur les murs et sur le sol de véritables amas d'une poussière floconneuse, d'aspect repoussant et exercent sur la santé une très fâcheuse influence.

Il est donc fort heureux que les filles mineures aient été comme les enfants, écartées de ces officines malsaines et l'on ne peut que féliciter l'Administration d'avoir promulgué le décret du 3 novembre 1882.

Les ouvrières adultes, que, jusqu'à ce jour, nos lois ne protègent qu'insuffisamment, resteront exposées aux émanations qui se produisent dans le maniement des chiffons, et l'on doit se demander s'il n'y aurait pas des moyens d'assainir les opérations insalubres que ce maniement impose. — On y parviendrait aisément par la bonne ventilation et par la propreté.

Ce sont là les moyens que l'on a employés avec un plein succès dans plusieurs usines, par exemple, dans celle de Poncé (Sarthe). L'atelier de délessage est une vaste salle de 70 mètres de long sur 15 mètres de large, garnie de larges fenêtres et dont les murs et le plancher sont bien cimentés. Une canalisation d'eau, bien disposée permet d'exécuter périodiquement des lavages à fond. Un système de ventilation ingénieux emporte les poussières à mesure qu'elles se produisent. L'ouvrière est obligée de se tenir proprement. Dans ces conditions, le travail du triage et du délessage des chiffons est sans inconvénient pour la santé.

Examinons maintenant le travail des ateliers où l'on transforme les os, la corne et la nacre. Ces matières sont employées pour la fabrication des articles de tabletterie, tels que brosses, peignes, boutons et autres objets.

Les principaux établissements où l'on travaille ces matières se rencontrent dans le département de l'Oise, qui compte :

1^o Pour l'élaboration des os : 53 fabriques occupant 1531 adultes et 126 enfants.

2^o Pour le travail de la corne : 5 fabriques occupant 201 adultes et 10 enfants.

3^o Enfin pour la transformation de la nacre : 73 fabriques occupant 1696 adultes et 159 enfants.

En dehors de ces fabriques on rencontre dans l'Oise de nombreux

ateliers de famille adonnés à l'élaboration des mêmes matières, ateliers qui, comme on le sait, échappent à l'action de la loi et ne peuvent être surveillés par les inspecteurs.

Dans le département de l'Ain on signale aussi beaucoup d'ateliers pour le travail de la corne. Ils sont centralisés à Oyonnax, dans l'arrondissement de Nantua. Ces ateliers sont groupés autour d'un moteur commun qui est la propriété d'un de ces industriels que l'on nomme *loueurs de force*. Ceux-ci donnent à loyer, de petites fractions de la force développée par leur moteur à des artisans dépourvus de capital et incapables par suite de se procurer par eux-mêmes les moyens d'actionner leurs outils.

La force du moteur commun est transmise par des courroies dans de petites chambres, souvent dans des barraques en planches où s'installent les patrons avec leur outillage et leurs ouvriers. Dans ces réduits étroits, on procède au sciage et au polissage de la corne. Les outils développent une poussière épaisse; les réchauds à charbon sur lesquels on ramollit la corne avant de la façonner répandent dans l'air un gaz délétère, l'oxyde de carbone, avec l'odeur écœurante de la corne chauffée. Il est peu d'industries qui s'exercent dans d'aussi déplorables conditions.

Parmi les opérations qu'exige l'élaboration des os, de la nacre et de la corne, les unes sont inoffensives, les autres sont nuisibles. Les opérations inoffensives sont celles du découpage de la matière première en morceaux de dimensions appropriées à celles des divers objets qu'il s'agit de fabriquer. Ce travail est fait à l'aide de scies ou d'outils grossiers qui ne détachent que des sciures ou copeaux lourds, tombant directement sur le sol et trop volumineux pour voltiger dans l'atmosphère,

Les opérations dangereuses sont celles qui suivent le découpage, c'est-à-dire le *façonnage* des objets tels que boutons, peignes, brosses; l'*émeulage* et le *polissage* qui leur donnent le dernier fini. Le façonnage est effectué au moyen de scies mécaniques à dents très fines produisant une sciure très légère qui s'élève en nuage; les mêmes effets sont produits par les *fraises* qui percent les trous ou évident certaines parties des objets fabriqués et aussi les *meules* tournantes qui les usent ou les polissent. Les nuages de poussière restés quelque temps en suspension, retombent bientôt sur les ouvriers et les couvrent très vite d'un enduit épais. Des apprentis ainsi saupoudrés, faisaient l'effet, au dire de certains inspecteurs, de *petits vieillards* à chevelure blanche. L'intérieur des cellules pulmonaires de ces enfants reçoit la même couche de poudre qui doit ensuite être éliminée au prix d'une expectoration abondante.

Il était indispensable d'interdire aux enfants ces opérations malsaines. C'est ce qui a été décidé par le décret du 3 novembre 1882.

On réussirait à assainir ces opérations dangereuses en adoptant le système de travail dit *au mouillé*, qui est pratiqué par quelques fabricants tels que M. Fauvel Delabarre, à Airaines (Somme). On dirige sur le point où l'outil exerce son action un filet d'eau qui emporte les sciures ou copeaux à mesure qu'ils se produisent et empêche toute dissémination de ces débris dans l'atmosphère. Ainsi, dans les ateliers pour le travail des os, de la corne ou de la nacre, on pourrait, comme dans les papeteries dont nous parlions tout à l'heure, préserver la santé des ouvriers par l'emploi de bonnes méthodes techniques.

Il appartient à la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures de répandre la connaissance de ces méthodes et d'inviter les industriels à les appliquer.

Au-dessus de l'application de la loi et des règlements, se place en effet un but plus élevé encore : c'est celui qui consiste à perfectionner les opérations industrielles de façon à les rendre inoffensives pour les ouvriers de tout âge. Lorsque, par les progrès de la science, on aura assaini toutes les industries insalubres, on pourra rendre au travail la liberté sans préjudice pour ceux qui s'y adonnent. Pour ce qui me concerne, c'est là le but que je poursuis dans les communications que je présente à la Société pour les questions techniques. Je remercie mes collègues d'avoir bien voulu me prouver par leur bienveillante attention qu'ils s'associaient à cette pensée.

P. BÉRARD.

SUPPLÉMENT AUX ACTES DE LA SOCIÉTÉ

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(Comptes rendus de leurs travaux.)

COMITÉ JUDICIAIRE

Les procès-verbaux des deux séances tenues par le Comité n'étant pas parvenus au Secrétaire au moment de la mise en page, leur publication a dû être ajournée.

(Note du Secrétaire.)

RAPPORT DU COMITÉ JUDICIAIRE

SUR LES DANGERS DE LA PORNOGRAPHIE POUR L'ENFANCE

La pornographie est un commerce lucratif qui a sa clientèle, sa publicité, ses courtiers et ce qui est plus pénible à reconnaître, son impunité assurée par la défaillance de la loi. Ses procédés sont connus : on affriande la curiosité malsaine par la distribution gratuite sur la voie publique de la première livraison qui donne un avant-goût du sujet traité. L'affiche recouvre bientôt les murailles : de même que l'imprimé, elle étale un dessin savamment combiné pour que les tribunaux ne puissent y constater et y condamner l'obscénité, c'est-à-dire, l'acte immoral s'accomplissant. La pose plastique, le vêtement sont disposés de manière à ce que la nudité dissimulée pour l'œil apparaisse aisément à l'imagination ; par un raffinement de corruption qui est en même temps une prudence étudiée vis-à-vis de l'action du parquet, le personnage est habillé de telle sorte qu'il est impossible de ne pas se figurer sous les lignes transparentes, ce que le crayon ne cache que pour mieux faire deviner.

Les devantures des magasins, s'empressent d'étaler ce qui va devenir un succès et la photographie s'en, empare pour le vulgariser

— Alors le siège de la curiosité publique est fait; les fascicules se succèdent à un bon marché fabuleux et pendant que les crieurs scandalisent les mères de famille et leurs filles, la moralité publique s'appauvrit de ce dont s'enrichit la bourse d'un spéculateur.

L'enfant, l'apprenti, l'écolier, passent dans la rue; le premier mouvement de pudeur instinctive s'efface; une plaisanterie de camarade les enhardit, la brochure leur a été mise en main; ils la lisent, ils regardent l'affiche, entendent les cris, recueillent les commentaires; les voilà initiés au mal; leurs jeunes cœurs sont à jamais flétris.

La répression viendra, dit-on, l'infâme spéculateur sera sévèrement puni. Peut-être! à moins qu'il n'ait été assez adroit pour rester dans les limites de la stricte légalité. — En tout cas, si rigoureusement qu'il le soit, l'impureté s'effacera-t-elle des âmes souillées? Trop d'enfants n'auront-ils pas été détournés pour toujours du droit chemin?

La liberté est le régime des forts, la protection est celui des faibles: pourquoi l'enfant protégé dans l'école, dans l'atelier, dans la famille ne l'est-il pas dans la rue, c'est-à-dire là où il est le plus menacé?

Il n'appartient pas à notre Société de faire œuvre de législation. Elle ne peut s'empêcher cependant de constater :

1^o Que si la distribution gratuite sur la voie publique, l'affichage, l'exposition du dossier, de la photographie étaient soumis à une autorisation administrative préalable;

2^o Si le flagrant délit constaté par l'officier de police judiciaire autorisait la saisie des écrits immoraux sans attendre l'ouverture d'une instruction toujours devancée par la vente des exemplaires et la réalisation des bénéfices scandaleux, le remède serait trouvé, la moralité des enfants victorieusement défendue, le péril évité et le mal conjuré. Ce système a été en vigueur. L'opinion l'accepterait-elle encore?

Les peuples les plus amis de la liberté ont en cette matière apporté à son exercice de sages restrictions : la loi de New-York interdit de vendre sciemment à des mineurs non accompagnés ou non autorisés de ceux qui ont droit de direction sur eux des écrits ou imprimés quelconques. C'est ainsi que notre loi du 23 janvier 1873 punit celui qui a fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de 16 ans, que des ordonnances de police prohibent certains spectacles comme celui de la morgue à ceux qui n'ont pas l'âge de majorité.

Encore une fois, la Société de protection ne préconise aucun système; elle se borne à demander la disparition des cris, affiches, imprimés obscènes, l'expurgation des murs, montres, étalages, l'assainissement de la rue pour les yeux et les oreilles de l'enfant.

CHRONIQUE

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES

Le ministre du commerce a été saisi d'un vœu adopté par l'assemblée générale des présidents et présidentes des Commissions locales, dans le but d'interdire, d'une façon générale, l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux, incommodes ou insalubres.

Consultés à ce sujet, la Commission supérieure, ainsi que le Comité des arts et manufactures, ont fait remarquer que ce vœu était contraire au décret du 14 mai 1875.

Le ministre du commerce a partagé cette interprétation, et a déclaré qu'il ne pouvait donner une suite favorable à ce vœu. De sorte que messieurs les patrons pourront continuer à employer les enfants dans ces industries jugées non dangereuses.

LES ENFANTS TROUVÉS AU MOYEN AGE

M. Lallemand a fait, devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 11 septembre, une lecture sur la condition des enfants trouvés, du VII^e au IX^e siècle. La charge de l'entretien et de l'éducation de ces enfants trouvés incombait alors aux seigneurs et justiciers.

Nous rappellerons à nos lecteurs qu'ils peuvent rapprocher de la communication de M. Lallemand l'étude qu'a faite, sur *la garde des Orphelins* (au moyen âge), notre collègue, M. Jules Périn, secrétaire honoraire de la Société de Protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures. (Voy. *Bulletin de la Société*, IX, p. 149-155.)

LES PUPILLES DE LA VILLE

On a distribué aux membres du Conseil municipal de Paris un rapport de M. Pichon sur l'organisation et le fonctionnement de la Caisse des pupilles; nous croyons devoir l'analyser, ne serait-ce que pour montrer comment les meilleures institutions peuvent devenir des abus, quand on ne tient pas sévèrement la main à l'exécution stricte des clauses et conditions.

La Caisse des pupilles a été instituée en 1880 sur le rapport de M. le Préfet. Elle comportait à l'origine, la création de 1,000 bourses, dont l'attribution devait se faire au fur et à mesure des besoins constatés et dans la proportion approximative de 100 par an. Une somme de 100,000 fr. était inscrite, à cet effet, au budget de l'exercice 1881.

Le 1^{er} octobre 1883, la dépense totale s'élevait à la somme de 513,579 fr. Le nombre des pupilles était de 761, dont 514 garçons et 247 filles.

Au budget de 1884, le crédit était porté à 703,000 fr., afin de pourvoir à 400 enfants nouveaux. Au budget de 1885, le chiffre prévu pour 1,200 pupilles

s'est élevé à 730,000 fr. Le nombre des pupilles est aujourd'hui de 1,171. On compte, en outre, plus de 5,000 pétitions nouvelles qui viennent d'être transmises par l'administration à la commission compétente.

La Caisse des pupilles a donc pris une extension à laquelle ne s'attendait évidemment pas notre Conseil municipal qui commence à s'apercevoir que, s'il veut donner satisfaction à tous les besoins qui avaient motivé la création de la Caisse des pupilles, le budget de la Ville n'y suffira pas. Une commission spéciale a donc été nommée avec mission d'ouvrir une enquête et de rechercher une solution qui permettra de soulager les nombreuses infortunes qui font appel à la sollicitude de l'administration, tout en sauvegardant les intérêts de la Ville. La commission a constaté, dès le début de ses travaux, que l'administration n'avait en aucune façon respecté les prescriptions de la délibération du 14 décembre 1880 qui a créé la Caisse des pupilles.

Cette délibération porte que la caisse est destinée à élever : 1^o des orphelins de père et de mère non abandonnés; 2^o des orphelins de père ou de mère; 3^o des enfants dont la famille, par suite d'accidents ou d'infirmités très graves, ne peut faire l'éducation. Elle dispose, en outre, que les pupilles ne devront être conservés dans les institutions choisies par la Ville que jusqu'à l'âge de treize ans; après quoi ils seront mis en apprentissage.

« Cette énumération est strictement limitative, dit le rapporteur, et elle lie étroitement les personnes chargées d'assurer l'exécution de la délibération.

» Mais, au lieu de la respecter, qu'a-t-on fait jusqu'au jour où le conseil a voulu voir clair dans l'organisation de l'important et onéreux service abandonné presque sans contrôle aux caprices administratifs? On a recueilli arbitrairement, sans autre règle que des préférences individuelles et des recommandations plus ou moins vives et plus ou moins fondées, des enfants dont la situation ne méritait pas l'intérêt qui leur a été accordé. On a pris au hasard, sans souci des droits et des besoins des pétitionnaires et sans se préoccuper des ressources budgétaires de la Ville, dans l'innombrable quantité de demandes adressées au conseil, celles qui se trouvaient appuyées par les apostilles qui produisaient le plus d'effet.

» Il en est résulté qu'on a fait bénéficier, d'une institution créée pour secourir d'intéressantes infortunes, des familles et des enfants qui ne méritaient pas la sollicitude de la collectivité. Non seulement on n'a pas suivi l'ordre indiqué dans l'énumération de l'article 1^{er} de la délibération du 14 déc. 1880, mais encore on a mis à la charge de la Ville, pour un nombre illimité d'années (puisque les pupilles sont conservés indéfiniment après l'âge de treize ans), des enfants à l'éducation desquels les parents peuvent largement suffire. On a été jusqu'à recueillir tous les enfants d'une même famille. Cet état de choses n'a pu être institué qu'au préjudice des orphelins et des familles qui auraient mérité le plus d'être secourus. »

Aussi la commission a-t-elle invité le directeur de l'enseignement primaire à faire retirer par leurs parents, à la fin de l'année scolaire, tous les pupilles ayant dépassé l'âge réglementaire. Ceux d'entre eux qui ne seront pas repris par leurs parents seront versés dans le service des enfants moralement abandonnés, créé sous les auspices du Conseil général et disposant d'écoles professionnelles en plein fonctionnement.

En outre, la commission exprime l'avis que, pour mettre la Caisse des pupilles en harmonie avec les besoins qui lui ont donné naissance, le procédé serait d'enlever les enfants aux institutions libres, et de les placer dans les internats municipaux. Le conseil a déjà donné son adhésion à cette idée en votant, le 24 décembre dernier, la création de deux établissements municipaux un pour les filles et un pour les garçons, destinés à recevoir gratuitement, loger, nourrir, vêtir et élever au double point de vue de l'enseignement élémentaire et professionnel : 1^o les enfants orphelins dépourvus de ressources;

2^o les enfants de parents qui, par accidents ou infirmités graves, se trouvent dans l'impossibilité de subvenir aux besoins matériels et intellectuels de leur famille.

LISTE DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES

A Paris, M. Laporte;	A Nantes, M. Landois;
A Versailles, M. Linarès;	A Angers, M. Giroud;
A Bourges, M. Fache;	A Limoges, M. Marteau;
A Dijon, M. Durassier;	A Bordeaux, M. Doil;
A Nancy, M. Plassiard;	A Toulouse, M. Le Roy;
A Reims, M. Delaisement;	A Nîmes, M. Pellet;
A Saint-Quentin, M. Nadeau;	A Marseille, M. Lagard;
A Lille, M. Delattre;	A Grenoble, M. Barral;
A Amiens, M. Jaraczewski;	A Lyon, M. Chaperon;
A Rouen, M. Blaise;	A Saint-Etienne, M. Gouttes.
A Caen, M. Aubert;	

LES COLONIES SCOLAIRES

L'enseignement primaire et professionnel a pris depuis quinze ans, à Paris, un développement considérable.

L'élan a été donné par M. Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris aujourd'hui, et autrefois directeur de l'enseignement primaire à la préfecture de la Seine.

En quinze ans, bien des progrès ont été accomplis, non seulement au point de vue pédagogique, mais aussi en ce qui concerne l'éducation matérielle et morale des jeunes Parisiens.

L'administration de la ville de Paris a beaucoup fait en ce sens; mais elle ne peut tout faire, et l'initiative privée peut trouver encore bien des innovations utiles au sujet desquelles son action peut s'exercer.

Le Conseil municipal a créé ces voyages scolaires, dont nous avons publié le programme, et dont profitent un grand nombre d'enfants des écoles communales et supérieures de la Ville de Paris.

Nous n'entreprendrions pas de signaler l'utilité de ces voyages. Elle est évidente.

A côté de cette création, l'initiative privée a fondé une œuvre encore peu connue, sinon dans le IX^e arrondissement, car ce sont les élèves des écoles communales de cet arrondissement qui en bénéficient.

Il s'agit des *colonies scolaires*, dont l'idée est venue à M. Edmond Cottinet administrateur de la Caisse des écoles du IX^e arrondissement, en voyant fonctionner en Suisse les *colonies de vacances*.

L'idée est celle-ci : choisir parmi les enfants des écoles communales ceux qui sont les plus chétifs et les plus pauvres et les emmener passer un mois à la campagne, en cette époque de l'année où d'autres enfants, plus favorisés de la fortune, s'échappent et vont au loin faire provision de liberté, de gaieté, de santé.

Ce n'était point chose facile que d'assumer la responsabilité de garantir pendant un long mois des existences choisies parmi les plus frêles.

La charité fait heureusement des merveilles en France.

Un premier essai eut lieu pendant les vacances de 1883. L'école de la rue Blanche fut appelée à fournir les garçons et celle de la rue Milton les filles.

Cet effet fut si concluant que l'œuvre des colonies scolaires de vacances fut définitivement fondée.

Cent enfants, filles et garçons, ont bénéficié de cette création, l'année dernière. Toutes les écoles de l'arrondissement avaient fourni leur contingent.

Les jeunes colons furent envoyés par groupes, les uns à Chaumont, les autres à Saint-Dié, à Luxeuil, à Pompey, en Meurthe-et-Moselle.

Plus de classes et d'école, mais les promenades continuelles faites par les enfants sont autant de leçons de choses.

La seule contrainte imposée aux jeunes colons est la rédaction d'un journal individuel quotidien, où les enfants doivent rendre compte de ce qu'ils ont fait ou vu la veille.

La lecture de ces journaux est des plus intéressantes. Tous les récits reflètent la joie de ces petits Parisiens transplantés momentanément à la campagne.

On suit les enfants pas à pas dans leurs promenades; et que de remarques ingénieuses font les petites filles de douze à treize ans. L'une d'elles écrit textuellement :

« En passant dans le village, nous buvons du lait chez une femme bien drôle, qui, d'abord, pense que madame (l'institutrice) est la mère de nous toutes; puis nous fait une foule de questions pour savoir d'où nous venons, qui nous sommes, pourquoi nous sommes là.

» Presque tous les gens de la campagne chez qui nous entrons sont pareils. Ils demandent des masses d'explications et finissent presque toujours par dire : Ah! vous êtes de Paris; moi, j'ai une sœur à Paris; — un autre fois, c'est une tante ou une cousine; — elle est domestique chez un épicier près du chemin de fer. Vous la connaissez peut-être. Elle s'appelle... Et ils vous disent son nom. Ah! qu'ils sont drôles! »

Combien d'autres traits il y aurait à relever :

« Que la pluie des vacances est insupportable! » s'écrie l'une, et une autre écrit : « Je suis sûre que le crochet a été inventé un jour de pluie par une enfant en vacances qui trouvait le temps long. »

A Saint-Dié, les enfants vont visiter la chapelle du bienheureux; cette promenade inspire à l'une des élèves la réflexion suivante : « L'autel est surmonté de peintures sur bois très fines; c'est madame qui nous l'a dit, mais je crois que son guide l'aide beaucoup à trouver ce qu'il y a de fin. »

Chemin faisant, nulle rencontre n'est perdue. Voici un étameur en plein vent; on s'arrête, on l'entoure, on le questionne, on s'initie à son métier qui touche les futures ménagères.

Pendant ce temps, les garçons vont aux champs, au moulin, à la ferme; ils forment des herbiers et décrivent la campagne en signalant la rencontre de « deux superbes petits cochons avec la queue en trompette », ou « d'un dindon qui gonflait ses ailes ».

Résultats physiques pour les garçons de ce séjour à la campagne : augmentation moyenne du poids : 1,644 grammes; de la taille, 10 millimètres; du thorax, 17 millimètres.

Pour les filles l'amélioration physique a été encore plus considérable. Elle se chiffre par une augmentation moyenne de deux kilogrammes pour le poids, de 19 millimètres pour la taille et de 22 millimètres pour le thorax.

Ce sont des résultats assez appréciables pour qu'il soit désirable de voir se fonder une œuvre des *colonies scolaires* dans chaque arrondissement.

L'œuvre a été entreprise dans le IX^e arrondissement, grâce à la générosité des habitants et à la subvention que la Caisse des écoles lui a attribuée.

Cette année, un crédit de 500 francs a été demandé en sa faveur par l'administration au Conseil municipal. Nous espérons que les résultats de cette nouvelle campagne seront tels qu'ils susciteront l'émulation des autres arrondissements de Paris.

LES ÉCOLES D'APPRENTISSAGE

Nous sommes heureux d'avoir à constater le succès remporté, à Paris, par les « écoles d'apprentissage ».

Cette institution récente que nous avons soutenue, dès son apparition, a rendu de si grands et si réels services, que M. Goblet, ministre de l'instruction publique, vient de mettre à l'étude un projet tendant à créer une école normale spéciale destinée à la préparation de maîtres pour l'enseignement du travail manuel dans les écoles normales d'instituteurs.

Les commencements de ces écoles d'apprentissage, qui semblent désormais appelées à un grand avenir, ont été des plus modestes.

M. Victor Clavel, membre du Conseil municipal de Lyon et professeur à la faculté des lettres, délégué en 1880 pour étudier spécialement le fonctionnement de ces établissements nouveaux, a rendu compte de sa mission; dans son travail, il nous initie aux débuts des deux premières écoles de ce genre installées rue Tournefort et au boulevard de La Villette.

« En 1870, dit-il, un instituteur de la banlieue de Paris, à l'approche des Prussiens, vint chercher un refuge dans la capitale. On lui confia, rue Tournefort, une petite école primaire.

» Cet instituteur unissait aux aptitudes de sa profession une grande habileté de main. Il était particulièrement expert aux travaux du bois et de la reliure. Aussi, saisissait-il avec empressement la moindre occasion pour inspirer à ses élèves le goût de semblables ouvrages. C'était, pour les plus âgés d'entre eux, une précieuse récompense, presque une fête, d'aller le jeudi servir d'aides à leur maître et d'exercer sous ses yeux leur force et leur adresse.

» Il y avait dix-huit mois environ que cette humble école, qui n'occupe qu'un étroit local, prospérait, grâce à l'intelligente direction de l'instituteur ouvrier, lorsqu'un professeur de la faculté de droit, membre du conseil municipal, M. Lévêillé, dans une visite qu'il fit rue Tournefort, remarqua les outils du maître et les produits de son habileté. L'idée lui vint d'annexer à l'école une classe d'apprentis. Le Conseil municipal de Paris, heureux de s'associer à une œuvre essentiellement démocratique, vota tout d'abord, en 1873, une subvention de 5,000 francs. Il l'a portée à 8,000 francs depuis 1875.

» L'école d'apprentissage fonctionne depuis le 18 novembre 1873, sous les auspices de la délégation cantonale du V^e arrondissement.

» Les apprentis sont ordinairement choisis dans l'école même. Il en vient peu des autres écoles de l'arrondissement. L'apprentissage dure trois ans...

» L'année même où cette première école était créée de toutes pièces et fonctionnait, grâce à la subvention votée par le Conseil municipal, la seconde était inaugurée le 5 janvier 1873 sous le nom d'*École municipale d'apprentis*.

» Les commencements furent très modestes. Il n'y eut d'abord que dix-sept élèves : au bout d'un an on en comptait cent cinquante.

» Pour être admis à cette école, l'enfant doit avoir treize ans au moins, seize ans au plus et le certificat d'études.

» L'école est entièrement gratuite.

» L'enseignement est double : général et technique.

» Un enseignement technologique comprend, comme à l'école Tournefort, l'étude des outils, des matières premières, des produits, en un mot tout ce qui est matérialisé dans la pratique des ateliers. »

En 1873, Paris comptait seulement deux « écoles d'apprentissage », dix ans après, le Conseil municipal, devant les résultats obtenus, avait créé vingt écoles sur le modèle de celle de la rue Tournefort; aujourd'hui l'élan est

donné et le gouvernement, devant l'excellence de cette méthode d'instruction théorique et pratique, se prépare à fonder une école normale pour les instituteurs manuels, ainsi qu'il résulte du projet de M. Goblet, dont nous avons parlé en commençant.

Il ne suffit plus aujourd'hui de savoir lire, écrire et compter pour être à même de gagner sa vie; la lutte est dure, et les parents se montreront sages et prévoyants en recherchant pour leurs enfants les écoles d'apprentis, — c'est un appoint sûr pour l'existence d'avoir un bon métier dans la main.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRE PERPETUEL

	Présentateur
M. Rondelet Xavier, 56, rue Madame.	M. I. Roche.

MEMBRES ORDINAIRES

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Mariolle Pinguet, maire de Saint-Quentin (Aisne)	L'inspecteur divisionnaire. Nadeau
Deviolaine, directeur de la verrerie de Vauxrot, commune de Cuffies (Aisne).	id.
Treves Adolphe, industriel à Paris, 12, rue des Jeûneurs.	id.
Aucoc fils, 6, rue de la Paix, Paris.	I. Roche
Dardel, manufacturier à Melun	L'inspecteur divisionnaire Linarès
Gruet, directeur de la sucrerie à Bray-sur-Seine (Seine-et-Marne)	id.

LAURÉATS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bullet. I, p. 295).
Filles de la sagesse, à Laon; — *médaille d'argent* (XVII, 267).

Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *médaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *médaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

Aube.

Orphelinat de Saint-Martin des Vignes tenu à Troyes par les sœurs de la Providence; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Patronage d'apprentis, fondé à Troyes par M. l'abbé Tridon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Société de protection de l'enfance ouvrière, fondée à Troyes par M. Bernot; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhof (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *médaille de bronze* (II, 334).

Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur de Marseille (M^{lle} Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'), — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon,

à Marseille; — *medaille d'argent* (I, 293).

Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame, à Caen, fondé par M^{lle} de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneur; — *medaille d'argent* (I, 290).

Cher.

Colonie professionnelle de Foëcy; — *medaille d'argent* (I, 293).

Dordogne.

Œuvres de la Force (II, 333).

Doubs.

Association évangélique de Montbéliard pour le patronage des enfants indigents; — *medaille d'argent* (I, 291).

Drôme.

Maison de Recoubeau (II, 332).
Orphelinat Napoléon, à Valence (I, 289).

Œuvre des Orphelins de Crest; — *medaille de bronze* (II, 334).

Eure.

Patronage d'apprentis à Évreux dirigé par M. Odieuvre; — *medaille de bronze* (XV, 211).

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *medaille d'argent* (I, 293).

Eure-et-Loir.

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *medaille de bronze* (II, 334).

Finistère.

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

Gard.

Société de patronage des jeunes gens de l'Église réformée, à Nîmes; — *medaille d'argent* (I, 292).

Gers.

Œuvre des jeunes apprenties, fondée,

à Auch, par M^{lle} Debus; — *medaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles, à Auch; — *medaille honorable* (I, 294).

Gironde.

Atelier chrétien de M^{lle} Sivan, à Bordeaux (II, 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *medaille d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno, à Bordeaux, dirigé par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *medaille de bronze* (II, 35).

Haute-Garonne.

Orphelinat de l'Immaculée-Conception, à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *medaille d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse (M. l'abbé Merceille, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *medaille de bronze* (II, 249).

Haute-Loire.

Atelier de lingerie des sourdes et muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *medaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *medaille d'argent* (I, 293).

Haute-Marne.

Orphelinat des filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *medaille de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

Haut-Rhin.

École israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Cernay ; — *médaille de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz ; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs ; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé ; — *médaille de bronze* (II, 331).

Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes ; — *médaille d'argent* (I, 291).

Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles ; — *médaille d'argent* (I, 294) ; — *rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours ; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche à Tours ; — *mention honorable* (I, 294).

Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M^{me} Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l') ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille ; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de patronage des jeunes apprentis de Grenoble ; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne, par M. l'abbé Monnier (II, 331).

Patronage du Treul, fondé par M. Ron-del — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame-de-

Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la) ; — *médaille d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie, supérieure des religieuses de la) ; — *médaille de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné, à Nantes ; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur de l') ; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle ; — *médaille d'argent* (I, 290).

Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans ; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans ; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan, à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du) ; — *médaille de bronze* (IX, 250).

Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims ; — *mention honorable* (I, 295).

Société de Bethléem à Reims ; orphelinat ; — *médaille d'argent* (XV, 211).

Meurthe-et-Moselle.

École professionnelle de Nancy (M^{lles} de Metz et Gardeil, directrices de l') ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Maison d'apprentis de la ville de

Nancy ; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy (M. Alexandre Wehrle, vice-président de la) ; — *médaille d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus, (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président) ; — *médaille d'argent* (IX, 250).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz (directeur : M. l'abbé Risse) ; — *médaille d'argent* (VII, 389).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz ; — *mention honorable* (I, 295).

Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une) ; — *médaille de bronze* (IX, 251).

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry à Futeau (I, 288).

Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient (M. Grouhel, négociant, à Lorient, collaborateur de l') ; — *médaille de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient) ; — *médaille d'argent* (IX, 251).

Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy) ; — *médaille d'argent* (VII, 388).

Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus, à Lille ; — *médaille d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille ; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent-de-Paul, à Douai ; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai ; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Oise.

Orphelinat du Ménéil-Saint-Firmin, dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orne.

Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon ; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault ; — *médaille d'argent* (I, 294).

Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée-Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388). — *Rappel* (XVII, 267).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer ; — *médaille d'argent* (I, 292).

Rhône.

École gratuite du dimanche (M. Tre-voux, fondateur de l'), à Lyon ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la) ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de

Saint-Joseph, aux Chartreux; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M^{lle} Masson, directrice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M^{me} la supérieure de l'), à Lyon; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M^{lle} Paula Gagny; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Église réformée, à Lyon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M^{me} la sœur supérieure de); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Savoie.

Orphelinat de Douvaine, près Genève, fondé par le R. P. Joseph; — *médaille d'argent* (XIII, : 68).

Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu; — *médaille d'argent* (I, 289).

Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes; — *médaille d'argent* (I, 294).

Cercle des jeunes ouvriers, à Paris (I, 289).

Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur: le R. P. Montazeau, à Paris); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice: M^{me} Eug. Roche en religion sœur Saint-Augustin de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge); — *médaille d'argent* (XI, 431).

Comité de patronage de l'Église réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré. 4); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Église évangélique de la Confession d'Augsbourg; — *médaille d'argent* (VII, 387).

École professionnelle pratique de jeunes filles (directrice: M^{me} Carot née Chuard), à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Établissement à Saint-Denis, fondé par M^{lle} Génin; — *médaille de vermeil* (XI, 430).

Guérin et Mourra (M^{lles}), orphelinat de charité, 10, rue Nicolo, Passy; — *médaille d'argent* (XVII, 268).

Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg (M. Lucien Contellier, directeur de la); — *médaille de bronze* (IX, 252).

Œuvre de jeunes apprenties, dirigée par la sœur Magniol, à la Chapelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Léocadie, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 292).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Payen, à Grenelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292); — *médaille de vermeil* (IX, 253).

Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur: P. Plainemaison, rue Lhomond. 18); — *médaille de bronze* (II, 334).

Œuvre des sourdes-muettes de Bourla-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre du patronage de la Confession d'Augsbourg (I, 286).

Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).

Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M^{me} la baronne de La Doucette (I, 285).

Œuvre générale des Écoles profes-

- sionnelles catholiques, à Paris — *médaille d'argent* (IX, 252).
- Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue des Billettes, 16; — *mention honorable* (I, 295). — (M^{me} la supérieure de l'); — *mention honorable*.
- Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Paumier; — *médaille d'argent* (I, 290); — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).
- Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice (directeur le P. Besserat), rue Lhomond, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Orphelinat des arts fondé par M^{me} Marie Laurent et plusieurs autres dames artistes; *médaille d'argent* (XV, 211).
- Orphelinat des Saints-Anges, à Paris (I, 289).
- Ouvroir de l'École d'apprentissage de couture (M^{me} la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l'), rue des Boulangers, 19; — *médaille de bronze* (VII, 388).
- Ouvroir interne de la paroisse Saint-Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux; — *médaille d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice : M^{me} Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul); — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Geneviève (M^{me} la sœur Vincent, directrice de l'), rue Boutebrie, à Paris; — *mention honorable* (IX, 254).
- Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur); — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).
- Patronage de l'Église réformée (I, 287).
- Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez); — *médaille d'argent* (VII, 388). — M. Vasseur, directeur; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des apprentis et ouvriers israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).
- Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris; — *mention honorable* (I, 295).
- Patronage et école, dirigés par les sœurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).
- Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *médaille de bronze* (IX, 252).
- Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *médaille d'argent* (IV, 26).
- Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *médaille d'argent* (IV, 26).
- Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).
- Pensionnat de jeunes filles de l'Église réformée, à Paris, rue de Reuilly, 97; — *médaille d'argent* (I, 294).
- Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Société des amis de l'Enfance (I, 287).
- Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable fondée à Paris par M. Georges Bonjean; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance*; (XV, 211).
- Société de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *médaille d'argent* (I, 294).
- Société des ateliers d'aveugles, 11, rue Basfroï, à Paris, fondée par M.

Lavanchy Clarke; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 211).

Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Société protestante des écoles du dimanche (I, 287).

Seine-et-Marne.

Orphelinat de Mary-sur-Marne, fondé et dirigé par M^{lle} Colombes; — *médaille de bronze* (XV, 212).

Patronage et orphelinat des apprenties de Meaux, dite l'Œuvre des jeunes économes, dirigé par M^{me} Dumont; — *médaille de bronze* (XV, 212).

Seine-et-Oise.

Asile maternel de Versailles, dirigé par M^{lle} Portz; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les frères de la Doctrine chrétienne; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de l'Assomption, à Élan-court, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *médaille d'argent* (I, 294).

Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Soret; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).

Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

Seine-Inférieure.

Œuvre des Dames de la Providence formant les apprenties pour la confection de la dentelle et de la couture à Dieppe; — *médaille d'argent* (I, 291).

La même Œuvre, à raison de son École professionnelle du Filet, de son Orphelinat, de ses Écoles et de son Dispensaire; — *médaille d'argent* (XV, 211).

Orphelinat de Crosnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *médaille d'argent* (VII, 289).

Orphelinat de Notre-Dame-des-Flots à Dieppe, dirigé par la sœur Élisabeth, *médaille d'argent*; — (XV, 212).

Somme.

Patronage des jeunes ouvriers, dirigé par M. Caille, à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

Tarn.

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

Tarn-et-Garonne.

Établissement fondé par M. le marquis de Bellisens, à Monbeton (II, 333).

ÉTRANGER

Suisse.

Œuvre de la Cure d'été et des Vacances en Suisse, fondée par M^{me} Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE

POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL

DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

Ain.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

Aisne.

Compagnie des Chemins de fer du Nord, cours professionnels de Tergnier; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 268).

Maillard (M.), fabricant de châles, à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Sevart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

Allier.

Boigues, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon et de Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Ardèche.

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson et Montgolfier (MM.), Papeterie de Vidalon-lès-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C^{ie} (MM.), filateurs de soie, à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantevin aîné (M.), moulinage de

soie, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des directeurs de la Papeterie de Vidalon, près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

Ardennes.

Mines de Blanzy (Compagnie des), (I, 300).

Aube.

Poron (M.), manufacturier, à Troyes; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Thévenot père et fils (MM.), filateurs à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 213).

Bas-Rhin.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).

Bouches-du-Rhône.

Messageries nationales (Transports maritimes). Établissement de La Ciotat (I, 301).

Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angou-

lème; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Cher.

Chauveau (M.), directeur de forges, à Torteron; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Rivière (M.) directeur de la verrerie de Vierzon; — *médaille d'argent* (XVII, 268).

Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII 389).

Gard.

Carenou et Tur (MM.), fabricants de réglisse, à Moussac; — *médaille d'argent* (XV, 213).

Compagnie des mines de la Grand-Combe (I, 300).

Escale (M.), directeur des hauts fourneaux de Tamaris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muets de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricants de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII, 390).

Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Haute-Loire.

Colcombet et C^{ie} (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarde (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

Haute-Vienne.

Haviland et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines, à Limoges; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Vignerie (M.), directeur de papeterie à Saint-Junien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Haut-Rhin.

Association pour prévenir les accidents de machines de Mulhouse; — *médaille* (I, 307); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C^{ie} (MM.), à Wesserling (I, 300).

Hartmann, Schmalzer et C^{ie} (MM.), filature de laine, à Malmerspach; — *médaille d'argent* (II, 336).

Kœchlin-Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

Hérault.

Maistre (M.), filateur, à Villeneuve près Clermont; — *médaille de bronze* (IX, 256).

Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur, à Rennes — *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs, à Rennes; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance*. (XI, 432).

Indre.

Balsan et fils (MM.), fabricants de draps, à Châteauroux; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Indre-et-Loire.

De Montgolfier (M.), directeur de la papeterie de La Haye-Descartes, à Balesmes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 214).

Jarand (M. Albert), à Tours ; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs, à Tours ; — *rappel de médaille d'argent* (IX, 256).

Isère.

Durand (M. Eugène), à Vizille (I, 301).

Loire.

Alamagny (M.), à Saint-Chamond ; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Colcombet (M. Victor), fabricant de rubans, à Saint-Étienne ; — *médaille de vermeil* (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argental ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impériale des Tabacs de Nantes ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Loiret.

Bapterosses (M. F.), fabricant de boutons et perles, à Briare ; — *médaille d'argent* (VII, 390) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Gondouin (M.), directeur de la faïencerie artistique, à Gien ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 256) ; — *rappel de médaille d'argent* (XI, 433).

Max Richard, L. Caillaux et Segris (MM.), filateurs de chanvre, à Angers ; — *médaille d'argent* (XI, 462).

Oriolle fils et Rochard (MM.), filateurs de laine, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Marne.

Compagnie des chemins de fer de l'Est, cours professionnels d'Épernay ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).

Harmel (M.), filature et tissage de laines (I, 302).

Ninet aîné, directeur de la Société

anonyme des déchets de la fabrique de Reims ; — *médaille d'argent* (XV, 214).

Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier, à Fontaine-Daniel, près Mayenne ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Meurthe-et-Moselle.

Cristallerie (La) de Baccarat, à Baccarat (I, 299) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 390).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Nord.

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai ; — *médaille de bronze* (II, 257).

Danel (M. Léonard), imprimeur à Lille ; *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).

Droulers-Vernier filateur de lin à Lille ; — *mention honorable* (XVII, 269).

Serive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau ; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton, à Lille ; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosses et conseiller général, à Beauvais ; — *médaille d'argent* (XI, 433). *Rappel de médaille d'argent* (XV, 214).

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures ; directeur : M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont ; — *médaille d'argent* (IX, 257). Parzudaki (M.), successeur, *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 214).

Lebeuf, Millet et C^{ie} (MM.) ; — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique

d'Ourseamps ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21) ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers ; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubers-sur-Canche et de Cercamps-les-Frévent ; — *médaille d'argent* (II, 337).

Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie, à Lyon, quai de Serin ; — *mention honorable* (I, 307) ; — *mention honorable* (IV, 29) ; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 301).

Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

Savoie.

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry ; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Seine.

Baster et Viellemard (MM.), lithographes, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Boullenger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi ; — *médaille de bronze* (II, 340). — Idem et M^{me} Boullenger ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).

Cartier-Bresson (M.), filature de coton, à Pantin, route de Flandre ; — *médaille* (I, 308) ; — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).

Chaix et C^{ie} (MM. A.), imprimeurs, à Paris ; — *médaille d'argent* (I, 304) ; — *médaille d'honneur* (VII, 40).

Chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie, à Paris ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).

Chambre syndicale de la bijouterie en imitation, à Paris ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 270).

Chambre syndicale patronale des carrossiers, charrons et selliers du département de la Seine, à Paris ; — *médaille d'argent* (XVII, 270).

Chambre syndicale ouvrière des chauffeurs, conducteurs mécaniciens à Paris ; — *médaille d'argent* (XVII, 270).

Chambre syndicale patronale des corsets et fournitures à Paris ; — *médaille de bronze* (XVII, 270).

Chambres syndicales ouvrières des ébénistes, des sculpteurs et des meubles sculptés à Paris ; — *médaille de bronze* (XVII, 270).

Chambre syndicale des fleurs, plumes et modes, à Paris ; — *mention honorable* (XVII, 270).

Chambre syndicale de l'horlogerie, à Paris ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 270).

Chambre syndicale de la maroquinerie gainerie, à Paris ; — *mention honorable* (XVII, 271).

Chambre syndicale ouvrière des mécaniciens en précision, à Paris ; — *médaille d'argent* (XVII, 271).

Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment, à Paris ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 271).

Chambres syndicales de la passementerie et de la dentelle, à Paris ; — *mention honorable* (XVII, 271).

Chambre syndicale des ouvriers en voitures, à Paris ; — *médaille d'argent* (XVII, 271).

Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise) ;

- *médaille d'argent* (I, 303) ; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).
- Claye et C^{ie} (MM.), imprimeurs, à Paris, rue Saint-Benoît ; — *médaille d'argent* (IV, 28) ; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).
- Compagnie (la) des chemins de fer de l'Ouest ayant son siège à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).
- Deschiens (M.), fabricant de télégraphie et horlogerie électriques, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 270).
- Dupont (M. Paul), imprimeur, à Paris (I, 305).
- Ecole professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil ; — *médaille d'argent* (XVII, 271).
- Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la Chambre de la tabletterie, à Paris, rue du Temple, 103 ; — *médaille de bronze* (VII, 391).
- Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 258).
- Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Meudon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30 ; — *médaille d'argent* (VII, 391).
- Godchaux et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris ; — *mention honorable* (IX, 258).
- Goffinon et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris ; — *mention honorable* (IX, 258).
- Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Appoline, 12, et à Vitry-sur-Seine ; — *médaille d'argent* (I, 304) ; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Hamelin (M.), filateur, à Paris (I, 301).
- Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de cols-cravates (manufacture du Phénix), à Paris, boulevard Voltaire, 145 ; — *médaille d'argent* (VII, 392).
- Hémon (M. Alexandre), bijoutier en imitation, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 270).
- Jolifié (M. et M^{me}), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13 ; — *médaille d'argent* (XI, 434).
- Leclaire (M.), entreprise de peinture, dirigée par M. A. Desfourneaux ; — *médaille* (I, 304).
- Lekime van den Orst (M^{me}), rue de Charenton, à Paris ; — *médaille d'argent* (IV, 20).
- Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes, à Paris (I, 301).
- Lombart (M.), chocolatier, 75, avenue de Choisy à Paris — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272.)
- Monnin frères (MM.), verriers, à Paris ; — *médaille d'argent* (IV, 28).
- Mourceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement, à Paris ; — *médaille* (I, 307) ; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Muller (M. Emile), professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry ; — *médaille d'argent* (II, 337).
- Najean (M.), à Saint-Denis, Seine ; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Oeuvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).
- Paris (M. Emile), verrerie, au Bourget ; — *médaille* (IV, 28) ; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Petit (M. Charles), fabricant de fleurs, à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9 ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392). *Rappel et médaille de vermeil* (XV, 219).
- Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10 ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311) ; — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).
- Reblaud (M^{me}), directrice de l'Ecole

professionnelle, 4 bis, rue des Rosiers; — *médaille de bronze* (XVII, 272).

Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).

Sara Mayer, Morange et C^{ie}, couturières, 5, rue du Helder; — *mention honorable* (XVII, 272).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique des Fleurs et Plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ébénisterie; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, boulevard Sébastopol, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vacquerel (M.), fabricant de papiers de fantaisie, à Paris; — *médaille de bronze* (II, 340); — *mention honorable* (IV, 29).

Seine-et-Marne.

Barluet (M.), fabricant de faïences, à Montereau; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Bernard et C^{ie}, fabricants de verre à Bagnaux; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).

Dumont (M.), directeur des papeteries du Marais; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Haureau (M.), imprimeur, à Lagny-sur-Marne; — *médaille de bronze* (XV, 215).

Seine-et-Oise.

Chardin (M.), à Persan; — *médaille* (I, 303).

Féray (M.), manufacturier, à Essonnes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 270).

Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Cheffray (M.), imprimeur sur étoffes, à Maromme; — *médaille de bronze* (XIII, 270).

Courché (M.), négociant-fondeur, 16, rue Dauphine, au Havre; — *médaille de bronze* (XVII, 272).

Fauquet-Lemaître fils (M.), filateur de coton, à Bolbec; — *médaille d'argent* (IV, 29); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur-gérant de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Somme

Le Coustellier (Cyprien) fabricant de cordages, à Abbeville; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).

Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vindennes; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vienne.

Hambis (M.), filateur à Ligugé; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du); — *médaille* (I, 306).

Legrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette; — *médaille d'argent* (II, 337).

ÉTRANGER

Alsace.

Boucard (M.), manufacturier, à Guebwiller; — *médaille* (I, 303).

Dietsch frères (MM.), manufacturiers, à Liepvre; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 213. V. aussi I, 308).

Steinheill (M.), à Rothau; — *médaille* (I, 305).

Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Écosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique de toiles, à Carnoustie; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabrique de tissus du Pacifique Mills, à

Lawrence; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Prusse.

Schoeller, Mœvisen et Buckler (MM.) manufacture de lin, à Durin; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Schoren, près Bâle; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

2^e Catégorie : — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

Aube

Herbin (MM.), Jules et Alfred, manufacturiers, faubourg Savine, à Troyes; — *médaillé d'argent* (XVII, 273.)

Ardèche.

Blachier (M. Francisque), tissage de la soie, à Annonay; — *médaillé de bronze* (II, 339).

Bas-Rhin.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg; — *médaillé* (I, 308).

Cher.

Rétif aîné (M.), fabricant de carrosserie, à Saucouins; — *mention honorable* (XVII, 273).

Sauvard Martin (M.), manufacturier, à la Guerche; — *mention honorable* (XV, 216).

Côte-d'Or.

M. l'abbé Rey, à la colonie de Cîteaux; — *médaillé d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur; — *médaillé de bronze* (II, 340).

Robin (M^{me} V^e A.), filature de laine,

à Dijon; — *médaillé d'argent* (VII, 394).

Drôme.

Latuné frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crest; — *médaillé de bronze* (II, 340).

Eure.

Daliphard (M.), manufacturier, à Rade-pont; — *médaillé* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaître, à Rade-pont; — *médaillé* (I, 308).

Vuilliamy frères (MM.), filature de laine, à Nonencourt; — *médaillé de bronze* (II, 340).

Eure-et-Loir.

Grillon (M. Pierre-Adolphe), fabricant de lingerie, à Civry par Varize; — *médaillé de bronze* (XVII, 273).

Gard.

Péchiney (M.), fabricant de produits chimiques, à Salindres; — *médaillé d'argent* (XIII, 271).

Hautes-Alpes.

Chancel (M.), peignerie de déchets de soie, à Sainte-Catherine; — *médaillé de bronze* (II, 339).

Haute-Vienne.

Sazerat (M. L.), fabricant de porcelaines, à Limoges; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph, au Dorat; — *médaille de bronze* (II, 341).

Haut-Rhin.

Dollfus Jean (M.), manufacturier, à Mulhouse; — *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.), à Munster, filature et tissage du coton; — *médaille d'argent* (II, 337).

Japy frères et C^{ie} (MM.), à Beaucourt; — *médaille d'argent* (II, 338).

Zuber et Rieder (MM.), fabrique de papier, à l'île Napoléon, près Rixheim; — *médaille d'argent* (II, 336).

Ille-et-Vilaine.

Sacher-Delaunay (M^{me}), fabrique de papiers peints de M^{me} Hermant, à Rennes; — *médaille de bronze* (VII, 394); — *rappel de médaille de bronze* (XI, 435).

Indre.

Brillaud et C^{ie} (MM.), fabricants de lingerie, à Argenton-sur-Creuze; — *mention honorable* (XVII, 273).

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), maison de lingerie et couture, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394).

Majesté (M.), imprimeur, à Châteauroux; — *médaille d'argent* (XVII, 273).

Maris Guillemet (M.), fabricant de lingerie, au Blanc; — *médaille de bronze* (XVII, 273).

Valadon (M^{lle} A.) couturière, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394); — *médaille de bronze* (XI, 435).

Vanvœuren (M. François), fabricant de confections de linge, au Blanc; — *mention honorable* (XIII, 271).

Indre-et-Loire.

Demetz (M.), directeur de la colonie pénitentiaire, à Mettray; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Isère.

Auger (M.), fabricant de soieries, à Boussieux, près Bourgeois; — *médaille de bronze* (II, 339).

Malescourt (M^{lle}), à Saint-Jean-de-Bournay; — *mention honorable* (IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage de la soie, à Renage et à Vienne; — *médaille de bronze* (II, 339).

Jura.

Clevénod (M.), maître de forges, à Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges, à Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

Loire-Inférieure.

Buisson (M.), directeur de la manufacture des tabacs, à Nantes; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Brisonneau frères (MM.), constructeurs-mécaniciens, à Nantes; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Loiret.

Pépin-Vieillard (M.), fabricant de couvertures, à Orléans; — *mention honorable* (XIII, 271).

Loir-et-Cher.

Rousset, Estribaud (MM.), fabricants de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XV, 216); — *médaille de bronze* (XVII, 274).

Maine-et-Loire.

Religieuses du Bon-Pasteur, à Angers (M^{mes} les); — *médaille de bronze* (II, 341).

Manche.

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice-de-Landelle; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Meurthe-et-Moselle.

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des); — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint-Cœur-de-Marie (M^{mes} les), à Nancy; — *médaille de bronze* (II, 341).

Meuse.

Les fils d'Ulrich-Vivien (MM.), fabricants de corsets, à Bar-le-Duc; — *mention honorable* (XVII, 274).

Nièvre.

Sœurs de Charité et Instruction chrétienne, à Nevers; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nord.

Dansette Joseph (M.), filateur, à Marquette-Bareuil; — *médaille* (I, 308).

Messager, contremaître, à Caudry; — *médaille* (I, 308).

L'abbé Socket (M.), directeur de l'Œuvre des apprentis du collège libre de Nancy; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thirier frères (MM.), à Esquermes, Lille; — *médaille* (I, 308).

Toffin (M.), à Caudry; — *médaille* (I, 308).

Oise.

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais; — *médaille d'argent* (II, 338).

Rhône.

Teste (M.), fabricant d'aiguilles, à Lyon; — *médaille* (I, 308).

Saône-et-Loire.

Andelle (M.), verrier, à Epinac; — *médaille* (I, 308).

Seine.

Baras (M. F.), ingénieur-mécanicien, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).

Chertonne (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Chevalier (M. Émile), ciseleur, faubourg du Temple, 17, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).

Cohadon (M^{me}), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 394).

Defourneaux et C^{ie} (MM. A.), ancienne

maison Leclaire, peinture, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 395).

Delaporte (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Delhaie (M^{me}), fabricante de fleurs, aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).

Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Dostal (M.), ciseleur, 11, rue des Tournelles, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).

Dubosq (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Frémont (M.), polisseur sur métaux, 39, rue Volta; — *mention honorable* (XVII, 274).

Galmiche (M.), mécanicien, , rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).

Génestine (M.), cartonnier, 14, rue Debelleyne; — *mention honorable* (XVII, 274).

Gillon (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).

Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).

Haffner (M.), à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonnage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Heymann (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 271).

Keyder (M^{me}), institutrice de charité, Paris; — *mention honorable* (IV, 30).

Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Lequin (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).

Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen ;
— *mention honorable* (I, 308).

Midocq et Guillard (MM.), fabricants
de trousse de voyage, à Paris ; —
mention honorable (I, 308).

Monot (M.), cristallerie, à Pantin ; —
médaille (I, 308).

Montandon (M.), fabricant, à Paris ; —
médaille (I, 308).

Mourceau (M^{me}) ; — *mention honorable*
(IV, 29).

Navette (M^{me}), lingère, 226, rue Saint-
Denis, à Paris ; *médaille d'argent*
(XV, 217).

Paris (M.), verrier, à Paris ; — *men-
tion honorable* (I, 308) ; — *mention
spéciale de reconnaissance* (XV, 215).

Piat (M.), fondeur, à Paris ; — *mé-
daille d'argent* (VII, 396).

Pleyel, Wolf et C^{ie} (MM.), manufac-
ture de pianos, à Paris ; — *médaille
d'argent* (I, 338).

Pointeaux (M.), horloger, à Paris ;
— *mention honorable* (XIII, 272).

Rollin (M^{me}), brunisseuse, à Paris ; —
médaille de bronze (XIII, 272) ; —
médaille d'argent (XVII, 274).

Rocatti (M. Giovanni), tailleur, à Paris ;
— *médaille de bronze* (XIII, 272).

Talbert (M.), fondateur de l'Œuvre
des apprentis du collège Rollin ; —
médaille d'argent (IV, 23).

Thoury (M^{me}), blanchisseuse, à Paris ;
— *mention honorable* (XIII, 272).

Vériac (M.), horloger, 54, rue du
Temple, à Paris ; — *médaille de
bronze* (XV, 217).

Vilpelle et Gamba (MM.), graveurs sur
métaux, à Paris ; — *mention hono-
rable* (I, 308).

Wickam (M. Georges), président de
la Chambre syndicale des instru-
ments et appareils de l'art médi-
cal ; — *médaille de bronze* (XI,
436).

Seine-et-Marne.

Brodard (M^{me} Paul), directrice des
jeunes filles de l'imprimerie Brodard,
à Coulommiers ; — *médaille d'ar-
gent* (XVII, 274).

Seine-et-Oise.

Berrurier (M.), fabricant de bretelles,
à Saint-Cyr-l'École ; — *mention ho-
norable* (XV, 217).

Corbin (M. Paul), fabricant de sucre,
à Magny ; — *médaille d'argent*
(XIII, 272).

Cerf (MM.), imprimeurs, à Versailles ;
— *médaille d'argent* (XIII, 272).

Baillet (M. et M^{me}), fabricants d'épi-
ngles, à Viroflay ; — *médaille de
bronze* (XIII, 272).

Cécile (M.), fabricant de registres, à
Meulan ; — *médaille de bronze*
(XIII, 272).

Goulon (M. et M^{me}), fabricants de tri-
cots, 9, rue Saint-Charles, à Ver-
sailles ; — *mention honorable* (XV,
217).

India Rubber Company (The), fabri-
que de caoutchouc ; — *médaille de
bronze* (IX, 260).

Lavaud (M. Jules), entrepreneur de
menuiserie, à Marly-le-Roi ; — *mé-
daille de bronze* (XVII, 274).

Malot (M.), directeur de l'imprimerie
Belin, à Saint-Cloud ; — *mention
honorable* (XV, 217).

Moutier (M.), entrepreneur de ser-
rurerie, à Saint Germain-en-Laye ;
— *médaille de bronze* (XV, 217).

Seine-Inférieure.

Bardin (M.), filateur de Rouen ; —
médaille d'argent (IV, 29).

Fromage (M.), fabricant de tissus en
caoutchouc, à Rouen ; — *médaille
d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manu-
facture de MM. Fromage, à Rouen ;
— *rappel de médaille d'argent* (XI,
462).

Tarn.

Vidal (M.), filateur de laine, à Maza-
met ; — *médaille d'argent* (XV, 217).

Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs, à
Avignon ; — *médaille de bronze*
(VII, 260).

Vendée.

Filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (M^{mes} les); — *mention honorable et médaille de bronze* (II, 41).

Vosges.

Lung frères (MM.), filateurs et tisseurs, à Moussey, près Senones; — *médaille d'argent* (IV, 29).

ÉTRANGER

Alsace.

Bleeh (M.), manufacturier, à Sainte-Marie-aux-Mines; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Bruststein (M.), fabricant de papier, à Meynard; — *médaille* (I, 308).

Angleterre.

Akroyd (M.), filateur de laine, membre de la Chambre des Communes; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur; — *médaille* (II, 27).

Tinmins Chance (M. James), verrier, à Smetwick, près Birmingham; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la protection des enfants; — *médaille d'argent* (IV, 32).

Hollande.

Suringar (M.); — *médaille d'argent* (IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille de diamants; — *mention honorable* (IV, 32).

3^e catégorie: — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Maltarèche (M. Aug.-Alexandre), moulinier en soie, à Dornas; — *mention honorable* (XVII, 275).

Palluat et C^{ie}, filateurs et mouliniers de soie, à Largentière; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny; — *médaille de bronze* (II, 340).

Gard.

Tardieu Jarrige et Sacconney (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur, à Toulouse; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur, à Giromagny; — *médaille* (I, 309).

Hérault.

Carrière (M. Émile), filateur de soie, à Ganges; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) frères, filateurs de laine, à Lodève; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; — *mention honorable* (I, 309).

Indre.

Langlois (M^{me} Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs, Tours ;
— *médaille* (I, 309).

Loir-et-Cher.

Estriboud (M.), fabricant de chaussures, à Blois ; — *mention honorable* (XIII, 273).

Marne.

Cabanis (M.), directeur de l'établissement du conditionnement des laines, à Reims ; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers ;
— *médaille de bronze* (IX, 261).

Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai ; —
médaille (I, 309).

Puy-de-Dôme.

Bourg-Descottes (M. Mathieu Antoine),
apprêteur de cheveux, à Ambert ;
— *médaille de bronze* (XVII, 275).

Seine.

Alexandre (M.), fabricant d'orgues, à
Ivry ; — *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris ; —
mention honorable (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et
imprimeur sur étoffes ; — *médaille
d'argent* (XI, 436).

Boudin Vidalat (M^{me}), couturière, 6,
rue de la Boétie, à Paris ; — *mé-
daille de bronze* (XV, 218).

Boucher (M.), brossier, à Paris ; —
mention honorable (I, 309).

Bourgade (M^{me} V^e), brodeuse, à Paris ;
— *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perfo-
rées, à Paris ; — *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine,
fabrique de poteries artistiques ;
— *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier, à Paris ;
— *médaille de bronze* (VII, 396).

Dehenné (M^{me}), fabricante de fleurs
fines, à Paris ; — *médaille de bronze*
(VII, 396).

Delaplace (M^{me}), fabricante de fleurs
fines, à Paris ; — *médaille de bronze*
(VII, 396).

Deroy (M.), brocheur, à Paris ; — *men-
tion honorable* (IX, 261).

Engel (M.), relieur, à Paris ; — *me-
daille de bronze* (IX, 261).

Fourdinois (M.), fabricant de meubles,
à Paris ; — *mention honorable*
(I, 309).

Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes,
à Puteaux ; — *médaille d'argent*
(XI, 437).

Husny-Bey (M. le major) ; — *mention
honorable* (IV, 32).

Kirmain (M.), tourneur, à Paris ; —
mention honorable (I, 309).

Ladois (M.), fabricant d'instruments
de géodésie, à Paris ; — *mention
honorable* (I, 309).

Lasnier (M.), menuisier, à Paris ; —
mention honorable (I, 309).

Léoty (M^{me}), corsetière, 8, place de
la Madeleine ; — *mention honorable*
(XVII, 275).

Lhermite (M.), fabricant de coffres-
forts, à Paris ; — *mention honorable*
(I, 309).

Michel (M.), fabricant d'instruments
de précision, à Paris ; — *mention
honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de
fleurs, à Paris ; — *médaille de
bronze* (VIII, 396).

Moulines-Rothier (M^{me}), couturière,
14, rue des Saussaies ; — *mention
honorable* (XVII, 275).

Pankoucke (M.), typographe, à Paris ;
— *mention honorable* (I, 309).

Poupinel (M.), cartonnier, à Paris ;
— *mention honorable* (I, 309).

Ramard (M.), imprimeur-lithogra-
phe, à Paris ; — *mention honorable*
(I, 309).

Robert-Houdin fils (M.), horloger, à
Paris ; — *mention honorable* (I, 309).

Sauzo (M. de), blanchisserie, 119, rue de Tocqueville; — *mention honorable* (XVII, 275).

Taborin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Vanoni (M.), président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 262).

Vigneau (M.), relieur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 262).

Seine-et-Marne.

Jacquin (M.), fabricant de bonbons, à Dammarie-les-Lys; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Somme.

Aubert (M.), de la maison Aubert, Bulot, Lhotelier, à Amiens; — *mention honorable* (XIII, 273).

Boquet et C^{ie} (MM.), à Ailly-sur-Somme; — *médaille* (I, 309).

4^e Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

Aisne.

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur public, à Pont-à-Bucy; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Aube.

Chapelain (M^{lle} Louise), institutrice retraitée, à Troyes; — *médaille de bronze* (XVII, 275).

Gayon-Philéas (M.), ancien instituteur public, à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Guyot (M^{me}), institutrice, à Troyes; — *mention honorable* (XVII, 276).

Petit-Rossignol (M.), instituteur public, à Troyes, — *médaille de bronze* (XV, 218).

Petit (M^{me}), institutrice, à Troyes; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Bas-Rhin.

Kunzer (M^{me} V^e), à Bischwiller; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Bouches-du-Rhône.

Sœurs de la Sainte-Famille (M^{mes}), attachées aux établissements de la Compagnie impériale des messageries; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de

M. Laroche-Joubert, directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Aubusson et aumônier du collège de cette ville; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), instituteur public, à Louviers; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Haute-Loire.

Dames de l'Instruction (les), au Puy; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 341).

Maurin (M^{me} Marie), en religion sœur Elisabeth, supérieure de la maison de la Seauve; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Colcombet, à la Seauve; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Ille-et-Vilaine.

Cabdasis (frère), sous-directeur des écoles municipales de Rennes; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Célestin (frère), directeur des écoles

municipales de Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Cornélis (frère), inspecteur des écoles municipales de Rennes; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Indre-et-Loire.

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M^{mes} les) dans la manufacture de M. Albert Durand, à Tours; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Tétrel Flavie (M^{me}), en religion sœur Saint-Antoine, institutrice, à la papeterie de la Haye Descartes; — *mention honorable* (XV, 219).

Isère.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Loire.

Brochet (M^{me} Marie), en religion sœur Louis-Ernest), directrice de l'Internat et des écoles de MM. Colcombet, à Bourg-Argental; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Élisa (sœur), née Marie Morin, directrice des apprenties de MM. Colcombet; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Loiret.

Maertens (M. Henri), soldat à la 5^e section d'administration, à Orléans; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Loir-et-Cher.

Brocheton (M.), inspecteur des enfants assistés du département de Loir-et-Cher; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Maine-et-Loire.

Mérou (M^{me} René), en religion sœur Sainte-Rose, institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C^{ie}, d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Pion (M^{me} Marie), en religion sœur Sainte-Léonie, institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard,

L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M^{me} Louise), en religion sœur Saint-François-Xavier, institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M^{me} la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Vaux (M^{lle} Ch. de), en religion sœur Saint-Léopold, directrice de l'école de MM. Oriolle fils et Rochard, à Angers; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Marne.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Maget (M^{me} Marie Cédulie), institutrice à l'école de la rue du Ruissellet, à Reims; — *mention honorable* (XV, 219).

Mangenot (M. Joseph), instituteur à l'école du boulevard Carteret, à Reims; — *mention honorable* (XV, 219).

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Mayenne.

Beaumer (M^{me} Marie, née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier, à Fontaine-Daniel; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Meurthe-et-Moselle.

Belliéni (M^{lle} Marie), école professionnelle de Nancy; — *médaille d'argent* (XVII, 276).

Comité des apprentis du bureau de bienfaisance de la ville de Nancy; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Didot (M. l'abbé), chanoine hono-

raire, à Nancy ; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Ferry (M^{lle} Léonie), institutrice, école professionnelle de Nancy ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Gilles Neveu (M^{me}), secrétaire du patronage des apprentis ; — *médaille d'argent* (XVII, 276).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy ; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M^{mes} les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Meuse.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Nord.

Cattoir (M^{lle} E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque ; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Émile), instituteur, à Douai ; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Tarrauzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai ; — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur, à Haumont, — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Oise.

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Cramoisy ; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Pigeard (M^{lle}), institutrice, à Beauvais ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Poulain (M.), instituteur, à Voisinlieu, près Beauvais ; — *médaille de bronze* (XV, 219).

Orne.

Feret (M. Alexandre, en religion frère Émile), instituteur, à Flers, par Domfront ; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Pas-de-Calais.

Norieux (M.), instituteur, à Lapugnois ; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Rhône.

De Liguori (sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine.

Arnould (M. Honoré), homme de lettres, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Bachotet (M. Étienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

Brun (M. Auguste), instituteur à la faïencerie de Choisy-le-Roi ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Berger (M. Gustave), attaché à l'imprimerie A. Chaix ; — *médaille de bronze* (III, 431).

Canonge (M.), directeur de la Tutele, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Albouy, 27 ; — *mention honorable* (IV, 30) ; — *médaille d'argent* (VII, 397) ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 274).

Canonge (M^{me} Constance-Camille), 27, rue Albouy ; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Carpentier (M. Émile-Léonard), instituteur-adjoint à l'école de demi-temps, 14, rue Michel-le-Comte ; — *mention honorable* (XVII, 277).

Charpentier (M.), surveillant à l'école de dessin et de modelage de la

Chambre de la Bijouterie ; — *médaille de bronze* (VII, 397).

Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 397).

Duploux (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Fichot (M.), bandagiste, à Paris ; — *mention honorable* (IV, 30).

Gerdalle (sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprenties de l'Association des jeunes économes de Marie ; — *médaille de bronze* (VII, 398).

Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 398).

Hennequin (M. Lucien), professeur de dessin à l'école de fabrique de MM. Moureau et Leduc, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Huré, professeur à l'école d'apprentis de M. Piat, fondeur, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 275).

Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des Postes, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).

Lespinasse (M.), à Aubervilliers ; — *mention honorable* (IV, 30).

Louvel (M.) instituteur public, 14, rue Michel le-Comte ; — *médaille d'argent* (XV, 220).

Marais (M. Léon), instituteur à l'imprimerie Chaix, à Paris ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Moynier (M.), employé à la mairie du 1^{er} arrondissement ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Porphyre (Le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Ramé (M. A.), secrétaire de la Chambre syndical du 1^{er} pier peint, à

Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 275) ; — *rappel* (XV, 215).

Sarcey (M. Francisque), homme de lettres, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Scribe (M^{lle} Louise), directrice des cours commerciaux du X^e arrondissement, 11, faubourg Saint-Martin ; — *médaille d'argent* (XVII, 277).

Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc. ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris ; — *médaille d'argent* (VI, 27).

Trombert (M. Albert), professeur à l'école professionnelle de M. Chaix, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Weil (M.), directeur de la Pension israélite d'apprentis ; — *mention honorable* (IV, 30).

Seine-et-Oise.

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles ; — *mention spéciale de reconnaissance* (IV, 310).

Seine-Inférieure.

Calbry (M.), instituteur libre, à Lillebonne ; — *mention honorable* (XIII, 275).

Chopard (M.), instituteur libre, à Monville ; — *mention honorable* (XIII, 275).

Dillois (M^{me} Léopoldine), en religion sœur Sylvie, directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin ; — *médaille de bronze* (XI, 441) ; — *rappel* (XIII, 275).

Grimin (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'école de fabrique de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen ; — *mention honorable* (XIII, 275).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre ; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M^{me} Adolphine), institutrice-adjointe, à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M^{me} Marie-Virginie-Aline), en religion sœur Stéphanie, institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaillon d'argent* (XI, 441).

Née (M.), instituteur aux écoles de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *mention honorable* (XIII, 276).

Pégard (M.), instituteur, à Darnetal; — *mention honorable* (XIII, 276).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaillon de bronze* (XI, 441); — *rapport* (XIII, 276).

Rousselet (M. A.), instituteur, à Maromme; — *médaillon de bronze* (IX, 263).

Serrurier (M.), directeur de l'école Sainte-Marie, au Havre; — *mention honorable* (XIII, 276).

Sèvres (Deux-).

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaillon de bronze* (IX, 264).

Somme.

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public, à Abbeville; — *mé-*

daille de bronze (XI, 441); — *rapport* (XIII, 276); — *médaillon d'argent* (XV, 220).

Dault (M.), instituteur-adjoint, à Abbeville; — *mention honorable* (XV, 220).

Les Religieuses Augustines, institutrices, à Abbeville; — *médaillon de bronze* (XV, 220).

Tarn.

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Falc (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Vienne.

Dubrenil (M.), ancien instituteur public, à Liguzé; — *médaillon de bronze* (XV, 220).

ÉTRANGER

Alsace.

Maréchal (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1883.)

A

ABUS du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. (Extrait des mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine, sur les) I, 26. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — Auxquels sont exposés les apprentis, par M. le Dr Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresca, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), I, 517. — (Communication de M. le Dr Marjolin sur le *Comité des*), 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des), 193. — (Règlement du *Comités des*), 108, 182. — Prix et médailles offerts, 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comités des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de la maison Chaix et C^{ie} contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux, en 1875, du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

sur les travaux, en 1876, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — (Séance du *Comité des*), 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 16, 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la justice criminelle, pour l'année 1877, 404. — Prévention des accidents de fabrique, XIII, 50. — (Responsabilité des), en Angleterre (bill), XIII, 460. — Les projets de loi Oviève et Nadaud. — (Réglementation préventive des) et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, XIV, 32. — (L'Association de Rouen pour prévenir les), 54. — (Projet de loi et rapport de M. Nadaud sur la responsabilité des), 1. — (Enquête sur les) ordonnée par le ministre de l'agriculture et du commerce, 63. — (Tableau statistique des) en Angleterre, 98. — (Projet de lois allemandes sur la déclaration et la réglementation des), 99 et 100. — (Discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des), 121. — (Correspondance du *Comité des*), 141. — (Assurance en Allemagne contre les), 203. — Appareil protecteur dans les métiers à coton par M. Plassiard, 234. — (La loi allemande sur les assurances contre les), 294. — (Réponse au discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des), 311. — Notice sur l'Association de Mulhouse pour prévenir (les), 328. — Responsabilité, après mutilation d'enfant, XV, 109. — Rapport à l'Association de Rouen pour prévenir (les), 120. — Tableau statistique (des) en Angleterre, exercice 1880. — *idem* en Prusse, 1875 à 1880, 178. — (Appareil préventif contre les) dans les filatures XVI, 7. — (*Comité des*), séance du 18 décembre 1882. — Tableau statistique (des) en Angleterre, 339. — L'Association parisienne pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique, XVII 111, 385. — Circulaire de M. Plassiard sur les accidents spécialement dans les filatures, 157. Essai de statistique (des) XVIII 154. — Tableau statistique (des) en Angleterre (1883) 206. — Rapport au *Comité judiciaire* sur la

nécessité des mesures préventives (contre les) par M. Tommy-Martin, 225. (Voy. *Jurisprudence*.)

ACROBATES (Les petits), IX, 634; XII, 334. — Le petit acrobate, conférence par M. Fliche, XVII, 200.

ADULTES (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.

AGE des enfants (L'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descottes, V, 348.

AGRICULTURE en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'), (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes*.)

AIGNAN (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.

Akroyd (M. Edward), (Médaille à l'Etablissement de), IV, 31.

Aldrophe (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.

ALENÇON (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.

ALGÉRIE, (Les Enfants Assistés en) XVI, 171; XVII, 240, 241.

Alicot (M.). Rapport sur l'Œuvre des Bibliothèques, III, 89.

Allard (M. Paul). Rapport de la Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.

ALLEMAGNE (Orphelinats établis en), II, 396. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 42. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X, 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de

- M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les corporations en), VII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217. — Loi du 17 juillet 1878 modificative de la législation industrielle, XIII, 445. — Projet de loi sur la déclaration et la réglementation des accidents industriels, XIV, 99 et 100. — L'assurance contre les accidents, 204, 294. — Loi du 18 juillet 1881. (Corporations et apprentis en), XVI, 156.
- ALLIANCE UNIVERSELLE** (Comité de l') VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.
- ALSACE-LORRAINE** (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 518. — Dépopulation industrielle, IX, 95. — Toast à la ville de Mulhouse, XII, 460. — (Association d'), XIII, 477. — (Influence de l'anonymat sur les Institutions ouvrières en), XV, 401.
- ALSACIENS-LORRAINS** (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsoln, V, 30. — (Les apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'exposition de la), XI, 387.
- AMEUBLEMENT** (Chambre syndicale de l'). (Voy. *Chambres syndicales.*)
- AMIENS** (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 28. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.
- Amigues** (M. Jules). Article sur la *Société de protection* à propos de la séance de la *Société patron. des fleurs et plumes*, V, 245.
- AMIS DE L'ENFANCE.** — (Voy. *Société des Amis de l'enfance.*)
- AMSTERDAM.** (Participation de la Société à l'Exposition Internationale d') médaille d'or obtenue, XVI, 255.
- ANGERS** (Patronage de N.-D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288; II, 341.
- ANGLETERRE** (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — (Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'inspection des manufactures en), 430. — (De l'inspection du travail des enfants en), III, 10 à 4). — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232; de M. Baker, 237. — (Etat des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 241. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — Industrial schools, 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 483; IX, 96, 344, 30. — (Le contrat d'apprentissage en), X, 379. (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail dans les manufactures en), XII, 83. — (Gain des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301. — L'asile pour les enfants en convalescence à Norbiton, V, *Apprentissage*, 461. — Loi sur la responsabilité des accidents, XIII, 413. — Statistique des accidents de fabrique, XIV, 94. — La loi française du 7 décembre 1874 comparée à l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enfance abandonnée ou coupable (en) XV, 80. — Tableau statistique des accidents (en), année 1880, 177. — (Organisation et rémunération de l'inspection en), 310, 255. — (Les inconvénients de l'apprentissage nomade en) XV, 404. — Analyse du rapport de l'inspection anglaise, exercice 1882, XVI, 335. — Tableau des accidents (en) 1881, 339. — En 1883, XVIII, 206. (V. *Nouvelle Angleterre.*)
- ANNONAY.** Communauté des Dames de la Providence, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.
- Anthoine** (M.), inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 323.

ANZIN (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.

APPRENTIS (Legs en faveur d'), I, 268 — de l'imprimerie Chaix, II, 84; — de M. Lemaire, 86. — (Notice sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 445. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (Comité de placement des) (Voy. Comités); voy. aussi *Enfants, Pensions, Maison d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements. (Rapport sur la réglementation de la condition des), XII, 425. — (Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des) XIII, 363. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, par M. J. Périn, XIV, 13. — (La question des), XVI, 247. — Les apprentis sourdes-muettes de Laon, XVI, 294. — Les apprentis en Danemark, lois et institutions, XVII, 221. (V. *Patronage*.)

APPRENTIS ÉTRANGERS (Patronage des), III, 398.

APPRENTIS MUTILÉS (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secourus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30; XI, 332, 334.

APPRENTIS VICTIMES d'accidents; de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. — D'accidents, 128; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.

APPRENTISSAGE (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemins de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l'), par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs, 33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du XII^e au XV^e siècle, 40. — Du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiéland, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie pari-

sienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d'), V, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — (Projet d'une école d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — (*Formule* du contrat d'), 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d') dans le droit anglais, par M. E. Nusse, 379. — (De l') dans les métiers du bâtiment, par E. Flamant, XII, 445. — (Rapport sur ses résultats et sur le projet de loi des écoles d') par M. E. Nusse, XIII, 403. — Note historique (sur l'), par M. J. Périn XIV, 323. — Société (d') des jeunes orphelins, 286. — Les inconvénients de (l') moderne, XV, 404. — (Les causes de décadence de l'), XVI, 85. — Apprentissage et Corporations en Allemagne, 156. — En Norvège, 157. — Les institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage, XVII, 364. — Influence des associations coopératives (sur l'), — 376. — Recrutement (de l') Fleurs, 445. — Dans la dentelle, 467. — L'apprentissage, 469. — Des meilleurs moyens législatifs pour relever (l') par M. Nusse, XVIII, 115. — V. *Association, Patronage, Placement, Société*.

ARBRES de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XIII, 10, 436; XIII, 410.

ARCHEVÊQUE DE PARIS (Mgr l'). Son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.

Arlès-Dufour (M.), censeur de la Société, en 1867, I, 35.

ARMÉE DE TERRE (Institution de l'État pour les enfants de l'), III, 114.

Arnault (M. l'abbé). Observations sur le travail, II, 237.

ARRAS (Maison d'apprentis fondée par le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.

Arronsohn (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.

- ASILES d'enfants à New-York, VII, 47.
— A Norbiton (Angleterre) pour les enfants convalescents, XII, 461.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE, V, 35. — (Règlements et bureau du *Comité de P.*), VII, 68, 172, 204, 489; VIII, 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire.*)
- ASSISTANCES PATERNELLES. — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52.
— (Note sur les *Sociétés d'*), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, 184, X, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 405, 609; XI, 376.
— Patronage des apprentis tapissiers XII, 13; — des fleurs et plumes, XII, 70. — *idem*, distribution des prix, 204. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).
- ASSISTANCE PUBLIQUE, à Paris, IX, 516. — (Rapport du directeur de l' sur le service des enfants moralement abandonnés, XIV, 333. — *Idem*, 1881, XVI, 331. — Les Enfants Assistés en Algérie, XVI, 171. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur les enfants moralement abandonnés en 1882, 265. — Enfants assistés en Algérie XVII, 240, 241.
- ASSOCIATION pour le placement en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, XV, 285. Prix XVIII 201.
- ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique (Statuts de l'), II, 238; VII, 393. — (Voy. *Accidents.*)
- ASSOCIATION pour la réforme du travail des enfants, III, 306.
- ASSOCIATION PARISIENNE pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique XVII, 111. — Comment sa filiation se rattache au Comité des accidents de fabrique de la Société de protection des apprentis, 121, 385. (Voy. *Société.*)
- ASSOCIATION POLYTECHNIQUE, liste des cours, VII, 555.
- ASSURANCES (Loi sur les Caisses d'), II, 455. — L'assurance en Allemagne contre les accidents, XIV, 203, 294.
- ATELIER (L'), annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311. — (L'enfant et l'), conférence par M. Fliche, XIX, 182. — D'aveugles, XVI, 244.
- ATELIERS D'APPRENTISSAGE (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.
- ATELIER en voyage (Un), récit, IV, 60
- ATELIERS-ÉCOLES (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295; — pour les jeunes filles, XI, 294.
- ATELIERS-MODELES (Notice sur les), II, 266. — (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 136.
- ATELIERS INSALUBRES, IX, 578.
- AUCH (Œuvre des apprentis fondée par M^{lle} Debus), I, 294.
- AUTRICHE (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451.
- AVANT-PROPOS sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la *Société*, I, 3.
- AVEUGLES (Ecole enfantine d'), XVI, 161. — (Ateliers d'), 244.

B

- BACCARAT (La Cristallerie de), I, 299. — Sa pension d'apprentis, VII, 335. 390. — (Voy. *Cristalleries, Verreries.*)
- Baines (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.
- Baker (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.
- BALE (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.
- Bamberger (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.
- Bapterosses (M.). Son matériel

d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche). V, 78; VII, 390.

Baras (M.), instituteur à Liancourt. Son rapport sur les institutions scolaires et de prévoyance de la maison Ph. Latour, XIV, 288.

Barbier (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.

Barreswil (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.

Barret (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire considérée au point de vue religieux*, XII, 117.

BATIMENT (De l'apprentissage dans les métiers du), par E. Flamant, XII, 445.

Bauduz (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, IX, 250.

Baumert (M. l'abbé), s.-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.

Beaulieu (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.

Beauvais (Œuvre du Sacré-Cœur à), III, 90. — (Autres Œuvres à), 92.

BELGIQUE (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12. — *Association pour la réforme du travail en*, 306. — (Travail des enfants en), V, 317. — (Les enfants dans les mines à charbon en), 320. — (Projet de loi sur le travail des enfants en), 400. — (Rapport sur l'industrie de la houille en), VI, 521. — (Caisses d'épargne en), VII, 539. — (Congrès d'hygiène en), VIII, 484. — Congrès de Bruxelles, X, 167. — (Travail des enfants dans les mines en), XI, 382. — (Ecole

d'Art décoratif en), XII, 390. — (L'enseignement professionnel et industriel en), 465.

Bérard (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — Exposés et comptes rendus financiers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487. — Rapport au Comité consultatif des Arts et Manufactures sur l'interdiction du travail des enfants dans l'industrie des couvreurs et plombiers pour toitures, XVI, 278. — Rapport au même Comité sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Conférence sur l'application aux enfants travaillant dans la verrerie de la loi du 19 mai 1874 et le soufflage mécanique du verre, 123. — La Verrerie de Folembay (par M.) XVIII 266.

Berger (M. Gustave) Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie, V, 224 à 240. — Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de *la Tutelle*, 294 et suiv. — Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisses d'épargne scolaires, à Paris et en province: à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de M. Chaix, VIII, 366. — Sur l'école technique de l'Horlogerie, IX, 168. — Quelques observations à propos de l'arrêté du 10 août 1877 de M. le Préfet de la Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris, XI, 172.

Bernot (M.), président fondateur de la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes, inaugure cette Société ; son discours, XIV, 383. — Son article sur l'Orphelinat de Saint-Martin des Vignes, XV, 143.

Berthier (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Président de l'*Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.

Beslay (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.

Beudant (M.), conseiller municipal de Paris. Extrait de son rapport au Conseil municipal sur les ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les écoles d'apprentis, 281. — (Voy. *Ateliers-modèles*.)

BIBLIOTHÈQUES des Patronages (envois délivrés aux), II, 282. — Des apprentis israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — Rapport sur l'*Œuvre des*, III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36 ; — populaires (communication de M. Hennequin sur les), V, 342 ; — spéciale de la Société de protection (création de V, la), 397. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476, 565 ; VIII, 318, 409. — Bibliothèques communales, 497, 506 ; d'apprentis, IX, 104 ; 358. — Livres : M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefebure, *Questions vitales*, X, 639. — M. Taffon (Eug.), *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89 ; — Dubail (M.), *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191 ; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311 ; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504 ; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France*, XI, 110. — Rapport de M. Lefebure sur les bibliothèques d'apprentis, 132. — M. Jules Lalloy, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295 ; — M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, 392. — M. Victor Bohert, *La Participation aux bénéfices*, 392 ; — M. le docteur Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeu-*

nesse, 395 ; — MM. Joret-Desclousières et Ch. Beaufrand, *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie*, 706. — MM. J. Hayem et J. Périn, *Traité du contrat d'apprentissage* ; MM. Jules Périn et E. Nusse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie* — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques*, XI, 564 ; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale. (Les lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'Etat)*, XII, 98 ; — M. J. Barret, *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117. — M. Hubert Valeroux, *Etude sur les diverses législations qui règlent le travail des enfants et des femmes employés dans l'industrie*, XIII, 107, M. G. Bruno, *Francinet*, XII, 406, — *La science pénitentiaire au congrès de Stockholm*, MM. Fernand Desportes et Léon Lefebure, XIV, 207.

BIDACHE (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.

BIJOUTERIE ET ORFÈVRE (Statuts de la Société des enfants de la), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette école, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355 ; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491 ; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362. — *idem*, XIII, 79. — *idem*, XVI, 315.

BIJOUTERIE-IMITATION (Chambre syndicale de la), X, 365. — Compte rendu des travaux de l'année 1876, 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une école gratuite de dessin par la Chambre syndicale de la), IX, 164, 322 ; X, 366, 369. — (Distribution des prix de l'école de dessin de la), XIII, 93. — (Assemblées de la), XV, 397 ; XVI, 63, 75, 131 ; XVII, 78, 442, XVIII,

37, 64, 178. — Prix, 202. — (Assemblée de la). 249.

BILLETES (L'Orphelinat luthérien des), I, 295 ; IV, 30.

Blanc (M. Louis). *Le Droit de protection sociale*, VII, 420.

Blanchon (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305 ; II, 392.

BLANZY (C^{ie} des mines de), I, 300.

Blot et Drouard (Caisse de secours et de retraite du personnel de la Maison), VIII, 359.

Bohért (M.), auteur de *La Participation aux bénéfices*, XI, 392.

Bois (M. Victor). Sa lecture sur la vie de *Stephenson*, par Samuel Smiles, III, 40.

Bonjean (Georges), fondateur de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, XIII, 479. — Vice-président de la Société de protection des apprentis, XV, 4 et 17. — L'Œuvre de (M.), rapport par M. Nusse. 133. — Lettre sur l'École Industrielle de la rue Clavel, XVIII, 35.

Bonne (M. Ch.), avoué, à Bar-le-Duc. (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'Etat*, XII, 98.

Bonnechose (Mgr de), Discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.

BON-PASTEUR (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon pour les dames du), III, 88.

BORDEAUX, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.

Boudrand, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.

BOULOGNE-SUR-MER. Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.

BOURG D'AULT (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.

Bourreuille (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'Agriculture, etc.

Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.

Bouteiller (M. de). Son allocution, comme délégué du conseil municipal à la séance extraordinaire du 30 juillet 1882. (6^e fête de l'Enfance ouvrière), XV, 207.

Boyer (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.

BRASSERIE, voir *Cafés*.

BREST (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.

Breton (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de), 407.

BRONZE ET MÉTAUX (Détermination sur les enfants des Chambres des). III, 421.

BRUXELLES (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à) IX, 533.

Buisson. *Rapport sur l'instruction primaire* à l'Exposition de Vienne, IX, 483.

Buisson (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.

Burat (M.). Rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

C

CABARETIER (Danger pour l'apprenti), VI, 333.

CAEN. Orphelinat avec apprentissage, I, 290.

CAFÉS et **BRASSERIES** (De l'emploi des filles mineures dans les), par M. Faustin Hélie, XVI, 18 — projet d'arrêt d'interdiction de l'emploi des mineures (dans les), XVIII, 110.

Caille (Patronage dirigé par M.), I, 288.

CAISSES D'ASSURANCE, en cas d'accidents (Loi relative à la création de), II, 455.

CAISSES des Écoles, I, 213. — (Situation des), II, 453. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'orga-

- nisation des), 67; — des II^e et XIX. arrondiss^{ts} de Paris, 70. — (Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73. — (Circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76. — (Création d'une), à Versailles, III, 422. — (Assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les), et l'Enseignement professionnel, XI, 90, 287. — (Situation de la) au 1^{er} juin 1878, XII, 95. — (Statuts de la) du II^e arrondissement, 402. — (Circulaire de la Société à MM. les Présidents des), XIV, 134.
- CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique, VII, 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des) VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établissement de la *Tutelle*, 373; — chez M. Chaix, 375, 534; — de Saint-Nicolas, IX, 94; X, 394.
- CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES (Communication de M. de Malarce sur les), VII, 417, 498; X, 394.
- CAISSE de patronage. V. *Patronage*.
- CAISSES DE PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Touage de la Seine, IX, 193.
- CAISSES DE RETRAITE, de secours, d'assurances, à l'Ecole professionnelle des typographes de M. Chaix, VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.
- CALIFORNIE (Les Écoles en), VII, 184.
- CALVADOS (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.
- CAMPAGNES de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.
- CANADA. Projet de *Réforme* de la législation ouvrière; travail des enfants, XVI, 235.
- Carriot (M.). Rapport sur l'enseignement professionnel, XV, 46.
- CARROSSERIE. — V. société d'Instruction.
- CARTONNAGE, voir *Papiers*.
- CASTRES (Tarn). (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.
- CAUTERETS (Maison hospitalière de). (Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.
- CÉRAMIQUE (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394.
- CERCLE DES JEUNES OUVRIERS, dirigé à Paris par M. Maignen, I, 289.
- CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE (Directeur, le Rev. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.
- CERNAY. Orphelinat, II, 334.
- Cerfberr (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.
- CERTIFICATS d'études (sujet de composition pour), V, 327.
- Chaix (M. A.). Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de), I, 173. — (Maison de M.), 304. — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — (L'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heures de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.), VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis, chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — Distribution des prix à l'Ecole professionnelle XIV, 399; XV, 391; XVI, 80, 314. — Participation aux bénéfices de l'imprimerie, XVII, 381. — Distribution des prix, XVIII, 67. — (Voy. *Typographes*.)
- CHALES (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.
- CHAMBÉRY (Établissement de sourds-muets à), III, 275.

CHAMBRES SYNDICALES (Protection accordée aux apprentis par les), II, 288. — (Notions sur les Œuvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256; — de l'Ameublement, XI, 239; XII, 71; — des Appareils de chauffage, VII, 532; VIII, 452; IX, 92; — des Arts et Industries appliqués au culte et aux édifices religieux, XI, 239; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355; IX, 164, 322; X, 366. — (Distribution des prix de l'Ecole de dessin de la), 369; XI, 242; XII, 72, 369; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246; — de la Bouche-rie, VIII, 452; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79; — de la Chaussure, IX, 168; X, 230; — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80; — des Doreurs, Miroitiers et Ornemanistes, XII, 377; — des Emballeurs, VIII, 512; IX, 93; X, 82; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279; — des Fleurs et Plumes, VII, 166; IX, 605; X, 82; XII, 378; — de la Fumisterie, VIII, 359, 453, 515; IX, 83; — de la Ganterie, IX, 168; X, 84; — de l'Horlogerie, IX, 168; X, 281; — des Instruments et appareils de l'art médical, XI, 248; XII, 74; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs, etc., VI, 407; — du Papier et des industries qui le transforment, VII, 437; VIII, 352; IX, 92; 187, 322, 501; X, 85, 148, 270; XI, 25, 386; XII, 76. — (Distribution des prix aux apprentis du), 198, 207, 370; — de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans, VIII, 517; XI, 254; — des Pâtisiers, XII, 210, 303; — de la Tabletterie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323; X, 161; XI, 259; des Tapissiers, IV, 12; V, 280; VII, 165, 532; IX, 534; — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161; — des Doreurs, miroitiers, ornemanistes, XII, 448; — des Pâtisiers, 450; — de la Bijouterie-imitation, XIII, 74; — des Doreurs Ornemanistes, *ibid.*; des Fleurs, Plumes et modes, 75; — des Instruments et appareils de l'art médical, 77; —

des Sculpteurs Ornemanistes, *ibid.*; — de l'Ameublement, 206; — de la Bijouterie-imitation; — de la Bonneterie en gros; — de la Brosserie, 207; de la Confection pour dames et enfants; — des Doreurs Ornemanistes, Miroitiers et Encadreur, 208; — des Fabricants d'appareils à gaz; — des Fils et toiles de lin; — des Fleurs, plumes et modes, 209; — de l'Horlogerie, 211; — du Papier, règlement sur le concours des apprentis, 211; — des Entrepreneurs de couverture, XIII, 411; — de la Maroquinerie et gainerie, XIV, 78; — de la Photographie, 81; — des Marchands tailleurs, 82; — de la Bijouterie-imitation, 87; — de la Passementerie, 162; — de la Maroquinerie, 162; — des Pâtisiers, 163; — des Fabricants d'appareils d'éclairage, 171; — de la Bijouterie-imitation, 171; — des Corsets, 172. — L'Enseignement professionnel ouvrier (par les), 222. — Chambre de la passementerie, 255; — des Pâtisiers, 255; — de la Maroquinerie, 257. — De la Serrurerie, — des Marchands-tailleur, 394; — de la Passementerie, de la Photographie, 395; — des Emballeurs, de la Passementerie, XV, 78; — des Fabricants de lampes et ferblanterie, 155; — des Fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 156; — des Corsets et accessoires, 157, 158, 160; — de la Bijouterie-imitation, 161, 163; — de la Photographie, 165; — de la Maroquinerie et gainerie, 169; — de la Passementerie, 171; — des Emballeurs, 172; — de la Maroquinerie, 298; — des Fabricants de lampes et ferblanterie, 299; — des Chaudronniers étameurs, 299; — de la Passementerie, 300; — des Marchands tailleurs, 301; — de la Maroquinerie, 301. — des Fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 302; — des Marchands tailleurs, 394; — de la Passementerie, 395; — Maroquinerie, gainerie, 396; — Chaudronniers-étameurs, 397; — des Dentelles, tulles, broderies, 398; — des Fabricants d'appareils d'éclairage, XVI, 61; — des Corsets, *ibidem*; — de la Maroquinerie, 65; — de la Passementerie, 66; — des Industries diverses, 66; — des Corsets, 74; — des Ouvriers jardiniers, 79; — des Corsets, 125; — de la Photographie,

128 ; — Syndicat général, 138 ; — Ouvriers tisseurs de Lyon, 145 ; — Chauffeurs-mécaniciens, 146 ; — Maroquinerie, 198 ; — Lampistes-ferblantiers, 199 ; — Layetiers-emballleurs, 206 ; — Doreurs-encadreur, 207 ; — Corsets, 207 ; — Chaudronniers, 208 ; — Corsets, 212 ; — Maroquinerie, 213 ; — Chaussure, 216. — Passementerie, 298 ; — Appareils à gaz, 299 ; — Chaussure, 303 ; — Bijouterie-imitation, 304 ; — Syndicat général, *ibidem* ; — Corsets, 310 ; — Grains et farines, *ibidem* ; — Prix de la Chambre des dentelles, 311 ; — Photographie, XVII, 69 ; — Corsets, 69 ; — Marchands-tailleurs, 70 ; — Passementerie, 73 ; Bronze-imitation, 73 ; Négociants-Commissionnaires, 74 ; — Corsets, 79 ; — Syndicat général, 83 ; — Corsets, 90 ; — Ferblantiers-lampistes, 90 ; — Marchands-tailleurs, 173, 182, 187 ; — Ganterie, 190 ; — Maroquinerie, 192 ; — Corsets, 193 ; — Confection, 194 ; — Chapeaux de paille, 194 ; — Tailleurs, 197 ; — Des ouvriers en voitures, distribution des prix, 199 ; — Syndicat général, 337 ; — Tailleurs, 338 ; — Mégissiers, 338 ; — Chapellerie, 340 ; — Chaussure en gros, *ibidem* ; — Ferblantiers-lampistes, 343 ; — Brosserie, 344 ; — Ganterie, 346 ; — Syndicat général, 347 ; — Emballeurs, 348 ; — Corsets, 350 ; — Chemisiers, 351 ; — Passementerie, 353 ; — Ferblantiers-lampistes, 354 ; — Chapeaux de paille, 354 ; — Chambres syndicales ouvrières ; leurs créations en matière d'apprentissage, 364 ; — Marchands-tailleurs, 441 ; — Ferblantiers, 442 ; — Passementerie, 449 ; — Diamants, 450 ; — Grains, farines, 451 ; — Confection, 452 ; — Diamants, XVIII, 37 ; — Maroquinerie, 38 ; — Bonneterie, 50 ; — Passementerie, 53 ; — Tailleurs, 54 ; — Dentelles, 63 ; — Corsets, 66 ; — Chapeaux de paille, 67 ; — Tailleurs, 67 ; — Emballeurs, 178 ; — Confection, 179 ; — Corsets, 179 ; — Tailleurs, 185 ; — Ganterie, 190 ; — Tailleurs, 190 ; — Passementerie, 192 ; — Maroquinerie, 193 ; — Corsets, 193 ; — Grains, 197 ; — Syndicat général, 197 ; — Confection, 199 ; — Tailleurs, 233 ; — Corsets, 234 ; — Tailleurs, 234 ; — Passementerie, 236 ; — Corsets, 237 ; — Enseignement libre, 238 ; — Grains, 245 ; — Industries élec-

triques, 245 ; — Diamants, 248, Enseignement libre, 249 ; — Ouvrier pensionnaire de la Chambre de l'ameublement, 300. — (Voy. *Horlogerie, Papier, Fleurs et Plumes, Bijouterie-Imitation.*)

Chapin (M. Williams). Sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (Note sur les Fabriques de), 411.

Chardin (La fabrique de soie de M Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387 ; VII, 393.

CHARITÉ MATERNELLE (Société de), son histoire, VII, 307.

Charton (M. Edouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

CHARTRES (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.

Château (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.

CHATILLON et COMMENTRY (L'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.

CHAUFFAGE (Chambre syndicale du), IX, 92.

CHAUFFEURS, CONDUCTEURS, MÉCANI- CIENS, leurs cours professionnels, XVII, 364. — XVIII, 301.

Chaurand (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.

Chauveau-Lagarde (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213 ; V, 37. — Article nécrologique, XIV, 30.

CHEMINS DE FER (Apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324. — Dans celle du Nord, XVIII, 70. — Distribution des prix en 1885, XVIII, 260.

Chevalier (M. Michel), membre de l'Institut, Censeur de la Société en 1867, I, 35.

CHINE. — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.

CIRCULAIRE du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23 ; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448 ; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'étude exigé

par la loi du 19 mai 1874, X, 111; — du Ministre de la justice sur les procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 113; — du Ministre de l'intérieur aux préfets, XI, 28; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158; — du Ministre de la justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352. — (Voy. *Ministres*.)

CLASSES LABORIEUSES (Enquête sur la condition des), V, 82. — **Libertinage**, VI, 455.

CLASSES SPÉCIALES pour apprentis (Lettre du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (Voy. *Ecoles*.)

Claude (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.

Claye (M.), (Atelier d'instr. typographique de), III, 221. — (L'Œuvre de), IV, 28. — (Note sur l'atelier de), V, 369; VII, 391.

Clémendot (M.). Sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.

CLUNY (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.

Cochin (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.

Cohadon (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154-305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M^{me}), II, 265. — (Compte rendu d'une visite à l'atelier de M^{me}), par M. Robiquet, III, 434. — (Emigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don fait par la Société à M^{me}), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}), VI, 448; VII, 394.

Colcombet frères (MM.), à Saint-Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubanerie de), II, 388; IX, 256.

Collinot (M.) (Note sur l'atelier de), II, 271, 339.

COLOMBIER (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 499. — Sa nécrologie, XII, 310.

COLONIE agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; — de Sainte-Foy (Rapport sur la), XII, 383; — d'orphelins, XVI, 161; — agricole et maritime de Belle-Ile-en-Mer, 286.

COMITÉS de la Société: 1° de publication, 2° des recettes, 3° des dépenses (Liste des membres composant les), I, 34; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. — (Voy. *Comité des Accidents de fabrique*, *Comité des Institutrices de charité*, *Comité judiciaire*, *Comité des Sociétés d'assistance paternelle* et *Comité du placement des apprentis*.)

COMITÉ DES PUBLICATIONS (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE. — Donne naissance à l'Association parisienne pour prévenir les accidents de fabrique; XVII, 121; — Histoire, but, essais de statistique d'accidents, XVIII, 154. — (Voy. *Accidents de fabrique*.)

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213. — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), V, 7, 127. — (Question sur le contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326, 422; XIII, 19, 120, 325, 401; XIV, 21, 25, 136, 236, 321; XV, 18, 100, 114, 260, 327; XVI, 13, 101, 177, 181, 259; XVII, 19, 133, 326, 329, 397. — (Constitution de Sociétés en vue de création d'écoles d'apprentissage), XV, 260; XVI, 13, 102, 177, 259. — Revision de la loi de 1874, XVII, 398; XVIII, 30. — Comptes rendus,

XVIII, 29, 105, 109. — Réformes de l'apprentissage, discussion, 218-227.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ.
— (Voy. *Institutrices de charité.*)

COMITÉ DE PATRONAGE. — (Voy. *Patronage.*)

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS.
— (Voy. *Placement des apprentis.*)

COMMISSIONS dont se composait la Société : 1° des mines, agriculture ; 2° imprimerie, papier ; 3° bijouterie, horlogerie ; 4° filature, tissage, impressions ; 5° tissus divers ; 6° confections diverses ; 7° bâtiment ; 8° ameublement et accessoires ; 9° industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37 ; — du travail des enfants chargés d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425 ; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES accordées par la Société. — (Rapport de la), par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (Nomination de membres des), dans la Seine, VIII, 42 ; IX, 19, 136 ; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141 ; — dans la Manche, Eure, Orne, 296 ; — Calvados, Ille-et-Vilaine, 300 ; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302. — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304. — Finistère, Morbihan, 306. — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem*, du préfet de l'Ariège, 315. — Aveyron, Cantal, Tarn, 316. — Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424. — (*Bulletin des*), X, 21, 205. — (Rapport de la 2° de Paris, 21. — (Rapport de l'ancienne 4° de Paris, 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des Commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formation des), XI, 158. — (Rapport de la 8°, présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de

police par la 3°) pour 1877, 344. — Article de M. Robiquet sur la protection de l'enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8°, présenté par M. de Heredia au Conseil général de la Seine, 638. — Compte rendu de la 5°) (*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII^e arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45 ; — du III^e arrondissement, 157 ; — du VI^e arrondissement, 159 ; — du IX^e arrondissement, 163 ; — du XVII^e arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — Instruction du Préfet de police sur les dépenses des), 363, 364. — (*Bulletin des*), rapport des Commissions locales avec les Inspecteurs du travail des enfants, 444. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65. — Réunion générale des présidents et des secrétaires du département de la Seine, 158. — Décision du Conseil général de la Seine sur leur composition, *ibid.* — Rapport des 1^{re}, 14^e, 17^e, 19^e, 21^e, 36^e Commissions locales, 165 et suivantes. — (Compte rendu des séances des) du département de Seine-et-Oise, 359. — (Recueil de décisions et instructions à l'usage des), XIII, 413. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 429. — *Idem*, XIV, 67. — Rapport de la 19^e Commission locale, 69 ; — de la Commission locale de l'arrondissement de Troyes, 155. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), XIV, 357. — *idem* XV, 56. — Extrait du rapport de la 21^e Commission locale, hommes 269. — *Idem* de celle de Troyes, 270. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 367 ; XVI, 37. — Observations de la XIX^e sur l'emploi des enfants dans les ateliers de force motrice, 49. — Les Commissions locales de la Seine par M. E. Nusse, XVI, 15. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 317. — *Idem*, XVII, 48. — 429. — (Note sur les) par M. F. Fabre, XVIII, 111. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 169.

COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619.

— Rapport de M. le président ; X, 7 ; XI, 337 ; XII, 342 ; XIII, 143, XIV, 113 ; XVII, 403.

- COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la), XII, 373. — *Idem*, exercice 1879, XIII, 414. — (Observations de M. le Dr Perrin devant la), sur l'inexécution de l'art. 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. — (Voy. *Travail des enfants*.)
- COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST, ses institutions en faveur de l'Enfance ouvrière, XIV, 284.
- COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à) fondé par Napoléon I^{er}, I, 118.
- COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des) échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395; VI, 421.
- CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.
- CONDAMNATIONS (Relevés des) par le tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94; XI, 705. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.
- CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à), V, 390.
- CONFÉRENCE sur St-Vincent-de-Paul protecteur des apprentis, III, 483. Conférence professionnelle, XIV, 402. — Conférence de Troyes, XV, 87, 310.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (Voy. *Orphelinats*.)
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT. — Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL (Projet du). — De la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS OUVRIERS, IX, 632; XI, 291; XIII, 473.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE, XI, 557.
- CONGRÈS SOCIALISTE, XIV, 402.
- CONSEIL D'HYGIÈNE (Composition du), VIII, 535
- CONSEILS de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.
- CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.
- CONSEIL d'honneur et d'administration (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6.
- CONSEIL GÉNÉRAL de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; des 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 489, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Saugeon-Leven, Dujarrier et de Heredia, XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638, 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305. — Frais d'inspection du travail des enfants, 443.
- CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.
- CONSEILS GÉNÉRAUX, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponse des) sur le travail des enfants, II, 126.
- CONSEIL MUNICIPAL de Paris (Rapport au) sur la création d'une Ecole d'apprentis, par M. Bepdant), V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Sur la gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Mailard, 701; — de M. Hovelacque, XIII, 305.
- CONTRAT d'apprentissage, I, 16. — (Exemples d'exécution du), III, 217; V, 126. — (Extrait du *Traité du*) par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — (Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONTRAVENTIONS aux lois régissant le travail des enfants, XI, 329.
- CONTREMAÎTRES faisant des Cours d'apprentis, II, 160.
- Corbin (M. Henri). Note sur le tra-

vail des enfants dans les sucreries, II, 245.

Cordier (M.), député. — Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.

Cornudet (M. Michel). Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.

CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS (Anciennes), à Lyon, XI, 685.

COTON (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.

Coulon (M.), membre du *Comité judiciaire*. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.

Coulon (M. Henri). Rapport sur l'emploi des filles mineures dans les débits et autres lieux publics, XVII, 146.

Coulonge (M. Christian de). Etudes sur les Œuvres de patronage : Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 206. — (Les causes de la décadence de l'apprentissage, par), XVI, 85.

COUTURE (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrond^t pour les travaux de), VI, 475.

COUVREURS. (Rapport de M. Paul Bérard sur la nécessité d'interdire le travail des enfants dans les industries des) et des plombiers pour toitures, XVI, 278. — Décret prohibant ces travaux, 284.

CREUSOT (Le), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Condition des enfants au), VIII, 526 ; XI, 386.

CRISTALLERIES ET VERRERIES (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, Le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries.*)

Crouslé (M. L.). Rapport sur la création d'une Ecole d'apprentis dans le V^e arr^t, V, 220.

Crozatier (Concours pour le prix de M.), IX, 357.

CUISINE (Académie de); ses cours professionnels, XVII, 364.

CULTES DIVERS (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

D

Dabin (M. l'abbé), fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.

Dalsème (J.-M.). Sa conférence sur la takymétrie, XII, 413.

DANEMARK (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422. — Les apprentis (lois et institutions), XVII, 221.

Decaisne (Dr). Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.

DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349. — Du 31 octobre 1882, interdisant le travail des enfants dans certaines industries dangereuses, XV, 362. — Interdisant l'emploi de certains mineurs comme producteurs de force motrice, 363. — Dans le triage ou le défilage des chiffons, 363. — Sur la traction par des enfants, 364. — Sur les travaux dégageant des poussières, 365. — Sur les travaux de couvreurs et de plombiers, 366; XVI, 284. — Sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 47.

Délaissement (M.), inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.

Delaporte (Don de 500 fr. par M^{lle}), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Ecoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.

DÉLÉGATION cantonale pour l'instruction du II^e arrond. (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.

Délerot (M. Émile), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la

- fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication, I, 36; V, 37. — Rapport sur les pensions d'apprentis, I, 64; — sur les ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.
- DEMI-TEMPS** pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370. — (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — (Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Ecoles, Travail des Enfants.*)
- Denière** (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.
- DENTELLE.** (Apprentissage dans l'industrie de la) XVII, 467.
- DÉOLS** (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.
- DÉPOT** de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.
- Descottes** (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.
- Désir** (M^{lle}). Présidente du *Comité des institutrices de charité*, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.
- DESSIN** et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École professionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — Distribution des prix aux élèves de l'École de la ville de Paris, XII, 398.
- Devienne** (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.
- DIACONESSES PROTESTANTES** (Œuvres fondées par les), II, 374.
- DIDEROT.** — Voy. *Ecole municipale.*
- Didot** (M. Ambroise-Firmin) préside la séance du Patronage des enfants de la Papeterie, III, 420.
- DIEPPE.** Œuvre des apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360. — (Les institutions charitables de), XIII, 434.
- Dieterle** (M.), vice-président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.
- Dietsch** (M.), I, 308. — (Écoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin) par), III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de M.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62. (Institutions de prévoyance de la maison), XV, 311.
- Dietz-Monnin** (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre de commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie, X, 281.
- Dollfus** (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.
- Dubois** (M.), (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.
- Dubosq** (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 395.
- Ducarre** (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du travail en France, XI, 110.
- Ducellier** (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.
- Duchollet** (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227. — Distribution des prix de ce patronage, XVII, 355.
- Dufourc d'Antist** (M.), chargé des envois des livres aux bibliothèques, II, 282.
- Dufreney**, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.
- Dumangin**, président de la 2^e Commission locale de Paris. Rapport au Préfet de la Seine, X, 21.
- Dumas** (M.), membre de l'Acadé-

mie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868 pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; son rapport sur le travail des enfants, IX, 13. — Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7. — Rapport présenté à M. le Président de la République par le président de la commission supérieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocution de) à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, XII, 342. — (Allocution de) à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 256. — Lettres à MM. J. Périn et Ernest Nusse au sujet de la mutation du secrétariat, XIV, 15 et 16. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, 143. — (Allocution de M.) à la sixième fête de l'enfance ouvrière, XV, 187. — Mort de M. Dumas; les adieux de la Société, XVII, 113.

Dumoustier de Frédilly (M.), directeur du commerce intérieur au Ministère de l'agric. et du comm. Discours : à la distribution de l'Ecole de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321; — à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ebenisterie, VIII, 288; — aux prix de l'Ecole supérieure de commerce, 492; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363; — à la Société des enfants du Papier peint, 273; — à la distribution des récompenses des enfants des

Fleurs et Plumes, XI, 377; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebenisterie, 536.

Dupin (M. le bon). Son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

Dupuy de Lôme (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

Düvergier (M.), anc. Président de section au Conseil d'Etat; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

ÉBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — Société paternelle de l'), 330. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'). 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — (Séance solennelle du Patronage des enfants de l'), V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), V, 367. — Distribution des prix, VI, 152, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875. VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocution de la Société de protection, XI, 14. — (Distribution des prix aux enfants de l'), 530. — *Idem* en 1881. XIV, 95. — *Idem* en 1882, XV, 149. — *Idem* en 1883, XVI, 147. — *Idem* en 1884, XVII, 198. — *Idem* en 1885, XVIII, 200.

ECOLE ATELIER (L'). — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

ÉCOLES COMMUNALES (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305. (Surveillance des élèves en dehors du temps des classes des), XV, 267.

ÉCOLES intermédiaires pour les pro-

fessions, I, 120; — professionnelles de Paris (Rapport sur les), 137; — d'apprentis de MM. Trapps et Steinheil, I, 378; — diverses de l'Etat inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gréard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des) d'après le rapport de M. Gréard, V, 111. — (Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V, 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arr^t), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284; — professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la Bijouterie, 284; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435, — Discussion sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de La Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de lois tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145. — Enfants d'aveugles, XVI, 161. — D'enfants de troupe, 243.

ÉCOLES D'APPLICATION, XVII, 110.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE (Projet d'une) par M. Robert, VI, 372; — de couture, 475. — (Discussion devant la Chambre des députés du projet de loi sur les). Proposition de M. Lorois, 153; XI, 365; XII, 16. — (Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les), XIII, 29. — (Rapport de la Commission du Sénat sur les), 35. — (Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés sur les), 46. — (Projet de la Commission présenté au Sénat sur les), 47. — (Discussion au Sénat d'une proposition de loi sur les), 124. — Rapport supplémentaire au Sénat, 349. — (Rapport sur le projet de loi des); XIII, 403; XVI, 168.

ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS. (Conseil général de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *An Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'Ecole de commerce de Paris, 402. — Ecole professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455. — Ecole de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'Ecole de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Goffinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323, 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473, XIII, 469. — Création à Lille et à Nevers, XIV, 112. — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES DE DEMI-TEMPS à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, IV, 101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278. — (Réflexions sur les) par MM. Nusse et J. Périn, à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504. — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.

ÉCOLES DE FABRIQUE (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; — de la Ville de Paris, 393.

ÉCOLE DE GROSSE CHAUDRONNERIE, XVII, 240.

ÉCOLES DE JEUNES DÉTENUS (Création d'), XI, 556.

ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL (Projet de création d'), XII, 309.

ÉCOLE INDUSTRIELLE (L') de la rue Clavel, par M. E. Nusse, XVII, 454. Lettre de M. G. Bonjean (sur l'). XVIII, 35, de M. Nusse, secrétaire de la Société, 167. — Ecole industrielle de Versailles, 300.

ÉCOLE MÉNAGÈRE, XVIII, 303.

ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS, boulevard de La Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473; X, 392, 498; XI, 659. — (Don fait à l'), XI, 278. — Diderot, XVIII, 299.

ÉCOLE (L'), municipale de physique et de chimie industrielle, XV, 180.

ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE (Règlement de l'), de Besançon, communiqué à la Société par M. Is. Roche, XII, 79.

ÉCOLE NATIONALE DES ARTS DÉCORATIFS, XVII, 38.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE des apprentis tailleurs, XV, 278; — de la maroquinerie (Statuts), 298; — de la passementerie, 300; — des fabricants d'appareils à gaz, 302. — Ménagère, XVII, 111. — Statuts révisés de l'Ecole des tailleurs, 178. — Ouvrière de l'ameublement, 364. — Des ouvriers mécaniciens en précision, 364; — du meuble et de la serrurerie, XVIII, 208; — du passage Saint-Pierre, 301. — V. *Chemins de fer*.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'imprimerie *Chaix* — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES PROFESSIONNELLES de Paris (Rapport sur cinq), par M. Émile Pereire fils, I, 137. — Les Écoles professionnelles, XIV, 401. — De la rue Hauteville à Paris, XVI, 119. — (V. *Société*); XVII, 469. — (Projet d'exposition des), XVIII, 56.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, directrice M^{me} Carrot, à Paris, IX, 252; — de couture à Paris, M^{lle} Trembley directrice, XIV, 283.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (l'), dirigée par M^{lle} de Metz. — (Extrait du rapport annuel de), XI, 542; XII, 211. — (Allocation à l'), 319. — L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, XV, 280. — Extrait du rapport annuel, XVI, 242.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE (Voyage entrepris par l'), XI, 286.

ÉCONOMIE CHARITABLE (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.

Écosse. (Les habitations ouvrières en), XV, 84.

ÉDUCATION des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.

Eichthal (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une

brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.

ELANCOURT. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.

Elhoungne (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.

EMBALLAGE (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); Statuts, VI, 442.

EMBALLEURS (Chambre syndicale des), VIII, 512; IX, 92. — L'Emballleur parisien, IX, 356.

ÉMIGRATION de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.

EMPLOI DES ENFANTS (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. E. Nusse et J. Perin, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334. — Réclamations sur l'inexécution de la loi, XIV, 107. — Rapport par M. Emile Salle sur cette inexécution, 119. — Circulaire de M. le Préfet de police sur cette inexécution, 151. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, par M. E. Nusse, 199. — Exécution des lois protectrices de l'Enfance, par M. Ad. Faustin-Hélie, 298. — Note sur les tours de force au moyen âge, par M. J. Périn, 323. — Rapport de M. Tournier, sur les exercices de dislocation 324. — Rapport de M. Marjolin sur les exercices dangereux, XV, 14. — Infractions; jurisprudence, XVII, 138. — Conséquences sur le système osseux des exercices de dislocation, 238. — V. *Enfants dans les professions ambulantes, acrobates*.

ENCOURAGEMENT AU BIEN (Société d'), récompenses offertes, VI, 424; VII, 503.

ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, XIII, 478. — Projet de modification à la puissance paternelle, XIV, 103. — (Circulaire de l'Assistance publique sur), 104. — (Projet de loi sur l'), 296. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur le service des Enfants moralement abandonnés, XIV, 333; — leur protection, 400. — En Portugal, Suisse et Mexique, XV, 80; — en Angle-

terre, *ibid.* — L'Œuvre de M. Georges Bonjean en faveur de l'), 133. — L'Œuvre de l'adoption des petites filles, 182. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur l'), 331. — Circulaire de M. le Procureur de la République sur la mendicité des enfants, XVI, 110. — Placement en province des enfants abandonnés, 162. — (Institutions charitables de New-York en faveur de l'), 221. — (Rapport du directeur de l'Assistance publique sur l') en 1882, 265.

ENFANCE INFIRME OU INCURABLE A PARIS, XV, 272. — (V. *Aveugles.*)

ENFANTS (Les). (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse, IV, 22; — de l'industrie, émigrés pendant le siège de Paris, 122. — De troupe, écoles, XVI, 243. Leur santé par les maisons d'été et les maisons de santé, XVIII, 83; — magnétisés ou anesthésés, 208.

ENFANT des manufactures (L'), par M. Migneret, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. — (Article de M. Wolowski sur les), II, 91. — (Vacances des), III, 327; — dans les imprimeries, VIII, 20. — Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger leur santé, XIII, 373. — L'enfant et l'atelier, conférence par M. Fliche, XIV, 182. — en Suède, ordonnance du 18 novembre 1881, XVI, 159. — (Voy. *Instruction, Récréations, Vacances.*)

ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Victimes d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172, 493; IX, 23, 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388, 555. — Décret, XV, 364. — Rapport de M. P. Bérard au Comité consultatif des arts et manufactures sur la surcharge des enfants, XVI, 189. — Décret, 194.

ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187. — XVIII, 302.

ENFANTS MALHEUREUX (Les), II, 705.

ENFANTS MINEURS (Responsabilité des

père et mère à l'égard de leurs), VI, 465. — Leur emploi aux théâtres, XV, 117. — (Circulaire de M. le Procureur de la République sur les), XVI, 195.

ENFANTS MUTILÉS (Patronage des), V, 36, 53.

ENFANTS PATRONNÉS (Les), XI, 712.

ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école d'), VII, 45.

ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97, 189, 564; IX, 205 — à New-York, VII, 47, 463; VIII, 54. — (V. *Enfance abandonnée.*)

ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.

Engel-Dollfus (M. F.), de Mulhouse.

— Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 284. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83; — offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70. — Influence de l'anonymat sur les Institutions ouvrières d'Alsace-Lorraine. — Sa vie et ses œuvres, article nécrologique, XVII, 99.

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 344, 427; — sur les conditions du travail, 406; — VIII, 486; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28. — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 30.

ENSEIGNEMENT LIBRE. (V. *Chambres syndicales.*)

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 90. — (Les mousses et l'), XVI, 170. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire.*)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Notes sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du ^g^a Morin sur l'), VII, 513; — à l'étranger, XVIII, 91.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107; — technique (projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 121. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d') religieux fondée par l'abbé Chevrier à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Pratique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la *Société* sur l'), 197. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Heudant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l'), par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation. à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'Ecole de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l') par M. Favre, VIII, 511; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 93; — de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, par M. E. Flamant, 445. — (L') en Belgique, 465. — Distribution des prix aux élèves de l'école professionnelle de dessin et de mo-

delage de la bijouterie, XIII, 79. — de l'école de dessin de la Bijouterie-Imitation, 93. — Cours de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — L'enseignement manuel, 212. — Le travail manuel dans les écoles, 215. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — (Rapport de la Commission instituée par le préfet de la Seine sur l'), XIV, 392. — (Rapport de M. Carriot sur l'), XV, 46. — Les Institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, XVII, 364, 471 — (Institutions d') de la compagnie du chemin de fer du Nord, par M. Nusse, XVIII, 70.

Esnault-Peltre (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Cro-ne, VII, 389.

ESPAGNE. Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.

Estelle (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.

ÉTAT (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.

ÉTATS-UNIS (Filature et fabrique de MM. Chapin, aux), II, 411. — (Règlement de l'école et du travail aux) de l'Etat de Massachusetts, IV, 101; VII, 514. — (Sociétés protectrices de l'Enfance aux), X, 86. — Lois obtenues par une Société fondée à New-York en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Dispositions de ces lois, 94. — Fondation en faveur des femmes, 382. — Modifications, loi du Massachusetts, XV, 84. — (L'enseignement des femmes aux), XVI, 341. — Santé des enfants par des maisons de santé et d'été, XVIII, 83 (V. *New-York.*)

ÉTRANGER (Renseignements divers sur le travail à l'), VI, 375, 450, 521. — (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie, 184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Lon-

dres, VIII, 6). — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380. (Voy. *Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie*, etc.)

ÉTRANGERS (Patronage des apprentis), III, 398; V, 36; X, 413.

ÉTRANGERS (Pays). Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, par M. E. Nusse, XI, 350, 513.

Ettlinger (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370; VII, 391.

EXPOSITION de 1876 à Philadelphie (Devoirs d'écoliers américains recueillis à l'), X, 401; — de 1879 à Sydney (Australie), XII, 309; — scolaire à Lausanne, 309.

EXPOSITION de 1878 à Paris (Circulaire du Comité du contentieux à l'), X, 30. — (Participation de la Société de protection à l'), X, 322, 415; XI, 22, 148, 312, 319, 479; — (Bibliothèque d'ouvrages techniques à l'), XI, 107. — Règlement des conférences et Congrès à l'), 279. — (Distinctions honorifiques accordées aux membres de la Société à l'occasion de l'), 55.

EXPOSITION de 1883 à Amsterdam, médaille d'or obtenue par la Société, XVI, 251, 255.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE, XII, 90, 320, 40.

EXPOSITION universelle d'Économie domestique (Groupes composant l'), V, 247. (V. *Écoles professionnelles*.)

EXTERNAT d'apprentis (Devis d'un), V, 238.

F

Fabre (M. Jules). Rapport au Comité judiciaire sur la revision de la loi du 19 mai 1874, XVII, — sur la 3^{me} édition du manuel pratique de M. Tallon. — XVIII, 93. — (Notes sur les commissions locales, par), 111. 331.

FAIENCE. — (Voy. *Gien*.)

Falize aîné (M.), Président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 413. — Son discours à la distribution des prix de l'École profess. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

Fagniez (M. Gust.), auteur d'*Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècles*, XI, 392.

Fanien (MM.), fabricants de chaussures à Lillers. — Fondation d'une école, XI, 551.

Faure (M. Félix), V. *Nadaud*.

FEMMES, (enseignement des) aux Etats-Unis, XVI, 341.

Feray (M.), député. — Son discours sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.

Ferry (M. E.), son discours à l'École professionnelle de M. Chaix, IX, 624.

FÊTES organisées pour les enfants; vacances des enfants des manufactures, III, 327. — des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — (Voy. *Arbres de Noël*.)

FÊTES de L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection). — (1^{re}), 27 octobre 1867, I, 271. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — (2^e), 5 juillet 1874, VII, 357-410; IX, 11, 123. — (3^e), 30 avril 1876, 229. — (Programme des prix de la 4^e), XI, 5. — (4^e), 28 juillet 1878, 401. — (Programme des prix de la 5^e), XIII, 5. — Compte rendu de cette fête, 229. — (Programme des prix de la 6^e), XV, 5. — Compte rendu de cette fête, 185. — Rapport sur les travaux de la Commission des récompenses et l'organisation de la 6^e Fête par M. Is. Roche, XVI, 34. — Programme de la 7^e fête, XVII, 5. — Compte rendu de cette fête, 245. — Liste des lauréats, 267.

FILATURES (École de), fondée à Mulhouse, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176. — (Précautions à prendre pour éviter les accidents dans les), VII, 423. — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475. — Métiers à tisser (nettoyage des), VII, 7. — De MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335. — Appareil préventif contre les accidents de fabrique (dans les), XVI, 7. — Circulaire de M. Plasiard sur les accidents (dans les), XVII, 156.

FILLES (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des) par M. Joseph Lefort, 469.

FILLES DE LA SAGESSE à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.

FILLES MINEURES (Emploi des) dans les cafés et brasseries, par M. Faustin Hélie, XVI, 18. — Rapport sur leur emploi dans les débits et autres lieux publics, par M. H. Coulon, XVII, 146. — (Note sur l'interdiction de l'emploi des) dans les cafés, débits, brasseries, XVIII, 110. — Arrêté du maire de Douai à ce sujet, 301.

FILON (F.), notice nécrologique sur M. Marguerin, XVII, 464.

Flamant (M. E.). De l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, XII, 445.

FLERS. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, I, 294.

FLEURS ET PLUMES (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des), (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des), X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397; — du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 32. — Séance du 10 novembre 1874, 535.

— Séance du 4 avril 1875, VIII, 344.

— Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878, 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196. — Assemblée de la chambre syndicale, XIII, 433; XIV, 78, 173. — (Distribution des prix de l'Assistance paternelle des), 180. — Assemblées de la chambre syndicale, 256, 258, 254, 277, XV, 79. — (Distribution des prix aux enfants de l'assistance paternelle des), 287. — (Assemblées de la Chambre syndicale des), 289, 291. 296. — (Assemblée de la Chambre syndicale des), 392; XVI, 64. — (Assistance paternelle des), 67. — (Assemblée de la Chambre des), 77, 131. — Prix de l'Assistance paternelle, 218, 304; XVII, 66, 82, 183, 187, 337, 338, 356 (Prix), 443, 445, 451. Assistance paternelle des), XVIII, 40, 54. — Chambre syndicale, 180, 194, 245.

Fliche (M. Louis). L'enfant et l'atelier, conférence, XIV, 182. — Rapport sur les propositions de loi Faure et Nadaud concernant l'hygiène et la sécurité du travail industriel, XVII, 22. — Le petit acrobate, conférence, 200.

Flour (M. Edouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 25.

FOECY. Colonie professionnelle, I, 293.

FOLEMBRAY (Les enfants de la verrerie de), III, 112. — La verrerie (de), par M. Paul Bérard, XVIII, 266.

Follot (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du Papier peint, XI, 176. — Censeur de la Société, 7.

FONDEURS TYPOGRAPHES (ouvriers), leurs cours professionnels, XVII, 364.

Forcade (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.

FORCE (Dordogne). (Orphelinat de la), II, 333.

FORCE MOTRICE. (Emploi des mineurs comme production de), XV, 363. — (Nécessité de réglementer l'emploi des Enfants dans les ateliers dits de), XVI, 49.

Fouchet (M. Paul). Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de M. Collinot, I, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473

FOURCHAMBAULT. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.

Fourment (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de), 379.

Fourneyron (Nécrologie de M. Benoit), II, 16.

FRÈRES de la Sainte-Famille, à Voiron (Isère), fondateurs de l'Orphelinat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.

FRÈRES des Écoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles professionnelles au XVIII^e siècle, I, 112. — (Patronage dirigé par les), I, 216, 284, 310. (Voy. *Patronages*.)

Frère-Orban. Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.

Freycinet (M. de). Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.

Froger de Mauny (M.). Rapport au Comité judiciaire sur la proposition d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118. — Notice nécrologique sur M. Chauveau-Lagarde, XIV, 303.

Froment-Meurice (M.), secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.

FUMISTES ET RAMONEURS (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.

FUMISTERIE (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515 ; X, 83.

Funck (M.). Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.

FUTEAU (Meuse). Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

G

Gagny (M^{lle} Paula), fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.

GANTERIE (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la), à Grenoble, X, 84.

GARDIENS (les) d'enfants, XV, 87.

GARDIENS DE LA PAIX (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413 ; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à M. le Président de la Société, envoyant la liste des) méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à décerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.

Génin (M^{lle} Louise), fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.

GENTILLY (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerfberr, III, 439.

Geoffroy-Saint-Hilaire (M.), Président du Comité des recettes et dépenses, V, 38.

GÉOGRAPHIE (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

Gerdalle (M^{me}) sœur Onésime de la congrégation de Saint-Charles, à Bar-le-Duc, VII, 398.

GIEN (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

Gilet-Piéron (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

Gillon (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

Giraud (M.), président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201.

Goblet (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

Godchaux (Don de cahiers par M.). II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie), séance solennelle. VIII, 128; IX, 258.

Godin (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

Goffin (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

Goguel (M.). (Notice nécrologique sur), VII, 474.

Goldenberg (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur), V, 132.

Goldschmidt (M. Léopold). Don à l'*Œuvre des Bibliothèques*, V, 26.

Goubert (M. le docteur Elie), a publié un ouvrage intitulé: *Des Agents perturbateurs de la Jeunesse*, XI, 395.

GRADIGNAN. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.

GRAND'COMBE (Gard), (Compagnie des mines de la), I, 3.

Gras (M.). Son école typographique, à Montpellier, III, 223.

Graux (M. Georges), avocat, secrétaire du *Comité de l'Assistance judiciaire*, VII, 68.

Gréard (M.), membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Ecoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 450. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — (Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878, par) sur l'enseignement primaire à Paris et dans

le département de la Seine, XI, 659.

GRENOBLE (L'asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

Grosselin (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (Notice sur), IV, 14.

Groult (M.) (Maison de), I, 304, — (Internat manufacturier de), II, 303. — (Compte rendu d'une visite à l'internat de), II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé offic. d'Académie, 328; VII, 392.

Guerrier de Haupt (M^{lle} Marie). lauréat de l'Académie française et de la Société de Protection des apprentis, XI, 462. — La Clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

Guichard de Choisy (M^{lle}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), III, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

H

HABITATIONS (les) ouvrières en Écosse, XV, 84. En France, XVI, 85.

Halluin (Le rév. P.), directeur de l'*Immaculée-Conception*, maison d'apprentis à Arras, I, 78, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

Hamelin (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I, 166. — (L'établissement de), 301. — (Fabriques de soie de), II, 382; VII, 389.

Hansen (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la Chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.

Harmel frères (Établissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Ex-

- trait d'une brochure faite par), XI, 546.
- Havard** (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du papier, VII, 449; VIII, 352; X, 158.
- HAVRE** (École d'apprentissage au), II, 292.
- Hayem** (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Œuvre des lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.
- Hayem** (M. Julien), Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Périn, V, 140; VII, 392. — Note sur l'enseignement primaire (l'École annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.
- Hébert** (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie, V, 21.
- Hébert-Duperron** (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.
- Hélie** (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire, en remplacement de M. Eng. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 155; — vice-président de la Société, XIV, 14. — Son article sur l'exécution des lois protectrices de l'Enfance ouvrière, 298. — Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres, XV, 117. — Rapport sur l'emploi des filles mineures dans les cafés et les brasseries, XVI, 18.
- Hément** (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.
- Hémon** (M. A.), bijoutier, à Paris. — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nusse, XI, 552.
- Héraud** (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.
- Heredia** (M. de), député, président de la Commission départementale (Seine), du travail des enfants. — Rapports présentés au Conseil général de la Seine, XI, 164, 638.
- Hermant** (M^{me}). Lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.
- Hervé-Mangon** (M.), membre de la Commission supérieure départementale du travail des enfants, XIII, 157.
- Hiéland** (M. Léon), président du Syndicat général d'industries parisiennes. — De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67; — dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes (11 novembre 1873), VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.
- HOLLANDE** (Loi sur le travail en), III, 479.
- HORLOGERIE** (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une Ecole technique d'), 170; X, 281. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), XIII, 65. — Création d'une Ecole d'Horlogerie à Paris, XIV, 91. — Son inauguration, 94. — (Chambre syndicale de l'), 398. — *Id.*, de Lyon, distribution de prix, XV, 76. — (Bal de l'), XVI, 79. — Distribution des prix à l'Ecole, 219. — Bal, XVII, 98. — Prix, 362.
- Houget** (M.) de Verviers (Belgique). Lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481; IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.
- Hudelot** (M.), inspecteur départemental du travail des enfants, XIII, 158.
- Hyacinthe** (P.). Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313.
- HYGIÈNE** de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux

apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484; IX, 524. — Rapport sur les propositions Faure et Nadaud au sujet de l'hygiène du travail industriel, XVII, 22.

I

Impératrice Eugénie (L') reçoit une députation de la *Société*, I, 99. — (Discours de Mgr l'Archevêque de Paris à), 270. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.

Imprimerie (Institutions de protection en faveur des enfants de l'), III, 218. — (Statuts de la *Société paternelle des enfants de l'*), *ibid.* — (*Société paternelle de l'*), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62. — (Accidents dans l'), VIII, 16, 22.

INSALUBRITÉ de l'industrie. Mèches à fumer, X, 578.

INSPECTION du travail des enfants, créée dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des circonscriptions, et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur les accidents atteignant les enfants, 420, 509; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'), 653. — Nomination d'inspecteurs et d'inspectrices départementaux, 655. — Leurs rapports avec les commissions locales, XII, 444. — Circulaire de la Société à MM. les Inspecteurs divisionnaires sur l'état de l'inspection départementale, XIV, 17. — Lettre de l'Inspection sur la concordance des lois de

1874 et de 1882, XVI, 9. — (Voy. *Inspection*.)

INSPECTION du travail des enfants, (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 433. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et suiv.; — en Angleterre; article de M. Alphonse Striber, III, 11 à 40; — en Silésie, VIII, 383. — Frais d'inspection du travail des enfants, XII, 443. — Lettre de MM. les Inspecteurs départementaux de la Seine, XIII, 64. — Remise aux enfants de la II^e circonscription des récompenses décernées par la Société de protection, 358. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — (L') et le Conseil général de la Seine, XV, 85. — (Organisation et rémunération de l') en Angleterre, 310, 255. — Lettre de l'Inspection sur la concordance des lois de 1882 et de 1874, XVI, 9. — Lettre de félicitation (à l') par M. le ministre du commerce, 189. Idem, 1885, XVIII, 166.

INSTITUT NORMAL catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. *Société*.)

INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE (Article sur un), par M. Salicis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 331.

INSTITUTION Livet à Nantes, XIII, 103.

INSTITUTIONS PRIVÉES en faveur des enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (*Comité des*), II, 158; V, 36; VII, 110, 197, X, 403, 427; XI, 157, 474, 492, 618; XII, 26, 336. — (Règlement du *Comité des*), VII, 176, 490. — (Fête du *Comité des*), VIII, 13. — (Nécrologie de M^{lle} Désir, présidente du *Comité des*), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distribution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'Arbre de Noël, XII, 10, 436; XIII, 149. — (Les élèves apprenties des), 353; XIII, 410; XIV, 141.

INSTRUCTION des enfants des manu-

factures (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l'), dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491; IX, 483. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire élémentaire, 441; — sur le même objet, XIII, 150; — sur le visa des certificats d'instruction, 152. — Classes spéciales pour les apprentis, 156. — Circulaire du préfet de police sur le visa des certificats d'instruction, XIV, 248.

INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M^{me} Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de l'), XII, 555. — (Projet de loi sur l'), XII, 94.

INTEMPÉRANCE (De l') chez les enfants, par M. Joseph Lefort, VIII, 33.

INTERNAT D'APPRENTIS (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — (Rapport de M. Is. Roche sur les), XI, 133. — (Considéranrs votés sur les), par M. Lefébure, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les), 305. — (Commission des), XII, 101. — (Rapport de la Commission des), présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.

INTERNATS de charité, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II, 345; — d'apprenties des sœurs de Marie-Auxiliatrice (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.

INTERNAT MANUFACTURIER (Nouvel) de Vitry-sur-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413; — (à l') de M. Groult, 420.

INVALIDES du travail, à Lille (Lettre de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

ISRAËLITE (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262. — Distribution de prix, XVIII, 200.

ITALIE (Condition des enfants dans

les fabriques en), X, 676. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392. — Les Pifferari, XIII, 216. — Projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie, 378.

J

JAPON (Instruction primaire au), IX, 517.

Japy (M.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours, X, 284.

Jardiniers. Leurs cours professionnels, XVII, 364.

Jay (M. Raoul). Son livre sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, XIII, 384.

Jeannel (M. R.). Articles sur les arbres de Noël, III, 72.

Joret-Desclosières (M.), secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23. — Son livre sur les grands inventeurs dans les sciences, les arts et l'industrie, XIII, 385. — Compte rendu de l'ouvrage de MM. Léon Lefébure et Desportes, sur la science pénitentiaire, XIV, 207.

Joubert (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 870. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; VII, 385.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

Jourdain (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notices sur les apprentis de l'imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

Jullien (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'Orphelinat professionnel de l'Immaculée-Conception à Toulouse, 249.

JURISPRUDENCE protectrice des apprentis, V, 94, 100, 272, 354; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33; XII, 24, 137, 140, 142, 331, 334; XIII, 328; XIV, 28,

243. — Travail des mines, 243. — (Visite aux orphelinats), 245. — Travail des mines, nuit, XV, 28, 107. — Responsabilité après mutilation d'enfant, 109. — Cumul de peines, contraventions, 111. — Responsabilité, imprudence de l'enfant, 263. — Taillerie de diamants, 264. — Machine mue à bras d'hommes, 265. — Procès-verbaux, dangers, insalubrité, commission locale, 328. — Machines dangereuses, engins protecteurs, imprudence de l'enfant, XVI, 102. — Livret, travaux dangereux, cumul, récidive, traction, 184. — Machines dangereuses, arbres de transmission, 262. — Interdiction du service des femmes dans les débits, 264. — Cumul des amendes prononcées en vertu de la loi du 19 mai 1874, XVII, 136. — Excès commis par des acrobates dans l'emploi de jeunes enfants, 138. — Application de la loi du 19 mai 1874 aux enfants étrangers, 328. — Responsabilité du patron; incendie, limite, XVIII, 108. — Gestion par la femme, responsabilité pénale du patron; fonction publique des inspectrices, 221. — Police d'atelier, livret, visite, enfant travaillant pour le compte d'autrui, 223. (Voy. *Comité judiciaire.*)

K

Keller (M.), député. Son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

KEMBS (Haut-Rhin). Orphelinat.

Krisvéol (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, 340.

Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neu-hof, V, 396.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

Lacroix (M. Sigismond). (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

Ladoucette (Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Rapport de M. le B^{on} de), 360.

Lallon (M. J.), auteur des *projets de réforme pénitentiaire*, XI, 295.

Laneyrie (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

Langénieux (M^{re}), fondateur de la Soc. Paternelle de l'Ebénisterie, II, 145. — (Œuvre fondée par), VI, 25.

Lantiez (M. l'abbé). Sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31, 112.

Lassez (M. G.), auteur de *l'Enseignement professionnel; ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504.

LAUSANNE (Exposition scolaire à), XII, 309.

Lavollée (M. C.). Sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

LAYETIERS-EMBALLEURS. — (Voy. *Emballeurs.*)

Leclaire (M.), entrepreneur de peinture. — (Distribution des prix aux apprentis de la Maison), I, 165. — (L'Etablissement d'apprentis de M.), I, 304. — (Nouveaux Statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189. Apprentis de la Maison, XVIII, 212.

Lefébure (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général de la Société*, 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76, IX, 234. — Livre intitulé : *Les Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur *les Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de), sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132. — (Rapport de) sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, XIII, 232.

— (La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm par M.), XIV, 207.

Lefort (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 459. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; — *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salaires des enfants dans les filatures, 176. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.

Legentil (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.

LÉGISLATIONS anglaise et autres (Quelques mots sur le travail dans les), I, 4.

LÉGISLATION. — (Voy. *Loi*.)

Legouvé (M.), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

Legrand (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-mo-dèles, II, 266.

LEGS en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.

Lekime (M^{me}), directrice de l'atelier de cigarières, IV, 26. — Emigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don fait par la Société à), V, 261.

Lemaire (M.) (Fabrique de), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — (Visite du Ministre de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.

Lemoine (M. Henri). Allocution à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — présid^t du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494. — Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.

Lequien (M. Justin). Son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.

Leroux (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du *Comité du placement des Apprentis*; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — (Rapport de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — (Rapport de), XI, 112.

LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE Douai, patronage de jeunes filles, IX, 221.

Lespinasse de Florentin (M^{me}) sœur de Saint-Vincent-de-Paul, ancienne supérieure de l'Hôpital civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.

L'Étang (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.

Leurent (M.), député. Discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.

LIBÉRÉS (Patronage des). — (Voy. *Société pour le patronage des libérés*.) — Œuvre (des) de Saint-Lazare, XVIII, 210.

LIBRAIRIE (Soc. paternelle des enfants de l'Imprimerie et de la), IV, 52.

LILLE. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.

Linarès (M.), la loi sur le travail des enfants dans Seine-et-Oise, XV, 125.

LISIEUX (Écoles annexées aux manufactures dans l'arrond^{nt} de), II, 471.

LITS D'APPRENTIS (*Œuvre des*), II, 174. — (Souscripteurs à l'*Œuvre des*), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'*Œuvre des*), III, 382; V, 39.

LIVRETS des enfants travaillant dans l'industrie. (Rapport sur les), XVII, 151.

LOGEMENTS et établissements industriels (De la salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss,

V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.

Loi du 22 mars 1841 sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants, en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de) sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Idem*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants. (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. — (Voy. *Travail*.)

LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à la), VI, 347. — Texte de la loi, VII, 305. — Enquête relative aux règlements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie, 419. — Proposition de modification à la loi, par M. Testelin, IX, 294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13. — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (*Explication théorique et pratique de la*), par M. Jules Périn, avocat, X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agri-

culture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313. — (Recueil des instructions et décisions relatives à l'application de la), XIII, 313. — (Rapport au comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la), 240. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur l'interprétation de l'article 10 de la), 247. — (Observations de M. le Dr Perrin sur l'inobservation de l'article 14 de la), 149. — Contravention, peine, cumul, XV, 111. — Dans le département de Seine-et-Oise, 125. — Rapport de M. Nusse sur la conciliation des lois de 1874 et de 1882, XVI, 15. — Circulaire de l'Inspection sur le même sujet, 9. — Rapport sur les livrets des enfants travaillant dans l'industrie, XVII, 151. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce sur les améliorations à introduire dans la), 159. — Rapport sur la revision (de la) au Comité judiciaire, 331. — (Voy. *jurisprudence*.)

LOI ALLEMANDE du 17 juillet 1868 modifiant la législation industrielle, XIII, 143.

LOI ANGLAISE sur la responsabilité des accidents, XIII, 460.

LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19-23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.

LOIRET (L'apprentissage dans le département), III, 259.

Longhaye (M. Aug.). Son rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.

Lorois (M.). Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage soumis à la Chambre des Députés et adopté, XII, 153.

Lossler (M.). Sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.

LUNDI (Société du travail du), II, 300.

LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, I, 293.

Luynes (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosse, V, 78.

LYCÉE FONTANES (Allocution à la Société), XII, 8.

LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocution à la Société), XI, 130; XII, 8.

LYON (Distribution des prix à l'École d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 288. — Providence Saint-Bruno, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de Saint-Joseph à), 354. — (Succursales des sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (L'Œuvre des dames tutrices établie à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.

M

MACHINES MUES A BRAS D'HOMME, XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.

Maffre (M.) (Notice nécrologique sur), VII, 475.

Maignen (M. Maurice). (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.

Maillard (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.

MAISON D'APPRENTIS TONNELLÉ, directeur: M. l'abbé Archambault, à Tours, IX, 249.

MAISONS D'ÉCOLE. Leur insalubrité à Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).

MAISON DE FAMILLE fondée par la Société des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'Instr. publ. à la), II, 261.

MAISON D'APPRENTIS. Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.

MAISON D'APPRENTIS, de la ville de Nancy, IX, 250.

MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.

MAISON DE NOTRE-DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.

MAITRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*. par MM. Hayem et Périn, V, 141.

MAITRE D'ÉCOLE prussien (Le), VII, 497.

Malarce (M. de), *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.

Malartre (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.

Malescourt (M. Louis), Internat manufacturier, IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.

Mame (MM.), I, 309. — (Fête à l'Imprimerie de), à Tours, 426, VII; IX, 256.

MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. A. Beaulieu, III, 54. — (Travail des enfants dans les), VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants*.)

Marceille (M. l'abbé), directeur du Patronage de Saint-Gernin, à Toulouse. — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

Marguerin (M.), directeur de l'école Turgot (Livre donné à), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37. Notice nécrologique (sur) XVII, 464.

Marie (M.), ancien bâtonnier, Censeur de la Société, en 1867, I, 35.

Marienvall (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARINE (Institutions de l'État, en faveur des enfants dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

MARINS (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

Marjolin (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur

- les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'Internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569. — Observations sur le danger de la préparation des enfants aux exercices acrobatiques, XV, 14.
- Marochetti** (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. — (Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII^e Commission locale, en 1878, XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Sur l'exercice 1881, XV, 29.
- MARSEILLE.** Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, I, 291.
- Martin** (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.
- MARTIN** (M. Tommy) Rapport sur la nécessité des mesures préventives contre les accidents industriels XVIII, 225.
- Mathieu** (M. H.). De l'apprentissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.
- Mauge du Bois des Entes** (M.) (Notice nécrologique sur), IX, 206.
- Maurice** (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332. — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.
- Max Richard** (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.
- Mayniel** (M. E.). Note sur l'Œuvre des fumistes et ramoneurs, II, 425.
- MAZAMET** (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.
- Mazaroz** (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.
- MEAUX** (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.
- MÉCANICIENS** (Projet d'École d'internes pour les apprentis), VI, 407.
- MÉDAILLES** accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. *Récompenses*.)
- Melun** (M. le C^{te} de). Compte rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des Ecoles chrétiennes, I, 284, 312. — Discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; VII, 385.
- MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ** (Liste des) en janvier 1867, etc., I, 39, 94, 95, 181, 269, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Listes générales, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715.
- MEMBRES CORRESPONDANTS** de la Société de protection des apprentis (Instruction pour les), I, 270; VI, 530.
- MÉMOIRES** des instituteurs (Extraits des) sur les abus du travail des enfants en 1861, I, 25.
- MENDICITÉ DES ENFANTS.** — (V. *Enfance abandonnée ou coupable*.)
- MÉNIL-SAINT-FIRMIN.** Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.
- MENUSIERS** en bâtiments, leurs cours, XVII, 364.
- MESSAGERIES** (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.
- MÉTIERS.** — (Voy. *Filatures*.)
- METTRAY** (La Colonie de), IV, 27.
- METZ** (Rapport à la Société des jeunes ouvriers de), V, 393.
- METZ** (Œuvre du Patronage des jeunes

ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295 ; VII, 389.

Metz (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Frisbourg-en-Brisgau par), II, 399.

MEULES (Rapport du conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.

MEXIQUE (L'Enfance abandonnée au), XV, 80.

MEYSENTHAL (Les enfants dans la verrerie de), III, 111.

Midocq (M.). (Ateliers de), II, 267.

Migneret (M.). ancien conseiller d'Etat ; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès, et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocution sur le projet de fondation de pensions d'apprentis à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1878, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1875, V, 8.

Million (M^{lle}). directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

MINES (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règlement d'administration pour les enfants employés dans les), VI, 180. — Le travail de nuit de l'enfant dans les mines est-il illicite ? rapport par M. Tournier, XV, 20. — Observations sur le même sujet, par M. Eugène Tallon, 102.

MINISTRE DE LA JUSTICE (Circulaire du), prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113 ; XII, 352.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE (M. le). Circulaire sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89 ; VI, 457. — (Lettre du), sur l'inscription de diverses Ecoles du gouvernement, II, 274.

— (Lettre du), XI, 130. — (Circulaires du), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours du), à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 408. — (Lettre du) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574. — Circulaire ordonnant une enquête sur les accidents de fabrique, XIV, 63. — Idem sur le travail des enfants dans les manufactures, 153. — Lettre de félicitation à l'Inspection parisienne, XVI, 189. — Circulaire de M. le Ministre du commerce sur les améliorations à introduire dans la loi du 19 mai 1874, XVII, 159. Lettre du Ministre du Commerce à l'Inspection parisienne, XVIII, 166.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258 ; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Ecoles, 345. — Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire, 441. — Circulaire sur les cours normaux de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — Circulaire (du) sur la surveillance des enfants en dehors des classes, XV, 267.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. (M. le). Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.

Monnier (M. Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, II, 213.

MONTARGIS (Société d'assistance de), III, 264.

MONTATAIRE (Organisation des usines de), VIII, 303.

MONTBÉLIARD. (Association évangélique pour le patronage des enfants indigents), I, 291.

Monteaux (M.). Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214, 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.

Moore (Georges), sa biographie, XV, 316.

Mouchy (duc de), prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte rendu, 102. — Compte rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la *Société de protection*, 253. — Compte rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. — Compte rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.

Mourceau (Fabrique de M.), I, 307. — Son Ecole pour les apprentis, VII, 167, 392.

MOUSSES (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341. — (Les) et l'enseignement primaire, XVI, 170.

MULHOUSE (Les Ecoles techniques de), I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis, de M. Trapp à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 238 ; VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'instruction populaire de), IV, 81. — (Exposition industrielle à), IX, 342. — Notice sur l'association (de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 328.

Müller (M. Émile). Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Etablissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337.

MUSÉE CANTONAL (Le). Observations de M. G. Wickam, XII, 308.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (Le), XII, 307.

MUSÉE INDUSTRIEL (Le), au Champ de Mars, XII, 94.

N

Nadaud (M. Martin). (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589. — (Rapport de), à la Chambre des députés, 621. — Projet de loi sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 61. — Examen de ce projet, par M. Ernest Nusse, 32. — Rapport sur le projet de loi déposé par M. Nadaud et M. Félix Faure sur l'hygiène et la sécurité du travail industriel, XVII, 22.

Najean (M.). Son Internat pour les enfants de la Passementerie, III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.

NANCY (Œuvre des apprentis de), I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson, I, 310 ; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (Ecole professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.

NANTES (Ecole d'apprentis à), I, 261. — (Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-joie, I, 290.

Napias (M. le Dr H.). Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger la santé des enfants travaillant dans l'industrie, XIII, 373.

NÉCROLOGIE. MM. Gabriel Dufreneyt, II, 15 ; Isaac Duproy, 15 ; Benoit Fourneyron, 16 ; J.-B. Martin, 17 ; Martin Riess, 18 ; Roche, 19 ; J.-J. Roquebert, 20 ; Sallandrouze, 21 ; Sommier, 22. — Aug. Cochon, V, 131 ; Goldenberg, 132 ; Leclaire, 328 ; — Philib. Pompée, VII, 101 ; H. de Triqueti, 354 ; Goguel, 474 ; Maffre, 475 ; Sahler, 475 ; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62 ; De-fourneaux, 538. — Mange du Bois-

des-Entes, IX, 206; Schlumberger, 639. — Ern. Labbé, X, 88; Isid. Carlhian, 89. — Six Titus-salt; Henri Haffely-Patek; Vincent Dubochet; J.-B. Pastré; E. Moïana; A. Wallaert; Jean Brunet; Debain; Ch. Reboux; Heynin; Ch. Semon; M^{me} Chisholm; Miss Carpenter; Lud. Duchesne; Juteau; Weill-Picard; Mathias; Ch. Gundelach, XI, 109; — Schloss, 294; Germ. Thibaut, 390; Jules Riotot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310; El. Bachtet, 407; M^{me} Canonge, 408. M. Hippolyte Topart, 477. — M. Courvoisier, XIII, 227. — M. Hénou aîné, *ibid.*; M. Cartier-Bresson, 479. — M. l'Inspecteur Maurice, XIV, 112. — M. Chanveau-Lagarde, 303. — M. le baron James-Édouard de Rothschild, 406. — M. Albert Cécille, XV, 88. — M. le comte de Butenval, XVI, 172. — M. le docteur Graugnard, *ibidem*. — M. Engel-Dollfus, XVII, 99. — M. J.-B. DUMAS, 143. — M. Marguerin, 464; — M. Eugène Bourdon, XVIII, 97; — M. Bontemps, 207; — M. Bapte-rosses, 296; — M. Tresca, 298.

NEUHOF (Orphelinat de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.

NEVERS (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94. — Les enfants travaillant dans l'industrie (à), par M. Ernest Nusse, XVI, 150. — Institutions charitables de New-York en faveur de l'enfance, par M. E. Nusse, 221. — Suite et fin, XVII, 225.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin). (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868, au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — (L'instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, inspecteur d'académie à Lille, XII, 303. — Rapport

sur les enfants blessés et mutilés, X, 218. Nord (C^{ie} du chemin de fer du), V. — Chemin de fer.

NORWÈGE. Modifications à la législation industrielle sur les apprentis, XVI, 157.

NOUVELLE-ANGLETERRE (Réclamations contre les patrons de la), XVI, 241.

NUSSE (M. Ern.), avocat. Conférence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot, *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336, 436; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner quatre livrets de la Caisse d'épargne, 323. — *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de), sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques des 19-23 mars, 3 décembre 1877, 96; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187; — Rapport sur les internats d'apprentis, 305; — Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire dans les pays étrangers, 350; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474; — *Reflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504; — Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 513; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société sur divers ouvrages publiés sous les auspices de la Société, 577; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les Accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la

Commission des Internats d'apprentis, par), 195. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Cauterets, 216. — Les ouvriers meuniers de La Ferté-sous-Jouarre (Etude de), 368. — Rapport sur la réglementation de la condition des apprentis, 425. — Rapport sur les contradictions existant entre la loi du 4 mars 1851 et celle du 19 mai 1874 et le mode d'interprétation proposé pour les lever, 432. — L'Arbre de Noël, 438. — Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les écoles d'apprentissage, XIII, 29. — L'institution Livet à Nantes, 103. — Les élèves apprenties des institutrices de charité, 353. — Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des apprentis de France, 362. — Rapport sur les résultats de l'apprentissage et sur le projet de loi des écoles d'apprentissage, 403. — L'Arbre de Noël, 410. — Le petit vagabond du pays de Caux et les institutions charitables de Dieppe, XIII, 434. — *Secrétaire de la Société de protection des apprentis*, XIV, 14. — Lettre de M. J.-B. Dumas à ce sujet, 16. — Les projets de loi Oviève et Nadaud, réglementation préventive des accidents de fabrique et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, 32. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — Rapport au Comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, 240. — Les institutions de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest en faveur de l'Enfance ouvrière, 284. — Réponse au discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des accidents de fabrique, 311. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24. — L'Orphelinat des Arts et les Dames fondatrices, 69. — L'œuvre de M. Georges Bonjean, 133. — La Société d'Instruction professionnelle et artistique de la Carrosserie, 147. — Compte rendu bibliographique de Jeanne, par M^{lle} Marie Lacroix, 179. — L'enfance infirme et incu-

rable à Paris, 272. — L'École professionnelle des apprentis tailleurs, 278. — L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, 281. — Les Institutions de prévoyance de la maison Dietsch frères, 311. — L'histoire d'une boîte de sardines (par M.), 385. — Rapport sur la conciliation des lois du 19 mars 1874 et du 28 avril 1882, XVI, 15. — Les Commissions locales de la Seine (par M.), XVI, 52. — La Société pour le placement en apprentissage des jeunes orphelins (par M.), 112. — L'École professionnelle pratique de la rue d'Hauteville, 119. — Les enfants travaillant dans l'industrie à New-York, 150. — Les Institutions charitables de New-York en faveur de l'enfance, 221. — Projet de réforme de la législation ouvrière au Canada, 235. — Accusation contre les patrons de la Nouvelle-Angleterre, 241. — La Colonie agricole et maritime de Belle-Ile-en-Mer, 286. — Les apprentis sourdes-muettes de Laon, 294. — Frédéric Engel-Dollfus, sa vie et ses œuvres, XVII, 99. — Mort de M. J.-B. Dumas; les adieux de la Société, 113. — Rapport sur le livret des enfants travaillant dans l'industrie, 151. — Les Institutions créées par les ouvriers en faveur de l'Enfance (suite et fin), 225. — Discours prononcé à Troyes, le 22 juin 1884, 357. — Les Institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, 364. — L'École Industrielle de la rue Clavel, 454; — Les Institutions d'enseignement professionnel de la compagnie du chemin de fer du Nord en faveur de l'Enfance ouvrière XVIII, 70; — La santé des Enfants par les maisons d'été et de santé, traduit de l'anglais, 83; — Des meilleurs moyens législatifs de relever l'apprentissage dans le double intérêt de l'Enfant et de l'Industrie, 115; — Lettre sur l'École Industrielle de la rue Clavel, 167; — Discours à la Distribution des prix de l'École professionnelle du chemin de fer du Nord, 260; — Les pupilles de la Ville de Paris (par M.), 272.

O

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur

- atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.
- OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III, 398.
- OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêté de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris par M. Berger, membre de la Commission locale du XI^e arrondissement, XI, 172.
- ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. — (Voyez *Comités annexes*.)
- ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.
- ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.
- ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, I, 290.
- ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, I, 285.
- ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, I, 292.
- ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris, médaille d'argent, I, 292; IX, 253. — (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.
- ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocation à l'). Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocation d'un livret à l'), XII, 103.
- ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Fourvières, IV, 21.
- ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, IX, 252.
- ŒUVRE des apprentis orphelins à Auteuil (But de l'), X, 378.
- ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy (Récompense à l'), I, 286.
- ŒUVRE des vestiaires, VII, 184.
- ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS, à Paris, rue Saint-Jacques, 253 et 255; XII, 305; — Boulevard de Vaugirard, n^{os} 14, 307.
- OFFRES d'apprentis à placer, V, 87, 133. — Par les patrons de places d'apprentis, V, 249; — D'apprentis, 250, 329, 419, 479.
- OISE (Œuvres du département de l'), III, 90.
- Ollivier (M.) (Lettre d'adhésion de), IV, 5.
- ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.
- ORPHELINAT DE NOTRE-DAME-PRÉSERVATRICE, à Paris, IX, 253.
- ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie, à Paris, IX, 253.
- ORPHELINAT. — Du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Carn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — De Notre-Dame-de-Vouize, à Voison, XI, 429; — De la Ducheraie, commune de Camben, 419; — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430; — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430; — De M^{lle} Génin, à Saint-Denis, 430; — De l'Adoption, XII, 459. — Des arts et les Dames fondatrices, XV, 69. — De Saint-Martin des Vignes, à Troyes, 143. — Du Commerce, XVI, 124.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149. — (Association pour le placement en apprentissage et le patronage d') des deux sexes, XV, 285. — (Société d'apprentissage des jeunes), 286. La Société pour le placement en apprentissage (des jeunes), — par M. Ernest Nusse, XVI, 112. — Association pour le placement en apprentissage d'orphelins des deux sexes, distribution des prix, 149. — Société pour le placement (des jeunes), *idem*, 150. — Colonies agricoles (d'), 161. — et abandonnés de la Seine, 243.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

OUVRIERS. Les Institutions créées (par les) en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, XVII, 364.

OUVRIERS EN VOITURES, leur cours professionnel, XVII, 364. — Prix, XVIII, 255.

OUVRIERS MÉCANICIENS EN PRÉCISION, leur école professionnelle, XVII, 364.

OUVROIR Saint-Pierre à Chartres, II, 334. — De la Providence à Beauvais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geneviève, VIII, 480.

OUVROIR du V^e arr^t (Ecole d'apprentissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476.

PAPIER (Groupe syndical du). (Distribution des prix aux apprentis du), VII, 319. — Séance de distribution des récompenses, 437. — (Concours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Chambre syndicale du), X, 85. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270. — (Règlement sur le concours des apprentis du), XIII, 211. — Assem-

blée de la Chambre syndicale, XIV, 83. — Commission du concours des apprentis, 84. — Chambre syndicale, concours des apprentis, 164. — Distribution des prix, 170. — Programme des cours, XV, 172. — Distribution des prix, 287. — Assemblée de la Chambre syndicale (du), 396. — Du papier, XVI, 62, 129. — Comité du cartonnage, 139. Rapport concours apprentis, 208, 213. — Prix, 217; XVII, 93. (Prix) 355, 443; XVIII, 39. — Assemblée de la chambre syndicale, 236. — Prix, 256.

PAPIER PEINT (Distribution des prix à l'Œuvre des apprentis du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — Distribution des récompenses, II, 275, 305. — (Note sur l'industrie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159; VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270. — Distribution des prix, XIV, 94. — *Id.* en 1882, XV, 149. — En 1883, XVI, 148. En 1884, XVII, 199. En 1885, XVIII, 201.

PARENTS (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs : Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.

PARIS (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinck, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8. — Pupilles de la ville de Paris par M. E. Nusse, XVIII, 272.

PARTICIPATION de l'ouvrier aux bénéfices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godchaux, VIII, 128. — Dans la librairie de M. Masson, 134; — chez M. Chaix, XIII, 174; XVII, 381. — (Voy. *Caisses*.)

Parzudaki, successeur de Ph. Latour; ses institutions à Liancourt en faveur de l'enfance, XIV, 288.

PASSEMENTERIE (Internat des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VIII, 517.

PATRONAGES (Études sur les Œuvres de), par M. de Coulange, I, 203. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabri-

cants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers sous le nom de Saint-Jean, à Paris, I, 293. — Visite faite à deux patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Société d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage, dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 388, 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319. — Patronage des apprentis du XIII^e arrondissement (Caisse de), Société de protection et de placement, XV, 150. — (Association pour le) des orphelins des deux sexes, 285. — Comité de Patronage du XVII^e arrondissement. Prix, XVIII, 257.

PATRONAGES INDUSTRIELS. — (Voy. *Assistance paternelle*, *Société des*).

PAYS-BAS (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

Paz (M. Eugène). Offre de son gymnase pour le dimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite *Ecole des Arts et Métiers*, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnellé, 86. — (Allocution de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fon-

dée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Etude sur les), par M. Héliard, III, 165 à 182. — Lettre de M. Schloss, V, 342. — Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329. — Pension d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.

PENSIONNAT de jeunes filles. — De l'Eglise réformée à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294; VIII, 472. — (Voy. *Orphelinats*, *Internats*, *Maisons*.)

Pereire (M. Émile) fils. Rapport sur cinq Ecoles professionnelles de Paris, I, 137.

Pericoli (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.

PÉRILS et police de l'atelier (Discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arr. de Paris. — Projet de *Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels*, I, 263. — Membre, puis secrétaire du *Comité judiciaire*, II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié: *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 406. — Lettre à M. Engel-Dollfus sur les *Accidents dans les Scieries mécaniques* (devant la Jurisprudence), IX, 46, 91. — Comptes rendus du *Comité judiciaire*, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem,

V, 149. — Compte rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte rendu des séances ordinaires de la Société, du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'enfance ouvrière* : Histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. — Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149. — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse, avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes des saltimbanques, acrobates, etc.*, 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — Allocution sur la tombe de M. J. Riotot, 563. — *Le Travail des enfants dans l'arrachage de la betterave, les sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'Acte anglais, concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218. — Ordre du jour du bureau de la Société concernant sa retraite des fonctions de secrétaire, XIV, 15. — Lettre de M. J. Dumas sur le même sujet, 15. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, 139. — Note historique sur l'apprentissage, 323; — sur les tours de force au moyen âge, 323.

Périsse (M. Antoine). (Écoles établies à Lyon, par), III, 87.

Pernolet (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.

Péronne (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

Perrin (M. le Dr). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; — Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du

bronzage, 142. — (Observations de) présentées à la commission départementale supérieure sur l'exécution de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249.

Petit (M. Ch.), président-fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 423. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fondateur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70.

Piel (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.

Piétri (M.), ancien Préfet de police. Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.

Pirmez (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.

PITHIVIERS (Œuvres établies à), III, 266.

Piver (M. Alphonse), fondateur de la *Tutelle*, maison d'apprentis, à Paris, I, 86. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis la *Tutelle*, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, XIII, 315.

PLACEMENT des apprentis (*Comité du*), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419; VI, 527; VII, 28, 101, 191, 35, 479, 566; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157; du 8 juin, 313. — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du *Comité*, 221; IX, 115, 217, 359; 1^{er} fév. 1877, X, 91. — Séance du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102; XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. —

- (Rapport de M. Leroux, secrétaire du Comité du), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du Comité du), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le Comité du), 127. — (Lettre de M. de Coulonge au), 296. — Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulonge, 396. — (Compte rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du Comité de), sur l'exercice 1878, par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la Séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du 20 juin 1879. Rapport sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Rapport sur l'exercice 1879, présenté par M. Is. Roche, vice-président, XIII, 53. — Rapports sur l'exercice 1880, présenté par M. Is. Roche, XIV, 43. — Idem sur l'exercice 1881, présenté par MM. Roche et Marochetti, XV, 29. — Placement des apprentis du XIII^e arrondissement, XV, 150. — Association (pour le) en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, 285; XVI, 112. — Rapports sur l'exercice 1883, XVII, 28. — Rapport sur l'exercice 1884, XVIII, 141.
- PLAISANCE.** Orphelinat de jeunes filles dirigé par le pasteur Paumier, I, 291; VII, 388. — Rapport (sur le), 1882, XVI, 24.
- Plassiard (M.),** inspecteur divisionnaire à Nancy. Sa lettre sur les appareils de sécurité pour nettoyer les métiers à coton, XIV, 234. — Sur les appareils préventifs dans les filatures, XVI, 7. — Circulaire sur le même sujet, XVII, 156.
- PLOMBIERS** pour toitures. — (V. *Couvresseurs*.)
- Poan de Sapincourt (M.),** Membre correspondant du Comité des accidents de fabrique, XIV, 10. — Article sur l'association de Rouen pour prévenir les accidents de fabrique, 54. — Rapport à cette association, exercice 1880-1881, XV, 120.
- Poiré (M.),** Livre sur les principales industries, IX, 104.
- POITIERS** (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.
- POLISSOIRS** à ventilateurs de M. Goldenberg, IV, 48.
- PONT-AUDEMER.** Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.
- PONT-A-MOUSSON.** Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.
- PORCELAINE** (Apprentis décorateurs sur), III, 279.
- PORTUGAL.** Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383. — L'enfance abandonnée en, XV, 80.
- Portz (M^{lle})** (Asile établi à Versailles par), III, 95.
- POUL-AR-BACHET (Finistère)** (Ouvroir de), II, 333.
- Pouyer-Quertier (M.),** député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.
- PRÉFECTURE DE POLICE** (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2^e Commission locale de Paris, à la), X, 21; — (de l'ancienne 4^e Commission locale de Paris, à la) 115. — Statistique des apprentis et enfants employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de Police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrices nommés par la), pour compléter le service de l'Inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à la), 353. — Lettres à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364. — Rapports des inspecteurs sur le travail des enfants avec les Commissions locales, 444. — Visa des certificats d'instruction, XIII, 152. — Etat des livrets délivrés en 1879, 154. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — Circulaire sur la salubrité des ateliers, XIV, 66. — Idem sur l'inexécution de la loi des 7-20 décembre 1874 pour les enfants employés par les acrobates, 151. — Circulaire sur

l'interprétation de l'article 10 de la loi du 19 mars 1874, 247. — Idem sur le visa des certificats d'instruction, 248.

PRÉFET DE LA SEINE (Lettres à M. le), sur les Ecoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs. VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Ecoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires, sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332. — Circulaire aux instituteurs sur le certificat à délivrer aux enfants employés dans l'industrie, XIII, 150. — Circulaire sur les classes spéciales d'apprentis, 156.

Prétavoine (M.), député. Discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

Prévost et Lambert (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.

PRÉVOYANCE (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287. — Institutions (de) de la maison Diestch, XV, 311.

Prieur de la Comble (M.), banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi VI, 114, et V, 38).

PRIX décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)

PROCÈS-VERBAUX des séances de la Société. — (Voy. *Société*.)

PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE. Circulaire sur la mendicité des enfants, XVI, 110. — Sur l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, 195.

PROTECTION de l'enfance ouvrière (article de M. Robiquet, sur la), XI, 499.

PROTESTANT (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) de Neuhoof, V, 396.

PRUSSE (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X,

167. — (Inspection du travail des enfants, dans les manufactures en), XII, 392. — Statistique des accidents (en) de 1875 à 1880, XV, 178.

PUPILLES de la Ville de Paris par E. Nusse, XVIII, 272,

PUY (LE). Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'instruction, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RAMONEURS. — (Voy. *Œuvre des petits Ramoneurs*.) — Les petits Ramoneurs, XIII, 225.

RAPPORT présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337; XII, 342; XIV, 143.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance, séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les); séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers, IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhouse, pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contremaîtres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'Ecole professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148. — Distribution (des) en 1882,

XV, 185. — Liste (des) en 1882, 210.
— Rapport sur la Commission (des),
par M. Thomas, XVII, p. 393.

RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTO-
RITÉ POUR SURVEILLANCE, IX, 35
X, 9.

RECOURBEAU (Drôme), (Maison de) II,
332. — (Ateliers dir. par des sœurs
à), 393.

RÉCRÉATIONS aux enfants, III, 396

RÉFORME pénitentiaire (Art. de M. Ro-
biquet), VII, 559.

RÈGLEMENT DU COMITÉ. (Voy. *Comités.*)

REIMS. Patronage, fondé par la Société
industrielle, I, 295.

RENNES. Œuvre de Patronage fondée
par M. l'abbé Bourdon, I, 291.

Renault (M. Léon), avocat, député;
— nommé membre de la Commis-
sion supérieure du travail des
enfants, XII. — Rapport à la séance
du 30 juillet 1882 sur l'exercice
1880-1882, XV 191. — Rapport à la
séance du 29 juin 1884 sur l'exer-
cice 1882-1884, XVII, 256. — Allo-
cution à l'installation de M. Say,
XVIII, 9.

REPOS des dimanches et fêtes (Dis-
cussion sur le), II, 206.

RESPONSABILITÉ. Du patron qui im-
pose à son apprenti des travaux
et des fatigues excessifs pour son
âge et ses forces, XIII, 24. — Du
patron employant un enfant dans
une industrie non comprise dans
le décret des 22-24 mai 1875, 137.
— Pour défaut de surveillance,
142.

Reuil (fondations de M. l'abbé), à
Lyon, III, 78.

Reverdy (prix fondé par M.), IX,
347. — (Legs), XI, 390.

Rey (M. l'abbé). Colonie de Cîteaux,
IV, 27.

RHÔNE (Œuvres et institutions du
département du), III, 77.

Ribains (M. l'abbé de), directeur
du Patronage Notre-Dame, à Tou-
louse, IX, 249.

RIBEAUVILLÉ. Orphelinat dirigé par
les sœurs de la Divine-Providence,
II, 334.

Richter-Linder à Bâle (Établisse-
ment de M.), II, 342. — (Orphelinat
allemand de M.), 397.

Riess (Notice nécrologique sur
M. Martin), II, 18.

Riottot (M. Jules), Président de la
Soc. des enfants du Papier peint. —
Sur la loi du travail, II, 186. — Sur
les enfants du Papier peint, V, 429.
— Discours aux prix des enfants du
Papier peint, VII, 160; VIII, 249;
IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de),
XI, 562.

Risse (Rapport sur la Soc. des jeunes
ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393.
— Sa lettre, 435.

Rivarol (M. le C^{te} de), Directeur
de la *Maison de famille*, II, 261.

Robert (M. Charles), anc. conseiller
d'Etat; vice-président en 1867, I,
35. — (Circulaire de), secrétaire
général du ministre de l'Instruc-
tion publique, adressant un exem-
plaire du n° 2 du Bulletin de la
Société, à tous les provideurs et
principaux des lycées et collèges
de l'Empire, I, 102. — Préside la
réunion du 10 sept. 1867, I, 190. —
Préside les récompenses de la Soc.
paternelle de l'Ebénisterie et des
Fleurs et Plumes, II, 145. — Dis-
cours sur M. Barreswil, IV, 109. —
Réélu vice-président en 1872, V, 8.
— Préside la séance des enfants de
l'Ebénisterie, discours, V, 15. —
Article sur la nécessité de créer
des inspecteurs spéciaux nommés
et rétribués par l'Etat, V, 41. —
Discours sur l'enseignement techni-
que, à la séance du 2 mai 1872,
V, 183. — Notes relatives à l'En-
seignement technique, V, 212.
— Préside la séance du 6 juin
1872, 251. — Préside les prix
de l'Ecole professionnelle de
dessin, son discours, 289. — Pré-
sident la séance du 7 novembre,
421. — Son discours à l'assemblée
de la Soc. des Fleurs et Plumes,
466. — Discours à la séance de
l'Assistance des Fleurs et Plumes,
VI, 378. — Au syndicat des Cham-
bres syndicales sur les Assistances
paternelles, VII, 89. — Confé-
rence intitulée: Ecole ou prison,
140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix,
528. — Aux enfants du Papier
peint, VIII, 296. — Aux enfants
des Fleurs et Plumes, 345. — Aux
apprentis de M. Chaix, 468; —
à la 3^{me} distribution des prix de
la Société de protection, IX, 231;
— aux apprentis de M. Chaix, 620.

— Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le ministre de l'Agriculture et du commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480. — Discours à la distribution des prix de l'Ecole professionnelle de M. Chaix, XII, 451.

Robert (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La *Société de Protection* et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.

Robin (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du *Comité des accidents de fabrique*; son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.

Robin (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.

Robiquet (M. Paul). Compte rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; — de M. Groult, 420; — d'une visite à l'atelier de M^{me} C., III, 434. — Elu secrétaire du *Comité des publications* de la Société. — Membre de l'ancienne 4^{me} Commission locale. Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du *Comité des publications*, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Paris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6^{me} Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65. — Président de la séance du 29 juin 1884 (7^e fête de l'enfance ouvrière). Son discours à cette occasion, XVII, 247.

Roche (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulange, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28; — sur l'exercice 1879, XIII, 53; — sur l'exercice 1880, XIV, 43. — sur l'exercice 1881, XV, 29. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice 1881, 93. — Rapport sur le placement des apprentis, exercice 1882 (par M.), XVI, 21. — Sur les travaux de la Commission des Récompenses et l'Organisation de la 6^e Fête, 34. — Son rapport sur la comptabilité de l'exercice 1883, 95. — Rapport sur les travaux du Comité de placement des apprentis en 1883, XVII, 28. — En 1884, XVIII, 141.

Roche (M^{me} Eugénie), en religion sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles employées dans le commerce, XI, 431.

Roche (Nécrologie sur M.), II, 19.

ROCHE-GUYON (La). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.

Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. — (Voy. *Horlogerie*.)

Rolland (M.), directeur-général des manufactures; vice-président en 1867, I, 37.

ROLLIN (Les apprentis du collège). I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.

Roquebert (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.

Rostaing (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, 208.

Rothschild (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.

Rothschild (M. le baron Edmond de).

Sa lettre au Maire du IX^e arrond^t (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398.

ROUEN (Rapport sur le travail des enfants, à), III, 54. — (Association de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 54. — Rapport à cette association sur l'exercice 1880-1881, XV, 120.

Roussel (M. l'abbé), Directeur de l'*Œuvre des Apprentis orphelins*, à Paris-Auteuil, IX, 253.

Roussel (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.

Rouvenat (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur), VII, 564.

Rouville (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.

RUILLÉ-SUR-LOIR (la communauté des sœurs de), VII, 387.

RUSSIE (Fondation d'écoles professionnelles en), VI, 376. — L'industrie et les ouvriers en Russie, XIII, 463. — Avis du conseil d'Etat de l'empire (de), pour les mesures concernant le travail des enfants employés dans l'industrie, XV, 308; XVII, 236. — Les enfants travaillant dans l'industrie (en), 462.

S

SACRÉ-CŒUR (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.

Sahler (A.) (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.

SAINT-BRIEUC (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.

SAINTE-CATHERINE (L'Œuvre de), à Lyon, I.

SAINTE-FOY (Colonie agricole de Dordogne). (Rapport de la), XII, 383.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.

SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES (Vendée). (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.

SAINT-LAZARE. — (Voy. *Libérées*.)

Saint-Mauris (M. René de). Études

sur les Sociétés paternelles, fondées par les patrons, à Paris, I, 229.

SAINT-NICOLAS (Œuvre de). — (Voy. *Œuvre*.)

Saint-René-Taillandier (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Société paternelle de l'Imprimerie, IV, 54.

SAINT-VINCENT-DE-PAUL, I, 340. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.

Sajou (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 147, 305.

SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

Salicis (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.

Sallandrouze de Lamornaix (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

Salle (le vénérable Abbé de la); fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.

Salle (M. Emile), son rapport sur les exécutions de la loi du 20 décembre 1874, XIV, 119.

SALUBRITÉ DES ATELIERS (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur la), XIV, 66.

Sarda (Fabrique de velours de M.), I, 303. — (Rubannerie de M.), II, 390.

SARDINES l'histoire d'une boîte (de) par M. Ernest Nusse, XV, 385.

Saunier (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, V, 293.

Saveney (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

SAVOIE (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275, 320.

SAXE (Ecoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.

Say (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Rapport sur l'exécution de la loi du 19 mai 1874 en Seine-et-Oise, XV, 125. — Nommé Président de la Société, XVIII, 4 et 8. — Son installation, 8.

- Son allocution à cette occasion, 18.
- SCHLESWIG-HOLSTEIN (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hap- sen, XII, 394.
- Schneider (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.
- Schœlcher (M.), Rapport sur l'en- fance abandonnée ou coupable en Angleterre, XV, 80.
- SCIÉRIES mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578.
- SCULPTURE (État de l'Enseignement technique de la), à Paris, V, 340.
- SÉANCES de la Société. — (Voy. Société.)
- SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108. — (Le Congrès des), XIV, 301.
- SEINE-ET-OISE (Œuvres et institutions de), III, 95. — La loi du 19 mai 1874, dans le département (de), XV, 125.
- SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.
- Serstevens (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.
- Sérurier (M. le C^{te}). Sa communi- cation sur les enfants de l'Imprime- rie, III, 218. — Président de la So- ciété paternelle des enfants de l'im- primerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.
- SERVICE ALIMENTAIRE des élèves des écoles communales : Rapport pré- senté à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, par M. Julien Hayem, XII, 51.
- SILÉSIE (Voy. Inspection.)
- Simon (M. Jules). Discours sur l'in- struction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Dis- cours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.
- Sivan (M^{lle}), à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'Éta- blissement de), 376.
- Smiles (M. Samuel). Son ouvrage : la *Vie de Stephenson*, III, 40.
- SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES. — Influence sur l'apprentissage, XVII, 376.
- SOCIÉTÉ d'apprentissage des jeunes orphelins, XV, 286. (Distribution de prix), XVII, 199. *Idem*, 1885, XVIII, 205.
- SOCIÉTÉ DE PROTECTION DE L'ENFANCE OUVRIÈRE A TROYES. (Voy. Troyes.)
- SOCIÉTÉ des Amis de l'enfance, I, 222, 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.
- SOCIÉTÉ des Amis de l'instruction populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.
- SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques, IV, 23.
- SOCIÉTÉ d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Infé- rieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.
- SOCIÉTÉ d'encouragement au bien (Séance de la), dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247 ; VI, 424.
- SOCIÉTÉ d'encouragement de la Bi- jouterie, Joaillerie et Orfèvrerie, X, 256. — Reconnue comme éta- blissement d'utilité publique, 265. — (Statuts de la), 266.
- SOCIÉTÉ d'encouragement des ou- vriers. — Lettre de M. Fougè- rousse, entrepreneur de travaux publics, XI, 107.
- SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION aux béné- fices, formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices de l'entreprise, XII, 301.
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS (Con- stitution de la), X, 186.
- SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse. Ses vœux, en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.
- SOCIÉTÉ DE L'ORPHELINAT DE LA SEINE (Assemblée générale de la), XI, 288.
- SOCIÉTÉ de tempérance, XI, 291.
- SOCIÉTÉ d'instruction professionnelle et artistique de la carrosserie, XV, 147. — Distribution de prix, XVI, 149. — *Idem*, 1885, XVIII, 204.
- SOCIÉTÉ générale pour le patronage des libérés ; But, XI, 289, 556.
- SOCIÉTÉ de patronage des Alsaciens- Lorrains. Son but, XI, 288.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à Lyon, IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les patrons (Études sur les); par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation, en 1868, des), 274.

SOCIÉTÉ de prévoyance et de secours mutuels de la maison Leclaire. — Banquet du 11 mars 1877, X 189.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. — (Séance préparatoire de la), I, 32. — Statuts provisoires, 33. — (Conseil de la), 35. — (Comités de la), 36. — (Commissions de la), 37. — (Séance d'inauguration de la), I, 45. — Compte rendu financier, 60, 61. — (Réception par l'impératrice Eugénie d'une députation de la), 99. — Séance du 10 septembre 1867, 183. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (27 octobre 1867), 271. — Séance du 12 décembre 1867, 314. — (Mention de la) dans l'exposé de la situation de l'Empire, 361. — Séance du 23 février 1868, II, 3. — Compte rendu financier, 12. — Séances du 25 mai, 179; du 9 juin, 194. — Reconnue comme établissement d'utilité publique. Décret 175. — (Subvention accordée à la), 179. — Séance du 19 juin, 209. — (Vœux exprimés par la), 523. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Distribution des récompenses, 331. — (Les Sociétés de secours mutuels et la), 434. — Séance du 20 mars 1869, III, 3. — (Allocation, par la ville de Paris, à la), 106. — Séance du 12 juin 1869, 158. — Statuts, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. — (Ecrits fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des industriels par la), *ibid.* — Séance générale du 19 juin 1870, IV, 3. — Réunion du 6 août 1871, 105; du 8 novembre 1870, 114. — Assemblée générale du 23 décembre 1871, V, 6. — Exposé financier, pour 1871, 12. — Séance générale du 8 février 1872, 33. — Sa situation et son Bulletin en 1872, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), 31, 34. — (Comités annexes de la), 35. — (Lettre du

ministre de l'Inst. publ. accordant une subvention à la), 89. — (Lettre du min. du Commerce accordant une subvention à la), 90. — Séance générale du 4 avril 1872, 165; du 2 mai, 183; du 6 juin, 51. — (Compte rendu financier trimestriel de la), 91. — (Allocation de la ville de Paris à la), 251. — (Compte rendu financier de la), 91, 263. — (Don du min. de l'Intérieur à la), 331. — Compte rendu financier, 348, 459. — Séance du 7 novembre 1872, V, 431. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, 345; — du 1^{er} mai 1873, 381. — Demande un traité international pour le travail des enfants, 350, 386. — Compte rendu financier, 388. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 3 juillet 1873, 428; du 6 novembre 1873, 457; — (allocation par les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture à la), 457. — Instructions pour les membres correspondants, VI, 530. — Séance du 8 janvier 1874, VII, 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 5 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le ministère de l'Intér. à la), 481. — Compte rendu financier, 12, 488. — Séance du 6 janv. 1875, VIII, 5. — Compte rendu financier, 12. — Séance du 4 mars, 65; — du 3 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste de ses récompenses, 543. — Séance du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285. — Séance du 6 juillet, 365. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1^{er} mars, 97; — du 3 mai, 193;

— du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — (Voy. *Statuts*.) — Participation à l'Exposition universelle de 1868, IX, 528. — (Allocation de M. le ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le proviseur du Lycée Louis-le-Grand), 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1877, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur décerné à la Société par M. le ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son Bulletin trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte rendu financier de l'année 1878, 321. — Séance du 6 nov. 1879, 409. — Programme des prix à décerner en 1880 à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 5. — Séance du 15 janv. 1880, 11; — du 8 avril 1880, 112. — Compte rendu de la distribution des récompenses de la 5^e fête de l'enfance ouvrière, 229. — Rapport sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, 232. — Allocation de M. le Président de la Société, 256. — Séance du 1^{er} juillet 1880, 305. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, 315. — Séance du 4 novembre 1880, 389. — Réimpression des statuts, XIV, 5. — Séance du 13 janvier 1881, 7. — Elections *ibid.* — Rapport des censeurs sur l'exercice 1880, 18. — Séance du 7 avril 1881, 113. — Ordre du jour sur l'inexécution de la loi du 20 décembre 1894, 117. — Circulaire de la Société à MM. les Présidents de la Caisse des Ecoles, 134. — Séance du 7 juillet 1881, 217. — Séance du 3 novembre 1881, 305. — Programme des prix à décerner en 1882 à la 6^e fête de l'Enfance ouvrière XV, 5. — Séance du 5 janvier 1882, 11. — Séance

du 20 avril 1882, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice de 1881, 93. — Séance extraordinaire du 30 juillet 1882, distribution des récompenses, 185. — Allocation de M. Dumas, président, 187. — Rapport de M. Léon Renault, secrétaire général, 191. — Allocation de M. de Bouteiller, délégué du conseil municipal, 207. — Séance du 6 juillet 1882, 255. — Séance du 9 novembre 1882, 321. — Séance du 11 janvier 1883, XVI, 5. — Du 5 avril 1883, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1883, 95. — Séance du 5 juillet 1883, 173. — Séance du 8 novembre 1883, 253. — Médaille d'or obtenue à l'exposition Internationale d'Amsterdam (1883), 251, 255. — Programme de la 7^e fête de l'Enfance ouvrière, XVII, 5. — Séance du 10 janvier 1884, 11. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1884, 13. — Séance du 3 avril 1884, 119. — Séance extraordinaire du 29 juin 1884, 245. — Discours de M. Jules Simon, président, 247. — Rapport de M. Léon Renault, 256. — Liste des lauréats, 267. — Séance ordinaire du 10 juillet 1884. — Séance du 13 novembre 1884, 389. — Rapport de la Commission des récompenses, 393. — Du 8 janvier 1885, XVIII, p. 5. — Séance extraordinaire du 26 février 1885, 8. — Allocation de M. Renault, 9. — De M. Say, installé comme Président, 18. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1884, 24. — Séance ordinaire du 30 avril 1885, 101. — Séance ordinaire du 16 juillet 1885, 213.

SOCIÉTÉ de protection et de placement des apprentis du XIII^e arrondissement, XV, 150.

SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (Patronages de la), I, 220, 286.

SOCIÉTÉ pour l'Instruction professionnelle des femmes, XVI, 340.

SŒURS BLEUES (Maisons des), II, 367.

SŒURS DE MARIE-AUXILIATRICE. — Leur internat d'apprenties, IX, 329.

SŒURS fidèles compagnes de Jésus. Leur orphelinat, IX, 509.

SŒURS de Saint-Vincent-de-Paul. (Patronages dirigés par les), I, 218.

SOIE (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3

Sommier (Nécrologie de M. Pierre Alexandre), II, 22.

SOURDS-MUETS. Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335. — (Atelier de lingerie, au Puy, pour les), 335. — (Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — (Société pour les publications, à l'usage des), X, 99. Les apprentis sourdes-muettes de Laon, XVI, 294.

Spuller (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, XII, 73.

Sriber (M: Alphonse). Article sur l'inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11.

STATUTS provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.

Steinheil (M.), I, 305. — (École d'apprentis de M.), 381.

Stephenson (La vie des), par Samuel Smiles, III, 40.

STRASBOURG (École israélite des *Arts et Métiers*, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.

SUBLIME (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.

SUCRÈRES (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 142.

SUÈDE (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171. — (L'instruction industrielle en), XIII, 105. — Ordonnance du 18 novembre 1881 sur l'emploi des mineurs dans l'industrie, XVI, 159.

SUISSE (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Bâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en), 345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. Observations de M. Robiquet sur la nouvelle loi, 694. — L'enfance abandonnée (en) XV, 80.

SURCHARGE. (V. *Enfants, Surcharges.*)

SURVEILLANCE MATERNELLE (Maison de), à Lyon, III, 88.

SURVEILLANT (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.

Suzainnecourt (C^{ie} de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.

SYDNEY (Australie). (Exposition de), XII 309.

T

TABAC, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.

TABLETTERIE (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.

Taborin (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.

TAILLE des Diamants (La), XIV, 299.

TAILLEURS, l'École professionnelle des apprentis, XV, 278.

Talbert (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.

Tallon (M. Eugène), avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264. — Ses discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du *Comité judiciaire*, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la loi du 19 mai 1874*, sur le travail des Enfants employés dans l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcés par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685. — Observations sur le travail de nuit des enfants dans les mines XV, 102. — Note sur l'application de l'art. 12 de la loi de 1874 et l'emploi des mineurs aux métiers de tissage à la main comme producteurs de

orce motrice, XVI, 104. — Article bibliographique sur la 3^e édition de son manuel, XVIII, 93.

TAPISSEIERS (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165. — (Statuts du Patronage des), 532. — (Chambre des), IX, 354. Distribution des prix de leur patronage, XVIII, 264.

TEINTURERIE de soie (rapport sur la) de M. Gilet-Piéton, à Lyon, I, 337.

Teisserenc de Bort (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.

TEMPÉRANCE (Société française de), VIII, 53; IX, 215.

THÉÂTRE. Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes (au), par M. Faustin-Hélie, XVIII, 302.

Thénard (M. Arnould). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéton, I, 337. — Etude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvriers, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.

Thiriez (MM.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335-257.

THOMAS (M.), Rapport sur les travaux de la Commission des Récompenses, t. XVII, p. 393. — Histoire du Comité des accidents de fabrique, son but, ses essais de Statistique, XVIII, 154.

Thorel (M.), conseiller municipal de Paris, délégué cantonal, IV, 27.

TISSAGE (École théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132. Emploi des enfants et filles mineures dans les ateliers (de) par M. Tallon, XVI, 104. Rapport sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37.

TISSEURS (Ouvriers, de Lyon) leurs cours professionnels, XVII, 364.

Tonnellé (M^{me}) et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.

Topart (M.), vice-président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation. Son discours, X, 374.

TOUAGE de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.

TOULOUSE (Organisation des apprentis à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.

Tournier (M.), son rapport sur les exercices de dislocation XIV, 324. — Rapport sur la question de savoir si le travail de nuit de l'enfant dans les mines est licite, XV, 20.

TOURS (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-la-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.

Trapp (M.), I, 306. — Son École d'apprentis à Mulhouse, 378.

TRAVAIL (Enquête sur les conditions du), VIII, 486. — (Durée de) dans les manufactures, XIV, 403. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24.

TRAVAIL DES ENFANTS. En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — (Etude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205, 264. — (Règlement sur le), 277. — (Observations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussion sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305.

— Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Idem* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Idem* sur le travail insalubre, 248. — Etablissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instruction sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — Documents relatifs à la loi sur le), 420. — (Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. *Lois.*) Dans l'arrachage de la betterave, les sucreries et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 671. — (Frais d'inspection du), XII, 443. — (Rapports des commissions locales avec MM. les inspecteurs du), 444. — Circulaire de M. le ministre du Commerce sur le), XIV, 153. — Interdiction (du) dans certaines industries dangereuses décret du 31 octobre 1882, XV, 362. — Interdiction de l'emploi de certains mineurs comme producteurs de force motrice, décret du 31 octobre 1882, 363. — Dans le tirage ou le délisage des chiffons, 363. — Dans la traction des fardeaux, 364. — Dans les ateliers d'où se dégage la poussière, 365. — Dans les chantiers de couvreurs et de plombiers, 366. — Observations de la XIX^e Commission locale sur la réglementation de l'emploi des enfants dans les ateliers dits de force motrice, XVI, 49. — Dans l'industrie à New-York, 150. — Décret sur la surcharge des enfants français, 194. — Canada, projet de loi sur la législation ouvrière (et le), 285, en Russie, XVII, 462. — V. (*Enfants surchargés.*)

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — Enquête et règlement d'administration sur le), VIII, 192. — Décret du ministre du Commerce, relatif au

travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 157. — Est-il licite dans les mines? Rapport de M. Tournier, XV, 20. — Jurisprudence, 28. — Observations de M. E. Tallon sur le travail de nuit des enfants dans les mines, 102. — Arrêt de Cassation, 107.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248. — Application de l'art. 12 de la loi, emploi des enfants dans les métiers de tissage par M. E. Tallon, XVI, 104. — Décret prohibant ces travaux, 284. — Rapport de M. P. Bérard sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Décret sur cet emploi, 47. — Rapport de M. P. Bérard sur la nécessité de prohiber le travail des enfants dans les professions de plombiers-couvreurs, XVI, 278.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (École de M.), à Lyon, III, 86.

TROYES. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292. — Société de protection de l'enfance ouvrière, statuts, XIV, 88. — (Voy. *Commission locale.*) — Inauguration de la Société de protection de l'enfance ouvrière de), XIV, 383. — Conférences de cette société, XV, 87, 310. — (L'Orphelinat de Saint-Martin-des-Vignes à), 143. — (Extrait du rapport de la Commission locale de) pour 1882, 270. Concours entre les enfants (de), travaillant dans l'industrie, XVI, 85. — Compte rendu des récompenses (1883), 342. — Distribution des prix, 1884, XVII, 357. id. XVIII, 265.

Turney (M. R.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'inobservation de la loi de 1874, 375.

Turquetil (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur

la loi de travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (Ouverture de la). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 52. Arrêté du 22 Prairial an V sur (la) d'office, XVIII, 227. V. *Pupilles*.

TYPOGRAPHES (École professionnelle, fondée par M. Chaix pour les), notices et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de comptabilité, 496. — Distribution des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye, pour les), II, 221; V, 369. — (École professionn. de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix, VII, 623; VIII, 455; X, 396; XI, 545; XII, 403, 451, XVI, 80.

V

VACANCES. — (Voy. *Enfants*.)

VAGABONDAGE (Enquête sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du), par M. Marjolin, 119. — (Cas de), 347. (Le) et le Dépôt de la Préfecture de police, XI, 109. — Arrestation de vagabonds, XII, 307. — Le petit vagabond du pays de Caux, XIII, 434.

VALENCE (Drôme), (Orphelinat de), I, 289.

Valroger (M^{lle} de), à Caen (Bannière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même maison, 376.

Vavasseur (M.), avocat à la cour d'appel. — Discours sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 121. — Réponse à ce discours par M. Nusse, 311.

VERRERIES ET CRISTALLERIES. Verrierie de M. Boissière, I, 303. — (L'enfant dans les), I, 350. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 4-5. — (Règlements des enfants dans les), III, 111. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants

dans les), par M. Dubois, IV, 46. — (Emploi des enfants dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget, pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget, pour les enfants de la), 410. — Conférence de M. P. Bérard sur l'application de la loi du 19 mars 1874 au travail des enfants employés dans la verrerie, et sur le soufflage mécanique, XVII, 123. — (Voy. *Céramique, Cristalleries, Folembroy*.)

VERSAILLES (L'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M^{lle} Portz, à), I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. — (Société de la Caisse des écoles, à), IV, 90.

VERVIERS (Belgique). (Association pour la réforme en faveur des enfants à), III, 306.

VESTIAIRES (But de l'Œuvre des), VII, 184.

Vever (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie. Discours, X, 362.

VIDALON-LES-ANNONAY (Papeterie de), II, 405; V, 476.

VIENNE (L'*Athenæum* de), VI, 451. — (Rapport sur l'Enseignement primaire, à l'Exposition de), par M. Buisson, IX, 48.

VILLE DE PARIS. — (Voyez *Paris*.)

Villeminot (Règlement de la manufacture de M. Jouanny), II, 309.

Vilpède et Gamba, I, 308. — (Ateliers de MM.), II, 266.

Viollet-le-Duc (M.). Sa conférence sur l'enseignement des arts du Dessin, X, 172.

VISITES du ministre de l'Instr. publ. à divers établissements industriels: Chaix, etc., II, 258.

VIZILLE (Manufacture de M. Durand à), I, 302. — (Note sur la même), II, 391.

VŒUX exprimés par la Société de protection, et présentés au Ministre, II, 253; — des Délégations ouvrières, sur les apprentis, 290.

W

Wickham (M. Georges), président de la ch. syndic. des Instruments et Appareils de l'art médical. — Observations au sujet du Musée de M. Twigning de Twickenham, XII, 308. — Biographie de George Moore, XV, 316. — L'enseignement technique à l'étranger, XVIII, 91.

Wolf (M.), École d'apprentissage, I, 174.

Wolowski (M.). Rapport sur une médaille à décerner, II, 23. — Le

travail des enfants dans les manufactures, cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, leçons des 14 et 17 avril 1868, II, 91. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 171.

WORKHOUSE. (Établissements de couture), VI, 451.

Z

ZURICH (Législation relative aux enfants dans le canton de), III, 469.

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES



MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE;
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR;
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;
LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris.
Adelson-Monteaux, propriétaire.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Agard (Michel), à Marseille.
Alamagny, f, à Saint-Chamond (Loire).
Albert, négociant, à Paris.
Andreeff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Pétersbourg (Russie).
Archino-Valenti, à Paris.
Arlès-Dufour, négociant.
Asile (l') de Vincennes.
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lisieux.
Aubert (L.), à Nancy.
Auger, propriétaire, à Paris.
A. ***.
Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (feu), ancien secrétaire de la *Société de protection*.
Barreswil (M^{me}).
Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.
Bellay (M. de), à Paris.
Bérard (P.), trésorier de la *Société de protection*.
Berger (H.), à Montbéliard.
Berteaux, à Paris.
Berthier, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris.
Bertrand, ingénieur civil, à Paris.
Bessan, dir. de la *Belle-Jardinière*, à Paris.
Besson (le docteur Eug.), à Paris.

Bigo-Danel, imprimeur, à Lille.
Bixio, libraire-éditeur, à Paris.
Blache (le docteur), à Paris.
Blanche, manufacturier, à Puteaux.
Blanzy, à Boulogne (Pas-de-Calais).
Boissière, maître-verrier, au Gast (Orne).
Boucicaut (M^{me}), négociant, à Paris.
Boulenger, à Choisy-le-Roi.
Brault, maître de forges.
Bréant, fabricant de châles, à Paris.
Brenot (M^{me}), à Paris.
Butenval (comte de).
Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris.
Cail, constructeur-mécanicien, à Paris.
Carcenac, maire du 11^e arr^t, à Paris.
Cartier-Bresson père, à Paris.
Cartier-Bresson fils, à Paris.
Cartier-Bresson (F.), à Paris.
Cartier-Bresson (C.), à Paris.
Cartier-Bresson (J.), à Paris.
Cartier-Bresson (L.), à Paris.
Cartier-Bresson, anc. négociant, à Paris.
Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris.
Cartier-Bresson (Louis), à Paris.
Cary, négociant, à Paris.
Chabert (J.), à Chomerac.
Chaix, imprimeur-typographe, à Paris.
Chambre des notaires, à Paris.
Chambre syndicale du caoutchouc, Paris.
Champonnois, ingénieur civil, à Paris.
Charlier, à Bucharest.
Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse.
Chiris (E.), à Grasse.
Chiris (S.), à Grasse.

(1) Les noms des *Membres perpétuels* figurent également sur la *Liste générale de Sociétaires* ci-après.

Cliff, fabricant, à Saint-Quentin.
 Clotilde (la princesse).
 Colcombet, fabricant, à Saint-Étienne.
 Collège Rollin (le), à Paris.
 Colleson, négociant, à Paris.
 Commission locale du VI^e arrondissement, à Paris.
 Commission locale du VIII^e arrondissement de Paris (n^o 44 hommes).
 Compagnie des forges du Creusot.
 Compagnie générale marit., à Paris.
 Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
 Couturier, à Vizille (Isère).
 Cuvillier, négociant, à Paris.
 Damon, négociant, à Paris.
 Davanne, chimiste, à Paris.
 Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
 Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
 Delaporte (Georges), ingénieur, à Lille.
 Délerot (Emile), à Versailles.
 Delicourt, à Paris.
 Deschiens, constructeur-mécanicien, à Paris.
 Desfontaines, horloger, à Paris.
 Dheur, à Paris.
 Dietsch, à Liepvre (Haut-Rhin).
 Dollfus (Jean), à Mulhouse.
 Dommartin, à Paris.
 Donon, avenue Gabrielle, 42.
 Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
 Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
 Du Boys, notaire, à Paris.
 Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
 Dumas, secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, *Président de la Société.*
 Dumas (Alexandre).
 Dumon, docteur au Marais (Seine et Marne).
 Duplay (le professeur), à Paris.
 Dupont et Hervé, manufacturiers, à Paris.
 Dupone et Deschamp, fab., à Beauvais.
 Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
 Durenny, fab. de chaudières, à Courbevoie.
 Dussaut, à Paris.
 Dutfoy (G.), négociant, à Moscou.
 Dutfoy (Henri), négociant, à Moscou.
 Dutfoy (F.), ingénieur-construct., à Lyon.
 Duvergier (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
 Ecole d'Aix.
 Ecole d'Angers.
 Ecole centrale des arts et manufact.
 Ecole de Châlons.
 Ecole d'horlogerie de Cluses.
 Ecole des mineurs de Saint-Étienne.
 Ecole des mines.
 Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
 Ecole normale supérieure.
 Ecole des ponts et chaussées.
 Engel (Alfred), à Mulhouse.
 Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures.
 Engel (Gustave), à Mulhouse.
 Engel-Dollfus (Fr.), à Mulhouse.
 Engel-Gros, à Mulhouse.
 Farcot, ing.-mécenicien, à Saint-Ouen.
 Fauquet-Lemaistre, à Bolbec.
 Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.
 Follot (Félix), fabricant de papier peint, à Paris.

Frémont-Mustel, à Paris.
 Froger de Mauny, ancien magistrat, à Paris.
 Fromage, fabricant, à Paris.
 Froment-Meurice, orlèvre, à Paris.
 Froment-Meurice (M^{me}).
 Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
 Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
 Gobley, de l'Académie de médecine.
 Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
 Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
 Godillot (Alexis), à Paris.
 Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
 Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
 Gossein (le professeur), à Paris.
 Goulier (le colonel), à Paris.
 Gouvry (H.), maître de forges, à Dieulouard.
 Goy, à Paris.
 Gratien-Milliet, manufacturier.
 Griffon, négociant, à Paris.
 Grosselin (A.), à Paris.
 Guerlain (A.), à Paris.
 Guerlain (J.), à Paris.
 Guillou, négociant.
 Guillout, fabricant, à Paris.
 Guimet (Emile), à Lyon.
 Guizot (Guillaume), à Paris.
 Gundelach, duché de Bade.
 Hamelin, manufacturier, à Paris.
 Herbette (M^{me}), née Barreswil, à Paris.
 Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
 Hubault, à Paris.
 Hughes, parfumeur, à Grasse.
 Hulot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
 Husny-Bey (le commandant).
 Jacqz, président de la Société la *Philanthropie commerciale*, à Paris.
 Joannès Vintry, à Lyon.
 Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
 Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
 Joriaux, négociant, à Paris.
 Jullien, filateur, à Rouen.
 Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
 Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
 Kœchlin frères, à Mulhouse.
 Lacan (Gustave), chef du secrétariat général du chemin du Nord.
 Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.
 Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
 Landon, négociant, à Paris.
 Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
 Laumonier, manufacturier, à Flers.
 Laurent-Richard, à Paris.
 Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
 Leclert, négociant en bois, à Paris.
 Le Coustellier, manufacturier, à Abbeville.
 Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Roubaix.
 Lefèvre (Emile), négociant, à Anvers.
 Legrand, secrétaire de la Société des *Amis des sciences*.
 Lemaire, fabricant, à Paris.
 Lemaréchal (M^{lle}), à Paris.
 Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
 Lemoine (H.), fabricant de meubles, à Paris.
 Leroux (Emile).
 Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.

Liebig (Johan), à Reichenberg (Bohême).
Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
Lombart, fabricant de chocolat, à Paris.
Loreau (A.), à Paris.
Lung frères, à Moussey.
Lycée Condorcet.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Fontanes.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).
Maillard, ancien négociant, à Louviers.
Mallet, négociant, à Paris.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Marjolin (le docteur), à Paris.
Marochetti (M^{me} ve), à Paris.
Martin, manufacturier, à Tarare.
Martin-Baron, à Paris.
Masquelier fils, au Havre.
Maurice (M^{me} ve), à Paris.
Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la *Société d'Ours-camps*.
Meunier (Félix), rentier, à Paris.
Meuriot (le Dr André), à Paris.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.
Migneret, à Paris.
Millescamps, à Paris.
Moisset-Foye, à Paris.
Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (duc de).
Mouchy (duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant, à Paris.
Müller (A.), manufacturier, à Paris.
Murat (princesse).
Najean, manufacturier, à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.
Newton-Scott (Charles), à Paris.
Nusse (Ernest), avocat, docteur en droit, secrétaire de la *Société de Protection des apprentis*.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orfèvre, à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.
Payen, négociant en soieries, à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste, à Paris.
Peltureau, manufacturier, à Paris.
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), Dr en droit, Secrétaire honoraire de la *Société de protection des apprentis*.
Perrin (le Dr), à Paris.
Petit (Francis), à Paris.
Piat, fondeur en métaux, à Paris.
Pillet (M^{me}), à Paris.
Piver, fabricant de parfumerie, à Paris.
Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.

Porion, distillateur, à Wardrecques.
Prévot, avoué, à Paris.
Raingo (Victor), à Paris.
Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Ranchon (Georges), architecte, à Paris.
Rapet, inspecteur général honoraire de l'enseignement primaire, à Paris.
Renard, entrepreneur de travaux publics à Paris.
Richard aîné, fabricant, à Paris.
Richard (Max), député.
Roche (Isidore), ingénieur civil, à Paris.
Richou, à Paris.
Robert (Charles), directeur de la Compagnie *l'Union* (Vie), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*.
Robin (Albert), le docteur, à Paris.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour de Paris.
Rondelet, chasublier, à Paris.
Rothschild (baron de), à Paris.
Roy, négociant, à Paris.
Saint (Charles), manufacturier, à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale).
Sauvage, ingénieur des mines, 4, rue Chaptal.
Schæffer, à Aubervilliers.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants, à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société de la Vieille-Montagne.
Société industrielle de Reims.
Souplet, à Saint-Quentin.
Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'agriculture et du commerce.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.
Teste, manufacturier, à Lyon.
Thénard (M^{me} Henri).
Tissier fils, manufacturier, au Conquet.
Trapp, à Mulhouse.
Trille (Edmond), à Paris.
Trille (P.), à Paris.
Turner (Luke), à Londres.
Vancauwenberghe, Seys (E.), **Snowden et Cie**, filateurs, à Dunkerque.
Vatry (M^{me} la baronne), à Paris.
Vatry (baron Edgar de), à Paris.
Verde-Delisle (Ad.), à Paris.
Verde-Delisle (Paul), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Vintry (J.), à Lyon.
Vulliamy (Edward), à Tillières-sur-Avre (Eure).
Wappler (C.), agent général de la Société suisse d'assurances de Winterthur.
Weens, employé de commerce à Paris.
Weldon (M^e), à Paris.
Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

Abadie, fabric., rue Saint-Martin, 257.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Achaintre, régleur, rue Saint-Martin, 129.
Adelson-Monteaux, propriétaire, rue Notre-Dame-de-Lorette, 40.
Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 121.
Alexandre (Octave), 38, rue des Trois-Bornes.
Alicot (M^{me}), rue Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), avocat, avenue de Messine, 14.
Allain, négociant, rue Dieu, 40.
Allmayer, négociant en tissus élastiques, rue Scribe, 19.
Alphand, ing^{re} en chef des ponts et chaussées, boulevard Beauséjour, 1.
Althoffer, manuf. de draps, à Guebwiller (Alsace).
Amson (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.
Amson (G.), —
André (M^{me} ve J.), au Vieux-Thann (Alsace).
Andreeff (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Petersbourg (Russie).
Appert frères, verriers, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 66.
Archdeacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 15.
Archambault (J.), ancien professeur de l'Université, 9, boulevard du Temple.
Arles-Dufour, négociant, rue des Petites-Ecuries, 52.
Armringaud (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 11.
Arthus (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.
Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Attias, nég^t, 13, rue de l'Entrepôt.
Aubergier, doyen de la faculté des sciences, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Lepois, 17, à Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeûneurs, 33.
Aubry-Vitet, rue Barbat-de-Jouy, 9.

Audiffred (J.-F.), boul. des Capucines, 8.
Augé, tourneur en cuivre, rue Ménéil montant, 26.
Auger (C.), prop., rue des Moulins, 24.
Aurientis, directeur de l'usine de Bornel à Bornel (Oise).
Avril (Charles), rue Legendre, 13.
Babey, manufacturier, à Saint-Pierre-les-Calais (Nord).
Bac, fabricant, rue Portefoin, 12.
Backer (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hill (Lemington).
Badin (A.), fileteur, à Barentin (Seine-Inférieure).
Badoulléau-Levillain, r. de Courcelles, 73.
Bacque (E. de), ancien nég., rue de l'Annonciation, 39.
Bacque (Ch. de) et **Beau**, Faub.-Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue Saint-Denis, 168.
Baille (Elié), ancien président de la Chambre de commerce, à Nancy.
Baillet, manufacturier, à Viroflay (Seine-et-Oise).
Baillencourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerie d'Egmont (M^{me}), rue Legendre, 4.
Balsan (C.), manufacturier, rue de la Baume, 8.
Bapterosses, manufacturier, à Briare (Loiret).
Baraban, architecte, rue Perronnet, 116, à Neuilly-sur-Seine.
Baradoz (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barallon, à Saint-Etienne (Loire).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, rue du Regard, 22.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (M^{me}), r. Fortuny, 17.
Barrurier, manufacturier, à Saint-Cyr (Seine-et-Oise).
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 10.
Baude, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale-Saint-Honoré, 10.
Baudoin (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.
Baudrillart, membre de l'Institut, rue de Tournon, 12.
Baumgartner (Henri), à Mulhouse (Alsace).

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} février 1886) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

- Bayvet** (G.), boulevard Haussmann, 82.
Beaufour, syndic, rue de la Boétie, 8.
Bèche, bijoutier, rue Vieille-du-Temple.
Becker, avocat, avenue Victoria, 24.
Beer (J.), rue des Mathurins, 34.
Béhier (A.), boulevard Haussmann, 28.
Bellay (de), boulevard Beaumarchais, 91.
Bellet, négociant, quai de Béthune, 18.
Bellon (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
Beluze, rue de Madame, 75.
Bérard, ingénieur, rue de Tracttir, 9.
Bérard (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, vice-président de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.
Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
Berger-Levrault, impr-libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Berger (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.
Bernard, de la maison Bonjean, à Saint-Elienne (Loire).
Bernard (Martial), ancien juge au tribunal de commerce, rue de la Paix, 1.
Bernier, directeur de la papeterie d'E-charcon, par Mennecy (Seine-et-Oise).
Bernot, présid. de la Commission locale, à Troyes (Aube).
Bernutz (le Dr), de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 7 bis.
Berrurier, manufacturier à Saint-Cyr-l'Ecole.
Berteaux, rue d'Aboukir, 10.
Berthe et Wulveryck, fabricants de boutons, à Jenlain, arr^t d'Avesnes (Nord).
Berthier, ancien présid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.
Berthier (Ch.), rue Daubigny, 6.
Berthier (G.) fils, capitaine d'état-major, à Tours.
Berthier (M^{me}) jeune, rue Tronchet, 2.
Bertin (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 11 bis.
Bertinot, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 10.
Bertrand (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
Besançon, chef de division à la Préfecture de police.
Beslier, fabricant de produits pharmaceutiques, à Coulommiers (Seine-et-Oise).
Bessan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
Besselièvre (Ch.), manufacturier, rue de Crosne, 24, à Rouen.
Besson (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.
Besson (Joseph), changeur, à l'Isle-Adam, rue de l'Ecluse (Seine-et-Oise).
Beysne, marchand tailleur, à Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne).
Bezançon, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, 187.
Blanchl, agent de change, rue Jean-Goujon, 6.
Bibliothèque du Sénat, à Madrid.
Bibliothèque de la Ville de Paris.
Bigo-Danel, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).
Bigo (Emile), trésorier de la Société industrielle, à Lille (Nord).
Blgot, Jacquemet et Dujoncquoy, fabricants de chaussures, à Saint-Mesme (Seine-et-Oise).
Binder (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 102.
Binot de Villiers, avocat, r. Pigalle, 57.
Birauneau, pass. Tocanier, 15 (Flg-St-Antoine, 240).
Bischoffsheim, banquier, r. Taitbout, 3.
Bisson, graveur sur bois, rue du Jardin, 13.
Biver, directeur de Saint-Gobain, rue de Sèvres, 91.
Bixio (Maurice), quai Voltaire, 17.
Blache, doct^r-médecin, r. de Suresnes, 5.
Blanche (le docteur), rue des Fontis, 15.
Blanche, manufacturier, maire de Putcaux, conseiller général de la Seine, à Putcaux (Seine).
Blandin (M^{me} V^e), pl. de la Madeleine, 49.
Bois, imprimeur en taille douce, rue du Cardinal-Lemoine, 77.
Boissière, maître verrier, au Gast, par Mortrée (Orne).
Bonamy, mécanicien à Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
Bonjean (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.
Bontemps (M^e V^e), rue de Lisbonne, 66.
Bouasse-Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
Boucicaut (M^{me}), lég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 135-137.
Bouilhet (H.), l'un des direct. de la maison Christofle, rue de Bondy, 56.
Bouilhet (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
Boullanger aîné, fabricant de carreaux mosaïques, à Auneuil (Oise).
Boulenger, fab. de faïence, à Choisy-le-R.
Bouley, de l'Institut, inspecteur général des écoles vétérinaires, rue des Saints-Pères, 81.
Boulley (M^{me}), rue Monceau, 65.
Bourdon, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
Bourdon (H.), négociant, rue du Conservatoire, 10.
Bourez, manufacturier, à Bévill-le-Comte (Eure-et-Loir).
Bougoin, rue Lafayette, 126.
Bournat, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
Bourreau, employé de commerce, rue Guy-la-Cluse, 2.
Bourreille (de), ancien sec. général du Ministère des Travaux publics, rue de Tournon, 12.
Boursaut (le Pasteur), directeur de l'École industrielle, 7, rue Clavel.
Boussod, rue Chaptal, 9.
Boutemy, filateur, à Lys-lès-Lannoy (Nord).
Boyard fils (M^{me} V^e) et **Brinon**, manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise).
Boyer et Rolland, fondeurs, rue de l'Asile-Popincourt, 10.
Brault et Bethouart, fondeurs en métaux, à Chartres (Eure-et-Loir).
Bréant, fabricant de châles, r. d'Aboukir, 60.
Brenot (M^{me}), rue des Guillemettes, 7.
Breton (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 49.
Breul (Ch.), juge suppléant, grande place de Saint-Quentin (Aisne).

Brion, marchand de chevaux, rue de Clichy, 49.
Brissonneau frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf^{re}).
Brochard (Ed.), rue du Temple, 151.
Brodard, imprimeur à Coulommiers (Seine-et-Marne).
Broglie (Paul de), rue de Vaugirard, 25.
Bruère, directeur des fonderies de Saint-Ouen près Vendôme (Loir-et-Cher).
Brunet, batteur d'or, rue Saint-Maur, 167.
Bruyère, fabricant de briques, à Saint-Alexandre (Gard).
Bucquet, inspect. général des établissements de bienfaisance, avenue d'Antin, 69.
Burat (Louis), rue de Châteaudun, 17.
Burnat (Emile), manufacturier, à Nant-sur-Yevey (Suisse).
Cabin (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, boulevard de Sébastopol, 74.
Cahen d'Anvers, banquier, rue de Grenelle, 118.
Caille (F.), fab. de tissus, à Amiens.
Calla, député, rue des Marronniers, 8, Passy.
Callot (M^{me} V^e), rue Caumartin, 19.
Camus fils aîné, rue Barbette, 2.
Capronnier, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Washington, 15.
Carcenao, maire du 11^e arrondissement, rue des Capucines, 20.
Carenou et Turr, fabricants de réglisse, à Moussac (Gard).
Carlhian (M^{me} V^e), rue de Berlin, 37.
Carré (Charles), boulevard Voltaire, 58.
Carriot, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, boulevard Saint-Michel, 79.
Carrière, filateur, à Ganges (Hérault).
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (H.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (F.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.
Cary, négociant, rue Réaumur, 33.
Casalonga, secrétaire du Comité de patronage du XVII^e arrondissement à la mairie du XVII^e arrondissement.
Castel (C.), m^d de soies, à Saint-Étienne.
Cauvet, miroitier, faubourg Saint-Antoine, 109.
Cavaillé-Coll, f^d d'org., av. du Maine, 15.
Célérier, nég., rue Monthabor, 15.
Cerf, imprimeur, rue Duplessis, 59, à Versailles (Seine-et-Oise).
Cerf et fils, fabricants, boulevard de Sébastopol, 59.
Cerfbeer, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Lorraine A.).
Chabert et C^{ie} (J.), à Chomérac (Ardèche).
Chaix (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 37.
Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet.
Chambre syndicale de l'Union des filateurs, à Aubenas (Ardèche).
Chambre syndicale des Entrepre-

neurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.
Chambre syndicale du Caoutchouc, rue de Lancry, 10.
Chambre syndicale des Carrossiers, 3, rue de Lutèce.
Chambre de commerce de Toulon et du Var, à Toulon (Var).
Champonnois, ingénieur civil, rue des Petits-Champs, 45.
Chanson (M^{le}), rue de Belleville, 133.
Chappotteau, négociant, rue Cuvier, 14.
Chardin, m^d de soies, r. Etienne-Marcel, 14.
Charlier (Timothée), ingénieur, 37, rue Cambon.
Charmet aîné, nég., r. de Châteaudun, 22.
Charnelet, apprêteur d'étoffes, rue Oberkampf, 98.
Charpentier, horloger, rue Garancière, 7.
Chartiau, architecte, rue du Sommerard, 33.
Chartreux (les) de la Grande-Chartreuse.
Chatseau, usine Farcot, à Clichy (Seine).
Chenet et fils et Grandgeorge, rue des Jeûneurs, 23.
Chevalier, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 61.
Chirade (Arm.), négociant en beurre, rue de Marivaux, 11.
Chiris (E.), à Grasse.
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse.
Christofle, orfèvrerie, rue de Bondy, 56.
Claudon (G. fils), p^{re}, b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} G.), rue de Courcelles, 11.
Clémandot, ingén. civil, boulevard des Batignolles, 26.
Clerc, manufacturier, à Vierzon-Village (Cher).
Clermont (de), nég., rue Barbette, 110.
Cliff, fabricant de dentelles à Saint-Quentin (Aisne).
Coignet père et fils et C^{ie}, manufacturiers rue de Lafayette, 130.
Colcombet, fab. de rubans, à St-Etienne.
Collège Rollin (le), avenue Trudaine.
Collège St-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Colleson, nég., quai de la Loire, 22.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Collin, horloger, rue Montmartre, 18.
Collin, négociant, rue Quincampoix, 15.
Collinot, parc des Princes, boul. d'Auteuil 11, à Boulogne (Seine).
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de droit, b. Saint-Germain, 126.
Colombier, manufacturier, à Haubourdin, Lille (Nord).
Commission locale du travail des enfants du V^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VI^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VIII^e arrondissement (hommes).
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie des forges du Creusot.
Comptoir veuve Lyon-Alemand, r. Montmorency, 13.

- Constant**, avocat, boulevard Saint-Michel, 48.
- Contadeur**, manufacturier, à Orléans (Loiret).
- Copin**, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 15.
- Coquais**, joaillier, rue Chabanais, 14.
- Corbin**, manufacturier, rue Montaigne, 9.
- Corbran**, constructeur, aux Chartreux, Petit-Quevilly (Seine-Inférieure).
- Cormouls-Houlé**, fabricant, à Mazamet (Tarn).
- Cornély** (Maximilien), négoc., 6, boul. de Strasbourg.
- Corrard** (A.), rue de Monsigny, 17.
- Coulon** (Henri), avocat, rue des Petites-Ecuries, 39.
- Coulon**, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 12.
- Coulonge** (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.
- Courché**, président fondateur de la Société havraise d'émulation et d'encouragement, 16, rue Dauphine, Le Havre (Seine-Inférieure).
- Courcy** (de), dir. de la C^{ie} d'Assurances générales, rue de Richelieu, 85.
- Cousin**, biblioth. de la Ville de Paris (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.
- Cousin** (M^{me}), avenue de l'Opéra, 13.
- Couturier**, chez MM. Durand fr., à Vizille.
- Crespin**, industriel, Saint-Pierre-lès Calais (Pas-de-Calais).
- Crété**, imprimeur, à Corbeil (Seine-et-Oise).
- Crochard**, ancien libraire-éditeur, rue Médicis, 7.
- Croué**, juge au Tribunal de commerce, rue Taithout, 80 (cité d'Orléans).
- Dabin** (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (Loire-Inférieure).
- Daguin**, négociant, rue Château-Landon, 44.
- Dailly**, membre de la Société centrale d'agriculture, rue Pigalle, 69.
- Dambricourt** frères, fabricants, à Hal-lines (Pas-de-Calais).
- Damon** (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.
- Darblay** (P.) fils, rue du Louvre, 1.
- Darboy**, ancien négociant et ancien juge au Tribunal de Commerce, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Darmet**, manufacturier, à Vierzon (Cher).
- Davanne** (A.), chimiste, rue des Petits-Champs, 82.
- David, Trouiller et C^{ie}**, rue des Jeû-neurs, 24.
- Davillier** (Léopold), 35, boul. Haussmann.
- Decauville**, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
- Decaux**, directeur des teintures aux Gobelins, rue Notre-Dame-des-Champs, 107.
- Decœur**, pâtissier, rue Mouffetard, 55.
- Defiez** (Louis), constructeur d'instruments de physique, rue St-Séverin, 34.
- Degousse**, batteur d'or, rue du Terrage, 7.
- Degrois**, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
- Dehors**, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.
- Delacroix-Vaucher**, à Mulhouse.
- Delafay** (L.), à Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Delagrave** (Ch.), édit., rue Soufflot, 15.
- Delalain** frères, imp., rue des Ecoles, 56.
- Delaporte** (M^{lle}), artiste dramatique, rue de l'Arcade, 15.
- Delaporte** (Georges), ingénieur de la Société anonyme des teintures et apprêts, à Tarare (Rhône).
- Delassus-Famechon** et fils, à Amiens.
- Delattre** (Carlos), rue Jacquemars Gelée, 125, à Lille (Nord).
- De la Vallée**, rue de Lisbonne, 47.
- Delavigne** (M^{me}), boulevard Haussmann, 45.
- Délerot** (Emile), bibliothécaire de la Ville, à Versailles.
- Deleuil**, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.
- Délicourt**, Faubourg-Saint-Honoré, 43.
- Demont**, directeur de manufacture, à Gonesse (Seine-et-Oise).
- Denière** (M^{me}), boul. Malesherbes, 29.
- Denis**, court. en vins, port de Bercy, 10.
- Denis** (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-Daniel, près Mayenne.
- Depresle** (O.), rue de la Victoire, 94.
- Derbanne**, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, rue Prony, 54.
- Deschiens**, construction d'appareils télégraphiques, b. Saint-Michel, 123.
- Desfontaines**, horloger, galerie Montpensier, 13 (Palais-Royal).
- Desgenetals** frères, à Bolbec (Seine-Inf.).
- Desmazes**, sous-régisseur de l'usine à gaz, boulevard de Courcelles, 104.
- Destailleux**, peigneur de laine, à Amiens (Somme).
- Destors** (M^{me}), boul. Saint-Michel, 95.
- Desurmont**, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).
- Detourpe**, filateur, à Fourmies (Nord).
- Deutsch**, négoc., rue Saint-Georges, 20.
- Dewalque**, directeur des usines de la Vieille-Montagne, à Bray-Lu (Seine-et-Oise).
- Dheur**, rue du Val-de-Grâce, 11.
- Didot** (P.), négociant, rue de Beaune, 2.
- Dietsch**, manufacturier, à Liepvre (Alsace).
- Dietz-Monnin**, manufacturier, rue Labryère, 38.
- Directeur de la Filature du Gros-Moulin**, à Amilly, près Montargis (Loiret).
- Dollfus** (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
- Dollfus** (Auguste), à Mulhouse.
- Dollfus** (E.), manufacturier, à Mulhouse.
- Dollfus** (G.), manufacturier, à Mulhouse.
- Dollfus** (Jules), à Mulhouse.
- Dollfus** (E.), coloriste, à Dornach.
- Dollfus** (Jean), à Mulhouse.
- Dollfus-Dettwiller**, à Mulhouse.
- Dommartin**, rue Scribe, 11.
- Donon**, avenue Gabriel, 42.
- Dorget**, manufacturier, à Coulommiers, (Seine-et-Marne).
- Doublet**, manufacturier, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Doucet**, rue de la Paix, 24.
- Douvin**, filateur, à Fourmies (Nord).
- Drouin**, négociant en drogueries, avenue de l'Opéra, 13.
- Dubonnet** (V^e), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.

- Dubourguet**, boul. Magenta, 33 bis.
Dubuffe (E.), boul. du Roi, à Versailles.
Ducher, rue de Richelieu, 42.
Duchesne-Fournet, à Lisieux.
Ducholet (M. le docteur), président de l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes, rue de la Verrerie, 2.
Ducloux, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.
Ducray-Chevallier, opticien, place du Pont-Neuf, 15.
Dujoncuoy, manufacturier, à Sainte-Mesme (Seine-et-Oise).
Dulac, ing. des arts et manufactures, rue du Château-d'Eau, 53.
Dumas (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.
Dumas (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.
Dumas-Gardeux, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 15.
Dumont, dir. de la Société des papeteries du Marais et Sainte-Marie au Marais par Jouy s/Seine (Seine-et-Marne).
Dumoulin-Froment, rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
Duplay, professeur agrégé de la Faculté de médecine, rue de Penthievre, 2.
Dupont (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
Dupont et Fould, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).
Dupont et Hervé, manufacturiers, rue d'Aboukir, 6.
Durand, directeur de la verrerie de Montmirail (Sarthe).
Durenne, constructeur, à Courbevoie.
Duriez, filateur de lin, à Seclin (Nord).
Dutertre, inspecteur départemental du travail des enfants, à Rouen, quai du Havre, 8.
Dutfoy (Frédéric), boul. Haussmann, 62.
Dutfoy (G.), avenue Montaigne, 83.
Dutfoy (Henri) avenue Montaigne, 85.
Duvergier (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
Du Vergier (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue de Turenne, 59.
Duviard, avocat à la Cour d'appel, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Ecole Centrale des Arts et Manufactures, rue Mongolfier, 1.
Ecole des Arts et Métiers d'Aix.
Ecole des Arts et Métiers d'Angers.
Ecole des Arts et Métiers de Châlons.
Ecole des Mines, boul. Saint-Michel, 60.
Ecole des Mineurs de St-Etienne.
Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais.
Ecole des Ponts et Chaussées, rue des Saints-Pères, 28.
Ecole d'Horlogerie de Cluses.
Ecole Normale supérieure, à Paris, rue d'Ulm, 45.
Elèves du pensionnat des frères de Passy, rue Basse, à Passy.
Engel (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
Engel (Gustave), manufact., à Mulhouse.
Engel (Eugène), ingénieur, à Dornach (Alsace).
Engel (Michel), relieur, rue du Cherche-Midi, 94.
Engel-Gros, manufacturier, à Mulhouse.
Engelman (G.), à Mulhouse.
Erlanger (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
Estelle, inspecteur du travail des enfants, à Nîmes (Gard).
Fabre (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.
Fau (Augustin), filateur, à Lodève (Hérault).
Fauquet-Lemaître, manufact., à Bolbec.
Faure-Baulieu, fabricant, rue de Tanger, 18 et 20 (Villette).
Favart (M^{me} V^e), rue Pierre-Charron, 45.
Favier, fleuriste, 160. rue Montmartre.
Favre et Braun, à Mulhouse.
Fayaud, négociant, rue Saint-Denis, 76.
Feldtrappe (Xavier), graveur sur cylindres, Faubourg-Saint-Martin, 120.
Féray, filateur, rue Turbigo, 74.
Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
Fère, régent de la Banque de France, b⁴ Haussmann, 79.
Féron-Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille. (Indre-et-Loire).
Ferré (Armand), ingénieur à la Compagnie des chemins de fer de l'Etat Serbe, rue de Rome, 67.
Ferrière (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
Fiévet (Edouard), raffineur de sucre, à Sain-le-Noble, arrond. de Douai (Nord).
Flandin (Clovis), rue Michel-le-Comte, 23.
Fliche (Louis), avocat à la Cour, rue des Saints-Pères, 76 bis.
Follot (F.), fab^t de papier peint, rue Beccaria, 10.
Fontaine, rue de la Pépinière, 18.
Forget, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 14.
Fouché-Lepelletier, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
Foucher, brocheur, rue de Fleurus, 41.
Fouchet (M^{me}), rue de Berlin, 43.
Fouchet, banquier, rue du Faub.-Poissonnière, 7.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, avenue d'Éna, 62.
Fourdinot (Henri), fab^t d'ébénisterie, rue Amelot, 46.
Fourment (B^{ee} de), à Amiens (Somme).
Foville (Dr), inspecteur général des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, Bd. Saint-Germain, 177.
Francillon, teinturier, à Puteaux.
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 14.
Frété, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 12.
Frey et C^{ie}, à Mulhouse (Alsace).
Friedel, ingénieur des mines, rue Michelet, 9.
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue Washington, 28.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetal.
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Frontier, administrateur de la faïencerie de Montereau (Seine-et-Marne).
Fumouze fils, rue du Faub.-St-Denis, 78.

- Gagneau**, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 115-117.
- Galot**, rue d'Hauteville, 38.
- Gallien**, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
- Gandy** (Paul), docteur en médecine, président du Patronage Saint-Joseph, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées).
- Gardeil** (M^{lle}), rue de la Pépinière, 25, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Garnier** (Charles) père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 15.
- Garnier** (Ernest) fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
- Gatteaux**, rentier, rue des Saints-Pères, 10.
- Gatteaux** (M^{me}), rentière, rue des Saints-Pères, 10.
- Gasté** (M^{me} V^e), rue du Faubourg-Saint-Denis, 162.
- Gautreau**, fabricant de machines agricoles, à Dourdan (Seine-et-Oise).
- Gautreau**, banquier, rue Caumartin, 18.
- Gellé**, parfumeur, avenue de l'Opéra, 6.
- Geoffroy**, avenue des Champs-Élysées, 32.
- Geoffroy - Saint-Hilaire**, directeur du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
- Georges** (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Étienne.
- Gerard** père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Gerardin** (M^{me} V^e), propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
- Gerault**, négociant en papier, rue Montmorency, 10.
- Gérôme**, art. peintre, boul. de Clichy, 65.
- Gibou**, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 17.
- Gillet** (F.) père, à Lyon.
- Gillet** (F.) fils, à Lyon.
- Gillet et fils**, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
- Gillou**, fabricant de papier peints, passage Charles-Dallery, 5 et 7.
- Gimbel**, directeur de l'Ecole Israélite, à Mulhouse.
- Gindre** (C.), rue du Puits-Gaillet, à Lyon.
- Giot**, avoué d'appel, 3, rue de Lutèce.
- Glot**, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
- Girard**, directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'Agriculture et du commerce.
- Girard** (M^{me}), implanteuse, rue Saint-Honoré, 83.
- Giraud** (Alexandre) et C^{ie}, manufacturiers à Lyon.
- Giraud**, président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue Neuve-des-Petits-Champs, 61.
- Glaudel** (M^{lle}), fabricant, boulevard d'Argenson, 52, à Neuilly (Seine).
- Glénard**, fab. de filets, boulevard Bonne-Nouvelle, 12.
- Godchaux**, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 10.
- Godillot** (Alexis), fab^c d'équipem. militaires, 21, rue Royale.
- Goffinon**, ancien entrepreneur des travaux publics, boulevard Magenta, 76.
- Goldenberg**, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
- Goldschmidt** (Léo), rue Murillo, 10.
- Goldschmidt** (F.), négociant, place Malesherbes, 15.
- Gonthier-Dreyfus**, papeterie, boulevard Magenta, 41.
- Gosselin** (le Dr), 282, boulevard Saint-Germain.
- Goubeaux**, mécanicien, rue de Belle-chasse, 6.
- Goulier** (le colonel), 6, rue d'Estrées.
- Goupil**, éditeur de gravures, r. Chaptal, 9.
- Goupy** (Victor), imprimeur, rue de Rennes, 71 bis.
- Gourdault** (M^{me}), avenue du Poirier, 5, à Saint-Mandé (Seine).
- Gourdin et Gravier**, manufacturiers, à Orléans (Loiret).
- Gouvy**, maître de forges, à Dieulouard (Meurthe-et-Moselle).
- Goy**, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
- Goyer**, manufacturier, à Orléans.
- Grados**, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
- Grandvincent**, directeur de la papeterie Firmin-Didot, à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir).
- Graux**, avocat à la Cour d'appel, 64, avenue du Bois-de-Boulogne.
- Gravelin** fils, rue Charlot, 10.
- Gréard**, insp. gén., direct. de l'enseign. prim. de la Seine, à la Sorbonne.
- Grellou**, nég., rue François 1^{er}, 19.
- Gresland**, filateur, place d'Aligre, 2.
- Grieninger**, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.
- Griffon** (Jules), à Clairvaux-du-Jura (Jura).
- Grimault**, négociant, quai Jemmapes, 66.
- Grognet** (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
- Gros Roman Marozeau**, à Wesserling.
- Grosselin** (Emile), architecte, quai de la Mégisserie, 14.
- Groult**, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry (Seine.)
- Gruyelle**, fabricant et maire de la commune, à Hevin-Tietard (Pas-de-Calais).
- Guastala** (M^{me}), avenue du Coq, 5, rue Saint-Lazare.
- Gueneau de Mussy** (Dr Henri), rue du Cirque, 45.
- Guény** (M^{me} V^e), rue de l'Arcade, 20.
- Guéret** (L.), constructeur d'appareils à boissons gazeuses, boul. de la Gare, 72.
- Guerlain** (J.), rue de la Paix, 15.
- Guerlain** (A.), parfumeur, r. de la Paix, 18.
- Guidou** (M^{lle} E.), rue des Pyramides, 29.
- Guignery** (Alfred), peintre sur métaux, rue du Moulin-Vert, 9.
- Guillou**, négociant en huiles, rue Pavée, 13, au Marais.
- Guillout**, fabricant, avenue du Trocadéro, 158.
- Guimet** (Emile), fabricant, place de la Miséricorde, 1, à Lyon.
- Guinet**, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
- Guizot** (Guillaume), rue Monceau, 22.
- Guy**, négociant, quai de Valmy, 29.
- Guy**, fondeur, à Rennes (Ile-et-Vilaine).
- Guyot** (M^{lle} Louise), brunisseuse, rue du Pont-aux-Choux, 22.
- Haas**, fabricant de casquettes, rue du Temple, 71.

Hachette et Cie, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
Halphen (J.), négociant, rue Drouot, 12.
Hamelin, manuf., av. de Messine, 28.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 28.
Hanot, bijoutier, rue Vieille-du-Temple, 108.
Haquelon, négociant, quai Bourbon, 19.
Haret, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 14.
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
Hartog (J.), manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
Hatzfeld (Léon), ingr. civil, à Nancy.
Hausmann (baron), député, rue Boissy-d'Anglas, 12.
Hayem père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
Hecht (Myrtil), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hecht (Albert), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hecht (Henri), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hème, maître de la verrerie à Rougemont par Cloyes (Eure-et-Loir).
Heilbronn (J.), négociant, r. de Messine, 30.
Heilmann-Ducommun et Steinlen, à Mulhouse (Alsace).
Heilmann frères, à Mulhouse.
Helbronner (Maurice), négociant, rue de Cléry, 94.
Hélie (Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, *président du Comité judiciaire de la Société*, rue Duban, 18 (quartier de la Muette).
Hellot (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
Hémonel (E.), emballer, r. St-Denis, 210.
Hendel (E.), avocat, r. de Châteaudun, 17.
Hénon fils aîné, courtier en marchandises, rue de Rivoli, 122.
Henry-Lepaute, horloger, r. Lafayette, 6.
Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire, 17, rue Fortuny.
Herbette (M^{me}), née Barreswil, r. Roy, 9.
Heredia (de), député, boulevard de Courcelles, 177.
Héricé, bijoutier, rue du Parc-Royal, 12.
Hérissey, imprimeur, à Evreux (Eure).
Hermann, négociant, rue Miroménil, 83.
Hermann (W.), nég., r. Drouot, 7.
Hersent, entrepren. de travaux publics, rue de Londres, 60.
Hertemathe, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.
Herzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Hié, fabricant de toiles, à Bailleul (Nord).
Hiéland, fab. de fleurs, rue de Mailly, 6.
Hodde (Lucien de la), avocat, rue de Lafayette, 36.
Horevitz, rue Washington, 31.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), rue Amélot, 64.
Hubner (Albert), manufacturier, rue de Téhéran, 9.
Huet, inspecteur général des ponts et chaussées, boul. d'Enfer, 12.
Hugues, parfumeur, à Grasse.

Hulot, direct. de la fab. des timbres-poste, place Vendôme, 26.
Humann, avocat à la Cour de Paris, rue Thouin, 12.
Humbert, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
Huret-Belvalette, président de la Chambre des carrossiers, avenue des Champs-Élysées, 24.
Hussenot, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Laffitte, 13.
Hutchinson, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
Isidor (Lazare), grand rabbin de France, place des Vosges, 14.
Jacquemart, inspecteur général de l'enseignement technique, boulevard Saint-Michel, 143.
Jacquin, négociant, rue Pernelle, 12.
Jacquin, bijoutier, rue de la Perle, 3.
Jacqz (G.), président de la *Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine*, rue des Jeûneurs, 40.
Jamme, à Mazamet (Tarn).
Jannin (M^{me} Phil.), rue de Provence, 49.
Javey, négociant, rue Saint-Denis, 224.
Jay (Raoul), professeur à la faculté de droit, à Aix en Provence, Cour Sainte-Anne, 9.
Jessé, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 13.
Joannès, propriétaire, rue des Mathurins, 64.
Joinville (baron Maurice de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 4.
Jolibois, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue Hérold, 18.
Jolifé, brodeur, rue des Fontaines-du-Temple, 13.
Jolly, orfèvre, rue Malebranche, 13.
Joly (Pierre-César), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly (Pierre-Théophile), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, carrefour de l'Odéon, 2.
Jouanny, Faubourg-du-Temple, 70.
Jouguet, directeur des forges de Bes-sèges (Gard).
Jourdain, propr., boul. Malesherbes, 50.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue Bernouilli, 9.
Jubin (Emile), commissionnaire en marchandises, rue des Mathurins, 47.
Juillard et Mégnin, à Mulhouse.
Julien (le général), à Epinay (Seine).
Kahn (J.), négociant, rue Drouot, 7.
Kientzy (Victor), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Kientzy (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Kœchlin (Rodolphe), manufacturier, chez M. Dollfus-Mieg, rue Saint-Fiacre, 9.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Kœchlin frères, négoc., à Mulhouse.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), rue Pierre-Charron, 14.
Krantz (Camille), maître des requêtes au Conseil d'État, rue de Turin, 24.

Kullmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse
Küss, conserv. des hypoth., à Mulhouse.
Kusel, négociant, rue de l'Isly, 5.
Labarthe (M^{me}), rue de Tournon, 2.
Lacan (Gustave), chef du secrétariat général du chemin de fer du Nord, rue de Provence, 43.
Lacan (M^{me}), rue de Provence, 43.
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
Lacour (J.-B.), apprêteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).
Lacroix, fleur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélmart (Drôme).
Lacroix, fab. de pap., rue Mazarine, 60.
Lagoutte (J.), ancien maît. de forges, rue de Lille, 72.
Lagrenée (M^{me}), rue Portalis, 9.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.
Lallemand, attaché à l'administration de l'Assistance publique, avenue Victoria, 3.
Lallemant, boulevard Haussmann, 110.
Lambert (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
Lamé Fleury, ingénieur en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Verneuil, 62.
Lamourette et Leroux frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).
Landon, négociant, rue Montorgueil, 67.
Lang (Emmanuel) fils, filateur, à Nancy.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
Langenhagen (de), fabricant et juge au Tribunal de Commerce, à Nancy.
Langénieux (Mgr), archevêque de Reims (Marne).
Langlois de Neuville, chef de division au Ministère des travaux publics, rue d'Amsterdam, 24.
Langlois, rentier, b. Saint Germain, 3.
Laniel (Eugène), manufacturier (toiles), à Vimoutiers (Orne).
Lannes (J.-L.), manufacturier, à Agde.
Lantz (Lazare), à Mulhouse.
Laporte, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Paris.
La Roche-Joubert, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.
Larrey (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, rue de Lille, 94.
Lassource, fabricant, à Mazamet.
Laumonier, manuf., à Flers (Orne).
Laurent-Richard, rue de Rivoli, 94.
Laurin, fabricant de faïences, à Bourg-la-Reine (Seine).
Laval (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.
Laveissière (E.), rue de la Verrerie, 58.
Laveissière (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.
Lavollée, ancien préfet, chaussée de la Muette, 4.
Lebaudy, raffineur de sucre, rue de Flandre, 23.
Lebel (G.), architecte, à La Tour-du-Pin (Isère).
Leblan frères, filateurs à Lille (Nord).
Leblanc (J.), boul. de Strasbourg, 65.
Lebon, fab. de boltes, r. Bouchardon, 15.

Le Bris (M^{me}), rue de Monceau, 95.
Leclert (C.), notaire, à Charenton.
Leclert (le docteur), b. Malsherbes, 37.
Leclert, n^e en bois, rue Michel-Ange, 34.
Lecomte, fabricant, rue Saint-Martin, 220.
Le Coustellier (C.), manufacturier, à Abbeville (Somme).
Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.
Lefebure (Léon), ancien sous-secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, av. Marceau, 36.
Lefebvre (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
Lefebvre-Ducatteau, man., à Roubaix.
Lefèvre (Emile), nég. en laines, à Anvers (Belgique).
Lefèvre, fab. de vernis, r. de la Cerisaie, 13.
Lefranc, fab. de coul., r. de Turenne, 64.
Legendre, négociant, r. de Phalsbourg, 10.
Legentil, membre du Comité consultatif des arts et manufact., rue Paradis-Poissonnière, 54.
Legouez (M^{me}), rue Chaptal, 24.
Legouvé, de l'Académie française, rue Saint-Marc, 14.
Legrand (A.), nég., av. des Champs-Élysées, 37.
Legrand (les fils de Th.), filateurs, à Fourmies (Nord).
Lehideux, banquier, rue Drouot, 3.
Lehogeais, nég., port de Bercy, 12.
Lelong (Théodore), chef de la blanchisserie de Courcelles, r. de Courcelles, 153.
Lemaigre, tapissier, 14, rue de Bérague.
Lemaire, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
Lemaistre-Pavotte et fils, manufacturiers, à Bolbec.
Lemaître (Léon), manufacturier, à Bolbec.
Lemaître, rue de l'Université, 34.
Le Maout, procureur de la République, à Châlons-sur-Marne (Marne).
Lemarchand, manufacturier, à Rouen.
Lemarchal (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
Lemarchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.
Lemoine (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 17.
Le Moine (L.-A.), manufacturier, à Plessis-Offranville (Seine-Inférieure).
Lentaingne, notaire, r. Louis-le-Grand, 11.
Leroux (Emile), ingénieur-civil, rue Cambon, 46.
Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de céruse, r. Bourtibourg, 12, à Tours.
Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Châteaue-Landon, 11.
Le Roy-Dufour, ancien manufacturier, rue Saint-Lazare, 75.
Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 114.
Letourneur (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
Levaigreur (F.), rue Taitbout, 80.
Levaigreur (M^{me} F.), rue Taitbout, 80.
Levainville et Rambaud, manufacturiers, rue du Parc-Royal, 14.
Liebig (M^{me} la b^{ee}), à Reichenberg (Bohême-Autriche).
Linzeler (E.), joaillier-orfèvre, rue Vignon, 28.
Löwenstein, nég., r. de Courcelles, 45.

- Loizillon** (M^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 17.
- Lombart**, fabricant de chocolat, avenue de Choisy, 75.
- Loreau** (A.), rue d'Anjou, 10.
- Louiche-Desfontaines**, avocat à la Cour d'appel, rue du Sommerard, 49.
- Loysel**, administ. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
- Luc**, tanneur-corroyeur, à Nancy.
- Lucas** (Charles), architecte, président de la XIII^e Commission locale, boulevard de Denain, 8.
- Lung** fr., à Moussey, pr. Sénonex (Vosges).
- Lycée Condorcet.**
- Lycée Henri IV.**
- Lycée Louis-le-Grand.**
- Lycée Saint-Louis.**
- Macé** (Jean), pension du petit château de Monthiers, par Neuilly-St-Front (Aisne).
- Maës**, f. de cristaux, cour des Petites-Ecuries, 9.
- Magnier**, négociant, rue d'Uzès, 7.
- Majesté**, imprimeur, à Châteauroux (Indre).
- Maillard**, ancien négociant, rue de la Tour, 74, à Passy.
- Maistre**, manufac., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).
- Mallet** (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 35.
- Mallet**, négociant, boulevard de la Villette, 54.
- Mallet-Bachelier**, anc. imp.-lib., rue de Médicis, 17.
- Malouet** (M^{me} la baronne), rue de Solférrino, 41.
- Maltareche**, moulinier, à Dornas, par le Chaplard (Ardèche).
- Mame** père, imprimeur, à Tours.
- Mame** fils, imprimeur, à Tours.
- Mandonnet**, propriétaire, à Montbard (Côte-d'Or).
- Mansais** (Jules), référendaire au sceau de France, rue Fortuny, 12.
- Martin**, fabricant de chaussures, à Arpajon (Seine-et-Oise).
- Manuel frères**, filateurs, à Toulouse.
- Marbeau**, conseiller d'Etat, rue de Londres, 27.
- Marc**, directeur de la Société française des munitions à Bruyères-de-Sèvres (Seine-et-Oise).
- Marestaing de Mauran** (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.
- Margueritte**, chim., Faub.-St-Honoré, 203.
- Marienvall**, fab. de fleurs, président du Conseil des prud'hommes, rue Saint-Denis, 208.
- Mariolle-Pinguet**, maire de Saint-Quentin à Saint-Quentin (Aisne).
- Mariolin** (Dr), chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaptal, 16.
- Marjolin** (Georges), 1, rue de la Paix.
- Marjolin** (M^{me} V^e), rue de la Paix, 1.
- Marochetti** (M.), rue Tronchet, 8.
- Marochetti** (M^{me} V^e), rue Tronchet, 8.
- Marquet**, négociant, rue Vieille-du-Temple, 45.
- Marti** (Pierre), horloger, à Montbéliard (Doubs).
- Martin**, fabricant, à Tarare (Rhône).
- Martin** (Félix), rue Villers, 30.
- Martin** (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.
- Martin-Baron** (M^{me} V^e), r. de Lille, 101.
- Martin-Baron**, ancien négociant, rue de Constantinople, 8.
- Martinet**, imprimeur typographe, rue Mignon, 2.
- Masquellier** fils, au Havre.
- Massignon**, cité de Londres, 2.
- Masson** (Georges), libraire-éditeur, boul. Saint-Germain, 120.
- Masurier**, arm., au Havre (Seine-Inf.).
- Mathieu**, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las-Cases, 26.
- Mathieu**, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, rue Meslay, 10.
- Mathieu**, ingénieur à la manufacture des tabacs, à Dieppe.
- Maunoury, Wolff et C^{ie}**, fab. de papiers, rue des Archives, 40.
- Maurice** (M^{me}), avenue de la Grande-Armée, 57.
- Maurice** (M^{me} V^e), Avenue de la Grande-Armée, 67.
- Max Richard**, député, à Versailles.
- May** (H.), rue Thévenot, 14.
- May** (E.), à Beauvais (Oise).
- May** (Ernest), secrét. gén. banque Franco-Egyptienne, boulevard Haussmann, 32.
- Mayniel**, ancien auditeur au Conseil d'Etat, rue des Ecuries-d'Artois, 20.
- Mazade** (A. de), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 71.
- Mazaroz-Riballier**, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 94.
- Meignan**, pr^e, rue du Bac, 40.
- Melouzey**, professeur d'histoire au lycée Fontanes, rue Joubert, 47.
- Ménage**, rue Port-Mahon, 6.
- Ménier**, manufacturier, rue de Château-dun, 56.
- Méquillet, Noblot et C^{ie}**, à Héricourt (Haute-Saône).
- Mercier**, directeur de la Société d'Ourscamps, par Carlepont (Oise).
- Mérice**, président de la XXI^e commission locale, passage du Trône, 3.
- Merlin**, tapissier, rue Godot-de-Mauroy, 34.
- Merner de Mérode**, rue Saint-Guil-laume, 44.
- Meunier** (F.), rue d'Athènes, 22.
- Meuriot** (André), docteur-médecin, rue Berton, 17.
- Meyer**, parfr., boul. de Strasbourg, 37.
- Meys**, syndic, boulevard Magenta, 59.
- Michaut**, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
- Michel**, ing^r, boulevard de Montmorency, 45, Auteuil.
- Mieg** (Ch.) et C^{ie}, à Mulhouse.
- Millescamps** (Gustave), r. Lamennais, 10.
- Milliot**, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
- Ministre de l'instruction publique.**
- Ministre du commerce.**
- Ministre de l'intérieur.**
- Mirault** (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière.

Moisset Foye, tapis et literie, rue des Petits-Champs, 63.
Moisson, courtier d'assur. maritimes, rue de Lisbonne, 52.
Mollet-Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
Mondollot, fabricant d'appareils gazo-gènes, rue du Château-d'Eau, 72.
Monjean, direct. du collège Chaptal.
Monnier, manufacturier, à Foëcy (Cher).
Monot, maître-verrier, à Pantin (Seine).
Monpeur, graveur, rue Meslay, 67.
Montandon (Henri), fabric. de ressorts d'horlogerie, boul. Beaumarchais, 88.
Montbrun (M. de), au château de Saint-Augustin, par Théroüanne (Pas-de-Calais).
Monteil, directeur de la Société du matériel agricole, à Vierzon (Cher).
Montlaur (comte Humbert de), président de l'Œuvre de l'Instruction et de la Persévérance des jeunes fumistes et ramoneurs, rue Saint-Guillaume, 34.
Moreau (M^{me} A.), rue de Monceau, 7.
Moreau-Chaslons (Georges), rue Prouy, 26.
Morel-Motsch, à Cernay.
Morhange, robes, rue du Helder, 5.
Motel, propriétaire, 6, r. du Foïn (Marais).
Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
Mourceau, fabricant, rue Vignon, 6.
Moutier (Paul), serrurier, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
Mousset-Grisson, fab^r, Faubourg-Saint-Antoine, 2.
Moutier (Paul), serrurier, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.
Müller (Em.), professeur à l'Ecole centrale, avenue du Trocadéro, 20.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (P.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Nast (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Lafayette, 62.
Nattan (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Neau (Ernest), fabricant de bontons, rue d'Angoulême, boul. Voltaire, 42.
Newton-Scott (Ch.), r. de l'Arcade, 22.
Noël (Ch.), banquier, Faubourg-Poissonnière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.
Noirot (Henri), avocat à la Cour de Paris, rue Bonaparte, 74.
Norberg (J.), maison Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Normand frères, à Remorantin (Loir-et-Cher).
Normand (Jacques), avocat, rue Rembrandt, 2.
Nusse, avocat à la Cour d'appel, boulevard Saint-Michel, 52, *secrétaire de la Société*.

Nusse (M^{me} ve), rue du Foïn, 6 (au Marais).
Oberndorffer (Hugo), banquier, avenue de Messine, 30.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orf^{re}, rue Basse-du-Rempart, 72.
Ogier, rue de Chabrol, 45.
Olivier (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, rue Boursault, 18.
Olivier-Pinot, imagerie, à Epinal (Vosges).
Origet (M.), négociant, rue du Conservatoire, 10.
Oriolle fils et Rochard, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 42, à Angers.
Orville, anc. magistrat, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 5.
Ouvriers (les) de la maison Christoffe et C^{ie}, rue de Bondy, 56.
Pacon (Victor), négociant, passage Saulnier, 3.
Pagnicoud (F.), publiciste, rue Condorcet, 15.
Pareau, à Montbéliard (Doubs).
Parfoury, marbrier, rue Saint-Sabin, 62.
Paris (Ch.), maître verrier, au Bourget.
Pariset, fab. de coutellerie, r. de la Paix, 24.
Parzudaki, de la maison Phil. Latour, fabricant de chaussures, à Liancourt (Oise).
Pasquier, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).
Patiny (E.), filateur, à Cramoisy, par Creil (Oise).
Payen, nég. en soie, rue de Cléry, 9.
Payen (M^{lle}), rue Violet, 77, à Grenelle.
Péchiney, fabricant de produits chimiques, à Salyndres par Alais (Gard).
Pelpel, nég., rue du Renard-St-Merri, 34.
Peltereau (M^{me}), à Château-Renault.
Penot, Dr de l'Ecole de commerce, à Lyon (Rhône).
Pereire (G.), Faub.-Saint-Honoré, 33.
Périn (Jules), avocat à la Cour de Paris, *secrétaire honoraire de la Société de protection*, rue des Ecoles, 8.
Perrin (le docteur), secrét. de la Com. des logements insalubres, rue de Saintonge, 66.
Pestel (Augustin), rue Pasquier, 9.
Petibon, rentier, rue de l'Eglise, 43, à Boulogne (Seine).
Petit (Francis), expert en tableaux, rue Godot-de-Mauroy, 12.
Petit (Ch.), ancien membre de la Chambre de commerce, rue Jean-Jacques-Rousseau, 19.
Petit (Léon), juge suppléant, conseiller d'arrondissement, à Evreux (Eure).
Petit-Rossignol, instituteur, à Troyes (Aube).
Pétrý, mécanicien-horloger, à Montbars (Côte-d'Or).
Peyramont (Georges de), 31, rue d'Er-langer.
Philipps, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.
Piat, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
Picart, éditeur, rue d'Hauteville, 42.
Picot, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 34.
Pierret, rue Ancelle, 6, à Neuilly (Seine).
Pillivuyt (Louis), fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.

- Pilter**, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 25.
- Pinet**, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis 41.
- Pitet**, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
- Piver** (Al.), rue de Thorigny, 20.
- Pleyel-Wolff**, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.
- Plichon**, f. en fer, rue du Chemin-Vert, 107.
- Plon** fils, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
- Poan de Sapincourt**, ingénieur, rue Jeanne-d'Arc, 3, à Rouen (Seine-Inférieure).
- Poiret**, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.
- Poirrier**, fab. de couleurs d'aniline, rue Lafayette, 103.
- Pombas**, constr.-mécanicien, à Reims.
- Ponche** (Narcisse), filateur, à Amiens (Somme).
- Porcher**, directeur de l'École Turgot, rue de Turbigo, 69.
- Porion**, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).
- Poron** fils et **Mortier** frères, manufacturiers, à Troyes.
- Poulain** (Paul), rue Payenne, 14.
- Poylet** (Charles), fabricant de tissus de crin, rue Vieille-du-Temple, 47.
- Poupinel**, propriétaire, conseiller général à Saint-Arnoult (Seine-et-Oise).
- Poussielgue-Rusand**, fab. de bronzes, rue Cassette, 5.
- Pregniard**, marchand-boucher, r. Caill, 25.
- Prinvault**, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Prévot**, avoué, rue Caumartin, 9.
- Quantin**, imprimeur-typographe, r. Saint-Benoît, 7.
- Quenay** (Edouard), avenue du Bois-de-Boulogne, 40.
- Quevremont** (M^{me}), rue Portalis, 9.
- Radiguet**, boulevard des Filles-du-Calvaire, 15.
- Radu** (M^{lle}), (pour la commission locale du VIII^e arrondissement) (femmes), r. de Turin, 38.
- Raimbert**, membre de la Chambre de commerce, rue de Maignan, 3.
- Raingo** (V.), rue de Prony, 40.
- Rallet** (A.), propriétaire, à Grenoble.
- Ramé**, papetier, rue Berlioz, 19, Passy.
- Ramoussset**, architecte, rue d'Obligado, 9.
- Ranchon** (Georges), architecte, rue du Faubourg-Poissonnière, 127.
- Ratisbonne** (E.), rue Roquépine 18.
- Raynaud**, parfum., r. Saint-Honoré, 207.
- Reber** (J.-G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
- Reblaub**, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers, 4 bis.
- Redgrave**, chief inspector, home department, Whitehall, London.
- Redouly et C^{ie}**, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclaire), rue Saint-Georges, 11.
- Regnier**, directeur du Concert parisien, Faubourg-Saint-Denis, 37.
- Regnier** (J.), rue Saint-Lazare, 69.
- Renard**, entrepreneur de travaux, rue de l'Université, 179.
- Renault et C^{ie}** (ameublements), rue Caumartin, 9.
- Renault** (Léon), sénateur, *secrétaire général de la Société*, rue Murillo, 8.
- Renouard**, avenue Bugeaud, 48.
- Renty** (C. de), directeur de la faïencerie de Creil (Oise).
- Reverchon** (Honoré), directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt à Audincourt.
- Reynoird** (E.), commissionnaire en marchandises, rue de la Victoire, 63.
- Rhens et Cie**, parfumeurs, rue Saint-Denis, 225.
- Rhodé**, nég. en soies, rue St-Lazare, 93.
- Ribot**, agréé près le Trib. de commerce, rue d'Hauteville, 18.
- Riché** (Léon), nég., rue de Belzunce, 18.
- Richebois**, propriétaire, rue de Thorigny, 20.
- Richou**, ingénieur civil, av. A. 5.
- Riéder** (Aimé), à Mulhouse.
- Rimmel**, parfumeur, boulevard des Capucines, 9.
- Riottot** (Jules) fils, négociant, passage Saulnier, 3.
- Riquier** (Ernest), manufacturier, à Fresnoville, par Valines (Somme).
- Riquier** (Th.), manufacturier, à Fresnoville, par Valines (Somme).
- Rivière**, fabricant de bretelles, rue Grammont, 29, à Rouen (Seine-Infér.).
- Rivière**, maître de forges, à Vierzon (Cher).
- Robert** (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vie), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*, rue de la Banque, 15.
- Robin** (Dr Albert), rue de Saint-Petersbourg, 4.
- Robin** (M^{me} V^e), à Dijon.
- Robiquet** (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 112.
- Roche** (Pl.), avoué près le Trib. civil, rue de Grammont, 3.
- Roche** (Isidore), ingénieur civil, *trésorier de la Société*, rue de Strasbourg, 17.
- Rodanet**, président du la chambre syndicale de l'horlogerie, rue Vivienne, 36.
- Rollin**, directeur de la C^{ie} d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.
- Rollin** (M^{me}), brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.
- Rondeau et Lecler**, passage des Petites-Ecuries, 5.
- Rondelet**, chasublier, r. Bonaparte, 74.
- Roret**, libraire, boul. Saint-Germain, 63.
- Rose**, dir. des ventes de Baccarat, rue Paradis, 20 bis.
- Rostaing** (Léon), manufacturier, à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche).
- Rothschild** (A. de), rue St-Florentin, 2.
- Rothschild** (baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.
- Rothschild** (Gustave de), rue Lafitte, 23.
- Rouquès** (Valère), emballer, rue de Turenne, 39.
- Rousseau** (H.), nég., rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
- Rousset**, fabricant de chaussures, à Blois.
- Rousset**, boulevard Haussmann, 135.

Rousset, rue Visconti, 13.
 Rouvenat et Després, fabricants de
 joaillerie, rue d'Hauteville, 62.
 Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.
 Roy (Gust.), nég., avenue Hoche, 4 bis.
 Royaux fils, manufacturier, à l'Escar-
 pelle (Pas-de-Calais).
 Sahler (L.), filatr., à Adincourt (Doubs).
 Saint (Charles), manufacturier, rue du
 Pont-Neuf, 4.
 Saint-Phal (de), directeur des usines
 de Mazières, à Bourges (Cher).
 Sakakini (J.), rue Boissy-d'Anglas, 45.
 Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel,
 boulevard Haussmann, 39.
 Salle (Julien-Hippolyte), banquier (*Caisse
 commerciale*), à Saint-Denis (Seine).
 Sarraill (A.), président du Conseil des
 prud'hommes, à Bordeaux.
 Sautejeau, directeur du patronage Sainte-
 Anne, rue Planchat, 42 (Charonne-Paris).
 Sauvage, ingénieur des mines, 4, rue
 Chaptal.
 Sauvageot et C^{ie}, marchands verriers,
 rue du Faub-Poissonnière, 54.
 Savard, fab^r-bijoutier, rue St-Gilles, 22.
 Savart, fabricant de chaussures, rue
 Saint-Martin, 123.
 Say (Léon), sénateur, *président de la
 Société*, rue Fresnel, 24.
 Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à
 Limoges.
 Schaeffer, industriel, rue Duvivier, 18, à
 Aubervilliers.
 Schaeffer (Gustave), à Dornach (Alsace).
 Schenauer (Daniel), boulevard Mont-
 maître, 16.
 Schloss (W^{am}), avenue de Messine, 30.
 Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
 Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
 Schlumberger, Steiner et C^{ie}, à Mul-
 house.
 Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 123.
 Schneider, directeur du Creuzot.
 Schneider et C^{ie}, au Creusot.
 Schoetter (J. - Joseph), manufacturier,
 boulevard de Sébastopol, 63.
 Schryver (Isidore), industriel, à Haut-
 mont (Nord).
 Schwartz et C^{ie}, à Mulhouse.
 Schweissguth et de Lacroix, à Mul-
 house.
 Sciama frères, marchands de diamants,
 rue d'Hauteville, 40.
 Sérurier (le comte), Fbg St-Honoré, 168.
 Seydoux, fab^r, rue de l'Université, 39.
 Sibelin (M^{lle}), place Malesherbes, 24.
 Siéber, régent de la Banque de France,
 rue de Paradis, 23.
 Siegfried (J.), maire du Havre (Seine-Inf^{re}).
 Signol, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 89.
 Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 40.
 Sirot, maître de forges, à Saint-Amand-
 les-Eaux (Nord).
 Six (Charles), filateur de laine, rue du
 Château, 62, à Tourcoing.
 Société des couverts *Alfénide* (ancien-
 ne maison V^e Ch. Halphen), 3, rue
 Rossini.
 Société de la Vieille-Montagne, rue
 Richer, 24.
 Société anonyme des anciens éta-
 blissements Cail, quai de Grenelle, 15.

Société des Ingénieurs civils, cité
 Rougemont, 10.
 Société de secours mutuels de la mai-
 son Teclaire, rue Saint-Georges, 41.
 Société alsacienne de constructions
 mécaniques, à Mulhouse.
 Société havraise d'émulation et d'en-
 couragement pour les apprentis
 employés dans la métallurgie, 16,
 rue Dauphine, au Havre (Seine-Inf^{er}).
 Société industrielle de Reims.
 Somasco (Ch.), ingénieur civil, à Creil
 (Oise).
 Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 145.
 Soudée, nég. en spiritueux, boul. Dide-
 rot, 1.
 Soulier (Ch.), à Lyon.
 Souplet, à Saint-Quentin.
 Sourdat, mécanicien, rue Myrrha, 16.
 Sribier (Alphonse), nég^t en tissus-caout-
 chouc, boulevard Saint-Germain, 122.
 Stein (A.), fab. de cordages, à Belfort
 (Haute-Saône).
 Steinbach (Georges), à Mulhouse.
 Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
 Stoecker, à Mulhouse (Alsace).
 Strohl (Aug.), à Bâle (Suisse).
 Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard
 Sébastopol, 62.
 Sydenham (Victor), filateur, à Doullens
 (Somme).
 Taborin (M^{me}), boulevard Richard-Le-
 noir, 58.
 Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
 Tailbouis, fabricant de bonneterie, Saint-
 Just-en-Chaussée (Oise).
 Tailbouis (M^{me}), Saint-Just-en-Chaussée
 (Oise).
 Tallon (Eng.), avocat général à la Cour
 de Lyon, *Vice-Président de la Société*,
 rue Gasparin, 16, à Lyon.
 Taneur, imprimeur en taille-douce, rue
 Lacépède, 38.
 Teisserenc de Bort, avenue Marceau,
 80.
 Teissonnière, quai Voltaire, 5.
 Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez,
 par Villequier-Aumont (Aisne).
 Tessier (F.), nég., r. du Port-de-Bercy, 12.
 Teste, fab^r d'éping, à Lyon-Vaise (Rhône).
 Tétard, et Lainé C^{ie}, fabricants de tapis,
 à Beauvais (Oise).
 Thénard (Arnoul), place St-Sulpice, 6.
 Thénard (M^{me} Henri), rue de Sèvres, 17.
 Thézard, commissionnaire, à Elbeuf
 (Seine-Inférieure).
 Thiébaud (V.), fond., rue de Villiers, 30.
 Thierry, serrurier, rue Coustou, 4.
 Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
 Thiriez (père et fils), filateurs, à Lille.
 Thomas, banquier, r. Boissy-d'Anglas, 6.
 Thomas (Ernest), étudiant en médecine,
 rue Claude-Bernard, 73.
 Thomas (Isidore), fabricant de couleurs,
 rue de Reuilly, 23.
 Thouvenin, directeur de la verrerie de
 Wallersthal (Lorraine).
 Thuot (M^e), rue de Bretagne, 8.
 Tissier fils, manufacturier, au Conquet
 (Finistère).
 Tixier, rue Bertin-Poirée, 10.
 Tollu, notaire, rue Saint-Lazare, 70.
 Tournier, à Mulhouse (Alsace).

- Tournier** (F.), avocat à la Cour de Paris, rue de Vaugirard, 33.
- Trapp**, manufacturier, à Mulhouse.
- Trelat**, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.
- Tresca** (Alfred), ingénieur civil, 6, rue de Valenciennes.
- Trille** (P.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
- Trille** (E.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
- Tulpin frères**, mécaniciens-construct., à Rouen.
- Turner** (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
- Turney**, nég., rue Saint-Martin, 4.
- Vacquerel**, fabricant de papiers de couleux, rue Réaumur, 41.
- Vaillant** (Armand), propriétaire, boulevard Voltaire, 88.
- Valdampierre**, fabricant de cartonnage (fantaisie), rue Saint-Martin, 110.
- Vancœuwenberghe, Seys** (E.), **Snowden et Cie**, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).
- Vandendorpel**, fab. de papiers dorés, rue du Temple, 176.
- Van-Grutten**, maire de la ville de Saint-Pierre-lès-Calais (Pas-de-Calais).
- Varennes** (M^{me} de), avenue des Champs-Élysées, 47.
- Varey** (Ch.), publiciste, r. Dulong, 72.
- Varin-Bernier**, banquier, à Bar-le-Duc (Meuse).
- Vasseur** (Alph.), direct. du Patronage de Nazareth, rue Stanislas, 11.
- Vatin**, rue Joffroy, 55.
- Vatry** (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 102.
- Vaucher** (E.), à Mulhouse.
- Vaury**, négociant, rue Marengo, 6.
- Vautier** (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
- Vée** (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
- Vélin**, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).
- Verdè-Delisle** (A.), rue Cambon, 47.
- Verdè-Delisle** (P.), fabricant de cachemires, rue Cambon, 47.
- Vermeesch** (M^{me} Ve), fabricant à Arques, près Saint-Omer (Pas-de-Calais).
- Vernay** (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, rue Saint-Denis, 163.
- Vernes**, pasteur, rue des Batignolles, 7.
- Véron** (A.), av. du Coq, 6 (rue St.-Lazare).
- Verstraete** (Emile), référendaire au sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.
- Vidal** (E.), filateur, à Mazamet.
- Vilmorin** (H.), boul. Saint-Germain, 149.
- Vinchon et Cie**, filateurs, à Roubaix.
- Vinois**, teinturier, rue de Picardie, 42.
- Vintry** (J.), memb. de la Ch. de comm., place de la Miséricorde, 2, à Lyon.
- Viol**, rue de Cléry, 25.
- Voillereau**, rue Oberkampf, 114.
- Voiriot** (Alfred), manufacturier, rue des Dauphins, 7, à Grenoble (Isère).
- Vuillemin**, Direct. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).
- Vulliamy** (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).
- Walcker** (bazar du Voyage), rue Rochecouart, 42.
- Wallaert frères**, filateurs, à Lille.
- Wallerand**, teinturier, à Cambrai.
- Wapler** (C.), agent général de la Société Suisse d'assurances contre les accidents de Winterthur, rue Louis-le-Grand, 7.
- Weisgerber et Kiener**, manufacturiers, à Ribeauvillé (Alsace).
- Weens**, employé de commerce, rue de Paris, 10, à Vincennes.
- Weill**, relieur, 5, rue Christine.
- Wickham** (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.
- Weldon** (M^{me} ve), rue Scribe, 5.
- Wild et Zindel**, à Mulhouse.
- Wild et fils**, fabricants de chapeaux, à Nancy.
- William Booth**, président de la Children's Aid Society (New-York).
- Worms** (M^{me}), boul. Haussmann, 45.
- Zegut**, à Tusey, près Vaucouleurs.
- Zeyer**, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.
- Zimmermann** (M^{me}), place Malesherbes, 20.
- Zuber** (E.), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.
- Zuber** (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).





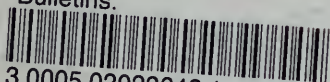




331.3106244 S678B v.18

c.1 Societe de protect
Bulletins.

OISE



3 0005 02023642 1

331.3106244

S678B

v.18

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.18

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res

Bulletins

